La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009

Philippe Boudreau

Thèse soumise à la
Faculté des études supérieures et postdoctorales
dans le cadre des exigences
du programme de doctorat en philosophie en science politique

École d'études politiques
Faculté des sciences sociales
Université d'Ottawa

© Philippe Boudreau, Ottawa, Canada, 2015

Résumé de la thèse

Quelle a été l'évolution ces dernières décennies du rapport des mouvements sociaux (MS) québecois aux catégories de l'action politique que sont la question nationale, la forme parti et les rapports entre mouvements? La plupart de ces dimensions de l'action politique mouvementiste ont suscité une importante attention de la part des sciences sociales, lorsqu'il s'est agi d'étudier les décennies 1960 et 1970. L'intérêt pour l'étude de ces catégories de l'action des MS des décennies suivantes s'est quelque peu tari, à la faveur d'un récit de la déploration regrettant l'époque glorieuse de la Révolution tranquille et les tumultueuses années 1970.

Notre thèse propose de se réapproprier la trame historique d'un demi-siècle d'action politique des MS, en cherchant à repérer les modalités du cheminement de trois mouvements (syndical, féministe, communautaire) sur ce terrain, au travers de l'étude minutieuse des mutations de leur culture politique.

Cette dernière a subi d'importantes interpellations et remises en question, sous l'influence de divers facteurs, au cours des dernières décennies. Un de nos arguments centraux est qu'il y a eu au sein des MS québécois un cheminement dans la façon d'aborder la sphère politique et la transformation sociale, cette évolution traduisant chez eux un processus d'apprentissage, à savoir une forme de développement du rapport à l'action politique. Celle-ci se voit conférer le statut de compétence développée dans le quotidien des mouvements, sur le tas, donc par essais et erreurs.

Notre enquête sur le terrain a permis de dégager des résultats traités de façon à la fois chrono-logique et taxonomique, relatifs à nos trois dimensions de l'action politique. Successivement, chacune d'elles fait l'objet d'un chapitre : les rapports entre MS, la question nationale, la forme parti (incluant les élections). Dans chaque cas, l'examen de l'évolution se donne pour tâche de dégager les éléments de bilan faits par les militants et militantes, puis d'exhumer les acquis, souvent tacites, en termes de connaissances politiques. Cette recherche permet de dégager précisément en quoi il y a eu développement du rapport des MS à l'action politique, en outre à l'initiative du mouvement des femmes, dont l'influence a été déterminante.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ DE LA THÈSE ii
TABLE DES MATIÈRES iii
LISTE DES ACRONYMES vi
REMERCIEMENTS ix

INTRODUCTION xi

CHAPITRE 1 : Revue critique des approches théoriques existantes 1

1.1 Contribution de la RMT, de l'école du processus politique et de l'approche institutionnelle 2
1.2 Apport de la théorie des nouveaux mouvements sociaux eu égard à l'action politique des MS.. 8
1.3 L'école "américaine", phase 2 18
1.4 Prolongements contemporains du marxisme, eu égard à l'action politique des MS 26
1.5 Le courant cognitif : *knowledge production, social movement learning* 37

CHAPITRE 2 : L'articulation analytique, l'objet étudié et son opérationnalisation 45

2.1 Articulation de quatre apports théoriques retenus et argument central 45
2.2 Les dimensions de l'action politique 50
2.3 Opérationnalisation : les hypothèses 52
2.4 Opérationnalisation (suite) : la méthodologie 54
2.4.1 Échantillon 55
2.4.2 Analyse des données 58

CHAPITRE 3 : Histoire de l'action politique des MS québécois, une recension des écrits 60

3.1 Le rapport à la forme parti 61
3.2 Question nationale et mouvements sociaux, avant 1975 72
3.3 Question nationale : le tournant du milieu des années 1970 81
3.4 Rapports multi-mouvements 89
3.5 Le choc des années 1980 et ses suites : quelle interprétation retenir? 90
3.6 Enjeux de recherche inhérents à une lecture hachurée de l'histoire des MS québécois 95

CHAPITRE 4 : Évolution des rapports entre mouvements sociaux 99

4.1 Éléments de contextualisation 100
4.1.1 Aperçu historique : situation des mouvements dans les années 1980 100
4.1.2 La périodisation de l'évolution des rapports entre MS en deux phases distinctes ... 107

4.2 Caractéristiques de l'évolution des rapports entre mouvements, de 1980 à 1993 108
4.2.1 Fertilisation croisée au plan programmatique 110
4.2.2 Fertilisation croisée au titre des pratiques associatives 116
4.2.3 Le travail en coalition multi-mouvements 122
4.2.4 Constats à mi-parcours 125

4.3 Caractéristiques de l'évolution des rapports entre mouvements, de 1993 à 2009 127
4.3.1 Contexte historique : situation des mouvements sociaux 127
4.3.2 Fertilisation croisée au plan programmatique 132
4.3.3 Fertilisation croisée en termes de pratiques associatives 135
4.3.4 Travail en coalition et initiatives multi-mouvements 138

4.4 Conclusion du chapitre 154

CHAPITRE 5 : Mouvements sociaux et question nationale 161

5.1 Contexte : la conjoncture politique nationale vers 1980 162

5.2 La décennie 1980 : bilan et recomposition du rapport à la question nationale 165
5.2.1 Le bilan dans les MS, aux lendemains de l'échec référendaire et du rapatriement 169
5.2.2 Les conditions d'une recomposition du rapport à la question nationale 177

5.3 1991-1995 : nouvelles capacités politiques sur la question nationale 184
5.3.1 Parachèvement de l'intégration de la question nationale par les MS 185
5.3.2 Articulation entre politique institutionnelle et investissement mouvementiste 188
5.3.3 Acquis pour les MS en 1995 à la suite de leurs incursions sur la question nationale..... 193

5.4 1996-2009 : nouvelle équation nationale pour les MS 200
5.4.1 Pouvoir fédéral et dynamique mouvementiste au Québec 201
5.4.2 Conclusion pour la sous-période 1996-2009 207

CHAPITRE 6 : Évolution du rapport des mouvements sociaux à la forme parti 210

6.1 Éléments de contextualisation 210
6.1.1 Le rapport MS/parti : précisions relatives à l'objet 210
6.1.2 Bref rappel du contexte des années 1980 213

6.2 1982-1995: conditions d'une recomposition et d'un développement de la culture politique..... 215
6.2.1 Action politique à gauche du PQ : leçons tirées de deux échecs 216
6.2.1.1 L'expérience maoïste 216
6.2.1.2 L'expérience Mouvement socialiste 227
6.2.2 Crise avec le Parti québécois 232
6.2.3 Bilan à mi-chapitre : processus de maturation dans les années 1980 et 1990 238

6.3 La période 1996-2009 : virage du Parti québécois et nouvelle donne à la gauche du PQ 244
6.3.1 Rendez-vous manqués avec le Parti québécois 245
6.3.2 Diverses options à gauche 251
6.3.2.1 Deux expériences de politisation à l'intérieur du paradigme péquiste 251
6.3.2.2 L'émergence d'une alternative politique à la gauche du PQ 255
6.3.3 Les acquis de la période 259

6.4 Conclusion du chapitre 269

CHAPITRE 7 : Culture politique et histoire politique 272

7.1 Nos résultats replacés dans la trame de l'histoire politique 276

7.2 Retour critique sur certains éléments de cette recherche..... 290

7.3 Conjoncture politique et question nationale 296

CONCLUSION 300

BIBLIOGRAPHIE 306

ANNEXES 345

Annexe 1 : Lettre type pour contacter les participants et participantes
Annexe 2 : Formulaire de consentement
Annexe 3 : Schéma d'entrevue
Annexe 4 : Liste des participants et participantes aux entretiens de recherche
Annexe 5 : Certificat d'approbation déontologique
Annexe 6 : Manuel de codage
Annexe 7 : Schéma – la notion de *praxis*

Liste des acronymes

ACEF	Association coopérative d'économie familiale
ADDS	Association de défense des droits sociaux
ADQ	Action démocratique du Québec
AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
AGEUM	Association générale des étudiants de l'Université de Montréal
ALÉ	Accord de libre-échange
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
ANEEQ	Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEQ jusqu'en 1987)
ANEQ	Association nationale des étudiants du Québec (devient ANEEQ en 1987)
ASSÉ	Association pour une solidarité syndicale étudiante
BQ	Bloc québécois
CALACS	Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
CAP	Comité d'action politique
CASA	Comité d'accueil du Sommet des Amériques
CCA	Comité canadien d'action sur le statut de la femme (NAC en anglais)
CCF	*Commonwealth Cooperative Federation*
CCMM	Conseil central du Montréal métropolitain
CDPQ	Commission des droits de la personne du Québec
CEQ	Centrale d'enseignement du Québec (devient la CSQ en 2000)
CÉR	Comité d'éthique de la recherche de l'Université d'Ottawa
CFP	Centre de formation populaire
CIAFT	Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
CIC	Corporation des instituteurs et institutrices catholiques
CLSC	centre local de services communautaires
CPE	centre de la petite enfance
CSD	Centrale des syndicats démocratiques
CSF	Conseil du statut de la femme
CSN	Confédération des syndicats nationaux (CTCC jusqu'en 1960)
CSQ	Centrale des syndicats du Québec (CEQ jusqu'en 2000)
CTC	Congrès du travail du Canada
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada (devient la CSN en 1960)
FAS-CSN	Fédération des affaires sociales – CSN
FC-CSN	Fédération du commerce – CSN
FCPASQ	Front commun des personnes assistées sociales du Québec

FEC-CEQ	Fédération des enseignantes et enseignants de cégep – CEQ
FECQ	Fédération étudiante collégiale du Québec
FESP-CSN	Fédération des employés des services publics – CSN
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec
FFQ	Fédération des femmes du Québec
FIIQ	Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (devient la FIQ en 2006)
FLF	Front de libération des femmes
FLQ	Front de libération du Québec
FNEEQ-CSN	Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec – CSN
FPTQ	Fédération provinciale du travail du Québec
FRAP	Front d'action politique
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
FSQ	Forum social québécois
FTQ	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
FUIQ	Fédération des Unions industrielles du Québec
GSTQ	Groupe socialiste des travailleurs du Québec
IREF	Institut de recherches et d'études féministes
IRIS	Institut de recherche et d'informations socio-économiques
JEC	Jeunesse étudiante chrétienne
JOC	Jeunesse ouvrière chrétienne
LCMLC	Ligue communiste marxiste-léniniste du Canada
LGBT	lesbiennes, gais, bisexuel-le-s, trans-genres et trans-sexuel-le-s
LOR	Ligue ouvrière révolutionnaire
MCA	mouvement communautaire autonome
MDE	Mouvement pour le droit à l'éducation
MÉPACQ	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
MLP	Mouvement de libération populaire
MMF	Marche mondiale des femmes
MREQ	Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec
MQF	mouvement québécois des femmes
MS	mouvement social
MSA	Mouvement souveraineté-association
NAC	*National Action Committee on the Status of Women* (CCA en français)
NGP	nouvelle gestion publique
NMS	nouveaux mouvements sociaux
NPD	Nouveau Parti démocratique
NPD-Q	Nouveau Parti démocratique – Québec (devient PDS en 1996)
OC	Option citoyenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ONG	organisation non gouvernementale
OPA	offre publique d'achat
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PAES	programme d'accès à l'égalité syndicale
PCCML	Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)
PCO	Parti communiste ouvrier
PCR-CO	Parti communiste révolutionnaire (comité d'organisation)
PDS	Parti de la démocratie socialiste (NPD-Q jusqu'en 1996)
PQ	Parti québécois
PSQ	Parti socialiste du Québec
QS	Québec solidaire
RAP	Rassemblement pour l'alternative politique
RÉCIFS	Regroupement, échanges, concertation des intervenantes et formatrices en social
RFQ	Regroupement des femmes québécoises
RIN	Rassemblement pour l'indépendance nationale
RIOCM	Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal
RMT	*Resource mobilization theory*
RPS	Rassemblement pour le socialisme
RQIC	Réseau québécois sur l'intégration continentale
SACA	Secrétariat à l'action communautaire autonome
SFPQ	Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec
SPGQ	Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec
SPQ	Solidarité populaire Québec
SPQL	Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre
SPQ Libre	Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre
TROC-ROC	Table régionale d'organismes communautaires et Regroupement d'organismes communautaires
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire
UFP	Union des forces progressistes
UGEQ	Union générale des étudiants du Québec
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
ZLÉA	Zone de libre-échange des Amériques

Remerciements

Bien que la thèse n'engage officiellement que son auteur, elle demeure malgré tout un processus impliquant un grand nombre de personnes, à des degrés souvent plus importants que ce que suggèrent les apparences. La présente section se veut une modeste tentative de rétablir la part des choses, en spécifiant la contribution de ces personnes à cette œuvre.

Il va de soi que je remercie d'abord mon directeur de thèse, Serge Denis, qui m'a guidé sans relâche tout au long de cette aventure, même – et surtout – après qu'il ait annoncé son départ à la retraite. Cet accompagnement a toujours été très précieux et je lui dois beaucoup pour la réussite de cette exigeante entreprise qu'est la réalisation d'une thèse de doctorat.

Je tiens également à souligner la très généreuse contribution de la vingtaine de personnalités des mouvements sociaux qui ont toutes accepté de me consacrer entre trois et cinq heures d'entrevue, sans compter les échanges subséquents effectués par courriel. La grande majorité d'entre elles avaient déjà un horaire extrêmement chargé au moment de la prise de rendez-vous et elles ont bien voulu malgré tout faire une place à leur participation à ce projet de recherche. Dans une thèse comme celle-ci, la prise de parole par les acteurs et actrices, sur le terrain, est un pivot de l'ensemble de la démarche; c'est avec bonheur que je me suis imprégné de leurs témoignages et réflexions, qui ont grandement influencé mon analyse, et ce, bien au-delà des seuls passages cités explicitement dans ces pages. Dans le cas du mouvement des femmes, je tiens à remercier nommément Michèle Asselin, Françoise David, Ginette Drouin-Busque, Madeleine Lacombe, Diane Matte et Véronique O'Leary. Pour le mouvement communautaire, ma profonde reconnaissance va à Bill Clennett, Nicole Jetté, Jean-Yves Joannette, Johanne Nasstrom, Marie Pelchat et François Saillant. Pour le mouvement syndical, un immense merci à Fernand Daoust, André Frappier, Gérald Larose, André Leclerc, Lorraine Pagé, Louis Roy, Serge Roy et Monique Simard.

J'aimerais exprimer ma gratitude à la politologue Pascale Dufour, qui m'a adroitement aidé au moment de la confection du devis de recherche, en m'indiquant comment elle-même s'y prenait pour formuler et présenter un projet de recherche. Un merci tout spécial à l'excellente Dalie Giroux

pour le cours de méthodologie – et celui de pensée politique – ainsi qu'à mes savants professeurs de politique canadienne, François Rocher et Michael Orsini. Merci également au professeur E.-Martin Meunier pour sa contribution à l'étape du projet de thèse et à celle de la validation du cadre théorique. S'agissant des professeurs ayant eu une influence sur mes études doctorales, je m'en voudrais beaucoup d'omettre le sociologue Pierre Beaudet, qui m'a fortement encouragé à faire mes études doctorales à l'Université d'Ottawa. J'ai ainsi été entouré de professeurs de grande qualité; leur expertise et leurs conseils me furent très profitables.

J'aimerais aussi souligner l'apport significatif à ma formation intellectuelle de mon estimé collègue François Cyr, un fin observateur de la scène politique québécoise qui nous a subitement quittés en 2012, en plein Printemps érable. François a pu observer de très près l'évolution de cette culture politique sise au cœur de ma thèse et mes fréquentes discussions avec lui m'ont aidé à formuler certaines hypothèses. Merci à Claude Perron, pour ses rétroactions judicieuses à des textes liés à mes recherches. Merci à mon employeur, le Collège Ahuntsic, qui de bien des façons m'a appuyé et facilité l'existence comme doctorant.

Pour leur connaissance étroite de l'un des mouvements sociaux étudiés, je tiens à remercier ces personnes, qui m'ont aiguillé vers des ressources ou auprès de qui j'ai pu valider certaines de mes pistes ou intuitions : Véronique Brouillette, René Charest, Thomas Chiasson-Lebel, Dominique Daigneault, Louise Desmarais, Stéphane Lessard et Bertrand Loiselle. Pour leurs riches témoignages relatifs à la culture militante de l'extrême gauche des années 1970, j'exprime ici ma gratitude à Ginette Demers et André Vincent. Je dois beaucoup également à André Querry, pour l'accès qu'il m'a donné à ses archives personnelles relatives à la gauche québécoise du début des années 1980.

Pour la révision linguistique et la mise en forme finale de la thèse, mes hommages et ma reconnaissance vont à Monique Moisan. Mille mercis à Geneviève Chrétien, Patricia Maheu et Suzanne Meilleur pour la retranscription d'une partie des entretiens de recherche.

Enfin, comment passer sous silence l'immense soutien de mes proches, dont Luc Lauzon qui m'a hébergé durant mes études à Ottawa. Je n'arriverai jamais à exprimer toute ma gratitude à mes parents pour leur appui indéfectible pendant toutes ces années; cela sans compter le soutien affectif de Maryse, ma tendre moitié, qui a assumé à mes côtés, avec une remarquable patience et une grande bonté, une part des sacrifices exigés.

Introduction

« *Do the people have the right or not to participate in the process of producing new knowledge? I am sure that a serious process of social transformation of society has to do that. (...) I cannot fight for a freer society if at the same time I don't respect the knowledge of the people.* »
- Paulo Freire[1]

Des mouvements sociaux québécois ont montré ces dernières années leur grande vitalité, parvenant à bouleverser jusqu'à un certain point l'agenda sociopolitique en contrariant des visées gouvernementales et en ébranlant au passage quelques certitudes, prétendument consensuelles. En amont du remarquable printemps des carrés rouges en 2012, d'autres mouvements sociaux avaient eux aussi fait belle figure : pensons à l'entrée en scène fracassante des altermondialistes en avril 2001, remettant en question le projet de Zone de libre-échange des Amériques (abandonné depuis); pensons également au mouvement des femmes, ayant su surprendre par sa force et son leadership, tant à l'occasion de la Marche mondiale des femmes de 2000 que lors de la marche du Pain et des roses en 1995. Pensons enfin au mur d'opposition populaire sur lequel a dû s'arrêter, en 2004-2005, l'ambitieux plan de réingénierie du gouvernement libéral de Jean Charest. Il n'est donc pas étonnant que l'intérêt médiatique pour cette catégorie d'acteurs ne se soit jamais tari et qu'à leur tour, les milieux académiques n'aient cessé d'en faire un objet privilégié de recherche.

Qu'en est-il toutefois du prolongement de l'action des mouvements sociaux (MS) dans les dimensions plus proprement politiques de la dynamique nationale québécoise? L'étude de ce genre d'interactions entre MS et partis ou élections ou référendums ne va pas de soi, les catégories concernées étant souvent considérées comme profondément distinctes de par leur nature et pouvant logiquement être étudiées par leurs spécialistes respectifs. Éventuellement, le danger d'une posture intellectuelle trop rigide en ces matières serait de proclamer l'existence d'une dichotomie essentielle, en vertu de laquelle, par exemple, les sociologues des mouvements sociaux

[1] Myles Horton et Paulo Freire, *We Make the Road by Walking. Conversations on Education and Social Change*, Philadelphie, Temple University Press, 1990, p. 97-101.

accapareraient l'étude de ces derniers, tandis que les politologues se spécialiseraient dans l'étude des institutions démocratiques, des politiques publiques ou de la pensée politique. Une telle conception dichotomique des acteurs, de leur champ d'action et du domaine disciplinaire dont ils relèvent peut à terme poser problème, notamment lorsqu'il s'agit d'étudier la façon dont des secteurs numériquement importants de la société (les femmes, les salariés, les milieux populaires...) s'organisent politiquement et posent la question du pouvoir. Ce souci est d'autant plus vif qu'il a été de la responsabilité des sciences sociales, tout au long du vingtième siècle, d'étudier la gauche sociale et politique, que ce soit au titre de son horizon sociétal, de son programme politique, de ses stratégies, de ses modes d'organisation, de ses pratiques militantes quotidiennes ou de tant d'autres aspects encore. Pour pouvoir répondre à de telles préoccupations académiques, encore est-il nécessaire aujourd'hui d'envisager la possibilité d'un continuum entre des catégories d'acteurs trop souvent réputées indépendantes les unes des autres.

Le choix de notre sujet de recherche découle d'un certain nombre de préoccupations et d'intuitions ressenties au moment de la formulation du projet de thèse. D'abord, nous avions le sentiment que l'étude des MS, généralement effectuée « en silos », c'est-à-dire sur un seul mouvement à la fois, faisait l'impasse sur leurs interactions, ce qui privait l'observateur d'un levier de compréhension de l'évolution possible de la gauche au Québec. Nous pensions au contraire qu'il fallait chercher à savoir à quel point les mouvements se nourrissaient les uns les autres ou encore, s'il existait une hiérarchie entre eux (et dans quelle mesure cela pouvait affecter le projet politique de la gauche). Ensuite, notre première recension des écrits suggérait dès le départ que maints auteurs avaient tendance à se concentrer sur les moments les plus spectaculaires de l'action politique progressiste au Québec depuis 1960 (notamment l'intense agitation de la dernière moitié des années 1960 et de la plus grande partie des années 1970), laissant plutôt en plan les années 1980 et 1990 qui, lorsque abordées, étaient traitées le plus souvent sous l'angle du recul ou du manque. Une telle lecture de l'ère post-Révolution tranquille nous apparaissait insuffisante. Nous nous demandions également dans quelle mesure il y aurait, au travers de l'étude de la trajectoire du nationalisme québécois depuis 1980, des clefs d'interprétation éventuelles d'une évolution du rapport des MS à l'action politique; ce que, dès le lendemain du 20 mai 1980, d'aucuns qualifiaient d'échec magistral de la gauche et des MS pouvait-il servir de point de départ à l'hypothèse d'un renouveau de l'action mouvementiste? Enfin, au moment d'entamer cette recherche, nous éprouvions une grande curiosité à l'égard de ce qui était alors un tout nouveau phénomène partisan à l'échelle nationale,

Québec solidaire, un acteur ayant – encore aujourd'hui – fait très peu l'objet d'attention en science politique.

La présente thèse se veut une invitation à aller au-delà des lacunes observées à ce jour dans la production académique relative à l'action politique des MS québécois. Nous avons souscrit à l'intérêt d'une lecture estimant que ceux-ci aient un rôle actif quant aux évolutions observées sur le terrain politique national, et à considérer que ce rôle puisse participer d'une forme de constitution du pouvoir des catégories sociales mobilisées à travers ces acteurs. Ce genre d'étude est indispensable à une compréhension valable de l'évolution de la gauche québécoise au cours des dernières décennies. Nous proposons d'en retracer les jalons et les modalités, pour la période allant de 1980 à 2009.

Nous proposons aussi de situer ces jalons dans le cadre de ce que nous considérons être l'évolution de la culture politique des mouvements sociaux. Nous verrons que l'examen détaillé de l'évolution de cette culture politique, au fil des décennies, recèle un potentiel d'explication fécond s'agissant d'appréhender certaines mutations dans la façon dont la gauche et les mouvements ont envisagé quelques-unes des plus importantes dimensions de l'action politique, soit celles relatives aux élections, aux référendums et aux rapports entre MS. Notre argument central sera qu'au total, la période étudiée n'en fut pas une de régression de l'action politique des MS; au contraire, il faut plutôt parler d'une réorientation et d'une recomposition de cette action. Plus précisément, nous soutenons qu'il y a eu au sein des MS québécois un cheminement dans la façon d'aborder la sphère politique et la transformation sociale; cette évolution traduirait un processus d'apprentissage par les MS.

Autrement dit, pour être correctement comprise, l'apparente résurgence de l'action mouvementiste au 21^{e} siècle doit faire l'objet d'une étude approfondie de ses racines dans les décennies précédentes. C'est cette sociogenèse que nous avons entrepris de faire, dans le cas de trois MS : mouvement des femmes, mouvement communautaire et mouvement syndical. Pour y parvenir, nous avons conceptualisé le rapport à l'action politique des MS d'une manière encore assez peu exploitée dans les recherches sur notre objet; nous avons choisi de donner à l'action politique des MS le statut de connaissance produite par ceux-ci. À son tour, ce choix nous a amené à identifier la mécanique fine par laquelle se construisait, dans les mouvements, cette connaissance politique; la notion de *praxis*, entendue comme processus constant d'aller-retour entre la réflexion (ou l'évaluation) et l'action (ou la décision) s'est avérée particulièrement précieuse à ce titre. Les MS

sont ainsi conçus comme les incubateurs d'un savoir-faire politique patiemment élaboré au quotidien, souvent sans avoir été formellement verbalisé ou identifié par les protagonistes; il appartient alors à la recherche en sciences sociales d'exhumer les connaissances façonnées dans le feu de l'action.

Pour mener à bien cette entreprise, nous en sommes venu à organiser et à présenter le contenu de notre recherche de la façon suivante. Dans le premier chapitre, nous offrons un panorama des grandes approches théoriques en étude de l'action politique des mouvements sociaux. Nous examinons d'abord les apports théoriques qui sont à l'origine de ce qui deviendra l'école américaine; nous enchaînons avec un examen de la « théorie des nouveaux mouvements sociaux »; dans un troisième temps, l'école américaine dans sa phase intégrée et contemporaine sera mise à contribution; puis nous solliciterons quelques prolongements de l'approche marxiste; pour terminer, nous décrirons le courant que nous appelons « cognitif ». Chacune de ces cinq grandes perspectives fera l'objet d'une évaluation critique qui nous aidera à camper conceptuellement notre objet et à situer notre questionnement intellectuel.

Le second chapitre nous amène sur le terrain du balisage scientifique étroit de notre travail de recherche. À partir d'un retour sur les jalons théoriques que nous avons retenus de notre panorama de cinq grandes perspectives en étude de l'action politique des MS, nous en venons à formuler concrètement le statut de notre objet, ainsi que notre devis de recherche. Ce chapitre offre une série de précisions utiles eu égard à la méthodologie adoptée et il sert à statuer sur diverses considérations liées à l'opérationnalisation : techniques de collecte des données, méthode d'échantillonnage, spécifications relatives à l'analyse des données, etc.

Le troisième chapitre entend faire la revue des études spécialisées sur la gauche et les mouvements sociaux au Québec et à camper dans le prolongement de ces travaux québécois notre recherche sur l'action politique des MS. Nous verrons que le type de préoccupations qui nous anime a déjà suscité un vif intérêt s'agissant de l'étude des MS des décennies 1960 et 1970, mais qu'une rupture intervient dans l'étude des MS des années 1980 et 1990, ce qui laisse en suspens plusieurs questions délicates relatives à la période nous intéressant directement. Ce chapitre sert donc de base à une reconstruction de l'histoire des MS québécois et se présente comme premier élément du traitement de notre objet; c'est à partir de ce point de départ qu'on pourra savoir ultimement s'il y a bien apparition d'une nouvelle culture politique – et dans quelle mesure.

Les trois chapitres suivants présentent l'analyse des résultats de notre recherche « sur le terrain »; chacun d'eux porte sur une dimension spécifique de l'action politique mouvementiste : les relations entre mouvements, la question nationale et le rapport à la forme parti. Dans chacun des trois cas, nous suivons une démarche à la fois chronologique (répondant au besoin de cerner la conjoncture dans laquelle les mouvements sont plongés) et taxonomique (visant à identifier quels sont les acquis précis intégrés, au fur et à mesure, à la culture politique mouvementiste). Nous avons établi la séquence de cette présentation en trois volets en considérant que le premier chapitre de résultats dressait la table quant à l'infrastructure sur laquelle s'élaborait l'action politique des mouvements, que le second constituait un premier terrain d'expérimentation du déploiement de l'intervention des MS sur la scène nationale et que le troisième représentait le niveau de déploiement le plus risqué et complexe.

Le chapitre quatre examine en profondeur les interactions entre nos trois mouvements sociaux afin de tenter de dégager les mutations principales au sein de ce que nous appelons le « concert des mouvements sociaux ». Dans chaque mouvement, existe-t-il une perméabilité du fait de ses rapports avec les autres MS (et que nous dit cette perméabilité à propos de l'influence exercée par chacun)? La hiérarchie entre les MS a-t-elle changé et comment? Quels impacts des changements de cet ordre peuvent-ils avoir sur l'élaboration des pratiques – voire de la culture politique – de la gauche?

Le cinquième chapitre examine l'évolution du rapport des MS à la question nationale, en cherchant à savoir de quelle manière cet enjeu a pu participer de l'évolution de la culture mouvementiste. Cet examen privilégiera certains moments charnières du rapport à la question nationale; nous verrons que l'enjeu constitutionnel, malgré les importantes divisions qu'il a suscitées dans les rangs des mouvements, a progressivement fait l'objet d'une intégration à la culture politique de ceux-ci, ce qui les a amenés à développer au fil des décennies un positionnement viable sur ce terrain.

Le sixième chapitre explore les mutations du rapport à la forme parti, en procédant en deux temps : d'abord l'étude des avenues partisanes s'offrant aux MS au début des années 1980 (ainsi que les leçons tirées de l'échec de ces avenues); ensuite, l'étude du nouveau paradigme partisan qui se met en place à partir de 1996, en lien avec la contribution des MS à l'émergence de ce nouveau paradigme. Nous constaterons que les mouvements sont très loin d'avoir renoncé à investir ce terrain (élections et forme parti) et que, malgré le caractère très délicat de ce type d'action

politique, celui-ci continue d'enrichir les processus au cœur du développement de leur culture politique.

Nous tenterons dans le septième chapitre de dégager les éléments d'une synthèse quant à l'évolution de la culture mouvementiste, pour donner un entendement plus général à cette étude des trois dimensions du rapport à l'action politique. Ce chapitre offre ainsi l'occasion de resituer nos résultats notamment dans la trame de longue durée qu'est la trajectoire de la gauche québécoise au vingtième siècle. Il nous offre aussi l'occasion de procéder à une réflexion critique sur la portée et les limites de l'assemblage conceptuel que nous avons édifié pour cette thèse. En conclusion, nous chercherons finalement à envisager de nouvelles avenues de recherche, dans un souci de dépassement de ces limites et de poursuite des efforts d'investigation dans ce domaine.

Chapitre 1

L'étude de l'évolution du rapport à l'action politique des MS : revue critique des approches théoriques existantes

Il convient ici de passer en revue et de reprendre la trame des explications théoriques de la relation entre mouvement social et action politique. En examinant comment a été traité en sciences sociales – et plus spécifiquement en théorie des mouvements sociaux – le rapport de ceux-ci aux catégories classiques de l'action politique (ex. : les partis, les élections, la capture du pouvoir...), nous déterminerons peu à peu les contours et le statut de notre objet et serons en mesure de camper successivement les différents jalons en vue de notre propre articulation analytique.

Une production académique abondante en sciences sociales s'attache à poser les bases théoriques de l'étude des mouvements sociaux, incluant leur rapport à l'action politique. En nous concentrant sur les courants auxquels font encore fortement appel les chercheurs et étudiants universitaires aujourd'hui (nous avons choisi de couvrir ici ce que nous estimons être les principales contributions publiées ces quatre dernières décennies), on peut considérer à toutes fins utiles que l'essentiel de cette production théorique peut être regroupé sous quatre vastes catégories : 1. l'école *Resource mobilization theory*/processus politique/institutionnelle; 2. la théorie des nouveaux mouvements sociaux; 3. les prolongements contemporains de la perspective marxiste; 4. les développements plus récents (c-à-d l'approche cognitive)[2]. Au sein de ce cadre limité à quatre catégories, nous n'entendons pas tant offrir une histoire exhaustive des idées en étude des MS que retracer les principaux débats qui ont animé ce champ ces dernières décennies, de manière à nous situer intellectuellement à l'égard d'enjeux essentiels et, donc, de baliser théoriquement le terrain de notre recherche. En sociologie des MS, ces débats et enjeux sont de plusieurs ordres. L'on cherchera, par exemple, à déterminer comment l'étude des MS s'inscrit dans l'analyse plus large de la dynamique des rapports sociaux. Y a-t-il une place pour l'autonomie de l'acteur (*agency*) et quelle peut-elle être? Dans quel type de sociétés les mouvements s'insèrent-ils et de quel stade de leur développement sont-ils l'expression? L'on se demandera aussi à quelle échelle l'étude des MS

[2] Nous avons laissé de côté les thèses qui sont devenues, avec le temps, plus périphériques ou secondaires en théorie des mouvements sociaux : structuro-fonctionnalisme de Talcott Parsons, théorie des privations collectives de Ted Gurr, théorie du choix rationnel de Mancur Olson, théorie des comportements collectifs (Neil Smelser, Turner et Killian)...

devrait-elle se faire (quel doit être, préférablement, l'encadrement spatial de notre objet...). L'on voudra aussi savoir si l'action politique des MS est un construit (c'est-à-dire le résultat d'un travail réfléchi au sein des mouvements), auquel cas on se penchera sur les modalités de l'étude d'une telle construction. Ainsi, par le truchement d'un examen attentif de ces quatre grandes approches, nous tenterons de voir ce que nous pouvons en retenir pour notre thèse, mais également – nous le constaterons plus bas – quelles limites nous avons pu trouver à cet appareillage scientifique en étude des MS, s'agissant de bien appréhender l'évolution de la déclinaison québécoise de l'action politique de ces mouvements. C'est au terme de cet examen approfondi que nous entendons articuler un nouvel éclairage – le nôtre – nécessaire à l'explication des configurations précises prises par notre objet d'étude.

1.1 Contribution de la RMT, de l'école du processus politique et de l'approche institutionnelle

L'histoire du développement de ce grand archipel de théories, que certains appellent en usant d'un raccourci « l'école américaine », permet de saisir d'une part pourquoi ces courants sont plus ou moins fondus aujourd'hui en une seule et même grande famille et d'autre part en quoi ils apportent un éclairage significatif aux fins de notre étude de l'action politique des mouvements sociaux. Dans un premier temps, examinons séparément les trois principales racines de cette vaste catégorie (*Resource mobilization theory*, école du processus politique, approche institutionnelle); nous verrons ensuite à la sous-section 1.3 au travers de quelles problématiques ou préoccupations elles se sont combinées. Cette démarche nous permettra d'identifier, chemin faisant, un certain nombre de jalons concernant l'action politique des MS utiles à notre propre articulation analytique.

Bien que les textes les plus marquants et populaires de la *Resource mobilization theory* (RMT) aient été publiés entre 1973 et 1983, cette perspective – prise isolément – continue de faire l'objet de travaux et de publications durant les décennies suivantes[3]. Mais, si nous nous attardons aux contributions pionnières dans le domaine, deux d'entre elles doivent être signalées ici, soit celle d'Anthony Oberschall[4] et celle de John McCarthy et Mayer Zald[5]. Les travaux de ces auteurs procèdent au départ d'une critique de ce que ceux-ci conçoivent comme une faille majeure des théories jusque-là dominantes, à savoir de chercher à l'extérieur des organisations les explications

[3] Pensons par exemple à : John D. McCarthy et Mayer N. Zald, *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick (N.J.), Transaction Publishers, 1987; Bob Edwards et John McCarthy, « Resources and Social Movement Mobilization », dans D. Snow, S. Soule, H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden (MA), Blackwell Publishing, 2007, p. 116-152.
[4] Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1973.
[5] John D. McCarthy et Mayer N. Zald, «Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory», *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, mai 1977, p. 1212-1241.

des aléas de ces mouvements. En somme, à leurs yeux, les perspectives théoriques précédentes étaient fondées soit sur une surdétermination de la variable « dysfonctionnement de la société » – que celui-ci soit conjoncturel (tensions sociales atteignant leur paroxysme) ou structurel (oppression, exclusion) – soit sur une exagération de la dimension affective ou intellectuelle des mobilisations (psychologie des foules, poids accordé au facteur idéologique...). Les fondateurs de la RMT tiennent à ramener l'explication des succès et des échecs des mouvements sociaux au niveau de l'étude attentive des MS eux-mêmes et, plus précisément, celui de l'analyse du fonctionnement de leurs organisations. Pour ces auteurs, les considérations structurelles (ex.: fossé entre classes sociales) ou idéologiques (ex. : influence des idées de gauche) sont relativement stables, lorsque envisagées sur une ou deux décennies, et elles ne peuvent donc pas expliquer des éclosions spectaculaires d'agitation sociale de l'ordre de celles observées dans les années 1960 aux États-Unis et ailleurs. Leur proposition de recherche consistant à isoler les processus internes aux organisations des MS afin de saisir leur part de responsabilité dans le cours des événements est en soi stimulante. L'est également l'idée que l'apparition, la structuration et même la durabilité de ces organisations constituent un développement standard de la vie d'un mouvement social et non une tare ou un écueil possible de cette même vie. Ainsi, les tenants de la RMT rejettent l'idée que le processus de structuration d'un mouvement social en organisations durables conduise nécessairement à l'évanouissement de la capacité dudit mouvement à défier le système en place ou à générer du changement social.

Les théoriciens de la mobilisation des ressources avancent aussi d'autres hypothèses intéressantes, notamment quant au rôle spécifique des leaders des organisations de même qu'à la contribution que représentent les alliances et les appuis dans le rayonnement d'un mouvement social donné; ce sont des aspects significatifs à nos yeux. Toutefois, ces préoccupations légitimes – et la quasi-totalité des hypothèses de la RMT – sont conscrites au sein d'un appareillage théorique dont l'évaluation est ici nécessaire. Ce dernier présente une tendance nette à dépeindre les organisations des MS comme des entreprises, elles-mêmes inscrites dans une logique de compétition en vertu de laquelle chaque organisation tente de son mieux de mettre la main sur les ressources disponibles dans une société donnée. Ces dernières, qui sont forcément en nombre limité, ne peuvent être accaparées qu'aux dépens d'autres organisations, inévitablement mues, elles aussi, par des impulsions ou motivations similaires[6]. En définitive, l'explication des rapports entre MS est ramenée à la métaphore libérale du marché, au sein duquel les organisations des MS, soumises à une concurrence implacable, mènent une lutte incessante pour l'accaparement des ressources. Une pareille représentation des rapports entre MS nous oblige dès lors à signaler au moins deux difficultés, eu égard à ce que nous savons de notre objet d'étude. D'abord, bien qu'on ne puisse nier

[6] Anthony Oberschall, *Social Conflict and Social Movements*, *op. cit.*, p. 28.

que dans les faits, une concurrence puisse exister entre organisations pour l'acquisition de ressources de divers types, nous soumettons à ce stade-ci de la discussion que ce type de pulsion compétitive n'épuise aucunement les possibilités de description des interactions entre MS, ni même ne rend compte des principaux facteurs à la base de celles-ci. (Nous verrons plus loin en quoi ces interactions procèdent, le plus souvent, de dynamiques fort différentes.) Deuxièmement, la relation des MS au pouvoir politique (donc ultimement, à l'État), bien que pouvant prendre la forme de la quête de ressources de divers ordres – ou celle de l'objectif de control social des MS par l'État –, ne peut selon nous être réduite à un tel caractère instrumental ou clientéliste. En effet, les MS au Québec et ailleurs dans le monde conçoivent très souvent le rapport à la politique instituée sur une base plus complexe, pouvant incorporer certains des éléments suivants : la défense d'un projet de société, une perspective de changement social, des affinités entre MS autour de finalités dépassant de loin la dimension corporatiste de l'action de chacun, voire la candidature au pouvoir. Les contributions fondatrices de la RMT, malheureusement, ne se donnent pas pour tâche d'éclairer les ressorts sous-jacents à ce type de considérations, pourtant essentielles.

En 1978, Charles Tilly publie *From Mobilization to Revolution*[7], qui reprend le bagage de la théorie des mouvements sociaux au stade d'avancement où la RMT l'avait conduit. Tilly intègre à sa fresque expliquant l'action collective des temps modernes les jalons analytiques de la RMT (il baptise *mobilization model* l'ensemble formé de ces jalons); la principale contribution de Tilly est de combiner à cela un second appareillage conceptuel, appelé *polity model*, et de proposer ainsi ce jumelage de deux éléments comme un cadre explicatif universel des révolutions ou grandes mobilisations populaires depuis la fin du 18^{e} siècle. À toutes fins utiles, on vient d'assister à la naissance de l'école du processus politique, dont le métissage avec les chercheurs de la RMT ne cessera de se poursuivre par la suite, au point où s'agissant des travaux publiés depuis 1990, on ne prétend plus distinguer les deux souches. Dans ce cadre, on comprend aisément que le grand mérite de l'œuvre de Tilly, à partir de 1978, est d'offrir ni plus ni moins qu'une seconde vie à la RMT, lui insufflant une dose de profondeur grâce à ce mariage avec une histoire politique des mouvements sociaux en Occident. L'approche tillyenne pose clairement qu'une des clés de l'analyse de l'action des MS est leur rapport avec la sphère proprement politique (*the polity*) et que l'examen des alliances ou combinaisons réalisées par les MS dans cette sphère permet une explication décisive de leurs succès ou échecs. Jusqu'à sa mort en 2008, il poursuit infatigablement ses travaux dans cette veine, en précisant, ajustant et étendant son modèle analytique, dans l'espoir de lui donner la portée la plus universelle qui soit. Son livre *Social Movements 1768-2008*[8] marque la conclusion de cette entreprise intellectuelle, qui s'étend sur un demi-siècle (en adoptant comme point de départ

[7] Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978.
[8] Charles Tilly et Lesley J. Wood, *Social Movements 1768-2008*, Boulder (Co), Paradigm, 2009.

la soutenance de sa thèse, en 1958). Retenons que la contribution de Tilly marque un progrès fort intéressant par rapport à la RMT en ce qu'elle ramène l'analyse de l'action des MS sur le terrain de la politique nationale, dans certaines de ses expressions les plus classiques: démocratie, mutations de l'État, épanouissement des droits et libertés, etc. Cet apport est très pertinent, puisque au titre de la politisation des MS, il suggère une tendance quasi naturelle chez eux à poser la question du déploiement sur la scène politique, les MS plaçant au cœur de leurs préoccupations l'obtention du suffrage universel, le parlementarisme, l'élection de candidats favorables à leurs revendications... Pour Tilly, le développement de la démocratie depuis la fin du 18e siècle procède d'une relation dialectique entre MS et pouvoir institué[9].

Toute sensible qu'elle soit à cette politisation naturelle des mouvements sociaux, la perspective tillyenne nous laisse cependant sur notre faim à plusieurs égards. D'abord, bien que son intuition à propos de la dialectique MS/structure politique nationale soit des plus justes, Tilly ne cherche pas à spécifier les mécanismes et modalités du déploiement durable de l'action politique des MS. Tilly préfère plutôt insister sur le caractère événementiel des MS, qui seraient, avant tout, des campagnes, des répertoires et des démonstrations d'unité et d'engagement[10]. Dans son œuvre, les MS sont ainsi traités davantage comme irruptions d'activité sociopolitique que comme mises en action d'organisations instituées, envisageant notamment l'articulation avec la forme parti. Ensuite, Tilly ne cherche pas à étudier les modalités fines selon lesquelles peut évoluer, au sein d'un MS donné, sur une période de 30 ans, le rapport aux diverses catégories de l'action politique. Sa perspective historique, qui vise à embrasser une multitude de mobilisations populaires de divers ordres, est par trop macrosociologique pour prétendre tenter d'expliquer les mécanismes d'un cheminement du rapport à l'action politique dans les organisations. Troisièmement, en partie parce qu'il s'attarde essentiellement aux mouvements populaires allant de la fin du 18e jusqu'au 20e siècle, Tilly reste centré sur la tension entre l'autorité étatique et diverses expressions d'un désir de souveraineté populaire. Cette perspective, républicaine pourrions-nous dire, tend malheureusement à circonscrire le champ principal de préoccupation à la dimension démocratique, alors que les impulsions à la base de l'agitation sociale peuvent procéder également d'autres contradictions, pourtant majeures elles aussi, en particulier à partir du moment où la question du suffrage universel est réglée (*circa* 1900). Pensons par exemple aux mouvements mettant de l'avant la justice sociale pour mettre fin à des rapports sociaux d'oppression/d'exclusion et à l'irruption de grandes luttes liées au féminisme de la deuxième vague. Ces mouvements portent des préoccupations démocratiques, mais il y aurait lieu d'examiner aussi dans quelle mesure les dynamiques qu'ils génèrent sur la scène politique ne procèdent pas d'autres ressorts et s'il n'y a pas

[9] Charles Tilly et Lesley J. Wood, *Ibid.*, p. 37-44.
[10] *Ibid.*, p. 3-5.

là, par le fait même, induction d'un autre rapport aux catégories politiques classiques. Ces trois réserves nous amènent à estimer que l'étude tillyenne du répertoire des mouvements n'explore pas suffisamment dans les directions qui nous préoccupent et que des outils analytiques encore mieux adaptés sont nécessaires.

Parallèlement, des chercheurs appartenant à une autre école, significative en étude des mouvements sociaux, déploient aussi leur arsenal théorique: il s'agit des institutionnalistes. Dans ce sillon, il faut mentionner la parution en 1979 d'une œuvre maîtresse de Theda Skocpol, *States and Social Revolutions*[11], qui continue de harnacher un affluent majeur dans l'œuvre de Tilly, le poids de la structure politique en place, en accentuant toutefois encore davantage l'influence de celle-ci dans l'explication des dynamiques sociales. Skocpol n'étudie pas à proprement parler les MS, mais bien ce qu'elle appelle les révolutions sociales, qu'elle définit comme la somme de deux coïncidences : « *the coincidence of societal structural change with class upheaval; and the coincidence of political with social transformation*[12] ». Skocpol met de l'avant une approche éminemment structuraliste dont le pivot est la rationalité propre de l'appareil d'État, qui existe indépendamment des motivations (ou de la raison) des protagonistes du conflit social[13]. La thèse de Skocpol vise à réagir notamment aux travaux de Tilly ainsi qu'à certaines des interprétations marxistes alors populaires. Les critiques formulées par Skocpol à leur égard sont principalement de deux ordres : le premier concerne la nature de l'État et son potentiel explicatif comme facteur à la base des révolutions, tandis que le second a trait au poids attribué à l'intentionnalité des acteurs collectifs – donc à leur volonté, à leur subjectivité ou à d'autres aspects qualifiés d'idéologiques – dans l'explication des trajectoires révolutionnaires. Sur la première question, Skocpol intime aux chercheurs en sciences sociales de cesser de concevoir l'État comme une arène au sein de laquelle se dispute la lutte entre groupes dominants et groupes dominés ou encore comme un lieu de condensation de l'antagonisme entre classes sociales. Elle met de l'avant la rationalité propre de l'État, organisation coercitive et administrative poursuivant ses propres finalités, nonobstant le choc brut des intérêts exprimés par les acteurs sociaux. Solidement rivée à cette thèse de l'autonomie relative de l'État, la sociologue des révolutions brosse un portrait des rapports de force très campé dans des variables extérieures aux acteurs sociaux eux-mêmes : la logique géopolitique planétaire, la structure des rapports de classe tels qu'elle se pose au sein d'un mode de production bien précis, les contradictions inhérentes à la sphère étatique... Dans son entreprise théorique, Theda Skocpol se donne également pour tâche d'ébranler significativement les explications sociologiques courantes,

[11] Theda Skocpol, *States and Social Revolutions. A Comparative Analysis of France, Russia and China*, New York, Cambridge University Press, 1979.
[12] *Ibid.*, p. 4-5.
[13] *Ibid.*, p. 14.

fondées sur l'agenda politique établi par les acteurs collectifs eux-mêmes[14]. La remise en question de ce postulat de l'intentionnalité, écrit-elle, est nécessaire parce que l'acteur n'est que l'interprète d'un drame qui s'écrit à une tout autre échelle que la sienne : « *It simply will not do (...) to try to decipher the logic of the processes or outcomes of a social revolution by adopting the perspective or following the actions of any one class or elite or organization – no matter how important its participatory role. As Eric Hobsbawm has very neatly put it, "the evident importance of the actors in the drama... does not mean that they are also dramatist, producer, and stage-designer"* [15]». Visiblement empreinte d'un ton polémique, cette métaphore théâtrale a pour effet malencontreux de réduire la notion d'acteurs collectifs à celle de comédiens se limitant à jouer un rôle conçu et défini par d'autres. Rappelons-nous que le cadre de l'étude de Skocpol est celui des grandes révolutions des temps modernes (France, Russie, Chine), alors que notre objet est l'action politique des MS dans ses manifestations somme toute assez régulières. Cette différence importante quant à l'objet exige une certaine prudence de notre part. Cependant, le positionnement théorique skocpolien appelle tout de même un certain nombre de remarques à propos de l'inépuisable dialectique entre autonomie de l'acteur (*agency*) et déterminants d'ordre structurel. Une première concerne les classes, qui aux yeux de Skocpol sont plus ou moins données ou achevées, puisque leur expression concrète correspond à un stade précis de développement du mode de production. Ainsi, le processus actif de « construction » de la classe par les acteurs eux-mêmes est exclu de l'analyse. Pour Skocpol, la classe est appréhendée comme une réalité dictée depuis la structure; elle est en conséquence passablement instrumentale, c'est-à-dire dépossédée d'une grande part de la souveraineté sur elle-même, puisqu'elle n'est pas engagée dans un travail plus ou moins conscient visant à se constituer comme acteur incontournable. À nos yeux, il y a une difficulté ici, en ce que les MS sont privés de la possibilité de poser eux-mêmes cet horizon d'un acteur collectif les dépassant, mais qu'ils contribuent pourtant à constituer. Deuxièmement, si l'on s'en tient rigoureusement au portrait dépeint par Skocpol, on en vient à terme à considérer que les déterminants d'ordre structurel ont raison de toute autre variable dans l'explication des MS. Ne peut-on en lieu et place concevoir la structure comme ce qui tendrait à baliser un univers de possibles eu égard aux revendications, actions et stratégies des MS? Dans le cas de notre recherche, nous avons besoin d'un mode de compréhension qui, tout en reconnaissant le poids des dimensions structurelles dans le cours des phénomènes, laisse place à l'expression d'un certain nombre d'évaluations et d'initiatives de la part des acteurs, choix qui participent eux aussi à déterminer le cours de l'action politique des MS et son éventuel effet sur la dynamique politique nationale. Ainsi, nous croyons qu'il est possible d'intégrer à notre analyse un certain nombre d'éléments structurels sans pour autant disposer des impulsions propres aux – voire envisagées par les – mouvements eux-mêmes.

[14] *Ibid.*, p. 15.
[15] *Ibid.*, p. 18.

Troisièmement, les aspects « subjectifs » et les facteurs idéologiques, propres aux MS mais banalisés par Skocpol, ne peuvent être exclus aussi rapidement d'une analyse de l'évolution de l'action politique des MS qui se voudrait exhaustive et conséquente. Une défense costaude des déterminants structurels, de l'ordre de celle livrée par Skocpol, s'adapte mal à une étude fine des processus internes aux organisations des mouvements sociaux vues comme auteures d'un cheminement politique, à savoir l'art de projeter l'action des MS sur la scène politique. S'agissant de leur projection sur ce terrain, ne vaut-il pas la peine de vérifier si les organisations des MS peuvent être le laboratoire de nouvelles stratégies, de nature à modifier l'impact de ces mouvements, à créer de nouvelles configurations et, ultimement, à influer sur la dynamique nationale?

S'agissant de ces trois souches originelles de l'école américaine, nous choisirons de mettre de côté la lecture structurelle rigide de Skocpol pour plutôt retenir ces éléments de la RMT et de Tilly :

• l'explication de l'influence sociopolitique d'un mouvement social peut difficilement faire l'économie d'une analyse attentive des organisations durables qui le composent; non seulement celles-ci en forment-elles l'ossature, mais leur existence et leur dynamique propre, qui rend possible l'étude du MS sur une longue période, déterminent dans une grande mesure les capacités du mouvement;

• il est primordial d'étudier les MS au sein du tableau large de la vie politique nationale, dont ils sont un composant-clé. Nous inscrivons directement l'étude des MS québécois au sein d'une compréhension étroite de celle-ci (incluant ses aspects institutionnalisés), vie politique dont ils sont bien sûr tributaires mais aussi, à la fois, des acteurs importants.

1.2. Apport de la théorie des nouveaux mouvements sociaux eu égard à l'action politique des MS

Contrairement à ce qu'on retrouve dans les sillons théoriques tracés sous l'influence des Skocpol, Tilly ou Zald/McCarthy/Obershall, la réflexion proposée par la plupart des auteurs regroupés sous le vaste label « théorie des nouveaux mouvements sociaux » procède d'une évaluation de la nature des sociétés occidentales relevant d'une rupture paradigmatique : les auteurs de la mouvance NMS postulent qu'elles obéissent à une autre rationalité que celle pressentie jusque-là par les spécialistes des MS au 20^{e} siècle (que ce soit quant au mode de production, à la structure sociale, aux valeurs maîtresses, aux sources du conflit social, etc.). Les théoriciens des NMS visent précisément à montrer, avant toute chose, que les sociétés de la fin du 20^{e} siècle sont d'une autre nature, qu'elles constituent un nouveau type de formation sociale ontologiquement différent de ce qui a prévalu durant les temps modernes. Les théoriciens des NMS se donnent donc pour tâche première de saisir la nature de ces nouvelles sociétés et des rapports sociaux inédits qu'elles supposent. Les auteurs associés à cette veine théorique sont nombreux et leurs thèses ne découlent pas nécessairement du

même système analytique; regrouper ceux-ci en une même famille est donc discutable (mais assez courant néanmoins). Nous examinerons essentiellement les thèses de trois d'entre eux, sociologues parmi les plus fréquemment cités : Alain Touraine, Alberto Melucci et Claus Offe.

Aux yeux d'Alain Touraine, les sociétés occidentales sont engagées « *dans la création d'une société programmée, au-delà de la société industrielle*[16] » de sorte que le changement de paradigme pourrait se décrire, succinctement, comme « *le passage de la société industrielle à la société programmée, donc le déclin d'un certain type de rapports et de conflits de classe*[17]». Pour Touraine, les conflits fondamentaux qui caractérisent les sociétés contemporaines reflètent un affrontement sur un nouvel enjeu, le contrôle de l'historicité. Attardons-nous un instant sur le sens tourainien de celle-ci : « *Il existe des types sociétaux, définis par des niveaux de plus en plus élevés d'emprise sur eux-mêmes (...) Quand on parvient au niveau le plus élevé d'historicité, de production de la société par elle-même, la représentation évolutionniste est remplacée (...) par l'idée que la société est un système capable de produire, de générer ses propres orientations normatives au lieu de les recevoir d'un ordre ou d'un mouvement qui la transcende, qu'on l'appelle Dieu, Esprit ou Histoire*[18]».

L'importance de cet enjeu, le contrôle de l'historicité, est telle qu'il représente en quelque sorte le moteur du mouvement des sociétés actuelles, postindustrielles. Les luttes populaires qui s'inscrivent à l'enseigne de ce vaste objectif consistant à déterminer, ultimement, le sens de cette historicité revêtent donc un caractère intrinsèquement fécond. Aux yeux de Touraine, elles traduisent des finalités politiques d'un niveau particulièrement élevé, à tel point qu'elles définissent le nouvel horizon ultime du conflit social. Il appartient désormais à la sociologie d'en étudier les termes :

> *La méthode de l'intervention sociologique (...) a pour but (...) de faire apparaître sur les terrains les plus divers le nouveau mouvement social qui jouera demain le rôle central que le mouvement ouvrier a occupé dans la société industrielle. Un tel mouvement social (...) oppose une volonté d'autogestion à une gestion technocratique, donc un projet de société à un autre (...). Dans une société qui pour la première fois peut être conçue comme le produit de son intervention sur elle-même, les conflits sociaux n'ont plus d'autre base et d'autres objectifs que la lutte de forces sociales pour le contrôle de l'historicité, de l'action de la société sur elle-même*[19].

Dans ce contexte, quels sont les mouvements sociaux et quel est le sens de leur action? Dans les sociétés programmées, l'enjeu du conflit social fondamental réside dans la tentative des acteurs collectifs de contrôler les moyens de transformation et de production de la vie sociale. Plus

[16] Alain Touraine, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, p. 22.
[17] *Ibid.*, p. 23.
[18] *Ibid.*, p. 30.
[19] *Ibid.*, p. 23.

précisément, à l'intérieur d'un champ social commun, le conflit oppose acteurs sociaux dirigeants et acteurs sociaux populaires autour de leur capacité d'agir par rapport à l'environnement social et de définir les orientations « culturelles » de l'ensemble d'une société. Chez Touraine, la perspective antagoniste d'une analyse classiste subsiste, mais elle met aux prises de nouveaux sujets collectifs, aux contours plus diffus et fondant leur existence sur la recherche (ou la sauvegarde) d'une capacité à intervenir sur des traits de civilisation moins ouvertement marchands ou industriels et aussi moins manifestement institutionnels, donc davantage en phase avec la pluralité des dimensions de la vie quotidienne, personnelle et collective. Le terrain de l'opposition est moins expressément national; interprétant Touraine, Antimo Farro décrira ce terrain comme soit davantage individuel, soit davantage civilisationnel[20]. En définitive, un MS est, dans un contexte historique donné, une action collective voulue et organisée à travers laquelle un acteur « *conscient de son identité et de ses intérêts propres lutte avec un adversaire identifié et ciblé pour la direction sociale de l'historicité* [21] ».

Bien que rapidement esquissée ici, cette contribution à la sociologie des MS nous semble digne d'intérêt pour plusieurs raisons. La première est cette suggestion du déplacement du centre de gravité du conflit social; l'axe définitoire n'est plus situé dans la sphère industrielle ou dans la polarité patronat/syndicat (ce qui ne signifie pas pour autant la disparition d'une telle polarité, ni n'exclut la plausibilité d'affrontements majeurs dans cette sphère). L'intérêt est d'ouvrir la voie à des possibilités d'explication concevant l'exemption, pour le mouvement ouvrier, du statut d'acteur ontologiquement investi de la mission d'agent privilégié (voire unique) de la transformation sociale. Une deuxième source d'intérêt a trait à la façon d'appréhender l'objet MS. D'une part, la sociologie tourainienne a le mérite de ramener l'étude de l'acteur collectif à l'avant-plan; en restaurant le primat de l'acteur, Touraine invite sa discipline à se pencher avec un regain d'efforts sur la contribution des MS (à titre d'acteurs aptes à définir leur action aussi bien que leur horizon sociétal) à l'évolution des rapports sociaux. D'autre part, il indique que la façon d'étudier les MS devrait intégrer au premier chef leur contribution comme producteurs d'un cadre normatif de rechange, ou si l'on préfère, d'un nouvel horizon sociétal. À la base de ces MS, il y a donc une production idéologique ou culturelle, qui conteste les normes et références de la société programmée et vise à transformer ces dernières par des valeurs, des connaissances et modalités du vivre ensemble plus légitimes[22].

---

[20] Antimo Farro, *Les mouvements sociaux : Diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, p. 118-136.

[21] Jean-Guy Vaillancourt, « Mouvement ouvrier et mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, 1991, p. 217.

[22] Alain Touraine, « An Introduction to the Study of Social Movements », *Social Research*, vol. 52, n° 4, hiver 1985, p. 754-755.

Cependant, deux réserves doivent impérativement, à nos yeux, être exprimées ici à l'égard de la sociologie tourainienne des MS. D'abord, l'auteur établit une gradation des types de conflits selon laquelle *« le conflit autour du contrôle social des principaux patterns culturels*[23] » est la forme la plus achevée de conflit social, celle qui transcende toutes les autres et qui incarne, contrairement aux autres, LE conflit de type sociétal par excellence. Une telle hiérarchie est très discutable et n'est pas empiriquement démontrée. Et au-delà du caractère normatif de l'évaluation faite des mouvements sociaux, la sociologie tourainienne, vouée qu'elle est à la recherche de l'acteur ontologique de substitution (au mouvement ouvrier), trahit une posture téléologique qui résiste mal au passage du temps. Pourquoi devrait-il nécessairement y avoir un type de conflit social qui, à l'exclusion des autres, incarne par excellence le vecteur historique de la transformation sociale? Seconde critique : la perception tourainienne de l'action politique des MS. En effet, Touraine postule une rupture entre mouvements sociaux et formes classiques de l'action politique : « *New social movements are less sociopolitical and more sociocultural. The distance between civil society and State is increasing (...). The continuity from social movement to political party is disappearing; political life tends to be a depressed area between a stronger State (...) and, on the other side, sociocultural movements*[24] ». Cette rupture appréhendée entre MS et manifestations courantes de l'action politique, incluant les formes plus institutionnelles, n'est pas scientifiquement démontrée et ne correspond pas, jusqu'à nouvel ordre, aux réalités vécues par les MS au Québec et ailleurs.

Chez Alberto Melucci, on retrouve également comme prémisse cette analyse voulant que le mode de production capitaliste si caractéristique des sociétés occidentales modernes ait cédé le pas à un nouveau type de société, d'une nature profondément différente. On note toutefois, comme chez Touraine d'ailleurs, que dans ces nouvelles sociétés continuent de s'exercer des rapports injustes ou illégitimes entre minorités dirigeantes et majorités gérées/contrôlées et que l'essentiel du conflit social gravite autour de ces rapports[25]. Mais ce qui change notamment, c'est d'une part le terrain de l'affrontement (qui se déplace vers des aspects de la vie quotidienne ayant peu été mis en évidence par le traditionnel conflit classiste) et d'autre part la nature de l'oppression, dont les formes ont beaucoup évolué, comme l'explique Melucci. Dans ce type de société, la raison d'être des mouvements sociaux consiste, l'on s'en doutera, à protéger les sphères de la vie quotidienne contre les intrusions ou limitations occasionnées par les instances ou processus technocratiques, de façon à ce que puisse s'exercer et s'épanouir la souveraineté des êtres humains[26].

---

[23] *Ibid.*, p. 760-764 (notre traduction).
[24] *Ibid.*, p. 780.
[25] Alberto Melucci, « New Social Movements: a Theoretical Approach », *Social Science Information* (SAGE), vol. 19, n° 2, 1980, p. 217-218.
[26] *Ibid.*, p. 218.

À la différence de Touraine, Melucci accentue la définition de l'objet de polarisation sociale en termes de communication et de significations. Ainsi, dans les sociétés avancées, le déplacement du centre de gravité de l'affrontement est tel que désormais le conflit social se construit autour de ce qui serait post-matériel. Il est significatif de constater comment l'œuvre de Melucci traite abondamment de codes, de signes, de symboles et d'informations. Puisque dans les nouvelles sociétés ce type de « denrées » fait, davantage que n'importe quel autre, l'objet de convoitise, cela amène Melucci à reprendre à son compte la notion de sociétés post-matérielles, qui rend dans une bonne mesure selon lui l'essence même de l'ère contemporaine[27]. Lisons encore un peu Melucci, afin de mesurer à quel point les MS sont, à ses yeux, plongés dans une dynamique de tension dont l'objet est fortement discursif : « ... *goods are produced by information systems and symbolic universes controlled by huge organizations. They incorporate information and become signs circulating through markets (...). Conflicts move from the economic-industrial system to the cultural sphere. They focus on personal identity, the time and space of life, and the motivation and codes of daily behavior*[28] ». Le chercheur pourra éventuellement exprimer des réserves au sujet du caractère universel ou totalisant de ce type d'explication (sans parler des inclinations spéculatives de la méthode employée par Melucci pour fonder un pareil diagnostic). Retenons toutefois que les avenues théoriques melucciennes renforcent l'invitation à considérer les MS comme producteurs culturels ou, si l'on préfère, diffuseurs de leurs propres informations ou significations. Ces avenues présentent à ce titre un aspect intéressant eu égard à notre objet, soit la possibilité d'appréhender l'action politique comme une « connaissance » produite par les mouvements. Bien que parmi les théoriciens des MS il ne soit pas le seul à avoir regardé dans cette direction, il reste qu'en étude des MS, l'influence de Melucci à cet égard fut importante. Nous retiendrons cette piste aux fins d'élaboration de notre propre cadre théorique ainsi que son prolongement en ce qui a trait à la pertinence et à la plausibilité de concevoir les MS non plus seulement à travers leurs effets directs sur des institutions ou sur le déroulement de la vie politique nationale, mais aussi à travers les expériences uniques qui prennent forme en leur sein.

Malgré tout les thèses mélucciennes ne peuvent être retenues en bloc. Nos réserves visent surtout le portrait qu'il dépeint des formes plus classiques de l'action politique. Ainsi, Melucci soutient qu'en insistant de plus en plus sur une action collective centrée sur le quotidien et la quête identitaire, « *contemporary movements detach themselves from the traditional model of political organization, and they increasingly distance themselves from political systems*[29] ». Au moins deux

[27] Alberto Melucci, « A Strange Kind of Newness: What's New in New Social Movements», dans Enrique Larana, Hank Johnston et Joseph Gusfield (dir.), *New Social Movements. From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press, 1994, p. 111.
[28] *Ibid.*, p. 109.
[29] *Ibid.*, p. 103.

critiques doivent être formulées à ce sujet. La première a trait à la logique binaire qui sous-tend la conception des MS comme laboratoires où s'élaborent les nouvelles identités. Pour Melucci, l'investissement de ces espaces d'autonomie implique nécessairement un rejet des formes institutionnelles d'action politique[30]. L'ennui est que les mouvements sont emprisonnés dans une dichotomie rigide. Comme on le verra dans la partie suivante, cette dichotomie a depuis été rejetée par de nombreux auteurs en théorie des mouvements sociaux. Deuxièmement, en proclamant l'entrée des NMS dans l'ère post-politique, Melucci instille une vision normative qui a pour effet de classer les MS entre ceux qui parviennent à accéder à l'ère contemporaine (les nouveaux mouvements sociaux), et les autres, ceux qui n'ont pas encore évolué (les vieux mouvements) puisqu'ils envisagent encore la possibilité de déployer leur action politique via des modalités plus traditionnelles. Les connaissances disponibles concernant les divers MS au Québec et dans plusieurs autres sociétés ne permettent pas de valider un tel classement, le déploiement sur le terrain politique étant monnaie courante pour des pans considérables du mouvement écologiste ou environnementaliste, du mouvement des femmes, du mouvement anti-guerre, du mouvement étudiant, et ainsi de suite. Formulons une dernière critique, cette fois à l'égard de la notion de post-matérialisme. Une fois encore, ce type de clivage nuit à la compréhension des phénomènes, car il a tendance à brouiller les cartes. Melucci y a recours pour appuyer l'idée que nous sommes bel et bien entrés dans le paradigme NMS, puisque la dynamique des conflits sociaux relèverait, de plus en plus, d'un autre univers que celui auquel les luttes des temps modernes nous ont habitués. Il nous apparaît qu'il y a quelque chose de vain à vouloir catégoriser les phénomènes de la sorte : le post-matériel et le matériel. Peut-on vraiment distinguer revendications matérielles (soi-disant anciennes et instrumentales) et post-matérielles (soi-disant contemporaines)? À partir de quel seuil des revendications pacifistes ou féministes ou écologistes ou antiracistes cessent d'être instrumentales ou matérielles pour devenir purement post-matérielles? Cette distinction semble peu féconde.

Le cadre théorique déployé par Claus Offe en étude des MS creuse lui aussi le sillon du changement de paradigme et, comme Touraine et Melucci, postule à partir de là l'existence de « nouveaux mouvements sociaux ». Cependant, la rupture paradigmatique qui sert de prémisse à l'analyse des MS par Offe est davantage circonscrite à la dimension politique/démocratique et, dans une moindre mesure, à la sphère économique. Le sociologue allemand ne va pas jusqu'à reprendre totalement un cadre d'analyse immergé dans le « post » (du type de la société programmée/postindustrielle ou du type fondé sur l'hypertrophie postmoderne des codes, des symboles et des identités) même s'il s'en inspire. Offe tient à se démarquer autant des aspects les plus normatifs de la sociologie tourainienne (dont l'historicisme) que de l'hégémonie du sémiologique chez Melucci. Il conserve même dans une bonne mesure la sociologie des classes sociales d'inspiration marxiste. En revanche,

[30] *Ibid.*, p. 116-117.

il s'en éloigne notablement par la lecture qu'il propose du nouveau paradigme qu'incarne la sphère politique (et économique) contemporaine. Pour décoder celui-ci, Offe puise abondamment chez deux théoriciens critiques, Foucault et Habermas, ainsi que, plus modérément, chez les deux précurseurs de la théorie NMS que nous avons étudiés ici.

Afin de comprendre l'apport spécifique à Offe, examinons rapidement en quoi consiste le passage de l'ancien paradigme au nouveau. Selon Offe, l'ancien paradigme est celui en vigueur dans les États capitalistes industrialisés après la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au début des années 1970. On peut le reconnaître grâce aux quatre variables suivantes : les acteurs importants, les pratiques institutionnelles, les valeurs promues et les enjeux privilégiés[31]. En gros, il s'agit de l'espèce de consensus en vigueur durant les Trente Glorieuses autour de la sécurité (ex. : absence de conflit armé entre États dans l'aire capitaliste européenne et nord-américaine), de la croissance ininterrompue de la production et du développement des fonctions de l'État-providence. Les valeurs maîtresses à cette époque auraient été, nous explique Offe, la mobilité sociale, la consommation, l'autorité, l'ordre, la rationalité instrumentale et une réduction de la participation politique (de la part du commun des mortels). Les acteurs importants sont l'État, les *catch-all parties*, les organisations syndicales et le patronat. Les pratiques institutionnelles sont celles du consensus libéral de l'ère keynésienne : représentation au Parlement et délégation de pouvoirs, négociation collective, institutionnalisation des groupes de pression, etc. À en croire Offe, durant cette période, il y aurait quasiment extinction de la tradition historique des luttes populaires et des idéaux de transformation sociale[32]. Tentons maintenant de décrire le nouveau paradigme perçu par Offe. C'est ici que le sociologue allemand a recours le plus étroitement aux philosophes critiques de la fin du siècle, comme Foucault et Habermas. Ces emprunts lui servent à dépeindre les transformations du système (étatique surtout et économique en second lieu); il s'appuie pour cela principalement sur trois notions explicatives des phénomènes accompagnant ces mutations de la structure sociétale : l'élargissement (*broadening*), l'approfon-dissement (*deepening*) et l'irréversibilité (*irreversibility*), toutes révélatrices de la complexification de la vie sociale. La combinaison de ces trois dynamiques crée en retour divers types de pressions sur les pouvoirs institués, qui parviennent mal à s'y adapter ou à se corriger. Le nouveau paradigme correspond à un stade de contradiction inégalé dans lequel sont plongés ces pouvoirs institués[33]. Pour Offe, les NMS sont à la fois le produit et le révélateur de cette inaptitude de la structure à se réguler et à faire face aux menaces nouvelles qui pèsent sur la société. Il conçoit ces nouveaux mouvements comme se situant dans un espace intermédiaire, qui n'est ni la sphère privée ni la sphère institutionnelle

[31] Claus Offe, « New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, n° 4, hiver 1985, p. 820-825.
[32] *Ibid.*, p. 824.
[33] *Ibid.*, p. 847.

publique, mais exactement entre les deux : la société civile. Les NMS se distinguent donc du mouvement ouvrier (resté accroché à l'ancien paradigme) par leurs valeurs, leurs revendications, leurs modalités d'action, etc. Constatant dès 1983 les revers et les contradictions de cette gauche social-démocrate devenue institutionnelle au fil des décennies, Claus Offe conclut plus ou moins à l'épuisement politique et idéologique du mouvement ouvrier; celui-ci et le socialisme démocratique post-1945 se seraient disqualifiés comme vecteurs de transformation sociale. Cette sombre toile de fond sert à faire ressortir dans toute leur fraîcheur les nouveaux mouvements sociaux, qui sont dépeints comme autonomes de leur lointain cousin ouvrier, puisque procédant d'impulsions foncièrement différentes.

Malgré cela, la question de l'interaction entre NMS et la sphère politique classique se pose intensément pour le sociologue allemand, car il cherche les conditions qui, dans un avenir plus ou moins rapproché, pourraient réconcilier la gauche classique et les NMS. Offe réfléchit aux modalités qui permettraient, dans le cadre des États d'Europe de l'Ouest, un dépassement des contradictions du nouveau paradigme et il ne peut s'empêcher de regarder du côté de la sphère politique classique les conditions et les signaux d'un tel dépassement. Pour lui – et quelques autres[34] – la porte de la politique institutionnelle n'est pas complètement fermée aux divers MS, nouveaux ou anciens. Offe pressent que des alliances seront requises entre les nouveaux mouvements et des acteurs liés à l'ancien paradigme (social-démocratie, eurocommunistes, socialistes et leurs syndicats affiliés). Il y a donc des différences significatives entre théoriciens des NMS sur la question de l'action politique; Offe établit que si les NMS ont recours à des moyens non conventionnels, ce n'est pas par opposition de principe ou par aversion à l'égard des institutions politiques, mais bien à défaut d'avoir pu obtenir, de la part de celles-ci, des résultats probants.

Nous aimerions conclure la présente sous-section avec une évaluation globale des théoriciens NMS, de façon à nous positionner à leur égard. Premièrement, signalons qu'établir une différence quant au statut des acteurs collectifs, quand on passe du mouvement ouvrier aux NMS, peut être porteur au plan analytique si cela provoque un réexamen des attributs de chacun d'eux. Les trois auteurs indiquent, chacun à leur façon, que les attentes à l'égard de ces acteurs ne peuvent plus être les mêmes que durant une grande partie du 20e siècle, parce que avec le sujet collectif élu (le mouvement ouvrier) venait une certaine lecture, devenue caduque, du changement social. Selon celle-ci, ce changement se réalisait le long d'un certain continuum, sur lequel se situaient mouvement ouvrier, classe ouvrière, parti, possibilité de gouverner, transition vers le socialisme. Avec la faillite des instruments usuels de la social-démocratie au dernier cinquième du 20e siècle,

[34] Antimo Farro, *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, p. 241-250.

ce schéma semble désormais épuisé[35]. Il y aurait donc déplacement du terrain où s'expriment les dynamiques de changement social. En cessant de faire porter sur les épaules du mouvement ouvrier la responsabilité historique du changement social, on lui laisse (ainsi qu'au regard sociologique) la possibilité d'envisager sur d'autres bases les rapports entre syndicalisme et autres MS. Cette ouverture est capitale, parce que l'abandon de la centralité ontologique du mouvement ouvrier est un préalable à l'étude libre de la dynamique des rapports contemporains entre MS. Le continuum susmentionné n'étant plus la principale matrice éclairant l'action politique des MS, on ne peut plus concevoir cette dernière avec les mêmes critères ou instruments conceptuels; il s'agit d'une ouverture importante, puisqu'elle nous suggère de déplacer quelque peu notre perspective (plusieurs MS déploient côte à côte leur action et ils redessinent ensemble les contours de l'intervention politique).

De Touraine et de Melucci, nous retenons qu'il est nécessaire de s'atteler à l'étude de la production culturelle des MS et de son rayonnement, afin d'être mieux à même de saisir l'importance des effets de l'action d'un mouvement social; même l'action politique des MS mériterait d'être envisagée au moins en partie sous cet angle. Pour Melucci, un MS n'a pas qu'un impact d'ordre programmatique, discursif ou idéel; il est la matrice collective au sein de laquelle des actes de nature identitaire – qui pourraient avoir une grande portée politique – sont posés. Les mouvements sont envisagés comme des réseaux ouverts au sein desquels participent les individus et qui ultimement déploient une action collective de contestation[36]. Ces actions ou formes d'organisation peuvent être étudiées comme les produits ou effets desdits MS; à elle seule l'expérience vécue au sein d'un MS est, potentiellement, une contestation des pouvoirs dominants. Celui-ci est une sphère autonome, un laboratoire, où des traits identitaires se précisent et s'affirment de plus en plus ouvertement. Les critères pour mesurer l'efficacité ou la performance d'un mouvement ne peuvent être réduits aux dimensions habituelles que sont la politique institutionnelle ou la sphère de la production. Il s'agit pour la recherche de déborder ce cadre et d'envisager les MS comme des incubateurs de l'action collective qui, par le truchement d'un travail jusqu'ici qualifié d'identitaire, mettent de l'avant de nouvelles pratiques, potentiellement porteuses. Voilà certainement un jalon précieux à nos yeux, que nous approfondirons davantage à la sous-section 1.5. De Claus Offe nous retenons que, eu égard aux formes classiques de l'action politique, il n'y a pas obligatoirement de coupure étanche entre NMS et mouvement syndical; les deux peuvent avoir à interagir sur une variété de terrains et à combiner leurs interventions.

[35] En Occident, les gouvernements de gauche déçoivent, les syndicats et partis ouvriers sont hyper-bureaucratisés, une fois au pouvoir le socialisme démocratique devient du social-libéralisme. Les acteurs de la social-démocratie ne sont plus porteurs de la dynamique de transformation sociale; ils sont coupés des luttes populaires, qui s'expriment même contre eux dans bien des cas.
[36] *Ibid*., p. 123.

Une fois cela dit, il nous apparaît que les ouvertures pratiquées par les théoriciens NMS, bien que fécondes à divers titres, ne permettent pas de poser un jugement catégorique sur le passage d'un paradigme à un autre (peu importe la façon de nommer ce paradigme : postmoderne, post-matériel, postindustriel, post-capitaliste...). Les grands paramètres de la sphère de la production, de celle du marché, de celle des relations de travail, mais aussi du fonctionnement de la démocratie et, plus largement, du « consensus libéral », semblent vouloir rester *grosso modo* les mêmes, malgré ce que nous annoncent les théoriciens des NMS depuis 30 ans. Touraine, Melucci, Offe (sans parler de Foucault et Habermas, qui ont travaillé en amont) nous offrent la possibilité de mieux appréhender la complexification des rapports sociaux durant la seconde moitié du 20e siècle. Leurs thèses enrichissent la compréhension qu'on peut avoir des conflits sociaux et des MS qui les accompagnent. Mais elles ne dispensent pas les sciences sociales de poursuivre l'étude des lois et usages traditionnels de la société capitaliste : rapports de domination de type classiste, récurrence des crises économiques, poids considérable – et caractère indépassable – de la sphère du travail et de ses corollaires dans la définition du social, incontournable question de l'intervention de l'État (fiscalité, redistribution, réglementation...), permanente nécessité de poser la question du contrôle et des finalités des moyens de production, etc. Nous aborderons plus longuement certaines de ces réalités à la sous-section 1.4, mais spécifions tout de suite que de proclamer aujourd'hui le dépassement (par les sociétés occidentales) du capitalisme ou même des temps modernes est, à notre point de vue, un acte somme toute assez téméraire, compte tenu des évolutions qu'ont connues lesdites sociétés depuis la publication des thèses des théoriciens NMS il y a 35 ans. Enfin, il ne nous semble pas souhaitable de chercher à séparer rigidement les mouvements sociaux en deux groupes, NMS d'une part et vieux MS de l'autre. Peu d'auteurs aujourd'hui cherchent encore à se lancer dans des tentatives de montrer une différence de nature ontologique entre ces deux types de mouvements, types qui, au fil des décennies, apparaissent de moins en moins pertinents. D'ailleurs, dans la « littérature » théorique, les expressions « mouvements sociaux contemporains » et « mouvements sociaux d'aujourd'hui », beaucoup plus floues, tendent à remplacer celle de NMS. Elles offrent également l'avantage de poser un voile sur tout ce débat sur l'existence d'une catégorie viable et homogène (les NMS), débat qui a été fait il y a plus de 20 ans[37] et qui commence à devenir un peu caduc. En ce qui a trait spécifiquement à l'action politique des « nouveaux mouvements », on le voit avec Offe (et Antimo Farro pointe lui aussi dans cette direction), il est pratiquement impossible pour ceux-ci d'échapper aux formes traditionnelles si typiques de l'action des MS pendant un siècle : pressions sur l'État, les politiciens et les partis, usage des mécanismes de la démocratie représentative, regard régulièrement tourné vers le Parlement ou les lois, etc.

[37] Voir par exemple : K. Tucker, « How New Are the New Social Movements? », *Theory, Culture & Society*, vol. 8, n° 2, mai 1991, p. 75-98; Craig Calhoun « "New Social Movements" of the Early Nineteenth Century », *Social Science History*, vol. 17, n° 3, 1993, p. 385-427.

1.3. L'école « américaine », phase 2

Au cours des années 1990 et au tout début du 21e siècle, dans l'univers anglo-saxon des sciences sociales, notamment en Amérique du Nord, la recherche en théorie des MS s'intensifie encore, donnant lieu à une impressionnante quantité d'ouvrages et d'articles spécialisés. Ce foisonnement illustre la vitalité du champ, mais aussi l'intensité de la discussion entre les différents théoriciens des mouvements sociaux. Le paysage théorique tend à se polariser davantage, campant d'un côté les auteurs de la filière NMS et de l'autre une large part de la production anglophone, qui tente (en outre) de répliquer aux premiers. Cette polarisation est l'un des facteurs favorisant une dynamique de convergence des forces académiques, du côté nord-américain et, jusqu'à un certain point, anglo-saxon[38]. Les thèses diffusées par Touraine, Melucci, Offe et d'autres sont critiquées avec une grande énergie par des chercheurs qui, de plus, ont une nette propension à publier en collectifs, ce qui aide à densifier les mailles tissant le réseau de l'école américaine. Trois autres impulsions vont stimuler sa production académique. D'abord, les événements retentissants qui secouent l'Europe de l'Est à partir de 1989 sont de nature à consolider la pertinence de l'étude des MS contemporains, compte tenu de leur rôle dans le processus de démocratisation de nombre d'États touchés, mais aussi à confirmer le grand intérêt de se pencher sur la politisation de ceux-ci. En effet, ces MS entendent saisir à bras le corps la dynamique politique nationale, ou si on préfère, affichent leur intention de s'exprimer directement sur la question du pouvoir politique et du fonctionnement des institutions, ce qui sera de nature à encourager les chercheurs qui posent déjà en ces termes la définition de leur objet d'étude. Deux impulsions supplémentaires alimentent la volonté des chercheurs de l'école « américaine » : une entreprise de dés-essentialisation de l'objet MS et un fort souci de générer un *momentum* de convergence au sein de la communauté de recherche anglo-saxonne. Dans le premier cas, il s'agit de tourner le dos à une tradition qui avait tendance – selon les tenants de l'école américaine – à considérer les MS comme une nouvelle catégorie sociologique, foncièrement à part des autres[39]. Ce faisant, l'école américaine encourageait toute initiative de recherche pouvant ramener l'objet mouvement social sous le regard politologique classique. Enfin, et c'est probablement la pression la plus forte de toutes les quatre mentionnées ici, les auteurs associés à l'école américaine sont mus par un désir de donner un tout nouveau tour à la recherche sur les MS, qu'ils entendent placer désormais sous le signe du syncrétisme. Ils lancent ainsi durant les années 1990 ce qu'ils appellent un « nouveau programme de recherche » dont la colonne vertébrale est le

[38] Nous incluons sous ce label des Américains, mais aussi des auteurs européens provenant des îles britanniques (ex. : Diarmuid Maguire), des Pays-Bas (ex. : Bert Klandermans), de la Suisse (ex. : Hanspeter Kriesi), etc.

[39] Les théoriciens des NMS, et d'autres, avaient contribué à nourrir une conception essentialiste des MS, selon laquelle on avait affaire à une famille d'acteurs inédite et atypique, acteurs échappant à un examen sociopolitique traditionnel.

métissage de plusieurs des approches jusque-là existantes en théorie des mouvements sociaux[40]. Sous cette impulsion, le syncrétisme devient en soi un objectif fondamental de la production théorique en étude des MS; bon nombre d'auteurs issus des trois courants analysés à la sous-section #1 vont s'y mettre résolument, fonds de recherche à l'appui. Ils n'hésiteront pas à envisager que d'autres contributions intellectuelles soient également partie prenante de cette entreprise. Ils remettront au goût du jour un concept-clé, initialement élaboré par Peter K. Eisinger, la structure d'opportunité politique[41]. (À l'origine, Eisinger situait sa réflexion sur un terrain davantage comportementaliste, se préoccupant de l'incidence des facteurs environnementaux sur les comportements protestataires; nous verrons que les auteurs de la seconde phase de l'école américaine ont tendance à donner une interprétation nettement plus institutionnelle à cette notion.) Plusieurs de ces auteurs intégreront aussi la théorie des processus de cadrage (*framing*).

Examinons maintenant quelques-unes de ces combinaisons afin de poursuivre notre « histoire des idées » et d'en extraire les jalons pertinents eu égard à nos préoccupations dans le cadre de cette thèse. À cette fin, nous procéderons ici selon trois rubriques. D'abord, le positionnement des mouvements sociaux à l'égard de la politique partisane et autres « vieilles » catégories d'acteurs (groupes de pression, État). Ensuite, l'ajout de la dimension idéologique-discursive (aussi appelée cadre interprétatif) au bagage initialement réuni par la RMT, l'école du processus politique et l'approche institutionnelle. Finalement, l'intérêt et les limites du syncrétisme « à l'américaine ».

Une des préoccupations significatives de la seconde phase de l'école américaine a consisté à vérifier si les présumés nouveaux mouvements sociaux avaient effectivement transformé les rapports aux « vieilles » catégories que sont les partis, les groupes de pression, l'État, bref, la vie et les institutions politiques nationales. À ce titre, au moins trois jeunes mouvements ont fait l'objet d'une attention assez soutenue de la part de cette école (le mouvement pacifiste, le mouvement environnementaliste ou écologiste et le mouvement démocratique d'Europe de l'Est); ce travail a donné lieu à un certain effort de combinaison d'apports théoriques. Se situant dans le prolongement des travaux sur la structure d'opportunité politique et sur la mobilisation des

[40] Plusieurs, mais pas toutes : les traditions liées à l'économie politique (ex. : le marxisme et ses prolongements) de même que celles associées à la théorie des NMS sont globalement mises de côté.

[41] Définie comme suit : « ... *such factors as the nature of the chief executive, the mode of aldermanic election, the distribution of social skills and status, and the degree of social disintegration, taken individually or collectively, serve in various ways to obstruct or facilitate citizen activity in pursuit of political goals. Other environmental factors, such as the climate of governmental responsiveness and the level of community resources, help to establish the chances of success of citizen political activity. In short, elements in the environment impose certain constraints on political activity or open avenues for it. The manner in which individuals and groups in the political system behave, then, is not simply a function of the resources they command but of the openings, weak spots, barriers, and resources of the political system itself*. » Peter K. Eisinger, « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, n° 1, mars 1973, p. 11-12.

ressources, Diarmuid Maguire[42] veut déterminer si NMS et partis évoluent sur des terrains parfaitement indépendants. Il étudie pour ce faire la relation entretenue respectivement par le mouvement pacifiste italien et le mouvement pacifiste britannique avec un parti identifié à la gauche et historiquement intégré aux institutions du pays en cause (le Parti communiste italien dans le premier cas et le Labour dans le second). Maguire établit que les partis et les MS contribuent à définir, dans une bonne mesure, la structure d'opportunité politique nationale au sein de laquelle ils évoluent et que cette structure les affecte également en retour. Il précise : « *… political parties and protest movements operate on the same terrain; they often cross each other's paths, and they may form alliances that can affect their respective destinies*[43] ». Maguire cherchera à isoler les partis comme variable indépendante, car il est davantage préoccupé par leur capacité à influer sur les mouvements[44]. Nous retenons que pour l'auteur, le mouvement social d'opposition à l'installation par l'OTAN de missiles nucléaires en Europe de l'Ouest est appelé à composer étroitement avec les acteurs associés à la rationalité instrumentale et à la « vieille » politique (faire valoir ses revendications auprès des législateurs et même obtenir qu'elles soient relayées fidèlement jusqu'au sein du Parlement via un parti bien établi). On est loin ici d'une stricte dynamique d'ordre symbolique-culturel de construction d'identités en quête d'un espace autonome où s'épanouirait la souveraineté individuelle. En définitive, cette étude de Maguire montre que le mouvement pacifiste ne serait pas un vrai NMS au sens où l'entendent Melucci et, dans une moindre mesure, Touraine.

Qu'en est-il de la conception que se font les NMS du rôle des partis? Qu'arrive-t-il lorsqu'on isole un NMS, plutôt que le parti, comme variable indépendante? C'est la question à laquelle répond Russell J. Dalton à propos du mouvement environnemental en Europe de l'Ouest[45]. Dalton reprend en partie à son compte la tradition consistant à inscrire l'étude des MS dans la logique de la structure d'opportunité politique (incluant un bagage théorique d'ordre institutionnel, dont le pivot est la connaissance du système partisan en vigueur dans chaque État), mais en prenant soin toutefois d'y adjoindre comme point de départ de l'analyse les particularités internes du MS. Ces travaux[46] montrent la prudence du mouvement sur la question des affiliations politiques et l'intérêt de plusieurs de ses composantes à s'afficher comme non partisanes, pour maximiser l'accès aux pouvoirs publics et ne pas nuire au recrutement de membres. Mais cela ne dispense pas les

[42] Diarmuid Maguire, « Opposition Movements and Opposition Parties: Equal Partners or Dependant Relations in the Struggle for Power and Reform? », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1995, p. 199-228.
[43] *Ibid.*, p. 199.
[44] *Ibid.*, p. 207-209.
[45] Russell J. Dalton, « Strategies of Partisan Influence: West European Environmental Groups », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest., op. cit.,* p. 296-323.
[46] Pour cet article, l'auteur a mené une enquête auprès de 69 groupes environnementalistes ou écologistes, dans 10 pays.

organisations et leurs activistes d'avoir des idées arrêtées quant aux rapports que le mouvement devrait avoir avec la forme parti. Trois options, d'égale importance, se dégagent et s'exercent simultanément au sein du mouvement : travailler avec les partis existants, former de nouveaux partis et rester à l'écart de la forme parti. La recherche de Dalton met en lumière l'enracinement de ces trois orientations partisanes dans le mouvement social ainsi que les possibilités que soulèvent leurs interactions[47]. Nous retenons ici pour notre propre recherche qu'il est possible et fécond d'isoler les tendances partisanes à l'œuvre dans les MS, afin de les étudier en lien avec l'action politique de ceux-ci.

Nous sommes loin de ce qu'anticipent les théoriciens des NMS en termes de déconnexion de ces mouvements de la vie politique institutionnalisée. Le diagnostic est relativement similaire en ce qui a trait au jeune mouvement démocratique en Europe de l'Est à partir de 1989; contentons-nous d'en mentionner rapidement deux échantillons. D'abord, les mouvements de quatre pays d'Europe de l'Est (Pologne, Hongrie, République démocratique allemande et Tchécoslovaquie) sont étudiés par Anthony Oberschall[48]. Le modèle explicatif qu'il met de l'avant établit que le succès de l'action des MS reposerait sur la présence combinée de quatre principaux facteurs[49]. En réutilisant plusieurs des outils analytiques de l'école américaine, Oberschall montre que les MS d'opposition au régime ont été en mesure de proposer une conception de la nation, de la dignité humaine et de la démocratie suffisamment forte et articulée pour qu'elle accélère l'écroulement des appareils communistes et serve de source légitimité à un passage vers un nouveau régime. Dans un second temps, avec l'étude de cas de John Glenn sur la République tchèque et la Slovaquie durant la période 1990-1992[50], nous avons une combinaison d'apports basée principalement sur le courant institutionnel en étude de la formation des partis et (moindrement) sur la tradition d'analyse de la structure d'opportunité politique et de la mobilisation des ressources. Dans le cas des deux pays de l'Est examinés par Glenn, la conclusion de l'étude laisse place à peu de doutes sur la relation entre mouvements sociaux et partis : « *... as social movements gain political power, even in the context of emerging democracy, they must confront the issue of transforming themselves into parties, despite*

[47] *Ibid*., p. 320.
[48] Anthony Oberschall, « Opportunities and Framing in the East European Revolts of 1989 », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 93-121.
[49] 1° L'existence de sources manifestes de mécontentement et de revendications; 2° l'émergence d'un cadre interprétatif (*frame*) permettant de poser un jugement global sur la conjoncture et le régime en place de même que de les critiquer; 3° la capacité de mobilisation et 4° un environnement sociopolitique favorable (la structure d'opportunité politique).
[50] John K. Glenn, « Parties out of Movements. Party Emergence in Postcommunist Eastern Europe », dans Jack A. Goldstone (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 2003, p. 147-169.

inexperience or even reluctance to engage in party politics[51] ». En somme, on constate à quel point dans les pays de l'Est la propension des mouvements à poser directement la question du pouvoir politique institué a été forte[52]. Et considérant ce que nous avons vu à propos du mouvement pacifiste et du mouvement environnementaliste, il semble que les MS – même parmi les plus jeunes d'entre eux – continuent à raisonner en fonction des catégories classiques de l'action, malgré ce qu'annoncent Touraine et Melucci.

Une autre portion du travail intellectuel de l'école américaine consistant à ramener l'étude des MS sous le regard politologique classique s'attache à montrer une sorte d'équivalence ontologique entre MS et autres acteurs collectifs, puis à intégrer les MS dans la sphère des interlocuteurs naturels de l'État. Des auteurs de tradition institutionnaliste ou comparativiste[53], mais reprenant à leur compte le bagage de l'analyse de la structure d'opportunité politique (et avec lui, les outils de la *Resource mobilization theory*), vont tenter de constituer un cadre global d'analyse des interactions entre l'État et divers types d'acteurs plus ou moins contestataires, plus ou moins *challengers* du pouvoir politique, donc plus ou moins intégrés à la dynamique institutionnelle nationale. Un des auteurs-clés de cette entreprise est Sidney Tarrow, selon qui les MS participent d'une famille de phénomènes assez large, les *contentious politics*, famille incluant les révolutions. Il contribue à populariser cette interprétation voulant qu'il y ait un continuum politique intégrant, d'un même souffle, l'État, les partis, les MS et tous les groupes contribuant à formuler des revendications collectives[54]. Tarrow soutient que pour étudier les phénomènes de cette large catégorie appelée la politique contestataire, les sciences sociales ont besoin d'un *broader framework*, intégrant toute une série d'apports issus de diverses sensibilités (anglo-saxonnes essentiellement) de la théorie des MS. Afin de situer le type d'outillage conceptuel invoqué ici par Tarrow, voici un petit aperçu de ce qu'il appelle son cadre analytique élargi : « ... *people engage in contentious politics when patterns of political opportunities and constraints change and then, by strategically employing a repertoire of collective action, create new opportunities, which are used by others in widening cycles of contention. (…) When they can build on or construct dense social networks and*

[51] *Ibid*., p. 168.

[52] Certains pourraient rétorquer que cela s'explique par le fait que ces sociétés n'avaient pas encore accédé au capitalisme et à la démocratie représentative que connaissaient alors les sociétés d'Europe de l'Ouest; en conséquence, le rôle majeur des MS autour de l'enjeu démocratique s'expliquerait assez bien. C'est faire vite l'impasse sur l'existence d'un passé démocratique à l'occidentale, avant 1948, chez certains de ces pays comme la République démocratique allemande et la République tchèque (démocratie représentative que peu de MS d'Europe de l'Est cherchent aujourd'hui à transcender...).

[53] Pour être on ne peut plus clair, nous pensons ici à : Jan Duyvendak, Marco Giugni, Jack Goldstone, Herbert Kitschelt, Ruud Koopmans, Hanspeter Kriesi, Dieter Rucht, Sidney Tarrow, Dominique Wisler...

[54] Sidney Tarrow, « "The Very Excess of Democracy": State Building and Contentious Politics in America », dans Ann Costain et Andrew McFarland (dir.), *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 1998, p. 20-38.

connective structures, then these episodes of contention result in sustained interactions with opponents – specifically, in social movements[55] ». Dans cette dynamique conflictuelle, les adversaires (des MS) en cause peuvent être, par exemple, les élites, les institutions dominantes ou, plus spécifiquement, les autorités politiques. Sidney Tarrow s'emploie, dans une partie de ses travaux, à étudier les interactions entre mouvements sociaux et évolution de l'État-nation; en particulier, il s'attache à montrer que l'édification nationale « *was also a process of structuring movements*[56] ». On en revient avec Tarrow à l'étude de cette rationalité propre de la sphère étatique dans ses rapports avec les mouvements sociaux, rationalité forte au point de façonner/déterminer l'action des acteurs sociopolitiques et de donner une certaine direction à la dynamique de changement social (comme avec Theda Skocpol) – mais cette fois en doublant le tout d'une utilisation importante des outils de l'école du processus politique.

Ce genre de métissage est populaire chez maints auteurs à forte tradition institutionnaliste. Voyons deux échantillons de ce que cela peut produire, en termes de compréhension du rapport des MS au système politique. J. Craig Jenkins offre un exemple assez caractéristique de ce jumelage entre institutionnalisme et quelques autres apports (notamment tillyens); il considère que « *the relationship between the state and social movements constitutes a major gap in the existing litterature*[57] ». Or, enchaîne-t-il aussitôt, l'État doit être un pivot de l'étude des mouvements sociaux[58]. Une des conclusions auxquelles il aboutit conçoit comme intrinsèque aux MS le fait que leur action soit en interface directe avec le pouvoir politique institué (Jenkins établit même comme naturelle leur participation à des coalitions ou jeux d'alliances ayant des répercussions jusqu'au sommet de ce pouvoir, donc jusqu'à la direction de l'État)[59]. Un autre auteur de sensibilité théorique institutionnelle, Jack A. Goldstone, en arrive à des conclusions distinctes à propos de l'action des mouvements; ceux-ci seraient potentiellement à l'origine de plusieurs traits fondamentaux du système politique en vigueur : « *The wall that once separated studies of social movements from the study of institutionalized politics is now crumbling (...) Understanding how social movements give rise to parties, shape political alignments, and interact with normal political institutions has become essential to comprehending political dynamics*[60] ». Cette double politisation manifeste des mouvements sociaux, à la fois comme produit des institutions et au travers de leur

[55] Sidney Tarrow, *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 19.
[56] Sidney Tarrow, « "The Very Excess of Democracy": State Building and Contentious Politics in America », *op. cit.*, p. 35.
[57] J. Craig Jenkins, « Social Movements, Political Representation, and the State: an Agenda and Comparative Framework », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 15.
[58] *Ibid*., p. 15.
[59] *Ibid*., p. 16-17.
[60] Jack A. Goldstone, « Bridging Institutionalized and Noninstitutionalized Politics », dans Jack A. Goldstone (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 2003, p. 11-12.

tendance inhérente à façonner celles-ci, nous semble désormais un acquis du corpus théorique examiné, acquis n'ayant pas été sérieusement déboulonné depuis. À l'invitation de Jenkins et Goldstone, nous posons que l'étude de l'action politique des MS doit tôt ou tard se pencher sur les interactions soutenues de ceux-ci avec bien sûr la politique partisane, mais plus largement dans le cadre d'une compétition de forces politiques pour la direction du pouvoir institué.

Une dernière entreprise d'alliage à avoir marqué significativement l'école américaine est celle visant les processus de cadrage. David Snow et Robert Benford sont parmi ceux ayant le plus contribué à cet effort[61]. Ils proposent deux concepts-clés, celui de *collective action frame* et celui de *master frame*. Le premier pourrait être décrit rapidement comme le cadre interprétatif à partir duquel un mouvement social donné, durant une période précise, décode l'environnement dans lequel il baigne et, partant, construit et diffuse sa propre lecture de celui-ci : « *framing (...) denotes an active (...) phenomenon that implies agency and contention at the level of reality construction. We refer to the products of this framing activity as collective action frames. (…) the basic referent for the concept of frame is essentially the same: it refers to an interpretative schemata that simplifies and condenses the "world out there" by selectively (...) encoding (...) situations, events, experiences, and sequences of actions within one's (...) environment* [62] ». C'est un jalon qui peut sembler intéressant, en ce qu'il permet d'ajouter une note discursive à l'étude américaine des MS, ce que faisait très peu, jusqu'alors, l'école en question. Ce travail interprétatif conscient fait par les MS (traduisant leur volonté subjective) peut mener à une critique explicite du régime, débouchant sur l'action politique[63]. La seconde notion, celle de cadre-maître, relèverait d'une mécanique apparentée à la première notion, mais agirait cette fois à un niveau supérieur d'abstraction, celui du métarécit : « *What we call master frames perform the same functions as movement-specific collective action frames, but they do so on a larger scale. (...) Master frames are to movement-specific collective action frames as paradigms to finely tuned theories. Master frames are generic; specific action frames are derivative*[64] ». Il est difficile de ne pas assimiler la notion de cadre-maître à celle d'idéologie, celui-ci impliquant une capacité à diagnostiquer le système politique et économique en place et à offrir un horizon de rechange ou une société alternative[65]. Ces deux concepts-clés

[61] David A. Snow et Robert D. Benford, « Master Frames and Cycles of Protest », dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 133-155.
[62] *Ibid.*, p. 136-137.
[63] Anthony Oberschall, « Opportunities and Framing in the East European Revolts of 1989 », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge Univ. Press, 1996, p. 93-121.
[64] David A. Snow et Robert D. Benford, *op. cit.*, p. 138.
[65] Hanspeter Kriesi et Dominique Wisler, « The Impact of Social Movements on Political Institutions: A Comparison of the Introduction of Direct Legislation in Switzerland and the United States », in Marco Giugni,

répondent-ils pour autant à nos besoins? D'abord, l'action politique d'un MS n'est peut-être pas toujours exprimée aussi explicitement (par lui) que ce que suggère habituellement la notion de *framing* (suggérant une analyse du discours). Les MS sont souvent plus discrets dans leur appréhension de l'action politique et leur rapport à celle-ci peut prendre la forme de pratiques, elles aussi assez riches. D'autre part, l'approche du *framing process* peut être plus appropriée quand les MS sont en phase offensive et parviennent à imposer leur agenda; qu'en est-il lorsque les mouvements sont davantage en position de repli et que leur action politique est en phase de reconstruction? D'autres outils sont alors nécessaires.

Concluons maintenant cette sous-section par une évaluation de ce métissage des apports, si loué au sein de l'école américaine; rappelons-le, les appels à l'effort de synthèse et à l'œcuménisme furent nombreux[66]. Il y a, c'est clair, un certain nombre d'attraits à la réunion des forces et à l'addition – à la fois critique et constructive – de différentes approches ou sensibilités théoriques. Certains auteurs considéraient qu'une guerre de tranchées malsaine s'était installée entre les grands courants théoriques en sociologie des MS, parlant même d'un *paradigm warfare* pour décrire la gravité de ce bras de fer intellectuel[67]. Toujours est-il que ces efforts d'interactions, de synergie même, ont probablement donné un second souffle à l'école américaine, qui a de ce fait été animée d'une bonne dose de dynamisme pendant au moins une décennie[68]. Mais ce type-là de conjugaison des apports connaît aussi des limites. D'abord, la volonté syncrétique est très sélective, car deux affluents majeurs de la théorie des MS sont reniés : le marxisme (et ses suites) ainsi que la théorie des NMS. Ensuite, une synthèse trop ambitieuse, qui voudrait embrasser du même regard la plupart des (ou tous les) phénomènes de la politique contestataire, peut faire perdre de vue l'objet d'étude essentiel, soit les MS. Ce qu'on gagne en compréhension macrosystémique de par la création d'instruments d'analyse d'ordre quasi universel, on le perd en capacité d'interprétation des processus spécifiques aux MS; nous préférons nous en tenir à des outils théoriques conçus avant tout à cette fin. Troisièmement, avec ces tentatives de synthèse offertes par l'école américaine, on constate la production d'un nouveau vocabulaire spécialisé qu'il est parfois difficile de rattacher à

Doug McAdam et Charles Tilly (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 42-65.

[66] Mentionnons quatre exemples : Jack A. Goldstone, *op. cit*, p. 1-24; Doug McAdam, Sidney Tarrow et Charles Tilly, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, n° 41, 1998, p. 7-32; Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, « Opportunities, mobilizing structures and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, *op. cit.*, p. 1-20; Bert Klandermans, Suzanne Staggenborg et Sidney Tarrow, « Blending Methods and Building Theories in Social Movement Research », dans Bert Klandermans et Suzanne Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p. 314-349.

[67] *Ibid.*, p. 328.

[68] En se fiant au nombre d'ouvrages publiés en théorie des MS, on constate que la période 1994-2003 fut particulièrement féconde...

l'ossature intellectuelle séculaire des sciences sociales : *framing process, cycles of contention*, *political opportunity structure, collective challenges, outcomes of movements*, *diffusion*, répertoire, etc. Quand ce vocabulaire est invoqué de façon intensive, cela laisse parfois perplexe. L'on se demande en effet si cette nouvelle terminologie traduit une grande profondeur théorique; par exemple la substitution de la notion de *framing* à celle d'idéologie fait l'impasse sur l'immensité du champ de la pensée politique et de l'étude des idées. Si la réflexion et la recherche au sein de ce cadre lexical en venaient un jour à s'autosuffire, alors la production de l'école américaine en serait vraisemblablement rendue à un moment d'essoufflement. (D'ailleurs, qui sait si les vieilles traditions intellectuelles en sciences sociales peuvent éventuellement offrir encore de bons fruits, à condition d'être revisitées et époussetées?)

Toutefois, l'un des grands mérites de la seconde phase de l'école américaine est sans l'ombre d'un doute d'avoir fait des MS des entités politiquement solubles, donc de préférer situer leur étude au sein de l'évolution régulière de l'environnement et du système politiques, plutôt que de privilégier une approche en silos, comme si les MS étaient des créatures sociopolitiques vraiment à part. Dans l'optique de notre thèse, il s'agit d'une donne intéressante. Mais elle ne satisfait pas l'ensemble de nos attentes. Un certain nombre d'aspects théoriques largement ignorés par l'école américaine doivent encore être traités malgré tout. D'abord, toute cette question des motifs derrière l'action des mouvements ou, plus précisément, les impulsions étant à l'origine de leur action politique. Il nous semble que cela peut encore être approfondi, en lien avec la structure des rapports sociaux. Puis, ayant clarifié cela, il restera encore l'enjeu des interactions entre mouvements (travail en commun, coalitions, alliances, etc.). Peut-on identifier ce qui détermine ces interactions? Est-ce que celles-ci participent d'une élaboration commune d'un projet de société? Enfin, comment aborder la dimension temporelle, donc l'œuvre du temps? Si l'objectif est de voir l'évolution du rapport à l'action politique sur trois décennies, de quelle façon doit-on s'y prendre, théoriquement parlant?

1.4. Les prolongements contemporains du marxisme, eu égard à l'action politique des MS

Premier mouvement social structuré et durable (son histoire s'étendant sur près de deux siècles), le mouvement ouvrier, compte tenu de sa propre expérience dans le domaine de l'action politique, devient très vite un référent incontournable pour les analystes de l'action politique des mouvements sociaux. Au cours des 40 dernières années, les études les plus couramment citées dans le domaine (Alain Bergounioux et Gérard Grunberg[69], Georges Haupt[70], Ralph Miliband[71], Hugues

[69] Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*, Paris, Fallois, 1996.

Portelli[72], Donald Sassoon[73]...) documentent et expliquent le lien profond unissant le syndicalisme aux formes classiques de l'action politique. Plusieurs spécialistes du mouvement ouvrier insistent sur le fait que dans le cadre des luttes du 19e siècle et du début du 20e siècle, il n'y a pas de cloison nette entre action politique ouvrière et action immédiatement centrée sur les conditions de travail dans l'entreprise. Bien qu'il n'y ait pas unanimité au sein du mouvement sur la pertinence de telle ou telle modalité d'action (ex. : formation d'un parti, investissement conséquent de l'arène électorale...), pour les associations ouvrières, le déploiement sur la scène politique est vu comme un prolongement somme toute naturel de l'action des MS. Durant la période 1850-1917 par exemple, cette projection touchait principalement aux « *trois grandes questions politiques, la question démocratique avec la lutte pour le suffrage universel, la question nationale avec les conflits qu'elle a entraînés, la question sociale avec l'affirmation du mouvement ouvrier*[74] ». Très tôt donc, à travers la conquête du suffrage universel, se pose la perspective de la candidature au pouvoir des classes sociales numériquement les plus importantes. D'accord avec le mouvement lui-même, les théoriciens marxistes conçoivent l'État comme le lieu privilégié de la décision politique à l'échelle nationale. Si dans les sociétés capitalistes les partis ouvriers adhéreront assez rapidement au cadre parlementaire après avoir tant insisté sur les instruments de la démocratie représentative, leur action politique dépassera toutefois largement ce thème. La conception de projets de société de rechange (en lieu et place du capitalisme), l'enjeu de l'émancipation des femmes, les programmes sociaux et l'accumulation des réformes de divers types seront autant d'expressions de ce que, durant le 20e siècle, le mouvement ouvrier entend sinon définir les grands enjeux sociopolitiques de l'heure, du moins participer activement au règlement de ceux-ci[75]. Presque tout au long de ce siècle, l'importance du mouvement ouvrier comme agent de transformation motive une production académique très centrée sur lui, voire entretenant à son égard de grandes attentes[76].

Parallèlement à l'émergence et à la diffusion des thèses de la mouvance NMS, le courant marxiste d'analyse des mouvements sociaux fait l'objet de critiques de plus en plus serrées, parce qu'il a souvent donné lieu à des excès. Un moment charnière est la parution du livre de Laclau et Mouffe[77], en 1985, qui s'attaque de façon exemplaire aux orthodoxies marxistes afin de déboulonner un bon

---

[70] Georges Haupt, « Socialisme et syndicalisme. Les rapports entre partis et syndicats au plan international : une mutation? », dans Madeleine Rebérioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1981, p. 29-66; George Haupt, *L'historien et le mouvement social*, Maspero, Paris, 1980.

[71] Ralph Miliband, *Parliamentary Socialism. A Study in the Politics of Labour*, London, Merlin Press, 1972.

[72] Hugues Portelli, *L'internationale socialiste*, Paris, Les éditions ouvrières, 1983.

[73] Donald Sassoon, *One Hundred Years of Socialism.* New York, The New Press, 1996.

[74] Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, *L'Utopie à l'épreuve, op. cit.*, p. 21.

[75] Marc Lazar (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

[76] Nous avons esquissé à la section sur les théoriciens NMS une partie des remises en question que ceux-ci appellent à l'égard de ces attentes.

[77] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 2001 [1985].

nombre d'anciens postulats à propos de la classe ouvrière[78]. Après avoir établi l'absence d'un acteur prédominant investi de la possibilité de rallier et de conjuguer autour de lui divers secteurs de revendications populaires, les deux auteurs recherchent les ressorts et modalités d'une articulation inédite entre acteurs sociaux. Ils cherchent à établir comment peut se constituer un nouveau projet politique ou, pour reprendre précisément leurs termes, une nouvelle hégémonie. Cette quête suppose d'abandonner l'imaginaire jacobin et unidimensionnel propre à la gauche se réclamant des Révolutions et à lui substituer un nouvel imaginaire permettant de repenser le combat social sous l'angle du pluralisme et du foisonnement des luttes (*the plural and multifarious character of contemporary social struggles*), sans présumer de l'existence d'un débouché unique et à portée universelle (ex. : instauration du socialisme). Ce passage vers une nouvelle représentation de l'horizon s'accompagne corrélativement d'une redéfinition de la politisation des MS, prenant acte du fait qu'il y a une quantité de fronts de lutte contre l'oppression, la domination ou l'exploitation et que les mouvements les menant soient éventuellement liés entre eux par ce que les auteurs nomment des chaînes d'équivalence.

Pour Laclau et Mouffe, le creuset permettant de réaliser l'alliage entre ces diverses luttes en est un de nature programmatique et porte le nom de démocratie radicale, un approfondissement et élargissement des idéaux libéraux démocratiques permettant d'intégrer et d'assumer pleinement les aspirations émancipatoires des divers secteurs en lutte. La réponse de Laclau et Mouffe à la disparition progressive de cet acteur élu, porteur d'une volonté partagée de transformation politique et sociale, est donc de nature discursive. Il s'agit ni plus ni moins d'un construit[79]. La disparition d'un acteur privilégié apte à jouer le rôle de condensateur s'accompagne d'une redéfinition des finalités de l'intervention politique, dont le pivot ne se situe plus tant au niveau de l'État que des relations sociales, qu'on souhaite exemptes de rapports de pouvoir. Voilà où aboutit le projet de démocratie radicale, un horizon postulé par Laclau et Mouffe sans avoir préalablement fait l'objet de vérification empirique. Ce dernier élément est probablement celui qui prête davantage flanc à la critique et à titre de résolution de l'enjeu de la médiation du projet politique, il ne nous satisfait pas vraiment. Laclau et Mouffe postulent cette construction intellectuelle, la démocratie radicale, sans vérifier si les MS l'ont eux-mêmes portée ou articulée; elle est donnée aux mouvements depuis l'extérieur. Les deux auteurs espèrent qu'elle apporte une cohérence d'ensemble à la constellation de luttes dont aucune ne semble se dégager comme plus porteuse ou

[78] La primauté de l'infrastructure économique sur la superstructure politique, l'évolution linéaire du capitalisme entraînant une simplification du paysage social en faveur de la classe ouvrière, l'inéluctabilité de sa marche héroïque vers la révolution, son rôle prédestiné de condensateur des catégories sociales progressistes et de pivot du changement social...

[79] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, *op. cit.*, p. 154-155.

féconde que les autres. Pour les fins de notre propre analyse, il y a lieu de chercher un meilleur dosage entre contenu discursif-idéologique et matérialité de la pratique politique.

Par-delà ce livre aux retombées importantes, on note plus globalement qu'à partir de la première moitié des années 1980, les travaux d'inspiration marxiste ont progressivement cherché des explications de l'action politique des MS de moins en moins directement inféodées à l'analyse de la structure et de moins en moins téléologiques. La production académique d'analyses appartenant au paradigme marxiste devient aussi plus modeste, plus encline aux remises en question et plus ouverte à une gamme étendue d'influences, d'ailleurs fort variées, si bien que malgré ses excès passés, ce courant a continué d'éclairer l'étude de l'action politique des mouvements[80]. Arrêtons-nous à quelques-uns de ces prolongements : les analyses gramsciennes, le tournant linguistique, l'économie politique canadienne et le paradigme de l'intersectionnalité.

S'appuyant abondamment sur Antonio Gramsci, et moindrement sur Ernesto Laclau, Stuart Hall propose dans *Hard Road to Renewal* une critique sévère de la gauche britannique depuis les années 1960, en particulier l'action politique du mouvement syndical et du Labour Party[81]. Hall accuse ces derniers d'être incapables de lire la conjoncture, à savoir que la domination imposée par le thatchérisme procède avant tout d'un phénomène d'ordre culturel, s'exerçant d'abord dans la société civile, phénomène faisant vibrer des traits de caractère ancrés dans l'*éthos* du peuple anglais. La force du thatchérisme provient ainsi de sa capacité à obtenir, grâce à une patiente entreprise idéologique, le consentement populaire. Hall invite la gauche à prendre acte du fait que la lutte des MS doit rompre avec les vieilles représentations économicistes et se mener sur le terrain idéologique et culturel, autour d'un idéal de transformation sociale significativement redéfini. Celui-ci, apparenté tantôt à un nouvel ordre culturel, tantôt à un projet historique inédit, pourra être façonné si les acteurs de la gauche prennent conscience de ce que la polarisation se décline désormais sur une multitude d'axes, traduisant autant d'espaces de politisation. Autour de ces perspectives gramsciennes, la production théorique en étude de l'action politique des MS s'est poursuivie pendant les décennies suivantes, notamment au Canada anglais[82] et au Québec[83]. Cette

[80] Très souvent d'ailleurs les auteurs du courant en question n'utilisent plus, pour le désigner, l'appellation « marxiste », devenue à la longue étriquée et passablement galvaudée.

[81] Stuart Hall, *Hard Road to Renewal*, Londres, Verso, 1988.

[82] Voir notamment : William Carroll et Elaine Coburn, « Social Movements and Transformation », dans Wallace Clement et Leah Vosko (dir.), *Changing Canada: Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 79-105; William K. Carroll et R.S. Ratner, « Between Leninism and Radical Pluralism: Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements », *Critical Sociology*, vol. 20, n° 2, 1994, p. 3-26. Barry D. Adam, « Post-marxism and the new social movements », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 30, n° 3,1993, p. 316-336; Jacinthe Michaud, « On Counterhegemonic Formation in the Women's Movement and the Difficult Integration of Collective Identities », dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p.197-212.

production a cherché à voir les interrelations possibles entre les différents axes de polarisation (la race, l'ethnie, le genre, l'orientation sexuelle, la qualité du milieu de vie urbain, l'accès durable aux ressources de l'écosystème et à un environnement viable, le partage des richesses produites dans la sphère économique...) et à envisager les conditions favorables à l'émergence d'interactions et de solidarités entre les luttes s'exerçant le long de ces divers axes. Dans la mesure où elles parviendraient à s'alimenter l'une l'autre et à s'additionner, ces luttes participeraient à l'émergence d'un projet dit contre-hégémonique, bref, d'une nouvelle hégémonie ascendante. Nous retenons de ce courant (Gramsci, Laclau et Mouffe, Hall, etc.), qu'on doit prendre acte du fait que pour définir les contours de son horizon de transformation sociale, la gauche est appelée à dépasser, et de très loin, les questions liées à l'exercice du pouvoir économique dans la sphère de la production ou encore à la capture du pouvoir de l'État. L'action politique des MS, si elle entend avoir une quelconque profondeur, devrait se concevoir à même les enjeux liés aux diverses formes d'oppression dans la société, moyennent entre autres une intervention sur le terrain idéologique/discursif, dont l'importance reste à être précisée encore. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'examiner les rapports concertés des mouvements entre eux, la notion de contre-hégémonie, ou à tout le moins une possibilité que les luttes s'articulent entre elles autour d'un commun horizon d'émancipation, peut éventuellement être stimulante (nous y reviendrons un peu plus bas).

Au demeurant, c'est tout le débat entre structure et *agency* qui s'ouvre à nouveau ici. Au sein des études sur le mouvement ouvrier, une tentative originale de concilier les deux, plus spécifiquement d'articuler l'aspect discursif/politique (construit par l'acteur) à la structure des rapports sociaux, est proposée par des auteurs comme Michael Hanigan[84], Ronald Aminzade, Mark Steinberg et Serge Denis. Ces auteurs, situant leur réflexion dans le cadre de la filière du « tournant linguistique », font une large place aux choix politiques conscients effectués par les acteurs dans le patient processus de formation de la classe ouvrière, mais tout en inscrivant (par ailleurs) leur étude du mouvement ouvrier directement au sein des rapports de classe propres au capitalisme. Ces rapports définissent le terrain de l'affrontement entre la classe ouvrière et ceux qui l'oppriment, mais sur ce terrain, les acteurs jouissent d'une autonomie et d'une initiative politiques marquées. Ces auteurs considèrent qu'une entité collective comme la classe n'est pas mécaniquement un produit des rapports sociaux, mais le résultat de décisions actives, plus ou moins contradictoires, de la part d'acteurs engagés dans les luttes. Pour Mark Steinberg, quand le mouvement ouvrier se met en action et articule un discours spécifique à sa position de classe, il ne s'agit pas d'une production discursive construite de

[83] Pierre Mouterde, *Repenser l'action politique de gauche*, Montréal, Écosociété, 2005.
[84] De l'auteur Michael Hanigan, voir notamment : « New Perspectives on Class Formation. Culture, Reproduction, and Agency », *Social Science History*, vol. 18, n° 1, printemps 1994, p. 77-94; « Commentary: For Reconstruction in Labor History », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *Rethinking Labor History*, *op. cit.*, p. 182-199.

toutes pièces, où tout le registre des agencements idéologiques et rhétoriques possibles serait ouvert. Il s'agit au contraire du résultat d'une situation d'oppression vécue par l'acteur collectif, lui-même capable d'articuler ses revendications et analyses à partir de la réalité de sa situation matérielle, en ne se privant pas de puiser aux diverses sources du discours à sa disposition à ce moment-là. « *People start with their collective understanding and memory of the material relationship that define their situation. Through discourse, actors inscribe meaning in these relationships and the contexts in which they transpire* [85].» Donc un mouvement social dispose d'une bonne marge de manœuvre pour utiliser ses ressources intellectuelles de façon à produire du sens; n'oublions jamais, nous dit cependant Steinberg, que ce processus discursif reste toujours intimement lié aux conditions objectives d'existence. Mais alors, pourrions-nous demander, quelle est au juste l'articulation entre le discursif et la structure des rapports sociaux? Au moins deux réponses sont proposées. La première, celle de R. Aminzade, établit que ce sont en dernière analyse les circonstances de l'arène politique qui forcent les acteurs à préciser leur identité et leur positionnement via l'idéologie et le discours. D'abord, les rapports sociaux définis dans le cadre capitaliste créent une structure de choix, un univers délimité de stratégies et d'alliances : « s*tructural positions within production (i.e. class positions) define a constellation of interests that can serve as a potential basis for collective political action, but such class interests produce politically variable outcomes*[86] ». Les intérêts complexes et contradictoires définis par une position de classe donnée sont négociés ensuite dans l'arène politique où se trouvent quantité d'ennemis éventuels et d'alliés potentiels. Au sein de cette arène où les intérêts sont articulés/négociés, dominent des organisations dont le caractère de classe n'est pas homogène, qui mobilisent des idéologies transcendant les clivages de classes. Ultimement, la classe ouvrière est le résultat de quantité de choix que font les acteurs sociaux dans le feu de l'action. Il n'y a pas détermination préalable depuis la structure des rapports sociaux, mais cette structure demeure le point de départ incontournable d'où émergent peu à peu les acteurs et leurs intérêts. Le mouvement ouvrier, puis la classe elle-même, s'édifient lentement, au fil des choix politiques concrets que les acteurs sont progressivement appelés à faire, de par la conjoncture même dans laquelle baignent leurs luttes[87]. Une seconde réponse est proposée par Serge Denis, par le truchement de la notion d'antériorité; résumons rapidement sa thèse à ce sujet. Les rapports sociaux capitalistes ouvrent la voie à des dynamiques politiques identitaires; ils engendrent eux-mêmes des dynamiques effectives, ébauchent des identités collectives. L'unité de la classe ouvrière doit cependant être construite; il

[85] Marc W. Steinberg, « Talkin' Class: Discourse, Ideology, and Their Roles in Class Conflict », dans Scott McNall, Rhonda Levine et Rick Fantasia, *Bringing Class Back In*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 276.
[86] Ronald Aminzade, « Class Analysis, Politics and French Labor History », dans Lenard R. Berlanstein, *Rethinking Labor History*, *op. cit.*, p. 93.
[87] *Ibid.,* p. 94.

faut donc envisager la classe ouvrière sous l'angle de sa réalisation politique, par-delà sa réalité économique. La définition des intérêts d'une catégorie sociale est un processus politique, une construction. Il y a une relation dialectique entre matérialité et identité; mais surtout, il y a antériorité logique de la première par rapport à la seconde : « *... les organisations "sont" la classe ouvrière, mais (...) la dynamique des rapports sociaux esquisse des identités effectives, donc logiquement préalables auxdites organisations*[88] ».

Nous venons de voir sous la rubrique des prolongements marxistes contemporains que des auteurs appartenant à cette sensibilité s'intéressent à explorer et à expliquer l'existence d'une relation dialectique entre étude des discours/représentations et étude de la réalité matérielle des rapports d'oppression. De ceux qui s'attachent à chercher les voies d'une éventuelle jonction entre structure et *agency*, nous retenons jusqu'à maintenant deux éléments. D'abord, le fait de camper l'étude des MS en partie au sein de la grande mouvance marxiste, incluant une analyse des rapports de domination de type classiste, ne signifie pas prendre le parti du déterminisme. Ce choix ne signifie pas non plus de soumettre l'explication de ces MS à un cadre essentiellement structuraliste. En somme, un bagage théorique qui prendrait acte des rapports sociaux de type classiste et intègrerait leur rationalité propre à une étude des MS ne priverait pas – en principe du moins – pour autant ces derniers de leur aptitude à tenter de définir l'agenda politique ou à se positionner (de leur propre initiative) dans l'univers idéologique. Deuxièmement, l'étude marxisante de ce volet discursif de la dynamique des MS peut à terme contribuer à éclairer notre objet, c'est-à-dire à concevoir le rapport à l'action politique à la fois comme le produit d'un travail intellectuel (une analyse élaborée par les MS puis transmise au sein de ces MS et de la gauche) et comme un effet d'une dynamique de type classiste, en vertu de laquelle émanerait souvent la nécessité pour les MS de projeter leur action sur le terrain politique afin de s'attaquer à des rapports de domination injustes[89]. Avant de passer à l'examen plus précis des outils qui permettraient de s'attaquer à cette dimension discursive, terminons notre panorama des jalons pertinents des prolongements marxistes contemporains.

Au sein de ceux-ci, des auteurs se sont-ils penchés sur ce qui explique les rapports des MS entre eux? Ont-ils cherché à savoir si, dans le concert des mouvements sociaux, il y aurait entre ceux-ci une sorte d'orchestration, ou des référents communs, ou des affinités objectives, voire un langage transversal? Est-ce qu'il y aurait en principe des impulsions « naturelles » induisant des dynamiques de solidarité, ou de mise en commun, ou de fertilisation croisée, ou de coalitions, d'alliances, etc.?

[88] Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003, p. 62.
[89] Il ne s'agit pas d'établir ici que TOUT mouvement social est nécessairement assimilable à une dynamique de type classiste, mais de constater que de situer dans ce cadre l'action politique des mouvements sociaux contribue à éclairer correctement celle de plusieurs d'entre eux, parmi les plus influents d'ailleurs.

D'autre part, quels MS seraient susceptibles d'être partie prenante de ces dynamiques, dont pourrait émerger éventuellement une espèce d'horizon progressiste commun?

Plusieurs auteurs appartenant au courant de l'économie politique canadienne[90] raisonnent déjà plus ou moins en ces termes. L'action des mouvements est analysée dans le cadre de la structure capitaliste, en insistant sur leur potentiel de résistance et leur capacité de transformation sociale. Ce courant présente deux caractéristiques utiles pour nous. D'abord, il maintient la permanence de l'enjeu du pouvoir de l'État et des formes classiques de la sphère politique, enjeu pouvant devenir – selon les lieux et circonstances – un motif de dialogue entre MS, voire un facteur de rapprochement de ceux-ci, et ce, en dépit des revers essuyés en politique partisane (via le NPD). La question du débouché politique reste posée et le syndicalisme demeure au centre de l'attention, même s'il n'a plus du tout le lustre d'antan. De façon plus ou moins explicite selon l'auteur retenu, cette permanence de l'intérêt pour le mouvement syndical suggère qu'au Canada, l'action politique progressiste est difficilement envisageable sans une contribution, même modeste, de cet acteur, qui fédère bon an mal an environ 30% de la main-d'œuvre canadienne et 40% de la main-d'œuvre québécoise. Comme il demeure toujours lié, dans l'analyse mais aussi dans les faits, aux diverses réflexions portant sur l'action politique des mouvements sociaux canadiens, l'acteur syndical sera pour nous aussi un objet privilégié de nos investigations. Deuxièmement, les auteurs de ce courant étudient notamment les conditions de possibilité du travail en commun entre MS, par-delà la politique partisane. Les expériences et les problématiques reliées au travail en coalition (liant plusieurs mouvements sociaux[91]) ainsi que celles associées à la notion de fertilisation croisée entre MS[92] sont à la source de travaux d'exploration et de réflexion de la part du courant de l'économie politique canadienne. Mais à nos yeux ces travaux, si stimulants soient-ils, ne sont pas suffisants pour répondre à tous nos besoins, eu égard aux relations entre MS au sein du cadre plus large des rapports sociaux des temps modernes; il y a encore nécessité ici d'aller plus en profondeur.

---

[90] Voir par exemple : David Camfield, *Canadian Labour in Crisis: Reinventing the Workers' Movement*, Halifax, Fernwood, 2011; Sam Gindin et Jim Stanford, « Canadian Labour and the Political Economy of Transformation », dans Wallace Clement et Leah Vosko (dir.), *Changing Canada. Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill-Queen's Univ. Press, 2003, p. 422-442; Judy Rebick, *Transforming Power. From the Personal to the Political*, Toronto, Penguin, 2009; Charlotte Yates, « Organized Labour in Canadian Politics: Hugging the Middle or Pushing the Margins? », dans Miriam Smith (dir.), *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 84-106.

[91] Voir notamment : Peter Bleyer, « Coalitions of Social Movements as Agencies for Social Change: the Action Canada Network », dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 134-150; Dennis Howlett, « Social movement coalitions: new possibilities for social change », *Canadian Dimension*, vol. 23, n° 8, nov.-déc. 1989, p. 41.

[92] Linda Briskin, « Women, Unions and Leadership », *Canadian Dimension*, vol. 24, n° 1, janv.-fév. 1990, p. 38-41.

Dans cette veine, la pensée féministe matérialiste a été à l'origine de développements stimulants à maints égards. Cette pensée a permis une excroissance de la notion de rapports sociaux de classe, ouvrant la voie à des possibilités d'articulation, d'abord, des divers rapports d'oppression et d'exploitation, et ensuite, des mouvements fondant leur existence sur une remise en cause de ces mêmes rapports. Le courant féministe matérialiste et ses prolongements posent comme essentielle la proche-parenté des divers rapports sociaux d'oppression et d'exploitation; sans prétendre au caractère identique des rapports de classe et des rapports de sexe, il fait de leur symétrie un levier important de l'analyse sociologique. Retraçons-en les jalons les plus prometteurs.

D'abord, un retour à la notion incontournable de rapport social est nécessaire. Roland Pfefferkorn propose celle-ci : « *le rapport social est une tension qui traverse le champ social et qui érige certains phénomènes sociaux en enjeux autour desquels se constituent des groupes sociaux aux intérêts antagoniques*[93] ». À ses yeux, deux enjeux sociaux sont identifiés comme particulièrement générateurs d'antagonismes. D'une part le « *travail et ses divisions – entre classes sociales, entre sexes, entre "races", etc. – et le partage des richesses produites*[94] ». D'autre part, la procréation et le contrôle de la procréation. Cette conception voulant que les rapports sociaux soient pluriels mais apparentés tout de même permet de distinguer, par-delà les rapports de classe typiques de la société industrielle, d'autres rapports antagoniques assimilables à des rapports de type classiste. En ce sens, les luttes menées par le mouvement féministe auraient pour impulsion la résistance à un rapport social instituant la domination des hommes sur les femmes (le patriarcat). Durant les décennies 1970 et 1980, plusieurs auteures, s'appuyant sur le marxisme tout en le critiquant, ont progressivement repensé l'analyse classiste afin qu'elle puisse d'une part offrir une explication du rapport patriarcal et, d'autre part, situer son articulation avec les rapports de production capitalistes. S'inscrivant dans cette lignée, Christine Delphy[95] a sans conteste été une pionnière à cet égard; ses travaux – bien que faisant l'objet de débats et de critiques – ont ouvert la voie à une explication classiste du patriarcat proposant une articulation avec l'analyse des rapports de production capitaliste.

Nous utilisons l'expression « rapports sociaux de type classiste » en signifiant justement cette possibilité d'une extension de la notion de classe à des rapports de domination assimilables à ceux découlant de la sphère de production marchande, mais mettant aux prises d'autres catégories sociales que les classes traditionnellement envisagées par la conception marxiste. Sur des bases

[93] Roland Pfefferkorn, *Articuler les rapports sociaux. Rapports de classe, de sexe, de racisation*, Congrès AFSP Strasbourg 2011, http://www.congres-afsp.fr/sectionsthematiques/st22/st22pfefferkorn.pdf (page consultée le 22 avril 2012).
[94] *Ibid.*
[95] Christine Delphy, *L'ennemi principal. Tome 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 2009.

assez proches des avancées théoriques de Delphy, la pensée féministe a également envisagé la possibilité que d'autres axes de domination, s'apparentant eux aussi à une dynamique de rapports sociaux de type classiste, puissent également intervenir (en sus des deux axes étudiés ici par la sociologue française), notamment le racisme institutionnalisé. Par exemple, en s'appuyant sur une lecture des rapports sociaux qu'elle appelle le *feminist standpoint*, la politologue américaine Nancy Hartsock a cherché à décrire les mécanismes de l'imbrication du patriarcat, du capitalisme et de la suprématie raciale. Elle avance que la reconnaissance d'une telle articulation est une étape nécessaire au dépassement de l'oppression vécue par les femmes : « *While we have discussed only a few of the links among capitalism, patriarchy, and white supremacy, it is obvious that we cannot end any woman's economic oppression and dependency without at the same time destroying those structures*[96] ». Plusieurs auteurs associés aux notions de l'intersectionnalité ou encore de la consubstantialité ont alimenté une semblable interprétation des rapports sociaux, donnant lieu à une production académique florissante sur le sujet[97].

D'autres auteures de sensibilité marxiste s'attachent à poser les fondements d'une approche de l'action politique des MS permettant de concevoir des mouvements sociaux différents (ceux à caractère antiraciste, ceux à caractère féministe et ceux relevant des rapports de production marchands) comme intrinsèquement liés, puisqu'ils procèderaient de dynamiques sociales apparentées et interdépendantes. C'est le cas de Sheila Rowbotham, qui lie le regain de vitalité du mouvement des femmes à partir de la fin des années 1960 aux acquis des MS l'ayant précédé (mouvement pour les droits civiques, mouvement ouvrier, mouvement anti-impérialiste). À la base, estime Rowbotham, les luttes de femmes ne sont pas des initiatives à caractère non mixte et elles ne cherchent pas à être exclusivement féminines. Au contraire, elles sont de nature transversale, se créent et se développent en hybridant divers types de préoccupation : socialisme, antiracisme, etc.[98] Elle aussi insiste sur l'importance pour la réflexion théorique d'envisager les rapports sociaux dans leur superposition et leur interpénétration : « *The isolation of gender is misleading*[99] ». L'imbrication entre différents rapports d'oppression et les relations intrinsèques que posent les luttes des femmes entre ceux-ci sont de nature à provoquer éventuellement des combinaisons inédites entre

[96] Nancy Hartsock, *The Feminist Standpoint Revisited & Other Essays*, Boulder, Westview Press, 1998, p. 25.
[97] Par exemple : Patricia Hill Collins, *Black Feminist Thought*, New York, Routledge, 2000; Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, P.U.F., 2009; Danielle Kergoat, « Articuler les luttes contre les rapports sociaux inégalitaires », Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux, août 2011. http://iresmo.jimdo.com/2011/08/03/articuler-les-luttes-contre-les-différents-rapports-sociaux-inégalitaires (page consultée le 16 janvier 2012); Diane Lamoureux, « Un État capitaliste certes, mais également sexiste et raciste », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 4, automne 2010, p. 23-36.
[98] Sheila Rowbotham, *Women in Movement. Feminism and Social Action*, New York, Routledge, 1992, p. 300-301.
[99] *Ibid.,* p. 285-286.

luttes sociales, de nouvelles configurations politiques[100]. Danielle Kergoat réfléchit dans des termes similaires en posant le caractère consubstantiel des systèmes d'oppression et en déduit une injonction faite aux mouvements à tirer les conséquences, dans leurs analyses et leur action, de cette imbrication[101]. La réflexion sur les rapports entre MS découlant d'une lecture intersectionnelle ne cesse d'inspirer les travaux et débats en études féministes[102]. Toutefois, la vérification empirique et comparée (dans plusieurs MS à la fois) des expressions tangibles de cette imbrication mobilise encore peu d'auteurs; c'est d'ailleurs un des volets que nous entendons explorer dans le cadre de cette thèse.

Ces développements de la pensée féministe marxiste servent pour nous d'assise théorique (partielle) à notre recherche portant sur plusieurs MS à fois et voulant se pencher en outre sur leurs interactions comme expression de leur action politique. Ils nous servent à penser leur pratique et leurs revendications politiques à titre de tentative d'intégrer ces divers rapports sociaux comme autant de préoccupations légitimes et liées entre elles. Ainsi l'imbrication des divers types de rapports sociaux classistes serait-elle non seulement un fait social indéniable, mais nous indiquerait aussi la piste d'une éventuelle explication de certains des rapports que les MS entretiennent entre eux.

En résumé, que retenons-nous des explorations théoriques décrites dans la présente sous-section? D'abord, nous avons vu que les impulsions à la base de l'action de plusieurs MS procèdent, dans un premier temps, de la réalité matérielle des rapports sociaux ou rapports de pouvoir; tels seraient les ressorts initiaux de l'action de ces MS. En conséquence, l'action politique n'est pas, avant tout, le produit d'une initiative d'ordre idéologique ou d'une impulsion discursive, même si cet aspect finit par intervenir en cours de route. De plus, sur la foi de l'analyse des rapports sociaux nous déduisons qu'il y a objectivement des liens de parenté entre mouvements[103]. Ceux-ci procèdent le plus

[100] *Ibid.*, p. 313.
[101] Danielle Kergoat, « Articuler les luttes contre les rapports sociaux inégalitaires », *op. cit.*
[102] Voir notamment : Stevi Jackson, *Contemporary Feminist Theories*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1998; Sirma Bilge, « Recent Feminist Outlooks on Intersectionality », *Diogenes*, février 2010, vol. 57, n° 1, p. 58-72.
[103] Même les dynamiques à l'œuvre au sein du mouvement communautaire répondraient, au moins partiellement, à cette logique de rapports sociaux antagoniques, ayant comme toile de fond d'importantes inégalités sociales ou/et mettant aux prises des acteurs qui refusent des rapports de domination et critiquent les institutions et structures de la société : Eric Shragge, *Action communautaire : dérives et possibles*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 208-210; Jean Panet-Raymond et Robert Mayer, « L'action communautaire de défense des droits sociaux », dans Laval Doucet et Louis Favreau (dir.), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, PUQ, 1991, p. 117; Pierre Hamel, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 91-124; Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire, de 1960 à nos jours*, Montréal, CFP/Éditions du Fleuve, 1989, p. 4; Lorraine Guay, *Pour un mouvement communautaire citoyen*, Saint-Jérôme, ROCL, 1999, p. 63.

souvent de dynamiques similaires, dynamiques de résistance à des rapports sociaux injustes. Il y a ainsi une espèce de communauté de nature entre les mouvements sociaux examinés (et une communauté de contradictions aussi...). Ces MS sont donc très comparables; au plan théorique, on peut envisager qu'implicitement, ils sont en mesure de partager une grammaire des rapports sociaux – ce qui ne les prive pas par ailleurs de formuler chacun, de façon indépendante, un vocabulaire spécifique. Nous avons mis en lumière que le regard sociologique parvient à aborder les différents rapports de type classiste d'un même souffle et, partant, nous entendons dans cette thèse aborder les MS sur un pied d'égalité. Ces contributions sont aussi de nature à nous aider à investiguer les relations entre MS, relations pouvant répondre aussi à des réalités et préoccupations transversales ou liées à des dynamiques systémiques. Ainsi, sachant la structure des rapports sociaux et une relative proche-parenté théorique entre certains MS, qu'est-ce qui peut pousser dans le sens du rapprochement entre ceux-ci? Notre recherche entend vérifier dans quelle direction évolue l'action politique des MS à cet égard-là. Elle vise à établir également, advenant qu'il y ait une culture progressiste plus ou moins commune se dégageant de l'action politique des MS, de quels ressorts elle émane. Néanmoins, et c'est une contribution significative des auteurs du tournant linguistique mentionnés ici, la structure est une condition nécessaire mais non suffisante; le regard sociologique doit, à un point précis de l'explication, faire intervenir également l'initiative de l'acteur. Il y a là, croyons-nous, une piste prometteuse afin d'expliquer la trajectoire des mouvements, en termes d'action politique, sur 30 ans. C'est pour cela que nous nous penchons plus avant, dans la section suivante, sur les recherches inscrites à l'enseigne du *social movement learning* et de la *knowledge production*.

1.5. Le courant cognitif : *knowledge production / social movement learning*

Il nous reste maintenant à identifier les outils théoriques permettant d'étudier les mécanismes par lesquels des acteurs collectifs peuvent élaborer, au fil des décennies, leur rapport à l'action politique; une action qui, nous l'avons vu dans la précédente section, répond en partie à l'initiative des acteurs eux-mêmes. Parmi les développements théoriques des 25 dernières années, un champ de réflexion et de recherche se dessine autour de la notion de « connaissance produite au sein des mouvements sociaux » ou *knowledge production*. Examinons plus en détails de quoi il s'agit. Ensuite, tentons de déterminer si ce corpus théorique peut être utilisé aux fins spécifiques de l'étude du rapport des MS à l'action politique.

L'intérêt de l'étude des mouvements sociaux comme sites de production de savoirs a connu une croissance considérable à partir de 1991, date à laquelle Ron Eyerman et Andrew Jamison publient leur livre *Social Movements : a Cognitive Approach*. Leur prémisse est que les activités et intérêts

cognitifs des mouvements ont été largement tenus pour acquis jusque-là par la recherche[104], qu'il s'agit là d'un angle mort des sciences sociales. Ils insistent en outre sur l'intérêt scientifique que représente l'étude des processus cognitifs à l'œuvre au sein des MS conçus comme entités collectives entretenant leur propre rapport à la connaissance. En cela, leur approche représente une percée prometteuse, si on la compare aux analyses antérieures, comme celle de Paulo Freire[105], qui tendait à confiner le processus d'apprentissage à un rapport d'individu à individu. Au contraire, Eyerman et Jamison font du mouvement social l'entité collective qui génère, transmet et diffuse certains types de savoirs. Ceux-ci sont le produit d'une pratique cognitive, exprimée en outre au travers de l'expérience concrète des acteurs[106]. Au sein des MS, les militants apprennent notamment en agissant et cette connaissance imprègne le mouvement lui-même puis, éventuellement, d'autres mouvements. Les deux auteurs vont encore plus loin. Ces processus cognitifs qui ont cours dans les mouvements participent d'une entreprise beaucoup plus large, qu'on qualifierait, dans une optique kuhnienne, de révolution des savoirs à l'échelle de la société elle-même[107]. Ces mouvements contestent, en somme, l'hégémonie de la science établie sur la production de connaissances; les savoirs qu'ils génèrent alimentent la connaissance universelle et doivent être considérés à leur juste valeur. L'acte de production des savoirs est lui-même un geste à portée politique posé par les mouvements sociaux, en ce qu'il leur permet de participer (de cette manière aussi) à une dynamique de changement social. Les deux auteurs attirent l'attention sur tout un nouveau champ de possibilités en étude des MS qui mérite d'être labouré davantage. Cela dit, leur contribution aborde très peu la question des formes de l'action politique, se contentant de signaler qu'à travers les processus cognitifs qui ont cours en leur sein, les MS innovent au plan tactique et produisent de nouvelles formes organisationnelles[108].

La lecture des mouvements sociaux à la lumière de la sociologie de la connaissance est explorée plus avant par Boaventura Sousa Santos, qui envisage lui aussi l'étude des MS en termes de *knowledge production.* Pour lui, l'expérience contemporaine de ces mouvements, au Sud comme au Nord, alimente ce qu'il appelle une sociologie de l'émergence, à savoir le développement, à l'échelle des sociétés, d'un nouveau rapport à la connaissance et d'un nouveau rapport au monde. Pour Sousa Santos, la science et le droit modernes sont structurés par des lignes abyssales du même type que celles qui ont départagé le Vieux Monde (l'Europe) du Nouveau Monde (dont une bonne part

[104] Ron Eyerman et Andrew Jamison, *Social Movements. A Cognitive Approach*, Cambridge, Polity Press, 1991, p. 45.
[105] Paulo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974.
[106] *Ibid.*, p. 57.
[107] Ron Eyerman et Andrew Jamison, *Social Movements, op. cit.*, p. 60.
[108] *Ibid.*, p. 58-59.

deviendra plus tard, pour longtemps, le tiers-monde)[109]; de telles lignes abyssales existent dans le domaine des savoirs, de la connaissance. Elles sont constitutives des rapports culturels et politiques occidentalo-centrés du système-monde actuel. En conséquence, l'injustice sociale mondiale est intimement liée à ce que l'auteur appelle « l'injustice cognitive globale[110] ». La lutte pour la justice sociale mondiale doit donc être une lutte pour la justice cognitive globale, c'est-à-dire une lutte pour que le droit de forger la connaissance commune appartienne aussi à des pans de l'humanité jusque-là laissés-pour-compte (ex. : les autochtones, les paysans sans terre...). Pour Sousa Santos, cette pensée post-abyssale « *confronts the monoculture of modern science with the ecology of knowledges. It is an ecology because it is based on the recognition of the plurality of heterogeneous knowledges (one of them being modern science) and on the sustained and dynamic interconnections between them without compromising their autonomy*[111] ». Les MS participent d'une dynamique de production culturelle s'inscrivant, en définitive, dans une logique de transformation sociale. Une fois cela dit, il nous faut maintenant soupeser les expressions de cette dynamique plus proprement rattachées aux formes politiques. Par exemple, la question se pose de savoir comment elle se matérialise sur le terrain de l'action politique des MS et quelles en sont les manifestations plus spécifiquement orientées vers l'exercice de la démocratie.

Reprenant et poursuivant elle aussi la réflexion initiée par Eyerman et Jamison, Hilary Wainwright tente de montrer que des MS participent du développement d'un nouveau rapport à la connaissance. Dans son livre *Arguments for a New Left*, elle soutient que ce rapport doit faire l'objet d'efforts de théorisation de la part de la communauté de recherche. S'attelant elle-même à cette tâche, Wainwright tente de situer la notable irruption d'activité des mouvements (1968 à aujourd'hui) au sein d'un phénomène de civilisation plus large : la critique des institutions fordistes. À la fin des années 1960, la croissance du pouvoir technocratique et la confiance des institutions envers l'autorité de la science officielle sont telles que les régimes politiques, à l'Est comme à l'Ouest, affichent leurs certitudes et montrent de plus en plus d'arrogance. Ces certitudes sont sérieusement mises à mal par la montée en force des nouveaux MS. Une pareille remise en cause, selon l'auteure, va jusqu'à miner le rapport dominant à la connaissance et à la démocratie qui, sous

[109] Sousa Santos a recours ici aux thèses de Carl Schmitt en vertu desquelles, depuis notamment le Traité de Tordesillas en 1494 – traité qui trace une ligne (*raya*) le long d'un méridien parcourant l'Atlantique –, il y a du point de vue occidental un « dedans du droit » (l'Europe, où la guerre est civilisée) et un «dehors du droit » (ex. : l'Amérique, où le droit européen ne s'applique pas, donc un espace ouvert à l'affrontement libre des belligérants). Ce dedans du droit, c'est le *jus publicum europaeum*. Il est ce que Schmitt appelle un *nomos*, donc à la fois un espace clairement délimité (le continent européen) et un ordre juridique (le système régissant les rapports entre États souverains). Voir Carl Schmitt, *Le nomos de la terre, dans le droit des gens du Jus publicum europaeum*, Paris, PUF, 2001.

[110] Boaventura de Sousa Santos, « Beyond abyssal thinking: from global lines to ecologies of knowledges », *Review*, vol. XXX, n° 1, 2007, p. 45-89.

[111] *Ibid.,* p.59-60.

l'influence du fordisme et du taylorisme, a acquis un caractère essentiellement technocratique, instrumental, désincarné et faussé. Le nouveau rapport à la connaissance serait LE trait distinctif des MS post-1968 et en étudiant celui-ci, on parvient mieux à discerner leur contribution originale, à savoir : 1° le rejet des savoirs fossilisés, étrangers à ce qui s'agite ou grouille dans la société; 2° la valeur de l'expérience sociale concrète, comme source du savoir et 3° le besoin d'approches pluralistes en matière de développement de la connaissance (fin du monopole de la science officielle sur la production de la connaissance). Pour Wainwright, ce nouveau rapport à la connaissance, à la fois éclectique et très horizontal, est porteur, depuis mai 1968, de nouvelles conceptions des pratiques démocratiques et générateur de nouvelles alternatives sociétales. Elle insiste pour que ces innovations, bien qu'encore à un stade relativement embryonnaire au moment où elle publie son livre (en 1994), soient investiguées par la communauté des spécialistes des MS.

Penchons-nous maintenant plus en détails sur ces éléments plus directement liés à la démocratie et à la rénovation programmatique. Concernant la démocratie, la thèse que Wainwright expose est que l'émergence des mouvements sociaux post-1968 et de leur rapport à la connaissance induit une nouvelle relation à l'État et à la social-démocratie. Ces nouveaux MS sont, notamment, porteurs d'une critique radicale de l'expérience (vécue jusque-là) de la démocratie représentative dans le contexte des Trente Glorieuses parce que aux yeux des nouveaux MS, l'État-providence, sous cette forme précise de son existence, n'est plus en mesure de répondre aux aspirations populaires[112]. Selon Wainwright, cette prise de distance quant aux capacités de l'État et quant à sa position relative dans les finalités du projet de société en émergence aboutit, peu à peu, à l'esquisse d'une conception nouvelle de la démocratie, dite « différenciée ». Celle-ci combinerait une pratique de démocratie participative dans le déroulement quotidien de la vie sociale et économique au recours à la démocratie représentative formelle, cette dernière étant requise pour fixer les grands objectifs sociétaux et le cadre général au sein duquel tous ces processus opèrent[113]. En outre, la relation entre l'État et la population doit être recréée sur de nouvelles bases, en vertu desquelles les hiérarchies internes de l'État volent en éclats au profit de rapports plus directs, transparents et immédiats avec les usagers des services publics[114]. À partir d'une sensibilité intellectuelle similaire, l'étude de ce processus de rénovation du rapport à la démocratie est placée au cœur de l'ouvrage de S. Alvarez, E. Dagnino et A. Escobar, qui emploient la notion de nouvelle culture politique pour désigner cette production cognitive attribuable aux MS. Les trois auteurs estiment que les mouvements sociaux « ... *have struggled to resignify the very meanings of received notions of citizenship, political representation and participation, and, as consequence, democracy itself*. (...)

[112] Hilary Wainwright, *Arguments for a New Left*, Oxford, Blackwell, 1994, p. 68.
[113] *Ibid.*, p. 76.
[114] *Ibid.*, p. 84.

popular movements have been instrumental in constructing a new conception of democratic citizenship, one that claims rights in society and not just from the state[115] ». En adoptant un regard quelque peu apparenté, d'autres auteurs envisagent aussi la possibilité d'étudier le rapport à l'action politique des MS comme un travail d'élaboration d'une culture démocratique commune aux mouvements. Par exemple, Richard Flacks postule l'apparition d'une nouvelle culture politique dans l'univers de mouvements essentiellement préoccupés par le néolibéralisme et les mutations qu'il engendre à l'échelle internationale[116]. Par la suite, bon nombre d'auteurs se sont penchés sur le processus de contestation de la mondialisation néolibérale et sur les formes plus précises qu'il a engendrées progressivement, à savoir les forums sociaux et le mouvement altermondialiste à proprement parler, comme C. Aguiton et D. Cardon[117], B. De Sousa Santos[118], R. Canet[119] ou encore P. Beaudet, M.-J. Massicotte et R. Canet[120]. Eux aussi interprètent ces phénomènes sociaux intervenus depuis les événements de Seattle en 1999 comme la manifestation, notamment, de l'émergence d'une nouvelle culture politique rompant avec certaines pratiques des MS des périodes précédentes. Certains considèrent même que cette nouvelle culture politique aurait peu à peu gagné – ou gagnerait encore – d'autres mouvements sociaux, c'est-à-dire des mouvements qui ne sont pas expressément altermondialistes[121]. Un examen des nouveaux traits de culture politique identifiés par ces auteurs permettrait de dresser la liste suivante : la préférence pour l'horizontalité et le fonctionnement réticulaire – entre individus, entre organisations, entre mouvements – plutôt que la hiérarchie des acteurs sociaux, la participation large et directe plutôt que la représentation ou la délégation, le dialogue, l'échange et l'écoute plutôt que la décision, la valorisation de la diversité des appartenances plutôt que la recherche d'une homogénéité dans l'unité, une attitude

---

[115] Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar, *Cultures of Politics; Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press, 1998, p. 2.

[116] Richard Flacks, « Think Globally, Act Politically: Some Notes toward New Movement Strategy », dans Marcy Darnovsky, Barbara Epstein et Richard Flacks (dir.), *Cultural Politics and Social Movements*, Philadelphia, Temple University Press, 1995, p. 251-263.

[117] Christophe Aguiton et Dominique Cardon, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », communication pour le colloque « Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative», AFSP/LAIOS, Paris, 20-21 janvier 2005.

[118] Voir notamment : *The Rise of the Global Left. The World Social Forum and beyond*, New York, Zed Books, 2006; « The World Social Forum and the Global Left », *Politics and Society*, n° 38, 2008, p. 247-270.

[119] Raphaël Canet, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures et conflits*, n° 70, été 2008, p. 33-56.

[120] Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010.

[121] Pensons par exemple à : Isabelle Ferreras, « Syndicalisme et altermondialisme », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 38, n° 1, 2007, p. 111-126; Diane Lamoureux, « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois », dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, p.11-34; Nathalie Guay et Jacques Létourneau, « Le mouvement syndical et l'altermondialisme, une recomposition des alternatives politiques », dans Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme, op. cit.*, p. 254-270.

distante à l'égard des leaders et des « recettes toutes faites » plutôt que l'adhésion à un catéchisme politique ou à un métarécit. Ce sont là des indicateurs que nous pouvons retenir et utiliser dans notre propre recherche.

Par ailleurs, cette *knowledge production* par les MS suppose aussi un agenda politique en processus de rénovation. Avec d'autres, Wainwright envisage qu'au cœur de l'activité des mouvements sociaux loge une contribution fondamentale de ceux-ci à la vie sociopolitique, consistant à innover, à produire bien entendu de nouvelles connaissances, mais aussi à créer de nouveaux horizons sociétaux, de nouvelles bases programmatiques pour la gauche. Cette rénovation des idéaux dépasse de loin la simple question des pratiques politiques; elle redéfinit les objets mêmes de la revendication politique ou, si l'on préfère, redessine « *the map of what comprises the political* [122] ». Dans le sillage des travaux de Wainwright, Sousa Santos et quelques autres, on peut dire de ce nouveau paradigme politique en émergence qu'il n'est pas simplement l'acquisition par les MS de compétences inédites (nous y reviendrons plus loin...) mais bien, aussi, l'élaboration d'un nouveau programme pour la gauche, programme intégrant des éléments originaux au projet de société progressiste : préoccupation écologiste, respect et intégration de modes de pensée non occidentaux, acceptation de l'expérience vécue dans la sphère privée comme source de connaissance (notamment dans la foulée de la pensée féministe), nécessité d'une intervention au niveau supranational afin de juguler l'influence des mécanismes de mise en œuvre du néolibéralisme, etc. Telle est à tout le moins l'évaluation que font Graeme Chesters et Ian Welsh à l'entrée *Knowledge practices* de leur lexique[123]. Voilà encore une indication à l'effet que les MS soient à l'origine de pratiques de production de connaissances politiques ou, si l'on préfère, d'une nouvelle culture politique.

En théorie des mouvements sociaux, le courant cognitif offre donc des possibilités de poser les bases d'une réflexion sur l'action des MS eu égard à la démocratie, le projet de transformation sociale, puis les pratiques internes des mouvements. Toutefois, est-il possible d'en faire un outil spécifiquement dédié à l'étude de nos propres catégories de l'action politique des MS : la relation avec les partis, les rapports entre mouvements et la question nationale? Pour le moment, au sein du champ de recherche en expansion qu'est la *knowledge production* et le *social movement learning*, quelques auteurs ont entrepris de poser comme prémisse importante de leurs travaux le lien entre les compétences développées par un mouvement social et son pouvoir, son rayonnement dans la société. C'est le cas par exemple de Budd Hall et Darlene Clover, qui écrivent : « *Reflection on the*

[122] Maria Isabel Casas-Cortés, Michal Osterweil et Dana E. Powell, « Blurring Boundaries: Recognizing Knowledge-Practices in the Study of Social Movements », *Anthropological Quarterly*, vol. 81, n° 1, hiver 2008, p. 51.
[123] Graeme Chesters et Ian Welsh, *Social Movements. The Key Concepts*, New York, Routledge, 2011, p. 106.

tacit skills being learned by social movement activists is of critical use in strenghtening and extending the power and reach of social movement today[124] ». Il y a là une indication qui nous semble particulièrement prometteuse s'agissant d'étudier le rapport à l'action politique au sein des MS au Québec. Plus spécifiquement, la *knowledge production* vue comme source du perfectionnement de l'action politique des MS a commencé à être étudiée il y a environ une quinzaine d'années, c'est-à-dire durant ce qu'on pourrait appeler l'apogée du mouvement altermondialiste. Cette période aurait été propice à l'innovation en matière de pratiques politiques des MS, si l'on en croit les auteures qui s'y sont arrêtées. Dans ces mouvements, et plus largement au sein de la gauche, le rapport au pouvoir, au *leadership* et aux mécanismes de prise de décision aurait quelque peu évolué, que ce soit en faveur de conceptions neuves de la notion de coordination/direction, d'un fonctionnement plus respectueux de la diversité et de la pluralité, ou encore d'une distribution moins sexiste des responsabilités. Ainsi, se penchant sur le phénomène du *Frente Civico* dans l'État de Morelos au Mexique, Kathleen Rodgers a détecté l'acquisition par ce Front d'apprentissages féconds[125]. Janet Conway, qui a étudié pour sa part l'organisme torontois Metro Network of Social Justice, voit dans la mouture de certains des MS des 20 dernières années une progression significative de la façon de conduire l'action politique, notamment la maîtrise d'un nouveau savoir-faire en ce qui a trait à la capacité de ces mouvements de travailler en coalition malgré leurs profondes différences[126]. Plus substantiellement, Conway estime aussi que c'est la conception même des finalités de cette action politique qui est mise en cause, les mouvements étant tentés de privilégier, de plus en plus, la capacitation de leurs membres et leur investissement dans les processus, aux dépens de la recherche systématique et immédiate de la conquête du pouvoir politique[127].

Revenons pour terminer sur le caractère latent de ce *know-how* politique au sein des MS, rapidement évoqué plus haut par l'entremise de Hall et Clover. Plusieurs auteurs du courant que nous appelons cognitif insistent sur la grande incidence de cette caractéristique pour la recherche sur les MS. Ils signalent que les choix faits par les acteurs des mouvements en matière d'action sociale ou politique traduiraient l'élaboration d'une expertise militante ou associative propre à un mouvement social donné, expertise qui, à bien des égards, est restée le plus souvent tacite. Griff Foley, un spécialiste de l'andragogie, précise : « *learning in* [social movements] *is largely informal and often incidental – it is tacit, embedded in action and is often not recognized as learning. The learning is*

[124] Budd Hall et Darlene Clover, « Social Movement Learning », dans Leona M. English (dir.), *International Encyclopedia of Adult Education*, New York, Palgrave, 2005, p. 587.
[125] Kathleen J. Rodgers. *Social Movement Learning. The Case of Frente Civico*, Toronto, University of Toronto (Department of Adult Education and Councelling Psychology), 2006, p. 108.
[126] Janet Conway, *Praxis and Politics. Knowledge Production in Social Movements*, New York, Routledge, 2006, p. 5.
[127] *Ibid.*, p. 133.

therefore (...) only half realized[128] ». Donna Chovanec, qui a étudié les mécanismes d'apprentissage au sein des mouvements de femmes au Chili, attire elle aussi l'attention sur le fait que les participants au sein des MS n'ont pas conscience du caractère éducatif ou formateur de leur action en leur sein. Il est donc dans le mandat de la recherche en sciences sociales d'exhumer les connaissances et compétences acquises dans le cadre de l'existence d'un mouvement, car trop souvent elles ne sont pas verbalisées, donc restent méconnues[129]. L'effort consistant à caractériser ces savoirs informels et à préciser ou expliquer leur rôle complexe dans les dynamiques internes aux mouvements commence à peine, comme l'indique la thèse de doctorat de Jonathan Langdon[130]. Pour sa part, Janet Conway a procédé à une catégorisation proposant de distinguer, parmi les connaissances des MS, les savoirs latents, les savoirs de type *praxis-based* (c'est-à-dire consciemment transmis au sein des organisations, à la suite d'une réflexion critique et dans le cadre d'une procédure visant à éclairer l'action développée par l'organisation) ainsi que les processus déclarés et systématisés de production de connaissances par les mouvements sociaux, par lesquels ceux-ci « *recognize the need and the value of engaging with, disseminating and advancing formal knowledges as a constitutive dimension of social change work*[131] ». Cette typologie offre une certaine clarification, mais l'intérêt d'étudier plus à fond les compétences des MS demeure, que ce soit pour se pencher plus spécifiquement sur le rapport aux catégories politiques qui nous intéressent, ou encore pour déterminer si et comment ces connaissances peuvent être réputées acquises, par les MS, sur une longue période.

[128] Griff Foley, *Learning in Social Action*, New York, Zed Books, 1999.
[129] Donna Chovanec, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009, p. 64-67.
[130] Jonathan Langdon, *Democracy and Social Movement Learning in Ghana*, Montréal, Université McGill (Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en Éducation), août 2009.
[131] Janet Conway, *Praxis and Politics, op. cit.*, p. 22.

Chapitre 2

Articulation analytique, statut de l'objet étudié, opérationnalisation

Les récentes contributions du *SM learning* et de la *knowledge production,* qu'elles soient relatives à la conception de la démocratie en général ou à l'action politique en particulier, pointent en direction du caractère construit de l'action des MS, c'est-à-dire que celle-ci serait réalisée au terme d'un processus cognitif faisant appel à divers référents, pouvant relever de l'expérience accumulée, de considérations tactiques, d'une analyse de la conjoncture sociopolitique, etc. Cela dit, il reste, pour notre part, à voir comment on peut déterminer : 1° si ce récent corpus peut aider à expliquer également le rapport d'un MS à la forme parti, à la question nationale et aux autres MS; 2° à quel point les conceptions ou pratiques plausiblement émergentes, dans les MS, ne sont pas purement ponctuelles et traduisent réellement une forme de développement politique. En l'état actuel des choses, la théorie des MS ne répond pas bien à ces deux questions. Nous voulons nous atteler à celles-ci dans la présente thèse, ainsi qu'à une autre à laquelle la recherche n'a pas répondu dans le cas spécifique au Québec : ces pratiques émergentes participent-elles ou non de l'élaboration d'un processus plus large, soit l'établissement d'un horizon progressiste commun aux composantes des divers mouvements? Tentons maintenant de rattacher les ficelles qui ressortent de chacun des cinq blocs précédents. Nous retiendrons principalement quatre apports et tenterons de les conjuguer de manière féconde et, en partie, inédite.

2.1. Articulation de quatre apports retenus et argument central

Le premier de ceux-ci concerne l'enjeu de la politisation de l'action des MS ou, si l'on préfère, l'enjeu de leur rapport aux catégories classiques de l'action politique. Nous l'avons vu, cela est au cœur du bras de fer intellectuel entre l'école « américaine » et les théoriciens des NMS. Notre cadre théorique tend à montrer qu'après 35 années de ce débat opposant les deux courants, les évolutions récentes de l'action des MS semblent donner raison aux auteurs dits anglo-saxons. Notre cadre tend à montrer que cette action, à la toute fin du 20e siècle et au début du 21e siècle, contredit dans une large mesure ce qu'annonçaient les penseurs des NMS. Sauf exception, il n'y a pas eu dépolitisation des MS; au contraire, ce qui était vrai de l'action politique classique des MS

occidentaux durant la période 1880-1980 (ex. : intérêt pour le suffrage universel, pour les partis qui en sont issus et pour les questions nationales) continue de l'être ensuite.

Toutefois, au Québec, la période 1980-2009 débute alors que s'opère une rupture importante dans les repères qui balisaient jusque-là l'action politique des MS. Des « certitudes » qui avaient guidé pour une large part cette action se fissuraient ou se désagrégeaient, causant un sentiment de désarroi. Rappelons brièvement ici les sources de cet ébranlement. L'enracinement populaire du projet souverainiste est beaucoup moins fort qu'espéré; le revers du référendum de mai 1980 provoque une commotion au sein d'une large part des couches militantes et des leaders des MS[132]. La capacité du PQ de mener correctement ce projet à son terme est de plus en plus ouvertement remise en cause; d'ailleurs René Lévesque se montre réceptif aux sirènes du Beau risque et fait de celui-ci la politique officielle du Parti québécois en 1984. Depuis les lois spéciales de 1982-1983 mettant fin aux négociations du secteur public, une crise de confiance s'installe entre ce parti et le mouvement ouvrier, qui perd ce qui avait été jusque-là, depuis 1975 environ, l'outil privilégié du déploiement de son action sur le terrain électoral provincial. (D'ailleurs, ce processus de disjonction entre le mouvement syndical et les instruments usuels de sa projection sur la scène politique est un phénomène d'envergure internationale, comme l'ont déjà montré de nombreux auteurs[133]). Enfin, tel que signalé dans le cadre théorique, en Occident, la pensée marxiste entre dans une phase de profonde remise en question, ce qui ne peut être sans effet sur la réflexion politique au sein de diverses couches militantes des mouvements sociaux.

Considérant ce que nous venons de décrire dans les deux derniers paragraphes, notre recherche s'articulera autour de l'argument central suivant : la période étudiée débute par un moment de rupture du rapport des MS à l'action politique. Cette rupture est rapidement suivie par une reprise progressive de la politisation des MS, faisant en sorte qu'au total, la période étudiée n'en fut pas une de recul de l'action politique de ceux-ci. Au contraire, il faut plutôt parler d'une réorientation et d'une recomposition de cette action.

Le second apport découle directement du premier et a trait à l'encadrement spatial de notre objet. Grâce aux travaux de l'école « américaine », nous avons pu procéder à l'identification de la vie politique nationale comme cadre essentiel et privilégié dans lequel évolue et s'analyse l'action politique des MS. D'accord avec Tilly et tant d'autres, nous avons établi que dans cette thèse, l'étude des mouvements québécois s'effectuerait au sein d'une compréhension étroite de la

[132] Nicole Laurin et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980.
[133] On se reportera sur ce point aux travaux respectifs de Gilbert Achcar, de Denis Berger, de Serge Denis, de Patrick Hassenteufel, de Philippe Marlière, etc.

conjoncture politique nationale, dont ils sont bien sûr tributaires mais aussi, à la fois, des acteurs importants. Aussi, grâce à l'examen de la seconde phase des travaux de cette école, incluant les auteurs du courant institutionnel, nous avons pu apprécier à quel point l'action des mouvements sociaux opère en relation dialectique intense avec la matrice politique nationale, donc avec les interactions État/société civile (ils sont d'ailleurs partie prenante de celles-ci). Le choix d'une telle délimitation spatiale de notre spectre d'analyse ne signifie pas pour autant que des études à d'autres échelles seraient impossibles ou peu pertinentes (pensons notamment au plan métropolitain, qui a donné lieu à des explorations fécondes[134]). Et encore moins que les pressions et facteurs d'ordre international n'interviennent pas ou interviennent peu. Toutefois, dans le cas précis du Québec, il est difficile d'apprécier correctement l'action politique des MS sans la situer de façon privilégiée au sein du creuset national, sachant la définition que nous donnons à la notion d'action politique (qui inclut la question nationale et les partis de dimension nationale). Cela ne signifie pas de faire l'impasse sur les grands paramètres ou sillons internationaux pour « lire » le moment présent au Québec. Ceux-ci ont été intégrés à notre cadre théorique, dans le sens suivant : notre regard analytique est le résultat de l'utilisation et de la combinaison de travaux de théoriciens provenant de (et situés à) l'extérieur du Québec, pour l'immense majorité. Ce qui fait en sorte que l'explication théorique que nous proposons du moment présent au Québec ne peut, en définitive, être comprise que comme une déclinaison de ce qu'entrevoit la pensée occidentale contemporaine sur les mouvements sociaux. Il n'y a pas isolement de l'objet MS québécois comme un cas d'espèce ou un cas unique, mais bien évaluation du cheminement de ces MS au regard de ce qu'annonce la théorie des mouvements sociaux disponible en langue française ou anglaise.

Le troisième jalon découle de notre réflexion au sujet du rapport structure/*agency*. Comme l'affirment Diani et Della Porta dans leur ouvrage bien connu des chercheurs sur les MS[135], une question essentielle de la recherche sur les MS demeure celle-ci : comment passe-t-on de la structure à l'action? Qu'est-ce qui fait en sorte que, en présence d'une structure économique et sociale donnée, des mouvements s'organisent, se mettent en action et obtiennent des résultats politiques? Nous avons, d'une part, rejeté le déterminisme des approches structuralistes (on pense par exemple à Theda Scokpol et à une partie de l'analyse marxiste antérieure aux années 1980). Puis nous avons cherché du côté des prolongements contemporains du marxisme (auteurs gramsciens, courant du tournant linguistique, etc.) les indications d'une articulation permettant un

[134] Outre les travaux de Janet Conway et de Pierre Hamel déjà cités, signalons deux titres : Donna Vogel, *Challenging Politics. COPE, Electoral Politics and Social Movements,* Halifax, Fernwood, 2003 et Sean Mills, *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, McGill-Queen's University Press, 2010.

[135] Donatella Della Porta et Mario Diani, *Social Movements: an Introduction*, Malden (Ma), Blackwell, 2006, chap. 2.

certain équilibre entre considérations structurelles et facteurs relevant plus directement de l'autonomie de l'acteur. Cela nous a permis de retenir d'abord qu'il y a antériorité de la structure (rapports sociaux) sur le discours et l'action politiques. Ensuite, que la structure des rapports sociaux balise un champ de possibilités discursives et idéologiques, pour un MS donné. Celui-ci ne revendiquera pas la totalité du registre rhétorique et idéologique à sa disposition, mais choisira les éléments qui participent de son émancipation de ces rapports sociaux (ou à tout le moins, d'un adoucissement de ceux-ci). L'espace politique et discursif est ouvert à l'initiative de l'acteur, mais la latitude de cet acteur n'est pas infinie. Troisièmement, bien que cette action politique des MS soit campée dans la structure des rapports sociaux, et balisée par elle, cette action est aussi par ailleurs le produit des choix tactiques et stratégiques de l'acteur. Et l'action politique des MS est largement contingente, puisqu'elle répond aussi à la conjoncture. Nous postulons donc une possibilité pour l'acteur de sculpter son action politique au fur et à mesure de l'évolution de la vie du mouvement et en fonction des données qui lui sont disponibles. L'acteur est un agent actif de la définition de l'action politique du mouvement, ainsi que l'ont montré les historiens du mouvement ouvrier notamment. Maintenant, cette action politique d'un MS, au sens où nous la concevons ici théoriquement, participe-t-elle d'une entreprise qui non seulement appartiendrait à ce mouvement, mais interpellerait aussi, par définition, d'autres MS? Nous avons exploré au chapitre précédent les motifs des interactions entre MS, tant depuis une perspective discursive-idéologique (ex. : S. Hall) que depuis des points de vue plus directement reliés à la structure des rapports sociaux. En nous appuyant en outre sur la notion d'antériorité, nous avons établi que ces rapports constituaient les ressorts initiaux de l'action des MS et que du fait de ces ressorts, il y a une forme de proche-parenté entre plusieurs MS. En raison de leur relation intrinsèque avec la structure des rapports sociaux, nous avons insisté sur l'importance d'aborder les MS étudiés d'un même souffle, presque sur un pied d'égalité. Nous avons vu aussi que ces rapports sociaux dont chaque mouvement procède (syndicats, mouvement des femmes, mouvement communautaire) sont non seulement similaires de par leur architecture, mais également imbriqués par ailleurs. Ainsi les rapports sociaux peuvent pousser dans le sens d'un rapprochement, d'une interdépendance entre MS, sans que nous perdions de vue pour autant que simultanément, des forces centrifuges poussent dans la direction de l'autonomie de chaque mouvement (D. Kergoat). Nous ajoutons ainsi à notre thèse l'argument suivant : ce travail de définition par les MS de leur action politique d'une part procède de l'interdépendance entre ceux-ci et, d'autre part, participe d'une sorte de conversation entre mouvements – voire de leur possible synergie; cela aussi est une expression de leur politisation. Ces phénomènes animent ce que nous nommons le concert des mouvements sociaux[136].

[136] Soulignons une certaine proche-parenté de cette dernière notion avec celle d'espace des MS, proposée par Lilian Mathieu dans «L'espace des mouvements sociaux», *Politix*, 2007, nº 77, p. 132-134, ou encore celle

La dernière partie du cadre théorique, portant sur les développements plus récents (filière cognitive), nous a amené à préciser le statut de l'action politique comme objet de recherche. Il ne s'agit pas pour nous d'étudier un à un les événements historiques dans les circonstances précises où ils interviennent. Il ne s'agit pas non plus de procéder, de prime abord, à une analyse du contenu idéologique du discours des acteurs en présence. Nous avons vu, avec Janet Conway, Griff Foley, Donna Chovanec, Hall et Clover et d'autres, que les MS sont des sites d'élaboration de savoirs militants, de pratiques politiques émancipatrices et d'une certaine culture politique. Pour être plus explicite, nous pouvons décrire cette dernière comme l'ensemble des dispositions et orientations des militants et militantes des MS à l'égard de l'action politique et de certaines institutions (élections, partis, référendums); plus précisément, ces dispositions et orientations « *are the result of cognition, affection and evaluation – knowing, feeling and judging*[137] ». La définition proposée par Wyn Grant pointe dans la même direction, en insistant sur les croyances, connaissances, attitudes et valeurs qui sous-tendent l'action politique; « *these were seen as including knowledge and skills about the operation of the political system, positive and negative (...) feelings towards it, and evaluative judgements about the system*[138] ». Dans notre recherche, nous raisonnerons plus spécifiquement en termes de «culture politique mouvementiste», supposant l'acquisition par les activistes d'habiletés cognitives permettant de soutenir, baliser et orienter l'action politique d'un MS.

Dans la foulée de ce que proposent les auteurs mentionnés au précédent paragraphe, nous choisissons de donner à l'action politique des MS le statut de connaissance ou de compétence produite par ceux-ci[139]. (Plusieurs de ces auteurs insistent sur le caractère souvent tacite de ces savoirs[140], les militants et militantes des MS n'ayant pas toujours conscience des effets de leur implication et interactions sur le développement de la culture politique du mouvement. Il appartient à la recherche en sciences sociales d'exhumer les connaissances et compétences acquises dans le cadre de l'existence d'un mouvement, car trop souvent elles ne sont pas verbalisées, donc restent méconnues[141].) Le statut ainsi conféré à l'objet permet de se pencher

---

d'espace de protestation utilisée par Pascale Dufour dans *Trois espace de protestation - France, Canada, Québec*, Montréal, PUM, 2013, p. 22-23.

[137] Frank Bealey, *The Blackwell Dictionary of Political Science*, Malden (Mass.), Blackwell, 1999, p. 250.

[138] Wyn Grant, « Political culture », dans Iain McLean (dir.), *The Concise Oxford Dictionary of Politics*, New York, Oxford University Press, 1996, p. 379.

[139] Même si l'école dite cognitive porte également sur la production et la diffusion, par les mouvements sociaux, de nouveaux savoirs à l'échelle de la société, tel n'est pas le volet de la *knowledge production* que nous retenons à prime abord; nous privilégions plutôt son utilisation aux fins de l'étude de la vie interne des mouvements et des formes de déploiement de leur action politique dans la société.

[140] Voir en outre : Janet Conway, *Praxis and Politics. Knowledge Production in Social Movements*, New York, Routledge, 2006, p. 1-38; Griff Foley, *Learning in Social Action*, New York, Zed Books, 1999, p. 1-13; Budd Hall et Darlene Clover, « Social Movement Learning », dans Leona M. English (dir.), *Encyclopedia of Adult Education*, New York, Palgrave, 2005, p. 584-589.

[141] Donna Chovanec, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009, p. 64-67.

directement sur la façon dont évolue l'action politique d'un MS sur près de trois décennies, en l'envisageant sous l'angle d'un apprentissage potentiel, effectué par un mouvement social donné. Ce « savoir-faire », l'action politique, est donc conçu ici comme le résultat d'une construction active, réalisée sur le tas, dans le cadre des pratiques régulières du mouvement. (Soit dit en passant, nous avons aussi mis en lumière qu'en sciences sociales, cette approche théorique n'avait pas été utilisée à ce jour pour expliquer les catégories de l'action politique qui sont les nôtres.) Une fois l'objet ainsi défini, il nous est possible d'ajouter un nouvel élément à notre thèse centrale : il y a eu au sein des MS québécois un cheminement dans la façon d'aborder la sphère politique et la transformation sociale; cette évolution traduit un processus d'apprentissage par les MS, à savoir une forme de développement du rapport à l'action politique. Cette évolution peut selon nous se décliner autour des axes suivants : le rapport à la question nationale, les relations entre MS, l'enjeu du pouvoir/la forme parti.

Déterminer la façon la plus adéquate d'étudier les étapes et les modalités fines de l'évolution de cette culture politique mouvementiste (donc des savoirs militants eu égard à l'action politique), voilà ce que nous chercherons à clarifier. Comment ces savoirs émergent-ils et, le cas échéant, comment se perdent-ils? C'est en outre ce que notre recherche veut établir. Saisir l'essence et la trame de cette culture et de ces savoirs nous semble indispensable afin de comprendre l'évolution de l'action politique de gauche au Québec. Nous entendons également parvenir à nommer scientifiquement ces apprentissages, puis à les catégoriser; à terme, notre étude devrait permettre de produire une typologie des apprentissages réalisés au sein des MS eu égard à l'action politique.

2.2. Les dimensions de l'action politique

Un effort de définition s'impose ici : dans cette thèse, que voulons-nous dire au juste par action politique des mouvements sociaux? De façon générale, les auteurs employant la notion s'entendent pour affirmer d'abord qu'elle désigne une portion de l'intervention des MS dépassant les considérations sectorielles habituellement au cœur de l'action mouvementiste. Elle renvoie à l'ouverture d'un « *espace supplémentaire à l'action*[142] » des mouvements et s'inscrit donc dans le prolongement de leur action régulière. Léo Roback précise que « *l'action syndicale "politisée" privilégie les objectifs "sociétaux" à long terme par rapport à ceux de la revendication à court terme*[143] ». La notion réfère ainsi à un déploiement de l'action sur la scène publique, grâce à laquelle

[142] Jean-Claude Tardif, *Le mouvement syndical et l'État. Entre l'intégration et l'opposition : le cas de la CEQ (1960-1992)*, Québec, Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1995, p. 59.
[143] Léo Roback, « Les formes historiques de politisation du syndicalisme au Québec », dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme : origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 440.

l'organisme (d'un MS) parvient à s'extraire d'une défense stricte des intérêts de ses membres – ou de sa base sociale – afin d'intervenir plus globalement sur le terrain de la conduite des affaires de la Cité; cette action entend participer ainsi d'un accroissement du pouvoir politique des MS, pouvant aller jusqu'à la candidature au pouvoir[144]. À travers l'action politique, l'organisme appelle ses membres à exercer pleinement leur pouvoir citoyen, dans ses moindres dimensions. De par une telle action, un mouvement social contribue à la défense et à la promotion d'un horizon qui se veut universel; cet horizon se décline, selon les époques et les États, sur des thèmes porteurs comme la justice sociale, la paix, la démocratie, le bien commun ou toute autre désignation d'un projet de société[145]. Une définition de l'action politique répondant adéquatement aux besoins de notre recherche serait donc celle-ci : un déploiement de l'intervention des MS directement sur la scène nationale, dépassant le terrain particulier des demandes spécifiques de chaque mouvement et participant d'une tentative de consolidation du pouvoir des secteurs numériquement majoritaires sur eux-mêmes, dans la société civile et sur les institutions.

En Occident, quelles expressions cette action peut-elle prendre? Différents auteurs, dont Serge Denis[146], envisagent que cette action peut prendre une grande variété de formes : création d'un parti, constitution (d'un MS) en clientèle électorale d'un parti établi, coalition entre un MS et un parti, coalition multi-mouvements sociaux, fertilisation croisée entre MS, élaboration d'une base programmatique commune à plusieurs MS, internationalisation de la protestation... Cette liste n'épuise certainement pas la question des formes, laissant de côté en outre l'action politique davantage inspirée d'idéaux libertaires ou autogestionnaires, qui peuvent parfois influencer, jusqu'à un certain point, l'intervention politique des MS (expériences d'autogestion à l'échelle d'un quartier, municipalisme libertaire, pratiques perturbatrices pré-insurrectionnelles, etc.).

Comme nous le verrons au chapitre 3, la recension des écrits montre qu'au Québec, au cours des six dernières décennies (si ce n'est davantage), l'action politique des MS a périodiquement porté sur au moins deux enjeux très délicats mais incontournables : la question nationale et le rapport à la forme parti. Nous les avons placés sans hésiter au centre de notre analyse, ainsi qu'un troisième, qui s'est manifesté plus récemment dans l'historiographie des MS : les rapports entre mouvements sociaux[147]. Plusieurs pourraient s'étonner de cette sélection (en trois volets), pour diverses raisons.

---

[144] C'est le cas du mouvement ouvrier et de la social-démocratie à la fin du 19e et pendant une grande partie du 20e siècle, comme le montre Serge Denis dans *Social-démocratie et mouvements ouvriers : la fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003.

[145] Nous avons mis en lumière, à la section 1.4 (prolongements contemporains du marxisme), cette inclination historique des mouvements sociaux à faire déborder leur intervention sur des terrains de cet ordre.

[146] Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005.

[147] Son traitement, dans les publications en histoire ou en sociologie des MS, est plus rare, du moins jusqu'aux récentes décennies, parce que ces mouvements eux-mêmes peuvent avoir mis du temps à se constituer

D'abord, ces catégories peuvent sembler « vieilles » – à tout le moins les deux premières d'entre elles; l'accent mis sur celles-ci ne suggère pas, spontanément et de prime abord, qu'il y ait eu ces dernières années renouvellement de l'action politique des MS. On pourrait dès lors penser (à tort) qu'elles mettent peu en valeur l'exploration de possibilités inédites dans le rapport des MS à l'action politique, mais ce serait d'une part sous-estimer les mutations qui peuvent affecter ces deux catégories plus traditionnelles et, d'autre, part faire peu de cas de la troisième catégorie[148]. Par ailleurs, les deux premières dimensions nous semblaient incontournables compte tenu des événements ayant marqué la période 1980-2009, et face auxquels les MS n'ont eu d'autre choix, la plupart du temps, que de se positionner. Ce fut le cas lors des nombreux rendez-vous constitutionnels (1980, 1982, 1990, 1992, 1995), lors des élections provinciales (huit scrutins entre 1980 et 2009) et à d'autres moments-clés de l'histoire contemporaine du Québec. Une autre raison des hésitations que peuvent susciter notre choix chez certains est l'importance (relative) de ces enjeux pour plusieurs des MS étudiés; en effet, la question nationale et le rapport à la forme parti n'ont pas toujours été en tête de liste des priorités de certains MS, en particulier le mouvement féministe et le mouvement communautaire. En dépit de cela, nous avons retenu ces trois catégories parce qu'elles permettaient de procéder à un examen systématique, sur une longue période, du rapport à l'action politique des mouvements sociaux, sans jamais perdre de vue la dimension comparative d'un tel examen; peu de catégories de l'action politique se prêtaient à de telles exigences de recherche.

2.3. Opérationnalisation : les hypothèses

Examinons maintenant plus en détails les implications de notre thèse centrale. Plus exactement, voyons les hypothèses que l'articulation analytique que nous venons de proposer permet de dégager, pour chacune des trois dimensions de notre étude de l'action politique des MS.

Les rapports entre MS comme vecteurs d'un renouvellement de la culture politique :

a) Il y aurait eu déplacement du centre de gravité de la définition de l'horizon politique de la gauche. Selon le schéma marxiste classique, la classe ouvrière joue un rôle central dans la conception du projet de société et dans la définition du cadre stratégique guidant l'action. Si, à une époque donnée, les principales forces motrices du changement cessent peu à peu d'être les syndicats (ou des partis de la classe ouvrière), alors le projet politique ne peut plus être tout à fait le même. Il est redéfini et les acteurs privilégiés de son exécution ne sont pas les organisations

---

comme mouvements et parce que la recherche en sciences humaines a pu, pendant un certain temps, négliger leurs interactions.

[148] Celle-ci représente, nous le verrons au chapitre sur les rapports entre MS, tout un éventail de modes de déploiement politique très contemporains et typiques des dernières décennies.

ouvrières. Non seulement la hiérarchie des MS s'en trouve bouleversée, mais cela participe aussi du renouvellement de leur culture politique.

b) En termes de fertilisation croisée, la diffusion du féminisme (donc son absorption par les MS) modifierait significativement la culture politique de gauche et représenterait une évolution notable de l'action politique des MS durant la période étudiée.

c) De par leur action politique, les mouvements sociaux restent un pôle d'animation progressiste qui contribue, jusqu'à un certain point, à une convergence des forces sociales et à la pérennité d'une culture de gauche. Il subsisterait encore une sorte d'horizon de la gauche, balisant le travail des militants et militantes; ceux-ci sont animés en outre par le désir de donner vie à cet horizon, à travers l'action des mouvements.

Question nationale et apprentissages politiques :

d) Une évolution significative est repérable durant les décennies 1980 et 1990 et elle traduit un apprentissage quant à la façon des MS de composer avec la question nationale, qui

• deviendrait non seulement davantage partie prenante de leur projet de société, mais serait aussi mieux articulée à celui-ci;

• cesserait d'être considérée comme la propriété du Parti québécois (les mouvements sociaux remettant de plus en plus clairement en cause son monopole sur celle-ci).

Savoirs militants relatifs à la forme parti :

e) Les mouvements continuent d'envisager (et de réfléchir aux formes que peut prendre) le déploiement de leur influence et de leurs aspirations sur le terrain électoral. Il y a cheminement en ce que leurs attentes à cet égard sont peut-être plus modestes et que les meilleures modalités du déploiement de leur influence mettent plus de temps à être identifiées, qu'elles doivent faire l'objet d'expérimentations et de réévaluations. Cette complexité engendre divers réflexes dans les rangs des MS, faisant appel à un mélange de prudence, d'ouverture et d'ingéniosité. Il y aurait apprentissage en cela aussi.

f) De tout temps au Québec, les entreprises d'édification durable par les MS d'un parti autonome (séparé des pouvoirs économiques institués et de l'élite politique) ont échoué. Malgré l'échec de ces expériences (PSQ, FRAP, PCO, En lutte!, Mouvement socialiste, etc.), l'enjeu du pouvoir politique a continué de se poser. Depuis 2006, un parti de gauche semble pouvoir tenir la route et fonctionner. L'existence de Québec solidaire incarnerait un apprentissage quant à la façon de créer/développer un parti autonome issu des mouvements sociaux.

2.4. Opérationnalisation (suite) : la méthodologie

Afin de préparer l'étape du travail empirique de vérification de nos hypothèses, nous avons été amené à nous appuyer plus précisément sur une adaptation du modèle de recherche conçu par Donna Chovanec[149] dans son étude des groupes de femmes de la ville d'Arica au Chili. Chovanec met en lumière le rôle joué par ces groupes dans la résistance à la dictature de Pinochet; elle établit que cette résistance a été le creuset du développement des capacités politiques du mouvement des femmes et une occasion privilégiée d'accroître le pouvoir collectif des femmes. Les travaux de Chovanec proposent de mettre en œuvre un effort de maïeutique afin d'identifier les apprentissages réalisés dans ces groupes, condition d'une mesure du développement des capacités du mouvement. Cette maïeutique s'appuie elle-même sur la notion de *praxis*, que Chovanec décrit ainsi : une relation dialectique impliquant des allers-retours entre d'une part la réflexion (ou évaluation) et, d'autre part, le travail militant (ou action). Pour l'auteure, cette praxis est sise au cœur des activités régulières des mouvements, mais elle n'est pas verbalisée systématiquement et, règle générale, ne fait pas l'objet d'une métacognition formelle de la part des activistes. Pourtant, selon la chercheure, l'étude de cette *praxis* permet de mieux comprendre les choix faits au sein des MS en matière d'intervention politique. L'investigation menée sur le terrain par Chovanec nous incite à recourir à différents marqueurs éventuels de ce type d'évolution de la culture politique dans les MS : l'identification par les activistes des défis qui se posent pour le mouvement social, la possibilité d'une remise en cause des pratiques courantes, le besoin de solliciter de nouveaux apports ou savoirs (voire, la recherche de nouvelles combinaisons de connaissances), et enfin la capacité d'effectuer une synthèse viable et féconde de ces nouveaux apports.

Nous avons repris ce modèle, en l'adaptant à nos besoins, afin de procéder à l'examen minutieux des apprentissages réalisés dans les MS relativement à nos trois grandes catégories de l'action politique. Il nous a amené à scruter les traits de culture politique mouvementiste prédominants au début des années 1980, à reconstituer les éléments de réflexion critique et de bilan exprimés à leur sujet au sein même des MS durant les années 1980 et 1990, à identifier les apports à leur culture politique, puis à distinguer les nouvelles avenues ou synthèses envisagées par les protagonistes.

Pour mener à bien notre recherche, nous avons d'abord cerné quels sont les acteurs collectifs qui jouent un rôle prédominant ou important au sein de leur mouvement social respectif. Dans le cas du mouvement syndical, il s'agit principalement des grandes centrales (la Confédération des syndicats nationaux, la Centrale des syndicats du Québec et la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec); nous avons inclus également une composante « syndicalisme indépendant », donc un syndicat non affilié à une centrale. Pour le mouvement des femmes, il s'agit des principales

[149] Donna Chovanec, *Between Hope and Despair, op. cit.*

organisations féministes (Fédération des femmes du Québec, l'R des centres de femmes du Québec, réseau des CALACS, etc.). Pour le mouvement communautaire autonome, nous privilégions là aussi les organisations dont l'influence est importante, comme le FRAPRU, le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), les TROC-ROC, les TROVEP, le MÉPACQ, le RIOCM, etc. À chacun de ces organismes correspond un éventail de sources de données, essentiellement de deux ordres : d'une part les individus qui sont les acteurs-clés (*kingpins*) durant la période étudiée, à savoir les principaux responsables de ces organisations, et d'autre part les documents significatifs témoignant du rapport à l'action politique de ces organisations. Dans le premier cas nous utiliserons la technique de l'entretien semi-directif et dans le second cas, celle de l'analyse de contenu.

2.4.1 Échantillon

Concernant les personnes rencontrées, nous avons cherché, dans la mesure du possible, à constituer un échantillon pouvant rendre justice à la variété des regards et perspectives depuis lesdites organisations principales des MS. Signalons d'abord une volonté de prévoir un équilibre entre représentation nationale et représentation régionale. La première catégorie est plus importante que la seconde car nous désirions entendre des participants-es en mesure d'avoir une lecture portant le plus possible sur l'ensemble du mouvement social et/ou ayant eu à développer une perspective stratégique tenant compte des intérêts nationaux de l'organisme ou du mouvement social. L'ajout de porte-parole régionaux est fait dans le but de nous rapprocher jusqu'à un certain point du rayon d'intervention de certains activistes, qui n'est pas nécessairement national. Nous avons laissé de côté les militants et militantes des organismes locaux, étant donné la division du travail existant dans la plupart des MS entre l'échelon national ou régional (qui se voit confier davantage les tâches de représentation politique) et l'échelon local (qui se spécialise nettement dans les interventions sectorielles, immédiatement liées à l'existence même du groupe). Ces dernières personnes adoptent le plus souvent une perspective spécifique à leur groupe; dans leurs analyses, elles ont tendance à se rabattre sur le vécu de leur organisation locale (c'est d'ailleurs ce que leur organisme attend d'eux...). En pareil cas, les préoccupations en matière d'action politique risquent davantage d'être éloignées des enjeux qui nous intéressent : une vision stratégique des intérêts d'ensemble du mouvement sur la question nationale, les partis, les rapports entre MS. Ce sont les acteurs nationaux ou régionaux qui, naturellement, sont interpelés à prime abord par les questions dites de "grande politique".

Les entretiens semi-directifs ont pour objectif de reconstruire la trajectoire de l'action des organisations à partir du cheminement et des réflexions des acteurs-clefs, tenant compte des

éléments de contexte ayant guidé les décisions[150]. Pour cette recherche, nous effectuons des entrevues avec une vingtaine de personnes ayant occupé un poste-clé (en l'occurrence, la direction) dans les organisations des mouvements sociaux. Notre échantillon de leaders des organisations des trois mouvements sociaux tient compte de plusieurs considérations. Le format (une vingtaine d'entretiens) est compatible avec ce que recommandent K. Blee et V. Taylor. Leur texte confirme l'intérêt d'avoir un échantillon essentiellement formé de *kingpins* des mouvements sociaux (les auteures appellent cela des *key informants*); elles précisent par ailleurs que l'échantillon doit offrir des possibilités quant à la diversité des répondants, de façon à pouvoir effectuer des comparaisons et mettre certaines réponses en perspective. Blee & Taylor indiquent que chaque entretien peut durer de nombreuses heures et nécessiter plus d'une séance; les participants doivent être avisés de cela bien avant l'entretien. Cela implique que le nombre de personnes interviewées dans le cadre d'une recherche de ce type demeure limité (ex. : une vingtaine).[151] Pourquoi des entretiens si longs? À cause de l'étendue de la période couverte (30 ans) et de l'ampleur du champ couvert par la notion d'action politique (partis et élections, question nationale, rapports entre mouvements).

Une recherche d'un autre type aurait pu viser un échantillon de 35 à 50 répondants; cela signifie que la nature de la participation obtenue aurait été fort différente (à budget de recherche égal). En ce cas, les entretiens auraient duré entre 60 et 90 minutes chacun. Cela aurait permis d'aller chercher des personnes de toutes les régions du Québec (Laurentides, Saguenay/ Lac St-Jean, Côte Nord, Beauce, Maurice et Centre-du-Québec, etc.), donc de s'assurer que chaque région soit représentée. Cela aurait permis aussi de rejoindre des personnes issues de groupes locaux ou de communautés très spécifiques (ex. : minorité anglo-québécoise, minorités visibles, autochtones...). Mais ne perdons pas de vue que ce qu'on gagne ici en variété des répondants, on risque de le perdre en profondeur des réponses, que ce soit au plan historique ou au plan de l'analyse stratégique du mouvement dans son ensemble, du fait de la brièveté des entretiens.

La longévité de l'implication des leaders dans leur mouvement respectif fut un critère de sélection déterminant, critère forcément discriminatoire envers les jeunes. Ceux-ci ont été exclus de l'échantillon, surtout parce qu'ils ne sont pas en mesure de témoigner de la situation du militantisme dans les MS des années 1980. Parfois, leurs camarades plus âgés leur ont raconté certains détails, ou incidents, ou problèmes, ou faits d'armes de ladite période. Mais la compréhension qu'ont des années 1980 les jeunes de moins de 40 ans risque d'être pauvre ou

[150] Herbert Rubin et Irene Rubin, *Qualitative Interviewing. The Art of Hearing Data*, Thousand Oaks (Californie), SAGE publications, 1995, 302 p.
[151] Kathleen Blee & Verta Taylor, «Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research», dans B. Klandermans & S. Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p. 92-117.

déformée. Puisqu'ils ne connaissent pas la situation au point de départ de la recherche (1980), il peut y avoir inaptitude chez eux à entrevoir les termes et modalités de l'évolution des MS sur 30 ans. L'apport de la jeune génération à notre recherche, bien que faible, n'est pas nul. Il s'exprime partiellement à travers l'influence qu'ont eue sur les vieux mouvements les MS les plus jeunes, notamment l'altermondialisme (qui ne regroupe pas que des jeunes, évidemment) et le mouvement étudiant. Cet apport est mis en lumière dans le chapitre 4 principalement. Signalons néanmoins que notre échantillon couvre de nombreuses cohortes de militants et militantes. Notre plus vieux participant est né en 1926, tandis que la plus jeune participante est née 45 ans plus tard. Il y a ainsi représentation d'au moins trois générations dans notre échantillon – en supposant que chaque génération correspond à une tranche de 22 ou 23 ans...

Notre échantillon tient compte du sexe (9 hommes et 11 femmes), ensuite, de la disponibilité des personnes visées (lorsque les personnes contactées déclinent notre invitation, des candidats de substitution sont nécessaires) et finalement d'un effort de représentation de différentes sensibilités politiques, présentes dans les mouvements sociaux, relatives à nos catégories d'action politique que sont la forme parti et la question nationale. Certains pourraient faire remarquer que ces 20 personnes ont eu amplement le temps de développer un narratif commun, au fil des décennies. Malgré les apparences – quant aux caractéristiques sociologiques et mouvementistes de notre échantillon – la trajectoire spécifique de chaque individu, donc son expérience particulière de l'action politique de son (ou ses) organisation(s), est fort différente.

Les participantes et participants ont été dans un premier temps contactés par courriel, avec une lettre d'information officielle à propos de notre projet, que nous reproduisons à la fin de la thèse (voir annexe 1). Après avoir donné leur accord de principe à leur participation, ceux-ci étaient invités à signer, avant la tenue des entrevues, un formulaire de consentement spécifiant les conditions de participation et d'utilisation des données (voir annexe 2). Notre schéma d'entrevue figure à la fin de la présente section (annexe 3). Compte tenu de la période historique couverte (1980-2009), la durée des entretiens était d'au moins trois heures par participant; les entrevues furent intégralement enregistrées, et ce, grâce à un enregistreur numérique portatif. Ces procédures et outils liés aux entretiens ont été dûment approuvés par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université d'Ottawa. La liste des 20 participants à ces entretiens de recherche figure à l'annexe 4.

L'examen des publications des organisations est nécessaire afin de compléter l'exploration du rapport à l'action politique à partir des données officielles de ces organisations. Il permet aussi, dans une certaine mesure, de valider les informations transmises verbalement par les personnes interviewées. Enfin, l'examen de sources secondaires (périodiques spécialisés, publications

engagées, etc.) permet de donner encore plus de profondeur à notre collecte de données, en établissant davantage les liens avec des dimensions historiques notamment, et avec des éléments de conjoncture; ces sources servent donc à compléter la description du contexte au sein duquel les acteurs individuels ont été appelés à intervenir au sein de leur mouvement respectif et à mettre en lumière certains enjeux auxquels ont eu à faire face les organismes des MS.

2.4.2 Analyse des données

Au niveau de l'analyse des données, l'essentiel du processus repose sur le principe de triangulation des résultats[152]; cette triangulation consiste à combiner et à comparer les trois types de données colligées (entrevues, sources primaires, sources secondaires). Ici nos préoccupations sont simultanément de deux ordres : d'une part s'assurer du tableau le plus complet et le plus détaillé de l'évolution du rapport à l'action politique et, d'autre part, réduire autant que possible les risques d'informations non valides rattachés à l'utilisation d'une seule technique. Ces spécifications méthodologiques ont également été soumises au Comité d'éthique de la recherche de l'Université d'Ottawa (CÉR), qui a émis un certificat d'approbation déontologique donnant son autorisation à la réalisation de cette recherche (annexe 5).

L'analyse des données exige préalablement la préparation de celles-ci, c'est-à-dire dans le cas des entrevues, leur transfert du format audio (mp3) au format texte (transcription intégrale). Pour la moitié des entretiens, nous avons eu recours à du personnel de secrétariat; pour l'autre moitié, nous avons fait nous-même la transcription. Cette saisie au format texte des réponses fournies par les informateurs-clés est incontournable; elle précède l'analyse, en rendant possible la catégorisation et le codage des informations. Bien que des logiciels de traitement de données qualitatives recueillies lors d'entretiens existent, il est parfaitement possible de remplir nos objectifs de préparation (ex. : matrice des données) avec un logiciel simple et convivial de traitement de texte, grâce auquel les données saisies peuvent facilement être réutilisées dans la thèse par la suite. Étant donné que notre recherche ne consiste pas à proprement parler en une analyse du discours, mais bien en une analyse des pratiques, des connaissances et de la culture militantes, les logiciels spécialisés de traitement et d'analyse des données qualitatives nous ont semblé superflus; nous avons donc effectué nous-même la préparation et l'analyse à partir des transcriptions dans les fichiers Word.

Le codage des données et l'établissement des catégories s'articulent aux préoccupations analytiques identifiées dans la présente section, à savoir : les modalités de l'acquisition des savoirs militants, les caractéristiques assimilables à l'émergence d'une nouvelle culture politique et les

[152] *Ibid.*, p. 110-112.

autres manifestations empiriques de l'évolution de l'action politique. Le manuel de codage (voir annexe 6), a été construit en tenant compte de nos trois principales dimensions de l'action politique des mouvements sociaux québécois : les interactions entre MS, la question nationale et le rapport à la forme parti. Sur chaque unité de signification (généralement quelques phrases, voire un paragraphe), le codage a été effectué en utilisant systématiquement le manuel mentionné. Une fois cette étape terminée, toutes les unités de signification rattachées à un même code étaient placées dans un tableau Word, mouvement social par mouvement social, avec mention – chaque fois – du nom de la personne tenant ces propos. C'est à partir de ces tableaux que l'analyse des résultats a ensuite été effectuée, dans le cadre de chacune des trois grandes dimensions de l'action politique; plus précisément, les données ont été analysées code par code, mouvement social par mouvement social, afin de détecter les traces de cette *praxis* anticipée par Chovanec, reposant sur des processus d'allers-retours entre évaluation critique et action militante.

Pour chaque code, on cherche à voir si se dégagent des points d'intersections, des éléments de réponse récurrents, ou encore une forme de lecture prédominante des faits proposée par les leaders des MS. Chaque fois qu'une telle intersection ou lecture prédominante semble se dégager (autrement dit, plusieurs répondants convergent dans une direction), ces éléments d'analyse font l'objet d'une attention approfondie, puis sont retenus pour guider la trame interprétative alimentant la thèse. Les passages les plus parlants, c'est-à-dire ceux qui proposent une synthèse efficace ou qui témoignent de façon particulièrement éloquente de la lecture prédominante faite par les leaders, seront retenus pour publication dans la thèse. Pour leur part, les interprétations minoritaires servent à circonscrire l'interprétation prédominante, ou à la relativiser, de telle manière que l'analyse publiée dans la thèse demeure nuancée.

Les sources documentaires (primaires et secondaires) ont servi à reconstituer la trame historique, à identifier et préciser les données plus factuelles ainsi qu'à combler parfois certains des aspects ou éléments insuffisamment exploités en entrevue. En somme, l'analyse des résultats procédait dans un premier temps à partir des témoignages et évaluations livrés par nos participantes et participants, pour être ensuite complétée, précisée, enrichie ou nuancée par les sources documentaires primaires et secondaires.

Chapitre 3

L'action politique des MS québécois : aperçu historique et questions pour la recherche

Il n'existe pas d'histoire exhaustive et intégrée de l'action politique des mouvements sociaux québécois. Tout au plus avons-nous eu droit à des tranches de celle-ci, souvent fort valables, chacune couvrant généralement un mouvement, sur un maximum de quelques décennies. Dans le cas du mouvement ouvrier par exemple, on retiendra la contribution substantielle de Roch Denis portant sur l'action politique des syndicats de 1948 à 1968[153] ainsi que les travaux respectifs de Jacques Rouillard[154] ou de François Cyr et Rémi Roy[155], portant en outre sur la façon dont les centrales ont défini leur intervention sur la question nationale. Signalons enfin une histoire du mouvement ouvrier québécois produite par des chercheurs œuvrant sous l'égide de la CEQ et de la CSN, histoire se préoccupant notamment du rapport à l'action politique des syndicats mais s'arrêtant malheureusement à l'année 1984[156]. Ces travaux fouillés, bien que parcellaires, permettent d'éclairer certaines phases précises de l'évolution du rapport à l'action politique du mouvement syndical; nous y reviendrons.

S'agissant du mouvement communautaire, l'ouvrage-phare demeure probablement celui de Louis Favreau, couvrant la période 1960-1988[157]. Signalons également deux autres récits de l'action communautaire où la question de l'action politique est posée en permanence : celui écrit par Henri Lamoureux[158] et celui rédigé par Éric Shragge[159]. Les autres aperçus historiques du mouvement,

[153] Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec. 1948-1968*, Montréal, Presses socialistes internationales, 1979.
[154] Deux ouvrages de Jacques Rouillard sont particulièrement importants : *L'expérience syndicale au Québec,* Montréal, VLB éditeur, 2008; *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004.
[155] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*. Montréal, Albert Saint-Martin, 1981.
[156] Béatrice Chiasson et al., *Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux et Centrale de l'enseignement du Québec, 1984.
[157] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, continuités et ruptures,* Centre de Formation populaire/Éditions du Fleuve, Montréal, 1989.
[158] Henri Lamoureux, *La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010.
[159] Éric Shragge, *Action communautaire : dérives et possibles*, Montréal, Écosociété, 2006.

certes éclairants, n'abordent pas avec autant d'intensité son rapport à l'action politique[160]. En ce qui a trait au mouvement des femmes, les travaux historiques offrent là encore un portrait souvent morcelé du mouvement; peu d'études placent au cœur de leurs réflexions son rapport à l'action politique. Signalons malgré tout deux contributions essentielles eu égard à notre objet : l'histoire du féminisme québécois de Micheline Dumont, où la préoccupation pour l'engagement politique de plusieurs segments du mouvement est évidente[161], ainsi que la thèse de Flavie Trudel scrutant l'évolution du rapport à l'action politique de la Fédération des femmes du Québec, plus exactement sous l'angle de la question nationale[162].

En tenant compte de la définition des contours de notre objet établie au chapitre précédent, il serait opportun d'examiner la façon dont le rapport des MS à l'action politique a été traité dans la littérature, en procédant de manière plus serrée et en soulevant des questions plus précises, en lien avec notre recherche. En procédant mouvement par mouvement, tentons de dégager les traits caractéristiques des travaux réalisés, puis essayons (en fin de chapitre) d'entrevoir ce que notre recherche pourrait éventuellement ajouter, en explorant des pistes inédites.

3.1. Le rapport à la forme parti

En rétrospective et lorsque envisagée globalement, on ne peut pas dire que la trajectoire du mouvement syndical québécois sur le front partisan ait été linéaire, ni même très cohésive. Le mouvement est au contraire hésitant, souvent même très divisé sur la question. Chronologiquement, une première irruption d'action politique autonome significative intervient lorsque des travailleurs fondent, en 1899, le Parti ouvrier. Comme nous le rappelle Jacques Rouillard, c'est l'occasion pour des segments du mouvement syndical d'expérimenter sur leurs propres bases des incursions sur la scène politique provinciale; dès 1906, Alphonse Verville est élu député de la circonscription de Maisonneuve sous la bannière du Parti ouvrier[163]. Après d'importants revers électoraux et de sérieuses difficultés internes, celui-ci se marginalise peu à peu; les éléments travaillistes qui le constituent (c'est ainsi que Rouillard les désigne) sont ensuite tentés,

[160] Pensons en outre à : Jean-Pierre Deslauriers, *Les groupes communautaires : vers un changement de paradigme?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014; Christian Jetté, *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Trois décennies de co-construction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008.
[161] Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008.
[162] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, UQAM (Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en histoire), 2009.
[163] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec, op. cit.*, p. 22.

pour une bonne part, de se joindre dans les années 1930 à un nouveau parti autonome de gauche prenant alors forme, le CCF (*Commonwealth Cooperative Federation*).

Tout au long du 20e siècle, comme le laissent voir les publications spécialisées en histoire du mouvement syndical, celui-ci reste pour le moins ambivalent à l'égard de l'action partisane. Plusieurs organisations se réclament officiellement de la non-intervention sur ce terrain, alors que certaines de leurs têtes d'affiche n'hésitent pourtant pas à se présenter comme porte-étendards de telle ou telle formation politique. À la fin des années 1930 et au début des années 1940, un groupe de syndicalistes, l'Action démocratique, intervient au sein du Parti libéral du Québec et influence son programme, lui donnant une orientation sociale plus interventionniste; les politiques réformistes du gouvernement d'Adélard Godbout, entre 1939 et 1944, seraient l'expression, dans une bonne mesure, de cette influence syndicale[164]. Raoul Trépanier, ex-président de la Fédération provinciale du travail du Québec, se présente en 1938 et en 1939 comme candidat libéral sur la base des revendications exprimées dans le programme de l'Action démocratique. Jusque dans les années 1940, le mouvement syndical est donc traversé par trois principales sensibilités à l'égard de la forme parti : la non-intervention, la création à l'échelle canadienne d'un parti des travailleurs et des agriculteurs (CCF) et une approche consistant, à l'échelle provinciale, à appuyer dans une certaine mesure le Parti libéral. Cette dernière pouvait se décliner elle-même en deux variantes : se constituer en clientèle électorale du parti et intervenir sur cette base en son sein, ou présenter et appuyer des candidatures issues des rangs syndicaux faisant campagne, sous la bannière libérale, sur un programme ouvertement de gauche et pro-travailleurs.

Comme le montre Roch Denis, le caractère fragile et complexe de cette coexistence des trois sensibilités réapparaît au grand jour dans les années 1950[165], dans un contexte ayant évolué cependant. D'une part, le projet de parti de gauche pancanadien a avancé et gagné en crédibilité; il bénéficie de l'appui d'un bon nombre d'organisations syndicales, dont certaines sont québécoises. D'autre part, le retour au pouvoir de l'Union nationale depuis 1944, avec son nouveau cortège d'interventions rétrogrades, soulève avec une acuité nouvelle l'intérêt de faire échec au duplessisme et d'envisager son dépassement par l'inauguration d'une nouvelle ère politique. Enfin, le processus d'affirmation nationale québécoise, tant au sein de l'ensemble fédéral que dans le cadre du mouvement syndical canadien, connaît une intensification palpable. À partir du milieu des années 1950, se pose de nouveau ouvertement la question, à la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) puis à la FTQ, de la création à l'échelle provinciale d'une troisième voie populaire et ouvrière. Ces organisations sont appelées à faire un choix stratégique qui aura une grande

[164] *Ibid.*, p. 77-109.
[165] Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec. 1948-1968*, *op. cit.,* p. 157-218.

résonance tout au long des décennies suivantes : comment s'agencent le combat syndical pour l'émancipation sociale et les enjeux plus intimement liés à la vie politique nationale? Des libéraux progressistes du Québec, dont Pierre Trudeau, invitent les organisations syndicales tentées par l'alternative politique (selon le modèle CCF) à renoncer temporairement à leur projet de constituer un troisième parti, et ce, au profit d'une large coalition démocratique anti-duplessiste dirigée par le Parti libéral. Serge Denis explique très bien les motivations profondes des leaders syndicaux résistant à l'appel de l'union sacrée, raisons qui continueront par la suite de marquer à des degrés divers l'intervention syndicale sur ce thème[166]. D'une part, ces leaders recherchent un véhicule politique dont la rationalité propre procède manifestement de la défense des intérêts des « petites gens » (travailleurs, agriculteurs, classe moyenne, milieu coopératif...) plutôt qu'un parti dont l'orientation résulte avant tout d'un compromis accommodant les intérêts des secteurs favorisés de la société. (Ces leaders craignent que ce type de compromis neutralise l'action politique des forces alors en émergence...) D'autre part, parce que l'approfondissement de la vie démocratique tant réclamé par les libéraux n'est justement réalisable que s'il procède de la satisfaction des besoins fondamentaux de ces « petites gens », condition *sine qua non* de leur participation pleine et entière aux institutions politiques. Ce moment charnière met en évidence certains enjeux fondamentaux quant au rapport des MS à l'action politique, relativement au rôle spécifique des organisations de masse dans l'ouverture de l'horizon politique : pour la FUIQ, la façon de mener le combat démocratique est inséparable du combat social et cette conviction anime des pans importants des mouvements sociaux.

Comme à d'autres occasions au 20e siècle, les limites d'une approche strictement libérale de la participation politique sont rapidement atteintes; aux yeux de segments significatifs des MS, la dépendance aux seuls partis existants ne peut toujours assouvir cette quête de progrès sociopolitique inscrite au cœur même des luttes des mouvements. S'agissant de la politisation des « petites gens » sur une base progressiste, politisation organiquement liée à tout le reste de l'éventail de leurs aspirations, donc inséparable du combat social, les termes de ce type de choix partisan crucial continueront de se poser dans les décennies suivantes, de façon quasi ininterrompue. Bien que les organisations comme la FUIQ et la FTQ aient tranché en faveur du parti autonome, la marche des événements ne l'entend pas nécessairement ainsi. En effet, les tentatives de créer un parti social-démocrate (ou socialiste) québécois sont des échecs et, au début des années 1960, c'est le Parti libéral qui profite davantage de l'appui, plus ou moins tacite, des syndicalistes et de leurs organisations[167]. L'historienne et archiviste Edwidge Munn analyse les

[166] Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 127-134.
[167] Béatrice Chiasson *et al., Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes, op. cit.*, p. 240.

circonstances de ce nouvel échec de la troisième voie au Québec[168]. D'une part, les organisations syndicales prendront tout leur temps avant de mettre en œuvre la volonté politique exprimée par leurs instances à la fin des années 1950, invoquant pour ce faire diverses raisons d'ordre plus ou moins tactique. D'autre part, dès la naissance du NPD-Québec en 1963, de profondes divisions le parcourent. Deux tendances s'y opposent durement : l'une plus nationaliste québécoise, animée notamment par Michel Chartrand de la CSN, l'autre plus favorable au réformisme constitutionnel et à l'unité canadienne, animée par Roger Provost (président de la FTQ) et favorisant le maintien de liens étroits avec le NPD fédéral. L'aile nationaliste québécoise en vient à faire éclater le NPD-Q et à donner naissance au Parti socialiste du Québec (PSQ), totalement indépendant du NPD fédéral. Cette évolution refroidira considérablement l'intérêt de la FTQ pour la troisième voie québécoise, sans l'éliminer complètement toutefois. De son côté, le PSQ lui-même exclut, dans les structures qu'il se donne lors de son congrès de fondation en 1963, la possibilité pour les syndicats de s'y affilier[169]. Ce choix laisse en suspens l'enjeu du type de rapports à long terme pouvant se nouer entre un parti autonome et les MS dont il veut pourtant être, dans une bonne mesure, l'émanation. Même purgé d'une aile fédéraliste (restée au NPD-Q), le PSQ connaît une existence marquée par la division; ses résultats lors de son premier test électoral (en 1966) sont d'ailleurs très navrants.

Durant les années 1960, les affrontements avec l'État se multiplient à la faveur d'un développement de la combativité syndicale, dans le secteur public entre autres, et ce n'est que partie remise pour la résurgence du débat de fond : quel type de parti les organisations ouvrières doivent-elles appuyer (et doivent-elles même en appuyer un)? La popularité du courant social-démocrate donne des résultats mitigés sur le front partisan; un parti autonome comme le NPD parviendra tout au mieux à glaner au Québec 12% du vote lors des élections fédérales de 1965. Sur la scène provinciale, c'est le Parti libéral qui, durant cette décennie, profite davantage de l'appui des progressistes, à tout le moins dans les urnes. Les efforts d'organisation politique à gauche (chez les syndicalistes, intellectuels, étudiants, etc.) explorent alors de nombreuses directions, toutes nouvelles : le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), le Mouvement souveraineté-association (MSA) ainsi que des avenues plus radicales (*Parti pris*, Mouvement de libération populaire, Front de libération du Québec...)[170]. De 1963 à 1968, les éléments associés à la gauche – de toute obédience – doivent apprendre par eux-mêmes à conjuguer, dans leur programme ainsi que dans leur vision politique à long terme, l'émancipation nationale et l'émancipation sociale; le thème de l'indépendance s'impose peu à peu et force les acteurs à se situer face à lui. Échéance stratégique majeure, le positionnement dans les MS relativement à la forme parti connaît désormais un niveau

[168] Edwidge Munn, « L'action politique partisane à la FTQ (1957-76) », *Labour/Le travailleur*, vol. 12, automne 1983, p. 43-61.
[169] Roch Denis, *Luttes de classes, op. cit.*, p. 351.
[170] *Ibid.*, p. 467-536.

de complexité supplémentaire. Dans ce cadre, deux principales avenues idéologiques se matérialisent graduellement : une sensibilité se revendiquant du socialisme et de l'indépendance (avec plus ou moins de vigueur pour l'un ou l'autre des deux termes de l'équation) et une sensibilité privilégiant une nouvelle option constitutionnelle, la souveraineté-association, conjuguée à un programme plus centriste.

Jusqu'en 1966 inclusivement, c'est encore le PSQ qui est principalement au cœur des efforts d'organisation politique, au sein de la sensibilité « socialisme et indépendance »; ce parti, qui prônait à ses débuts la thèse des deux États associés au sein d'une confédération canadienne réinventée, a visiblement cheminé vers l'indépendantisme. Il continue cependant d'être la proie de profonds clivages et de luttes de tendance et il disparaît à la fin de l'année 1967[171]. Le RIN pourra attirer une partie des éléments initialement mobilisés autour du PSQ, mais à partir de 1968, le pouvoir d'attraction exercé par le MSA puis le PQ est tel que celui-ci devient l'épicentre de la vaste nébuleuse nationaliste-progressiste, forçant tous les acteurs à se situer par rapport à lui. La sensibilité indépendance et socialisme est, pour un certain temps, mise hors-jeu. À une exception près, l'échec des expériences relevant de cette sensibilité (PSQ, Mouvement de libération populaire, RIN...) laisse en plan le projet d'une force politique autonome se réclamant ouvertement d'une jonction avec la classe ouvrière; cette exception sera le Front d'action politique (FRAP).

En effet, le mouvement populaire-communautaire, ou ce qui en tient lieu à l'époque, commence lui aussi à s'organiser politiquement en 1968, lorsqu'une vingtaine de comités de citoyens se réunissent et adoptent une déclaration commune établissant qu'à leur échelle (municipale essentiellement), l'heure est au passage à l'action politique, ce qui conduira peu de temps après à la naissance du Front d'action politique (FRAP)[172]. Expérience éphémère, le FRAP offre pourtant un laboratoire intéressant quant aux voies éventuelles d'une articulation d'un parti de gauche aux MS, sans être formellement créé par eux toutefois[173]. Ainsi, son existence ne procède pas directement de la volonté des organisations syndicales nationales, mais bien d'une initiative inédite faite d'un métissage d'éléments issus de deux mouvements, le syndical et le populaire-communautaire. D'autre part, la jonction entre le parti et ses racines mouvementistes repose non pas sur un lien organique, mais bien sur des activistes respectés dans leur mouvement – qui portent les couleurs du parti aux élections – et sur la reconduction explicite et assumée des revendications des MS dans

[171] *Ibid.*, p. 503; François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 82.
[172] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, op. cit.*, p. 153-167.
[173] Voir par exemple : Marc Comby, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, automne 2010, p. 118-133 et Jacques Rouillard, « Le rendez-vous manqué du syndicalisme québécois avec un parti des travailleurs (1966-1973) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, automne 2010, p. 161-182.

l'arène électorale. Alors qu'elle semble pourtant en phase avec les mobilisations de l'époque, l'expérience du FRAP échoue elle aussi, pour diverses raisons, principalement extrinsèques, mais aussi intrinsèques. Les facteurs externes sont surtout liés à la Crise d'octobre, qui éclate trois semaines avant les élections municipales. Le Parti civique, alors au pouvoir et étroitement associé aux autorités fédérales et provinciales, parvient avec une relative complicité des médias à discréditer le FRAP en le liant étroitement au terrorisme et au FLQ. De plus, la répression orchestrée dans le cadre de la Loi sur les mesures de guerre s'abat sur certains leaders et militants du FRAP et crée un climat sécuritaire peu favorable aux expérimentations combatives de gauche sur le terrain électoral. Marc Comby mentionne aussi que l'influence péquiste sur les centrales aurait gêné ou refroidi les appuis syndicaux au FRAP[174]. Mais à l'intérieur même du FRAP, les crises se multiplient entre les factions radicales et plus modérées, ce qui vient définitivement à bout de cette formation en 1974.

Le courant politique qui connaît à la fin des années 1960 et au début des années 1970 une croissance remarquable dans les rangs syndicaux et au-delà est celui animé par le Parti québécois[175]. Plusieurs auteurs remarquent qu'il devient prédominant au sein du mouvement syndical, dès la première moitié de la décennie 1970, au point où, encore une fois, les velléités de constitution d'une force partisane autonome, bien que persistantes, ne mèneront à rien, exception faite du FRAP. Cette croissance de l'influence du Parti québécois au sein des mouvements sociaux exprime, selon Serge Denis, son aptitude à incarner une option crédible eu égard à l'émancipation nationale, mais aussi une aptitude à être perçu comme un véhicule potentiel des aspirations sociales de ces mouvements[176]. Il y a un espoir que le PQ devienne un jour l'ersatz de parti social-démocrate au service des « petites gens » et cela aura pour effet à la longue, dans de très larges secteurs des MS, de marquer un temps d'arrêt dans les débats et efforts de construction d'une force politique autonome issue de ces mouvements. On assiste donc entre 1968 et 1976 à une reconfiguration du paysage à gauche sous l'effet de cette polarisation provoquée par l'arrivée du PQ; la seule voie restante à gauche, en termes d'alternative politique, sera celle de la radicalisation extra-institutionnelle. Une mutation importante des sensibilités s'opère peu à peu, signifiant que pendant toute cette période, les efforts de recherche d'une expression politique autonome de l'action des MS se matérialiseront soit à l'échelle de mobilisations populaires locales, soit sous des formes

[174] Marc Comby, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal », *op. cit.*, p. 130.
[175] Roch Denis et Serge Denis, « L'action politique des syndicats québécois, de la révolution tranquille à aujourd'hui », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société, Montréal*, Québec/Amérique, 1994, p. 158-167.
[176] Serge Denis, « De l'apolitisme à la souveraineté : l'action politique de la CSN, essai de synthèse », dans Y. Bélanger et R. Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Sainte-Foy, PUQ, 1998, p. 127-161.

subversives ou marxisantes (d'abord le FLQ, le Front de libération populaire, le Mouvement syndical politique, la Ligue socialiste ouvrière; ensuite l'extrême gauche des années 1970).

C'est ainsi que, parallèlement au phénomène de politisation nationaliste et centriste (du PQ), l'autre pôle inédit et significatif à émerger est la gauche marxiste, qui connaîtra ses heures de gloire durant la décennie 1970. Les auteurs observent qu'elle s'organise nettement en réaction à ce parti et en rupture avec lui. Cette nouvelle avenue de politisation est alimentée en outre par l'effervescence d'une jeune génération ayant fait ses armes sur ou autour des campus, avec des mobilisations spectaculaires comme l'occupation des cégeps en 1968 ou l'Opération McGill français en 1969[177]. Des pans importants du mouvement étudiant sont radicalisés au point d'en venir à dissoudre des organisations de masse comme l'Association générale des étudiants de l'Université de Montréal (AGEUM) et l'Union générale des Étudiants du Québec (UGEQ), au profit d'un nouveau type d'engagement plus explicitement politique et s'adressant à des individus déjà acquis au militantisme[178]. L'ébullition sociale et politique qui règne alors, au moins jusqu'en 1972, met en scène des milliers d'activistes de divers secteurs aptes à s'intéresser aux nouveaux canaux de formation politique et de radicalisation qui s'offrent à eux, en particulier sous la forme des Comités d'action politique (CAP), constitués par quartier essentiellement. Ceux-ci « *posent la question du pouvoir de façon inédite au Québec* », ainsi que l'explique Pierre Beaudet[179]. Ces activistes ne veulent pas travailler strictement au rythme où le font les organisations de masse; ils veulent aller plus vite et ouvrir des horizons stratégiques exigeants, dépassant le cadre offert dans les organisations de masse. Pour ces militants et militantes, il s'agit en définitive de créer sur le champ (ou presque) de nouvelles organisations politiques, afin de proposer ouvertement une perspective et un discours de lutte de classe, « *dans l'optique d'une rupture fondamentale avec l'État, le système capitaliste et l'impérialisme*[180] ». Une partie de ces Comités d'action politique sera appelée à mettre de l'avant un nouveau projet pour la gauche, un projet à prétention hégémonique, soit la création d'un parti des travailleurs d'avant-garde. Deux principaux pôles tendront à rallier et à regrouper les forces militantes se reconnaissant dans un tel projet. D'une part, c'est ce à quoi travaille explicitement Charles Gagnon dès 1973, qui lance le journal *En lutte!* en s'inspirant de l'expérience léniniste de l'*Iskra*[181]. L'autre pôle est celui animé principalement par le Mouvement révolutionnaire des étudiants du Québec (MREQ), existant depuis 1972 et fortement interpellé par la lutte contre l'impérialisme à l'échelle internationale, notamment la lutte de libération nationale du peuple

[177] Pierre Beaudet, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, automne 2010, p. 102.
[178] Pierre Bélanger, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983),* Montréal, Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, 1984, p. 47-49.
[179] P. Beaudet, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *op. cit*., p. 97.
[180] *Ibid.*, p. 97.
[181] *Ibid.*, p. 108.

vietnamien. Selon Bernard Dansereau, « *l'objectif central du MREQ demeure (...) la création d'un nouveau parti communiste de tendance maoïste au Canada*[182] »; l'étape déterminante en ce sens sera franchie en novembre 1975 lorsqu'il crée, avec deux organisations plus modestes, la Ligue communiste du Canada (marxiste léniniste – LCMLC). Fort de ces deux organisations, En lutte! et la LCMLC, le courant maoïste connaît un remarquable développement durant les années 1970, au point de rendre vain tout effort militant en faveur de la création d'une force politique directement issue des organisations de masse (il ne faut pas perdre de vue l'ampleur de l'espace occupé alors par l'espoir péquiste). Les organisations mentionnées ici n'ont cependant pas le monopole de la radicalisation politique; son émergence peut procéder des mouvements eux-mêmes, sans être préalablement « médiée » par des groupes d'extrême gauche. La grève générale de solidarité avec le Front commun de 1972, suivant l'annonce de l'emprisonnement des trois chefs syndicaux, permet justement de voir éclore un immense mouvement de défi à l'ordre public et à la légalité; la colère populaire est si grande que spontanément s'organisent sur des bases autonomes des contre-pouvoirs locaux. « *Dans des villes comme Sept-Îles, Thetford, Sorel et Joliette, le mouvement est presque général, à tel point qu'on parle "d'occupation" et de "contrôle" des lieux par les grévistes. Des postes de radio et de télévision sont occupés par les syndiqués qui y diffusent leurs messages*[183]. »

En conclusion, durant cette décennie, les sensibilités les plus significatives en termes de rapport à la forme parti pourraient se décliner en trois options désormais : la non-intervention, l'appui au Parti québécois et, enfin, la création d'un parti issu des secteurs populaires et ouvriers[184]. Dans les rangs syndicaux, l'appui au Parti libéral n'est pas complètement disparu toutefois; à tort ou à raison, la création de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) en 1972, une centrale prônant davantage la concertation avec l'État ainsi qu'une orientation politique beaucoup plus réservée que les autres centrales, est perçue comme objectivement plus favorable aux intérêts du PLQ. Mais en définitive, l'option partisane numériquement majoritaire dans le mouvement syndical et au sein des forces progressistes demeure certainement le Parti québécois, qui dicte l'agenda à cette échelle durant la décennie 1970, en proposant une synthèse vraisemblablement viable entre aspirations sociales et désir d'émancipation nationale.

---

[182] Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 27.

[183] Béatrice Chiasson *et al.*, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes*, *op. cit.*, p. 267.

[184] Dans ce dernier cas, c'est principalement le FRAP puis l'extrême gauche qui portent le projet, durant la décennie 1970; les organisations syndicales, bien que réitérant à quelques occasions la nécessité d'un tel parti, ne prendront pas l'initiative de tenter de le mettre sur pied.

Mouvement des femmes et forme parti

Les interactions entre féminisme et univers partisan doivent être situées de prime abord dans leur environnement institutionnel; ainsi, l'accès à une grande part de la vie politique classique est fermé aux Québécoises durant une bonne partie du vingtième siècle. Et bien que depuis 1919 la sphère politique fédérale leur soit un peu plus accessible (ayant eu alors le droit de vote, puis ayant pu constater l'élection d'une première députée canadienne en 1921[185]), ne perdons pas de vue que les Québécoises – et les Canadiennes des autres provinces – se heurtent encore à d'importantes résistances par la suite. Ainsi, ce n'est qu'en 1929 que le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres établit que la femme est bel et bien une personne, ce qui lui ouvre l'accès aux plus hautes fonctions politiques, incluant le Sénat[186]. Remémorons-nous quelques-uns des jalons subséquents de l'insertion progressive des femmes dans nos institutions politiques : la nomination d'une première canadienne au Sénat intervient en 1930[187], l'obtention du droit de vote aux élections législatives québécoises est chose faite en 1940, une première femme devient cheffe d'un parti politique au Canada en 1951[188], une première députée accède au conseil des ministres à Ottawa en 1957[189], une première femme est élue députée à l'assemblée législative québécoise en 1961 et elle est nommée ministre en 1962[190]. De ce point de vue, il est concevable que l'investissement dans la « forme parti » s'effectue lentement, aussi lentement que s'atténuent les obstacles à la pleine participation politique des femmes.

Une telle évolution des droits politiques des femmes tout au long du vingtième siècle s'explique notamment par un considérable travail de revendication de la part du mouvement des femmes; les suffragettes et leurs semblables ont longtemps été l'épine dorsale de ce mouvement, en particulier au Québec. Ce féminisme de la première vague plaçait au cœur de ses préoccupations l'égalité juridique, politique et professionnelle des femmes, ce qui nécessairement amenait celles-ci à se tourner en outre vers la sphère partisane et les institutions de la démocratie représentative pour obtenir gain de cause. Fondé en 1928 et actif auprès du Parti libéral dans les années 1930, le Club des femmes libérales obtient du congrès de ce parti, en mai 1938, qu'il s'engage en faveur du droit de vote des femmes (et instaure ce droit dès qu'il sera porté au pouvoir)[191]. En échange, le Club promet de travailler à l'élection du Parti libéral au scrutin suivant, constituant pour ainsi dire les

[185] Il s'agit d'Agnes Macphail.
[186] Geneviève Pagé, « La démocratie et les femmes au Québec et au Canada », dans Alain G. Gagnon (dir.), *La politique québécoise et canadienne : une approche pluraliste*, Québec, PUQ, 2014, p. 535-536.
[187] Il s'agit de Norman F. Wilson.
[188] Il s'agit de Thérèse Casgrain, cheffe du Parti social démocratique du Québec de 1951 à 1957.
[189] Il s'agit d'Ellen Fairclough.
[190] Il s'agit de Claire Kirkland-Casgrain.
[191] Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008, p. 79.

femmes politisées par le Club – ou par d'autres féministes – en clientèle naturelle de cette formation politique[192]. La recension des écrits montre aussi que la célébration du 25e anniversaire de l'obtention du droit de vote des Québécoises est directement liée à la naissance de la Fédération des femmes du Québec (FFQ)[193], et peut-être même un catalyseur de la résurgence du mouvement des femmes dans les années 1960[194]. Toute l'histoire de ce mouvement est marquée par une permanence du rapport à l'État et à ses institutions, ce dernier étant vu comme un agent indispensable de cette bataille pour la progression du sort des femmes, voire un levier pour la promotion de leurs revendications. Jusque vers la fin des années 1960, c'est le Parti libéral du Québec qui profitera davantage de la relation qui s'était peu à peu tissée depuis les années 1930 avec des composantes du mouvement des femmes. L'action institutionnelle de la Fédération des femmes du Québec (et d'autres composantes du mouvement) correspond dans une certaine mesure à ce que ce parti – et d'autres – sont en mesure d'offrir, soit des changements significatifs par la modification des lois existantes ou le lancement de nouvelles initiatives; à titre d'exemple, le mouvement obtient la création du Conseil du statut de la femme (CSF) en 1973.

Si on s'intéresse maintenant aux travaux adoptant une perspective plus directement située dans une sociologie politique du mouvement québécois des femmes (MQF), on constate que dès la fin des années 1960 règne dans celui-ci – et dans les autres MS – une grande diversité de positions sur les rapports à entretenir avec la forme parti et les élections. Ainsi, l'étape de la structuration du mouvement féministe coïncide avec une recrudescence de la politisation des femmes et de certains pans de ce mouvement; l'irrésistible montée du néonationalisme, la popularité grandissante des analyses et lieux d'organisation marxistes ainsi que la naissance du féminisme radical en 1969 auront pour effet d'ouvrir de nouveaux espaces d'action politique. Dans la première moitié des années 1970, les sensibilités partisanes présentes au sein du MQF sont essentiellement les mêmes que dans le mouvement syndical à cette période, à ceci près que l'inclination pour le démarchage auprès du Parti libéral du Québec semble subsister plus clairement chez plusieurs féministes en vue à l'époque. Toutefois, les deux sensibilités qui se développent à grande vitesse sont celles favorables au PQ et à la gauche radicale (la question d'un parti féministe issu du MQF n'est pas encore posée cependant).

Le dynamisme et la nouveauté de ces deux derniers courants contribuent certainement à l'attrait qu'ils exercent auprès d'un grand nombre de féministes; la tentation sera forte pour ces femmes

[192] En somme, le parti d'Adélard Godbout entretient envers le mouvement des femmes une relation apparentée à celle qu'il a avec le syndicalisme au même moment.
[193] Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, *op. cit.,* p. 109-111.
[194] Patrice LeClerc, *Women's Movement Organizations in North America: The Founding of NOW, NAC and the FFQ*, American Sociological Association, 1997.

d'investir le PQ ou les lieux d'organisation marxisants – tout en continuant de porter leurs analyses et revendications féministes. Le mouvement des femmes est alors lui-même en pleine période de croissance et d'exploration, ce qui n'exclut surtout pas l'investissement des espaces de pouvoir dominés par les hommes (incluant les centrales syndicales, qui voient apparaître leurs premiers comités femmes en 1973). Signalons qu'à partir de 1973, une critique féministe radicale du PQ émerge clairement depuis le Centre des femmes et sa revue *Québécoises deboutte!*, qui lui reprochent d'une part de faire l'éloge de la famille nucléaire et, d'autre part, « *ses solutions illusoires visant à améliorer la condition des femmes dans la province* [195] ».

Ce type de critique gagnera en intensité à partir du milieu des années 1970, alors que la réflexion sur l'autonomie du mouvement des femmes tend à privilégier de plus en plus la constitution d'espaces politiques non mixtes et que les deux courants en question peinent à intégrer de façon satisfaisante les féministes et leurs revendications. Les féministes de la mouvance souveraineté-association et les féministes proches de la gauche radicale éprouveront de sérieux revers sur leurs terrains respectifs de politisation partisane, ce qui les encouragera à rechercher à l'extérieur des partis ou proto-partis (largement dominés par les hommes et peu perméables au féminisme) les instruments de cette politisation. La période allant de 1975 à 1980 est justement caractérisée par la création de nouveaux véhicules de ce type. Mentionnons d'abord la naissance en 1976 du Regroupement des femmes québécoises (RFQ), qui veut regrouper et mobiliser largement les femmes à la manière d'un mouvement de masse afin d'exercer des pressions principalement sur le gouvernement et auprès de l'opinion publique; son orientation est plutôt nationaliste québécoise et sa réflexion stratégique place au cœur de ses préoccupations l'évolution politique du Parti québécois. Le RFQ est à l'origine d'un bilan féministe critique du congrès du PQ de 1977, d'une stratégie féministe autonome en vue du référendum sur la souveraineté ainsi que de la tenue d'un important tribunal populaire sur le viol[196].

D'après notre recension des écrits, l'évaluation féministe du mandat du gouvernement issu des élections du 15 novembre 1976 reflète la grande ambiguïté du mouvement à son égard : d'une part, plusieurs initiatives gouvernementales sont perçues comme très positives (meilleur soutien au CSF, création d'un ministère d'État à la condition féminine, financement d'initiatives diverses...), mais subsiste d'autre part le sentiment profond que tout cela est « *très en deçà des promesses gouvernementales, du programme du PQ et des exigences du CSF ou des organisations de*

[195] Sean Mills, « *Québécoises deboutte!* Le Front de libération des femmes du Québec, le Centre des femmes et le nationalisme », *Mens*, vol. 4, n° 2, printemps 2004, p. 201-202.
[196] Andrée Yanacopoulo, *Le Regroupement des femmes québécoises*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003.

femmes[197] ». Patrice LeClerc va un peu plus loin en affirmant que bon nombre de féministes étaient sidérées de constater le ralentissement du rythme des progrès enregistrés sur le terrain des revendications des femmes depuis novembre 1976[198]. Par ailleurs, la critique féministe envers les organisations de gauche devient assez rapidement aussi vive que celle exprimée envers le gouvernement péquiste; celles-ci font preuve d'une méconnaissance profonde de la pensée féministe et considèrent que le féminisme et ses organisations autonomes « *divisent (...) les forces révolutionnaires, en cantonnant les femmes dans leurs revendications spécifiques*[199] ». Diverses initiatives féministes de politisation à gauche (par-delà les réalisations proprement mouvementistes) sont mises en œuvre, comme le réseau L'autre parole, fondé en 1976 et regroupant des féministes chrétiennes, ainsi que le Regroupement des féministes socialistes, fondé en 1979, qui souhaitait « *arriver à surmonter la dichotomie "lutte des femmes/luttes de classe" sous-jacente aux analyses et aux pratiques des différents secteurs où les femmes étaient impliquées*[200] ». Cette multiplication des initiatives politisées non mixtes à l'extérieur des partis ou proto-partis correspond à une période durant laquelle le mouvement féministe d'une part influence encore faiblement les mouvements sociaux mixtes et, d'autre part, semble privilégier l'obtention de gains via les luttes immédiates qu'il mène contre le système. La période s'ouvrant avec les années 1980 débute donc par une forme de refroidissement de l'intérêt pour la politisation intrapartisane; il sera intéressant de déterminer, au fil des étapes subséquentes du processus de maturation du mouvement des femmes, les évolutions de ce rapport féministe à la forme parti, alors qu'émergent, en outre, de nouvelles options de politisation pour les mouvements sociaux, dont le Mouvement socialiste et Québec solidaire.

3.2. Question nationale et mouvements sociaux, avant 1975

Notre revue du corpus d'ouvrages dans le domaine nous a permis de retracer la trajectoire qu'a prise dans les MS l'articulation des revendications sociales à la question nationale. À cet égard, deux MS ont fait l'objet d'une attention particulière : le mouvement syndical et le mouvement des femmes. Dans le cas du mouvement populaire-communautaire, les sources sont en nombre bien plus limité, sans être inexistantes heureusement.

---

[197] Violette Brodeur, Suzanne Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *Le mouvement des femmes au Québec; étude des groupes montréalais et nationaux*, Montréal, Centre de formation populaire, mars 1982, p. 40.
[198] Patrice LeClerc, «New Social Movement Theory: Does it Explain the Feminist Movement in Quebec?», *Socialist Studies Bulletin*, # 38, 1994, p. 24.
[199] Collectif, « Le mouvement des femmes au Québec », *Politique aujourd'hui*, n^{os} 7-8, 1978, p. 173.
[200] Violette Brodeur, Suzanne Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *op. cit.*, p. 57-58.

Avant la Révolution tranquille, l'intérêt des syndicats pour la question nationale s'exprime indirectement, à travers des revendications à caractère social ainsi que par des débats relatifs à la structure ou à l'organisation du mouvement syndical. Celui-ci formule des demandes allant dans le sens des droits démocratiques des ouvriers et des membres de leur famille. En outre, l'accès à l'éducation est au cœur des luttes, car les syndicalistes sont préoccupés par le « *retard du Québec en matière de scolarisation*[201] ». Mais c'est par la structure même du mouvement syndical qu'apparaissent davantage les sensibilités d'ordre identitaire (bien que le patriotisme pancanadien soit la norme, peu importe l'organisation syndicale concernée). Le clivage entre les « unions internationales » et les syndicats catholiques traduit en effet deux types d'influence : les premières valorisent – sur le plan économique – la solidarité à l'échelle continentale parce qu'elle tonifie leur pouvoir de négociation devant de puissants employeurs, tandis que l'existence des seconds procède d'abord d'une volonté du clergé catholique de préserver son influence sur toutes les sphères de la société, conformément à la doctrine sociale de l'Église en vigueur depuis la fin du 19^{e} siècle[202].

Les organisations comme la CTCC, la FUIQ et la FPTQ interviennent toutes auprès d'Ottawa pour réclamer, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la mise en place de « *grandes mesures de sécurité sociale*[203] »; c'est donc le gouvernement fédéral qui est leur interlocuteur privilégié. Comme le montre Jacques Rouillard, devant les visées centralisatrices d'Ottawa, la CTCC s'inquiète de la sauvegarde de l'autonomie provinciale à partir de 1940[204]. Le syndicalisme des unions internationales n'échappe pas, lui non plus, à une logique de défense des intérêts et prérogatives du Québec au sein de la fédération canadienne. Ainsi, Roch Denis relate l'existence d'un courant favorable au réformisme institutionnel à la FUIQ, et ce, dès 1955[205]. Mais l'État québécois n'est toujours pas conçu comme un interlocuteur privilégié du mouvement syndical et le retour en force du régime duplessiste, sans interruption depuis 1944, contribue à polariser notablement les rapports entre les syndicats et le pouvoir à Québec. La CTCC, inquiétée par les attaques du gouvernement de l'Union nationale et des employeurs privés, met de l'avant l'idée de se regrouper avec le syndicalisme organisé au Canada, afin de maximiser l'unité et la force syndicales; diverses tentatives d'adhésion de la CTCC au Congrès du travail du Canada (CTC) prennent place jusqu'à la fin des années 1950 (sans succès). Pour leur part, les unions québécoises affiliées à des organisations canadiennes formulent dans ce cadre syndical, à partir des années 1940, des revendications de plus en plus connotées nationalement, ayant trait en outre à la langue dans laquelle se pratique le

[201] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, *op. cit.*, p. 123.
[202] Céline Saint-Pierre, «Aperçu historique du mouvement ouvrier au Québec : 1827-1976», *Politique aujourd'hui*, # 7-8, 1978, p. 109-123.
[203] Jacques Rouillard, « Historique de l'appui à l'indépendance du Québec par le mouvement syndical », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n^{o} 3, printemps 2012, p. 104.
[204] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, *op. cit.*, p. 188-193.
[205] Roch Denis, *Luttes de classes, op. cit.*, p. 162 et suivantes.

syndicalisme; dans leur façon de traiter le français, le Congrès du travail du Canada et ses ancêtres ne s'éloignent guère de l'expérience historique vécue à ce chapitre par la société canadienne, ses entreprises et ses institutions. François Cyr et Rémi Roy signalent une aptitude de la FUIQ à développer sous le régime de Duplessis sa propre pensée politique, en relative autonomie par rapport au CTC, ce qui fait en sorte qu'assez rapidement cette fédération est plus perméable à l'influence des intellectuels et nationalistes québécois[206]; quoi qu'il en soit, l'expression d'une conscience nationale québécoise au sein de la FUIQ serait observable dès les années 1950 selon Michel Grant[207]. Jusqu'au début des années 1960 pourtant, le nationalisme québécois semble suspect dans les rangs syndicaux. La question nationale, relate Louis Favreau, est alors encore « *associée au conservatisme, à l'Église catholique, au régime Duplessis*[208] »; au sein de l'appareil CSN notamment, au début de la Révolution tranquille, « *le néonationalisme indépendantiste n'apparaissait que comme une variante radicalisée (ou même fasciste) de l'autonomisme de Duplessis*[209] ».

C'est à partir de la Révolution tranquille que le rendez-vous du syndicalisme québécois avec la question nationale s'accélère et se précise, le mouvement n'échappant pas – tant s'en faut – aux évolutions de la société québécoise à cette période. La recension des écrits met en évidence deux évolutions simultanées durant la décennie 1960 : une lente progression de l'influence indépendantiste, puis souverainiste, dans les rangs syndicaux (courant nettement minoritaire toutefois) et une adhésion de plus en plus active et explicite des organisations syndicales au réformisme constitutionnel, qui dominera d'ailleurs la scène politique nationale pendant une trentaine d'années. Aucune centrale n'échappe à ces deux dynamiques concurrentes; examinons brièvement comment se précise, dans chaque cas, le rapport à la question nationale.

François Cyr et Rémi Roy analysent les phases successives par lesquelles la FTQ est appelée à développer sa réflexion sur la question nationale au début des années 1960. Dans le cadre d'un colloque du NPD en 1961, la FTQ est amenée à structurer « *pour une première fois de façon rigoureuse et systématique sa pensée politique sur la question dite "constitutionnelle"* [210] ». Cette pensée s'appuie sur une conception de la Fédération canadienne voulant qu'elle ait fondamentalement un caractère binational[211]. Cette pensée articule une définition de la nation

[206] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ; la FTQ et la question nationale*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, 1981, p. 33.
[207] Michel Grant, *L'action politique syndicale et la Fédération des unions industrielles du Québec*, Montréal, Université de Montréal (thèse de maîtrise en relations industrielles), 1968.
[208] Louis Favreau, *Un siècle de marxisme, op. cit.*, p. 282.
[209] Louis Le Borgne, « Syndicalisme, nationalisme et socialisme », dans Édouard Cloutier et Daniel Latouche (dir.), *Le système politique québécois*, Ville LaSalle, Hurtubise HMH, 1979, p. 292.
[210] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 59.
[211] Robert Dean, « La question nationale », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, p. 131.

désignant le peuple québécois en s'appuyant sur des bases relativement ouvertes et modernes : « *Une communauté stable, historiquement constituée, possédant sa langue et un territoire défini (...), ayant une vie économique et une conformation psychologique (...) propres* [et] *possédant ainsi une communauté de culture*[212]. » Dès ce moment, la FTQ pose en relation logique la défense des droits nationaux des Québécois et la sauvegarde des domaines de juridiction provinciale dans une optique autonomiste. La centrale estime aussi que l'affirmation de revendications autonomistes provinciales est une conséquence des vexations historiquement subies par les Canadiens-français dans le cadre fédéral. Elle prend alors acte, affirment Cyr et Roy, de « *l'existence de ces liens entre la résistance à cette oppression et le renforcement du pôle étatique québécois*[213] ».

À la CSN, ce cheminement procédant de l'affirmation nationale québécoise est un peu plus lent à se matérialiser et il est aussi plus laborieux, tel que l'explique Louis Le Borgne[214]. La haute hiérarchie syndicale a tendance à s'attacher à son *credo* fédéraliste et résiste pendant plusieurs années aux pressions de la base syndicale, qui elle subit aisément l'influence des idées néonationalistes. Selon plusieurs auteurs, l'année 1966 représente un jalon en ce qu'elle voit la CSN développer enfin une position relevant modestement du réformisme constitutionnel. Cela se produit dans le cadre de la présentation d'un mémoire conjoint (avec la FTQ et l'Union catholique des cultivateurs) devant le Comité de la constitution de l'Assemblée nationale[215]. La version finale du mémoire sera l'occasion pour la centrale (et ses deux partenaires) de rejeter « *la centralisation fédérale, le* statu quo*, les États associés et l'indépendance* » et de mettre de l'avant, en lieu et place « *un "fédéralisme adapté" qui va dans le sens de l'autonomie provinciale, du bilinguisme et du biculturalisme*[216] ». Il y a inscription d'un raisonnement à l'effet que l'existence de la fédération repose sur deux cultures nationales essentielles et que les structures politiques du pays doivent être modérément rajustées afin de respecter cette réalité binationale.

Dès 1964, la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques (CIC) adopte formellement l'analyse à l'effet que l'État fédéral canadien a promu, au cours de son histoire, la culture canadienne-anglaise aux dépens de la canadienne-française; dès lors, c'est l'État québécois qui est désigné comme le seul capable de protéger les intérêts nationaux de la nation canadienne-française. En 1964, les instances de la CIC rejettent cependant le modèle des États associés, lui préférant l'option d'un statut spécial pour le Québec au sein du Canada. À partir du milieu des années 1960, comme l'explique Henri Laberge, la CIC opère un grand virage, l'amenant à délaisser

[212] *Le Monde ouvrier*, juin 1961.
[213] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 59.
[214] Louis Le Borgne, *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1976.
[215] L'avant-projet de ce mémoire avait été rédigé par Pierre Trudeau et niait pour ainsi dire la question nationale québécoise. Louis Le Borgne, « Syndicalisme, nationalisme et socialisme », *op. cit.*, p. 293-294.
[216] Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express, 1981, p. 233.

son identité ethno-confessionnelle historique au profit d'une identité nationale nouvelle, en phase avec l'évolution de la société québécoise; elle adopte en 1967 le nom de Corporation des enseignants du Québec (CEQ). « *La question linguistique*, écrit Henri Laberge, *allait cesser de se poser en termes de défense des droits d'une minorité ethnique au Canada pour se poser en termes d'affirmation d'une langue nationale rassembleuse des divers éléments constitutifs de la collectivité québécoise*[217]. » La défense des droits linguistiques sera d'ailleurs au cœur d'importantes luttes syndicales à cette période. Ainsi, à partir de 1962, la FTQ exige l'adoption par le gouvernement du Québec d'une loi obligeant les employeurs (notamment américains) à faire du français la langue des négociations collectives. En 1966, Louis Laberge affirme « *qu'au Québec (...) la langue de travail doit être celle des travailleurs plutôt que celle du patronat*[218] ». En 1968, le congrès de la CSN prend position en faveur de la langue française comme langue de travail officielle au Québec.

Le contexte sociopolitique québécois de la fin des années 1960, la naissance du Parti québécois et le regroupement autour de lui d'une proportion significative des forces militant pour l'émancipation nationale et sociale auront pour effet d'accélérer l'évolution des analyses nationalistes dans les centrales. À partir de ce moment, la trajectoire des organisations syndicales devient plus cohésive, en ce sens qu'elles cheminent globalement dans la même direction, soit celle d'une plus grande autodétermination du peuple québécois. En effet, les trois centrales (CEQ, CSN, FTQ) s'éloignent de plus en plus clairement de leur posture fédéraliste traditionnelle et épousent progressivement des positions plus compatibles avec la montée indéniable des forces souverainistes (ou indépendantistes) dans la société et dans les rangs syndicaux. Cyr et Roy s'attachent à décrire minutieusement la modulation des rapports de force à la FTQ entre les éléments plus souverainistes (parfois personnifiés par Fernand Daoust) et le courant plus fédéraliste (généralement personnifié par Louis Laberge). Cet affrontement ouvert finira, au bout de plusieurs années de débats difficiles, par donner lieu à une intégration des deux courants autour de nouvelles positions nationalistes. Ainsi, en 1969, la FTQ – opposée jusque-là à l'unilinguisme officiel – entreprend un virage dans le dossier linguistique après un congrès très polarisé où la direction de la centrale est contestée durement. (C'est justement en 1969 que Fernand Daoust devient secrétaire général de la FTQ.) Ce virage en faveur de l'unilinguisme amène alors celle-ci à se joindre à la CSN et à la CEQ pour dénoncer le *bill* 63 introduit par le gouvernement de l'Union nationale, qui consacre la liberté de choix en matière de langue d'enseignement (et ouvre la porte à l'anglicisation des immigrants). À cette époque, la CSN est soumise elle aussi aux pressions qui grandissent dans ses unités constituantes en faveur d'une action politique à la fois nationaliste et de gauche. En octobre 1969,

[217] Henri Laberge, « La CEQ et la question nationale », *L'Action nationale*, vol. 84, n° 7, septembre 1994, p. 1024-1046.
[218] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 103.

la centrale « *se prononce en faveur de l'unilinguisme français au Québec à tous les niveaux* »; elle en profite pour adhérer au Front Québec français, une coalition nationaliste « *désireuse de mettre fin au libre choix de la langue d'enseignement et de proclamer l'unilinguisme français au Québec*[219] ».

La relation complexe et contradictoire liant nationalisme moderne et mouvement des femmes, si l'on en croit la recension des écrits, apparaît à la toute fin des années 1960, donc un peu en décalage par rapport à ce qui s'observe dans le mouvement syndical. À sa fondation en 1966, la FFQ est fédéraliste, tout comme l'est d'ailleurs encore le mouvement syndical; toutefois, contrairement aux centrales, la FFQ n'est pas encore traversée par les débats que ne manque pas de susciter la poussée rapide du néonationalisme québécois. Il en va de même à l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), créée elle aussi en 1966, cette fois grâce à la fusion de l'Union catholique des femmes rurales et des cercles d'économie domestique. À ce stade de leur existence, ces organisations, pour rallier le maximum de femmes aux idées et préoccupations féministes, évitent d'aborder clairement les enjeux plus franchement partisans (ou perçus comme tels). Cependant, dès les six premières années de structuration du mouvement féministe moderne autour de ces deux organisations ainsi qu'autour du Front de libération des femmes créé en 1969 – Front auquel succédera le Centre des femmes à partir de 1972 –, il y a manifestement une intention de constituer ce mouvement sur des bases québécoises et non canadiennes. Cette constitution spontanément québécoise fait dire à Chantal Maillé : « *il y a bel et bien deux mouvements féministes qui se côtoient au Canada, reproduisant le découpage fidèle des clivages politiques fondamentaux de ce pays*[220] ». L'évolution du mouvement par la suite cherchera systématiquement à préserver cette identité nationale spécifique et constitutive du mouvement, tout comme elle déterminera grandement les relations avec son vis-à-vis, le mouvement des femmes canadien.

C'est d'abord au Front de libération des femmes (FLF) qu'apparaît la première manifestation claire de la combinaison du nationalisme québécois moderne et du féminisme. Plusieurs auteurs ont étudié les modalités de cette première éclosion d'une jonction entre les deux courants : Sean Mills[221], Micheline Dumont et Louise Toupin[222], Patrice LeClerc et Lois A. West[223] ainsi que Stéphanie

[219] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec,* Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 153-154.
[220] Chantal Maillé, « Les groupes de femmes et la question nationale au Québec », dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e^ au XXI^e^ siècle*, Sainte-Foy, PUL, 2001, p. 147.
[221] Sean Mills, « *Québécoises deboutte!* Le Front de libération des femmes, le Centre des femmes et le nationalisme », *op. cit.*, p. 183-210.
[222] Micheline Dumont et Louise Toupin (dir.), *La pensée féministe au Québec : anthologie, 1900-1985*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003, p. 453-471.
[223] Patrice LeClerc et Lois A. West, « Feminist Nationalist Movements in Quebec: Resolving Contradictions? », dans Lois A. West (dir.), *Feminist Nationalism*, New York, Routledge, 1997, p. 220-246.

Lanthier[224]. Flavie Trudel, pour sa part, explique l'écart significatif entre la franche position fédéraliste affichée par la FFQ durant les premières années de son existence et l'engagement indépendantiste du FLF par la composition respective des deux organisations[225]. À sa fondation, la FFQ regroupe un bon nombre de libérales affichées, concernées par la politique institutionnelle et désireuses de maintenir des relations fécondes avec l'État fédéral canadien ainsi qu'avec l'État provincial québécois. Inversement, le FLF est surtout formé de femmes ayant milité au RIN, au FLP, à *Parti pris*, dans les syndicats, dans le mouvement étudiant, etc.; dès sa naissance, il s'avère que ses fondatrices avaient déjà été exposées significativement à l'indépendantisme. Ce double alignement constitutionnel au sein du mouvement des femmes coïncide avec la naissance d'un profond clivage qui caractérisera ce mouvement pendant plusieurs années, distinguant le féminisme réformiste du féminisme radical. Il y a donc, durant cette phase progressive de structuration du mouvement des femmes autour d'organisations comme la FFQ, le FLF et le Centre des femmes, au moins deux types de polarisation qui se superposent. Chose certaine, la polarisation opposant indépendantisme et fédéralisme marquera ouvertement et durablement le mouvement, au moins jusqu'au milieu des années 1980[226].

Dans les mouvements sociaux, la décennie 1970 donne lieu successivement à deux types de développements du rapport à la question nationale, en apparence contradictoires. D'abord, les analyses indépendantistes, ou se réclamant de l'émancipation nationale du peuple québécois, gagnent nettement en popularité dans les rangs syndicaux et féministes, ce qui campe de plus en plus franchement les organisations sur un terrain favorable à une forme d'autodétermination québécoise; ensuite, il y a une certaine forme de retrait de l'intervention des MS sur ce front (voir la section suivante : le tournant du milieu des années 1970).

Eu égard au premier de ces deux développements, le corpus de publications sur le mouvement des femmes signale un certain nombre de gestes clairs de positionnement sur le terrain nationaliste. Avant tout, Stéphanie Lanthier rappelle que les deux questions, féminisme et nationalisme, « *sont inextricablement liées entre elles dans les mentalités pendant la première moitié de la décennie 1970*[227] ». Son étude ainsi que les publications de Dumont et Toupin montrent que les interventions du FLF proposent une combinaison inédite d'apports indépendantistes et féministes, l'alimentation

[224] Stéphanie Lanthier, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec, 1961-1972*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke (Mémoire présenté comme exigence partielle à la maîtrise en histoire), 1998.
[225] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 25-120.
[226] *Ibid.*, chapitres 3 à 6.
[227] Stéphanie Lanthier, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec, 1961-1972*, *op. cit*., p. 53.

de l'imaginaire féministe radical par le bagage intellectuel de l'anticolonialisme et de la libération nationale produisant une pensée féministe féconde, répondant aux aspirations sociales et politiques de bien des femmes de l'époque. Loin d'être plaquée, l'articulation entre les deux pôles, dans le discours et l'action du FLF, est organique; elle traduit une capacité des femmes à proposer une analyse féministe à la fois très critique des organisations nationalistes avec lesquelles elles sont en relation, mais également stimulante du point de vue de l'organisation autonome du mouvement des femmes[228]. Bien qu'il ne soit pas l'œuvre du FLF, le célèbre *Manifeste des femmes québécoises*, publié en 1971, s'inscrit dans cette même perspective et marque durablement la pensée féministe des années 1970[229]. Les actions du FLF entourant le procès des felquistes auront quelques effets sur la FFQ; ainsi, l'action d'éclat du FLF en marge du témoignage de Lise Balcer entraînera le Conseil régional des femmes de Montréal (de la FFQ) à revendiquer lui aussi l'admission des femmes aux fonctions de jurés[230]. La FFQ elle-même demandera des amendements à la loi et obtiendra gain de cause peu de temps après. La politisation nationaliste du mouvement des femmes s'intensifie durant cette période et inclut notamment l'investissement du Parti québécois, où rapidement les femmes sont nombreuses, puis s'organisent sur des bases autonomes : « *Un comité de condition féminine tente de placer les priorités des femmes au cœur du programme du parti, mais les femmes font face à un courant plutôt conservateur (...). À la suite d'un colloque (...), les femmes ont compris qu'elles doivent se solidariser. Elles implantent des comités de condition féminine dans chaque circonscription et appuient divers groupes féministes*[231] ». C'est durant cette période que se mettent en place les leviers d'une intervention gouvernementale structurée et consistante de la part de l'État québécois sur le terrain de l'égalité hommes/femmes, en particulier par le biais de la création du Conseil du statut de la femme, qui deviendra rapidement l'interlocuteur privilégié du mouvement dans la sphère étatique. Comme le mouvement syndical avant lui, le mouvement des femmes fait de l'État québécois (plutôt que de l'État fédéral canadien) l'État national et le maître d'œuvre de l'avancement général de la société. Via le CSF et l'État québécois, explique Patrice LeClerc, une jonction s'établit entre nationalisme, atteinte de certains objectifs relatifs à l'égalité hommes/femmes et avancement général du peuple québécois :

> *Many francophones changed their view of the Québec government from that of a province to that of a state, a "national government" (...). There was more confidence and pride in* [that] *government (...)*.
>
> (...) *The Conseil du statut de la femme (CSF) was set up in 1973, as a result of pressures from the FFQ. It was backed by all organized women's groups, and was able to translate grassroot*

[228] *Ibid.*, p. 53-77.
[229] *Ibid.*
[230] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 118.
[231] Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, *op. cit.*, p. 137.

> *demands into government policy (...). The CSF played a very activist role and became integrated with progressive nationalism (...). It reported directly to the National Assembly, and was willing to take critical stances (...). (...) French-Canadian feminists were proud and pleased at all their government was able to accomplish, which in most cases was ahead of English Canada (...). They felt attached to the government because of what had been accomplished for women and its achievements for French-Canadian society as a whole* [232].

Ce qui est vrai du féminisme l'est aussi du mouvement syndical. Dans son cas, un jalon significatif intervient en octobre 1970, quand les trois centrales dénoncent conjointement, en des termes on ne peut plus clairs, la répression politique mise en œuvre par Ottawa dans le cadre de la Loi sur les mesures de guerre, avec l'appui du gouvernement Bourassa et de l'administration Drapeau. C'est durant cette période que la direction de la FTQ abandonne sa rhétorique dénonciatrice du séparatisme. En 1970, écrit Louis Fournier, « *il y a encore des salariés qui doivent se battre pour avoir le droit de travailler en français au Québec. C'est le cas des 2300 grévistes de la (...) General Motors de Sainte-Thérèse (...). Ils réclament, entre autres, que le français soit la langue de travail à l'usine et la langue des négociations avec la direction*[233] ». Les centrales confirment leur appui à l'unilinguisme officiel au Québec et contribuent en 1971 à la fondation du Mouvement Québec français. Louis Fournier signale qu'en 1971, le congrès de la FTQ franchit une étape majeure en adoptant sans équivoque la résolution suivante : « *La FTQ proclame son appui au principe d'un Québec détenant totalement son droit à l'autodétermination, y compris le droit de proclamer sa souveraineté*[234] ». Le courant fédéraliste, dans la plupart des organisations syndicales, continue de perdre du terrain au fil de ces années[235]; les positions syndicales sont de plus en plus influencées par les analyses ambiantes relatives à l'oppression nationale des Québécois[236]. En mai 1972, le congrès du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN s'exprime formellement en faveur de l'indépendance et en fait un préalable au socialisme[237]. Toujours en 1972, la section québécoise des Métallurgistes unis d'Amérique se prononce en faveur de la souveraineté du Québec, par une écrasante majorité; selon Ralph P. Guntzel, cette évolution s'inscrit typiquement dans l'expression d'une volonté de lutte contre les formes historiques d'oppression des travailleurs francophones[238]. Le congrès de la CEQ de 1972 prend lui aussi position en faveur de l'indépendance du Québec

---

[232] Patrice LeClerc, « New social movement theory: does it explain the feminist movement in Quebec? », *Socialist Studies Bulletin*, n° 38, oct./nov./déc. 1994, p. 23-24.
[233] Louis Fournier, *Histoire de la FTQ, 1965-1982*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p. 60.
[234] *Ibid.*, p. 73-74.
[235] En 1972, seule la CSD semble rester clairement associée au fédéralisme.
[236] Paulo Picard, « L'évolution du nationalisme à la Confédération des syndicats nationaux », *L'Action nationale*, vol. 83, n° 3, mars 1993, p. 369-384.
[237] Jacques Rouillard, «Historique de l'appui à l'indépendance politique du Québec par le mouvement syndical» *Bulletin d'histoire politique*, Vol. 20, n° 3, 2012, p. 108.
[238] Ralph P. Guntzel, « Rapprocher les lieux de pouvoir : The Québec Labour Movement and Québec Sovereigntism, 1960-2000 », *Labour/Le travail*, n° 46, 2000, p. 374-377.

« *pour autant qu'elle se réalise au bénéfice de la classe laborieuse*[239] »; toutefois, les congressistes décident du même souffle que ce vote n'engage pas la CEQ et « *constitue plutôt une recommandation en vue d'une consultation interne qui devra suivre*[240] ». Un sondage interne est réalisé par la CEQ en 1973 et révèle que 12% de ses membres appuient rien de moins que l'indépendance du Québec, tandis que 34% des membres appuient la souveraineté-association[241]. En 1974, la CEQ dénonce le projet de loi 22, jugeant qu'il s'agit là d'une nouvelle forme d'ouverture à l'anglicisation[242]; les centrales exigent alors du gouvernement des mesures beaucoup plus vigoureuses allant dans le sens de l'unilinguisme français[243]. Toutefois, d'un point de vue général, les mouvements sociaux sont à l'image de la société québécoise au même moment : la division entre le courant fédéraliste et le courant souverainiste demeure une donnée fondamentale de cette période et l'existence spécifique des mouvements est marquée par cette division.

3.3. Question nationale : le tournant du milieu des années 1970

De l'avis de plusieurs spécialistes recensés, le rapport des MS à la question nationale connaît un moment charnière en 1975, de telle sorte qu'on assiste à un certain processus d'effacement des acteurs sociaux sur ce terrain. Dans le cas du mouvement des femmes, 1975 correspond à l'Année internationale de la femme; à cette étape, on constate un vif intérêt envers l'édification de l'autonomie du mouvement québécois des femmes. Selon *L'histoire des femmes au Québec*, des catégories plus classiques de l'engagement politique ont alors tendance à être délaissées, en bonne partie :

> *À partir de 1975, on assiste à une véritable transformation du féminisme. (...) Dégagées de la domination du marxisme et du nationalisme, des femmes francophones se penchent de plus en plus vers un féminisme autonome. (...) Plutôt que de voir leurs revendications noyées dans un ensemble de demandes émanant (...) des partis politiques ou des groupes de gauche, les féministes optent de plus en plus pour une stratégie de lutte autonome*[244].

Avec cette distanciation partielle opérée au sein des milieux féministes jusque-là sensibles à la revendication nationale, le terrain indépendantiste n'est plus conçu comme étant porteur de

---

[239] Ralph P. Guntzel, « Pour un pays à la mesure des aspirations des travailleurs québécois : l'aile socialiste du mouvement syndical québécois et l'indépendantisme (1972-1982) », dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e^ au XXI^e^ siècle*, *op. cit.*, p. 158.
[240] *Ibid.,* p. 158.
[241] Ralph P. Guntzel, « Rapprocher les lieux de pouvoir : The Québec Labour Movement and Québec Sovereigntism, 1960-2000 » *op. cit.*, p. 379.
[242] Henri Laberge, « La CEQ et la question nationale », *Action nationale*, vol. 84, n^o^ 7, sept. 1994, p. 1024-1046.
[243] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec, op. cit.*, p. 156-157 et 217-218.
[244] Collectif CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Les Quinze Éditeur, 1983, p. 493.

l'émancipation des femmes, ni même nécessairement concomitant de celle-ci. Tout laisse croire que le mot d'ordre privilégié est à la reprise complète du pouvoir des femmes sur elles-mêmes, sur leurs organisations et sur leur pensée politique; il y a donc volonté de se soustraire de l'influence des acteurs et courants à prédominance masculine pour constituer plus solidement le mouvement des femmes. Cette forme de réorientation tactique vers un féminisme plus autonome coïncide plus ou moins avec quelques autres phénomènes poussant dans la même direction : la poursuite de la radicalisation des courants de la gauche non péquiste, la critique de la vie interne du Parti québécois et la victoire de ce parti aux élections de 1976.

Au chapitre de la radicalisation, outre l'abandon relatif de terrains de politisation à prédominance masculine, on constate l'approfondissement de la réflexion et de l'action féministes sur des bases antipatriarcales et sur des thèmes plus étroitement liés à la vie privée : le corps des femmes, l'orientation sexuelle, la maternité, l'avortement, la violence conjugale, la sphère domestique. C'est la période de l'ouverture des premiers Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), des maisons de femmes et des centres de santé. La conquête de nouveaux espaces d'intervention participe du dynamisme incontesté du mouvement durant ces années, comme en font foi d'ailleurs l'arrivée du journal *Les Têtes de pioche*, du Théâtre des Cuisines, des Éditions du remue-ménage, de la Librairie des femmes, ainsi que de la diffusion d'œuvres artistiques marquantes du féminisme comme *L'Euguélionne* (Louky Bersianik, 1976), la *Chambre nuptiale* (Francine Larivée, 1976) et *Les Fées ont soif* (Denise Boucher, 1978).

Sur l'évolution des rapports avec les principaux acteurs du nationalisme, deux dimensions distinctes sont davantage considérées dans le corpus d'ouvrages sur le mouvement des femmes : la vie interne du Parti québécois et l'exercice du pouvoir par le gouvernement péquiste. Concernant la première, signalons quelques indicateurs de désenchantement féministe à l'endroit de ce parti. D'abord, la difficulté des femmes qui y militent à obtenir des modifications notables du programme de ce parti, en concordance avec les revendications du mouvement des femmes à la même période[245]. Même quand une proposition favorable aux droits des femmes finit par être entérinée par le congrès, elle risque encore d'être abandonnée par la suite, pour cause de désaveu de la part de la haute direction du parti. C'est ce qui arrive lorsque le congrès du PQ prend position en faveur du droit à l'avortement au printemps 1977; René Lévesque et son entourage font une sortie publique pour se dissocier du vote du congrès, ce qui crée une onde de choc dans le mouvement des femmes[246]. On signale enfin une difficulté assez générale pour les femmes de ce parti à prendre leur place au sein de ses structures; malgré leur implication remarquable dans la vie partisane, les

[245] Andrée Yanacopoulo, *Le Regroupement des femmes québécoises, op. cit.*, p. 13-37.
[246] Violette Brodeur, Suzanne Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *Le mouvement des femmes au Québec; étude des groupes montréalais et nationaux*, *op. cit.*, p. 45.

fonctions et postes-clés sont réservés aux hommes. Heather Jon Maroney estime qu'entre 1976 et 1980, une certaine complicité objective s'estompe entre groupes de femmes et gouvernement péquiste, de sorte que ce qu'elle nomme en termes gramsciens le « bloc progressiste-nationaliste » (auquel étaient associées – dans une bonne mesure – les forces de gauche et féministes) connaît un effritement[247]. Pour leur part, les figures les plus en vue de l'avancement de la cause des femmes québécoises depuis les années 1960 (Thérèse Casgrain, Claire Kirkland, Lise Bacon, Monique Bégin, Solange Chaput-Rolland, Sheila Finestone, etc.) demeurent associées au fédéralisme ou au Parti libéral du Québec[248]. En définitive, sur la question nationale, le mouvement est dans une posture très délicate à la fin des années 1970, alors qu'approche la campagne référendaire; on peut imaginer à quel point un engagement clair de sa part sur le terrain politique traditionnel est riche d'écueils et de contradictions.

Pour les centrales aussi le milieu des années 1970 marque un tournant dans leur rapport à la question nationale, et ce, pour différentes raisons. Sans renier le moindrement leurs positions antérieures, les organisations syndicales connaissent une complexification des modalités de leur engagement sur cet enjeu, pour une série de raisons que nous examinerons une à une : la puissance de la direction exercée par le Parti québécois (et par le gouvernement qui en sera issu) sur la question nationale, les dimensions partisanes du débat (de plus en plus polarisantes, au sein des mouvements sociaux), un retard progressif au chapitre des capacités d'intervention du mouvement syndical (notamment de par l'accent mis sur les luttes sociales, vues comme plus nécessaires et légitimes).

En ce qui a trait au leadership exercé, l'hégémonie du PQ sur la question nationale prend place lentement entre 1968 et 1973, mais elle n'est pas encore parachevée à ce stade, de sorte que coexistent dans les MS plusieurs horizons d'émancipation nationale ainsi que diverses analyses relatives à l'articulation entre projet social et projet national. L'effervescence de cette période, ainsi que la multitude d'acteurs et de courants prétendant offrir une expression aux aspirations populaires laissent plusieurs portes ouvertes et font entrevoir encore l'existence de plusieurs « possibles ». D'ailleurs, comme l'explique Yves Vaillancourt, le programme du PQ, jusqu'en mai 1973 à tout le moins, n'est pas encore soumis au paradigme de l'étapisme. Analysant ce programme, il écrit : « *l'arrivée du PQ au pouvoir signifierait (...) la possibilité pour un nouveau gouvernement péquiste de proclamer l'indépendance et de mettre immédiatement en branle le*

[247] Heather Jon Maroney, *Contemporary Quebec feminism, 1960-1980*, Hamilton, McMaster University (Thèse de doctorat en sociologie), 1988, p. 503-504.
[248] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 69-157 et Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, *op. cit.*, p. 109-168.

processus d'accession à la souveraineté[249] ». Diverses forces indépendantistes (pas toutes soumises à l'autorité idéologique du Parti québécois) espèrent entre 1968 et 1973 qu'une accession assez rapide à la souveraineté crée les conditions propices à leur participation, à un point tel que ce passage à la souveraineté permettrait aux forces sociales progressistes de peser de tout leur poids dans l'édification de la nouvelle société, dans le sens de leurs intérêts propres[250]. C'est seulement en 1974 que l'architecture étapiste commence véritablement à se mettre en place, en conformité avec la planification stratégique conçue et proposée par Claude Morin; la normalisation du PQ le place de plus en plus avantageusement dans le système partisan et préfigure une bonification de son rendement électoral. À partir de ce moment, l'évolution de l'horizon constitutionnel du Parti québécois – et, partant, l'évolution de l'horizon constitutionnel de ce qui correspond alors à la quasi-totalité du camp souverainiste ou indépendantiste – est visiblement opérée depuis la haute hiérarchie du parti, sans implication des mouvements sociaux, comme le notent avec justesse plusieurs observateurs de l'époque; cela restera vrai pendant au moins les dix années qui vont suivre.

Dans les rangs des mouvements sociaux, notamment dans le mouvement syndical, l'implication sur la question nationale connaît donc une phase ascendante jusqu'en 1973 inclusivement; les MS parviennent à prendre leur place sur ce terrain, car l'espace pour ce faire est disponible. À partir du moment où la question devient non seulement hégémonisée par le Parti québécois, mais aussi transfigurée par la mécanique étapiste, l'initiative syndicale est réduite, ainsi que l'ardeur d'une partie des forces mouvementistes à l'égard du projet péquiste.

À partir de 1976, et progressivement, on constate la résurgence de courants de gauche des années 1960, qui avaient été éclipsés pendant un temps sous l'influence du PQ; désormais, celui-ci ne représente plus, à leurs yeux, la vaste coalition populaire et résolument indépendantiste qu'il avait semblé pouvoir incarner. Cette réapparition est particulièrement vraie du courant « indépendance et socialisme », incarné d'abord par le Regroupement pour le socialisme (créé en 1976, il met fin à ses activités en 1983), puis par le Mouvement socialiste (Marcel Pepin et Jacques Dofny mettent sur pied dès 1978 un groupe d'une dizaine de personnes, invitées à rédiger un « appel », articulant les thèmes du socialisme, de l'indépendance et de la démocratie, appel officiellement lancé en 1979 et auquel répondront une centaine de personnes, qui travailleront à la rédaction d'un manifeste[251]).

[249] Yves Vaillancourt, « La position constitutionnelle du MSA-PQ de 1969 à 1979 », dans Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, p. 90-91.
[250] Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 259-279.
[251] Voir en outre : Marc Comby, « Les gauches socialistes, René Lévesque et le Parti québécois », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 131-132; Jules

Quant à elle, l'extrême gauche marxiste continue de croître et de se diversifier, se donnant elle aussi des capacités d'enrichir les lectures possibles de la question nationale dans les mouvements sociaux.

La victoire du Parti québécois aux élections de 1976 a fait l'objet de nombreuses analyses; dans le cadre du présent chapitre, nous avons examiné celles étudiant cette percée directement en lien avec des préoccupations des mouvements sociaux. Au titre des revendications syndicales et, plus largement, des aspirations sociales ou sociopolitiques, la fin du règne libéral marque un profond virage. Certes, il représente la fin de l'alternance entre PLQ et Union nationale et signifie une certaine ouverture du jeu partisan. Mais il consacre surtout une relative perte d'influence des catégories sociales qui, jusque-là, avaient tiré bénéfice d'un système caractérisé par l'ouverture aux capitaux étrangers, l'accommodement avec le pouvoir fédéral canadien et une proximité de la classe politique avec le patronat (proximité soulevant des doutes sur l'intégrité des élus et de leurs caisses électorales)[252]. Si on cherche à se placer du point de vue de cette sociologie politique, l'arrivée du PQ aux commandes de l'État traduirait au moins autant (sinon plus) une aspiration à faire le ménage des écuries et à confier la gouverne de la chose publique à une équipe davantage soucieuse des intérêts des « petites gens » qu'à un désir d'enclencher irrémédiablement un processus menant le Québec à la souveraineté. Le PQ lui-même a fait principalement campagne sur le thème du bon gouvernement et a multiplié les efforts ayant pour but d'atténuer le caractère menaçant ou déstabilisant de son option constitutionnelle[253].

Le mandat péquiste, de 1976 à 1981, sera essentiellement de la même eau, en ce sens qu'il s'inscrira lui aussi à l'enseigne de l'édulcoration de l'option fondamentale du parti. Au fil des atténuations apportées au projet, son caractère porteur semble s'évanouir peu à peu, devenant difficilement discernable dans la complexité des mécanismes sécurisants censés l'encadrer ou accompagner sa mise au monde. François Cyr et Rémi Roy traduisent le sentiment qui peut habiter graduellement, après 1976, des couches militantes désillusionnées, voyant le rôle qu'on veut maintenant faire jouer aux mouvements sociaux, après qu'elles aient cru en toute bonne foi que le PQ allait faire l'indépendance et que ce projet portait en lui des potentialités inédites quant à la reconfiguration éventuelle des rapports de force dans la société. Ils diagnostiquent

> *...une liquidation substantielle du projet d'indépendance nationale (souveraineté-association) doublée d'une véritable sacralisation de l'étapisme référendaire. Dès lors, toute*

Duchastel et Dorval Brunelle, « Entrevue avec Marcel Pepin, président du Mouvement socialiste », *Les Cahiers du socialisme*, n° 8, automne 1981, p.188.

[252] Raymond Hudon, « Polarization and Depolarization of Quebec Political Parties », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Quebec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 314-330.

[253] Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois, lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle optique, 1982.

> *la légitimité du projet national (...) apparaît indissociablement liée à un calcul particulièrement boutiquier et électoraliste.*
>
> *Cet emprisonnement du mouvement national (...) caractérise l'ensemble de la période comprise entre la prise du pouvoir et le référendum. (...) Ainsi, pendant toute cette phase, le mouvement national apparaît comme un groupe de pression, inféodé aux fluctuations tactiques gouvernementale*[254]*...*

Une telle évolution s'accompagne de caractéristiques intrinsèques à la dynamique des MS quant à leur rapport à la question nationale. Si l'on tente de comprendre les enjeux en lisant les auteurs ayant examiné de plus près la vie interne des mouvements, on constate que l'évolution des réalités en leur sein est telle qu'elle engendre des difficultés grandissantes s'agissant de développer une intervention autonome sur ce terrain. Les obstacles contribuant à rendre celui-ci de plus en plus miné sont d'au moins deux ordres. D'abord, la polarisation partisane des débats sur l'option constitutionnelle atteint des proportions pour le moins exigeantes. La progression de l'influence péquiste dans les instances des organisations est certes notoire, mais également concurrencée par d'autres projets partisans eux aussi en plein essor à cette période (notamment ceux liés à l'extrême-gauche, alors nombreux). Sauf à la FTQ où la prévalence des sensibilités péquistes atteint des proportions remarquables (79% des délégués au congrès de 1975 se déclarant d'allégeance péquiste[255]), les instances des organisations syndicales et populaires sont traversées par des courants politiques – d'importance numérique inégale – systématiquement campés (pour ne pas dire crispés) dans les débats sur l'option constitutionnelle. Ralph P. Guntzel tente d'en rendre compte ainsi : « *À la droite des socialistes se trouvent des sociaux démocrates souverainistes qui s'opposent catégoriquement à toute liaison entre souveraineté et socialisme, tandis qu'à gauche la faction marxiste-léniniste de plus en plus puissante rejette l'indépendantisme*[256] ». Le plus souvent, ces courants sont placés en situation de confrontation aiguë dès que la question nationale est abordée.

Toutefois, cette forte polarisation sur la question nationale propre aux mouvements sociaux, qui entrave significativement le développement d'une intervention commune, n'est peut-être pas l'obstacle le plus important. À partir de 1975, une inclination plus pressante se manifeste dans les mouvements à l'effet de se recentrer davantage sur les enjeux à caractère économique ou social non seulement sous l'effet de l'hégémonisation du terrain national par la direction du Parti québécois, mais également sous l'effet de pressions intrinsèques. Deux types de ressorts alimentent

[254] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 189.
[255] *Ibid.*, p. 157.
[256] Ralph P. Guntzel, « Pour un pays à la mesure des aspirations des travailleurs québécois : l'aile socialiste du mouvement syndical québécois et l'indépendantisme (1972-1982), dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e^ au XXI^e^ siècle*, *op. cit.*, p. 159.

cette inclination. L'un, plus conservateur, invitant les directions syndicales à opter pour des préoccupations traditionnelles (c'est-à-dire intimement liées aux conditions de travail immédiates des membres); c'est ce que certains auteurs rattachent à la lignée du syndicalisme américain inaugurée par Samuel Gompers. « *En raison de la faiblesse des traditions politiques autonomes au sein du mouvement ouvrier,* écrivent Cyr et Roy, *le poids de l'idéologie gompériste et ses pratiques (...) semblent beaucoup plus ancrés qu'on serait porté à le croire sur la base d'une lecture trop rapide du discours syndical*[257]. » Les grandes mobilisations syndicales entre 1975 et 1979 sont ramenées assez systématiquement sur le premier front (les droits syndicaux, les salaires, l'inflation...) et délaissent le terrain identitaire ou national au nouvel acteur (auto)désigné pour le prendre en charge, le Parti québécois. L'autre, plus radical, cherche à établir la supériorité des luttes relevant manifestement de l'affrontement entre classes sociales, donc économiques (aux dépens de thématiques dépeintes comme plus divisives ou aux finalités ambiguës). Il correspond à la mouvance marxiste-léniniste, qui a systématiquement cherché à amoindrir la valeur des enjeux constitutionnels et contribué à instaurer une séparation artificielle entre luttes sociales et aspirations nationales.

Considérant les éléments évoqués au paragraphe précédent, il semble que se soit installé dans les rangs syndicaux, à partir de 1975 environ, un retard significatif au chapitre de l'articulation d'une pensée originale et féconde sur la question nationale, l'initiative au plan analytique ayant été peu à peu abandonnée à d'autres acteurs. La vice-présidente de la CSN Francine Lalonde, décrivant en 1978 l'état de la réflexion de sa centrale, jette une lumière révélatrice du faible niveau de préparation de l'intervention syndicale : « *... il reste en jeu la fameuse question nationale. Où sont les intérêts des travailleurs organisés – c'est ce que le comité d'orientation et le congrès devraient commencer à définir*. » Nous lisons bien : commencer à définir (en 1978...). Pour sa part, l'analyse publiée par Yvon Charbonneau, président de la CEQ, un an après la victoire électorale du Parti québécois est encore plus explicite quant à l'ampleur du travail qu'il reste à faire dans les organisations syndicales :

> *... le mouvement syndical québécois doit, et au plus tôt, s'approprier le débat sur la question nationale du Québec, et le conduire en ses propres termes et selon les intérêts véritables de la majorité populaire du Québec. Jusqu'à ce jour, nos militants et nos adhérents se sont associés à un projet politique et ont été associés plus ou moins consciemment à une démarche politique dont les termes de référence leur sont venus de l'extérieur, i.e. des couches modernistes de l'appareil d'État (...). Nous ne pouvons plus continuer à parler de nos affaires dans le langage d'une autre classe – tout comme nous refusons d'en parler dans une langue étrangère...*

[257] François Cyr et Rémi Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ, op. cit.*, p. 191.

> *Le mouvement syndical doit donc faire sien ce débat fondamental : il appartient aux travailleurs de définir comment ils voient l'avenir de notre collectivité; et leurs organisations syndicales se doivent de leur en fournir l'instrument et l'occasion*[258].

La difficulté évoquée ici – à articuler une pensée autonome, propre à un mouvement social donné – ne distingue pas le mouvement syndical des autres mouvements sociaux. La recension des écrits nous a montré que le mouvement des femmes n'était guère placé dans une posture plus avantageuse à cet égard. Dans le secteur populaire-communautaire, alors en plein essor, l'intérêt pour la question nationale est certes présent, mais ne se matérialise pas dans les positions des organismes de base (qui mènent des luttes courageuses autour de préoccupations immédiates : garderies, aménagement urbain, logement, santé, alimentation...); l'intérêt s'exprime plutôt via les organisations politiques, ou encore par le biais d'autres instances de politisation (comme le Centre de formation populaire, qui anime la réflexion politique dans ce mouvement et au-delà). À la façon dont Louis Favreau dépeint le contexte dans lequel le communautaire s'approprie cet enjeu, il semble que ce mouvement social connaisse à ce chapitre des tensions très semblables à celles que vit une grande partie du mouvement syndical au même moment :

> *Personne n'est ou ne peut être indifférent. Les groupes populaires et communautaires sont, comme tout le monde, concernés, un peu, beaucoup, passionnément, c'est selon... Ils le sont néanmoins de façon spécifique : des positions tranchées et très différenciées vont se faire valoir dans la mouvance nationaliste elle-même, parfois dans un climat fort tendu. Trois positions vont se disputer la faveur des membres et sympathisants des groupes communautaires et populaires : la position du PQ (souveraineté-association et oui au référendum), celle du courant marxiste-léniniste (contre l'indépendance, pour le droit à l'auto-détermination du Québec, non au référendum), et finalement celle du Centre de formation populaire devenu conjoncturellement pôle de référence (indépendance politique du Québec en fonction des classes populaires, oui critique au référendum)*[259].

En définitive, la recension des écrits montre qu'à la fin des années 1970, la table est mise pour une entrée pénible et déphasée des trois mouvements sociaux dans le grand rendez-vous référendaire qui s'annonce. Notre propre thèse cherche à savoir, d'abord, si les conditions éventuelles de réapparition d'un espace d'intervention sur ce terrain seront réunies à nouveau pour les MS après les années 1980; ensuite si – le cas échéant – cette nouvelle ouverture aurait pu participer du développement des capacités d'intervention de ceux-ci sur la scène politique à la fin du vingtième siècle.

[258] Yvon Charbonneau, « Le mouvement syndical québécois doit se situer face à la question nationale », *Politique aujourd'hui*, n^{os} 7-8, 1978, p. 146.
[259] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours*, *op. cit.*, p. 33.

3.4. Rapports multi-mouvements

La tradition syndicale consistant à organiser des campagnes d'opinion ou des luttes dont l'objet dépasse largement les intérêts des membres dans leur milieu spécifique de travail est présente tout au long du 20e siècle, comme le montrent plusieurs des publications sur le syndicalisme québécois. Très tôt, les syndicats mènent des batailles autour de thèmes rejoignant directement les secteurs populaires dans leur ensemble, comme l'étatisation du transport urbain[260] ou l'accès à une éducation publique de qualité[261]. Jusqu'aux années 1960 au moins, le mouvement ouvrier tend à être l'enveloppe et la structure générale au sein desquelles des combats sur une grande variété d'enjeux peuvent prendre forme et être menés. Cette réalité peut s'expliquer par le dynamisme relatif du mouvement, mais aussi parce que les autres MS sont soit en voie de structuration (ex. : mouvement des femmes, mouvement étudiant...), soit n'existent pas encore (mouvement populaire-communautaire, mouvement écologiste, etc.).

Les rapports multi-mouvements ont fait l'objet de très peu d'attention en sciences sociales jusqu'à ces dernières décennies. Non seulement le mouvement syndical tend-il naturellement à être le creuset d'une diversité de luttes, mais son poids sociopolitique relatif – comparativement à d'autres types d'organisations – en fait un leader naturel d'une multitude de campagnes. Les expériences de travail en coalition sur une base plus horizontale et plurielle sont encore limitées jusqu'aux années 1970, le modèle des grandes coalitions d'organismes de divers MS étant encore peu éprouvé. Cependant, les conseils régionaux ont été historiquement au cœur de ces batailles sur des enjeux populaires, facilitant la coordination d'acteurs sociaux qui partageaient des préoccupations similaires et désiraient travailler en solidarité à l'échelle régionale[262]. À Montréal, le Conseil central de la CSN est rapidement devenu l'archétype de cette complicité entre les éléments mobilisés des divers MS présents dans la région[263]. Au fur et à mesure que les besoins nouveaux (en termes d'organisation) se précisaient, les syndicats ont soutenu progressivement l'apparition d'organismes populaires ou de comités de citoyens, et les ont souvent appuyés financièrement. La perspective du deuxième front lancée par la CSN en 1968 – visant à amener le syndicalisme nettement au-delà de sa sphère d'intervention (la convention collective, ou premier front) – participait d'ailleurs d'une telle sensibilité, qui livrera ses principaux fruits au début des années 1970. La centrale invite ses membres à intervenir sur une base citoyenne, à l'échelle locale, sur des terrains aussi variés que le

[260] Jonathan Lessard, « Le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) et la question de la municipalisation du tramway de 1900 à 1930 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 30, no 2, automne 2004, p. 23-38.
[261] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, *op. cit.,* p. 111-135.
[262] Diane Raymond, « Les conseils régionaux de la FTQ : des pôles de solidarité dans toutes les régions », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, *op. cit.*, p. 139-143.
[263] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours*, *op. cit.*, p. 159.

logement, la santé, l'alimentation et la hausse des prix; elle appuie très activement la mise sur pied de comités populaires locaux d'action sur ces enjeux.

Peu à peu durant les décennies 1970 et 1980, les conseils régionaux ont été le pivot d'un rapprochement permanent des syndicats et des autres organisations des MS à l'occasion de la préparation périodique des activités de la Journée internationale des femmes (8 mars) et de la Fête des travailleurs (1er mai). Sur une base ponctuelle et dans des contextes particuliers, le travail multi-mouvements a pu prendre aussi des dimensions encore plus significatives, comme lors de la lutte contre certains projets de lois linguistiques (*bill 63, bill 22*) ou encore lors de la grande tentative de riposte contre les mesures anti-inflationnistes du gouvernement Trudeau en 1976. L'hégémonie de l'acteur syndical dans la dynamique générale des rapports multi-mouvements[264] semble aller de soi jusqu'aux années 1980, si ce n'est davantage. Les autres formes ou modalités des rapports multi-mouvements (que celles énumérées ici) n'ont à peu près pas été traitées dans le corpus de publications sur le sujet; on pense ici par exemple à la fertilisation croisée entre mouvements sociaux. Ces formes ou modalités, ainsi que les évolutions des rapports entre MS à partir des années 1980, feront l'objet d'une importante attention dans cette thèse.

3.5. Le choc des années 1980 et ses suites : quelle interprétation retenir?

Il y a un consensus chez les auteurs recensés à l'effet que l'entrée dans la décennie 1980 constitue pour les MS étudiés un passage extrêmement difficile, pour ne pas dire traumatisant. Comme ailleurs sur la planète, le mouvement syndical québécois entre dans une période de reflux de son pouvoir et de réalignement programmatique; la montée en force de ce qu'on a appelé le néolibéralisme ainsi que la sévère crise économique mondiale au tournant des années 1980 déstabilisent durement ce mouvement. De nombreux auteurs ont analysé la nature et les formes de ce basculement du pouvoir de la gauche en Occident et ailleurs; Serge Denis par exemple diagnostique un épuisement progressif de la social-démocratie et de ses instruments politiques[265]. Dans leur livre *La gauche et la droite*, Noël et Thérien analysent et décrivent la fin de cet « *âge de l'universalité* [qui] *fut l'âge d'or de la gauche*[266] », fin qu'ils situent précisément en 1980. Pascal Delwitt pour sa part établit qu'on assiste au début des années 1980 à une véritable retraite

[264] Incidemment, cette hégémonie n'a pas été problématisée dans la production académique sur les MS québécois et son évolution subséquente n'a pas suscité un très grand intérêt en sciences sociales.
[265] Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003.
[266] Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 192.

idéologique de la social-démocratie européenne et que les piliers de cette dernière sont gravement attaqués[267].

À gauche, le phénomène de retraite idéologique frappe plus largement que la seule social-démocratie. Ainsi, le début des années 1980 est également marqué par une forme de crise du marxisme, qui gagne certaines couches intellectuelles des sociétés occidentales. En outre, les animateurs de certains courants radicaux, ainsi que leurs outils d'analyse, connaissent eux aussi un reflux de leur influence; la validité de plusieurs pans ou courants de la pensée marxiste est gravement érodée. La parution en 1985 du livre phare d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*[268], est révélatrice de cette ère de profondes remises en cause intellectuelles; ils s'attachent à identifier les déterminants de cette crise du marxisme « orthodoxe » et à montrer les impasses auxquelles il a conduit une partie de la gauche et certains secteurs des MS.

Le Québec n'échappe pas à ces dynamiques qui s'imposent partout dans le monde capitaliste; s'y ajoute dans son cas une équation supplémentaire, la délicate question nationale, elle aussi lourde d'écueils. Pour dépeindre en quelques mots l'entrée du Québec dans cette ère éprouvante, caractérisée par une résurgence significative des forces hostiles à la gauche québécoise, Louis Favreau écrit, dès 1980 :

> *... non seulement nous avons subi des échecs importants sur le plan social (...) mais le référendum, qui aurait pu signifier un affaiblissement de la bourgeoisie canadienne et de l'État fédéral, est venu plutôt consacrer son renforcement. Le PQ est perdant dans cette bataille mais les forces populaires à gauche du PQ le sont aussi : la crise politique au Canada est résorbée, entendons par là celle que le mouvement de revendications sociales et nationales du début des années 1970 au Québec avait provoquée. (...) De leur côté, les forces populaires à gauche du PQ sont acculées à court terme à des positions défensives : éviter le pire*[269]*...*

Dès lors, quelle interprétation faire de l'action politique des MS des décennies 1980 et 1990? Un récit prédominant dans notre recension des écrits insiste globalement sur le ressac vécu dans ces mouvements et propose un portrait assez sombre de leurs capacités d'action politique; il y a une propension à considérer les années 1980 – et même 1990 parfois – comme une période décevante, comparativement à celle qui l'a précédée. En effet, un certain nombre d'auteurs, se penchant sur

[267] Pascal Delwit, « La social-démocratie en Europe : un avenir en questions », dans *Où va la social-démocratie européenne? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 7-17.
[268] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 2001 [1985].
[269] Louis Favreau, « Quelques pistes pour la gauche dans la conjoncture post-référendaire », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 135-136.

les années 1980, ont tendance à considérer la période allant du milieu des années 1960 jusqu'au 20 mai 1980 comme un âge d'or de l'action politique de gauche. Ladite période fut effectivement effervescente, marquée par un nombre impressionnant de grèves et de luttes sociales, un certain radicalisme, ainsi que par des moments d'affrontement d'une rare intensité. En particulier, la combativité affichée durant la période 1965-1980 par un bon nombre de syndicats et groupes populaires ainsi que le climat régnant dans les nombreuses organisations associées à la gauche sociale ou politique finissaient par donner à plusieurs militants et militantes l'impression qu'allait bientôt être atteint un point tournant du genre à faire basculer l'ordre des choses. Certains ont conçu l'accession à la souveraineté comme ce point de bascule; d'autres raisonnaient davantage en termes de « luttes de classes » et de désagrégation du pouvoir de « la bourgeoisie ». Usons ici d'une métaphore, appelons cette quinzaine d'années les Quinze Glorieuses. L'esprit bouillonnant qui anime celles-ci disparaît durant les 36 mois débutant avec le référendum de mai 1980. Ces 36 mois eurent presque l'effet d'une douche froide, car à l'échec référendaire s'ajoutait la récession mondiale du début des années 1980, la « nuit des longs couteaux » et le rapatriement constitutionnel, puis la dissolution des organisations m-l et l'échec patent du front commun syndical du secteur public. Chez les travailleurs et dans leurs syndicats, des reculs indéniables sont enregistrés au titre du niveau de vie, des droits syndicaux et des possibilités concrètes d'organisation politique. Des auteurs ont parlé des décennies 1980 et 1990 comme étant des années de plomb, et nommaient cette ère le grand recul, la traversée du désert[270], le grand basculement[271], le grand reflux[272], ou encore « *l'ère de la dispersion, (...) de l'épuisement* [et] *du tarissement du débat politique*[273] ». Ces formules dures servent en outre à camper l'action politique progressiste inaugurée par la décennie 1980 sur la foi d'une comparaison avec les 15 années de la période 1965-1980, élevée au rang de paradis perdu de la combativité populaire et des luttes sociales. Selon ces auteurs, le mouvement syndical, certes sur la ligne de front et subissant de plein fouet l'offensive néolibérale, ne serait pas la seule victime; les autres mouvements sociaux, de façon générale, connaîtraient une situation assez similaire. Ainsi, s'agissant du communautaire, Éric Shragge est parmi ceux déplorant son évolution après les belles années 1970, au point où il se demande s'il s'agit bel et bien d'un mouvement social. Il écrit : « *Les années 1980 et 1990 ont vu naître un secteur communautaire qui tendait à devenir des services soumis à des contrôles (...) plutôt que d'être un réel mouvement (...). Il était devenu pour moi une simple excroissance de l'État, (...)*

[270] Pierre Beaudet, *On a raison de se révolter*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 242.
[271] Pierre Mouterde (citant Michel Beaud) dans « Sur quelques interrogations de Pierre Dubuc et Marc Laviolette : ne pas confondre les moyens et la fin », juin 2013, http://www.pressegauche.org/spip.php?article14392.
[272] Jacques Pelletier, « 2005 : naissance d'une véritable alternative politique, à gauche? », *Possibles*, vol. 29, n° 1, hiver 2005, p. 129-147.
[273] Charles Gagnon, *La crise de l'humanisme*, Montréal, Lux, 2011, p. 191.

privé de toute autonomie ou de vision du changement social. (...) J'avais vu l'organisation communautaire passer d'une adolescence pleine de colère, d'espoir et d'énergie, à un âge adulte qui voulait dire se soumettre et (...) jouer un rôle responsable au sein de l'ordre social[274] ». Bien qu'étant très critique au sujet de cette tendance à la « déploration[275] » eu égard à la vigueur des MS des années 1980, Louis Favreau écrit tout de même à propos du mouvement communautaire de cette décennie : « *le projet de société et la volonté politique présente dans le mouvement sont en perte de vitesse parce que la gauche ne l'alimente plus comme elle l'a déjà fait* [276]». S'agissant du mouvement des femmes et du féminisme, on verra aussi parfois ce type de lecture de la décennie 1980 mettant l'accent sur leur dépolitisation, donc sur une forme d'érosion de leur substance. On retrouve cela en partie chez Diane Lamoureux :

> *Les années quatre-vingts seront, pour leur part, assez paradoxales. On constate d'une part la prolifération des groupes de femmes et d'autre part l'éclipse politique du féminisme (...).*
>
> *... le féminisme lui-même était en crise de croissance du fait (...) des résultats plutôt mitigés des actions entreprises en son nom. Enfin, plusieurs féministes allaient se trouver happées par les institutions (...), ce qui allait à la fois augmenter leur influence à court terme et saper leur possibilité d'intervention à long terme. Cette relative disparition du féminisme ne s'accompagne cependant pas d'une disparition du mouvement des femmes*[277]*...*

Il existe une autre déclinaison de cette trame narrative sévère à propos des années 1980 : celle consistant à les décrire comme celles suivant le rendez-vous manqué, l'occasion en or qu'on aura ratée et qu'on ne reverra plus jamais. Ce thème est au centre du documentaire *La liberté en colère*, qui amène quatre acteurs politiques identifiés à la gauche québécoise – Charles Gagnon, Pierre Vallières, Francis Simard et Robert Comeau – à faire ensemble le bilan de cette période et à évaluer ce qu'il reste comme perspectives, de nos jours, pour cette gauche. À propos de ce que nous appelons ici les Quinze Glorieuses, Vallières dit : « *Pour une partie de notre génération, il était encore possible de penser changer le monde radicalement, et agir en conséquence. Pour nous, ce n'était pas impensable, la révolution*[278] ». Une grande partie du film gravite autour d'un triste bilan de ce qu'est devenu le Québec du changement social. Charles Gagnon est probablement celui qui tient les propos les plus pessimistes au sujet d'une potentielle renaissance de mouvements de gauche. Sa lecture du moment présent (1993) est amère et laisse peu de doutes sur l'éventail des possibles :

---

[274] Éric Shragge, *Action communautaire : dérives et possibles*, Montréal, Écosociété, 2006, p. 44.
[275] Terme utilisé par Pierre Cornède : « La nostalgie de l'âge d'or », *Éducation et management*, n° 24, janvier 2003, p. 61.
[276] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours*, *op. cit.*, p. 5.
[277] Diane Lamoureux, « Nos luttes ont changé nos vies », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 705-706.
[278] Pierre Vallières s'exprimant dans le film de Jean-Daniel Lafond, *La liberté en colère*, Montréal, ONF, 1994.

> *On peut rêver de changements majeurs, profonds et tout ça, mais* [si on fait ça] *je pense qu'on rêve à la lumière de nos perceptions de la réalité (...). C'est beau de s'asseoir dans le salon pis de dire qu'il nous faut un parti comme ça, pis qu'il faut que le monde soit mobilisé pis regroupé, mais... Ça veut dire quoi concrètement dans l'action politique, dans les enjeux, pis dans les rapports de force?* [Aujourd'hui,] *il n'y en a pas de rapport de force où le peuple québécois est présent. Il y a des partis politiques. Si il n'y a pas autre chose, ça veut dire quoi ça? (...) Moi je marche avec des forces, je ne marche pas avec des vœux. Tout est fragmenté dans la gauche, dans le mouvement progressiste. Et personne n'en veut plus, c'est dépassé, c'est de la vieille politique, c'est bureaucratique (...). Mais moi je ne sais pas comment faire de la politique autrement qu'avec une organisation politique. Quand il s'agit de prendre le pouvoir politique, je ne sais pas comment on peut le faire si on n'a pas ça. Et au Québec, comme dans bien des pays, depuis 15 ans, on a mis ça de côté pis on a dit* "Salut. C'est pus bon." *Alors c'est quoi l'alternative? C'est chacun se débat dans son coin avec son problème. Et ça file, ça file*[279].

On entend aussi ce récit de la dégradation à propos de la date fatidique du 20 mai 1980 et des conséquences qu'elle a entraînées. Ce récit dépeint la montée nationaliste des années 1970 comme une chance inouïe que le peuple québécois aurait dû saisir, mais qu'il n'a pas su voir alors qu'il l'avait sous les yeux. Parfois, notamment dans les films du cinéaste Denys Arcand, cette analyse s'accompagne d'un jugement sévère à l'égard de la population du Québec, qui aurait mal voté, d'une part parce qu'elle a été victime de la manipulation fédéraliste[280], d'autre part parce qu'elle se vautre peu à peu dans la société de consommation et dans une éthique individualiste du repli sur soi doublée de la disparition de tout projet de transformation de la société[281].

En définitive, une partie de la recension des écrits invite à dépeindre en bloc les MS des années 1980 comme étant frileux, sur la défensive, voire carrément accommodants avec les institutions en place (mais ce portrait ne fait pas l'unanimité, tant s'en faut, dans la production académique disponible). La tentation de mesurer à l'étalon or des Quinze Glorieuses l'action des MS propre aux années 1980 et à une partie des années 1990 est réelle, mais est-ce le bon baromètre? En établissant un pareil étalon or, ce qui arrive à partir de 1980 ne peut être que fade. Moins de victoires, moins de grèves, moins de luttes exemplaires, moins de radicalité, moins de potentiel de transformation sociale. On est dans la soustraction, la perte. Le regard de l'observateur traduit une attente inassouvie, il espère la fin du déficit de combativité, il languit de voir enfin advenir le retour de l'âge d'or des luttes. Puisque ce retour n'advient pas – ou pas dans les termes espérés –, toute lecture de la situation sociopolitique des années 1980 et 1990 risque dès lors d'être désenchantée,

[279] Charles Gagnon, s'exprimant dans *La liberté en colère*.
[280] Denys Arcand, *Le confort et l'indifférence*, Montréal, ONF, 1981.
[281] Denys Arcand, *Le déclin de l'empire américain*, Montréal, Boréal, 1986.

voire morose. Une indication de l'attitude à adopter à propos des Quinze Glorieuses nous est peut-être offerte par Jean-Marc Piotte qui recommandait dès 1987 aux militants et militantes de sa génération : « *Nous devons faire le deuil de cette période : elle est définitivement révolue; nous n'aurons jamais plus 20 ans*[282]». En s'appuyant quelque peu sur ce qu'écrit Piotte, et en extrapolant, on peut ajouter qu'il appartient aussi à la recherche sur la gauche sociale québécoise de se libérer du poids de cette comparaison avec l'ère mythique et révolue des « années 1968[283] ». À l'usage, ce réflexe de comparaison avec les Quinze Glorieuses peut avoir quelque chose de paralysant : il devient difficile d'examiner les années 1980 et 1990 de façon méticuleuse ou équilibrée. Par-delà les fragilités indéniables des mouvements et les défis auxquels ils doivent indubitablement faire face, existe-t-il des potentialités en devenir? Des expérimentations nouvelles et fécondes? En somme, est-il possible de revisiter l'action politique des années 1980 et 1990 malgré les lectures pessimistes ou empreintes de nostalgie généralement proposées? L'interprétation voulant que cette action soit atrophiée rend-elle justice aux expressions de la politisation des MS pendant ces décennies? Nous croyons que la complexité et la richesse des phénomènes mouvementistes des années 1980 et 1990 n'ont pas encore été suffisamment explorées par la recherche en sciences sociales et qu'il est nécessaire d'y regarder de plus près avant de poser un diagnostic trop négatif.

3.6. Enjeux de recherche inhérents à une lecture hachurée de l'histoire des MS québécois

Le récit de la déploration a peut-être aussi favorisé indirectement une essentialisation, plus ou moins symétrique, du renouveau de l'action contestataire au début du 21e siècle : à la prétendue noirceur des années 1980 et 1990, on en serait venu à opposer le grand rayonnement des mouvements des années 2000.

Parmi les études publiées plus récemment sur les mouvements sociaux et l'action militante, signalons une certaine tentation à considérer les phénomènes et mutations survenant au 21e siècle comme séparés des évolutions intervenues à l'échelle des MS durant les décennies précédentes. Ces études[284] insistent sur un renouveau de l'action des MS, dont l'inauguration remonte (le plus souvent) aux manifestations tenues en marge du Sommet des Amériques en avril 2001[285]. Ce grand

[282] Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB, 1987, p. 126.
[283] Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. Les années 1968 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008.
[284] Pensons notamment à : Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements; idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008; Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte, *Au bout de l'impasse à gauche; récits de vie militante et perspectives d'avenir*, Montréal, Lux, 2007; Francis Dupuis-Déri, *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009.
[285] Cependant, les récits portant davantage sur la dimension altermondialiste du phénomène insisteront, pour leur part, sur l'Opération SalAMI en 1998 comme point de départ de ce renouveau...

rendez-vous des mouvements sociaux devient en quelque sorte un moment fondateur, ou plus exactement l'acte de naissance de la refondation de l'action mouvementiste. Ce corpus tend à suggérer que la résurgence de l'activité mouvementiste au début du millénaire – indéniable, entendons-nous bien – consiste ni plus ni moins en l'éclosion d'un militantisme nouveau, rompant franchement avec les caractéristiques de celui des décennies précédentes. Décennies présentant d'ailleurs un visage ingrat et recelant, eu égard à l'action mouvementiste, une nature décourageante – voire honteuse –, à laquelle il faudrait tourner le dos. La durée de l'ère honnie peut varier d'un auteur à l'autre. Pour Diane Lamoureux, elle va de « *la deuxième moitié des années 1970 jusqu'à la fin du XX*[e] *siècle* »[286], alors que Francis Dupuis-Déri, pour sa part, pointe du doigt les « *mornes années 1980 et* [celles] *du début des années 1990*[287] *»*. Toujours est-il que l'arrivée du troisième millénaire inaugure une ère nouvelle, non seulement plus lumineuse, mais surtout foncièrement détachée de l'ère précédente, puisque procédant de l'éclosion du neuf.

Cette lecture hachurée de l'histoire va parfois encore plus loin, en postulant que la résurgence propre au 21[e] siècle induit ou génère elle-même une nouvelle culture politique, qui n'était peut-être pas préalablement en formation (ni même en gestation) dans les années 1980 et 1990. Dans un ouvrage publié en 2007, posant un regard depuis l'extrémité de la période couverte par la présente thèse, Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte constatent une renaissance de la gauche après plusieurs décennies de turpitudes, renaissance qui devrait si tout se passe bien être subséquemment accompagnée d'un renouvellement des valeurs et du sens de l'action de ladite gauche. Voilà qu'est pressentie la résurrection prochaine de cette tendance politique jusque-là engourdie :

> *... cette vaste et influente mouvance se cherche aujourd'hui, (...) elle se cherche comme elle l'a encore que rarement fait jusqu'ici. Sous l'impact des nombreux et profonds changements survenus ces dernières décennies, (...) la gauche est donc appelée à repenser ses valeurs (...) ainsi que le sens et l'orientation de son action. Nous voici (...) à ce crépuscule où la chouette prend son envol* [288]*...*

Entre les deux moments (soit la fin abrupte de l'ère glorieuse et la résurgence mouvementiste du 21[e] siècle), qu'y a-t-il, sinon une espèce de boîte noire, c'est-à-dire un impensé de l'évolution du rapport des forces progressistes à l'action politique? Piotte et Baillargeon postulent une renaissance, à l'aube du 21[e] siècle, de l'action politique de gauche sans chercher à évaluer minutieusement si ce processus de renouvellement ou de réanimation n'est pas déjà entamé depuis 20 ans, voire davantage. Nous proposons plutôt que cet effort consistant à « *repenser* [les] *valeurs et l'orientation de* [l'] *action* » a **déjà** eu lieu dans une large mesure au moment où les deux auteurs

[286] Diane Lamoureux, « Québec 2001 : un tournant pourles mouvements sociaux québécois? », dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements*, *op. cit*., p. 11.
[287] Francis Dupuis-Déri, *Québec en mouvements*, Montréal, Lux, 2008, p. 249.
[288] Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte, *Au bout de l'impasse à gauche, op. cit.,* p. 8.

écrivent cette introduction au livre qu'ils codirigent, et qu'il a eu lieu (plus que n'importe où) au sein des mouvements sociaux. C'est cet impensé relatif à la culture politique mouvementiste des années 1980 et 1990 – vraisemblablement à l'origine d'une évaluation injuste du moment présent de la gauche en 2007 – auquel nous voulons nous attaquer.

Nous postulons donc qu'il est possible de retrouver un lien de continuité entre les processus de (re)politisation des MS durant le dernier cinquième du 20e siècle et les résurgences de l'action mouvementiste au 21e siècle. Et que l'identification d'un tel lien de continuité permet de mieux éclairer la nature et la richesse de la résurgence de cette action des années 2000. Ce retour sur les racines historiques de phénomènes récents devrait permettre également de mieux décrire le positionnement contemporain des mouvements sociaux à l'égard de l'action partisane (ex. : de quelle manière doit-on caractériser l'évolution du rapport des MS au Parti québécois durant les dernières décennies?) et de mieux situer l'émergence de nouveaux acteurs sur ce terrain.

En outre, notre recension des écrits nous a permis de constater les limites de certaines explications du phénomène Québec solidaire. Au moins trois d'entre elles nous semblent insatisfaisantes ou incomplètes. Une première, mentionnée par Francis Dupuis-Déri, soutient qu' « *au Québec, le parti Québec solidaire* [est] *issu de la mouvance altermondialiste*[289] ». Sans nier la plausibilité d'une certaine forme de proximité entre le mouvement altermondialiste et l'émergence progressive de Québec solidaire (deux phénomènes concomitants, qui en effet peuvent s'alimenter mutuellement entre 2000 et 2007), c'est peut-être là exagérer le lien de paternité entre altermondialisme et QS. Avant de poser un diagnostic trop précis à cet égard, il est vraisemblablement opportun d'étudier avec attention l'articulation qui aurait pu s'établir entre l'action politique des autres mouvements sociaux et l'émergence de QS; est-ce que l'étude de cette action des MS plus anciens que l'altermondialisme peut nous amener à jauger, dans leur cas précis, la hauteur de leur responsabilité dans la naissance de Québec solidaire? Nous estimons que oui. Deux autres explications alimentent fortement les récits disponibles à l'égard de QS : la thèse groupusculaire et la thèse biographique. La première insiste sur le rôle joué par de petites formations de la gauche radicale – comme le PDS, le RAP, l'UFP et le Parti communiste – dans la naissance de QS. Ce type de généalogie[290], en misant énormément sur la variable « petits groupes politiques », a malheureusement tendance à oblitérer la dimension relative à l'action politique des mouvements sociaux. Se pourrait-il que l'évolution de leur rapport à l'action politique durant les décennies 1980

[289] Francis Dupuis-Déri, *L'altermondialisme*, *op. cit.*, p. 114.
[290] Voir par exemple : Josiane Lavallée, « Les partis à la gauche du PQ depuis 10 ans », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 3, printemps 2005, p. 249-255; Josiane Lavallée, « Du parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire : 1995-2010 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, automne 2010, p. 202-214; « Québec solidaire », Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Qu%C3%A9bec_solidaire (page consultée le 2 juillet 2014).

et 1990 soit sinon déterminante, du moins significative, eu égard à la naissance de Québec solidaire? Pour sa part, la thèse biographique insiste sur les qualités personnelles d'une poignée de leaders notoires ayant su attirer à eux des centaines de sympathisants; l'existence de QS serait finalement attribuable à l'envergure de ses leaders plus charismatiques, comme Françoise David ou Amir Khadir. Ces personnalités auraient à toutes fins utiles créé Québec solidaire; ou à tout le moins, le parti n'existerait pas sans l'initiative et l'aura personnelles de ces individus. (Précisons cependant que ce type d'explication est plus fréquemment observable dans les milieux journalistiques ou militants que dans les publications en sciences sociales. Dans certains médias[291], on dira par exemple que QS a été fondé par Amir Khadir et Françoise David...) En définitive, ces trois pistes minimisent la fonction politique des mouvements sociaux les plus anciens, comme le mouvement syndical, le mouvement des femmes et le mouvement communautaire. Outre les travaux de Pascale Dufour[292], il n'existe pas d'explication du phénomène QS procédant d'une étude systématique de l'évolution du rapport des MS à l'action politique. Ainsi, notre thèse se propose notamment de combler cette lacune.

Pour conclure, le champ de l'étude de l'action politique des MS québécois depuis le début des années 1980 gagnerait certainement à être réinvesti, à tout le moins en ce qui a trait aux trois dimensions examinées ici : le rapport à la forme parti, la question nationale et les relations entre les mouvements sociaux. En s'insérant dans le cadre théorique que nous avons délimité aux chapitres précédents, une relecture des décennies 1980 et 1990, conçues comme une phase privilégiée de redéfinition de cette action politique, serait vraisemblablement à même de rendre compte de la complexité et de la richesse de l'évolution des processus de politisation des MS à la fin du vingtième siècle – et d'envisager leur part de responsabilité dans la renaissance de l'action politique mouvementiste du 21e siècle.

[291] Reine Côté, « Québec solidaire désormais représenté dans Groulx », *Nord info*, 15 mars 2013. http://www.nordinfo.com/Actualites/2013-03-15/article-3200679/Quebec-solidaire-desormais-represente-dans-Groulx/1.

[292] Pascale Dufour, « From Protest to Partisan Politics: When and How Collective Actors Cross the Line. Sociological Perspective on Québec solidaire », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 34, no 1, 2009, p. 53-78.

Chapitre 4

Évolution des rapports entre mouvements sociaux

Dans les chapitres précédents, nous avons mis en lumière la nécessité pour la recherche sur les mouvements sociaux québécois de réaliser un portrait neuf, exempt de déploration, de l'évolution de leur action politique, à partir d'une étude exhaustive du développement de ce que nous avons appelé leur culture politique. Comme d'autres spécialistes des MS, nous posons que cette culture politique mouvementiste se construit et s'articule notamment dans le cadre des rapports que chaque mouvement entretient avec la gauche au sens large ainsi qu'avec l'environnement sociopolitique : il peut s'agir de courants politiques, d'organisations politiques, de conjonctures particulières (élections, référendums...) ou encore, tout simplement, des autres MS.

Quels sont les mécanismes ou processus à la base de l'évolution des rapports entre mouvements durant la période 1980-2009 et en quoi ces mécanismes ou processus participent-ils du développement de la culture politique des mouvements sociaux? C'est ce que nous tenterons de mettre au jour dans le présent chapitre. Au cœur du développement de cette culture politique se trouvent – comme plusieurs auteurs l'ont déjà établi – les processus d'influence d'un MS par un autre; nous montrerons pour notre part que des phénomènes de mise en commun, de concertation ou de fertilisation croisée entre MS participent non seulement de la politisation des mouvements, mais aussi d'une certaine forme de développement de leur rapport à l'action politique. Plus spécifiquement, l'examen minutieux de ces processus ayant cours dans les trois MS retenus permettra de nous prononcer sur la validité de nos hypothèses relatives :

• au rôle spécifique joué par le mouvement des femmes dans le renouvellement de la culture politique des MS et dans l'évolution de leur rapport à l'action politique;

• au déplacement du centre de gravité des efforts en termes d'action politique de gauche et au bouleversement concomitant de la hiérarchie des mouvements sociaux;

• au rôle d'animation progressiste joué par les MS, sous forme de mise en commun des perspectives trans-mouvements et de présence d'une communauté d'analyse globale et partagée.

Pour faire cette vérification, nous procédons à la fois de façon chronologique et taxonomique. Ainsi, nous avons d'une part délimité deux périodes historiques, compte tenu de notre souci de camper

soigneusement le contexte dans lequel les mouvements sont plongés et les paramètres conjoncturels qui peuvent aider à comprendre leurs choix tactiques et stratégiques : de 1980 à 1993 et de 1993 à 2009. D'autre part, nous cherchons à distinguer et à caractériser les différents types de processus ou mécanismes par lesquels la culture politique mouvementiste connaît un certain développement; nous utiliserons pour ce faire l'approche méthodologique proposée par Donna Chovanec à l'effet que l'étude du développement des compétences politiques au sein des MS repose sur un effort de maïeutique. Cet effort conçoit l'existence dans les groupes ou organisations d'une *praxis* à deux pôles, supposant un aller-retour constant entre réflexion et action. Chovanec envisage ainsi différents jalons permettant de repérer la mise en œuvre de ce développement de compétences politiques : d'abord, évaluation autocritique ou bilan dans les organisations elles-mêmes; ensuite, recherche de nouveaux apports, puis réalisation d'une synthèse ou intégration par les acteurs concernés (voir annexe 7). C'est cette trame qui a guidé l'analyse des transcriptions de nos entretiens de recherche, analyse complétée par le recours à la documentation écrite propre à cette période. Une fois accompli cet examen minutieux des rapports entre MS, nous tenterons finalement de poser un regard global sur l'évolution de l'action politique des mouvements sur trois décennies, s'agissant de leurs rapports réciproques, ainsi que de nommer scientifiquement les apprentissages réalisés ou les compétences politiques acquises au sein des MS entre 1980 et 2009.

4.1. Éléments de contextualisation

4.1.1 Aperçu historique : situation des mouvements dans les années 1980

Avant d'examiner en détails les processus à l'œuvre au sein des MS eu égard à leurs rapports réciproques comme dimension de l'évolution de leur culture politique, il est nécessaire de brosser sommairement le portrait de leur situation comme mouvements. À quelle phase de leur existence en sont-ils au début des années 1980? Quelle conjoncture traversent-ils? Sont-ils en période de croissance ou de régression? Tentons de nous replonger dans le contexte qui est le leur à l'aube de cette décennie, en procédant mouvement par mouvement.

Mouvement syndical

Un rapide tour d'horizon des principales publications sur le syndicalisme québécois nous permet de dégager sommairement un portrait des tendances, pressions et facteurs alors à l'œuvre sur (ou dans) le mouvement syndical. La conjoncture du début des années 1980 en est une de profonds questionnements pour le mouvement syndical, qui doit faire face à des choix stratégiques importants. Étant donné que certains d'entre eux seront traités en profondeur dans les chapitres

suivants, nous ne les examinerons pas tous ici. Mentionnons toutefois que le mouvement est parcouru de tensions et de clivages importants quant à la meilleure stratégie à adopter afin de réaliser des gains appréciables dans le nouveau contexte du début des années 1980, marqué par une très grave récession, se superposant à l'entrée en scène du néolibéralisme et à une sérieuse remise en cause de l'État-providence. Il est clair que durant les années 1980 les organisations syndicales sont frappées de plein fouet et adoptent progressivement une posture défensive, dont les symptômes ont été décrits et analysés par maints spécialistes. Mais par-delà cette conjoncture économique particulière, des tendances sont à l'œuvre à l'intérieur même du mouvement, qui participeront elles aussi d'un réalignement stratégique de celui-ci. Différents types de sensibilités syndicales ou de conceptions du syndicalisme sont alors en concurrence et peuvent être rapidement esquissées, en s'appuyant sur les ouvrages traitant de cette période[293]. Une première démarcation importante se fait entre d'une part les partisans d'un syndicalisme très fortement centré sur les négociations collectives et les droits syndicaux des membres (plusieurs notions peuvent être utilisées ici, selon les auteurs : syndicalisme d'affaires, *gomperism*, corporatisme...) et d'autre part les tenants d'une approche beaucoup plus large et ouverte, englobant des interventions nettement situées en dehors du champ d'application de la convention ou de la défense des droits des membres (syndicalisme social, action politique des syndicats, etc.). Un autre clivage majeur concerne la ligne directrice générale devant guider les rapports avec le patronat ou l'État; ce clivage oppose les tenants du syndicalisme de combat aux partisans de la participation aux grands exercices de consultation et du dialogue permanent avec les interlocuteurs patronaux. Les années 1980 constitueront un moment charnière de rééquilibrage, à l'intérieur du mouvement, entre ces différentes sensibilités ou tendances. Afin de prendre la mesure du contraste qui s'installe avec la décennie 1970, examinons comment Jacques Rouillard dépeint les caractéristiques de cette dernière :

> *Les centrales syndicales étaient au cœur du mouvement de contestation sociale. (...) le militantisme syndical s'affirmait avec une vigueur sans précédent. (...) l'on assistait à une augmentation spectaculaire du nombre de conflits de travail, trois fois plus nombreux dans les années 1970 que dans la décennie précédente. Et surtout, les centrales radicalisaient leur critique sociale à partir de l'idée de lutte des classes et se faisaient les champions d'un socialisme qu'on voulait démocratique. Grâce à la vigueur de son action et au militantisme de ses membres, le mouvement syndical influençait fortement les pouvoirs publics*[294]*...*

[293] Signalons entre autres : Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat*, Montréal, Nota Bene, 1998, p. 21-147; Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années '80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980, p. 117-153.

[294] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec,* Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 53-54.

Certains estiment que dès la fin des années 1970, on note un essoufflement des capacités de mobilisation et de combat du mouvement syndical[295]. La plupart des observateurs du mouvement ouvrier s'entendent à tout le moins pour dire qu'il traverse durant les années 1980 une période de contraction de son pouvoir. Serge Denis et Roch Denis signalent que « *l'année 1982 au Québec fut celle qui connut le moins d'arrêts de travail comparativement aux dix années antérieures*[296]». Jacques Rouillard diagnostique un « *renversement du rapport de force dans les relations de travail*[297] »; il constate également un déclin du sens de l'unité intersyndicale, une chute du militantisme, ainsi qu'un affaiblissement considérable de la critique du capitalisme, alors que la gravité de la récession du début des années 1980 en montre pourtant les vices structurels.

Le mouvement syndical, qui avait été le creuset où s'articulait durant les années 1970 une certaine conception de la société progressiste à édifier, connaissait un virage idéologique lent mais certain. Mona-Josée Gagnon note, à propos de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec :

> *... les débats d'idées se sont faits plus rares à la FTQ (...). Le "projet de société", selon l'expression consacrée, de la FTQ, ne fait plus tellement parler de lui, et les débats internes laissent la place à un unanimisme de façade. Les fractions plus sensibles aux questions politiques organisent des congrès, des discussions, dans le but de réfléchir sur l'objet de l'action syndicale. On peut parler de désarroi, de morosité, sentiments qui caractérisent d'ailleurs bien des groupes de gauche*[298]*...*

Pour sa part, Jean-Marc Piotte constate en 1984 « *l'isolement dans lequel (...) s'est enlisé*[299] » le mouvement syndical, particulièrement depuis sa défaite amère dans le secteur public en 1983. Michel Grant signale quant à lui la poursuite d'un processus de morcellement au sein des organisations syndicales, entamé depuis les années 1970, entraînant une croissance notable des effectifs des syndicats indépendants (ces effectifs passent de 10% à 26% du nombre total de syndiqués, entre 1971 et 1989). Une telle division des troupes traduirait selon Grant de profonds malaises politiques au sein de certaines centrales, ainsi qu'un « *glissement du syndicalisme vers des revendications catégorielles*[300] ».

---

[295] Voir en outre : André Leclerc, « Les lendemains du lendemain qui n'a pas chanté », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard, *L'impasse, op. cit.*, p. 27-44; Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, continuités et ruptures*, *op. cit.*, p. 172.

[296] Serge Denis et Roch Denis, *Les syndicats face au pouvoir. Syndicalisme et politique au Québec*, Ottawa, Éditions du Vermillon, 1992, p. 150.

[297] Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec, op. cit*., p. 55.

[298] Mona-Josée Gagnon, « La FTQ comme acteur politique », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, *op. cit.*, p. 164.

[299] Jean-Marc Piotte, « Pour une renaissance syndicale », *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, printemps 1984, p. 33.

[300] Michel Grant, « La segmentation du syndicalisme au Québec : de la radicalisation au ressac 1964-1989 », dans Rodrigue Blouin (dir.), *Vingt-cinq ans de pratique en relations industrielles au Québec*, Cowansville, Yvon Blais, 1990, p. 334.

Terminons en évoquant deux phénomènes positifs pour le mouvement, malgré ce sombre portrait. D'abord le taux de syndicalisation au Québec connaît une croissance lente et ininterrompue, passant de 35,3% en 1978 à 41,6% en 1989[301] – et ce, en dépit des pertes d'emplois durant la récession. Ensuite, malgré tous les assauts dont elles font l'objet, les grandes organisations syndicales parviennent à surnager; elles réussissent à tirer leur épingle du jeu dans la mesure où elles conservent tant bien que mal leurs assises économiques, leur identité et l'essentiel de leur patrimoine. Alors que très souvent, à la base, les salariés encaissent soit des pertes d'emploi, soit des reculs de leurs conditions de travail, le mouvement syndical, animé par une logique de survie et de reproduction[302], préserve durant cette décennie l'essentiel de ses capacités logistiques et organisationnelles.

Mouvement des femmes

Le mouvement québécois des femmes (MQF) a connu durant la décennie 1970 une résonance et une expansion remarquables[303]; dans la documentation spécialisée en études féministes, on estime généralement que la décennie 1980 en est une de poursuite de ce mouvement sur sa lancée, mais également de rapide évolution de sa nature. Alors que dans les années 1970, le mouvement se présente comme plus subversif, plus ouvertement politique et plus impatient, désirant obtenir de toute urgence des transformations sociales considérables, le MQF des années 1980 prend davantage la forme d'un mouvement social cherchant à pérenniser ses assises et, surtout, à mieux répondre aux préoccupations immédiates et quotidiennes de plusieurs milliers de femmes vivant dans toutes les régions du Québec. Pour décrire ce moment charnière, ou plutôt cette transition, Jacinthe Michaud utilise une formule quelque peu lapidaire : « *Feminism as a political movement was gone. The women's movement as a social movement had arrived*[304] ». Cette façon dichotomique de présenter les choses, accentuant l'opposition entre deux polarités du phénomène – pensée féministe très confrontante et mouvements sociaux plus pragmatiques – est également suggérée par Diane Lamoureux[305]. Bien qu'exagérant le contraste entre les deux décennies, cet

[301] Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 288-289.
[302] René Charest, « Le mouvement syndical québécois à la croisée des chemins : se battre ou subsister? », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 2, 2009, p. 175-183.
[303] Violette Brodeur, Suzanne Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *Le mouvement des femmes au Québec; étude des groupes montréalais et nationaux*, Montréal, CFP, 1982.
[304] Jacinthe Michaud, *Connecting Historiographies, Mapping Territories: Exploring the Margins and the Frontiers in Italian and Québec Feminisms*, conférence présentée dans le cadre de la série Conversazione, 13 mars 2012, Glendon College.
[305] Diane Lamoureux, « Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe », dans Gérard Daigle (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 693-711.

accent au sujet d'une permutation des priorités offre cependant l'avantage, peut-être, de capter un état d'esprit bien réel sur le terrain. Le mouvement connaît à la fois un processus de distanciation à l'égard des métarécits issus de la gauche et/ou des acteurs politiques prééminents, ainsi qu'une accélération de ses efforts d'enracinement et de stabilisation, tout en poursuivant son développement via les principaux vecteurs de son influence, les groupes de femmes. En somme, si la décennie 1970 avait vu apparaître un foisonnement d'initiatives et de champs d'intervention à caractère féministe[306], les années 1980 sont celles d'une consolidation du mouvement et d'une extension de son influence[307]. Il serait erroné d'affirmer que le MQF des années 1980 est une forme amoindrie, affaiblie ou décevante du mouvement des femmes de la décennie précédente, qui aurait connu alors son apogée. Au contraire, on constate plutôt une explosion du nombre de groupes de femmes durant la décennie 1980[308], sous l'effet d'une intensification de la tendance à la spécialisation de la mission des organismes[309], ainsi qu'un rayonnement indéniable de l'influence du mouvement dans différentes couches de la société. Cette évolution a été largement documentée. En outre, deux spécialistes du MQF, Francine Descarries et Christine Gobeil, l'observent et la résument ainsi :

> ... *le mouvement des femmes québécois a cherché, dès le début des années 1980, à redéfinir la façon de produire et d'agir le* Nous femmes *des années 1960-1970 en vue de développer un réseau élargi de soutien et d'entraide apte à répondre aux besoins les plus urgents et aux multiples intérêts des femmes. (...) il opte à cette époque pour une militance plus concrète et sociale. Il revêt dès lors essentiellement la forme d'un réseau de services et d'entraide communautaire (...) cette impulsion pragmatique donne lieu, au fil des ans, à l'implantation de plus de 2 000 groupes ou associations locales, régionales et nationales* [310]...

Témoignent de cette phase de l'évolution du mouvement la professionnalisation de l'offre de services, la structuration des organismes sur des bases plus clairement définies et l'établissement de rapports soutenus avec l'État québécois. Plusieurs spécialistes se sont penchés sur ce dernier aspect, dont Dominique Masson qui a mis en lumière les modalités selon lesquelles les Centres de femmes et les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) sont

---

[306] Violette Brodeur, Suzanne Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *op. cit*.

[307] Françoise Romaine-Ouellette, « Les regroupements de femmes dans les années 1980 : entraide et nouveau profil du mouvement des femmes », dans Marie-Marthe T. Brault et Lise Saint-Jean (dir.), *Entraide et associations*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 73-94; Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, *op. cit.*, chapitres 27 et 28.

[308] Par exemple, c'est dans les années 1980 que se met en place l'essentiel du réseau des centres de femmes. Voir Françoise David, *Les centres de femmes du Québec, pour l'égalité et la justice*, Montréal, L'R des centres de femmes, mars 1989, p. 7.

[309] Chantal Maillé, « Féminisme et mouvement des femmes au Québec. Un bilan complexe », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 3, n° 2, 2000, p. 100.

[310] Francine Descarries et Christine Gobeil, « Égalité, solidarité et survie : les pratiques du mouvement des femmes au Québec », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, n° 1, 1997.

parvenus à préciser avec l'État les politiques relatives à leur financement[311]. Sans entrer dans les détails, notons que s'établit à cette époque un *pattern* en vertu duquel des pans importants du mouvement des femmes entrent en relation directe avec l'État et articulent leur devenir autour des enjeux de leur reconnaissance, de leur autonomie et de leur survie à long terme. Plusieurs auteures ont exploré le caractère contradictoire de cette relation se réclamant tout à la fois de l'autonomie et inscrivant les groupes dans une forme de dépendance à l'égard des subsides de l'État (et de sa conception du rôle des organismes). Mais toute malaisée et remplie d'écueils qu'elle soit, cette évolution particulière des groupes de femmes semble participer globalement du développement du mouvement social; peu d'analystes y voient aujourd'hui une notable erreur de parcours ou un choix stratégique à remettre en cause. Au contraire, la présence étendue de ces groupes, leur enracinement et leur pérennité sont plus souvent perçus – à la fois dans les publications spécialisées et chez les actrices elles-mêmes – comme des acquis, sur lesquels il est possible pour le mouvement des femmes de tabler durant les années ou décennies suivantes.

Mouvement communautaire autonome

Dans les années 1980, pour le troisième mouvement de notre étude, le portrait est relativement semblable à celui du mouvement des femmes. C'est justement la décennie durant laquelle il est appelé à changer de nom, passant de mouvement « populaire » à « communautaire ». Il s'agit d'une transition là aussi complexe, contradictoire et longue; on pourrait considérer qu'elle s'étend jusqu'à la fin des années 1990, si on adopte comme repère temporel la création du Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA), puis les travaux d'élaboration d'une politique de reconnaissance et de soutien à cette action[312]. Plusieurs spécialistes ont étudié et problématisé cette délicate phase de structuration du mouvement, notamment dans le cas des organismes communautaires interagissant avec le ministère de la Santé et des Services sociaux[313]. Tout comme dans le cas du mouvement des femmes, on assistera durant la décennie 1980 à une explosion du nombre de groupes communautaires, à une forme de recentrage de ceux-ci sur leur mission spécifique et à une lente professionnalisation de leurs activités. Afin de replonger dans le contexte de l'époque, relisons cet extrait de l'ouvrage de Marielle Désy, Marc Ferland, Benoit Lévesque et Yves Vailancourt, qui décèle assez bien les préoccupations alors prédominantes :

---

[311] Dominique Masson, *With and despite the state; doing women's movement, politics in local service groups in the 1980s in Quebec*, Thèse de doctorat, Université Carleton, 1999, 404 p.
[312] Ladite politique est finalement adoptée en septembre 2001 par le Conseil des ministres.
[313] Christian Jetté, *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux,* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008.

> *Les pratiques (...) vont aussi dans le sens d'une revalorisation du terrain spécifique des groupes populaires : les droits sociaux, l'endettement, la santé, l'aide juridique, l'alimentation naturelle, la consommation, le logement, l'aménagement du territoire, etc. Une clinique médicale populaire ou une clinique juridique populaire doit entre autres offrir à ses membres un service sérieux, doit être en mesure d'aider réellement les gens (...) qui s'y présentent. Le groupe doit être capable non seulement de répondre aux demandes (...) mais aussi de détecter de nouveaux problèmes et mettre à jour les revendications. Les ADDS, par exemple, ne peuvent se consolider sans, entre autres, suivre le dossier de l'aide sociale : étudier les amendements à la loi et les règlements nouveaux, suivre l'évolution des statistiques sur le nombre et les catégories d'assistés sociaux, etc. Voilà autant d'actions (...) qu'un groupe populaire doit poser s'il veut réaliser son objectif premier*[314].

Ce mouvement en pleine transition, du populaire au communautaire, connaît un déploiement et un dynamisme significatifs, alors que la gauche politique québécoise traverse une période pénible. Contrairement au mouvement syndical, il connaît durant cette décennie une phase de grande vitalité et d'expansion de son influence, comme le remarque Robert Mayer :

> *... malgré une conjoncture difficile, les années 80 marqueront le renouveau de plusieurs mouvements sociaux de même qu'elles entraîneront la création de groupes à l'œuvre dans de nouveaux champs d'intervention. (...) loin de disparaître, la pratique militante s'est plutôt transformée (...) Les groupes communautaires se développent de plus en plus en synergie avec les institutions-clés (...). Il reste que malgré son importance, le passage de l'action politique directe à une orientation d'allure davantage économique n'a aucunement éclipsé le développement de pratiques dans d'autres champs. Au contraire, une sorte de relance du mouvement populaire et communautaire caractérise aussi assez bien les années 1980*[315].

Pour décrire les tendances essentielles à l'œuvre dans ce mouvement, Paul Bélanger et Benoit Lévesque insistent pour signaler, en 1987, deux importants processus : l'hégémonie d'une orientation davantage centrée sur la dispensation de services (encouragée par l'État), ainsi que l'intérêt pour une organisation de ces groupes comme lieu d'expérimentation démocratique et de contrôle citoyen (intérêt impulsé par le caractère populaire des groupes)[316]. La mutation progressive du mouvement par rapport aux années 1970 est indéniable; Éric Shragge diagnostique une prégnance des processus de professionnalisation, de mainmise de la rationalité bureaucratique et de spécialisation des tâches[317]. Il n'y aurait pas pour autant atrophie ou régression du mouvement, ainsi que Louis Favreau le précise en 1989 : « *... le mouvement populaire et communautaire québécois a gagné du terrain parce qu'il est en voie d'être reconnu pour son efficacité spécifique;*

---

[314] Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années 1980 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, *op. cit.*, p. 169.

[315] Robert Mayer, « Évolution des pratiques communautaires au Québec (1960-1990) », *Revue canadienne de service social*, vol. 11, n° 2, été 1994, p. 247-249.

[316] Paul Bélanger et Benoît Lévesque, « Le mouvement social au Québec : continuité et rupture (1960-1985) », dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque, Réjean Mathieu et Franklin Midy (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987, p. 253-266.

[317] Éric Shragge, « La pratique communautaire et la lutte pour la transformation sociale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, 2007, p. 184-192.

qu'il est de plus en plus visible; qu'il se préoccupe de plus en plus de faire de la place à des coalitions larges, à des organisations plus structurées : projets de confédération nationale (...) mais surtout regroupements des uns et des autres par secteurs (...) Il apparaît dès lors moins subversif [318] ».
À partir de ce rapide tour d'horizon, il nous semblerait exagéré de formuler, sur de telles bases, un diagnostic tant à l'effet que le mouvement communautaire connaîtrait un affaiblissement ou même, plus globalement, à l'effet que la décennie 1980 soit nécessairement une période sombre dans l'histoire des MS québécois. Ces clarifications sont importantes car elles nous permettent de camper les assises et le contexte à partir desquels évolue et se reconstruit le rapport à l'action politique des mouvements sociaux durant cette période.

4.1.2 La périodisation de l'évolution des rapports entre MS en deux phases distinctes

Avec la transition qui s'opère dans les années 1980 et se poursuit dans les années 1990, on peut considérer qu'on assiste progressivement à un changement du paradigme définissant les termes des rapports entre mouvements sociaux; l'analyse de nos données nous amène à envisager que durant ces deux décennies, un nouveau modèle d'articulation de ces rapports entend se mettre en place, oblitérant peu à peu les caractéristiques de l'ancien.

Comme nous l'avons vu au chapitre 2, dans les années 1970, les rapports entre MS s'inscrivent dans une large mesure sous le signe de l'hégémonie du mouvement syndical. En Occident, le 20^{e} siècle est d'ailleurs celui des grandes conquêtes ouvrières et la classe ouvrière est généralement dépeinte, au sein de la gauche et des MS, comme l'acteur élu. Au Québec, ses organisations sont, à partir des années 1960, un pôle d'attraction pour le mouvement populaire-communautaire et le mouvement féministe; elles exercent un grand leadership et sont à l'origine d'une certaine animation politique (parfois même intellectuelle) de la société. Les centrales syndicales ont l'ambition de donner un sens global aux luttes multiformes qui agitent la société; certaines organisations syndicales font même de la diffusion de leurs effectifs militants dans les luttes urbaines ou populaires un pivot de leur action. Les conseils centraux (à la CSN) ainsi que les conseils régionaux (à la FTQ) sont un important lieu de jonction entre les luttes syndicales et les luttes populaires – ce dernier aspect demeure une constante des rapports inter-mouvements par la suite. En somme, le mouvement syndical se présente comme le moteur principal du changement social et bénéficie, tacitement du moins, du statut d'agent indispensable et incontournable de tout projet sociopolitique majeur. Cette aura jette un peu d'ombre sur les mouvements sociaux s'organisant sur d'autres bases, dans la mesure où leurs efforts – remarquables dans les circonstances – apparaissent plus modestes et isolés, peut-être même téméraires. Pourtant, les organisations sont bel et bien actives et reconnues (pensons au Front de libération des femmes, à la FFQ, aux ADDS, aux ACEF, à Au Bas de l'échelle,

[318] Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours*, *op. cit.*, p. 253.

etc.); elles profitent même de diverses formes de soutien et de collaboration, de la part des syndicats. Toutefois, le modèle régissant les rapports entre MS, tout en encourageant les synergies et les mobilisations larges (donc croisées), est très asymétrique et n'opère pas encore selon la formule des grandes coalitions multi-mouvements. Cette asymétrie repose sur plusieurs facteurs, dont la capacité d'animation politique et intellectuelle des luttes populaires n'est qu'un symptôme. Les centrales peuvent s'appuyer non seulement sur l'histoire du mouvement ouvrier au 20^{e} siècle, mais également sur une certaine hégémonie d'un discours traditionnel « de lutte de classes », sur une capacité de mobilisation maintes fois démontrée (notamment lors de luttes épiques), ainsi que sur une grande supériorité des moyens matériels – ce dernier aspect subsistera tout au long des décennies suivantes.

Au sein de ce que nous appelons le « concert des mouvements sociaux », la prééminence du mouvement syndical sera appelée à évoluer progressivement à partir des années 1980 et cela participera, comme nous le verrons, du renouvellement de la culture politique de gauche. Dans ce chapitre, nous examinons les modalités fines de cette évolution en observant un découpage en deux périodes précises. La première, allant de 1980 à 1993, peut être caractérisée comme une phase essentielle de transition pour chacun de nos trois mouvements sociaux. La seconde, s'étendant de 1993 à 2009, en serait une d'expérimentation de nouvelles formes d'interaction et de mises en commun, de même que de l'établissement d'un nouvel ordre mouvementiste (une nouvelle configuration des responsabilités au sein de ce concert des MS). L'analyse de nos résultats de recherche se décline essentiellement autour de trois sous-dimensions : la fertilisation croisée à caractère programmatique, la contamination entre mouvements au plan des pratiques associatives ou militantes, et finalement, la situation en ce qui a trait au travail en coalition.

4.2. Caractéristiques de l'évolution des rapports entre mouvements, de 1980 à 1993

La décennie 1980 (nous l'avons vu plus haut) ainsi qu'une partie de la décennie 1990 sont marquées par une forme de recentrage des organismes des MS sur leur mission spécifique. Sans jamais perdre de vue leur volonté de développement de leurs capacités et d'extension de leur influence, ces mouvements cherchent à stabiliser leurs assises et à pérenniser leurs modes d'organisation. Il va de soi que chaque MS vit une dynamique propre, qui connaît des caractéristiques uniques. Le mouvement syndical tente de surnager alors qu'il est au cœur d'une double tempête : la crise économique qui s'abat de plein fouet (crise suivie d'une lente et pénible reprise de la croissance) et la tragique défaite du front commun dans le secteur public. Le mouvement populaire/ communautaire s'en tire mieux, alors que la multiplication du nombre d'organismes et de formes d'intervention est encouragée par les pouvoirs publics et que les énergies autrefois canalisées vers

le front partisan[319] reviennent peu à peu à l'action mouvementiste autonome. Dans le contexte, et toutes proportions gardées, la puissance du rayonnement du mouvement des femmes – incluant l'impact idéologique du féminisme sur la société québécoise – ne cesse d'étonner.

La période allant de 1980 à 1993 se présente comme une phase importante d'influence réciproque entre mouvements au titre des pratiques associatives ainsi que du contenu programmatique du travail des MS. En principe, le processus est multidirectionnel, en ce sens que chaque mouvement peut influencer le comportement des autres et est lui-même influencé par eux. Cependant, cette influence réciproque n'est pas uniforme. Au contraire, à chaque sous-période examinée, on peut constater une forte asymétrie de la marque laissée par un mouvement sur les autres. La dynamique spécifique du mouvement des femmes mérite ici une attention toute particulière; durant la décennie 1980, ce mouvement connaît, eu égard à ses rapports avec les autres MS, deux types d'impulsion, qui peuvent sembler contradictoires. D'une part une recherche et une multiplication des espaces non mixtes où les femmes peuvent mettre en commun leurs expériences, se donner une lecture propre de leur situation ainsi qu'une parole autonome, réfléchir à leurs besoins, attentes et revendications, se doter de moyens et de stratégies d'action. D'autre part, une diffusion de cette sensibilité et de ces préoccupations dans certains autres MS, en particulier le mouvement syndical. (D'autres mouvements seront eux aussi perméables à cette influence, mais de façon moins rapide ou moins visible ou moins significative, comme le mouvement communautaire.) Nous nous pencherons en seconde moitié de chapitre sur les apports qu'ont eus le mouvement communautaire et le mouvement syndical sur le mouvement des femmes.

En poursuivant dans les années 1980 et au début des années 1990 son travail patient d'influence idéologique sur la société québécoise, le mouvement des femmes parvient inévitablement à provoquer des changements chez les autres MS en termes d'évolution de la culture politique. Cet effet se mesure de nombreuses façons, d'après les témoignages que nous avons recueillis; il peut s'agir d'impacts sur les structures des organismes, de changements dans les traditions militantes ou pratiques quotidiennes, dans les règles démocratiques, etc. Tentons d'en brosser ici un portrait synthétique, en distinguant trois principaux vecteurs d'influence entre mouvements : d'abord la fertilisation au plan programmatique, ensuite la fertilisation au plan des pratiques organisationnelles et, enfin, le travail en coalition. On peut définir cette notion, la fertilisation croisée, comme étant ce processus par lequel les MS sont amenés à nourrir mutuellement leur réflexion et leur pratique du fait du croisement de leurs militants respectifs, qui diffusent leurs analyses et convictions, puis qui sont imprégnés (au moins partiellement) de celles des autres; une telle dynamique sert de « *cadre de fermentation de la nouvelle culture progressiste* » selon Serge

[319] Voir le chapitre 6 sur les rapports avec la forme parti.

Denis[320]. Celui-ci ajoute que le processus de fertilisation croisée « *devient celui d'une véritable élaboration programmatique, posant ses valeurs et ses sensibilités, articulant des points de référence et des objectifs (relativement) communs aux divers groupes* [321] ».

4.2.1 Fertilisation croisée au plan programmatique

Arrêtons-nous d'abord à une première dimension de ces changements, ceux relevant d'une forme de fertilisation à caractère davantage thématique ou programmatique. Un certain nombre d'évolutions significatives de la culture des MS, liées à cette fertilisation, ont pu être identifiées grâce à nos entretiens de recherche avec les répondants, provenant du milieu syndical d'abord, puis du mouvement communautaire dans une moindre mesure. Le rythme de pénétration des préoccupations féministes a varié sensiblement d'une organisation à l'autre, mais les répondants soulignent tous le caractère déterminant à cet égard de la période 1980-1993.

Outre les revendications ayant éventuellement des effets sur les conventions collectives (abordées plus bas), le mouvement syndical a connu durant les années 1980, sous l'influence du mouvement des femmes, une évolution à caractère programmatique à au moins deux titres, d'après ce que retiennent nos répondants. D'abord, l'adhésion progressive des délégués et appareils syndicaux à la bataille pour le droit à l'avortement libre et gratuit; ensuite, leur adhésion au principe (et aux moyens de mise en œuvre) de l'égalité des orientations sexuelles. En suivant les indications de D. Chovanec, notre examen empirique a permis de mettre en lumière que dans chacun des deux cas, un processus patient et délicat de remise en question de caractéristiques intrinsèques du mouvement fut nécessaire, processus qui fut suivi de la recherche de nouveaux apports, puis de l'intégration de ceux-ci.

L'adhésion du mouvement syndical à la revendication du droit à l'avortement a été précédée d'une lutte à la fois idéologique et politique menée dans les années 1970 à l'initiative du mouvement féministe, ayant mis à profit peu à peu une série d'acteurs, tant des organisations (mixtes ou non mixtes) que des individus (femmes et hommes)[322]. L'adhésion des instances et de la base syndicales ne s'est pas faite sans heurts; des débats houleux et émotifs agitèrent celles-ci. La posture conservatrice des organisations reposait alors sur l'enracinement de sensibilités diverses, plutôt hostiles aux avancées féministes. Monique Simard se rappelle très bien de la permanence de l'influence exercée par les catholiques, longtemps après que la CTCC soit devenue la CSN :

[320] Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, p. 60.
[321] *Ibid.*, p. 62.
[322] Diane Lamoureux, « La lutte pour le droit à l'avortement (1969-1981) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 1, 1983, p. 81-90.

> *On disait : on veut aussi un congé pour interruption volontaire de grossesse. (…) On se faisait hurler par la tête au congrès! Parce que, il faut dire que la CSN, quand j'y suis arrivée, ça faisait à peine dix ans qu'elle avait été déconfessionnalisée. Il y avait encore des prières dans les assemblées syndicales. Il y avait des crucifix dans bien des salles. C'est-à-dire que la relation entre la CSN et le clergé ou l'Église était officiellement finie, mais il restait des liens très forts et beaucoup de ses dirigeants de l'époque encore avaient été des gens formés à la JOC, la Jeunesse ouvrière catholique; comme beaucoup de militants par ailleurs, dans d'autres secteurs, avaient été formés à la JEC, la Jeunesse étudiante catholique.*

Ce courant était présent dans diverses organisations, donc son influence dépassait largement la CSN; et par-delà la sensibilité catholique, d'autres courants ou arguments militaient contre cette revendication féministe (notamment le syndicalisme centré sur les conventions collectives et le règlement des griefs, cherchant à éviter la politisation sur ce terrain perçu comme trop polarisant et éloigné de la mission première de négociation). Mais à mesure qu'avançait le travail de remise en cause du credo conservateur, la revendication parvint à faire son chemin et à susciter l'adhésion d'une majorité toujours plus claire, le débat revenant sur le tapis dans divers contextes et sous des formes légèrement différentes. Après cette érosion de la posture réfractaire au droit à l'avortement, le mouvement syndical a été amené à épouser lentement, à partir de la toute fin des années 1970, le cadre stratégique inhérent à la bataille pour le droit à l'avortement libre et gratuit, appuyant la création en 1978 de la Coordination nationale pour l'avortement libre et gratuit et relayant peu à peu ses appels à différentes actions de mobilisation. Dans certains syndicats du domaine de la santé et des services sociaux, l'enjeu pouvait même être immédiatement lié à la prestation de travail, puisque l'on réfléchissait au « panier de services » offert à la population dans le réseau de la santé et des services sociaux. Louise Desmarais, témoin-clé de cette lutte, se rappelle d'une complicité active entre le Centre de santé des femmes de Montréal et les intervenantes du réseau de la santé en vue d'organiser des services d'avortement en CLSC, malgré ce que prévoit la loi à l'époque : « *C'est sûr que quand ton comité de condition féminine de la CSN a fait adopter le libre choix et que les filles qui travaillent dans les* [établissements] *sont affiliées à la CSN, ça te fait une belle alliance. Et à partir de 1982-1983 et pendant un an, des avortements vont être pratiqués illégalement, conjointement par des praticiens de CLSC et le centre de santé des femmes*[323] ».

Dans le cadre de cette bataille qui le mobilise, le mouvement syndical se montre de plus en plus enclin à intégrer les apports féministes sur le terrain du droit des femmes à disposer librement de leur corps. En 1985, alors qu'il est reçu par 600 délégués de la Fédération des affaires sociales réunis en congrès, le D^{r} Henry Morgentaler salue la détermination des femmes ayant contribué à la bataille pour le droit à l'avortement et insiste pour souligner l'appui déterminant que le camp pro-choix a reçu du milieu syndical. Cette affinité mutuelle entre mouvement syndical et camp féministe,

[323] Nesrine Bessaïh, « Le droit à l'avortement, une lutte exemplaire. Un entretien avec Louise Desmarais », *À bâbord*, n^{o} 25, été 2008, p. 18.

autour de l'enjeu de l'avortement, continuera de se développer dans les années suivantes[324]. D'autres organisations prennent (ou réaffirment leur) position à tour de rôle, comme la Fédération des infirmiers et infirmières (FIIQ), le Syndicat des fonctionnaires provinciaux (SFPQ), la Centrale de l'enseignement du Québec, etc. En août 1989, une grande manifestation se tient dans les rues de Montréal afin d'exprimer le soutien populaire à la croisade judiciaire de Chantal Daigle et, plus globalement, au droit des femmes de contrôler librement leur corps; la capacité de pénétration des idées féministes dans les autres mouvements sociaux prend alors un caractère encore plus probant et ses effets sont palpables. Madeleine Lacombe, figure en vue du mouvement des femmes de cette période, précise : «*lors des luttes sur le libre choix en ce qui concerne l'avortement, il y avait des syndicats avec nous dans la rue. (...) La bataille sur l'avortement, on ne l'aurait pas gagnée si tous les mouvements sociaux n'étaient pas descendus avec nous dans la rue, notamment au moment de l'affaire Daigle*. »

L'autre avancée significative au plan des positions politiques de plusieurs organisations syndicales – et au plan de l'évolution des mentalités chez les syndicalistes – s'est faite sur le front de la diversité sexuelle, sous l'influence du mouvement des femmes en grande partie. La période 1980-1993 est une étape charnière de ce cheminement puisque dans les rangs militants ainsi que dans les instances syndicales se pose de plus en plus ouvertement l'enjeu de la lutte à l'homophobie. Cette décennie en est vraiment une d'offensive de la cause des droits des gais et lesbiennes, vraisemblablement dans la foulée des ouvertures créées et des jalons posés par le mouvement des femmes sur le terrain proprement féministe; plusieurs des leaders interviewés dans le cadre de cette recherche ont en effet identifié cette percée idéologique dans les syndicats à l'égard de cette cause et l'ont immédiatement reliée aux progrès réalisés sur le terrain de l'émancipation des femmes. D'après ces leaders, le féminisme avait lentement eu pour effet d'éroder ou de déstabiliser un certain nombre d'*a priori* et de conceptions solidement enracinés chez les syndicalistes, eu égard à l'identité sexuelle masculine et aux aspects patriarcaux des rapports privés entre hommes et femmes. Comme dans le cas du droit à l'avortement, le discours féministe en est venu progressivement à déconstruire des représentations traditionnelles très présentes chez les syndicalistes; l'étape de la remise en question du credo hétérosexiste s'étend sur de très nombreuses années, mais s'observe très ouvertement durant la décennie 1980. Monique Simard, responsable du dossier de la condition féminine à la CSN de 1979 à 1983, puis vice-présidente de la CSN de 1983 à 1991, relate : « *la CSN était vraiment un milieu macho; (...) L'homophobie, elle est ancestrale*. » Des avancées sur le terrain de l'égalité des orientations supposaient un travail

[324] Durant les années 1980, la contribution financière et logistique des syndicats à cette lutte fut déterminante selon Louise Desmarais, qui a conservé une partie des archives de la Coalition québécoise pour le droit à l'avortement libre et gratuit (CQDALG), dont les états financiers annuels.

préalable de réévaluation des définitions de la virilité et/ou de la plénitude sexuelle masculine, en questionnant frontalement les modèles chauvins et les désirs de domination ou de contrôle des femmes dans la sphère privée. Monique Simard explique :

> *Généralement, l'homosexualité occasionne, dans un premier temps, une forme de vulnérabilité sexuelle chez les hommes hétérosexuels; ceux-ci sont questionnés par cela car c'est leur pouvoir en tant qu'homme qui, inconsciemment, est ébranlé. Les hommes ont peur de cette définition-là de l'identité sexuelle parce qu'elle remet en question le mode d'affirmation qui leur est familier. (...) L'homophobie vient aussi de la peur qu'ont beaucoup de gens de se sentir attirés par* [une personne du même sexe]*. Je pense que les femmes ont beaucoup changé ça, à la CSN, par leur nombre, par leur présence, par leur façon d'aborder l'enjeu des rapports hommes/femmes*.

Dans les organisations syndicales, l'éventualité pour les gais et lesbiennes de se doter d'assises de réflexion et d'action s'inspirant de celles établies sous l'influence du féminisme se posera peu à peu, à partir de la fin des années 1980. Ainsi, en 1988, le congrès de la CSN approuve la création d'un comité de travail ayant pour tâche d'enquêter sur les réalités vécues, en milieu de travail, par les gais et lesbiennes; on lui confère également le mandat de « *proposer des mesures concrètes pour éliminer toutes les formes de discrimination vécues*[325] » par les membres de ces minorités. Au Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, le comité des gais et lesbiennes est créé en 1991.

D'après des participants à notre recherche issus du mouvement communautaire, ce dernier aurait été lui aussi traversé d'une dynamique similaire à la même période. En outre, Bill Clennett, militant de la région de l'Outaouais, témoigne de cette évolution :

> *Il y a eu un travail extraordinaire qui a été réalisé* [de la part] *des groupes gais, lesbiennes, transsexuels et on a carrément évolué. On est très ouvert. J'allais parler de tolérance mais ça dépasse la tolérance, on est dans les droits maintenant, reconnaître les gens pour qui ils sont. Avant on ne les tolérait pas, après il y a eu la tolérance et là on est dans la reconnaissance des droits pleins et entiers et ça aussi c'est issu directement du mouvement gais-lesbiennes, car ils ont transformé nos pratiques. Il y avait une très belle complicité, qui demeure aujourd'hui, entre ce réseau-là et le réseau des femmes et moi je vois les deux comme étant très interreliés dans les problématiques. C'est le machisme qui méprise la femme et qui, souvent, à partir des mêmes valeurs d'oppression, méprise aussi les gais et lesbiennes. Alors la lutte des femmes et la lutte des gais, lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles, c'était une lutte d'ensemble (...); ça a transformé nos existences. Dans tous ces cas, on peut dire que cela a transformé le mouvement, mais ç'a aussi transformé la société. (...) Ce sont des avancées, ce sont des révolutions dans notre vie d'avoir tout vécu ça; ce n'est pas croyable, la nature de ces changements-là, qui sont très profonds!*

[325] CSN et Conseil central du Montréal métropolitain, *Mémoire conjoint sur la discrimination et la violence envers les lesbiennes et les gais au Québec présenté devant la Commission des droits de la personne du Québec*, Montréal, 22 novembre 1993, p. 3, www.csn.qc.ca/ap/content/d/d/workspace/SpacesStore/93d5679e-3feb-4a7d-a4ee-5c9680b39019/1a4_8_93_09.pdf (page consultée le 5 août 2014).

Le mouvement syndical et le mouvement communautaire se montrent ainsi perméables, jusqu'à un certain point, à l'influence des revendications féministes et altersexuelles. Il s'agit, estimons-nous, d'une indication de la force du rayonnement idéologique du mouvement des femmes, qui connaît alors une expansion remarquable et, plus significativement, de l'expression tangible de l'évolution de la culture politique des mouvements sociaux mixtes. Une évolution similaire intervient en parallèle au chapitre des revendications syndicales relatives aux conditions de travail proprement dites. À la CSN par exemple, l'essentiel de l'effort de fondation programmatique des positions et revendications féministes s'est réalisé entre 1978 et 1985. Selon Gérald Larose, en matière de congés de maternité, de retrait préventif, d'ajustements des assurances et avantages sociaux ainsi qu'en ce qui a trait au principe de l'équité salariale, « *le gros du corpus idéologique et politique de la CSN sur la question des femmes s'est réglé en six à huit ans. Le congrès spécial de la CSN de 1985, sur cette question, a été en quelque sorte le parachèvement du processus* ». Progressivement, on assiste donc, dans les syndicats, à un délicat processus d'intégration des revendications féministes à même le travail régulier des négociateurs. En entrevue, Monique Simard rappelle qu'alors qu'elle était négociatrice en chef pour le secteur public CSN, elle avait réussi à négocier avec son vis-à-vis patronal de l'époque, Lucien Bouchard, le droit de retrait préventif pour les travailleuses enceintes (et cela, dans le contexte des lois spéciales de 1982-1983). La phase 1980-1993 en est une de grandes avancées syndicales en matière de droits et de conditions de travail des femmes (que ce soit via la renégociation des contrats collectifs ou par le biais des représentations politiques effectuées) ou, à tout le moins, de prise en charge des revendications à caractère féministe par le mouvement.

Ainsi en va-t-il du dossier de l'équité salariale, dont le principe est inscrit dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne depuis 1975. C'est manifestement la période 1980-1993 qui sera le théâtre d'une prise en charge de cet enjeu, et d'une mobilisation soutenue en sa faveur, de la part des mouvements sociaux, principalement le mouvement des femmes et les organisations syndicales. L'adhésion des syndicalistes à la perspective de faire de l'équité salariale une véritable priorité, à laquelle les capacités intellectuelles, logistiques et politiques des organisations seraient rattachées, n'allait pas de soi – d'après ce que révèlent nos entrevues et d'autres sources. Plusieurs syndicalistes y ont vu un problème de fond, c'est-à-dire qu'ils considéraient la demande comme une aberration à divers égards, alors que d'autres appréhendaient davantage les risques tactiques soulevés par une telle demande, vue comme relativement légitime, mais pouvant poser des difficultés au plan de la cohésion du mouvement lui-même. Les premiers s'appuyaient sur des convictions traditionnelles, parmi les suivantes : le travail de la femme sert principalement de salaire d'appoint à la famille, ce sont les qualifications supérieures reliées aux emplois mieux rémunérés (occupés par les hommes) qui justifient les écarts salariaux, le rendement des hommes au travail est généralement supérieur à celui des femmes (qui elles ont d'autres priorités dans la vie,

comme la famille), l'équité salariale coûterait si cher qu'elle menacerait gravement la survie des entreprises (ou l'atteinte de l'équilibre budgétaire par les gouvernements)[326]... Les seconds raisonnaient notamment en termes de satisfaction des intérêts des différentes catégories de membres; ils estimaient qu'inévitablement, les précieuses ressources que les employeurs consentiraient à la satisfaction d'une priorité syndicale comme l'équité salariale ne seraient pas canalisées vers d'autres types d'ajustements salariaux ou de bonifications des conditions de travail.

Pour remettre en cause cette posture syndicale réfractaire aux droits des femmes, un travail substantiel de conscientisation fut requis, dans les rangs mêmes des organisations syndicales, afin que celles-ci en viennent à épouser étroitement le combat pour l'équité salariale; les années 1980 à 1993 servirent justement à mettre les syndicalistes en contact soutenu avec les analyses féministes relatives à la non-reconnaissance de la valeur du travail des femmes, présentée comme une forme systémique parmi d'autres du sexisme pratiqué à grande échelle par les institutions économiques, sociales et politiques. Dans ce cas comme dans bien d'autres, ces analyses finirent par s'imposer dans les rangs syndicaux, pour toute une série de raisons. Nos entretiens permettent d'en discerner trois principales : la qualité de l'argumentation en faveur de l'équité (à laquelle les opposants avaient – rationnellement – très peu à rétorquer), la persistance et la conviction avec lesquelles des femmes syndicalistes et/ou des féministes ont mené leur travail consistant à promouvoir la cause de l'équité au sein ou auprès des organisations syndicales, puis le fait que l'équité pouvait, à terme, profiter à presque tout le monde, par exemple en améliorant le revenu des ménages (mixtes, pour la plupart), ou encore en rehaussant le salaire des hommes appartenant aux catégories d'emploi majoritairement féminines. Plusieurs étapes de prise en charge de cet enjeu par les mouvements mixtes intervinrent durant les années 1980 et le début des années 1990. En 1981, des plaintes sont déposées par le SFPQ devant la Commission des droits de la personne du Québec (CDPQ) pour faire respecter l'équité salariale entre emplois à prédominance masculine et emplois à prédominance féminine; des plaintes similaires sont à nouveau déposées devant la CDPQ en 1987. Pour les mouvements sociaux, cette gestion juridique au cas par cas, via la filière du respect des droits de la personne, montre à quel point se fait sentir l'absence d'une loi contraignante, qui forcerait les employeurs à s'engager activement dans une démarche systématique et rigoureuse en faveur de l'équité salariale pour leurs employées et employés. En 1989, le mouvement syndical et le mouvement des femmes créent la Coalition en faveur de l'équité salariale au Québec, réunissant 40 groupes issus de ces deux mouvements ainsi que des femmes et des groupes populaires. D'importantes actions de mobilisation et de conscientisation sont tenues cette année-là, notamment une manifestation réunissant des dizaines de milliers de personnes. En 1993, la

[326] Olga Artemova, « La lutte pour l'équité salariale au Québec », *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales* (CRISES) - Collection Mouvements sociaux, n° MS0804, 2008, p. 37-52.

Coalition dépose une pétition de 65 000 noms, réclamant au gouvernement de Robert Bourassa une loi proactive sur l'équité salariale. C'est le gouvernement nouvellement élu du Parti québécois qui prendra formellement, en 1994, l'engagement d'adopter une telle loi. Nous reviendrons plus loin sur les développements ultérieurs relatifs à cet enjeu, mais retenons pour le moment que la « bataille de l'équité » constitue un fait d'armes important durant la période 1980-1993 et que l'influence des idées féministes au sein du mouvement syndical y est pour beaucoup.

Dans les trois cas de fertilisation programmatique que nous venons d'examiner (droit à l'avortement, égalité des orientations sexuelles, équité salariale), l'évolution de la culture politique mouvementiste s'est réalisée, ainsi que le suggérait D. Chovanec, grâce à un aller-retour continu au sein des organisations des MS entre, d'une part, l'évaluation-réflexion critique et, d'autre part, la pratique militante, comprenant la décision de rechercher de nouveaux apports et de réaliser une synthèse viable de ceux-ci. Cette gymnastique propre au développement de la culture politique des mouvements s'observe également dans le cas des pratiques associatives des organisations mixtes, qui ont connu elles aussi, comme nous le verrons à l'instant, une évolution notable.

4.2.2 Fertilisation croisée au titre des pratiques associatives

L'évolution de la culture politique des mouvements sociaux se manifestera, durant les années 1980, sous la forme de pratiques associatives et militantes en profond renouvellement, tant dans les organisations syndicales que dans les organismes communautaires. Encore une fois, nous insisterons ici sur les changements qui sont essentiellement initiés ou provoqués par le mouvement des femmes. Durant cette décennie cruciale, ils se feront sentir à trois principaux chapitres : d'abord, le fonctionnement des instances (incluant la structure même des organisations), ensuite les règles et traditions délibératives ou discursives, puis, pour terminer, les pratiques militantes au quotidien. Chacun de ces trois aspects témoigne de l'influence exercée par les idées du mouvement des femmes à l'intérieur des autres mouvements sociaux.

Au titre du fonctionnement des instances, les évolutions enregistrées durant les années 1980-1993 sont significatives; elles découlent d'abord de l'établissement d'un diagnostic global, au sein des organismes des MS, relatif à l'exclusion structurelle des femmes. Celui-ci est d'abord posé par les féministes de ces organismes, puis repris progressivement par leurs instances, voire leur base. Il se vérifie en une multitude de déclinaisons (variables selon les organismes et les contextes), ayant trait à la faible présence des femmes dans les lieux de pouvoir, dans les réflexions ou analyses des mouvements ainsi que dans les pratiques discursives. Durant la décennie 1980, la prise de conscience de l'exiguïté de l'espace réservé aux femmes devient aiguë et s'exprime de plus en plus fortement dans les rangs syndicaux. C'est le cas par exemple tout au long de l'affrontement entre le

gouvernement et le quatrième front commun du secteur public, en 1982-1983. Dans un article sur les rapports entre féminisme et syndicalisme, Maria De Koninck écrit : « *L'image mâle des rencontres de représentants syndicaux et patronaux au cours du conflit n'était pas qu'une apparence, elle était un symbole. Où étaient les femmes si ce n'est comme objet de discussion, et encore?* [327] ». La syndicaliste du SPGQ lance alors un appel aux femmes « *à envahir les structures syndicales, tout particulièrement les postes décisionnels*[328] ». Loin d'être un geste isolé, l'appel lancé est révélateur d'un malaise réel chez les militantes, qui sont alors engagées, ni plus ni moins, dans un processus de prise du pouvoir au sein de leurs organisations mixtes.

Un premier élément saute aux yeux : la multiplication des comités femmes dans les organisations syndicales durant les années 1980. L'apparition de ces comités dans les centrales n'est pas un phénomène spécifique à cette décennie, puisque celles-ci se sont dotées de tels comités dès les années 1970 : la FTQ l'a fait en 1972[329], la CEQ en 1973[330] et la CSN en 1974[331]. Ils apparaissent dans le prolongement de la phase de structuration du mouvement féministe et s'inscrivent dans une logique d'investissement de lieux de pouvoir par les femmes sur la base de leurs positions féministes et de leur autonomie organisationnelle. La pratique de la création de comités autonomes des femmes dans les organisations mixtes tend à s'intensifier dans les années 1980, au point où l'existence décentralisée de tels comités sera de plus en plus recherchée, et des déclinaisons ou variantes de ces comités apparaîtront fédération par fédération, région par région, voire syndicat par syndicat. Il n'est pas exagéré d'affirmer qu'une véritable offensive de la « question des femmes » se poursuit pendant la décennie 1980, offensive encouragée en outre par les résultats déjà enregistrés par le mouvement des femmes au cours de la décennie précédente. Même si sa légitimité et sa pertinence sont encore ouvertement questionnées par certaines poches de résistance au sein des mouvements sociaux mixtes, le féminisme est toujours en phase ascendante et parvient à imposer au fil des ans divers leviers de son influence pérenne, à commencer par la transformation des structures des organisations. À la FTQ, l'année 1981 « *a été marquée par une plus grande prise en charge syndicale de la condition féminine. (...) Le printemps et l'été ont été consacrés à poursuivre le travail d'implantation de comités dans les sections locales; plus de cinq nouveaux syndicats se sont dotés de comités, par exemple : syndicat des Métallos, Alliance de la fonction publique, syndicat des travailleurs des communications. C'est le nerf de la guerre, le pilier de l'action syndicale, la condition "sine qua non" de l'application des politiques votées par la*

[327] Maria De Koninck, « La solitude de l'agente double », *La vie en rose*, n° 14, novembre 1983, p. 24.
[328] *Ibid*.
[329] Mona-Josée Gagnon, « Les femmes dans le mouvement syndical québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 6, n° 1, mai 1974, p. 28.
[330] *Ibid*., p. 27.
[331] Jacques Rouillard, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, *op. cit.*, p. 236.

centrale[332] ». Au Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ), la création du comité femmes intervient la même année. Du côté de la CSN, un phénomène similaire s'observe : les fédérations se dotent progressivement de leur propre comité femmes et du même souffle chargent celui-ci de mandats précis, en lui attribuant souvent des ressources dédiées pour ce faire. La Fédération des affaires sociales (FAS-CSN) crée son comité en 1981, la Fédération nationale des enseignants et enseignantes (FNEEQ-CSN) fait de même en 1982 et la Fédération du commerce (FC-CSN) le fait en 1987.

Les ressources affectées aux tâches relevant de l'organisation des femmes dans les syndicats se font de plus en plus substantielles, tout en pouvant varier grandement d'une organisation à l'autre. Dès 1981, le congrès de la FTQ alloue les fonds à la création d'un service de la condition féminine, doté sur une base permanente d'une personne salariée à temps plein. Dans le cas de la Confédération des syndicats nationaux, le Comité national de la condition féminine CSN a connu dans les années 1980 une croissance telle qu'il était devenu, aux yeux de Gérald Larose, un État dans l'État :

> *Les femmes étaient puissamment organisées. Il y avait le Comité confédéral de la condition féminine, lequel comité, sur la question des femmes, était littéralement l'État dans l'État, c'est-à-dire que c'était un comité composé de représentantes qui provenaient de toutes les régions et de toutes les fédérations. Elles (...) se réunissaient au moins une fois par mois, elles tenaient des activités plus larges, elles avaient développé un programme de formation, elles avaient un bulletin, elles avaient une salariée. (...) Donc il y avait une structure politique qui était le Comité confédéral des femmes, avec une représentation politique à l'exécutif de la CSN, donc il y avait une porteuse de dossier à l'exécutif de la CSN – et il y avait un service de la condition féminine.* [Ce] *service qui leur était fourni,* [comptait] *au moins deux salariées (une conseillère et un secrétariat). Et puis bon* [les femmes] *avaient leurs réunions, (...) elles développaient les positions et il y avait un point systématique, ou presque, au Conseil confédéral. Donc le mouvement ne pouvait pas passer à côté. Ce n'était pas un dossier* [qu'on abordait] *de temps à autre, c'était un dossier permanent (...). C'était un champ de revendications qui était totalement régulier.*

En somme, ce développement politique et logistique – toutes organisations syndicales confondues – aura permis de déployer les moyens nécessaires à un meilleur avancement des dossiers femmes parmi les différentes composantes des organisations syndicales : études détaillées, documents de réflexion, formulation de revendications précises, outils d'animation auprès des membres et du public, échéanciers de travail, stratégies, perspectives à long terme, etc. Bien que le bilan de ces comités femmes au sein des syndicats, après plusieurs décennies d'existence, ait encore fait l'objet de peu d'études exhaustives dans les revues spécialisées, on retient en outre, dans une des rares

[332] Violette Brodeur, Suzanne G. Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *Le mouvement des femmes au Québec; études des groupes montréalais et nationaux*, *op. cit.*, p. 66.

tentatives de les évaluer systématiquement[333], qu'ils ont permis « *de faire reculer les préjugés, de modifier les comportements sexistes et de travailler à changer les mentalités* » au sein des organisations syndicales[334].

D'autres modifications du fonctionnement des instances seront également impulsées sous l'influence des militantes féministes durant la décennie 1980. Selon le cas, on peut les rattacher à l'un ou l'autre des deux grands objectifs suivants : celles ayant trait à la hausse de la participation des déléguées aux réunions larges des organismes (congrès, colloques, etc.) et celles ayant trait à la possibilité pour les femmes d'être élues au sein d'instances nationales de haut niveau (exécutif, bureau, conseil général, etc.). Durant cette décennie, les instances des organisations nationales seront vivement interpellées par des syndicalistes féministes s'insurgeant contre le grave déficit de représentation des femmes. Les résultats de ces interpellations – certes tangibles – seront inégaux, puisqu'ils prendront des formes très différentes d'une organisation à l'autre, ainsi que d'une instance à l'autre au sein d'une même organisation.

À la FTQ, après diverses études internes mettant en lumière l'étendue du phénomène de la sous-représentation des femmes aux postes de direction, le Congrès adopte en 1987 une résolution créant un quota de trois postes réservés pour les femmes au sein de la plus haute instance politique, le Bureau (l'équivalent de l'exécutif), qui compte 16 membres. La mesure fera l'objet d'une réévaluation par le congrès de 2001 et sera alors reconduite, avec des bonifications pour leurs titulaires. Pour sa part, la présence des femmes à titre de déléguées au Congrès de la FTQ connaît une amélioration importante entre les années 1970 et le milieu des années 1980, passant de 10% à 24%[335]. Par contre, au Conseil général, on constate la permanence d'un écart préoccupant entre la proportion de femmes membres de la FTQ (de 30% à 35% de l'effectif total, selon les années examinées) et la proportion de déléguées, qui varie entre 15% et 19% du nombre total de délégués, depuis 1982[336].

À la CEQ, c'est lors du congrès de 1984 que l'organisation est particulièrement saisie, chiffres à l'appui, du grave problème de disparité dans la participation et la représentation des femmes aux instances. Le fossé est considérable; alors que les femmes constituent 71% de l'effectif de la centrale, elles ne représentent que 32% des délégués au Conseil général[337]. La réflexion et les

[333] Sherazad Adib, « Et elles, qu'en pensent-elles? Table ronde sur les comités de condition féminine », *Recherches féministes*, vol. 19, n° 1, 2006, p. 129-146.
[334] *Ibid.,* p. 130.
[335] Dominique Savoie, *Rapport d'étape du comité mixte sur le portrait des femmes à la FTQ - 29e congrès de la FTQ*, Montréal, 2010.
[336] *Ibid.*, p. 8.
[337] Comité de condition des femmes de la CSQ, *C'est toujours une question de droits*.

débats seront longs et laborieux, de sorte qu'il faut attendre le congrès de 1990 avant qu'un mandat clair ne soit donné afin d'élaborer un Programme d'accès à l'égalité syndicale (PAES), sur le modèle de ce qui se développe à la même époque pour divers métiers et professions du marché du travail québécois. Le travail de sensibilisation des congressistes se poursuit au congrès de 1992 et un plan d'action national, prévoyant la mise en œuvre de mesures précises de redressement, est adopté en 1994.

La modification des pratiques militantes sous l'influence notamment du mouvement des femmes se manifestera également sur le terrain du discours syndical ou communautaire et des traditions délibératives des mouvements sociaux, autant à l'oral qu'à l'écrit. S'agissant des délibérations dans le cadre des instances régulières, deux changements sont fréquemment observés d'une organisation à l'autre et sont rapportés dans le cadre de nos entretiens de recherche : l'instauration de la règle de l'alternance entre hommes et femmes (que ce soit au micro dans les assemblées ou, plus simplement, sur la liste des interventions acceptées par la présidence d'assemblée dans le cadre de réunions plus restreintes) et la modification du style d'intervention orale en public. Sur ce dernier aspect, il y a un constat qui fait pratiquement l'unanimité chez nos répondants, c'est l'évolution du type de qualités oratoires recherchées dans le cadre des délibérations formelles. Monique Simard par exemple note une dévalorisation progressive, de la part des délégués CSN, des interventions musclées, dramatiques ou intimidantes :

> [De nos jours] *c'est beaucoup moins tribun que c'était à l'époque. (...) à l'époque, c'était surtout des hommes, évidemment, je les appelais les maîtres du micro. Ils avaient une culture orale de faire des sermons. (...) on vient d'une époque cléricale, où tous ces gens-là ont été à l'église, ont entendu les curés tous les dimanches faire les sermons. (...) ils sont habitués aux sermons, et aussi aux élans oratoires qui viennent avec. Alors, mes premiers congrès de la CSN, c'était... Au début, ça me faisait peur... Puis il y avait toujours trois ou quatre exhibitionnistes qui aimaient ça prendre le micro. Donc c'était beaucoup plus violent, à l'époque, les débats. Mais aujourd'hui c'est très poli (...). Les gens ne s'insultent pas au micro. Avant, ça s'insultait régulièrement.*

Gérald Larose renchérit : « *Il y a eu progressivement un très grand respect des opinions divergentes. (...) Je pense que c'est la présence des femmes qui nous a aidés à avoir des délibérations saines, sans intimidation, en y allant sur la base de l'argumentation. J'ai observé cette transformation-là, très importante.* » Le corollaire de ce processus de perfectionnement des habiletés délibératives semble être le développement d'une autre aptitude fondamentale en contexte de débats formels : l'écoute attentive de chacune des interventions, que celles-ci soient faites par des femmes ou des hommes. Un trait culturel militant ayant longtemps caractérisé le milieu syndical et le milieu populaire-

---

http://www.csq.qc.net/la-csq/comites/comite-de-la-condition-des-femmes/cest-toujours-une-question-de-droits.html (page consultée le 2 décembre 2013).

communautaire est, d'après certaines de nos participantes, l'écoute sélective. Les traditions les plus enracinées dans les mouvements sociaux mixtes accordaient peu de place à la parole des femmes et/ou aux interventions moins spectaculaires. Véronique O'Leary se rappelle du contexte des années 1970 et du début des années 1980 :

> *Avec les syndicats, le féminisme s'est introduit doucement et les femmes qui ont été là pourraient dire comment c'était difficile. (...) Le machisme était très puissant dans la classe ouvrière aussi, chez les militants. "*Les militants, c'est eux qui l'ont l'affaire." *Moi j'ai vraiment vécu* [le fait] *que… je disais quelque chose à une réunion et personne ne le relevait. Et un gars disait la même chose une heure après et c'était la super idée et tout le monde la prenait! C'était très fréquent. Donc ta parole n'était pas écoutée. Je veux dire, elle n'existait pas. Il faut vraiment savoir que c'est* [considérable] *ce pourquoi on a lutté, on s'est battu. Tu n'existais pas. Ta parole, ta pensée n'existaient pas. Ou alors c'était : petite tape dans le dos, puis "ok, ok". Alors la découverte que ta parole vaut quelque chose, ça a été pour nous une révolution.*

Dans les mouvements sociaux mixtes, l'enjeu consistant à estimer la parole des femmes aussi valable que celle des hommes a longtemps représenté un immense défi, et a donc été au cœur de la dynamique évolutive de ces MS durant la période étudiée. L'analyse de nos entretiens indique que plusieurs sont prêts aujourd'hui à reconnaître cette évolution, bien que personne n'aille jusqu'à affirmer qu'elle soit complétée parfaitement, et encore moins acquise à tout jamais.

En restant sur le terrain des pratiques délibératives/discursives, deux autres changements doivent être mentionnés : la féminisation du discours et la modification du nom des organismes afin que celui-ci puisse inclure formellement les femmes. Ces évolutions ne se sont pas faites sans heurts, loin de là, mais elles ont contribué à ce qu'une certaine forme d'appréhension de la réalité tenant compte des femmes puisse s'immiscer très lentement dans les esprits. Là où la question se posait – c'est-à-dire là où le nom de l'organisme désignait strictement et expressément les travailleurs –, le changement de nom des organisations syndicales s'est effectué, la plupart du temps, dans les années 1980. En 1982, la FNEQ (Fédération nationale des enseignants du Québec, affiliée à la CSN) devient la FNEEQ; en 1983, la FESP (Fédération des employés de services publics, affiliée à la CSN) devient la FEESP; toujours en 1983, le SPGQ devient le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (sans changer son acronyme toutefois); en 1985, la FTQ devient la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (sans changer son acronyme). La pratique de la féminisation des textes s'est implantée à un rythme et avec une intensité variables selon les organismes, mais la période 1980-1993 a constitué à n'en point douter un moment charnière, tant pour le mouvement syndical que le mouvement communautaire. Dans ce dernier cas, Jean-Yves Joannette précise le contexte de l'apparition de la pratique de la féminisation :

> *C'est plus dans les années 1980 que va apparaître, de façon importante, la préoccupation des femmes, le mouvement des femmes. (...) Dans les années 1980, dans à peu près tous les*

> *mouvements populaires, va se poser la question de la place des femmes, puis de la féminisation. La féminisation dans l'écriture. (...) Les mouvements populaires et les milieux communautaires ont été traversés assez rapidement par le mouvement féministe, par les préoccupations féministes. Faut dire aussi que dans les années 1980, t'avais des véhicules comme* La vie en rose*. Puis les premières générations importantes de femmes qui étaient passées par les cégeps et les universités arrivaient dans les groupes*.

Un dernier volet des effets de la mobilisation féministe des années 1980 sur la culture politique des mouvements sociaux mixtes est celui relatif aux pratiques quotidiennes des groupes, par-delà les transformations mentionnées ci-dessus. Il s'agit parfois de considérations dont le caractère peut sembler plus prosaïque, mais qui ont leur importance pour les militantes et/ou les déléguées. On pense ici à la modification des horaires de réunion afin de s'ajuster aux réalités vécues par les personnes ayant des responsabilités familiales (éviter l'organisation de réunions les soirs ou les fins de semaine), à la possibilité d'offrir aux parents des services de garde ou, à tout le moins, le remboursement des frais de garde, puis à l'aménagement d'un climat sain durant les réunions (en particulier, mettre fin à la pratique du tabagisme à l'intérieur des locaux).

4.2.3 Le travail en coalition multi-mouvements

Dans les années 1970, les premiers jalons du travail en coalition multi-mouvements sociaux avaient été posés, nous l'avons vu plus haut, avec des initiatives comme la campagne contre le *bill 22* (unissant le mouvement syndical au mouvement nationaliste) et la fondation de la Coalition nationale pour l'avortement libre et gratuit (réunissant mouvement des femmes et mouvement syndical). Dès 1980, avec le Sommet populaire organisé à l'initiative notamment du Conseil central du Montréal métropolitain, une première expérience de mise en commun entre la base des syndicats et celle des groupes populaires se met en place; elle tente de répondre à un besoin de développer des interactions entre diverses composantes de la gauche sociale, qui craint alors l'éventualité du cloisonnement des forces populaires, par organisation ou par secteur[338]. Réunissant environ 300 personnes, provenant de 53 syndicats et 51 groupes populaires, cette première rencontre se donne pour mandat « *d'élaborer des plates-formes de revendication et de préparer un second sommet populaire*[339] ». Celui-ci se tient en 1982; environ 750 personnes participent à cet exercice large et décentralisé de réflexion et de discussion, qui permet aux militants d'explorer les convergences possibles entre syndicats et groupes populaires, sur une variété de thématiques distinctes : logement et aménagement urbain, droit au travail, garderies, transport, environnement,

[338] Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années '80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire, op. cit.*, p. 196-197.
[339] Jean-Guy Lacroix, « Le Sommet populaire : une forme d'organisation politique dans la crise », dans Lise Pilon-Lê et André Hubert, *Les enjeux sociaux de la décroissance*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1983, p. 249.

consommation, culture et information, santé[340]... Le Sommet vise à renforcer les solidarités entre les couches militantes des diverses organisations, à mieux intégrer revendications dites sociales et revendications du travail, puis à créer – éventuellement – une structure permanente de concertation par-delà les frontières de chaque mouvement[341]. L'événement est unique, en ce qu'il propose une démarche systématique de jonction entre mouvements, démarche qui, jusqu'alors, faisait défaut :

> *Au moment où est lancé le projet du Sommet populaire, les rapports entre syndicats et groupes sont quasi inexistants. D'ailleurs, très peu de militantes et de militants font référence au Deuxième Front (...). On dirait que cette expérience s'est perdue dans la mémoire collective. Il reste par contre une grande préoccupation et une volonté de rétablir des liens et de former un front uni des classes populaires face à l'État et au capitalisme. C'est ce qui fonde le Sommet comme démarche de sensibilisation réciproque entre mouvements populaires et syndicaux*[342]*...*

À l'automne 1982, le bilan fait de ce Sommet par Louis Roy, son secrétaire permanent[343], permet de comprendre le virage qui s'amorce, intuitivement, dans la compréhension générale des rapports entre mouvements, chez leur base militante respective. Le modèle qui la plupart du temps servait jusqu'alors de référence, soit l'unité de tous et toutes dans (ou autour de) la classe ouvrière, est peu à peu remis en question au profit de la recherche de nouvelles compréhensions des rapports entre divers axes de lutte et, par le fait même, entre diverses catégories sociales :

> *... il n'est plus question de ne parler que d'une unité en bloc comme l'unité de classe (...). Aujourd'hui, les femmes, les jeunes, les vieux, les immigrants... ne se reconnaissent plus dans ces appellations globales et ils/elles ne veulent plus s'y identifier. (...) il n'est plus possible de secondariser les situations spécifiques. Chaque catégorie peut être* principalisée *dans ce qu'elle a de spécifique. C'est pour cela qu'il est préférable de parler d'alliance. Parler d'unité de la classe au sens des années 1970 amène automatiquement ces catégories à se demander ce qu'elles ont à perdre dans cette unité en bloc. Dans la démarche du Sommet populaire les différents groupes populaires partent du point de vue qu'ils sont égaux, qu'ils s'engagent dans une démarche pour s'entendre. Ils remettent même en question le rôle dirigeant de la classe ouvrière et des syndicats. Il s'est développé une certaine assurance chez les groupes populaires*[344].

---

[340] *Le Sommet populaire de Montréal - Document de travail : plateformes de revendications et d'actions sur nos conditions de vie*, Montréal, Le Sommet, 1982.
[341] Yvan Perrier, « Réflexion en marge du Sommet populaire II », *Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 64.
[342] Louis Roy, *Le Sommet populaire de Montréal, 1980-1982; à la recherche de l'unité des classes populaires*, Montréal, UQAM (Mémoire présenté comme exigence partielle à la maîtrise en science politique), 1983, p. 25.
[343] Ne pas confondre avec le Louis Roy ayant été à la tête de la Fédération de la santé et des services sociaux durant les années 1990, puis ayant siégé à l'exécutif de la CSN à partir de 2002 (pour en devenir le président en 2011). Il s'agit plutôt ici d'un étudiant de l'UQAM, militant dans les mouvements sociaux et au CCMM.
[344] Jean-Guy Lacroix, « Entrevue avec Louis Roy, secrétaire permanent du Sommet populaire », *Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 74.

Cette remise en cause progressive de la suprématie du mouvement ouvrier comme creuset ou vecteur privilégié de l'unité entre les forces sociales ne fait pas l'unanimité des acteurs en présence, loin de là. Toutefois, elle est suffisamment forte et durable pour provoquer chez plusieurs activistes une réflexion sur la nécessité de convenir de nouvelles bases organisationnelles, pour le travail en commun. Commence alors à faire lentement son chemin un projet de structure permanente de concertation, projet plus respectueux de la recherche d'une sorte d'équivalence entre composantes sociales en lutte appelées à œuvrer ensemble; mais le Sommet populaire lui-même ne parviendra pas à être le géniteur de cette structure.

Il faudra attendre trois ans avant que la première coalition multi-mouvements sociaux puisse voir le jour, soit Solidarité populaire Québec (SPQ), créée en 1985, cette fois à l'initiative d'organisations d'envergure nationale principalement. Se présentant comme un espace de concertation, le SPQ réunit autour d'une même table les représentants d'organisations syndicales, populaires et féministes, qui souhaitent alors « *former un lieu de cohésion entre les mouvements sociaux québécois*[345] ». Il s'agit d'une percée inédite dans les rapports inter-mouvements, car jusque-là les rapprochements entre les organisations syndicales et le milieu populaire-communautaire avaient eu un caractère non seulement plus souple, mais également plus ponctuel ou, à tout le moins, bien limité quant à sa portée. Très rapidement, des déclinaisons régionales de SPQ se mettent en place dans de nombreuses régions du Québec (l'une d'entre elles existe encore aujourd'hui, Solidarité populaire Estrie), devenant autant de laboratoires de mise en commun et d'unité d'action sur le terrain, entre organismes locaux appartenant à différents mouvements sociaux. Le travail de SPQ s'appuiera constamment sur ces réalités régionales d'une grande richesse. Par deux fois, SPQ ratissera le Québec pendant de nombreux mois afin de consulter en profondeur les membres mais surtout la population rejointe par ces groupes syndicaux, féministes ou communautaires; la première fois dans le cadre de la Commission populaire itinérante sur le désengagement de l'État (dont le rapport est déposé en 1988[346]) et la seconde, toujours dans le cadre d'une commission itinérante, tenue cette fois en 1992 et menant à l'élaboration de la Charte d'un Québec populaire. Dans ce dernier cas, 1 400 personnes et 350 organismes participent à ces rencontres. Serge Roy qui, dans les années 1980 et 1990, est délégué à Solidarité populaire Québec au nom de Solidarité régionale Québec, puis du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, précise la portée historique de cette nouvelle entité :

---

[345] Nathalie Guay, *Échelles du pouvoir et actions collectives : l'effet de l'altermondialisme sur les mouvements sociaux québécois* (Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en géographie), Montréal, UQAM, 2007, p. 70.

[346] *La Force des idées, la force du nombre : rapport de la Commission populaire itinérante sur le désengagement de l'État*, Montréal, Solidarité populaire Québec, 1987.

> ... *à partir des années 1980, avec la démarche de SPQ, il y a quelque chose* [d'unique] *qui se passe. Parce qu'on se réunit,* [puis on propose] *une démarche qui a amené à peu près tout le monde à s'impliquer, puis à participer à la définition d'une Charte, donc à la définition d'un projet de société. Parce que la Charte c'est ça, un projet de société, qui va quand même assez loin dans les détails. Et donc le fait que tout le monde se rassemble autour de ça, c'est vraiment, je dirais, la démarche qui est allée le plus loin, jusqu'à maintenant, entre les mouvements sociaux. SPQ, ça débute dans les années 1980, mais ça va jusqu'à la fin des années 1990. Donc ça couvre une période de temps, qui, bon, par rapport à l'histoire d'un peuple, c'est sûr que ce n'est pas très long. Mais c'est* [à ce jour] *l'exercice le plus significatif de concertation permanente entre mouvements.*

Il s'agit là d'une expérience significative dans la mesure où un nombre considérable d'organismes des MS s'engagent dans une démarche de constitution d'un contenu programmatique substantiel et largement partagé, dépassant de loin les revendications sectorielles de chaque mouvement. Cette démarche, réalisée à l'abri de l'influence de quelque parti que ce soit, constitue néanmoins un travail de politisation ambitieux, qui participe d'un effort de délimitation d'un horizon politique commun à la gauche sociale et, éventuellement, à la société civile. En agissant ainsi, plusieurs des composantes de nos trois mouvements sortent à nouveau de leur zone de confort (leurs revendications spécifiques) et on peut se demander si les MS s'estiment alors conjointement aptes à jouer un rôle-clé à l'échelle nationale, soit de formuler les termes d'un projet de société progressiste. Dans l'affirmative, nous serions en présence d'une avancée en termes de maturation de leur rapport à l'action politique. Mais avant de trancher sur ce point, prenons soin d'examiner attentivement les processus et mécanismes qui prendront place entre 1993 et 2009.

4.2.4 Constats à mi-parcours

Les interactions entre mouvements sociaux des années 1980 et du tout début des années 1990 constituent un vaste ensemble de phénomènes, participant d'un processus inégal et contradictoire fait d'expérimentations, d'hésitations, d'avancées et de déceptions. Nous n'avons pas la prétention ici d'avoir épuisé dans cette première moitié de chapitre la complexité de ces phénomènes multiformes; tout au plus avons-nous relevé quelques jalons dans l'évolution des rapports entre mouvements, y voyant-là les signes d'un certain mûrissement de leur culture politique. Les petites pierres blanches que nous avons identifiées sur la longue trajectoire que constitue l'évolution de cette culture sont des acquis encore très fragiles en 1993, mais il n'empêche qu'elles représentent des balises précieuses, s'agissant de mesurer le chemin parcouru en termes de nouvelles capacités d'action politique chez les mouvements étudiés, tout particulièrement le mouvement syndical. (Celui-ci semble disposer d'assises lui permettant d'élargir plus facilement son spectre d'intervention, sans jamais renoncer à ses préoccupations et tâches traditionnelles, chose que peut moins aisément se permettre des mouvements plus jeunes et plus fragiles, comme le mouvement communautaire et le mouvement étudiant, encore en période de structuration et de consolidation

durant la décennie 1980.) À mi-chapitre, on peut considérer que les progrès politiques réalisés – certes incomplets et précaires – sont principalement de trois ordres.

Au premier chef, il faut reconnaître le gain appréciable de visibilité des femmes et de la cause des femmes dans les mouvements sociaux mixtes, plus spécialement le mouvement syndical[347]. La décennie 1980 est une phase-clé d'un processus crucial dans cette maturation des rapports entre MS, soit l'atteinte sérieuse portée à la longue *invisibilisation* des femmes dans les mouvements sociaux mixtes. En somme, les MS – le mouvement syndical surtout – parviennent de plus en plus difficilement à nommer et à décrire le réel sans parler des femmes. Cette ouverture est l'expression d'un travail patient et opiniâtre de femmes – et du féminisme – dans les MS mixtes, travail que nous avons qualifié de fertilisation de ces mouvements. Le mouvement syndical a été ni plus ni moins forcé d'intégrer la réalité des femmes dans son identité même et dans sa façon de décrire son mandat, au point de ne quasiment plus pouvoir parler de lui sans parler des femmes. Ce travail d'intégration d'éléments de la condition féminine, se vérifiant tant aux plans du discours qu'au plan des actions, traduit une évolution des catégories mentales de plusieurs militants syndicaux et communautaires, désormais aptes à inclure utilement les revendications (et la réalité) des femmes dans leur pensée syndicale ou associative. Cela participe bien entendu du développement de la culture politique de ces militants, mais favorise peut-être aussi un approfondissement du rapport à l'action politique; nous évaluerons (ci-dessous) si cette évolution « intellectuelle » est de nature à encourager l'émergence d'interactions encore plus fécondes, dans les années suivantes, entre les mouvements sociaux.

En lien avec ce qui précède, et peut-être en amont de cette atteinte à l'invisibilité des femmes, il faut signaler l'émergence timide d'une aptitude à concevoir les revendications des femmes et le féminisme comme constituant un levier de l'émancipation générale. Pour arriver à envisager une telle évolution à propos de la période 1980-1993, il faut considérer qu'une remise en cause de certaines certitudes fut préalablement nécessaire. Plus précisément, des militants et des militantes ont dû, peu à peu, éroder – voire abandonner – la représentation classique en vertu de laquelle le mouvement syndical et la classe ouvrière, dans leur opposition économique au capital, constituaient l'horizon de lutte fondamental, auquel étaient subordonnés les autres fronts de lutte, qualifiés de secondaire. L'ébranlement de cette certitude rend envisageable une ouverture accrue du rapport à l'action politique, en ce qu'il autorise la possibilité d'une équivalence – peut-être même d'une

[347] Même si notre recherche ne porte que sur le mouvement syndical, le mouvement communautaire et le mouvement des femmes, nous avons de fortes raisons de croire que d'autres MS subissent des influences similaires à celles observées dans cette première moitié de chapitre, en particulier le mouvement étudiant. En effet, durant les années 1980, l'ANEEQ connaît en partie les changements observés au même moment dans le mouvement syndical : changement de nom, création d'un comité femmes, tenue de caucus des femmes, féminisation des textes, prise de parole en alternance entre femmes et hommes, etc.

complémentarité – des revendications d'inspiration féministe et des revendications ouvrières traditionnelles, dans le cadre du cours régulier de la vie du mouvement. Certes, il est probablement encore trop tôt alors pour parler d'une conception intersectionnelle, chez les activistes, des enjeux sociopolitiques, mais nous relevons que la mutation de certains schèmes de représentation relatifs à la transformation sociale participe d'une évolution tangible de la culture politique de certains segments de MS mixtes, évolution admettant la possibilité de combiner féminisme et syndicalisme sans trahir le moindrement ce dernier (ou la gauche).

Troisièmement, le profond ressac des capacités syndicales accompagnant la crise économique du début des années 1980, l'entrée en force du néolibéralisme et l'échec patent du front commun du secteur public auront pour effet d'altérer l'image du mouvement syndical comme locomotive du changement social. Les activistes ont de moins en moins de réticence à reconnaître le déclin relatif du mouvement syndical – ne serait-ce qu'au titre de ses capacités à initier des changements sociaux majeurs à l'échelle québécoise – et son corollaire (encore tacite, pour ne pas dire inconscient, à ce moment-là), soit la solide capacité d'animation du mouvement des femmes, au plan de l'identification des transformations nécessaires de la société québécoise dans une logique de justice sociale. Même dans le mouvement communautaire, des leaders envisagent eux aussi l'aptitude de ce dernier à exercer un rôle de leadership au moins équivalent à celui du milieu syndical. Le fait de se donner un lieu permanent de travail en coalition entre les différents mouvements sociaux (SPQ), où ceux-ci sont reconnus comme MS à part entière et apprennent à travailler ensemble à long terme, représente une percée. Une lente remise en cause de la hiérarchie « naturelle » des mouvements sociaux, loin d'être explicite (et surtout pas achevée), se prépare discrètement durant la période 1980-1993; ce processus embryonnaire, encore latent pour une large part, fait peu à peu son chemin dans la dynamique laborieuse des rapports inter-mouvements et constitue une phase préliminaire à des bouleversements substantiels à ce chapitre, comme nous l'examinerons maintenant.

4.3. Caractéristiques de l'évolution des rapports entre mouvements, de 1993 à 2009

4.3.1 Contexte historique : situation des mouvements sociaux

Tentons brièvement de situer le contexte dans lequel se trouvent nos trois mouvements durant la seconde sous-période de notre étude; ce rapide portrait nous semble important afin de saisir leur situation spécifique à cette phase précise de leur existence. De nouveau, procédons un mouvement à la fois.

Mouvement syndical

Notre recension des écrits sur le mouvement syndical au Québec nous a permis de prendre acte de la variété des niveaux de lecture dans l'appréhension de la situation du syndicalisme à l'échelle nationale; nous avons cherché ici à dégager, à propos du moment présent du syndicalisme, les points communs ou constantes qui ressortent de ces analyses. On note d'abord une relative santé du mouvement syndical en termes de *membership* et de ressources; le mouvement a maintenu sa présence sur le marché du travail, avec un taux de syndicalisation qui s'est situé, bon an mal an, autour de 40%, une caractéristique unique en Amérique du Nord. En outre, l'effectif des deux plus grandes centrales, FTQ et CSN, a augmenté notablement durant la période 1993 à 2009, passant de 345 000 à 500 000 dans le cas de la FTQ, et de 232 000 à 300 000 dans le cas de la CSN; les ressources disponibles (cotisations) de même que les appareils syndicaux ont crû dans des proportions similaires. Le mouvement a été très engagé dans des épisodes-clés de la vie politique nationale; il s'est positionné comme un acteur de premier plan, que ce soit durant les grandes phases du redéploiement de la question nationale, entre 1990 et 1995 (réaction à l'échec de Meech, Commission Bélanger-Campeau, campagne précédant le second référendum sur la souveraineté, etc.) ou dans le cadre des deux sommets organisés en 1996 par le gouvernement de Lucien Bouchard. L'implication active et résolue dans les forums plus typiquement institutionnels, notamment économiques, est également révélatrice d'une poursuite de la transition déjà engagée par le mouvement syndical durant les années 1980, alors qu'il commençait à remettre de plus en plus ouvertement en question l'orientation du syndicalisme de combat[348] – le nombre de grèves et de lock-out continue d'ailleurs de chuter significativement (il diminue de moitié) durant la décennie 1990[349]. La force de résistance du mouvement sur le premier front, celui des conventions collectives, s'essouffle visiblement, au même rythme que la confiance des travailleurs en leurs capacités de faire des gains en déployant autant leur détermination que leur mobilisation. Cette nouvelle période d'érosion du rapport de force syndical, au profit des pouvoirs dominants de la société, comme l'État et les entreprises, encouragera le milieu syndical à redoubler d'efforts dans sa recherche d'alliés, afin de ne pas être isolé. La décennie 1990 est également caractérisée par l'entrée en vigueur de deux accords de libre-échange (ALE en 1989, ALENA en 1994). Cet enjeu sera l'occasion pour le mouvement syndical québécois d'afficher une approche pondérée, faite d'un dosage de contestation et d'ouverture; cette approche, tout en traduisant nommément un refus des termes des accords, ne va pas jusqu'à engager le mouvement dans une lutte à caractère résolument protectionniste aux côtés des grands syndicats canadiens. Toutes ces évolutions

[348] Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat*, Montréal, Nota Bene, 1998, p. 119-269.
[349] De 1981 à 1991, la moyenne annuelle est de 263 conflits de travail, tandis que pour la période 1992-2002, la moyenne annuelle est de 126. Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois*, *op. cit.*, p. 294-295.

pointent vers une tendance à une forte institutionnalisation des interventions du mouvement syndical, que plusieurs spécialistes ont tenté de caractériser, usant pour cela de différents concepts : attitude d'ouverture et de participation, concertation, coopération conflictuelle, partenariat social, modèle québécois, néo-corporatisme[350]... Signalons enfin que depuis 1995-1996, les trois centrales sont liées organiquement à des fonds d'investissements des travailleurs. Les résultats enregistrés durant les dix premières années d'existence du Fonds de solidarité de la FTQ sont généralement perçus comme encourageants dans les milieux syndicaux; cette forme active de participation syndicale au développement économique est désormais recherchée par les centrales. D'une part, la CSN a imité à toutes fins utiles la FTQ avec la création de Fondaction en 1996. D'autre part, la CEQ rejoint le bal à sa manière, en concluant formellement en 1995 un protocole d'entente avec le Fonds de solidarité de la FTQ, en vertu duquel elle siège au conseil d'administration du Fonds et met en place son propre réseau de recrutement de cotisants au Fonds[351]. En somme, durant les années 1993-2009, on constate de façon générale une intégration plus poussée des centrales aux mécanismes de l'économie québécoise et une reconnaissance tacite de la part des organisations syndicales à l'effet qu'elles comptent dorénavant tirer leur épingle du jeu à l'intérieur même des paramètres de l'économie de marché. Ces dernières ne différeraient d'ailleurs pas de leurs consœurs à l'échelle occidentale; des spécialistes de la social-démocratie ont décrit et analysé semblable orientation des organisations du mouvement ouvrier en faveur de ce qu'on appelle tour à tour : troisième voie, néo-social-démocratie, social-libéralisme[352].

Mouvement des femmes

Plusieurs des tendances à l'œuvre dans les années 1980 (et décrites en première moitié de chapitre) s'observent encore dans la décennie suivante : une poursuite des efforts de stabilisation des assises des organismes, une confirmation du processus général de spécialisation de la mission des groupes, une certaine croissance du nombre de groupes, un intense rayonnement de la cause des femmes

[350] Voir par exemple : Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois, op. cit.*, p. 215-279; Jacques Boucher, *Changement de stratégies à la CSN : de l'affrontement à la participation dans les entreprises*, Cahier du CRISES n° 9301, 1993; Mona-Josée Gagnon, « Le syndicalisme : institution ou mouvement social », *Possibles*, vol. 26, nos 1-2, hiver-printemps 2002, p. 216-231; Morgan K. Gay, *Organized Labour and the Quebec State. Neo-Corporatism, Nationalism and the Trade Union Consensus: 1988-1998*, Peterborough, Trent University (Mémoire de maîtrise, Faculté des arts et sciences), juin 2000; Peter Graefe, « Québec Labour: Days of Glory or the Same Old Story », dans Stephanie Ross et Larry Savage (dir.), *Rethinking the Politics of Labour in Canada*, Halifax, Fernwood, 2012, p. 62-74; Daniel Salée, «Transformative Politics, the State, and the Politics of Social Change in Quebec », dans Wallace Clement et Leah F. Vosco (dir.), *Changing Canada; Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill/Queen University Press, 2003, p. 25-50.

[351] Louis Fournier, « Le Fonds de solidarité FTQ : une révolution syndicale au Québec », *L'Action nationale*, vol. 86, n° 8, octobre 1996, p. 67-68.

[352] Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire ?*, Montréal, Boréal, 2003.

dans la société québécoise. Entre 1985 et 1993, notamment pour les centres de femmes, les maisons d'hébergement, les centres de santé des femmes et les CALACS, d'importants plans de financement sont négociés avec l'État – ou à tout le moins, l'insertion dans les réseaux institutionnels de l'État donne à ces groupes de nouvelles assises financières[353]. Pour des segments significatifs du MQF, on expérimente alors dans les années 1990 autant une certaine forme d'arrimage aux impératifs de l'appareil étatique que des capacités nouvelles d'envisager l'avenir à moyen terme et de pérenniser la mission des organismes. De façon plus globale, on note que la composition objective du mouvement des femmes organisé a beaucoup changé depuis le début de la décennie 1980. Le membership de la FFQ par exemple, comme le montre Flavie Trudel, connaît une transformation majeure entre 1983 et 1992, passant de 32 à 71 groupes membres; le phénomène se poursuit dans la décade 1993-2003, le nombre de groupes membres passant de 71 à 156[354]. Par-delà cette croissance numérique, l'auteure note qu'entre 1983 et 1996, le type de groupes de femmes évolue à la faveur des centres de femmes notamment, une composante dépeinte comme souvent plus à gauche, comparativement à la base associative traditionnelle de la FFQ[355]. La nouvelle base sociale du mouvement des femmes[356] qui s'est mise en place durant les années 1980 à 1993 – exprimant son désir de politisation via l'adhésion à la FFQ notamment –, doublée du phénomène d'une modeste stabilisation du financement des groupes, comptera pour beaucoup dans la période suivante (1993-2009) à l'inscription du mouvement comme bougie d'allumage de luttes collectives par-delà les intérêts sectoriels des différents groupes de femmes. Ainsi, comme le note Francine Descarries, « *... c'est largement en raison de l'existence même de ces groupes de femmes que s'est forgée la possibilité de voir resurgir au Québec, au cours des années 1990 (...) un mouvement sociopolitique soucieux de renouer avec un militantisme plus rassembleur et ouvert à des réalités diverses qui l'amènera à susciter des actions collectives d'éclat*[357] ». Plusieurs épisodes témoigneront de ces nouvelles capacités de mobilisation, qui interpelleront diverses catégories sociales et plusieurs mouvements sociaux à la fois, que ce soit la marche *Du pain et des roses* en 1995, la vigile de la Coalition nationale des femmes contre la pauvreté en 1996, puis la Marche mondiale des femmes en 2000.

---

[353] Voir notamment : Dominique Masson, *With and despite the state; doing women's movement, politics in local service groups in the 1980s in Quebec*, Thèse de doctorat, Université Carleton, 1999; Jacinthe Michaud, « The Restructuring of the Health Care System in Quebec: Its Impact on the Women's Health Movement », *Studies in Political Economy*, n° 61, printemps 2000, p. 31-48.

[354] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 425-460.

[355] *Ibid.*, p. 288.

[356] Outre l'adhésion significative des centres de femmes à la FFQ, mentionnons l'arrivée des CALACS ainsi que l'ajout d'un nombre important de comités femmes issus des syndicats. Flavie Trudel, *op. cit.*, p. 425-438.

[357] Francine Descarries, « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux », *Cités*, n° 23, 2005, p. 150-151.

Au début de la période 1993-2009, la Fédération des femmes du Québec est au centre d'un intense processus de réflexion, voire de remise en cause des bases organisationnelles du MQF; les deux années 1992 et 1993 constituent un moment charnière à cet égard. En 1992, un important rassemblement féministe national se tient, sous le thème *Un Québec féminin pluriel*, attirant un millier de femmes; c'est en outre l'occasion d'exprimer de sérieux malaises à l'égard de la FFQ, et peut-être même d'envisager soit son remplacement par autre chose, soit la création d'une nouvelle organisation nationale des femmes en sus de la FFQ. Ce débat se poursuivra au sein de la FFQ elle-même qui, simultanément, s'engagera dans la préparation d'un congrès d'orientation crucial (il aura lieu en novembre 1993) et connaîtra un important renouvellement de sa direction politique[358]. Les résultats combinés de cette évolution à deux volets – nouveau leadership et poursuite d'importants débats sur les bases organisationnelles du MQF – déboucheront sur une Fédération transfigurée, à la fois dans son analyse féministe, son programme de revendications et ses façons de faire; en outre, la FFQ placera au centre de ses priorités la défense des femmes à statut précaire, immigrantes, marginalisées, pauvres, exclues ou sans voix. À terme, tout le mouvement des femmes sera interpellé par cette évolution de la FFQ, ainsi que des segments significatifs d'autres mouvements sociaux. (Nous examinerons plus en détails, dans cette seconde moitié de chapitre, les modalités et conséquences de cette évolution.)

Mouvement communautaire autonome (MCA)

Dans un portrait du mouvement communautaire autonome publié en 1992, Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque proposent un inventaire des groupes le composant : « *Ce sont 1 100 coopératives d'habitation, le millier de groupes en éducation populaire (les organismes volontaires d'éducation populaire), (...) la centaine de maisons de jeunes et la centaine de centres de femmes (...), le millier d'organismes communautaires dans le secteur de la santé et de services sociaux (...), la centaine de médias communautaires, les 60 comptoirs alimentaires et coopératives d'alimentation naturelle*[359] ». Le mouvement a poursuivi sa croissance ensuite, pour atteindre un total de 4 000 groupes, dont il faut cependant soustraire les groupes de femmes dans le cadre de la présente thèse (puisque nous considérons bien entendu le mouvement des femmes comme un mouvement social distinct). En 1996, à la suite d'une rencontre nationale des organismes du MCA, on constate que ceux-ci « *se définissaient comme constituants d'un mouvement social engagé dans des actions contre la pauvreté et la discrimination, pour une transformation sociale visant à plus de justice et d'égalité*

[358] Flavie Trudel, *idem*, p. 287.
[359] Paul R. Bélanger et Benoît Lévesque, «Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992)» dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 725-726.

ainsi que dans la création d'espaces démocratiques et la revitalisation constante de la société civile[360] ». À cette date, le mouvement poursuit ses efforts de structuration à l'échelle sectorielle et nationale, ainsi que de sécurisation de ses bases de financement. En avril 1995, le gouvernement québécois crée le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) et se lance dans l'élaboration d'une politique de reconnaissance et de financement de cette action, sous le regard à la fois étroit et inquiet du mouvement; celui-ci craint pour son indépendance, mais participe néanmoins à la démarche, qui mène en 1996 à la création définitive du Comité aviseur de l'action communautaire autonome – une structure de représentation du mouvement auprès du gouvernement – ainsi qu'à l'adoption de la politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome en septembre 2001. La décennie 1990 est donc une phase cruciale de définition de grands paramètres du mouvement à la fois au plan organisationnel et identitaire; cette phase n'est pas exempte de tensions et de contradictions internes pour le mouvement, qui doit accepter dans une certaine mesure d'arrimer son action aux nouvelles conditions et visées imposées par la restructuration de l'État à l'heure du néolibéralisme. Plusieurs organismes communautaires prennent alors le virage de l'économie sociale ou du développement économique local (ou régional). Toutefois, au fil du temps, un leadership plus articulé et expérimenté s'est formé à l'échelle du mouvement, capable de lui donner une voix audible et distincte au sein du concert des mouvements sociaux; les initiatives qu'il prend durant cette décennie en témoignent, comme nous le verrons dans les pages qui suivent.

4.3.2 Fertilisation croisée au plan programmatique

• Depuis le mouvement des femmes vers les autres MS

Tout d'abord, en ce qui a trait à la fertilisation par le mouvement des femmes du mouvement syndical, les années 1993-2009 sont marquées par la poursuite de certaines des évolutions observées durant la sous-période 1980-1993. Au chapitre de l'équité salariale, les efforts concertés du mouvement syndical et du mouvement des femmes (principalement) continuent à porter fruit. La loi sur l'équité salariale est adoptée en 1996 et sa mise en œuvre engage à son tour un long cycle de pourparlers, de procédures et de pressions diverses. Après des années d'efforts, les travailleuses et travailleurs du secteur public, notamment, ont pu toucher dans les années 2000 les correctifs qui leur étaient dus. Cette poursuite du travail de fertilisation est observable dans le cas des droits des gais, lesbiennes, bisexuelles ou transgenres (LGBT). Durant la décennie 1990, le mouvement syndical continue d'être influencé de plus en plus fortement à ce chapitre; son ouverture à ces réalités s'accroît petit à petit. Des comités supplémentaires de défense des droits des LGBT

[360] Christian Brouillard, « Le mouvement communautaire à la croisée des chemins», *Présence magazine*, vol. 13, n° 99, juin-juillet 2004, p. 16-25.

apparaissent, notamment à l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal (1995), à la Centrale des syndicats du Québec (1997) et à la FTQ (1998). En 2002, la CSN crée un groupe de travail des gais et lesbiennes, « *reconnaissant ainsi l'importance de prendre le dossier au niveau provincial et non seulement* [au niveau] *de Montréal* [361] ». D'importantes campagnes contre l'homophobie sont organisées dans les milieux de travail. Un autre front d'action syndicale insufflé principalement dans les années 1990 par le mouvement des femmes est celui de la violence faite aux femmes. C'est surtout par le biais de la lutte contre le harcèlement sexuel que cette nouvelle sensibilité s'exprimera; encore là, un processus pédagogique de longue haleine sera accompli : création de comités, collectes de données auprès des membres, campagnes de sensibilisation et de formation auprès d'un grand nombre de syndicats locaux, puis adoption par ceux-ci de politiques contre le harcèlement sexuel en milieu de travail.

• Des autres MS vers le mouvement des femmes

C'est à partir de la fin des années 1980 et du début des années 1990 que s'exprime plus manifestement l'imprégnation du mouvement des femmes organisé par les revendications historiquement portées par le mouvement populaire dans les années 1970-1980 et par le mouvement ouvrier au 20^{e} siècle. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le renouvellement significatif du membership de la FFQ et l'émergence, à l'échelle nationale, d'un nouveau leadership féministe traduiront de plus en plus clairement la reprise, par le mouvement des femmes organisé, de préoccupations populaires potentiellement à caractère mixte, c'est-à-dire ancrées dans la réalité sociale des personnes pauvres ou à revenu modeste, des personnes exclues ou marginalisées, des personnes à statut précaire, etc. Sans renoncer aux batailles qui étaient les siennes jusque-là, le mouvement des femmes – via la FFQ en particulier – s'engagera dans des luttes pouvant dépasser le caractère spécifiquement féminin des enjeux et ouvrant sur une critique assez large de formes d'inégalités sociales propres au capitalisme avancé. Le début des années 1990 correspond d'ailleurs à l'occurrence d'une nouvelle contraction de l'activité économique au Québec, qui encouragera le mouvement des femmes à opter pour une offensive majeure sur le terrain de la pauvreté. D'après Françoise David[362], cette priorité inédite de la FFQ « *correspondait à un besoin d'autant plus (...) qu'on sortait d'une récession.* [Rappelons-nous] *1991-1992 : immenses difficultés, pertes d'emplois, un million de personnes au Québec qui sont soit au chômage, à l'aide sociale ou à statut très précaire. Les gens sont extrêmement préoccupés par tout ce qui touche la pauvreté, donc (...) c'est normal, dans le fond, que le mouvement des femmes dise : oui, ça va être une priorité* ». Cependant,

[361] Comité des gais et lesbiennes du Conseil central du Montréal métropolitain (CSN), « Historique », http://www.algi.qc.ca/forum/cglccmm/messages/4.html.
[362] Coordonnatrice du Regroupement des centres de femmes du Québec (L'R des centres de femmes) depuis 1987, puis présidente de la Fédération des femmes du Québec de 1994 à 2001.

la conjoncture macro-économique est un élément insuffisant pour bien comprendre cette évolution de ce qu'on pourrait appeler la « sensibilité de classe » à la FFQ. À ce moment-là et depuis quelques années, le Regroupement des centres de femmes, qui jouera un rôle-clé dans la transformation de la FFQ, est engagé dans des luttes populaires concernant au premier chef les personnes à faible revenu, comme les personnes retraitées et les personnes assistées sociales. Et au-delà de la thématique de ces revendications, l'orientation populaire et militante de l'R des centres de femmes s'exprime de plusieurs façons : à travers certains de ses textes[363], par l'origine sociale de la population rejointe par plusieurs de ces centres ainsi que par le cheminement personnel de ses militantes les plus en vue. Plusieurs d'entre elles proviennent du domaine du travail social ou encore ont œuvré avec des populations défavorisées. Françoise David est un exemple assez représentatif de cette cohorte de femmes qui émerge à la FFQ – voici comment elle décrit sa sensibilité politique durant les années 1990 :

> *Le fait que la FFQ se tourne vers les femmes qui n'ont pas de pouvoir dans la société me rejoignait beaucoup, car je suis féministe, mais une féministe issue de la mouvance "groupes populaires" davantage que de la mouvance "mouvement des femmes". Pour moi, l'analyse de classes demeure d'actualité. Même si elles sont soumises au même système patriarcal, les femmes ne sont pas toutes pareilles, ne vivent pas les mêmes situations, n'ont pas le même rapport au pouvoir. Ce choix de la FFQ d'aller vers les femmes les plus pauvres, les plus isolées, les plus exclues, me rejoignait terriblement*[364].

En soi, cette trajectoire que nous qualifions de « populaire », prise par des groupes de femmes, n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire du Québec; ce qui l'est, c'est la capacité de ces groupes de femmes à reprendre systématiquement ces préoccupations au point de les faire percoler à travers le MQF et d'en faire pendant plusieurs années un axe majeur d'intervention de la FFQ, voire un pôle potentiel de ralliement des mouvements sociaux (nous reviendrons plus loin sur ce dernier aspect). En outre, les militantes féministes identifiées comme plus radicales, issues pour une large part des centres de femmes, contribuent à imprimer ce virage militant à la Fédération[365], qui jusque-là avait eu tendance à s'identifier au féminisme porté par les femmes issues de professions libérales. Le type d'intervention publique de la FFQ, qui avait été principalement marqué durant ses 25 premières années d'existence, par le lobbying et les interventions institutionnelles, sera appelé à évoluer lui aussi. En matière d'action, c'est une orientation plus proche des mobilisations populaires et du syndicalisme militant qui prend le dessus – sans délaisser

[363] Pensons en outre à celui-ci : L'R des centres de femmes, *Les centres de femmes du Québec, pour l'égalité et la justice*, Montréal, mars 1989.
[364] Martine D'Amours, « Françoise David : une féministe à l'heure du défi mondial », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, 1999, p. 12.
[365] Josée Boileau, « Un vent de renouveau souffle sur la FFQ », *Gazette des femmes*, vol. 15, n° 6, mars-avril 1994, p. 29.

les moyens antérieurs cependant. Avec ce nouveau contexte politique interne qui s'impose peu à peu à la FFQ, on peut considérer qu'à partir de 1993, une certaine jonction semble opérer entre la tradition féministe et une analyse socioéconomique longtemps portée par la gauche (elle s'exprimera d'ailleurs de plus en plus sous la forme d'une critique du néolibéralisme).

La petite révolution que connaît la FFQ débouchera en 1995 sur la marche *Du pain et des roses*, dont le succès incontesté remplit les attentes du nouveau leadership de la Fédération, qui avait tout de même fait un pari audacieux (à cette date, les mouvements sociaux ne brillent pas par l'intensité de leurs mobilisations; c'est surtout la question nationale qui suscite les passions et engage les énergies). À partir de la fin-mai, 800 femmes ont parcouru 200 km, déambulant dans une soixantaine de villes et de villages en direction de Québec, leur cortège exprimant les revendications fondamentales du mouvement. Elles arrivent à l'Assemblée nationale le 4 juin, où les attendent 15 000 personnes rassemblées pour les appuyer et porter avec elles les demandes adressées au gouvernement[366]. Plusieurs de celles-ci obtiendront satisfaction, dans une bonne mesure : un calendrier ferme pour l'adoption d'une Loi sur l'équité salariale, la hausse du salaire minimum de 45 cents l'heure (la marche demandait 80 cents), la bonification des modalités de parrainage des femmes immigrantes ainsi qu'un investissement de 250 millions $ dans des projets d'économie sociale[367]. Par-delà ce succès politique, la marche participe d'un accroissement majeur du rayonnement du mouvement des femmes au sein de la gauche et de la crédibilité de ses mobilisations auprès d'une partie de la société québécoise. La préparation de cette marche puis les formes de son rayonnement jusqu'au 4 juin traduisent le développement d'aptitudes du mouvement des femmes à organiser, de concert avec des organisations mixtes, des campagnes nationales majeures et d'établir une complicité avec certains mouvement sociaux, notamment le mouvement communautaire et le mouvement syndical. Le mouvement des femmes accroît sa confiance en lui et tonifie sa conscience d'être en mesure d'exercer un certain leadership à l'échelle des MS.

4.3.3 Fertilisation croisée en termes de pratiques associatives

Les processus enclenchés (ou s'étant intensifiés) durant les années 1980 vont se poursuivre durant les années 1990 et 2000. Par exemple, la simple création de comités femmes est encore à l'ordre du jour dans plusieurs des composantes du mouvement syndical. Le degré d'ouverture des syndicats au féminisme ou à l'organisation autonome des femmes peut être très variable d'un endroit à l'autre ou d'une profession à l'autre. Encore en 2013, on pouvait observer la création de comités femmes

[366] Intersyndicale des femmes, *Une histoire brève de la Marche mondiale des femmes*, Montréal, 2010.
[367] Judy Rebick, *Ten Thousand Roses. The Making of a Feminist Revolution*, Toronto, Penguin, 2005, p. 246-249.

dans certaines organisations; c'est ce qui s'est produit à la FTQ-construction par exemple[368]. Les efforts en matière d'accès à l'égalité pour les femmes, aux divers niveaux et types d'implication dans la vie syndicale, se poursuivent eux aussi; la CEQ et la CSN vont mettre en œuvre d'importants programmes d'accès à l'égalité syndicale à partir du milieu de la décennie 1990.

Dans un autre registre, celui des pratiques démocratiques, on mentionne, spécifiquement dans le cas du mouvement communautaire, une remise en cause du fonctionnement traditionnel de certains organismes, pouvant faire l'objet d'améliorations quant au déroulement des réunions (eu égard au choix des procédures de travail en groupe et à la prise de décision). Il semble que l'expérience du travail en collectif, au sein du mouvement des femmes, ait eu peu à peu de l'influence dans certains groupes communautaires en ce qu'elle a fait évoluer les pratiques vers une plus grande recherche de l'horizontalité et du consensus. C'est du moins le diagnostic posé par Bill Clennett :

> *Les modes d'organisation sont complètement différents, moins hiérarchisés, (...) ça part davantage du bas vers le haut* [plutôt que] *du haut vers le bas, avec des comités et toute l'équité que l'on peut avoir avec les gens. (...) Ce que j'ai appris (…) des personnes issues des mouvements de femmes, c'est que des fois, c'est plus intéressant d'avoir un consensus qu'un vote. Un vote tu peux gagner si tu peux convaincre du monde d'être de ton bord, à l'avance,* [afin] *d'avoir une majorité. Mais un consensus, c'est un processus où tu essaies de trouver une manière pour que tout le monde puisse s'entendre sur un sujet et je trouve qu'à ce niveau-là, le mouvement des femmes avait tenté de développer des modes de fonctionnement (et même des modes de démocratie avec des collectifs) qui* [procèdent] *par consensus; donc c'était même la structure qui était différente. Le mouvement des femmes a expérimenté d'autres formes d'organisation, et il a eu à travers ça une certaine influence.*

Une observation assez similaire est exprimée par Micheline De Sève et Claire Duguay dans leur analyse des pratiques féministes dans le mouvement syndical : « *C'est aux femmes des comités de condition féminine que l'on doit d'avoir repris la critique des méthodes centralistes de direction et d'avoir ouvert le débat sur les conditions d'exercice de la démocratie syndicale*[369] ». Cela aussi nous indique que l'intervention féministe entendait ouvrir un espace de réflexion dans un mouvement mixte en vue de rechercher des améliorations au fonctionnement démocratique instauré dans un contexte historique de traditions associatives définies par les hommes; la quête d'une plus grande horizontalité est bel et bien inscrite à l'ordre du jour de mouvements mixtes, à l'initiative (notamment) de femmes.

---

[368] Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, « La FTQ-Construction crée un comité des femmes », 19 novembre 2013, http://www.ftqconstruction.org/General/la-ftq-construction-cree-un-comite-des-femmes.

[369] Claire Duguay et Micheline de Sève, « Tant d'amarres à larguer : une analyse des pratiques du mouvement des femmes », *Politique*, n° 5, 1984, p. 60.

Plus tard, surtout dans les années 2000, l'arrivée de nouvelles cohortes d'activistes dans le mouvement des femmes et le mouvement communautaire autonome engendrera parfois, elle aussi, certaines évolutions des pratiques. Ces jeunes, issus principalement du mouvement étudiant et du mouvement altermondialiste, ont tendance à proposer d'emblée (et à mettre en œuvre) de nouvelles modalités du travail militant, plus horizontales et plus inclusives; dans les organismes communautaires entre autres, ces nouvelles modalités peuvent remettre en question des habitudes solidement enracinées ou de vieux réflexes militants. Les attentes des jeunes activistes font possiblement plus de place à la souplesse, jusqu'à un certain point, parce qu'elles se concentrent davantage sur l'actualisation d'un désir d'action que sur la discussion du programme ou plan de match conduisant à l'avènement de la société nouvelle. Jean-Yves Joannette, un vieux routier du mouvement communautaire autonome, en parle ainsi :

> *Il y a beaucoup moins de dogmatisme qu'auparavant, (...) c'est beaucoup moins sectaire. Ça ne veut pas dire que c'est plus facile à rassembler, mais le respect des opinions est beaucoup plus... il me semble, beaucoup plus intéressant qu'auparavant. C'est-à-dire que les gens sont beaucoup plus intéressés à s'allier qu'auparavant. (...) Ils aiment travailler en collectifs pluralistes (...), des collectifs où il y a un communiste, un trotskiste, un anarchiste puis un j'sais pas quoi... Aussi (...), je trouve ça intéressant que des jeunes militants se définissent plus par rapport à la révolte que par un projet de société.*

Toujours au plan des pratiques démocratiques, des leaders du mouvement des femmes ont insisté sur l'implantation progressive d'une sensibilité aiguë à l'égard de la façon dont on discute, on s'organise, on prend les décisions ou on fait les choses dans les groupes de femmes. L'intensification de ce que nous pourrions appeler cette culture du processus dans le mouvement des femmes, qui soigne beaucoup le « comment », parfois aux dépens d'une certaine précision dans les objectifs terminaux, est surtout observable durant la période 1993-2009, d'après ce qui ressort des entrevues. Mais cette sensibilité, à géométrie très variable selon les organismes, dépasse le mouvement des femmes, comme le souligne Françoise David :

> *Il est clair que c'est dans le mouvement des femmes que j'ai trouvé cette attention aux processus de consultation, délibération, décision. Pour certaines, le processus était au moins aussi important que la décision elle-même. On cherchait beaucoup les ralliements, les consensus – qui ne sont pas l'unanimité. Il y a un effet pervers : on peut en venir à mettre certains débats en veilleuse, à faire trop de compromis. Mais pour moi, cela a été important. Comment aurions-nous pu organiser des évènements à large échelle sans cette recherche d'une démocratie non confrontationnelle qui n'exclut pas le débat mais ne le sacralise pas non plus? Il fallait réussir à nous entendre pour organiser une marche mondiale des femmes! Toute une école démocratique! (...) N'y a-t-il que dans le mouvement des femmes que l'on porte une telle attention à la manière de travailler ensemble? Certainement pas. Par exemple, les groupes d'inspiration anarchiste ont aussi cette préoccupation du pouvoir à la base. Plusieurs organismes communautaires ont gardé des pratiques hautement démocratiques.*

Il faut ajouter ici que ce type de sensibilité est très présent également dans le mouvement altermondialiste, qui est fortement responsable lui aussi de la diffusion de ces préoccupations relatives au « comment » dans divers MS[370]. L'altermondialisme, de même que le mouvement communautaire, auraient aussi eu une influence sur le mouvement des femmes quant à ses choix de modes d'action. Le mouvement des femmes aurait montré, à partir de la fin des années 1990, un intérêt à l'éventualité de s'approprier la technique de la désobéissance civile, qu'il finira en somme par « redécouvrir » et réutiliser, après l'avoir abandonnée pendant quelques décennies.

4.3.4 Travail en coalition et initiatives multi-mouvements

C'est sous l'angle du travail en coalition que l'évolution des rapports entre mouvements semble le plus marquée, durant la période 1993-2009; d'ailleurs, ces années pourraient, sans difficulté, être désignées comme la phase intense d'expérimentation des initiatives multi-mouvements et du travail en coalition[371]. Nous insisterons ici sur l'analyse de quatre sous-dimensions ou moments-clés, en explorant chaque fois dans quelle mesure ils participent d'un renouvellement de la culture politique des MS, eu égard aux rapports entre mouvements : les sommets de 1996, la recrudescence de l'activité mouvementiste en 1997-1998 (dont l'émergence de nouvelles coalitions significatives), l'extinction de Solidarité populaire Québec, puis les initiatives multi-mouvements plus récentes. Dans chacun des quatre cas, on observe une remise en cause par les acteurs de certains traits caractéristiques de la culture politique mouvementiste.

D'emblée, la première moitié de la décennie 1990 est caractérisée par une implication significative des mouvements dans plusieurs coalitions. Certaines de ces expériences de travail concerté, c'est-à-dire multi-mouvements, ont été abordées plus haut (Coalition pour l'équité salariale, marche *Du pain et des roses*). Le travail de la coalition Partenaires pour la souveraineté sera analysé dans le chapitre suivant. Une autre coalition du début de la décennie est celle formée en réaction à la réforme Axworthy (relative au financement fédéral de programmes sociaux comme l'assurance-chômage, l'aide sociale et l'aide financière aux études). Dans une première phase, cet effort de coalition réunit principalement le mouvement étudiant et quelques groupes communautaires et laisse comme héritage une nouvelle association étudiante nationale, le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE). Dans une seconde phase de la lutte contre la réforme Axworthy, dont le

[370] Diane Lamoureux, « L'altermondialisme face et au-delà de l'État », dans Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010, p. 427-439.

[371] Pour une étude portant sur l'inventaire des coalitions et sur les phases de leur progression numérique depuis 1985 : Raymond Hudon, Christian Poirier et Stéphanie Yates, « Participation politique, expressions de la citoyenneté et formes organisées d'engagement : la contribution des coalitions à un renouvellement des conceptions et des pratiques », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 3, 2008, p. 165-185.

contenu a depuis le début interpellé les trois mouvements de notre étude, une coalition large est formée en janvier 1996 pour contrer spécifiquement le volet « assurance-emploi » de cette refonte des programmes fédéraux. Cette fois, la coalition parvient à réunir tout à la fois les organisations étudiantes nationales, la Fédération des femmes du Québec, le mouvement communautaire et les principales organisations syndicales québécoises. Cependant, sa durée de vie est limitée; le projet de loi est adopté en mai de la même année, sans que la coalition ait pu obtenir satisfaction quant à ses revendications.

Dans la présente section, nous chercherons à déterminer, à partir de l'analyse de nos données, à quel point l'évolution du travail en coalition remet en cause (ou non) les rapports traditionnels entre le mouvement syndical et les autres MS. Nous tenterons en outre de déterminer si ceux-ci entrevoient la possibilité d'exercer leur propre leadership sur la gauche sociale (parviennent-ils à montrer leur capacité d'animation à ce titre?); nous chercherons par le fait même à mesurer s'il y a ou non une relative perte d'initiative du mouvement syndical sur le terrain des luttes sociales.

• Sommets socioéconomiques de 1996

Malgré l'échec ponctuel de la lutte contre la réforme Axworthy, les tentatives de travail en coalition se poursuivent sur d'autres fronts. L'aptitude des mouvements sociaux au travail concerté est mise à l'épreuve dans le cadre de la préparation puis de la tenue des deux sommets socioéconomiques de 1996 organisés par le gouvernement de Lucien Bouchard. L'analyse détaillée de ces événements ayant été faite par d'autres[372], nous nous penchons ici sur la contribution des événements à l'évolution de la culture du travail en coalition chez les mouvements sociaux. Dans un premier temps, l'analyse de nos entretiens de recherche montre d'importants épisodes de rapprochement et de mise en commun entre MS à l'étape de la préparation de ces sommets. Relevons pour commencer que des leaders des centrales nous ont signalé qu'ils avaient obtenu du gouvernement québécois qu'il fasse siéger à la table des représentants du milieu communautaire et du mouvement des femmes. C'est la première fois que les porte-parole de ces deux mouvements siègent de plein droit, au même titre que les centrales, à ce genre de conférence (habituellement tripartite); il s'agit d'un jalon important. Au départ, la préparation des sommets de 1996 implique, de la part des divers mouvements sociaux, la possibilité de présenter un front uni des MS; l'un des cadres pour ce faire sera Solidarité populaire Québec, au sein duquel les représentants des divers mouvements estiment opportun, dans un premier temps, de faire front devant le gouvernement.

[372] Voir notamment : Jean Charest, « Le mouvement syndical », *L'année politique au Québec : 1997-1998*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 143-152; Jean-Marc Piotte, *Du combat au partenariat, interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Nota Bene, 1998; Ghislaine Raymond, *Le partenariat social. Sommet socio-économique de 1996, syndicats et groupes populaires*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2013.

Toutefois, le déroulement concret de ce premier sommet sera à des années-lumière de cette idée d'unité des mouvements sociaux. D'une part, les débats ne porteront pas sur les façons de sauvegarder les programmes sociaux et les services publics (à l'intérieur d'une opération visant l'atteinte de l'équilibre budgétaire), mais bien sur l'urgence d'arriver coûte que coûte au déficit zéro dans un contexte où les « partenaires » patronaux et étatiques veulent tout à la fois réduire les charges des entreprises, améliorer leur productivité et créer un climat favorable aux investissements. La partie syndicale sera vite aspirée dans la logique du « quand » plutôt que du « comment », c'est-à-dire qu'elle s'engagera à fond dans les discussions sur l'établissement de la date fatidique à laquelle l'équilibre des finances publiques doit être atteint, mais sans jamais exiger de garanties quant aux moyens ou modalités permettant d'atteindre cette cible. Les chefs syndicaux sortent relativement satisfaits du premier sommet (se montrant heureux d'avoir fait comprendre aux vis-à-vis patronaux et gouvernementaux la pertinence d'étaler sur quatre ans les mesures permettant d'atteindre l'équilibre budgétaire), tandis que les représentants des autres mouvements expriment plutôt de nombreux malaises. Parmi ceux-ci, on signale le manque d'expérience et son corollaire, un relatif sentiment d'impréparation, au fur et à mesure que se déroulait le sommet, ainsi que la frustration d'avoir été exclu des moments-clés, c'est-à-dire les rencontres restreintes, à caractère privé[373] (très prisées des acteurs les plus puissants), où les consensus les plus névralgiques furent véritablement atteints. Les représentants des MS non syndicaux ne se feront pas prendre deux fois; ils mettront activement à profit les mois suivants pour se préparer au sommet de l'automne et tenter de faire valoir auprès des partenaires syndicaux leurs propres préoccupations.

De mai à septembre, des activités de mobilisation et de concertation multi-mouvements se tiennent. Cependant, le second sommet sera l'occasion d'une accentuation importante des différences de points de vue entre mouvement syndical et autres mouvements (on le sait, ces derniers quitteront avec fracas la table des discussions et se dissocieront du consensus du déficit zéro). Ainsi, l'épisode des sommets de 1996 est non seulement un moment très significatif de rupture entre le gouvernement de Lucien Bouchard et les MS non syndicaux, mais il porte aussi une sérieuse atteinte aux rapports entre ces derniers et le mouvement syndical. (En 2011, durant les entretiens de recherche, plusieurs de nos répondants – de part et d'autre – estimaient encore que cette blessure entre mouvements ne s'était jamais réellement cicatrisée.) L'attachement du mouvement syndical au partenariat social est tel qu'il teintera l'essentiel de son action politique jusqu'en 2003[374]. Depuis la Commission Bélanger-Campeau et la campagne référendaire, les centrales syndicales ont pris goût à un mode opératoire permettant à leurs dirigeants d'accéder –

[373] François Saillant, *Le radical de velours. Parcours militant*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012, p. 84-85.
[374] Ce cadre stratégique syndical sera sérieusement mis à mal par la victoire du Parti libéral du Québec en avril 2003, comme l'expliquent Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin dans *Ambitions libérales et écueils politiques*, Montréal, Athéna, 2004.

via des forums, ou d'autres tribunes – à certaines sphères du pouvoir politique, au moins à titre de partenaire consultatif, mode autorisant les leaders syndicaux à côtoyer directement la classe politique et les amenant à penser qu'ils avaient peut-être leur place, après tout, dans ce qu'il est convenu d'appeler les *high politics*. Pour leur part, les instances de concertation créées par les deux sommets sont, le plus souvent, à caractère tripartite, puisqu'elles comptent également sur la contribution du milieu des affaires; là aussi, les leaders syndicaux s'impliquent activement, espérant tirer de cette collaboration, notamment, un *momentum* propice à la création d'emplois. Toutefois, cet engagement syndical résolu en faveur du partenariat social exploite le caractère vertical du mouvement, en s'appuyant fortement sur les pouvoirs délégués aux chefs syndicaux, aux dépens de la consultation et de la mobilisation de la base[375].

Cette posture syndicale en faveur de la concertation au sommet, de plus en plus résolue, avec toutes les contradictions qu'elle recèle pour la dynamique interne des organisations (les concessions consenties par le mouvement apparaissant, mois après mois, de plus en plus considérables) aura pour effet d'accroître la contestation envers les directions syndicales[376], à la fois au sein des centrales et parmi les autres MS. À partir d'octobre 1996, les trajectoires respectives des mouvements auront tendance à s'éloigner, créant un important hiatus entre eux pendant la plus grande partie de la durée des mandats du Parti québécois. En se plaçant en mode partenarial avec l'État, et en adhérant implicitement aux coupes budgétaires, le mouvement syndical ne semble pas mettre au centre de son discours et de ses préoccupations la critique des politiques néolibérales ou le sort des catégories sociales les plus vulnérables (celles qui dépendent de façon vitale des programmes sociaux et des services publics). Les autres mouvements sociaux se sentiront d'autant plus encouragés à prendre le leadership de la défense des intérêts populaires – et à occuper tout l'espace à cet égard – qu'un certain vide est créé sur ce terrain par le mouvement syndical. Les rôles se précisent de part et d'autre : une division du travail semble s'installer entre un mouvement syndical s'attachant à conserver son statut d'interlocuteur-partenaire pour préserver son accès direct à certains cercles politiques (moyennant son adhésion au consensus des élites pour le déficit zéro, les restrictions des dépenses publiques et autres mesures économiques ou budgétaires favorables aux investissements du secteur privé) et des mouvements sociaux formulant de plus en plus fortement leur critique des politiques gouvernementales. Avec cette nouvelle division du travail se mettant en place, le mouvement syndical apparaît progressivement aux yeux des autres MS comme porteur d'un agenda bien spécifique, différent de celui des autres MS et en rupture avec sa

[375] Ghislaine Raymond, *Le partenariat social*, *op. cit.*

[376] Voir notamment : Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec*, *op. cit.,* p. 49-50; Jean-Marc Piotte, « Post-scriptum aux deux sommets de 1996 », dans *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Nota Bene, 1998, p. 257-269.

tradition historique de fédérateur des catégories sociales populaires; l'issue de ces deux sommets agit donc comme un révélateur sur bien des consciences militantes.

• Le tournant des années 1997-1998

Les deux années 1997 et 1998 sont particulièrement révélatrices du clivage stratégique qui s'installe alors entre les mouvements misant principalement sur l'action collective – notamment dans la rue – et le mouvement syndical misant principalement sur le partenariat social. Elles correspondent justement à la période durant laquelle ce mouvement conclut avec le gouvernement Bouchard une entente prévoyant des départs massifs à la retraite dans les ministères et organismes de l'État (37 000 employés se prévaudront, en 1997, de ce programme inédit) ainsi que la réouverture des conventions collectives afin de réduire de 6%, de manière récurrente, la masse salariale des employés du secteur public. L'ensemble de ces dispositions sont négociées par des chefs syndicaux très ouverts au dialogue avec le gouvernement – dont certains estimant, en entrevue, que la partie syndicale n'avait pas le choix, et que ce qui lui pendait au bout du nez si elle résistait, c'était la loi spéciale. Toutes ces concessions sont faites, rappelons-le, dans le cadre d'un appui formel donné par le mouvement syndical à l'objectif du déficit zéro ainsi qu'à la logique qui lui est inhérente, soit l'obligation pour atteindre cette cible de se concentrer sur la colonne budgétaire des dépenses (la masse salariale) plutôt que sur celle des revenus (via la fiscalité). Ayons à l'esprit ici l'évaluation que fait de cette opération des sommets et de leurs suites le professeur de relations industrielles à l'Université de Montréal, Jean Charest :

> *... le gouvernement émerge à chaque fois avec des consensus lui permettant de gérer le "changement" et de légitimer des mesures restrictives liées à l'atteinte du déficit zéro. Les organisations syndicales québécoises ont été réceptives à cette démarche intégrative. (...) la frontière des intérêts respectifs du mouvement ouvrier, des décideurs privés et du gestionnaire public a été plus difficile à établir de manière convaincante, en premier lieu auprès des membres syndiqués. L'épisode du consensus en faveur du déficit zéro planifié sur quatre ans en représente probablement l'exemple le plus frappant. Étant devenues les associées de la stratégie du gouvernement en la matière, les organisations syndicales ont été davantage partie prenante d'un processus négocié d'attrition des employés, sans précédent dans le secteur public, et qui reposait précisément sur la logique de l'équilibre des finances publiques. (...) Le plus gros employeur du Québec a ainsi réussi la plus grosse opération de* downsizing *de la décennie (...) sans provoquer de crise dans les relations du travail* [377].

Rappelons-nous qu'en octobre 1996, les délégués des mouvements autres que le mouvement syndical (mouvement des femmes, mouvement communautaire, mouvement étudiant) ont quitté dans un geste d'éclat la table des « partenaires » sociaux réunis au sommet, en tenant à désavouer publiquement le consensus du déficit zéro réalisé au prix de grands sacrifices pour des segments de

[377] Jean Charest, « Le mouvement syndical », *op. cit.*, p. 150-151.

la population jugés vulnérables. Durant les deux années charnières 1997 et 1998, on assiste, de la part de ces mouvements sociaux globalement en rupture avec le consensus dominant, à une recrudescence de l'action citoyenne et des mobilisations collectives; les mouvements sociaux non syndicaux lancent de nouvelles mobilisations larges et à grande portée sociopolitique. Un hiatus se creuse de plus en plus entre le mouvement syndical très engagé dans le partenariat social et les autres MS. Parce qu'elles contribuent à prendre la mesure de l'évolution des rapports inter-mouvements, trois expériences distinctes de mobilisations larges méritent d'être rappelées sommairement, puis d'être analysées ici : le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté, la Marche mondiale des femmes et la naissance de l'altermondialisme au Québec.

L'idée d'un projet de loi sur l'élimination de la pauvreté apparaît en 1997, dans le cadre d'une mobilisation pour s'opposer à une nouvelle réforme de l'aide sociale; les personnes rassemblées à l'occasion d'un parlement de la rue, devant l'Assemblée nationale, se sont mises à imaginer le contenu d'un vaste chantier gouvernemental – en lieu et place de la réforme de l'aide sociale[378]. En 1998, le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté est formé, réunissant au départ des groupes communautaires, des organismes religieux, la FFQ ainsi que deux centrales syndicales (CSN et CEQ). Le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté se lance dans une vaste opération d'animation et de consultation populaires, région par région, afin d'associer les citoyens à cette démarche inédite d'élaboration citoyenne d'un projet de loi. Environ 6 000 personnes participent à cette phase de prise de parole « par la base », qui aboutit à la première ébauche formelle, par le Collectif, du projet de loi, en 1999. Entre 1998 et 2000, le Collectif fait circuler largement une pétition afin de recueillir l'appui de la population au principe d'une loi en vue de l'élimination de la pauvreté; grâce à l'implication active de plusieurs mouvements sociaux dans l'opération, celle-ci permet de recueillir 215 000 signatures. Les démarches du Collectif reçoivent également l'appui de 1 400 organismes de divers ordres et le Collectif lui-même rassemble une cinquantaine d'organisations syndicales, communautaires, féministes, religieuses et étudiantes lorsqu'en 2002 cette mobilisation atteint son apogée. C'est cette année-là que le gouvernement du Québec répond partiellement aux pressions du Collectif en déposant à l'Assemblée nationale le Projet de loi 112, visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette impressionnante mobilisation populaire est initiée, rappelons-le, par des personnes des milieux communautaires engagées au départ dans une lutte relative à la réforme de l'aide sociale. À certaines étapes, comme celle de la pétition, la contribution du mouvement syndical fut importante, mais le succès global de toute cette campagne peut difficilement être revendiqué d'abord par le milieu syndical; au contraire, il s'agit là d'une petite victoire de l'option stratégique des mouvements sociaux non syndicaux, option fondée sur le militantisme et la lutte contre les politiques d'austérité des gouvernements. C'est aussi une

[378] Louis Lafrance, « Un certain retour de l'action militante », *Québec 1999*, Montréal, Fides, 1998, p. 128-129.

démonstration de la capacité de ces mouvements d'animer par eux-mêmes la société civile et d'établir avec elle son agenda de lutte, sans attendre le mouvement syndical. Avec la marche *Du pain et des roses*, cette longue campagne participe d'un développement d'une communauté de préoccupations entre le mouvement communautaire et le mouvement des femmes; c'est une occasion privilégiée de jonction entre les priorités de ces deux mouvements. Cette jonction donne lieu à un accroissement des complicités entre les activistes, de part et d'autre, alors que jusqu'en 1995 une méconnaissance mutuelle caractérisait encore les rapports entre les deux mouvements. Les réseaux d'alliances et de collaboration qui se mettent alors en place, notamment entre les organismes et entre les leaders, perdureront encore pendant plusieurs années, d'après ce que révèlent nos entretiens.

Revenons à ce point tournant, les deux années 1997 et 1998, alors que le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux sont, quant à leurs rapports mutuels, à la croisée des chemins. Une seconde expérience autonome de vaste mobilisation populaire, initiée cette fois par le mouvement des femmes, mérite notre attention : la Marche mondiale des femmes. Même si l'idée de la MMF apparaît d'abord en 1995, chez des organisatrices et militantes stimulées par les résultats de la marche *Du pain et des roses*, la décision formelle de la tenue d'une marche mondiale – et les premières étapes de l'organisation internationale d'une telle marche – interviennent en 1998. Cet immense chantier d'animation et de mobilisation, lancé à l'initiative du mouvement québécois des femmes, rejoint déjà des femmes de près de 60 pays en juin 1998, qui se sont engagées à travailler à la préparation de l'événement. En octobre de la même année, une première rencontre internationale d'organisation de la MMF se tient à Montréal, réunissant 140 déléguées, de 67 pays; elle débouche sur une plateforme de 17 revendications mondiales pour l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes. À partir de la fin octobre 1998, la « machine » MMF est donc lancée sur ses rails à l'échelle planétaire; au Québec, les mouvements sociaux mixtes sont interpellés par l'initiative et se joignent volontiers au travail préparatoire de la Marche. Encore plus que lors de la marche de 1995, l'expérience de la MMF met en évidence un avantage comparatif du mouvement des femmes du Québec, soit la possibilité qu'il a de s'appuyer notamment sur les comités femmes des organisations mixtes. C'est ce que relève Michèle Asselin, de la FFQ : « *tant que cette présence est dans l'ensemble des mouvements sociaux, ça fait une force du mouvement des femmes; c'est peut-être pour ça que l'on est si fortes aussi. Parce que ce n'est pas un réseau replié sur lui-même;* [notre mouvement] *est très large et très vaste, il a des antennes dans tous les mouvements sociaux.* » L'effort de mobilisation pour la MMF atteindra son point culminant deux ans plus tard, alors qu'entre le 14 et le 17 octobre, plusieurs contingents d'au moins une dizaine de milliers de femmes chacun marcheront simultanément en divers points du globe.

Événement unique dans l'histoire du mouvement des femmes, l'expérience de la MMF nous permet de dégager un certain nombre d'acquis en ce qui a trait aux rapports entre mouvements sociaux. D'abord, alors que ces années correspondent à celles de l'émergence du mouvement altermondialiste (nous en traitons au paragraphe suivant), le mouvement des femmes du Québec se donne les moyens d'une perspective planétaire au sujet des enjeux féministes; c'est une phase importante du développement du MQF et cette ouverture le place dans une position avantageuse dans ses rapports avec les autres mouvements québécois se préoccupant de mondialisation. Notons également que cette campagne se déroulant sur deux ans confirme le virage militant du mouvement québécois des femmes, qui était déjà manifeste depuis la marche *Du pain et des roses*, mais qui devient alors incontestable. Signalons aussi qu'à travers la revendication de la lutte universelle à la pauvreté, le féminisme se présente comme le véhicule potentiel d'un projet rassembleur, mobilisant des individus sur une base mixte et pouvant aisément rallier des hommes se réclamant ouvertement de l'égalité hommes/femmes (voire du féminisme). Le succès de la MMF renforce la confiance en soi du mouvement des femmes quant à ses capacités tant logistiques que stratégiques; il démontre son aptitude à proposer un horizon politique à la fois stimulant et réaliste, pouvant intéresser plusieurs composantes sociales simultanément. Le mouvement des femmes du Québec démontre ce faisant ses qualités de facilitateur d'alliances, ayant bâti autour de la MMF une coalition enthousiaste et efficace de plusieurs mouvements sociaux. Le mouvement sort donc de l'expérience avec une certaine aura en matière d'action politique large; désormais, la réputation du MQF comme force motrice animant le concert des mouvements sociaux n'est plus à faire.

L'année 1998 est, aux yeux de plusieurs observateurs, celle de l'inauguration de l'action altermondialiste en terre québécoise[379]; comme ailleurs sur la planète, elle aurait été provoquée notamment par la divulgation sur Internet, en 1997, de la tenue de négociations secrètes engagées depuis deux ans entre 29 États, avec pour objectif d'en arriver à un Accord multilatéral sur les investissements (AMI)[380]. Au Québec, dans la foulée de ces révélations, c'est en 1998 qu'émergent dans l'actualité de la scène mouvementiste plusieurs acteurs d'un nouveau type, qui ouvrent le bal des luttes contre la mondialisation néolibérale. Se font particulièrement connaître à partir de cette date, comme ambassadeurs de l'action altermondialiste et de la critique de la globalisation des marchés : le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), l'ONG Alternatives ainsi que le Collectif d'actions non violentes autonomes (Canevas) qui organise l'opération salAMI. En mai 1998, avec son blocage pacifique mais efficace d'un hôtel du centre-ville de Montréal (où se tient la 4e Conférence sur la mondialisation des économies), l'opération salAMI connaît un grand succès

[379] Raphaël Canet, Janet Conway et Pascale Dufour, « Les dynamiques de l'altermondialisme au Québec », dans Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme, op. cit.*, p. 203.
[380] Marc Lemire, « Les mouvements sociaux face à la globalisation des marchés », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et Société*, Montréal, Québec Amérique, 2003, p. 277-304.

médiatique et militant; cette action de désobéissance civile soigneusement planifiée, reposant sur environ 400 personnes (surtout des jeunes), participe elle aussi de la résurgence mouvementiste de cette période et consacre le caractère significatif d'un front de lutte jusqu'alors inédit au Québec[381]. À partir de cette date, celui-ci interpellera de plus en plus fortement les autres mouvements sociaux, qui épouseront à divers degrés les préoccupations et le calendrier d'action de la mouvance altermondialiste. Le mouvement syndical, le mouvement des femmes et le mouvement communautaire solliciteront des outils de sensibilisation et de formation afin d'initier leur base militante respective (et la population rejointe) au vocabulaire, aux acteurs et aux enjeux de la mondialisation néolibérale ainsi qu'à la résistance à celle-ci. Le RQIC est au centre de ce patient travail d'éducation politique et de réseautage des groupes, mais d'autres coalitions multi-mouvements apparaissent également, au fur et à mesure que se prépare sur la scène diplomatique le grand rendez-vous du Sommet des Amériques d'avril 2001 à Québec, où 34 chefs d'État discuteront du projet de créer une zone de libre-échange des Amériques. Durant cette phase de la lutte altermondialiste, les forces des différents mouvements sociaux québécois sont réunies autour de trois pôles : le RQIC et la coalition OQP 2001 – regroupant à eux deux l'immense majorité des effectifs – et le comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA, réunissant les segments les plus radicaux)[382]. Ces trois pôles servent en outre à planifier, et à coordonner autant que possible, les façons dont émergeront dans la vieille capitale la parole citoyenne et la contestation populaire de la globalisation néolibérale. Un important Sommet des peuples, rassemblant les délégués provenant de divers mouvements sociaux des Amériques, se tient du 16 au 19 avril; un cortège de 60 000 manifestants défile dans les rues de Québec le 21 avril; dans la haute ville, la résistance fait rage et au prix d'affrontements épiques, une brèche est ouverte dans le périmètre de sécurité. Aux yeux des mouvements, cette intense mobilisation (trois ans après le déclenchement de l'opération SalAMI) correspond à un grand succès médiatique et politique[383]. Cette fois, les mouvements sociaux ont réussi à faire de la mondialisation une préoccupation très répandue dans la population, ils sont parvenus à faire valoir publiquement – dans le cadre de divers événements rassembleurs et/ou spectaculaires – les inquiétudes légitimes de plusieurs catégories sociales et la protestation contre les modalités de négociation de la ZLÉA a connu une résonance sans précédent auprès des élites politiques et dans les médias[384]. Ce travail en commun sur le thème de la résistance à la

[381] Louis Lafrance, « Un certain retour de l'action militante », *op. cit.*, p. 129-130.
[382] Voir notamment : Francis Dupuis-Déri, *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009, p. 98-99; Pascale Dufour, « Projet national et espace de protestation mondiale : des articulations distinctes au Québec et au Canada », *Revue canadienne de science politique*, vol. 39, n° 2, 2006, p. 333-336.
[383] Pierre Beaudet, « Non à la résignation et à l'impuissance. Le Sommet des peuples des Amériques », *Possibles*, vol. 25, n^{os} 3-4, été/automne 2001, p. 124-135.
[384] Mona-Josée Gagnon, « Les mouvements sociaux : l'année du réveil social », *Québec 2002*, Montréal, Fides, 2001, p. 487-488.

mondialisation néolibérale, impliquant tous les mouvements sociaux québécois, constitue encore une fois une étape importante du travail en coalition, eu égard aux apprentissages réalisés. Relevons notamment un début d'aptitude des coalitions nommées ici à composer avec la diversité des tactiques, c'est-à-dire à montrer – modestement – leur capacité à accommoder concrètement diverses sensibilités militantes coexistant au sein des mouvements sociaux lors d'un même grand événement; la séparation et la coexistence pacifique entre les différents types de mobilisation et d'activisme s'est avérée somme toute féconde. Même s'il a donné lieu à des difficultés, notamment l'expression de sérieux désaccords[385] sur la place publique, cet élément correspond à un enrichissement relatif de la culture politique mouvementiste. Notre analyse des données nous amène aussi à souligner que la préparation de Québec 2001 a alimenté un processus de consolidation de l'expertise, chez plusieurs MS, quant au travail en coalition multi-mouvements, dans une optique d'équivalence des mouvements sociaux (horizontalité); en outre, le leadership politique consistant à fixer de très grands rendez-vous de la société civile – et à aménager ceux-ci – peut être copartagé entre divers mouvements, dont certains assez jeunes (ex. : la mouvance altermondialiste). Toutefois, certains de nos entretiens de recherche ont rappelé que des frictions évidentes et durables persistaient entre des segments importants du mouvement syndical et le mouvement communautaire notamment; est cité en exemple – en outre – le comportement du service d'ordre de la FTQ lors de la manifestation du 21 avril, à qui l'on doit d'avoir démontré une grande fermeté à l'égard des manifestants non syndiqués voulant joindre les rangs du cortège.

En définitive, entre 1997 et 2001, les mouvements sociaux non syndicaux ont fait preuve d'une remarquable aptitude à animer la vie sociopolitique québécoise. Leurs attentes à l'égard du mouvement syndical ont changé; elles sont de plus en plus modestes et les MS tonifient leur sentiment de confiance quant à leur propre aptitude à mener le bal des mobilisations sociales. (En entrevue, Monique Simard fait remarquer qu'à partir de la fin des années 1990, les grands paramètres du financement par l'État des organismes du mouvement des femmes et du mouvement communautaire apparaissent de plus en plus clairs. Tout n'est pas définitivement ficelé, loin de là, mais la logique à long terme prend place, de sorte que ces organismes n'ont plus autant besoin du soutien financier du mouvement syndical pour survivre. Cela aussi, croit-elle, contribuera à modifier la nature des rapports entre mouvements sociaux.)

Le déroulement des préparatifs de la mobilisation altermondialiste de 2001 ainsi que des éléments de réponse fournis en entrevue nous amènent à aussi constater que le mouvement syndical, bien

[385] Raphaël Canet, Janet Conway et Pascale Dufour, « Les dynamiques de l'altermondialisme au Québec », *op. cit.*, p. 205-206.

que n'étant pas à l'origine de ce nouveau souffle de la société civile, peut accepter de participer à diverses campagnes initiées par d'autres mouvements sociaux.

• Extinction de Solidarité populaire Québec

Comme il n'existe pas de bilan écrit de l'entièreté de expérience SPQ ni d'analyse approfondie des circonstances de la disparition de cette coalition permanente, nous avons voulu savoir, via nos entretiens de recherche, quelles ont été les circonstances de la disparition de cette dernière, notre intention étant ultimement de tenter d'en dégager les leçons, en termes d'évolution de travail en coalition. D'après les témoignages recueillis auprès des leaders des mouvements sociaux, Solidarité populaire Québec a connu jusqu'en 1996 un fonctionnement et un rendement assez satisfaisants. En particulier, la mobilisation des années 1990 autour de la Charte pour un Québec populaire et celle directement liée à la campagne référendaire (toutes deux analysées au chapitre suivant), semblent susciter rétrospectivement des évaluations favorables. C'est à partir des sommets socioéconomiques que les rapports vont se détériorer davantage au sein de SPQ, spécialement entre le mouvement syndical et les autres MS. C'est l'analyse que font certains de nos répondants, dont Serge Roy :

> *C'est devenu très compliqué de pouvoir continuer de fonctionner en commun, à la suite* [du sommet d'octobre 1996]. (...) *Je ne peux pas dire que c'est la seule raison, mais c'est sûr que c'est un moment de très forte tension, qui provoque effectivement une séparation entre ce qui est défendu par les centrales syndicales et le reste du mouvement social, donc ça complique considérablement les choses par la suite. Bon, les contacts ne sont pas arrêtés pour autant, c'est sûr, mais ça fragilise beaucoup cette coalition-là et elle va s'arrêter, la démarche, au fond, à la fin des années 1990.*

Les désaccords entre le mouvement syndical et les autres MS portent, on s'en doute, sur un certain nombre d'éléments à caractère programmatique; les membres de SPQ ne s'entendent pas toujours sur des enjeux comme les revenus de l'État (exemples : les abris fiscaux), sur la hauteur des concessions exigées des différents « partenaires sociaux » pour souscrire au consensus du déficit zéro, sur le caractère éventuellement sacré (ou pas) de certaines prestations sociales versées aux personnes les plus démunies de la société... Cependant, il s'est avéré – durant les dernières années de la décennie 1990 – que le mécontentement a porté de plus en plus sur la nature même de la coalition SPQ ainsi que sur les rapports de force s'exprimant en son sein. Sur la nature de la coalition, il semble que la culture politique des mouvements ait évolué durant la sous-période 1993-2009; en effet, deux caractéristiques de SPQ poseraient de plus en plus problème, soit l'ampleur de son champ d'intervention et son caractère permanent. En développant un projet de société relativement complet et ficelé dans le cadre de l'élaboration de la Charte pour un Québec populaire,

et en intervenant au fil des ans sur une vaste gamme de questions, le champ d'intervention de SPQ serait devenu trop ambitieux aux yeux de certains membres de cette coalition, qui avaient le sentiment que SPQ pouvait à la longue finir par se superposer à ce qui se faisait déjà à une autre échelle. Une autre source d'insatisfaction tenait au fait que les organismes membres souhaitaient de plus en plus intervenir en coalition sur des bases ponctuelles (en créant des coalitions taillées à la pièce, au gré des exigences de la conjoncture immédiate) plutôt que dans le cadre d'une coalition permanente qui, au demeurant, prenait un caractère de plus en plus institutionnalisé. Mais en prenant du recul et en observant les rapports inter-mouvements sur quelques décennies, il semble que ce soit l'évolution même des mouvements sociaux non syndicaux, notamment à partir de 1993, qui explique le malaise profond entre le mouvement syndical et les autres mouvements sociaux. En effet, le mouvement syndical ne peut plus revendiquer vis-à-vis de ces derniers le même ascendant qu'en 1985, lors de la fondation de SPQ. L'éclatement de Solidarité populaire Québec révèlerait ainsi un refus de plus en plus net, de la part des MS non syndicaux, de l'hégémonie exercée dans cette coalition par le mouvement syndical. Celui-ci, notons-le, la finançait en grande partie, ce qui n'était pas sans causer parfois quelques malaises. « *Si les organisations syndicales s'opposaient à une stratégie ou à des positions,* souligne Serge Roy, *la question du financement des actions se posait et paralysait les projets des mouvements sociaux. Cette réalité était présente et n'a pas aidé à maintenir en vie SPQ.* » Par ailleurs, en mettant la clef dans la porte de SPQ, les mouvements sociaux se donnaient la chance de relancer sur de nouvelles bases les règles inhérentes au travail en coalition; les mouvements sociaux non syndicaux, autrement dit, se plaçaient éventuellement en position d'établir un nouveau rapport dans leurs alliances ou coalitions avec le mouvement syndical, un rapport exempt de domination syndicale. Une telle chose semble davantage possible en mettant sur pied de nouveaux véhicules, plus sectoriels ou plus immédiatement liés à des luttes conjoncturelles (Coalition pour un Québec sans pauvreté, Marche mondiale des femmes, Sommet des peuples des Amériques...); les mouvements sociaux créent avec ces nouvelles coalitions les conditions d'une renégociation des termes de leurs rapports réciproques, donc une possibilité de repenser la relation hiérarchique traditionnelle existant entre eux. Voilà à tout le moins ce qui ressort de nos échanges avec les répondants s'étant exprimé sur les causes et les circonstances de la disparition de SPQ. Avant de conclure ce chapitre, examinons les derniers développements survenus au titre du travail en coalition, soit les expériences ayant pris place entre 2002 et 2009.

• Autres initiatives multi-mouvements

Depuis 2002, les expériences les plus significatives, eu égard à l'évolution du travail en coalition multi-mouvements, sont d'après les données recueillies d'une part le Réseau de vigilance et de l'autre les forums sociaux québécois.

Dans le premier cas, la fondation du Réseau de vigilance à l'automne 2003 correspond à une période particulièrement propice à l'alignement des planètes entre MS qui profitent alors d'un certain élan en termes de mobilisation. Il faut dire que le nouveau contexte politique québécois créé par l'arrivée du gouvernement de Jean Charest, qui a inscrit ses principaux chantiers sous le signe de la réingénierie, a abondamment contribué à durcir le climat sociopolitique sur la scène nationale, au point de mettre plusieurs acteurs sociaux sur les dents[386]. La première année du mandat de ce gouvernement élu en avril 2003 a été caractérisée par une volonté de procéder à des réformes majeures n'ayant pas fait l'objet d'annonces ou de débats durant la campagne électorale, ou heurtant de plein fouet des éléments chers à la social-démocratie québécoise, comme le gel des tarifs des services de garde à cinq dollars par jour, le code du travail et ses garanties contre la sous-traitance, la propriété étatique des grands ouvrages et services publics, ainsi qu'une certaine tradition de concertation tripartite entre les principaux acteurs socioéconomiques (le patronat, les syndicats, le gouvernement) avant de procéder à des changements majeurs. Dès l'automne 2003, des initiatives et moyens d'action perçus comme prometteurs sont mis en œuvre par plusieurs mouvements sociaux, dont la création du Réseau de vigilance, un regroupement d'une soixantaine d'organismes syndicaux, étudiants, communautaires, féministes et écologistes voulant mobiliser la population contre les mesures annoncées par le gouvernement du Québec[387]. Les syndicats eux-mêmes sont déjà en lutte et affichent résolument leur intention d'accroître encore la pression en 2004, si possible de concert avec les autres MS, ce dont atteste la journée nationale de perturbations du 11 décembre 2003, caractérisée par « *des opérations spectaculaires, dont le blocage des ports de Québec, Trois-Rivières et Montréal, ainsi que de routes importantes desservant la région du Saguenay*[388] ». La première moitié de l'année 2004 sera en effet féconde quant aux rapports multi-mouvements, comme en témoignent les succès de mobilisation conjointe que sont les grandes manifestations du 14 avril et du 1er mai; les organisations syndicales espèrent d'ailleurs tenir à l'automne une grève de 24 heures et les mandats en ce sens s'accumulent à la CSN, à la CSQ et au SFPQ. Durant sa première année d'existence, le Réseau de vigilance s'avère être une coalition particulièrement profitable pour ses membres, d'après ce que révèlent les entretiens de recherche. Dans leurs rapports avec les leaders des organismes syndicaux, les délégués des autres mouvements sociaux y ont vécu un niveau élevé de respect, voire de complicité, rarement vu auparavant.

[386] Pour une description plus détaillée du contexte politique québécois de 2003 et 2004, consulter : Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin, *Ambitions libérales et écueils politiques*, Montréal, Athéna, 2004; Michel David, « Le temps des affrontements », dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, 2004, p. 430-437; François Pétry, Éric Bélanger, Louis Imbeau (dir.), *Le Parti libéral : enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006.

[387] Jacques Fournier, « Splendeurs et misères du syndicalisme québécois d'aujourd'hui », *Possibles*, vol. 29, nos 3-4, été/automne 2005, p. 235-246.

[388] Thomas Collombat, « Des syndicats mis à l'épreuve », dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2005*, *op. cit.*, p. 280.

L'établissement de rapports paritaires entre alliés sociaux semble avoir été l'un des acquis de cette expérience de travail en coalition, autrefois caractérisé par l'asymétrie (en faveur des centrales). Même si la mobilisation s'étiole à partir de l'automne 2004[389], le Réseau de vigilance reste en place comme coalition nationale jusqu'en 2007, notamment à titre de plateforme servant à exprimer de façon conjointe l'horizon socioéconomique des MS, à partir d'une critique des décisions gouvernementales. Cette expérience a mis en lumière la capacité continue des mouvements sociaux non syndicaux (au premier chef, le mouvement communautaire) à initier des coalitions significatives, au sein desquelles ils jouent un rôle de premier plan. La participation syndicale aux mobilisations de 2003 et 2004 a montré que ce mouvement social n'avait pas dit son dernier mot et qu'il comptait encore sur ses alliés sociaux pour mener ses luttes; cependant, il apparaît que dorénavant sa participation à ce type d'initiatives conjointes soit de plus en plus sélective puisque dépendant d'une série de conditions qu'il n'est pas facile de réunir. Les intervenants consultés dans le cadre de notre enquête retiennent aussi de cette expérience qu'elle marque une évolution durable par rapport à Solidarité populaire Québec, un modèle désormais abandonné. Le Réseau de vigilance a ainsi contribué à définir certains des termes du travail en coalition multi-mouvements (outre la parité des rapports entre MS), à savoir le caractère nécessairement ponctuel ou éphémère des coalitions ainsi que la nécessité d'en limiter le spectre d'intervention – contrairement à la prétention qu'avait SPQ de définir et de mettre de l'avant un projet de société exhaustif.

Pour leur part, l'organisation et la tenue des FSQ de 2007 et de 2009 ont contribué à bouleverser d'autres usages du travail en coalition et, plus largement, ont amené des organisations à concevoir différemment leurs rapports avec certaines composantes des mouvements sociaux. Le FSQ de 2007 a réuni près de 5 000 participants, venus assister à un total de 320 ateliers et à une centaine d'activités culturelles; sa tenue a été précédée de plus d'une année de travail préparatoire en comité et de décisions en assemblée générale (d'organisation du FSQ)[390]. Cette expérience a permis d'ouvrir partiellement les horizons de certaines couches militantes initialement formées dans le cadre des pratiques associatives formelles des mouvements sociaux établis depuis longtemps. Les changements constatés ont trait à au moins deux types de préoccupations : les modalités de prise de décision collective et la reconnaissance de la diversité des partenaires mobilisés. À l'étape de l'organisation du FSQ de 2007, l'expérimentation de modalités inédites de prise de décision, dans le

[389] C'est plutôt au mouvement étudiant qu'appartiendra ensuite de relancer la contestation sociale contre le gouvernement Charest, à partir de l'hiver 2005.

[390] Pour des analyses détaillées de l'évènement, voir en outre : Raphaël Canet, « L'éclosion d'une culture politique participative : l'expérience du Forum social québécois », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 21, n° 1, 2008, p. 84-103; Thomas Chiasson-Lebel, « Forum social québécois : poutine altermondialiste à la sauce québécoise? », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1, 2009, p. 23-37; Pascale Dufour et Janet Conway, « Emerging visions of another world? Tensions and collaboration at the Quebec social forum », *Journal of world-systems research*, vol. 16, n° 1, 2010, p. 29-47.

cadre d'une assemblée générale et de comités ouverts à tout un chacun, a constitué une étape délicate dans le cheminement du Forum et de sa multitude d'organisateurs; ce ne sont pas toutes les organisations qui ont pu accepter de fonctionner dans un tel cadre – certaines, comme la FTQ, se sont retirées assez rapidement de l'organisation du FSQ, ce qui ne les empêchait pas toutefois de participer, à la fin août 2007, au Forum lui-même. Les délégués des organisations traditionnelles des MS ont dû apprendre à composer avec un type de fonctionnement démocratique très horizontal, visant l'engagement citoyen d'un grand nombre d'individus non affiliés, c'est-à-dire ne représentant personne d'autre qu'eux-mêmes; ce type de fonctionnement forçait les délégués mandatés par des organisations souvent populeuses et très structurées à se placer au même niveau que de simples activistes intervenant en leur nom personnel. L'équilibre n'était pas facile à trouver car ultimement, ce sont ces organisations auxquelles incombait la responsabilité de financer l'événement, de fournir les ressources professionnelles requises et d'être imputables vis-à-vis de leurs membres quant aux résultats obtenus à la suite d'un tel investissement. Selon Louis Roy, une solution originale fut trouvée, consistant à séparer les décisions à incidence budgétaire des autres décisions :

> *On va avoir à côté une OSBL, sur laquelle siégeront les organisations qui le voudront bien, mais les organisations* [seulement]. *Et c'est elles qui vont gérer l'affaire en termes de revenus et en termes de dépenses et qui vont engager du monde pour organiser le forum social. (…) Donc, on avait une assemblée générale très ouverte, très horizontale, mais s'il y avait des votes qui impliquaient des sommes d'argent, à ce moment-là, c'était uniquement les organisations membres qui avaient droit de vote. Alors ça, ça a été compliqué, à chaque réunion il a fallu expliquer cela, parce que ça change dans la salle, ce n'est pas toujours le même monde.*

La conclusion de ce genre de compromis a jeté les bases d'un aménagement des rapports entre types d'acteurs très différents mais souhaitant tous vivement la réussite de cette première édition d'un forum social au Québec[391]. L'idée que des acteurs non affiliés puissent eux aussi avoir une responsabilité déterminante dans l'appel à la tenue de grands rendez-vous de mobilisation sociale et la préoccupation consistant à rechercher dans la préparation de ce type d'évènements des modes de participation et de décision alternatifs ont peu à peu fait leur chemin auprès d'acteurs traditionnels. Il est communément admis aujourd'hui par ces divers types d'acteurs que la possibilité de tenir le FSQ en 2007 doit son existence à l'initiative novatrice d'individus non affiliés désirant fonctionner dans un cadre horizontal participatif, combinée à la capacité de certains organismes de soutenir logistiquement la démarche tout en mettant en sourdine une partie de leurs habitudes liées à une très longue expérience de la délégation de pouvoir.

[391] Il faut préciser toutefois que deux forums régionaux avaient pu se tenir avant le FSQ : le Forum social Québec/ Chaudière-Appalaches (en 2002) et le Forum social du Saguenay/ Lac-St-Jean (en 2006).

Un second changement observé grâce aux forums est la possibilité de reconnaître et de réunir dans un même espace toute la diversité des acteurs sociaux dont l'existence s'inscrit dans une forme de résistance à la lame de fond néolibérale. Ces acteurs peuvent investir une grande variété de terrains, allant des pratiques alternatives en santé à l'expression culturelle ou artistique, en passant par le renouveau de l'agriculture, l'engagement humanitaire et les pratiques de consommation éco-responsables. Ces acteurs peuvent être naissants ou éphémères, ils peuvent être de taille modeste et disposer de ressources limitées, leur rayon d'action peut être local ou international, et leur notoriété presque nulle. Ils étaient souvent exclus des pratiques antérieures du travail en coalition, qui avait tendance à s'appuyer sur les grands regroupements dans divers secteurs-clés (souvent les mêmes). Selon Véronique O'Leary, la pratique des forums sociaux a instauré de nouveaux réflexes chez plusieurs : « *Il y a quelque chose qui fait que la réalité mondialisante, déstructurante de la société* [exige] *qu'on ose faire des alliances qu'on n'aurait pas pensé faire dans le temps, parce que c'est tellement déstructuré aujourd'hui, l'isolement est tellement destructeur, que t'as besoin d'un rassemblement.* » La dynamique des forums sociaux, entamée depuis 2000 à l'échelle mondiale, a peu à peu modifié les représentations de plusieurs activistes quant à la composition du camp de la résistance au néolibéralisme et à la valeur de la contribution de chacune de ses composantes. La culture des forums sociaux se donne pour objectif non seulement de permettre la rencontre de cette diversité d'acteurs, mais également de stimuler les dynamiques d'influence réciproque entre eux. Comme l'explique Raphaël Canet, la réponse politique envisagée par les MS devrait logiquement procéder d'une forme de synthèse de ces divers apports : « *L'éloge de la diversité apparaît comme une autre valeur fondamentale de la mouvance altermondialiste. Cette posture vise à s'extirper de la tendance unitaire et homogénéisante de la "pensée unique". Elle permet de concevoir la diversité (…) comme une profonde richesse permettant une interfécondation des savoirs menant à une véritable complémentarité et une solidarité*. » Il est difficile de mesurer l'intensité de cette « interfécondation » durant un forum social donné, mais la seule suggestion de la plausibilité et de la nécessité d'un tel processus, dans la résistance commune à la mondialisation néolibérale, représente en soi un jalon significatif dans l'évolution de la culture politique de certains individus et organismes des MS. Ceux-ci auraient davantage tendance, depuis la tenue des forums à diverses échelles (régionale, nationale, continentale, mondiale), à inclure dans leurs perspectives stratégiques la possibilité que leurs luttes soient articulées à celles d'une considérable diversité d'acteurs et qu'une telle diversité est un atout plutôt qu'un handicap.

Ces évolutions du travail concerté entre MS ont continué d'être expérimentées et mises à profit dans les années suivantes, notamment à l'occasion des multiples forums sociaux s'étant tenus à l'échelle régionale après 2007.

4.4. Conclusion du chapitre

Ce quatrième chapitre nous a permis d'explorer en profondeur l'évolution des rapports entre MS en reprenant les outils conceptuels et analytiques que nous avions précisés puis assemblés dans les chapitres précédents. Tentons maintenant de dresser de manière plus systématique l'inventaire des acquis des mouvements, en termes d'évolution de leur culture politique, en nous appuyant successivement sur chacune des trois hypothèses que nous avions formulées dans la foulée de l'élaboration de notre cadre théorique.

H1. *En termes de fertilisation croisée, la diffusion du féminisme (donc son absorption par les MS) modifierait significativement la culture politique de gauche et représenterait une évolution notable de l'action politique des MS durant la période étudiée.*

Nous avons montré à quel point les trois décennies étudiées ont été une période riche au titre de l'alimentation mutuelle entre mouvements sociaux; ce processus de fertilisation croisée entre mouvements a été soutenu intensément par le mouvement des femmes, bien qu'on note également une aptitude des autres mouvements à le stimuler eux aussi. Nous avons décrit en détails les changements induits par l'intervention des femmes et des revendications féministes dans deux mouvements sociaux mixtes : le mouvement syndical et le mouvement communautaire autonome. Par-delà chacune des absorptions précises observées dans ce chapitre, que peut-on retenir de ces dynamiques en termes d'évolution de l'aptitude à l'action politique au sein des MS, quant aux rapports inter-mouvements? Essayons de récapituler les apprentissages réalisés du fait de l'alimentation mutuelle des mouvements, mais en cherchant à nommer et à classer les développements enregistrés au plan de la culture politique.

En ce qui a trait à l'**autoreprésentation** collective, pour chaque mouvement mixte, les résultats exposés dans ce chapitre suggèrent une évolution de la culture politique en termes identitaires. En effet, un certain apprentissage pratique du co-militantisme hommes/femmes et l'aménagement relatif de ce côtoiement dans le fonctionnement même des MS – généralement perçus comme un progrès – traduisent une certaine inclusion et une certaine reconnaissance de la mixité comme trait identitaire positif (voire comme force) du mouvement syndical et du mouvement communautaire, après de très difficiles négociations internes – dont on se doute bien qu'elles ne sont pas terminées d'ailleurs. Les revendications et les pratiques quotidiennes des syndicalistes et des personnes œuvrant dans le communautaire, et à travers elles, la représentation que se fait un mouvement de lui-même, laissent entendre une meilleure aptitude à intégrer les femmes dans la définition du soi collectif. On peut certes (et d'abord) y voir une évolution des matrices mentales des activistes; on peut ensuite (et surtout) envisager que celle-ci participe favorablement de l'établissement de rapports féconds entre les MS, dans la mesure où elle prédispose les activistes à valoriser la variété

des apports à l'édification identitaire des mouvements – et à reconnaître le potentiel politique positif de cette variété[392].

Deuxièmement, nos résultats relatifs à la fertilisation mutuelle ont mis en lumière un développement des **habiletés délibératives** de nombreux activistes dans le mouvement syndical et le mouvement communautaire, dénotant qu'un travail d'éducation politique pour libérer un espace favorable à la parole des femmes a été accompli, avec un certain succès (difficile à quantifier très précisément, mais repérable tout de même). Plusieurs répondants ont tenu à souligner, tout en reconnaissant leur fragilité, un certain nombre d'acquis relatifs à l'aptitude à l'écoute, l'établissement de conditions propices aux échanges respectueux en milieu mixte et la reconnaissance que la possibilité de tels échanges inclusifs participe éventuellement de la richesse des analyses du mouvement. Ces habiletés délibératives, bien que précaires puisque constamment soumises à l'exercice de rapports de force, font partie intégrante de ce que nous désignons comme l'évolution de la culture politique.

Un troisième type de développement des compétences politiques se rapporte à la **faculté d'intégration**, donc de synthèse programmatique. L'érosion générale de l'invisibilité des femmes s'accompagne en effet d'une aptitude à réaliser une certaine forme de synthèse entre les préoccupations de type féministe et les revendications historiques des mouvements mixtes. D'une part, les leaders interviewés reconnaissent (et nos résultats montrent) l'apport du corpus de thématiques féministes dans l'élaboration des positions et demandes des mouvements mixtes. D'autre part il y a une admission – souvent implicite, parfois explicite – à l'effet que chaque mouvement ne peut se spécialiser strictement dans la défense de ses revendications historiques, mais gagne à devenir le creuset dans lequel se réalise une nouvelle synthèse programmatique apte à inclure des préoccupations des autres MS. Il s'agit là d'une évolution intéressante de la culture politique en ce qu'elle encourage à élaborer, au-delà du corpus des demandes traditionnelles, un type de raisonnement plus stratégique, ouvert à une variété d'apports. Le mouvement des femmes lui-même s'est montré perméable à l'élaboration d'une telle synthèse, en reprenant à son compte une part du bagage de revendications historiques des secteurs populaires, ce qui confirme dans ce cas le caractère croisé du processus de fertilisation. Ce jalon est important, car il signifie que la défense des secteurs populaires n'appartient plus en propre au mouvement social qui en a été historiquement le vecteur (au vingtième siècle, le mouvement syndical). En reprenant à son compte les préoccupations des catégories sociales populaires, le mouvement des femmes a réalisé une forme de synthèse entre l'analyse féministe et une sensibilité à l'analyse de classes. En

[392] Ultimement, cela peut contribuer à ce que les mouvements perçoivent les points d'intersection possible entre eux, puis, partant, refusent de percevoir les autres MS comme défenseurs de catégories ou de revendications étrangères aux leurs; nous reviendrons plus précisément sur cet élément plus bas.

conséquence, un mouvement social donné (ex. : le mouvement syndical) ne peut plus être conçu aujourd'hui comme intrinsèquement désigné pour devenir le creuset de cette synthèse; plusieurs mouvements peuvent s'estimer être candidats à la réalisation au moins partielle d'une telle synthèse et, du coup, peuvent se sentir appelés à jouer un rôle, en termes d'animation et de facilitation d'alliances, auprès des autres mouvements sociaux.

H2. *Il y aurait eu déplacement du centre de gravité de la définition de l'horizon politique de la gauche. Selon le schéma marxiste classique, la classe ouvrière joue un rôle central dans la conception du projet de société et dans la définition du cadre stratégique guidant l'action. Si, à une époque donnée, les principales forces motrices du changement cessent peu à peu d'être les syndicats (...), alors le projet politique ne peut plus être tout à fait le même. Il est redéfini et les acteurs privilégiés de son exécution ne sont pas les organisations ouvrières. La hiérarchie des MS s'en trouve bouleversée, et cela participe aussi du renouvellement de leur culture politique.*

En entrevue, en 2011, Monique Simard a laissé tomber ce verdict décapant, à propos des organisations syndicales : « *Je ne trouve pas, en ce moment, que le mouvement syndical en général (et que la CSN en particulier) est leader de quoi que ce soit, dans la société*. *C'est raide, mais c'est ça*. » Ce verdict lapidaire, loin de faire l'unanimité, n'en est pas moins révélateur d'une évaluation assez répandue en ce qui concerne la relative perte d'influence du syndicalisme au titre de l'animation de ce que nous appelons le « concert des mouvements sociaux ». Par-delà cette déclaration singulière contribuant ici à donner le ton, que peut-on dégager du présent chapitre, eu égard à notre seconde hypothèse? L'évolution de la culture politique, au titre des rapports inter-mouvements, peut être appréciée de deux façons : en se penchant sur l'influence du mouvement syndical d'une part, puis en faisant de même pour les autres MS.

L'analyse des données montre un relatif déclassement du pouvoir syndical, à l'échelle des mouvements sociaux, et ce, à plusieurs égards. L'examen des processus de fertilisation mutuelle indique que le syndicalisme s'est montré ouvert à l'influence du féminisme (ce qui, peut-on présumer, a contribué à donner au mouvement syndical un nouvel élan, voire un second souffle), mais a eu une influence modeste sur les autres mouvements, leur léguant principalement en héritage la « sensibilité de classes ». En termes de perspectives sociopolitiques, le mouvement syndical a connu du succès auprès des autres MS surtout quand il appuyait, ou portait conjointement avec eux, des revendications intrinsèquement multi-mouvements (équité salariale, loi pour l'élimination de la pauvreté, résistance à la mondialisation néolibérale, etc.). Toutefois, son virage favorable au partenariat social, surtout observable entre 1996 et 2003, n'a pas suscité l'enthousiasme des autres mouvements sociaux et a même nui au rayonnement du mouvement syndical; il a eu pour effet d'isoler partiellement celui-ci des autres MS et un important hiatus s'est installé dans les rapports inter-mouvements, au point de les altérer durablement. Il subsiste donc, à

partir de 1996, une sorte de discrétion du mouvement syndical comme producteur de perspectives sociopolitiques aptes à stimuler les autres mouvements. En outre, le mouvement syndical parvient mal à se positionner lui-même comme le défenseur des secteurs populaires et le garant du bien commun (même s'il n'y a pas renoncé et même si, à différents niveaux et par diverses initiatives, il poursuit ses efforts en ce sens). De plus, notre étude du travail en coalition montre un relatif retrait de l'influence syndicale parmi le concert des mouvements sociaux. En témoigne d'une part la disparition de Solidarité populaire Québec, qui trahit une perte de la prééminence du mouvement syndical ainsi qu'une volonté des MS de renégocier les modalités du travail en coalition. En témoigne également la multiplication des initiatives de campagnes multi-mouvements (et de travail en coalition) lancées depuis l'extérieur des rangs syndicaux, initiatives marquées de succès, du reste. Tous ces éléments ont milité, croyons-nous, en faveur d'une modification des matrices mentales dans les rangs des MS, modification traduisant une **érosion du syndicalo-centrisme**. En définitive, l'évolution de la culture politique des activistes s'exprime par la disparition progressive d'une injonction à l'effet qu'en termes de vastes mobilisations, sans l'initiative du mouvement syndical, rien ne serait possible. C'est la conviction inverse qui s'installe peu à peu parmi les couches militantes des MS.

Cette conviction s'explique aussi par la prise d'initiative par les autres MS, donc par le caractère inspirant qu'ils ont pu avoir durant la période 1980-2009. Les processus de fertilisation mutuelle examinés dans ce chapitre sont déjà, en eux-mêmes, un indicateur des forces et faiblesses relatives de chaque MS; il est raisonnable d'estimer que les avancées rencontrées à ce titre par un mouvement (ex. : le mouvement des femmes) contribuent à accroître la confiance qu'il a en lui et l'incitent à jouer un rôle moteur parmi l'ensemble des mouvements sociaux. Notre étude met également en lumière que les mouvements non syndicaux ont connu, entre le début des années 1980 et la fin des années 1990, une certaine forme de stabilisation de leurs sources de financement et que cela pourrait participer de leur sentiment d'autonomie et de confiance face au monde syndical. Quand ce cap de la stabilisation des assises est plus ou moins franchi pour un mouvement, celui-ci est mieux en mesure d'aller vers les autres mouvements sociaux pour leur proposer d'agir en alliance avec lui. Pour leur part, la marche *Du pain et des roses* en 1995 puis l'émergence de coalitions et de campagnes réussies (d'origine autre que syndicale) à partir de 1997-1998 montrent à quel point les mouvements sociaux non syndicaux détiennent un potentiel d'animation du concert des MS et sont producteurs de perspectives de lutte pour le changement social. Les formes elles-mêmes de ce travail en coalition ont sensiblement évolué sous l'influence des MS non syndicaux, qui se sont affranchis du cadre tactique imposé par Solidarité populaire Québec. La nature et les modalités de fonctionnement des coalitions et autres initiatives multi-mouvements suggèrent que ces coalitions et initiatives sont mieux adaptées aux spécificités des différentes conjonctures

sociales et qu'elles offrent des possibilités de mieux aménager le clivage entre mouvement syndical et autres MS. Lorsqu'une coalition ou initiative peut accommoder les finalités du mouvement syndical, elle peut fort bien accueillir celui-ci; inversement, lorsque le mouvement syndical épouse des intérêts ou un cadre stratégique trop différents de ceux de la coalition ou de l'initiative multi-mouvements, celle-ci peut aller de l'avant quand même, donc autoriser les mouvements sociaux à travailler ensemble (sans les centrales), puis connaître un relatif succès. La période 1993-2009 en particulier suggère à quel point les MS non syndicaux ont pris conscience d'avoir offert des laboratoires de travail en commun inédits, d'avoir initié des formes d'alliances fécondes, et d'avoir de ce fait enrichi les possibilités de synergie entre mouvements sociaux. Tous ces éléments contribuent à renforcer la confiance qu'ils ont en eux. À terme, ces mouvements en viennent à se représenter différemment les rapports de pouvoir (inévitables) entre eux et le mouvement syndical et ils conçoivent pouvoir exercer, à leur tour, une certaine forme de leadership sur la société civile. Finalement, la hiérarchie entre mouvements sociaux a bien été bouleversée durant les trois décennies étudiées; un meilleur équilibre semble s'installer entre le mouvement syndical et les autres MS. Ce bouleversement est, de façon latente ou affichée, partiellement intégré et assumé par les activistes. Tout cela participe à n'en point douter d'un renouvellement de la culture politique mouvementiste.

H3. *De par leur action politique, les mouvements sociaux restent un pôle d'animation qui contribue, jusqu'à un certain point, à une convergence des forces progressistes et à la pérennité d'une culture de gauche. En somme, il subsiste encore une sorte d'horizon de la gauche, balisant le travail des militants et militantes. Ces activistes sont animés en outre par le désir de donner vie à cet horizon, à travers l'action des mouvements sociaux.*

Cette hypothèse s'est avérée être la plus difficilement vérifiable. Malgré tout, elle demeure pertinente dans la mesure où elle constitue (comme les autres d'ailleurs) un levier pour interroger les faits sociaux et stimuler la réflexion à leur sujet. Ici nous avons cherché à savoir si l'évolution de la culture mouvementiste était encore propice à l'élaboration d'un horizon sociopolitique commun à la gauche, ou encore, si cette évolution participait de l'inscription des MS dans une dynamique large de communauté d'analyse politique – ou de convergence autour d'un projet de société global.

Dans un premier temps, nous constatons dans l'action politique des MS – eu égard à leurs rapports mutuels – un certain effort de **désectorisation** des analyses. Le travail accompli par les mouvements étudiés, conçu sous l'angle de la fertilisation croisée, a certes contribué à l'existence (partielle et précaire) d'une forme de langage commun contre l'injustice ou l'exclusion, langage pouvant lier pratiquement des préoccupations féministes à des revendications « sectorielles » de mouvements sociaux mixtes, et réciproquement (lier dans la pratique la sensibilité de classes à l'analyse féministe). Ce type d'assemblage est un pas dans la direction de la convergence éventuelle des

différents acteurs de gauche autour d'un bagage sociopolitique commun. Les différents processus de fertilisation mutuelle favorisent ainsi le développement ou l'acquisition de ressources transversales, pré-requis indispensable à l'existence d'une communauté d'analyse largement partagée à l'échelle de la gauche. On note également chez maints activistes l'intuition d'une équivalence entre les contenus d'émancipation portés par les différents mouvements, équivalence prédisposant à chercher à rassembler, à mettre en commun les sensibilités et analyses portées par chaque mouvement. Bien que ces efforts de décloisonnement soient embryonnaires, ils soutiennent une prédisposition favorable à l'édification d'un système de valeurs rattaché à la proposition d'un nouveau type de société.

Deuxièmement, le travail des mouvements au chapitre de l'alimentation d'un horizon commun aux acteurs de gauche a évolué vers de nouvelles formes, dites préfiguratives, qui participent elles aussi de l'évolution de la culture politique des MS. L'effort de **préfiguration** politique[393] a consisté à mettre en œuvre, dans le quotidien des mouvements, des normes, des règles, des pratiques ou des exigences éthiques ayant pour effet de faire éclore immédiatement à une micro-échelle – celle des organismes des mouvements sociaux – certains des rapports sociaux (ou autres conditions des échanges politiques entre humains) qui devraient caractériser la société émancipée à venir. Le présent chapitre suggère qu'à partir des années 1980, de tels efforts se sont intensifiés et diversifiés dans plusieurs mouvements. En ce qui a trait aux évolutions rattachées au féminisme notamment, la pratique de l'alternance de la parole des hommes et de celle des femmes, l'exigence de quotas de mixité dans la représentation, l'acceptation de l'altersexualité affichée de certains activistes et la reconnaissance du caractère fondamental de l'autonomie politique des femmes dans les organisations mixtes sont certainement des exemples probants de cette inclination à œuvrer en termes de préfiguration politique. Des progrès (de moindre envergure cependant) ont aussi été signalés au chapitre des pratiques démocratiques, surtout dans le mouvement des femmes et le mouvement communautaire autonome : la recherche de consensus plutôt que la tenue de votes éventuellement divisifs, la valorisation du métissage des sensibilités politiques ainsi qu'une pro-pension plus générale à soigner les processus internes aux mouvements au moins autant que l'efficacité dans l'atteinte des fins comptent parmi les jalons visiblement assimilables à cette compétence politique qu'est la préfiguration. Il en va de même en ce qui concerne l'horizontalité

[393] Cette notion est notamment définie, expliquée ou illustrée dans les textes suivants : Michal Osterweil, « La réinvention du politique : une approche culturelle-politique », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 182, décembre 2004, p. 555-566; Ezequiel Adamovsky, « Penser le passage du social au politique », *Mouvements*, n° 63, juillet-septembre 2010, p. 111-129; Marcos Ancelovici et Maxime Roy-Allard, « La démocratie directe en mouvement », dans Francis Dupuis-Déri et Marcos Ancelovici (dir.), *Un printemps rouge et noir*, Montréal, Écosociété, 2014, p. 87-113; Rachel Sarrasin, Anna Kruzinski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton, « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », *Lien social et politiques*, n° 68, automne 2012, p. 141-166.

recherchée dans les rapports entre certains mouvements sociaux et entre certains organismes. Les forums sociaux ont également été des laboratoires de pratiques politiques dont on peut penser qu'elles ont un caractère préfiguratif, en ce qu'elles ouvrent de nouveaux espaces à la participation et sont sensibles à la recherche de la complémentarité des pensées et modes d'action s'inscrivant dans la résistance au néolibéralisme.

Toutes ces explorations et innovations, inscrites à l'enseigne de la préfiguration, traduisent l'apparition de ce qui s'assimile à **un nouveau sens tactique**, eu égard à la façon de proposer un horizon politique de la gauche (et la manière de tendre vers lui...). Ce sens tactique pose comme exigence fondamentale d'élaborer d'abord au sein des mouvements les éléments de la culture politique qui éventuellement pourront être offerts comme bases programmatiques ou exigences éthiques aux autres acteurs de la gauche (partis, intellectuels, organisations intermédiaires...). Cette exigence tend à signifier aux activistes que l'incubation de l'horizon politique de la gauche se fait avant tout dans les MS et que ce processus est marqué, au quotidien, par la créativité, l'imprévisibilité, les tâtonnements, les incessantes discussions et les inévitables rapports de force *in situ*. L'époque où s'imposaient spontanément aux mouvements les métarécits de gauche ou les grilles d'analyse préfabriquées se fait de plus en plus lointaine. Cette imposition spontanée semble être remplacée par l'intuition, de plus en plus répandue, qu'il appartient largement aux mouvements – dans leur dialogue avec les autres acteurs formant la gauche – d'être les laboratoires de nouvelles pratiques sociales et les incubateurs d'idéaux politiques, puis de proposer eux-mêmes des voies et finalités du changement social de type progressiste. Les années 1980 à 2009 sont donc celles d'un très long cheminement moléculaire, marqué par une recomposition des mouvements sociaux, en vertu de laquelle ces mouvements ont développé de nouvelles modalités de travail en commun et de production de nouvelles perspectives sociopolitiques de gauche. Pour y arriver, les mouvements ont eu à connaître une profonde transformation de leur culture politique. En outre, ils ont eu à se défaire d'anciennes conceptions du militantisme et du changement social, à trouver leur régime respectif, à réapprendre l'action conjointe (multi-mouvements) dans le respect des différences, puis à mieux mesurer la portée réelle de leur pouvoir et rayonnement sur la société civile. De telles mutations internes, caractéristiques du déplacement du centre de gravité de la gauche québécoise, étaient préalablement nécessaires à la résurgence de l'action mouvementiste au 21^{e} siècle.

Chapitre 5

Les mouvements sociaux et leur rapport à la question nationale

Notre recherche nous a amené à nous pencher sur une seconde dimension importante de l'action politique des mouvements sociaux québécois : leur rapport à la question nationale. Celui-ci marque à n'en point douter les années 1980 et 1990, ponctuées de deux référendums sur la souveraineté, du rapatriement de la Constitution et de deux accords constitutionnels majeurs (Meech et Charlottetown). Des évènements d'une telle ampleur ne peuvent avoir cours sans laisser de traces dans l'existence spécifique des mouvements sociaux; ceux-ci furent interpellés sérieusement par la question nationale. Nous retracerons ici les modalités de leur implication dans ces débats et, par-delà cette préoccupation historique, nous chercherons à déterminer en quoi ce rapport des MS à la question nationale participe de l'évolution de leur culture politique. En suivant l'argument central de notre thèse, nous entendons vérifier ici dans quelle mesure l'investissement de ce champ, la question nationale, participe d'un développement des compétences politiques des MS. Rappelons d'entrée de jeu l'hypothèse que nous avions formulée à l'étape de l'opérationnalisation : une évolution significative est repérable durant les décennies 1980 et 1990 et elle traduit un apprentissage quant à la façon des MS de composer avec la question nationale qui, premièrement, devient non seulement davantage partie prenante de leur projet de société, mais est aussi mieux articulée à celui-ci, et deuxièmement, cesse d'être considérée comme la propriété du Parti québécois (les mouvements sociaux remettant de plus en plus clairement en cause son monopole sur celle-ci).

Comme dans le cas du précédent chapitre, notre présentation procédera simultanément selon deux ordres de préoccupation : chronologique et taxonomique. Le premier ordre répond à notre souci de bien situer la dynamique historique dans laquelle chaque mouvement est plongé, dans les différentes sous-périodes examinées, puis d'identifier adéquatement son positionnement dans la conjoncture. Le second ordre traduit une volonté de bien cerner et décrire les leçons tirées de ces événements par les MS et les acquis sur lesquels ils peuvent tabler, en termes de capacités politiques, du fait de leurs réflexions et expériences.

L'exposé se subdivisera en trois sous-périodes distinctes, correspondant à des phases bien précises de l'évolution de la question nationale et de sa résonance dans les mouvements sociaux.

La première phase, qui va de 1980 à 1990, est celle de l'après-défaite référendaire, du rapatriement unilatéral de la Constitution, de l'abandon par le Parti québécois de son option souverainiste, puis des débats entourant l'Accord du Lac Meech. La seconde est marquée par les conclusions de la Commission Bélanger-Campeau, le retour au pouvoir d'un PQ redevenu souverainiste, puis le second référendum sur la souveraineté du Québec; elle s'étend de 1991 à 1995. La troisième couvre les 14 années suivantes et se caractérise par une relative latence de l'option souverainiste, bien que la question nationale ne disparaisse pas pour autant de l'écran-radar des mouvements sociaux.

L'analyse des données tirées des entretiens de recherche et des sources secondaires ou primaires procédera encore une fois mouvement par mouvement. Conformément à la méthode d'investigation de D. Chovanec, nous repérerons les moments-clés d'évaluation critique et de réajustement de l'action des mouvements qui sont censés être à la base de la *praxis* politique des mouvements (voir schéma, annexe 7). En somme, nous tenterons de bien camper l'évaluation qu'ils font de la conjoncture nationale (et de leur contribution à l'évolution de celle-ci), puis nous voudrons découvrir ensuite à quels titres et selon quelles modalités une prise en charge de la question nationale contribue à l'acquisition, par chaque MS, de nouvelles compétences politiques.

5.1. Contexte : la conjoncture politique nationale vers 1980

Au début des années 1980, en matière d'action politique des MS, l'heure des bilans a sonné, tant en ce qui a trait à la question nationale[394] qu'au rapport à la forme parti (celui-ci sera traité au chapitre suivant). Cette décennie s'ouvre sur une grave crise sur ces deux plans et, dans les mouvements, le besoin de faire le point sur la démarche d'émancipation nationale et sociale est réel, alors que les années fastes de l'ébullition politique sont derrière soi. Notre collecte des données indique que ce travail consistant à faire le point est déjà bien engagé dans les mouvements en 1980 et qu'il porte sur une gamme étendue de considérations. Avant d'en dresser l'inventaire, puis d'en tirer les acquis pour les MS, il est cependant nécessaire de faire un bref retour en arrière, afin de brosser le portrait du positionnement des sensibilités militantes qui traversent les MS et de bien situer les termes

[394] Dans les premières années de la décennie 1980, si on tente de se placer le plus près possible de la perspective des mouvements sociaux étudiés, les éléments de bilan et d'introspection disponibles par écrit sont notamment : Centre de formation populaire, *Au-delà du parti québécois, lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle optique, 1982; Marielle Désy, Marc Ferland, Benoît Lévesque et Yves Vaillancourt, *La conjoncture au Québec au début des années 80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980; Équipe de production de La vie en rose, « Dernière heure – référendum », *La vie en rose*, n° 2, juin 1980, p. 5; Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980; Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue*, Montréal, VLB, 1987; Marc Raboy (dir.), *Old Passions, New Visions; Social Movements and Political Activism in Quebec*, Toronto, Between the Lines, 1986.

selon lesquels s'est posée cette question nationale, telle qu'elle se donnait alors sous la direction du premier gouvernement du Parti québécois.

Jusqu'au référendum du 20 mai 1980, quatre grandes sensibilités rejoignent la base sociale des mouvements sociaux sur la question nationale. Une première consiste à appuyer, explicitement ou non, le projet centriste et souverainiste du PQ; cette sensibilité était assez forte dans les rangs syndicaux, mais présente également dans les autres mouvements. Une seconde, influente dans le mouvement communautaire, mais présente également dans le mouvement syndical (surtout à la CSN, modestement à la CEQ), consistait ni plus ni moins en un rejet de la souveraineté et en la promotion de l'unité de la classe ouvrière canadienne en vue de l'édification du parti prolétarien; c'est la sensibilité marxiste-léniniste. Une troisième, dite du « Oui critique », tentait de réaliser la jonction entre socialisme et indépendance, tout en cherchant à obtenir la rupture entre mouvements sociaux et Parti québécois; en définitive, ce courant a eu une faible influence au sein des mouvements. Enfin, la dernière sensibilité, la neutralité dans le cadre du débat référendaire, préférait appeler les militants et militantes à se concentrer sur les tâches propres à chaque mouvement social, dépeintes soit comme plus urgentes, soit comme moins « divisives », ou encore politiquement plus valables et fécondes (que l'enjeu constitutionnel). Un cinquième courant pourrait être signalé, l'option fédéraliste, mais ce courant ayant été relativement discret et ayant le plus souvent proposé l'apolitisme formel des mouvements sociaux, il était à toutes fins utiles confondu sur le terrain avec celui de la neutralité.

Par-delà cet éventail de tendances politiques dans les rangs des MS, il importe de saisir, à une échelle plus ample, comment s'impose dans le débat public et dans la vie politique nationale l'option souverainiste du PQ – au pouvoir depuis 1976 – et comment les mouvements sociaux se sont historiquement placés face à celle-ci. Cet examen nous semble un préalable incontournable afin de pouvoir prendre, dans ce chapitre, la mesure du chemin parcouru par les mouvements eu égard à leur rapport à la question nationale.

Depuis sa victoire électorale, le Parti québécois dispose de l'appareil d'État pour promouvoir son option, définie elle-même dans le cadre stratégique plus général de l'étapisme[395]. Ainsi, la réalisation de la souveraineté-association relèverait d'un savant plan d'ensemble, conçu et mis en route par des stratèges comme Claude Morin, et prévoyant un enchaînement précis d'événements : d'abord l'élection du PQ à titre d'alternative viable au régime libéral de Robert Bourassa, puis la

[395] Yves Vaillancourt brosse un portrait détaillé des débats entourant la confection puis l'adoption de cette stratégie par les instances et personnalités dirigeantes du PQ : « La position constitutionnelle du MSA-PQ de 1969 à 1979», dans Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois: lutte nationale et classes populaires*, *op. cit.*, p. 69-123.

réalisation d'une bonne partie d'un premier mandat accompli à l'enseigne du « bon gouvernement », ensuite la proposition durant ce mandat d'un projet de nouvelle entente Québec-Canada (la souveraineté-association) à être négociée avec Ottawa, la consultation du peuple par le gouvernement via référendum afin d'avoir le mandat officiel d'aller négocier ledit projet avec Ottawa et, finalement, une question référendaire établissant que la consultation populaire ne sert qu'à amorcer un très long processus de discussions d'État à État impliquant lui-même un second référendum (sur les résultats de la négociation avec Ottawa).

Cette double étatisation de la question nationale[396], reposant à la fois sur la captation par le PQ des ressources de l'appareil gouvernemental, ainsi que sur une technocratisation de la démarche d'accession à la souveraineté, ne sera pas sans créer des malaises dans les mouvements. Le sentiment que la démarche souverainiste relève d'une stratégie complexe appartenant essentiellement à des experts formant en bonne partie la nouvelle élite politique à Québec est assez répandu; cette nouvelle façon de prendre en charge l'enjeu de l'émancipation nationale – sans grande implication populaire – indispose plusieurs leaders et activistes sociaux. On peut lire les critiques formulées à ce titre par divers acteurs sociaux dans des recueils de contribution publiés à l'époque, comme *L'impasse*[397] ou encore *Old Passions, New Visions*[398]. Une autre source d'inquiétude concerne la dilution (perçue) du caractère émancipatoire du projet souverainiste, donc son recentrage vers un enjeu de négociations constitutionnelles entre gouvernements plutôt qu'un rapport de force entre secteurs populaires historiquement dominés et pouvoirs économico-politiques dominants. À partir des années 1960, la montée du nationalisme populaire dans les milieux ouvriers, partie prenante du mouvement d'émancipation de cette classe, avait eu pour effet de conférer à la revendication souverainiste un potentiel de lutte sur l'ensemble du terrain social, alors que la gouverne péquiste de la démarche nationale pouvait tendre au contraire à réduire le caractère subversif de cette même revendication[399].

D'autre part, plusieurs ont noté[400] que la montée des courants de la gauche radicale à partir de la fin des années 1960 et la radicalisation subséquente des positions de certaines organisations des MS

[396] Pour une description des modalités de cette étatisation de la question nationale, voir par exemple : Claude V. Marsolais, *Le référendum confisqué*, Montréal, VLB, 1992, p. 22-42.
[397] Par exemple : Yvon Charbonneau, « D'octobre 1970 à octobre 1980 », dans Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit.*, p. 45-60.
[398] Voir en outre : Andrée Ferretti, « Socialism and Independance », dans Marc Raboy (dir.), *Old Passions, New Visions; Social Movements and Political Activism in Quebec*, *op. cit.*, p. 238-242.
[399] Serge Denis : *Les syndicats face au pouvoir*, Ottawa, Éd. du Vermillon, 1992, chapitres 3 et 4; et « Stanley Bréhaut Ryerson et le Québec contemporain, 1965-1993 », dans R. Comeau et R. Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Hull, Vent d'Ouest, 1996, p. 157-208.
[400] Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain, *Un siècle de marxisme*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 281-296.

dans les années 1970 ont eu pour effet à brève échéance de séparer la question sociale de la question nationale, en conférant à la première un caractère plus déterminant (soi-disant plus noble) et en déconsidérant la seconde, dépeinte comme plus strictement institutionnelle ou de « pure politique » et appartenant de ce fait aux politiciens du Parti québécois. Cette spécialisation des tâches, les MS accaparant le discours et l'action sur la question sociale et le PQ hégémonisant peu à peu la question nationale, place les activistes des MS dans une position paradoxale à partir de la fin des années 1970, quand l'échéance référendaire se fait de plus en plus précise. Bien qu'urgente, la nécessité pour les MS de développer alors une analyse articulée sur la question nationale, par-delà ce qui est déjà disponible (ex. : l'option marxiste-léniniste de l'unité formelle de la classe ouvrière canadienne ou encore l'option partisane du Parti québécois), est compromise par des années d'hésitation ou de très grande prudence des MS sur l'enjeu de la souveraineté.

5.2. La décennie 1980 : bilan et recomposition du rapport à la question nationale

Les conditions dans lesquelles les mouvements sont interpellés par le débat national s'avèrent donc particulièrement difficiles alors que l'échéance du référendum s'impose à ceux-ci, *nolens volens*. Le terrain sur lequel se joue la bataille a été complètement délimité par l'État, qui par ailleurs occupe presque totalement l'espace public, l'initiative syndicale et populaire sur cet enjeu ayant été quasi inaudible. Malgré tout, la conjoncture politique force plusieurs organisations à poser, dans leurs rangs, la question de l'appui (ou non) à l'option de souveraineté-association mise de l'avant par le gouvernement. Examinons comment nos trois mouvements répondront, tour à tour, à cette interpellation.

Dans le mouvement syndical, l'organisation qui accouche le moins péniblement d'une position claire sur la souveraineté-association est la FTQ. Même dans ce cas, les préparatifs furent laborieux, la direction de la centrale jouant à la fois de prudence et d'un relatif activisme politique, réitérant l'affirmation du droit à l'autodétermination du peuple québécois, insistant sur la nécessité de consulter largement les membres à propos de l'option souverainiste et invoquant le besoin de connaître le libellé exact de la question référendaire avant de prendre officiellement position. Même si une grande quantité de délégués semblent vouloir trancher plus rapidement le débat de fond, les décisions des instances entre 1977 et 1979 suggèrent que la direction de la centrale cherche à gagner du temps. Le fruit sera mûr en mars 1980, quand le Conseil général de la FTQ se prononce clairement en faveur du Oui et recommande au congrès de faire de même; les délégués à ce congrès ratifieront en avril, dans une proportion de 90%, la position du Conseil général. Le consensus est d'autant plus aisé à atteindre que la position de la FTQ consiste – conformément au libellé de la question référendaire – à donner le mandat au gouvernement d'aller négocier la

souveraineté-association avec le fédéral; implicitement, il appartient au gouvernement du Québec de revenir ensuite devant la population du Québec pour lui faire part du résultat de cette négociation et consulter à nouveau le peuple québécois par référendum.

Les études sur la façon dont la CSN et la CEQ ont traité la question nationale à la fin de la décennie 1970 et jusqu'en mai 1980 laissent voir plusieurs similitudes (et quelques différences) entre les deux centrales. En effet, on assiste dans chaque cas à une très grande difficulté à dégager une position d'ensemble, à cause notamment des graves divisions qui traversent l'organisation.

Dans le cas de la CSN, la démarche entamée par l'organisation, à partir de 1978, compte lier étroitement l'émancipation nationale à un projet de société socialiste. Une tentative de valider cette orientation par le biais d'une vaste consultation des membres, tenue à la toute fin de l'année 1978 et en janvier 1979, donne de piètres résultats. En effet, moins de 5% des membres de la centrale y participent et de ce nombre, presque la moitié s'objecte à ce que la CSN prenne formellement position dans le débat[401]. Les réticences à cette seule perspective varient beaucoup selon les membres ou activistes concernés : la crainte que l'appui à l'indépendance se traduise tôt ou tard en un appui au PQ (ou à tout le moins, affaiblisse la partie syndicale dans le cadre des négociations du secteur public avec le gouvernement québécois), la peur que les divergences idéologiques internes n'entraînent des divisions amères dans les rangs syndicaux (voire des scissions – le départ des syndicats ayant formé la CSD en 1972 est encore frais à la mémoire), l'adhésion à un syndicalisme d'affaires clairement apolitique, l'appui au fédéralisme, etc.[402] De plus, règne un sentiment assez fort que cette question appartient en propre à la classe politique, elle-même séparée des MS. Tout en permettant de prendre la mesure de cette difficulté à dégager une perspective consensuelle, le congrès spécial de juin 1979 amènera les délégués à dégager deux orientations importantes. D'abord, il est résolu de poursuivre « *la démarche de réflexion sur la question nationale, particulièrement en clarifiant les enjeux et les conséquences pour les travailleurs de l'indépendance politique*[403] ». Ensuite, on s'est entendu sur l'importance de « *développer un rapport de force consistant, déterminant dans le passage qui va s'effectuer car la manière de faire l'indépendance n'est pas neutre. (...) cette démarche pour les travailleurs n'a pas de sens si elle n'est pas harnachée dans la recherche d'une société nouvelle, une société socialiste*[404] »; cette dernière orientation contribuera, très lentement, à mieux distinguer une éventuelle position référendaire

[401] Ralph P. Guntzel, « The Confédération des syndicats nationaux (CSN), the Idea of Independence, and the Sovereigntist Movement, 1960-1980 », dans Laurel Sefton MacDowell (dir.), *Canadian Working Class History: Selected Readings*, Toronto, Canadian Scholars' Press, 2006, p. 398.
[402] Voir notamment : Paulo Picard, « Évolution du nationalisme à la Confédération des syndicats nationaux », *L'Action nationale*, vol. 83, n° 3, mars 1993, p. 369-384; Ralph P. Guntzel, *op. cit*., p. 398-399.
[403] Irénée Desrochers, « La CSN, la question nationale et le OUI au référendum », *Relations*, mai 1980, p. 156.
[404] « Rencontre avec des militants de la CSN et de la CEQ », *Vie ouvrière*, janvier 1980, p. 52.

CSN de l'option péquiste. Ce sera officiellement chose faite assez tard, en avril 1980, soit quelques semaines avant la tenue du référendum; les 160 délégués alors réunis en Conseil confédéral parviennent à dégager une position consensuelle permettant à la CSN de s'impliquer dans le débat référendaire, sur la base d'un Oui critique. La résolution votée stipule que « *la CSN, dans le respect de l'opinion de chacun des membres, et tout en conservant son autonomie, considère qu'il est dans l'intérêt des travailleurs et des couches populaires de voter oui au référendum*[405] ». Ladite résolution est précédée d'autres résolutions et de considérants qui expriment le caractère profondément critique de cet appel à voter Oui (il ne s'agit pas pour la CSN d'appuyer à proprement parler la souveraineté). On peut d'ailleurs lire, en introduction de la résolution d'appui au Oui : « *Considérant que la CSN n'est pas d'accord avec le projet de souveraineté-association dans son ensemble*[406] ». Selon Jacques Rouillard, la position votée met en valeur le sens tactique de l'organisation dans le cadre de la campagne référendaire, la CSN se montrant davantage préoccupée par l'édification d'une société d'un nouveau type (que par l'option constitutionnelle du gouvernement Lévesque) et estimant qu'une victoire du Oui crée des conditions plus propices à cette édification : « *La centrale se range donc du côté du Oui (...) non pour réaliser la souveraineté elle-même, mais parce qu'elle facilite la mise en place d'une société socialiste*[407] ». Soulignons ici trois éléments. L'appui arrive *in extremis*; il ne reste alors à la CSN que 38 jours pour intervenir dans le débat sur cette base. C'est une position du Conseil confédéral plutôt que du congrès (donc elle est plus intimement liée à la direction de l'organisation qu'aux syndicats locaux). Enfin, l'appui n'est pas franc ni enthousiaste; il est même alambiqué, car il s'exprime plus nettement envers le socialisme qu'envers la souveraineté.

Les tentatives de la CEQ visant à dégager une position claire dans le débat référendaire connaissent encore plus de difficultés qu'à la CSN. En juillet 1978, le congrès de la CEQ se prononce en faveur de diverses résolutions à l'effet que la centrale développe sa propre position sur la question nationale, indépendante de celle du gouvernement du Québec et de tout parti politique. Cette position prévoit que la contribution de la CEQ au débat référendaire mette en lumière les intérêts spécifiques des travailleurs. Il est également résolu qu'une vaste consultation des membres se tienne autour d'une recommandation (du congrès) à l'effet de « *se prononcer en faveur de l'indépendance du Québec et* [de] *considérer que la lutte pour l'indépendance est indissociable de la lutte pour une société que les travailleurs québécois ont à définir et à bâtir aux plans économique, social, culturel et politique en*

[405] CSN, procès-verbal du conseil confédéral, 11 avril 1980, p. 6.
[406] *Ibid.*, p. 6.
[407] Jacques Rouillard, « Historique de l'appui à l'indépendance politique du Québec par le mouvement syndical », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n° 3, printemps 2012, p. 111.

fonction de leurs intérêts[408] ». La consultation aura lieu en mars et avril 1979 et peu de syndicats y participent, par manque de temps d'une part, mais aussi parce que l'orientation mise de l'avant par la CEQ (à l'effet de lier intrinsèquement l'appui à l'indépendance et l'édification d'une société compatible avec les intérêts des travailleurs) suscite des oppositions, d'autre part. Environ 10% des effectifs de la centrale sont réputés avoir participé à la consultation et de ce nombre, les deux tiers s'opposent à ce que la CEQ participe au débat référendaire. C'est la position qui sera entérinée par le congrès de la centrale en juin 1979, qui constate *in situ* les profonds clivages idéologiques traversant les rangs syndicaux. Ces clivages opposent principalement trois sensibilités : appui à la position constitutionnelle du gouvernement péquiste et à ses réformes d'inspiration social-démocrate, appui à une alternative socialiste ou socialisante jumelée à la souveraineté du Québec, non-intervention dans le débat pour cause d'opposition à la souveraineté (ou par adhésion à un strict apolitisme des syndicats). Cette insistance de l'appareil CEQ sur le caractère indissociable de la souveraineté et de la lutte pour une société que les travailleurs auront à bâtir montre à quel point la perspective d'appui au Oui envisagée par l'appareil était conditionnelle. La situation dans laquelle se retrouve finalement la CEQ (son abstention) sera aussi celle de plusieurs autres organisations syndicales qui, étant donné leur histoire, leur identité et leur politique interne ne pourront pas dégager de position autre que la non-intervention dans le débat. C'est le cas par exemple du SFPQ, du SPGQ et de la CSD[409].

Le positionnement d'actrices du mouvement des femmes dans le débat se fait par le biais de personnes plutôt que d'organisations. Lorsque ce positionnement s'exprime, il présente essentiellement trois visages, d'après les sources permettant de retracer l'engagement féministe sur cette question. Le premier est celui d'un recul critique, faisant de la lutte féministe le combat principal et de l'enjeu constitutionnel une préoccupation globalement tenue à distance (il y a une ressemblance ici avec la hiérarchisation qui opère, sur des bases semblables, dans plusieurs secteurs du mouvement ouvrier et populaire). Le second visage est celui de l'épisode des Yvettes, ayant permis à une poignée de têtes d'affiche associées au féminisme de lier, avec un certain succès, la cause des femmes à l'option fédéraliste. Le troisième est à caractère plus clairement partisan, donc consiste en un engagement bien affiché en faveur de l'une ou l'autre des options mises de l'avant par les organisations. Trois déclinaisons sont à signaler ici : l'option de l'annulation, l'option du Oui critique et l'appui pur et simple au camp souverainiste, même si cela signifie une association plus ou

[408] Josée Lefebvre, « La CEQ et le débat référendaire [de mai 1980] », *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, vol. 19, n° 1, hiver 1993, p. 3-9.
[409] Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois; deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, p. 172.

moins difficile avec le Parti québécois[410]. Nous reviendrons plus loin sur ces trois visages, à l'étape de l'étude du bilan effectué dans les mouvements après le référendum.

Nos sources rattachées au mouvement populaire-communautaire indiquent au moins deux réalités simultanées. D'une part, des organismes dits intermédiaires[411], comme le Centre de formation populaire, parvenaient effectivement à articuler une réflexion et des pistes d'intervention originales sur la question nationale, comme en témoignent les publications du CFP sur le sujet; ces travaux, forcément, pouvaient alimenter des débats chez des activistes des groupes populaires (tout comme pouvaient le faire d'ailleurs les initiatives plus clairement affichées sur le plan des sensibilités partisanes ou idéologiques). D'autre part, nos données indiquent que les organismes de ce secteur n'avaient pas les reins assez solides pour conduire à l'interne des débats ouverts menant à une prise de position formelle comme groupes; dans de nombreux cas, les divisions étaient telles que toute prise de position officielle aurait mené à l'éclatement. Cela n'a pas empêché cependant les gens de réfléchir, de discuter sur une base informelle, de se positionner personnellement; le niveau général de politisation au sein des groupes encourageait d'ailleurs ce type d'engagement personnel. Au total cependant, le mouvement a affiché un niveau d'investissement très limité dans le débat référendaire, nettement plus limité que celui des centrales syndicales (lui-même assez faible somme toute). Il faut aussi garder à l'esprit que les ressources des groupes sont rares et que les militants et militantes des organismes populaires sont, dans le feu de l'action, aspirés par des priorités sociales ou sociopolitiques autrement plus urgentes – ou qui leur apparaissent telles.

5.2.1 Le bilan aux lendemains de l'échec référendaire et du rapatriement

La déconfiture subie sur le front national, avec l'échec du 20 mai 1980 puis l'isolement constitutionnel du Québec devenu patent en novembre 1981 – et confirmé lors du rapatriement de 1982 –, provoqua un fort sentiment de démobilisation dans les mouvements, d'autant plus que sur le front socioéconomique, la récession et les mesures d'austérité qui l'accompagnent placent les MS sur la défensive. Même si en définitive les organisations des MS eurent un rôle modeste dans le déroulement des événements sur le front national, il reste que l'échec des aspirations identitaires du Québec est ressenti vivement et à plusieurs niveaux à la fois, d'après ce qu'indiquent nos sources. Le bilan qui est fait par les activistes, dans les mouvements, à propos du rôle qu'ils ont joué (ou non) révèle une variété de préoccupations.

---

[410] Andrée Yanacopoulo, *Le Regroupement des femmes québécoises, 1976-1981 : histoire*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003.

[411] Expression employée à l'époque pour désigner des acteurs collectifs qui ne sont ni partisans, ni des organisations de masse, leur intervention se situant à mi-chemin entre ces deux pôles (donc étant axée sur une approche pluraliste de gauche, pouvant miser sur le transfert d'un savoir et le développement des capacités politiques des activistes).

D'entrée de jeu, le caractère artificiel de la séparation qui pendant les années 1970 s'était instaurée jusqu'à un certain point dans des cercles syndicaux et populaires, à l'effet de concentrer les analyses et l'action sur la lutte socioéconomique et de laisser à la classe politique le dossier constitutionnel, se révèle avec acuité quand un très grand nombre d'activistes constatent le marasme dans lequel les a plongés l'échec référendaire. Sur presque toutes les lèvres surgit *grosso modo* la même interrogation : les mouvements sociaux et la gauche politique ont-ils assumé leurs responsabilités sur la question nationale? Les résultats du camp du Oui sont bien plus faibles que ce que plusieurs, à gauche, avaient prévu[412]. Durant les mois qui suivent le choc du 20 mai 1980, la jonction du social et du national s'exprime, en somme, par la négative : le recul enregistré sur le front national fragilise gravement les velléités de lutte sur le plan social. « *[L]a défaite du référendum n'est pas seulement la défaite du PQ* » relate un observateur attentif des MS de l'époque[413]. Peu à peu, dans bien des esprits, il s'avère plausible que la négligence par les MS de l'un ou de l'autre de ces deux fronts soit risquée, puisque à terme elle peut compromettre les deux à la fois.

Une autocritique prend forme petit à petit dans les rangs militants à l'effet que, de façon générale, les MS n'ont pas suffisamment pris leur place dans le débat national. Bien que celui-ci ait tendu à être monopolisé par la classe politique via les appareils d'État, il serait injuste de faire porter à ces derniers l'entièreté de la responsabilité des résultats; comme nous l'avons vu, les mouvements ont eux-mêmes participé à leur exclusion relative du débat et il leur revient au début des années 1980 de se pencher sur le bien-fondé et les motifs de cette exclusion. Parmi une série de facteurs ayant contribué à celle-ci, l'un des responsables partiels (mais important quand même) est, selon plusieurs sources, le courant marxiste-léniniste. Il fait d'ailleurs l'objet d'une sérieuse critique durant les années 1981, 1982 et 1983 quant à sa façon d'aborder la question nationale. Les reproches sont nombreux et adressés avec de plus en plus de virulence, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la dissolution du PCO et d'En lutte! La position marxiste-léniniste de l'annulation a laissé très souvent un grand malaise, pour ne pas dire une profonde amertume, chez les activistes qui l'ont portée et chez ceux qui les ont côtoyés. Quelques témoignages et études ont déjà été publiés à l'époque à ce sujet[414]; nous nous attarderons principalement pour notre part aux éléments que nous avons nous-mêmes recueillis.

---

[412] On peut repérer notamment ici les traces de ce désarroi devant les résultats modestes du camp du Oui : Jean-Marc Piotte, *La communauté perdue*, Montréal, VLB, 1987; Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard, « Par delà l'écran référendaire », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse*, *op. cit.*, p. 13-23.

[413] Pierre Beaudet, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n^{o} 2, automne 2010, p. 114.

[414] Voir par exemple : Alain Saulnier, « La question nationale et le PCO », *Les Cahiers du socialisme*, n^{o} 14, printemps 1984, p. 101-125; François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin, « Heurs et malheurs d'En lutte! », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 263-286.

D'abord, plusieurs considèrent que le mot d'ordre d'annulation était en fait un appel déguisé à voter Non; autrement dit, la position marxiste-léniniste était un vote pour le Non n'osant pas se montrer sous son vrai jour, par calcul politique ou par désir de ne pas trop heurter les camarades qui s'apprêteraient, spontanément, à voter Oui. François Saillant, ancien m-l, commente : « *si notre position avait été courageuse, nous aurions dû adopter la même position que le PCCML à l'époque; le PCCML disait non et dans le fond, c'est ce que nous pensions. On était contre la souveraineté, on était contre le projet souverainiste; l'annulation c'était un Non pas assumé. Si on avait vraiment été courageux, on aurait défendu la même position que le PCCML.* » D'ailleurs, en termes de sociologie électorale, les bulletins de vote annulés à l'invitation des marxistes-léninistes sont, *a priori*, des votes qui autrement (et spontanément) seraient allés au camp du Oui. Telle est du moins l'analyse faite par Yvon Charbonneau, président de la CEQ, nous invitant à ne pas perdre de vue que « *chaque voix ajoutée aux "oui" annulait au moins un "non", alors que chaque annulation d'un vote qui aurait pu être positif ne pouvait que renforcer le camp du Non*[415] ».

Ensuite, certains répondants reprochent au courant marxiste-léniniste d'avoir mis de l'avant un horizon politique, l'unité de la classe ouvrière canadienne, qui était désincarné, c'est-à-dire qui ne correspondait pas à la situation concrète des mouvements sociaux dans la conjoncture de la fin des années 1970 et du début des années 1980. Jean-Yves Joannette, qui a suivi le mot d'ordre d'annulation en 1980, se rappelle :

> *L'unité du prolétariat. (...) Nous rêvions d'un beau prolétariat comme dans les livres de Zola. Nous examinions la question sous le regard attendri des œuvres de Lénine et de Staline. Nous confondions les époques et les aspirations. Nous étions contre le PQ, c'était un parti bourgeois. Nous voulions tout régler d'un coup. L'idée était de développer l'unité du prolétariat pour abolir le capitalisme. C'était un bien bel idéal. (...) Pendant la campagne référendaire, je savais que cette position était "*flyée*" et qu'elle demeurerait marginale. Je l'appuyais... j'imagine un peu par naïveté, un peu par snobisme, un peu pour me sentir dans une gang... d'avant-garde... un peu n'importe quoi finalement. Mais j'avoue qu'il m'a fallu beaucoup de temps pour dire enfin que c'était franchement ridicule.*

À propos de l'unité de la classe ouvrière, nous avons montré au chapitre 3 qu'en ce qui a trait à l'histoire des organisations syndicales au 20e siècle, on constate au Québec une tendance à l'autonomisation progressive du mouvement, dans une logique de contrôle par les Québécois de leurs propres organisations syndicales et d'identification progressive de l'État provincial comme interlocuteur privilégié, dans le monde du travail d'abord, et dans la plupart des autres champs d'intervention syndicale ensuite. La position marxiste-léniniste tranchait avec cette trajectoire historique et cherchait à lui substituer une unité formelle (ou fictive) de la classe ouvrière canadienne. Deux types de considérations, chez les m-l maoïstes, semblent expliquer l'adoption de

[415] Yvon Charbonneau, « D'octobre 1970 à octobre 1980 », *op. cit.*, p. 50.

cette perspective étonnante, l'unité de la classe ouvrière canadienne : la nécessité stratégique d'une rupture avec le PQ (afin de soustraire la classe ouvrière à son influence) et les exigences inhérentes à l'identité même des organisations maoïstes, à savoir le caractère profondément pancanadien de leur mission, c'est-à-dire construire un mouvement d'un océan à l'autre. Pour le PCO notamment, bien implanté au Canada anglais, l'appui à la souveraineté du Québec aurait vraisemblablement été ingérable, à l'interne[416].

Enfin, dans les mois et années suivant l'échec référendaire, un fort sentiment de frustration, voire de culpabilité, apparaît très souvent chez les activistes des mouvements sociaux ayant annulé leur vote ou n'étant pas allé voter. Individuellement ou par échanges informels (rarement dans le cadre de réunions en grands groupes), une réflexion critique intime prend forme, interrogeant les prises de position d'avant mai 1980; ce processus réflexif, d'ordre souvent affectif, révèle de sérieux malaises à l'égard de la position marxiste-léniniste. François Saillant relate : « *Je te dirais qu'un paquet de monde, à l'époque, avaient accepté la position m-l intellectuellement, mais ne l'avaient jamais accepté émotivement. (...) Il y a bien des gens (...) qui l'acceptaient intellectuellement, mais à contrecœur. (...) tu as senti après que quand ils en sont sortis* [du marxisme-léninisme]*, l'une des premières choses avec laquelle ils ont* [renoué]*, même si c'était dans une période pas facile pour ce courant-là, c'était de redevenir indépendantiste.* »

Jean-Yves Joannette, qui a suivi le mot d'ordre d'annulation en 1980, renchérit : « *En 1995, (...) t'as eu beaucoup de militants du milieu communautaire qui se sont investis. Il y avait moins de pudeur (...) sur la question nationale qu'en 1980 (...). Parce que pour beaucoup de gens qui étaient radicaux en 1980, ils vivent ça comme une erreur politique d'avoir annulé leur vote.* »

Plus globalement, donc par-delà l'influence du courant marxiste-léniniste, la retenue des mouvements sociaux sur la question nationale fait l'objet de douloureuses remises en cause; des textes sont publiés, interpellant les activistes sur le rôle joué par les MS avant et durant la campagne référendaire. Ces textes et nos entrevues indiquent qu'une autocritique émerge peu à peu, en vertu de laquelle les organisations des mouvements, en se contentant à peu de choses près de regarder passer le train de la souveraineté, auraient non seulement contribué à affaiblir leur rapport de force, mais se seraient aussi privé des possibilités d'une action autonome dans une sphère d'intervention politique rejoignant tôt ou tard les membres ou les couches militantes (voire

[416] C'est ce qui ressort du témoignage de Roger Rashi, ancien président du comité central du Parti communiste ouvrier, qui a eu à divers moments de sa vie l'occasion de faire publiquement le bilan de la position de son parti sur la question nationale, notamment dans le cadre du cycle de conférences publiques « Mémoire militante », le 25 février 2014.

l'auditoire) de ces organisations des MS. Cette évaluation critique se décline selon trois dimensions principales; examinons-les tour à tour.

Elle exprime, tout d'abord, le besoin impératif – mais inassouvi – de faire pression sur le gouvernement porteur de l'option souverainiste afin qu'il donne un contenu progressiste au projet national, plutôt que de laisser ce gouvernement confiner le projet à la seule dimension juridique ou constitutionnelle du statut du Québec. Cette sensibilité est très présente en outre à la FTQ, où l'on s'inquiète particulièrement des nouveaux glissements opérés par le Parti québécois, aux lendemains de l'échec référendaire. C'est du moins le témoignage que nous a livré André Leclerc :

> *On a constaté aussi au* [début] *des années 1980 que le PQ n'est pas un parti ouvrier (ça on le savait) et que ses positions peuvent fluctuer sur les questions sociales (...). Il y a beaucoup de militants sincères du PQ qui ont eu une douche d'eau froide, puis une désillusion brutale, quand le PQ a commencé à adopter des positions* [anti-ouvrières] *dans le secteur public pour réduire* [les conditions de travail de] *la main-d'œuvre (...). On a vu qu'il était prêt à violer des droits, à nier des accords signés, tout ça. Donc (...) il y a le sentiment que...* [oui]*, on souhaite la souveraineté, mais il faut qu'elle se fasse dans l'intérêt de la majorité, dans l'intérêt des travailleurs en particulier, puis de la majorité de la population, puis que les positions social-démocrates ou plus progressistes du PQ soient raffermies (...). Il y a toujours ce souci-là de (...) s'assurer que le PQ ne soit pas juste porteur d'une souveraineté formelle, mais qu'il y ait un contenu à tout ça. (...) Le mouvement syndical (...) a cette préoccupation-là de façon beaucoup plus organisée.*

Un second type de considérations traduit la nécessité, pour les mouvements, de se donner éventuellement un espace pour pouvoir offrir une contribution féministe, syndicale ou populaire à la question nationale, contribution procédant à la fois d'une lecture partagée (au sein du mouvement) de la conjoncture et d'une réflexion autonome, non partisane. Le sentiment est que cet espace n'existait à peu près pas avant le 20 mai 1980, pour diverses raisons, par-delà l'étatisation de l'enjeu par le gouvernement : une tentation de laisser aux véhicules partisans la responsabilité de la réflexion et de l'action sur la question nationale, l'existence d'une forme de stigmatisation de l'appui public à la souveraineté (sous prétexte qu'un tel appui révèle une accointance, présumée ou avérée, avec le PQ), la priorité absolue accordée aux nécessités sectorielles dans un contexte de rareté des ressources, etc. Cette préoccupation à l'effet qu'il y ait eu absence d'un espace autonome de réflexion et d'action politiques sur la question nationale traverse tous les mouvements étudiés, mais s'exprime de différentes façons. Dans le cas du mouvement des femmes, on la retrouve par exemple dans un historique de celui-ci, produit par quatre féministes et publié à l'initiative du CFP : « *Cette question nationale pour un temps mise au rang des "contradictions secondaires" par le mouvement des femmes et par les féministes, n'en constitue pas moins une partie essentielle de la réalité sociale qui, même mise entre parenthèses*

formellement, intervient et conditionne les capacités de lutte du mouvement[417] ». On la retrouve également dans cet extrait d'un texte publié par *La vie en rose*, dans les jours suivant la défaite référendaire :

> *Le Non gagne, on a perdu. À prendre le Oui pour acquis, on a vendu la peau de Ryan avant de l'avoir. (...) accaparées par tant d'autres luttes et agacées par un certain nationalisme borné, nous avons abandonné à un gouvernement la "question nationale", oubliant que nous avions, là aussi, énormément d'intérêts à défendre. Après la réponse, une question s'impose. Comment avons-nous pu mal comprendre ce qui était en jeu (...) au point de nous payer jusque sur les derniers milles le luxe d'un Oui si critique que presque muet? Cette désinvolture bien "de gauche" a tellement souvent ouvert la porte à la droite qu'il est maintenant impossible de s'en laver les mains sans inconscience*[418].

L'analyse qui est progressivement faite, au sein du mouvement des femmes, non seulement de la période pré-référendaire, mais aussi de l'épisode des Yvettes, laisse entrevoir une insatisfaction quant à la façon dont la question nationale avait été traitée jusqu'alors par les groupes de femmes. Lorsque arrive le référendum, le mouvement est plus ou moins pris au dépourvu, n'ayant pas eu le temps ni les moyens de développer ses propres perspectives, sur la foi de sa compréhension des enjeux et intérêts qui sont spécifiques au mouvement[419]. À la Fédération des femmes du Québec, comme le montrera Flavie Trudel dans sa thèse de doctorat, une évaluation critique prend forme peu à peu, mettant en cause la façon dont cet enjeu a été traité par les instances de la FFQ. Deux griefs s'exprimeront notamment : un à l'égard du rôle joué par la présidente de l'organisme durant la campagne référendaire, l'autre relatif aux processus internes de consultation et de délibération, en vue de définir la ligne de conduite de la Fédération sur une question aussi délicate (l'apolitisme déclaré de la FFQ ayant eu pour effet paradoxal d'empêcher formellement les débats de fond en son sein sur la question nationale, tout en laissant une grande marge de manœuvre à la présidence, qui prétendait intervenir dans le débat référendaire en son nom personnel)[420].

Cet abandon de la réflexion et de l'action autonomes sur la souveraineté, au profit de l'acteur gouvernemental laisse le champ libre à des forces et acteurs échappant dans une bonne mesure au contrôle des secteurs populaires, ce qui participe de l'affaiblissement de ces derniers. À partir de juin 1980, on retrouve cette lecture de plus en plus fréquemment du côté des groupes populaires, comme ici dans ce texte de deux porte-parole issus de la gauche chrétienne : « *Les résultats ont fait apparaître que les classes populaires sont peu conscientes de leurs intérêts propres dans la lutte et*

---

[417] Violette Brodeur, Suzanne G. Chartrand, Louise Corriveau et Béatrice Valay, *Le mouvement des femmes au Québec; étude des groupes montréalais et nationaux*, Montréal, CFP, mars 1982, p. 70.
[418] L'équipe de production, « Dernière heure – Référendum », *La vie en rose*, n° 2, juin 1980, p. 5.
[419] Voir l'extrait de la conférence de Nicole Lacelle citée dans Claire Brassard, « Le référendum de mai et les groupes féministes », N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard, *L'impasse*, *op. cit.*, p. 75-78.
[420] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 176-230.

qu'elles s'en remettent à ceux qui leur proposent, bien masquées, des solutions à l'avantage des classes dominantes[421] ». À l'automne 1980, le président de la CEQ, Yvon Charbonneau, affirme encore que l'enjeu demeure pour le mouvement syndical « *de saisir l'évènement référendaire pour déblayer* [son] *propre terrain*[422] ».

Une troisième catégorie de réflexions se penche davantage sur le rôle joué par le Parti québécois (et le gouvernement qui en est issu), à titre de grand timonier de la stratégie référendaire et d'animateur des revendications nationales du peuple québécois. Dès les lendemains du référendum, des activistes des mouvements sociaux font l'analyse que globalement, les stratèges du Parti québécois n'étaient pas en mesure de mener à bon port la barque souverainiste, *a fortiori* s'ils entreprenaient de le faire seuls. « *L'échec du Parti québécois (...),* écrivent René Lachapelle et Patricia Provencher*, le disqualifie dans son effort de monopoliser les énergies sur cette question. C'est peut-être l'occasion pour les classes populaires de prendre le leadership de cette lutte* [423]. » Depuis son poste de président de la Centrale de l'enseignement du Québec, Yvon Charbonneau critique vertement la stratégie de l'étapisme et toute la sophistication grâce à laquelle les stratèges souverainistes espéraient arracher, subtilement et à force d'atténuations, un Oui majoritaire. Il se moque de la question référendaire sur laquelle l'étapisme a débouché et met en cause la contribution du Parti québécois à la trajectoire d'émancipation nationale : « *étant donné le contenu insignifiant de la question référendaire, sur laquelle il a tout de même échoué, on peut se demander si le Parti québécois n'a pas plutôt retardé que fait progresser le projet d'un Québec vraiment indépendant* [424] ». Monique Simard, de la CSN, estime rétrospectivement que l'enjeu de la souveraineté était trop considérable pour être porté sur les seules épaules d'un acteur : « *En 1980, ce n'est que le PQ ou ses militants* [qui ont porté la campagne référendaire]. *Très peu d'organisations se sont prononcées. (...) Quand on a vu ce qui s'est passé, le Beau risque, puis après ça les démissions, puis après ça Johnson (...). On sent que dans leurs seules mains, c'est plus fragile, parce que* [un acteur seul est] *toujours plus susceptible de faire des erreurs, qui sont liées à l'analyse interne d'un seul parti politique.* »

Tous les témoignages rapportés ici, et les réflexions qui les inspirent, suggèrent que la conjoncture invitait à relancer, dans les MS, la réflexion sur la question nationale sur des bases différentes. L'intervention politique sur ce terrain, selon ce que permet d'anticiper le modèle développé par Chovanec, serait le produit d'une *praxis* supposant un aller-retour entre évaluation critique de ce

[421] René Lachapelle et Patricia Provencher, « On a perdu une bataille, mais non la guerre », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit.*, p. 99.
[422] Yvon Charbonneau, « D'octobre 1970 à octobre 1980 », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit*., p. 50.
[423] René Lachapelle et Patricia Provencher, « On a perdu une bataille, mais non la guerre », *op. cit.*, p. 101.
[424] Yvon Charbonneau, « D'octobre 1970 à octobre 1980 », *op. cit*., p. 54.

qui a été accompli et nouvelles actions militantes; ce modèle semble se vérifier dans le cas présent. Le projet national étant dans un cul-de-sac, il y a objectivement au sein des MS une sensation de recul et de défaite; mais à cette sensation se superpose le besoin pour les forces sociales de reprendre la réflexion et éventuellement de se positionner par elles-mêmes. En somme, tout concourt à l'aménagement d'un nouvel espace d'intervention politique pour les MS : le sentiment comme peuple d'avoir été conduit dans une impasse, une sévère critique du gauchisme marxiste-léniniste sur la question nationale, une culpabilité à l'effet de ne pas avoir joué son rôle (ou de ne pas avoir assumé ses responsabilités) comme activiste ou/et comme mouvement social, une grande déception quant à la façon dont le PQ a mené cette bataille et, enfin, la conviction qu'un recul sur la question nationale n'aide en rien – voire affaiblit – l'intervention sur la question sociale.

À propos de l'avant-dernier élément, il faut préciser que la perte de contrôle par le PQ de la « bataille du Québec » va se poursuivre pendant la plus grande partie des années 1980; cela aussi contribuera à semer le doute quant à la validité d'une approche technocratique réservant la définition de l'option et de la stratégie nationales à une élite politique. Sur cet enjeu comme sur celui de l'action partisane, les années 1980 seront l'occasion d'un patient et laborieux apprentissage de la part des MS, relevant d'une double dynamique : une difficile adaptation à la nouvelle conjoncture nationale ainsi que la lente émergence d'une aptitude à reprendre part plus activement et plus sereinement à la réflexion (et à l'action) sur le front national. Eu égard à la conjoncture, rappelons-nous brièvement quelques jalons historiques, suivant le rapatriement unilatéral de la constitution.

En 1983, l'affrontement brutal avec les syndicats du secteur public provoque la rupture d'un cycle durant lequel une forme de synergie s'était établie tacitement entre une catégorie sociale importante et le parti politique ayant longtemps incarné le projet national et réformiste. Ajouté à l'échec référendaire et au rapatriement unilatéral, ce bouleversement alimente une dislocation du camp souverainiste qui ne fait que débuter, en réalité. La charge brutale dans le secteur public accentue le besoin de relancer une réflexion autonome sur tout le programme du mouvement social – et sur ses moyens politiques. Il y a dès lors combinaison d'au moins deux axes de rupture, appelant chacun de profondes remises en cause dans les MS; ceux-ci devront « réapprendre » à être le creuset d'une réflexion autonome, pouvant porter à la fois sur les dimensions nationale et sociale de la destinée collective des Québécois et Québécoises.

À l'automne 1984, René Lévesque exprime son intérêt pour le changement de régime survenu à Ottawa (victoire des conservateurs en septembre) et y voit la possibilité de nouvelles ouvertures constitutionnelles, un « Beau risque » pour le Québec. Or, dans son propre parti, la tendance est, au contraire, à pousser dans le sens d'une clarification de l'option souverainiste; en effet, depuis le 9

juin, l'article 1 du programme du PQ stipule qu' « *un vote pour le Parti québécois sera un vote pour la souveraineté du Québec* », signifiant par là que les prochaines élections législatives prendraient *de facto* un caractère référendaire. Une crise retentissante frappe alors le parti, opposant d'une part les indépendantistes « purs et durs » et d'autre part les partisans du dialogue avec le nouveau pouvoir fédéral en vue d'un éventuel compromis historique entre le Québec et le Canada. René Lévesque appelle la tenue d'un nouveau congrès en janvier 1985, afin de faire disparaître de l'article 1 les dispositions contraignantes qui l'engagent, lui et les membres de son gouvernement, dans une mécanique conduisant à la souveraineté; il souhaite avoir les coudées franches pour mettre en veilleuse pendant un certain temps le projet fondamental du parti. L'option dite « révisionniste » a gain de cause sur l'aile dite « orthodoxe »; cela provoque une importante saignée au sein du PQ[425], dont les effectifs et la vie interne avaient déjà été mis à mal par la crise du secteur public. Cette pénible *perestroïka* permet au gouvernement Lévesque de présenter durant la dernière année de son mandat un projet d'entente constitutionnelle au gouvernement canadien[426]. Les libéraux de Robert Bourassa reprennent le pouvoir le 2 décembre 1985 et proposent, à leur tour, les bases d'une entente constitutionnelle entre Québec et Ottawa, fondée sur la satisfaction de cinq exigences minimales, ce qui aboutira à la signature de l'Accord du Lac Meech en juin 1987.

5.2.2 Les conditions d'une recomposition du rapport à la question nationale

Les principales modalités actives d'une reconstruction du rapport à la question nationale dans les mouvements sociaux prendront place à partir de 1987, en marge des discussions autour de l'Accord du Lac Meech. Ces modalités et leur intensité varieront beaucoup d'un mouvement à l'autre, mais tendront toutes dans la même direction, à savoir un intérêt pour l'option autonomiste/ souverainiste plutôt que pour le fédéralisme ou l'annulation. En procédant chronologiquement, on constate que c'est chez le mouvement des femmes – et particulièrement à la FFQ – que l'évolution apparaît de façon plus marquée.

En nous basant sur nos entretiens de recherche et d'autres sources, rappelons et analysons ici les événements et le cheminement qui participent d'un nouveau rapport à la question nationale, au sein de ce mouvement, en conservant comme point de départ la décennie 1980. Cette analyse permettra de dégager certains jalons ou apprentissages quant à la manière de prendre en charge cet enjeu, à partir d'un bilan de l'épisode des Yvettes, puis de l'évolution du rapport avec les féministes canadiennes-anglaises en marge du débat entourant l'Accord du Lac Meech. La

[425] Ladite saignée est observable à au moins quatre niveaux : au Conseil des ministres (depuis le 22 novembre 1983), dans le caucus des députés, à la direction du parti ainsi que dans le *membership*.
[426] Pour un récit détaillé des évènements et modalités de cette restructuration au sein du Parti québécois, voir en outre : Roch Denis, *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB, 1990.

reconstruction d'une position assumée du mouvement des femmes sur la question nationale est un processus qui s'étend sur plusieurs années. Il relève, dans un premier temps, d'une évaluation critique du rôle joué par des têtes d'affiche se réclamant du féminisme durant la campagne référendaire. L'épisode des Yvettes témoigne du caractère intenable de la posture de la FFQ qui, tout en se réclamant de l'apolitisme et de la non-intervention dans le débat constitutionnel, voyait sa présidente user de son autorité à titre de leader de la plus importante organisation féministe pour mettre de l'avant une position clairement fédéraliste n'ayant pas été préalablement approuvée par les instances démocratiques de la Fédération. Cet épisode laisse voir l'importance pour les groupes-membres de la FFQ de s'assurer qu'ils exercent effectivement le contrôle de leur organisation, ce qui suppose que les débats nécessaires soient faits en profondeur et menés à leur terme. Comme le montre Flavie Trudel, une importante réflexion sur les structures, les pratiques associatives et le fonctionnement de la FFQ prend place à partir de 1985. L'organisme est placé devant son caractère vertical et son approche élitiste des enjeux politiques; il est également le théâtre d'une importante lutte autour de son leadership et de son administration. À partir de 1985, une nouvelle cohorte de leaders prend place à la tête de la Fédération, ce qui amènera celle-ci à aborder dès lors avec plus d'ouverture et de profondeur les enjeux nationaux, éloignant du même souffle l'organisme d'une interprétation rigide de son credo officiel en faveur de l'apolitisme.

Ce sont les rapports avec le mouvement des femmes canadien-anglais qui auront l'effet d'un catalyseur sur le nouveau processus de politisation de la FFQ. À partir de 1987, le mouvement des femmes québécois prendra davantage conscience de ce qui le sépare de son vis-à-vis anglo-canadien quant à la façon de se représenter le rôle du gouvernement central et la place du Québec dans l'ensemble fédéral. Ce choc des deux représentations se déroulera dans le cadre de l'assemblée générale du Comité canadien d'action sur le statut de la femme (CCA[427]), appelée à se prononcer sur l'Accord du Lac Meech. Ginette Drouin-Busque est alors présidente de la FFQ :

> *On arrive donc à l'assemblée générale et là, il y a une résolution (...) qui dit que l'Accord du Lac Meech est un désastre pour les femmes du Québec. Et là, il s'est passé une chose absolument extraordinaire, parce que nous, on n'avait pas vu venir cette résolution. Il n'y avait pas juste la Fédération qui réagissait, il y avait d'autres groupes du Québec, et sans s'être concertées, on s'est levées en même temps et on est sorties. Cela a été absolument génial parce que je pense que c'est très très rare une telle réaction. Arrive une résolution dont on n'est pas au courant personne, ou si on l'a lue, on n'a pas vu ce qu'il y avait là, et on se réveille, on se lève et on sort. La présidente du CCA et compagnie ont couru après nous : "allez-vous en pas" (...). Imaginez le désastre dans les médias, que les groupes du Québec décident de s'en aller, la force aussi que cela donne à la position du Québec... Alors elles nous courent après pour discuter, et comme on est de bonne foi, on est toujours prêtes à entendre*

[427] En anglais : *National Action Committee on the Status of Women* (NAC). Un grand nombre de féministes francophones québécoises utilisent le sigle NAC lorsqu'elles parlent de cette organisation.

> *et à écouter... Alors ont commencé une série de rencontres pour tenter de nous faire comprendre en quoi elles voyaient que Meech était un désastre pour nous. (...) Là elles disaient : vous allez avoir des gouvernements qui, parce qu'ils peuvent défendre la société distincte, vont limiter le droit à l'éducation des femmes, vont limiter le droit au travail, vont limiter le droit à l'avortement, vont vous ramener au foyer... Elles avaient une vision vraiment apocalyptique*.

L'expérience vécue auprès du CCA par la FFQ et plusieurs autres organismes du mouvement des femmes va consolider une interprétation selon laquelle non seulement le caractère distinct de la société québécoise est une caractéristique objective (et positive) devant être reconnue et protégée, mais que ce caractère confère au gouvernement québécois un statut d'interlocuteur privilégié du mouvement des femmes et à la société québécoise celui de creuset privilégié dans lequel s'épanouissent leurs droits. Une équation semble vouloir se confirmer progressivement : la consolidation de l'autonomie de la société québécoise (et de son gouvernement spécifique) participerait généralement de meilleures conditions d'intervention du mouvement des femmes et, ultimement, du progrès de la cause des femmes. Michèle Asselin, ex-dirigeante de l'R des centres de femmes puis de la FFQ, se rappelle le raisonnement qui prenait place :

> *C'est l'autonomie du Québec, l'affirmation des Québécois et des Québécoises, de la langue française... Donc cela allait avec nos grandes aspirations* [en faveur] *de l'autonomie des femmes, de la liberté; c'est comme un appel de valeurs communes. On peut se dire (...) que stratégiquement ce serait plus facile de faire avancer la cause des femmes au Québec, (...) que de toute façon c'est comme ça que l'on avait avancé, on se sentait plus Québécoises, on faisait avancer des dossiers plus facilement au Québec qu'à Ottawa*.

Rétrospectivement, il apparaît évident que ce n'est pas l'option de la préservation des pouvoirs du palier central (et d'une égalité juridique des 10 provinces), ou encore l'option du féminisme centré sur les outils offerts par la Constitution de 1982 qui sourit au mouvement des femmes québécois. Contrairement à ce qui s'affirme du côté du mouvement des femmes canadien-anglais, cette constitution n'alimente pas chez son vis-à-vis québécois une dynamique d'identification à l'État fédéral canadien ou à ses institutions, comme l'explique Chantal Maillé[428]. Au contraire, la FFQ prend fait et cause pour la clause de société distincte et consacre l'Accord comme levier juridique et politique intéressant; à cette étape, la position de la Fédération est même citée par Robert Bourassa en appui à sa défense de Meech. Le patient processus d'appropriation par le mouvement québécois des femmes de la question nationale se poursuit en marge du débat public relatif à Meech et à son échec; celui-ci agit à son tour comme un catalyseur de la réflexion. Ginette Drouin-Busque résume la posture de son organisation à partir de juin 1990 : « *On en a trop dit pour ne plus parler*. » Une autre

[428] Chantal Maillé, « Féminismes, rapatriement de la Constitution et Charte canadienne des droits et libertés, 1982-2012 : quel bilan? », dans François Rocher et Benoît Pelletier (dir.), *Le nouvel ordre constitutionnel canadien; du rapatriement de 1982 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, p. 174-175.

personnalité influente à la FFQ à cette époque, Claire Bonenfant, écrit : « *On comprend qu'après l'échec de l'Accord du Lac Meech, la FFQ ne pouvait rester indifférente*[429] ». L'appropriation de la question nationale va s'intensifier à partir de l'été 1990. Un premier geste de rapprochement avec d'autres organismes et leaders nationaux de divers horizons consiste en la signature d'une déclaration publique d'un nouvel organisme *ad hoc*, Forum Québec, appelant les forces vives du Québec à s'exprimer en faveur de la consolidation de son caractère (et statut) national[430]. Mais c'est vraiment avec la tenue de la Commission Bélanger-Campeau que la Fédération des femmes sera appelée à franchir le Rubicon, donc à adopter une prise de position claire sur la souveraineté.

Durant l'automne 1990, la Fédération rédige et dépose[431] un mémoire à l'attention de la Commission Bélanger-Campeau. D'autres organismes du mouvement des femmes font de même, dont le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), le Conseil du Statut de la femme ainsi qu'une dizaine de groupes locaux ou régionaux de femmes. Dans son mémoire, la FFQ passe en revue une série de domaines de compétence relevant directement de ses préoccupations et dans lesquels des conflits de juridiction ou des divergences de vues majeures entre Québec et Ottawa ont entraîné des reculs pour les femmes du Québec. En définitive, l'argumentation développée est que le statut constitutionnel de la province s'est avéré être, au fil des décennies, un carcan retardant (ou nuisant à) l'épanouissement des femmes. Le souvenir des frictions vécues au sein du CCA dans la foulée de la signature de l'Accord du Lac Meech semble encore vif et participe de la prise de position de la FFQ : « *le caractère distinct du Québec l'empêche d'établir avec les Canadiennes et les Canadiens des autres provinces des consensus sur les questions de base*[432] ». La Fédération conclut son mémoire en se prononçant en faveur de la souveraineté parce qu'elle estime « *qu'un Québec souverain aura tous les pouvoirs requis pour mettre en œuvre un projet de société où seront pris en compte les objectifs d'égalité poursuivis par le mouvement des femmes*[433] ». Dans son mémoire, le CIAFT arrive aux mêmes conclusions, en adoptant une argumentation assez similaire[434]. Le Conseil du statut de la femme, sans aller jusqu'à la souveraineté, préconise pour le Québec une démarche d'affirmation de son autonomie, prévoyant la possibilité pour celui-ci d'élaborer sa propre constitution ainsi que, dans les nombreux domaines où il y a chevauchement

[429] Claire Bonenfant, « La Fédération des femmes du Québec devant la Commission sur l'avenir politique du Québec », dans Myreille St-Onge (dir.), *L'Avenir politique et constitutionnel du Québec vu par des groupes de femmes*, Québec, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe, Université Laval, 1992, p. 5-17.
[430] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec, op. cit*., chapitre 6.
[431] Outre l'auteure principale, Michelle Duval, les co-auteures sont : Claire Bonenfant, Cécile Coderre, Rosette Côté, Denise Crête, Micheline De Sève, Gisèle Gadbois, Brigitte Hannequin, Ginette Legault, Chantal Maillé, Louise Marquis, Sylvie Paquerot, Ann Robinson, Nicole Tremblay et Marcelle Piquette-Régimbald.
[432] FFQ, « Les faits saillants », *Le féminisme en revue*, vol. 4, n° 1, novembre 1990, p. 1.
[433] *Ibid.*
[434] Martine Bégin, « L'autonomie des femmes; l'autonomie du Québec », dans Myreille St-Onge (dir.), *L'Avenir politique et constitutionnel du Québec vu par des groupes de femmes*, *op. cit.*, p. 19-24.

des juridictions avec Ottawa, la « *présence exclusive du gouvernement du Québec dans ces secteurs*[435] ». Quelques autres organismes du mouvement des femmes prennent aussi position en faveur d'une plus grande autonomie du Québec ou, carrément, de la souveraineté.

Dans le mouvement syndical aussi, la reprise de l'intérêt pour la question nationale – ainsi qu'une forme d'appropriation autonome de celle-ci – intervient dans les dernières années de la période 1980-1991. Dès 1980 d'ailleurs, Gérald Larose appelait le mouvement syndical à développer *« une stratégie offensive visant à faire de la question nationale un levier pour la question sociale*[436] ». Ce mouvement ne pouvait plus « *laisser au Parti québécois le soin de définir seul l'avenir des droits et du statut du Québec*[437] ». Gérald Larose ajoutait : « *le mouvement syndical contribuera à briser l'hégémonie du Parti québécois sur la question nationale et à favoriser l'émergence d'un véritable courant populaire ayant pour objet l'indépendance du Québec dans le cadre d'une société socialiste*[438] ». La reprise de l'intérêt de ce mouvement social en faveur de la question nationale et de la souveraineté intervient assez tôt, c'est-à-dire à une période où le gouvernement péquiste est aspiré dans une logique de négociation pour le renouvellement du fédéralisme (à partir de 1981). La force de l'autocritique syndicale, relative aux événements de 1979-1980, pousse le mouvement à adopter des positions de plus en plus claires en faveur de la démarche d'émancipation nationale, alors que l'offensive du gouvernement libéral fédéral pour isoler le Québec bat son plein[439].

Les déclarations faites en 1980 par Gérald Larose, qui sera président de la CSN de 1983 à 1999, annoncent l'évolution de l'action politique de cette centrale et, indirectement, celle du mouvement ouvrier dans son ensemble. Chronologiquement, c'est en marge de la signature de l'Accord du lac Meech que les centrales replongent de plain pied dans le débat constitutionnel, en mai 1987. Dans les analyses syndicales, l'accent est mis sur des aspects différents selon les préoccupations spécifiques de chaque centrale, mais toutes expriment de vives inquiétudes à l'égard de l'Accord, qui fait l'objet d'une critique serrée, élément par élément[440]. De façon générale, les centrales déplorent la faiblesse des dispositions de l'Accord au regard du renforcement de l'autonomie (et des pouvoirs) du Québec et critiquent l'absence d'une consultation formelle et approfondie de la

[435] Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, *Allaire, Bélanger et les autres. Les Québécois s'interrogent sur leur avenir*, Montréal, Québec/Amérique, 1991, p. 214.
[436] Gérald Larose, « Les syndicats et le référendum », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit.*, p. 62.
[437] *Ibid.*, p. 63.
[438] *Ibid.*
[439] Serge Denis, *Les syndicats face au pouvoir*, Ottawa, Éd. du Vermillon, 1992, p. 131-136.
[440] Des mémoires fouillés ont été présentés par les organisations syndicales en mai 1987 à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale. Des extraits de ceux-ci ont été publiés dans ce livre : Le Devoir, *Le Québec et le Lac Meech*, Montréal, Guérin, 1987, p. 219-239.

population avant le consentement donné par le Québec à l'Accord[441]. L'intérêt pour l'enjeu constitutionnel s'intensifie dans les années suivantes, à la faveur de nouveaux rebondissements sur la scène politique nationale, en particulier les évolutions internes du Parti québécois et le débat linguistique. Avec le retour au bercail de Jacques Parizeau et des orthodoxes en 1988, un regain d'intérêt pour la souveraineté (et pour la formation partisane qui désormais l'endosse et s'engage formellement à la réaliser) intervient à la FTQ; celle-ci s'implique activement en faveur du Parti québécois aux élections de 1989. Les deux autres centrales ne vont pas si loin, mais continuent de mettre de l'avant leurs analyses nationalistes québécoises dans le débat constitutionnel. Celles-ci seront mises à profit durant l'année 1989, alors qu'en réaction au jugement de la Cour suprême invalidant les dispositions de la Loi 101 sur l'affichage, le gouvernement adopte la Loi 178, qui entraîne le recours à la clause nonobstant pour imposer l'affichage unilingue français. Une grande quantité d'organisations syndicales se mobilisent alors pour la défense de la Loi 101, un thème qui interpelle les membres sur un terrain qui, historiquement, leur est cher.

Dans le mouvement communautaire, le regain d'intérêt pour le débat national intervient avec un certain décalage. Il faut dire d'une part que le mouvement a traversé une décennie marquée à la fois par une importante restructuration de l'État et par une conjoncture économique pénible, avec tout ce que cela implique autant en termes de besoins exprimés dans les milieux d'intervention qu'en termes d'adaptation pour les groupes communautaires[442]; c'est aussi durant cette période que le mouvement lui-même connaît une profonde mutation de sa nature. Il faut préciser d'autre part que sa base militante n'a pas été exposée aussi directement que les deux autres MS étudiés aux manifestations du sentiment national décrites plus haut. En outre, le mouvement a eu tendance à considérer le débat constitutionnel comme « *tabou et dangereux*[443] ». Des craintes persistantes y sont exprimées[444], à l'effet par exemple que l'appel au sentiment national puisse être utilisé par des acteurs souverainistes pour exiger davantage de sacrifices de la part de catégories sociales déjà fragilisées ou encore que le mouvement communautaire puisse être instrumentalisé à des fins politiques; parfois même on s'inquiétera de l'apparition éventuelle d'un climat favorable à une montée de l'intolérance, parce que le nationalisme serait habituellement porteur de tendances xénophobes latentes (cette sensibilité n'est pas négligeable, quand on sait que les groupes

[441] Voir en outre Jacques Rouillard, « Le mouvement syndical», *L'Année politique au Québec 1987-1988*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988.
[442] François Saillant, « Question nationale : mais où donc est passé le mouvement communautaire », *Vie ouvrière*, n° 229, mars-avril 1991, p. 39-40.
[443] Jacques Boucher, « Mouvement social et question nationale : un instrument de réflexion pour les membres d'Au bas de l'échelle », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 5, n° 1, 1992, p. 110.
[444] Mona-Josée Gagnon, « La souveraineté du côté des riches et des pauvres », dans Alain G. Gagnon et François Rocher (dir.), *Réplique aux détracteurs de la souveraineté du Québec*, Montréal, VLB éditeur, 1992, p. 233-243.

communautaires en question œuvrent le plus souvent au service des exclus, dont des personnes issues de l'immigration). Le mouvement finira tout de même par être rattrapé à son tour par la conjoncture politique nationale et sera appelé à prendre position, dans une certaine mesure.

C'est à partir de 1990 que les indications d'un tel intérêt apparaissent. Deux démarches principales permettront d'exprimer cet intérêt puis de le canaliser jusque dans le débat public national: la consultation initiée par Solidarité populaire Québec grâce à une commission itinérante portant sur « Le Québec qu'on veut bâtir » et la Commission Bélanger-Campeau. Dans le premier cas, il s'agit d'un très long processus, s'étendant jusqu'en 1992, qui permettra de consulter 1 400 personnes provenant de 350 organismes (la plupart de ceux-ci sont des groupes communautaires, bien que SPQ rejoigne aussi des syndicats et des organismes du mouvement des femmes). Dès 1990, plus d'une vingtaine d'organisations communautaires (dont certains regroupements nationaux) sont membres de SPQ. Le travail accompli via la Commission populaire itinérante, s'il ne débouche pas encore explicitement sur l'enjeu constitutionnel[445], permet tout de même à ces groupes de se lancer dans une réflexion ayant pour objet de définir les termes d'un projet d'avenir pour le Québec, celui d'une société québécoise juste et émancipée. Le second cadre, la Commission Bélanger-Campeau, autorisera lui aussi plusieurs groupes communautaires à se prononcer, chacun via son mémoire respectif, sur le projet de société du Québec de demain. Cette fois encore, prennent position une vingtaine d'organismes communautaires, intervenant dans une variété de secteurs : jeunesse, éducation populaire, environnement, coopération internationale, famille, immigration, emploi/chômage, pauvreté, aide sociale, et autres[446]. Certains ne peuvent pas s'avancer explicitement sur le terrain constitutionnel, mais tous formulent publiquement leurs attentes à l'égard d'un Québec à naître et participent ainsi à la définition du projet collectif national. Le FRAPRU se prononce officiellement en faveur de l'indépendance du Québec[447]. Nous reviendrons dans la section suivante sur les modalités plus précises de cette appropriation partielle, par le communautaire, de la question nationale.

Au printemps et à l'été 1990, les instances de la CSN, du SFPQ, de la FTQ et de la CEQ prennent tour à tour position, de façon on ne peut plus claire, en faveur de la souveraineté du Québec, sans rattacher celle-ci à quelque condition que ce soit. Cette étape couronne une décennie d'évolution du rapport du mouvement syndical à la question nationale. Avant d'enchaîner avec la sous-période

[445] Comme nous le verrons plus loin, la prise de position de SPQ en faveur de l'indépendance du Québec intervient en guise d'aboutissement du processus de consultation entourant la Charte pour un Québec populaire. (Lorraine Guay, *Pour un mouvement communautaire citoyen*, St-Jérôme, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides, 1999, p. 44.)
[446] Alain-G. Gagnon et Daniel Latouche, *Allaire, Bélanger-Campeau et les autres*, *op. cit.*, p. 580-599.
[447] FRAPRU, *Pour une indépendance progressiste : mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, Montréal, FRAPRU, 1990.

suivante, nous retenons de cette décennie qu'elle fut, pour les MS, propice à une importante réflexion, souvent à caractère autocritique, à la base même des mouvements; cette réflexion a préparé favorablement le terrain à une ouverture nouvelle à l'égard de la question nationale. Nous retenons également que de leur propre chef, les MS ont montré une aptitude à renouer avec la question nationale à partir de leurs préoccupations sectorielles; cette disposition intrinsèque a contribué à camper cette réappropriation dans un espace de délibération moins polarisé qu'en 1979-1980, donc davantage à l'abri des injonctions partisanes.

5.3. 1991-1995 : nouvelles capacités politiques sur la question nationale

La vague de réprobation qu'a suscitée au Québec le rejet de ses demandes minimales par le Canada anglais se poursuit en 1991. Le sentiment provoqué par la répudiation de l'Accord du lac Meech, à savoir « *une flambée de nationalisme rarement vue dans l'histoire du Québec* [448] », est tel que la dynamique politique québécoise est littéralement happée par ce nouveau paradigme, marqué par ce second échec retentissant de la part du Canada hors-Québec à intégrer le Québec dans le giron constitutionnel (l'échec précédent étant celui de 1982, encore frais à la mémoire). Cette dynamique se vérifie bien entendu au niveau des partis politiques, qui sont tous, sans exception, aspirés dans cette démarche consistant à rechercher, pour le Québec, le statut constitutionnel qui lui siérait le mieux compte tenu de ce double échec.

Non seulement la vie parlementaire est-elle largement accaparée par ce chantier, mais celui-ci devient (avec la participation du gouvernement fédéral et des médias) l'axe définitoire de la politique nationale, au moins jusqu'en 1992, dans un premier temps. Créé sur les cendres chaudes de Meech, le Bloc québécois – qui a fait élire son premier député sous cette bannière en juillet 1990 – devient officiellement un parti politique en juin 1991. Le Parti Libéral du Québec, alors nationaliste québécois, est plongé dans une réflexion et des débats allant jusqu'à remettre en cause son adhésion au fédéralisme canadien; sa Commission Jeunesse s'est prononcée en faveur de la souveraineté et le PLQ accouche d'un Rapport Allaire extrêmement autonomiste (Robert Bourassa intervenant à la dernière minute pour en faire soustraire toute référence à la souveraineté)[449]. Le PQ quant à lui cherche à obtenir rapidement un référendum sur la souveraineté, et c'est ce que prévoiront d'ailleurs la Commission Bélanger-Campeau ainsi que la Loi 150 (adoptée en juin 1991), loi qui reprend formellement les conclusions de Bélanger-Campeau et engage le gouvernement en ce sens.

[448] Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2013, p. 233.
[449] *Ibid.*, p. 241-244.

À la différence de ce qu'on a observé au début de la décennie 1980, les mouvements sociaux ne resteront pas globalement à l'écart cette fois-ci. Ils sont, à plusieurs égards, dans une posture relativement différente quant à la question nationale. On l'a vu à la section précédente, le bilan que nombre d'activistes ont été amenés à faire (implicitement ou non) de leur réaction générale entre 1980 et 1982 a entraîné divers pans des MS à reconsidérer leur approche de cet enjeu. De plus, on constate cette fois que pour certains, la question a pris une résonance particulière dans leurs rangs, en ce sens qu'elle s'est intégrée plus naturellement à la vie régulière de certaines organisations. Enfin, la volonté intrinsèque de participer directement à cet aspect de la dynamique politique nationale s'exprime de plus en plus clairement dans les rangs des mouvements.

5.3.1 Parachèvement de l'intégration de la question nationale par les MS

Plus précisément, cette période débutant essentiellement avec la dernière phase des travaux de la Commission Bélanger-Campeau, dont l'une des recommandations est la tenue d'un référendum sur la souveraineté au plus tard à l'automne 1992, interpelle des pans importants des mouvements sociaux. De leur propre initiative, ceux-ci poussent eux aussi dans la direction de la tenue d'un référendum sur la souveraineté. C'est le cas notamment via un acteur appelé **Mouvement Québec**, une coalition regroupant les centrales syndicales, la Fédération des femmes du Québec et plusieurs autres organisations des mouvements sociaux ou de la société civile. En s'appuyant sur les ressources humaines et matérielles des MS, Mouvement Québec fera un important travail d'animation politique auprès de la population québécoise, organisant souvent avec d'autres acteurs divers moyens de pression afin de stimuler le désir d'émancipation nationale : rassemblements, conférences de presse, manifestations ainsi qu'une pétition (qui rassemblera plus de 700 000 signatures en faveur d'un référendum sur la souveraineté). Les organismes des MS participant à cette organisation parapluie la conçoivent comme non partisane; leurs représentants l'ont mise sur pied à titre de prolongement de l'action politique de leur mouvement social respectif et n'estiment pas agir, dans ce cadre, en tant qu'instrument d'un parti politique. Mouvement Québec s'avérera être un prototype du travail en coalition multi-mouvements sur la question nationale, qui se développera durant la première moitié de la décennie 1990 et culminera dans Partenaires pour la souveraineté.

L'année 1992 représente un autre jalon important de cette action mouvementiste sur la question nationale; c'est à cette date que de grands pans des MS se mobilisent en vue du rejet de l'Accord de Charlottetown. Durant la première moitié de l'année, Mouvement Québec poursuit sa campagne en faveur de l'application de la Loi 150 prévoyant la tenue d'un référendum sur la souveraineté au plus tard le 26 octobre. Les organismes des MS talonnent également le gouvernement de Robert Bourassa sur son attitude vis-à-vis d'Ottawa, jugée trop conciliante. Le 24 mai, entre 25 000 et

50 000 personnes manifestent dans les rues de Montréal en faveur d'un référendum sur la souveraineté à l'appel des organismes membres de Mouvement Québec, alors que le gouvernement québécois a répondu positivement à l'invitation de ses homologues des provinces et du fédéral en vue de rouvrir avec eux une ronde de négociations constitutionnelles, portant davantage cette fois sur leurs demandes. En août, le premier ministre du Québec entérine l'Accord de Charlottetown et un référendum pancanadien est annoncé pour octobre; Robert Bourassa fait amender la Loi 150 afin que le référendum porte sur l'Accord de Charlottetown plutôt que sur la souveraineté. Plusieurs organismes plongent à nouveau dans le débat public, à une vitesse et une intensité variables toutefois. L'élan de la FFQ notamment est entravé par le zèle d'un directeur de cabinet du Secrétariat d'État, qui exige d'elle le silence sur ce dossier constitutionnel en échange de l'octroi d'une subvention de plus de $100 000 attendue de la part de ce ministère; celle-ci représente plus de la moitié du budget de fonctionnement de la FFQ. La Fédération tenant absolument à obtenir la subvention attendue et à conserver sa liberté d'action dans ce dossier (comme dans tout autre), elle contacte les médias et dévoile le contenu de la conversation entre sa présidente et le directeur de cabinet du ministre Robert René De Cotret, enregistrement sonore à l'appui. Les adversaires du gouvernement conservateur s'emparent de l'affaire et la subvention promise sera finalement octroyée à la Fédération. Le directeur de cabinet jure qu'il n'a voulu que respecter la loi québécoise relative au référendum et qu'aucune pression n'était exercée par le fédéral auprès des organismes subventionnés. La FFQ peut donc à nouveau prendre part activement au débat constitutionnel; d'autres organismes s'estiment encouragés à le faire eux aussi. Quantité d'assemblées de discussion, petites ou grandes, se tiennent à l'initiative d'organismes des mouvements sociaux afin d'évaluer les termes de l'Accord et, éventuellement, se prononcer à son sujet. Les organisations syndicales montreront un soin particulier à mobiliser leurs membres en faveur du Non, n'hésiteront pas à mettre à contribution leurs organes d'information et dégageront une partie de leurs ressources humaines au profit de la campagne référendaire. Une kyrielle d'acteurs nationalistes québécois, incluant des membres du Parti libéral du Québec, critiquent vivement l'Accord et font eux aussi campagne en faveur du Non. À la fin-octobre, l'Accord est rejeté par toutes les provinces canadiennes sauf l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick, Terre-Neuve et l'Ontario (qui l'approuve de justesse, à 50,1% contre 49,9%).

Dans le cas spécifique du mouvement des femmes, l'année 1992 constitue un jalon important, car elle correspond à la tenue du forum *Pour un Québec féminin pluriel*, auquel ont participé 1 200 femmes de divers horizons, dont la moitié provenait des régions autres que Montréal et Québec. Animées par le désir de développer une vision globale des enjeux, ces femmes étaient appelées à dessiner les grandes lignes du Québec de demain. Cette étape représente un cheminement par rapport aux années 1980, davantage inscrites à l'enseigne d'un féminisme articulant défense des

droits, résistance et autonomie du mouvement. Madeleine Lacombe relate l'esprit qui animait cette dynamique préparant le terrain à une prise de position de plus en plus précise, de la part du mouvement des femmes, sur le projet de société du Québec :

> *Les premières* [décennies]*, je dirais que nous étions occupées à dénoncer, à revendiquer; il y avait tellement de travail à faire, tellement de choses à changer, à critiquer, ce qui fait que l'on se retrouve dans l'opposition et, qu'effectivement, nous nous retrouvons à faire cette job d'opposition bien comme il faut (...). Et à un moment donné, on s'est tannées d'être dans l'opposition. Et il y a des groupes et des femmes à l'intérieur du mouvement, qui ont eu envie (et j'étais une de celles-là), de faire autre chose que d'être dans l'opposition. Pourquoi n'avons-nous pas le* "guts" *de dire le genre de société que l'on veut et de la définir. (...) Nous avons eu envie de dire, voici de quoi elle a l'air notre société féministe (féministe incluant les hommes). Il ne s'agissait pas d'une société juste pour les femmes par les femmes et tout ça... c'est une espèce d'évolution vers, oui OK, on revendique plein de choses, mais au bout de ces revendications qu'est-ce que l'on veut comme société? (...) Quels sont les outils que l'on utiliserait pour éduquer les jeunes de façon différente, pour que les hommes et les femmes soient égaux, pour que l'on ait accès à des services, à des garderies, que l'on réalise la conciliation travail-famille? Dans le fond, c'est presqu'une évolution normale, si tu es politisée. À un moment donné tu veux définir ce que tu veux vraiment au lieu d'y aller à la pièce.*

En 1992 toujours est publié *Le Québec qu'on veut bâtir*, le rapport de la Commission itinérante de Solidarité populaire Québec. Celui-ci dresse les contours de la société québécoise voulue par une partie des forces vives de la société civile, en particulier les organismes communautaires, qui se sont impliqués fortement dans ce processus de consultation. La moitié des 140 organismes ayant déposé un mémoire se sont prononcés en faveur de la souveraineté du Québec; dans leur esprit, celle-ci est étroitement liée à la réalisation d'un projet social global. Le rapport précise : « *... il faut souligner qu'à peu près toutes celles et* [tous] *ceux qui ont pris position sur l'indépendance ou la souveraineté du Québec s'accordent pour dire que celle-ci n'a de sens que si elle débouche sur un projet de société permettant plus de démocratie, plus de justice sociale, un "projet de société libérateur"* [450]. » Le projet global en cause a permis aux organismes de converger autour d'une synthèse de propositions pour un Québec d'avenir, couvrant des thèmes aussi variés que la démocratie, le rôle de l'État, l'environnement, la fiscalité, les autochtones, la minorité anglo-québécoise, la culture, l'information, etc. En conclusion de son rapport, SPQ annonce qu'il poursuivra ses activités d'animation politique et de consultation, comme organisme-parapluie, par le biais notamment de la rédaction collective d'une *Charte d'un Québec populaire* (celle-ci sera adoptée en 1994 et se prononcera clairement en faveur de l'indépendance du Québec[451]). C'est également en 1992 que la FTQ connaît une crise dans ses relations avec le CTC, dont le congrès réuni à Vancouver n'entérine pas la candidature de Guy Cousineau au poste de vice-président. Cette rebuffade est ressentie à la

[450] SPQ, *Le Québec qu'on veut bâtir; rapport de la Commission populaire itinérante*, Montréal, SPQ/La Maîtresse d'école, août 1992, p. 5.
[451] SPQ, *La Charte d'un Québec populaire: le Québec qu'on veut bâtir!*, Montréal, la Solidarité, 1994.

FTQ comme un grave précédent et amène la délégation québécoise à claquer la porte du congrès; la direction de la FTQ revendique à partir de ce moment la pleine autonomie de la Fédération à l'égard du CTC[452]. (Cette crise provoquée par l'isolement d'une délégation québécoise au sein d'un organisme associatif pancanadien n'est pas sans rappeler l'épisode douloureux vécu par les déléguées du mouvement des femmes du Québec à l'assemblée générale du CCA en 1987.)

Des élections fédérales ont lieu en 1993, donnant l'occasion encore une fois de placer au cœur du débat politique la question nationale et de mobiliser la base de certains mouvements sociaux. En 1990 déjà, le nouveau politicien bloquiste Gilles Duceppe avait obtenu un appui significatif de la part de ceux-ci pour sa candidature lors de l'élection partielle dans Laurier-Ste-Marie. Les liens informels entre le Bloc et des secteurs des mouvements sociaux ont continué de se développer dans les années suivantes et prendront même parfois un caractère plus officiel lors de la campagne fédérale de 1993. Le mouvement syndical déploie à cette date d'intenses efforts pour investir ce parti et en faire un vecteur de ses aspirations nationales et sociales. Deux centrales en particulier y investiront davantage : la FTQ et la CSN. Les manifestations de cet investissement peuvent être formelles ou informelles; elles vont de l'appui de candidatures précises à l'appel à appuyer le parti souverainiste, en passant par l'encouragement des militantes et militants à s'y impliquer, voire à laisser leurs fonctions au syndicat pour se dédier corps et âme au jeune parti.

5.3.2 Articulation entre politique institutionnelle et investissement mouvementiste

L'année 1994 est dominée elle aussi par le débat politique national, dont on sait qu'il sera au cœur de la prochaine bataille électorale; des élections doivent être déclenchées durant l'année, le gouvernement libéral provincial ayant été élu en septembre 1989. Le PQ fait campagne en plaçant au cœur de sa stratégie la souveraineté comme réponse à l'impasse qui prévaut au plan constitutionnel depuis le double échec de Meech et de Charlottetown. Dans un contexte social de critique des politiques néolibérales du PLQ, le Parti québécois parvient à dominer l'agenda durant la campagne et un changement de gouvernement intervient, conformément au verdict du scrutin, tenu le 12 septembre 1994. Parmi les mouvements sociaux, la FTQ est la seule organisation importante à avoir ouvertement appuyé le Parti québécois, les autres organismes ayant préféré opter pour une neutralité officielle, mais ne s'étant pas privé – tant s'en faut – de contester vivement, pendant l'année précédant le scrutin, les mesures gouvernementales annoncées ou implantées.

Alors que le gouvernement Parizeau prépare activement le référendum, l'année 1995 constitue à n'en point douter le point culminant de l'implication mouvementiste sur la question nationale,

[452] Louis Fournier, *Histoire de la FTQ*, Montréal, Québec Amérique, 1994, p. 257-261.

traduisant une évolution notable de l'appropriation de cet enjeu par les mouvements sociaux. Les espaces et tribunes pouvant être occupés par les MS sont particulièrement nombreux, à commencer par les Commissions régionales sur la souveraineté du Québec, auxquelles participent activement une quantité impressionnante d'individus et d'organismes des mouvements. Durant l'hiver, ces commissions consultatives ont tenu un total de 435 rencontres, auxquelles 50 000 personnes ont participé, ce qui a fait dire au politologue Denis Monière que jusqu'alors « *jamais le Québec n'avait connu une expérience aussi intense de démocratie directe* [453] ». En effet, les organismes des MS sont allés plus loin cette fois qu'à l'époque de la Commission Bélanger-Campeau, où le nombre de mémoires déposés par ces organismes était nettement plus limité. Mais l'investissement du terrain politique par les MS se fera aussi (et surtout) sur des bases autonomes, donc parallèlement aux efforts institutionnels indéniables visant à susciter la participation citoyenne. Nos résultats indiquent trois types d'investissement autonome : ceux relevant de choix tactiques, ceux liés aux ressources et, enfin, ceux procédant d'une nouvelle conception de l'intervention mouvementiste sur la question nationale. En termes de choix tactiques, les avancées sont significatives, lorsqu'on compare à la situation de 1980. Collectivement, les mouvements choisissent de se donner une voix distincte, très audible, durant le débat référendaire; ils tiennent à s'approprier ce moment historique pour faire connaître leurs aspirations autonomes à titre de mouvements. Un des véhicules privilégiés pour ce faire sera la coalition Partenaires pour la souveraineté, réunissant les plus importantes organisations syndicales, Solidarité populaire Québec, les fédérations étudiantes, l'Union des artistes, l'Union des écrivains ainsi que diverses organisations nationalistes. Ce véhicule permettra aux organismes des MS de concevoir leur propre campagne, séparément de celle des partis ou acteurs institutionnels. Il place également ces mouvements dans une position avantageuse face aux autres acteurs du camp du Oui, permettant aux MS de se présenter comme des pivots d'une éventuelle victoire référendaire; cela accroît leur poids politique et les place en meilleure position pour exprimer leurs attentes à l'égard des acteurs politiques dirigeants associés au camp du Oui. Peu à peu, à mesure qu'approche l'échéance du 30 octobre, Partenaires pour la souveraineté prend du galon au sein du camp du Oui, élevant de ce fait les forces vives de la société au statut d'interlocuteur incontournable dans le cadre des débats politiques qui, inévitablement, devraient caractériser ce Québec indépendant alors en gestation. Les rapports entre le pouvoir institutionnel et les segments de la société civile favorables à la souveraineté connaissent ainsi un aménagement formel très différent de ceux prévalant en 1980. À travers Partenaires pour la souveraineté, les mouvements sociaux sont bien plus présents au Comité du Oui et cette articulation au sommet du pouvoir politique est perçue par eux comme leur étant bénéfique. Gérald Larose la décrit en ces termes :

[453] Denis Monière, « La démarche référendaire – Le Québec face à son destin », *L'année politique au Québec 1994-1995*, Montréal, Fides/PUM, 1996.

> *Partenaires pour la souveraineté, dans ma tête, c'était pour que ça devienne le comité du Oui. Pis on était déjà majorit... on était déjà des gros groupes. Mais la loi ne permet pas ça. La loi c'est le comité du Oui, c'est le parti gouvernemental qui compose son comité. Donc c'est Jacques Parizeau qui y a intégré massivement les Partenaires pour la souveraineté. (...) Tandis qu'en 1980, (...) c'était la partie gouvernementale qui menait de A à Z l'opération. Tandis qu'en 1995, le comité du Oui, il y a du monde à la porte, il y a du monde autour de la table.*

La création de Partenaires pour la souveraineté amènera les MS concernés à diffuser publiquement leurs propres analyses de l'enjeu, en déployant une variété d'outils conçus par eux et adaptés au profil de leur base sociale respective. Les ressources engagées par les mouvements dans PSQ sont importantes. Monique Simard décrit ainsi le niveau d'effort consenti par la CSN :

> *L'implication de 1995, si forte, vient (...) je pense, de ce sentiment à la CSN qu'on l'a manqué une fois, on ne le manquera pas deux fois. Et* [du fait] *que Gérald est un président beaucoup plus nationaliste que Norbert Rodrigue. Gérald, c'est sa grande cause. On pourrait dire, pour lui, que c'est aussi important que la cause syndicale, sinon plus important encore. Et là ils mettent le paquet. (...) Les référendums, c'est des machines. La CSN, elle en a une. Et puis quand elle décide qu'elle la met en marche, elle est capable d'être efficace. Elle est capable de faire sortir le vote. Elle est capable de libérer tout son monde. Bon. (...) Au référendum, c'est ça qu'ils ont fait. Mettre la machine au service...*

Partenaires pour la souveraineté sera à l'origine notamment de divers outils d'animation politique, comme le livret *Le Cœur à l'ouvrage* ainsi que l'Opération porte-voix, une campagne menée auprès des Québécoises par des femmes qui sont têtes d'affiche de la société civile (notons aussi qu'en parallèle, les consultations entreprises par les organismes des mouvements sociaux auprès de leurs membres sont plus systématiques et plus fécondes que celles des années 1978-1980). En présentant les termes d'un projet de société généreux, égalitaire et progressiste, *Le Cœur à l'ouvrage* campe directement le projet souverainiste sur le terrain de la social-démocratie et des revendications des MS, dont le mouvement féministe[454]. Le cas de l'Opération porte-voix est significatif dans la mesure où il suggère les effets d'une initiative typiquement mouvementiste sur le déroulement de la campagne – et vraisemblablement sur son issue. Des militantes, en outre, avaient conscience de l'importance cruciale de la participation des femmes à ce grand rendez-vous constitutionnel national et souhaitaient une intervention spécifique, durant la campagne référendaire, de la part de féministes, de syndicalistes, d'artistes, etc. Lorraine Pagé en rappelle les circonstances :

> *Opération porte-voix (...) c'était vraiment des femmes, militantes, qui ont pris l'autobus. On a fait le tour des régions du Québec pour aller faire campagne auprès des (...) femmes. Les données qu'on avait à ce moment-là c'était que les femmes votaient moins pour la souveraineté que les hommes. Alors on avait ciblé vraiment les femmes. (...) il y avait moi là-*

[454] Guy Lachapelle, « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage », *Politique et Sociétés*, vol. 17, n^{os} 1-2, 1998, p. 91-120.

> *dedans, il y avait Nicole Boudreau, Louise Laurin, Hélène Pedneault, Denise Boucher, (...) etc. Les femmes ont changé aussi selon les régions, parce que quand on arrivait dans une région, les femmes qui étaient très impliquées dans cette région se joignaient à l'autobus. (...) Alors, cette opération-là, qui a permis de rejoindre beaucoup de femmes, a été initiée elle aussi par les Partenaires pour la souveraineté.*

Dans le mouvement communautaire autonome, de nombreux groupes et individus ont cherché à déployer, dès le début de la campagne référendaire, une intervention indépendante en faveur du Oui, dans la suite des réflexions amorcées et intensifiées depuis 1990. En 1995, plusieurs organismes éprouvant encore des difficultés à se prononcer à titre d'organismes, la solution retenue est de lancer un appel à la signature d'une déclaration commune des acteurs et actrices du milieu populaire et communautaire, texte qui serait ensuite diffusé à la population par divers moyens, dont les médias[455]. Plus de 300 personnes identifiées au mouvement acceptent de signer ce texte intitulé *La souveraineté pour réinventer la solidarité*; d'autres activités sont organisées, notamment une assemblée publique le 5 octobre et le déploiement d'une bannière proclamant « *Oui, au-delà des partis* » au sommet du Centre Saint-Pierre à Montréal. Les couches militantes mobilisées dans ce cadre étaient parvenues à articuler et à diffuser, de façon tout à fait indépendante du camp officiel du Oui, une réflexion stratégique sur le débat constitutionnel et sur l'avenir du Québec étroitement articulée aux revendications et préoccupations du mouvement communautaire, en toute indépendance des partis politiques[456]. Ces militants et militantes, s'exprimant sans hésiter en faveur de la souveraineté du Québec, lient étroitement émancipation sociale et projet national, en s'appuyant sans hésiter sur le travail de conception de ce Québec à naître effectué grâce à Solidarité populaire Québec :

> *Nous pensons que la souveraineté du Québec constitue un moyen essentiel pour réunir et cristalliser dans une volonté politique commune les forces créatrices du Québec que nous voulons bâtir et dont nous avons commencé à dessiner l'ensemble du projet dans la Charte d'un Québec populaire (*[à laquelle] *nous adhérons entièrement). (...) Nous sommes des gens d'action: nous avons la démocratie comme fin et comme moyen. Nous tenons, comme à la prunelle de nos yeux, à l'égalité entre les hommes et les femmes, au respect des enfants, au partage des richesses. (...) Nous sommes des gens d'entêtement : nous refusons de façon catégorique toutes les formes d'exclusion ici comme ailleurs. Nous pensons que les petits peuples ont un rôle déterminant à jouer dans la mondialisation de l'économie : celui de la civiliser et de l'humaniser* [457].

Contrairement à ce qui s'observe jusqu'en 1990, les MS ont tendance à afficher en 1995 une approche stratégique à l'égard de la souveraineté à la fois engageante et inédite, trahissant par là une évolution des mentalités. Ce cadre stratégique présente plusieurs caractéristiques novatrices.

---

[455] Une quarantaine d'organismes communautaires se sont malgré tout prononcé publiquement (à titre d'organismes) en faveur de la souveraineté et ont voulu le signifier par la diffusion de cette déclaration.
[456] FRAPRU, *Le FRAPRU frappe encore*, n° 66, décembre 1995, p. 4-5.
[457] Déclaration *La souveraineté pour réinventer la solidarité*, 25 octobre 1995.

D'abord, l'engagement général des mouvements sociaux procède d'une évolution dans leurs rangs d'une perception historique de cet enjeu, à savoir la préoccupation assez répandue d'une certaine responsabilité face à l'histoire du Québec, responsabilité dépassant les seuls engagements personnels. Cette fois, une représentation assez collective – non pas consensuelle, mais certes très présente – voudrait qu'en ce genre de circonstances dans la trajectoire d'un peuple, les MS soient appelés à assumer un type d'investissement politique exceptionnel à l'échelle de ce qui a été vécu jusqu'alors au Québec (mais observable dans des situations similaires ailleurs dans le monde). Par-delà les remords ressentis, au plan individuel, par plusieurs des activistes ayant gardé en mémoire l'échec de 1980, remords ayant pu contribuer à cette nouvelle représentation collective, il semble que le phénomène trahisse un mûrissement plus profond du rapport à la question nationale dans les MS.

Par leur intervention souverainiste, les MS ne se conçoivent pas simplement comme agents revendicateurs agissant à la défense des intérêts de leur base sociale, mais bien comme co-porteurs d'un projet de société large, souvent proposé conjointement avec des acteurs de diverse nature provenant d'une pluralité d'horizons. Cette posture de co-porteurs du projet donne un sens nouveau à leur action, dépassant le réflexe du simple groupe de pression. Ainsi, ces mouvements acceptent dès lors de mettre au jeu une conception relativement élaborée du pays à naître, qui d'une part traduit une avancée indéniable quant à l'entendement de ce que peut être l'action politique (frôlant cette fois la proposition d'un programme politique) et, d'autre part, hisse les MS au rang d'éventuels cofondateurs d'un nouveau Québec. Dans le cadre de PSQ, les mouvements s'autoproclament « Le camp du changement » et le contenu du livret *Le cœur à l'ouvrage* suggère qu'il y a chez ceux-ci une candidature (en quelque sorte) au poste d'architecte de la société à naître. Dans l'optique d'une victoire du Oui, l'après-référendum est conçu par plusieurs acteurs issus des mouvements comme une phase durant laquelle ceux-ci sont partie prenante d'une intense négociation à propos des caractéristiques de cette nouvelle société; durant cette phase, les MS auraient un poids politique proportionnel à leur investissement dans la conquête de la souveraineté. Gérald Larose précise les termes de ce rôle politique des MS :

> *Nous développions toute une perspective,* [à savoir] *que le changement constitutionnel, c'est une formidable occasion de réviser bon nombre d'enjeux dans la société. Les rapports du citoyen avec l'État, de la ruralité avec les grands centres, les politiques publiques, les institutions. (...) Pour nous, c'est une occasion de transformation sociale. On va être obligé de faire ces débats-là et si on est déjà engagé et qu'on a les idées claires, quand on va se mettre à réfléchir sur la transformation des institutions, on va vraisemblablement être en position pour* [les] *configurer selon notre désir. (...) Au seul chapitre des droits, c'est clair qu'on aurait travaillé pour que la Charte des droits reconnaisse des droits collectifs, de façon explicite. Qu'au niveau des institutions, il y ait des mécanismes pérennes de dialogue social. Qu'il y ait une véritable régionalisation permettant un cadre de démocratisation, c'est-à-dire que les populations aient une prise sur l'organisation des services. Ça aurait signifié aussi une*

organisation différente de la fiscalité, c'est-à-dire une répartition différente entre les taxes à la consommation, les taxes sur les revenus (...), les taxes sur les profits. (...) On avait aussi des orientations quant à ce à quoi doivent servir nos instruments économiques, la Caisse de Dépôt, les Fonds de travailleurs. (...) Le rôle de l'État dans le développement économique. L'intégration des immigrants. Le scrutin proportionnel. Ces éléments faisaient partie de notre besace. (...) On savait tous que ce n'était pas gagné d'avance. Mais on savait tous que c'était sur la table. Donc dans le cadre de la réalisation de l'indépendance, il n'y avait pas de surprise. Nous, on ferait la bataille dans le sens qu'on a annoncé. Non, ce n'était pas acquis; c'est-à-dire les chefs du Oui n'ont pas signé nos documents là; c'est clair.

Il importe de souligner dans ce contexte, comme le suggère d'ailleurs Jacques Rouillard en des termes similaires[458], que le cadre stratégique prenant place en 1995 marque une rupture à l'égard d'une ancienne conception de l'engagement souverainiste selon laquelle l'appui à cette option intervient si et seulement si elle est jumelée à la mise en chantier du socialisme. Cette approche était celle qui influençait les instances de la CSN et de la CEQ jusqu'en 1980; l'appui à la souveraineté pouvait être alors envisagé comme quelque chose qu'on offre conditionnellement, en attente de garanties socialistes à venir. L'évolution qui prend place en 1995 montre plutôt une adhésion inconditionnelle à la souveraineté, sans exigence préalable, mais en prenant acte du fait que le rendez-vous constitutionnel ouvre une fenêtre unique sur l'avenir – avenir qu'il appartiendra aux MS d'édifier avec d'autres.

5.3.3 Acquis pour les MS en 1995, à la suite de leurs incursions sur la question nationale

Récapitulons. Avec l'échec retentissant de la stratégie référendaire de 1980, la décennie s'ouvre sur la nécessité d'une sérieuse remise en cause, dans les mouvements sociaux, du rapport à la question nationale. Ceux-ci envisagent lentement (et partiellement) la plausibilité d'une recomposition de leur action sur ce terrain. Même s'ils sont d'abord accaparés par d'autres préoccupations, globalement plus centrales et plus urgentes, et tout en connaissant eux-mêmes une importante mutation durant cette période (voir chapitre précédent), les MS étudiés sont appelés malgré tout à se définir par rapport à ce sujet politique délicat, puis à prendre position clairement et publiquement. En 1995, si l'intervention sur le terrain de la question nationale est loin d'être aisée ou naturelle, les activistes des MS sont sensiblement moins partagés sur la façon d'intervenir en rapport avec cette question (sans perdre de vue que pour plusieurs, une intervention sur ce terrain n'est surtout pas nécessaire...). La période allant du début des années 1980 à 1995 a autorisé un certain cheminement politique au sein des mouvements, parfois explicite, souvent informel, dans le sens d'une forme d'appropriation d'enjeux qui jusque-là étaient réputés appartenir – dans une large

[458] Jacques Rouillard, « Historique de l'appui à l'indépendance politique du Québec par le mouvement syndical », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, n° 3, printemps 2012, p. 119.

mesure – à la sphère institutionnelle. Tentons d'esquisser les traits de ce cheminement; nous retiendrons ici quatre formes d'évolutions ou d'apprentissage.

1° Il y a eu dans les MS cheminement intrinsèque, autonome, sur la question nationale

À ce titre, la situation de 1995 diffère sensiblement de celle d'avant 1980, dans le sens suivant : cette fois-ci les MS se sont approprié des éléments essentiels de la question nationale du fait de leur propre expérience sectorielle, donc du fait de leur vécu spécifique. Entre 1976 et 1980, sous le gouvernement Lévesque, la forme hautement institutionnelle prise par la question nationale avait pour effet d'imposer une hégémonie de la classe politique sur cet enjeu, tel que nous l'avons décrit à la section 5.1. De plus, dans les MS eux-mêmes, une propension à privilégier – voire essentialiser – la question sociale, souvent aux dépens de la question nationale, participait elle aussi d'un retrait des MS sur ce qui était pourtant l'enjeu politique de l'heure. Les débats constitutionnels avaient alors tendance à se présenter comme plus immédiatement partisans, ou en tous cas moins intrinsèquement liés à la trajectoire spécifique ou au vécu organisationnel des acteurs des mouvements sociaux. Comme nous l'avons vu, cette configuration va changer à partir de l'année 1987 notamment.

À cette date, les MS sont amenés à la question nationale soit par leurs préoccupations propres – donc spécifiques au vécu de chaque mouvement –, soit de par une volonté franche et assumée de leurs leaders respectifs, ou pour ces deux raisons à la fois. Nous avons vu que pour plusieurs organisations du mouvement des femmes, ce sont d'abord les termes du rapport avec le mouvement féministe canadien-anglais (le CCA) qui déclenche un authentique processus d'appropriation de l'enjeu de la reconnaissance du fait national québécois – et par le fait même du statut constitutionnel du Québec. Dans le mouvement communautaire, le processus intrinsèque en cause est principalement la consultation initiée par Solidarité populaire Québec en vue de l'élaboration de la *Charte pour un Québec populaire*. Dans le mouvement syndical, ce sont en partie certains dossiers liés à l'exercice des conditions de travail (comme la langue) ou encore à l'identité même des organisations (devant leurs vis-à-vis pancanadiens) qui ont participé d'un climat favorable à une reprise et à une croissance de l'intérêt pour le sujet. Mais surtout, dans ce dernier cas, les positions des leaders nationaux se clarifient (un semblable processus opère, à des degrés divers, dans tous les MS durant la période). Contrairement aux années 1976 à 1980, durant lesquelles les directions sont plus hésitantes ou tiraillées entre plusieurs tendances et influences (marxisme, nationalisme réformiste, fédéralisme, apolitisme...), les consensus au sein des directions et instances intermédiaires s'obtiennent plus rapidement et plus facilement vers la fin de la décennie 1980 ou le début des années 1990. La disparition du courant maoïste facilite les choses bien entendu, mais le phénomène participe aussi d'une évolution et d'un renouvellement du

leadership des mouvements, marqués par une nette perte d'influence du fédéralisme (qui est de plus en plus minoritaire et se fait de plus en plus discret). Ces éléments relevant de la dynamique intrinsèque des mouvements permettent à d'importantes composantes de ceux-ci de réaliser que les organismes et/ou les forces vives des MS peuvent se déployer d'eux-mêmes sur le terrain de l'identité nationale, voire du statut constitutionnel, sans être automatiquement taxés de partisanerie. Il y a donc ici une invitation naturelle faite aux activistes à l'effet de séparer, dans leurs analyses, l'option du parti; il s'agit d'une ouverture significative à une prise de parole souverainiste autonome (plus aisée et mieux sentie), que d'autres facteurs viendront consolider, comme nous le verrons dans les prochaines pages.

2^{o} Pour les MS, de nouvelles conditions du débat sur la question nationale

Soulignons tout d'abord que ces nouvelles conditions se vérifient sur deux plans à la fois. Le premier ne relève pas des MS eux-mêmes, mais bien de l'environnement politique partisan et institutionnel; plus précisément, on constate que tant à l'échelle des gouvernements du PLQ que du PQ opère une forme de renonciation à l'étatisation complète de la question nationale. Donc du point de vue du déroulement même du ballet politique national, il y a une évolution majeure d'abord avec la Commission Bélanger-Campeau, qui amène les organismes de la société civile à plonger au cœur du conflictuel enjeu des rapports Québec/Canada, et ensuite avec la dynamique imprimée par le PQ à la mobilisation autour de la souveraineté, qui repose elle aussi très fortement sur l'implication soutenue des acteurs des mouvements sociaux dans le débat. Les pressions institutionnelles à l'implication des acteurs des MS sont telles qu'il est difficile pour ceux-ci de rester à l'écart du jeu politique; de plus, elles entraînent l'apparition d'espaces de cohabitation et de collaboration entre acteurs des MS, espaces qui seront progressivement utilisés par ces acteurs pour se constituer en une sorte de camp souverainiste-mouvementiste extérieur aux partis. Au travers de longs épisodes de collaboration entre acteurs des MS, comme la Commission Bélanger-Campeau et Partenaires pour la souveraineté, ces acteurs développent une complicité et un réflexe de travail en commun sur la question nationale favorisant l'articulation, sur leurs propres bases, d'une analyse mouvementiste de l'émancipation nationale – puis d'une intervention autonome sur cette question. Les trois centrales occupent une position privilégiée à ce titre, mais elles seront rejointes progressivement par une quantité d'autres organismes des MS, organismes parmi les plus importants dans chaque mouvement social.

S'agissant des conditions du débat national propres aux mouvements maintenant, on constate là aussi un développement significatif favorable à l'appropriation autonome de la question nationale. Trois facettes de ce développement méritent d'être relevées ici : l'évolution de la structure de certains mouvements, l'appropriation de modalités de travail conjoint sur la question nationale et la

bonification des capacités délibératives. Le premier aspect concerne spécifiquement le mouvement communautaire et le mouvement des femmes. Dans ces deux cas, on peut constater l'apparition ou la consolidation politique de regroupements nationaux auxquels sont confiés des tâches de représentation et d'animation politiques. Pour le communautaire, ce sera principalement Solidarité populaire Québec qui incarnera cette avancée, quoiqu'on note aussi une consolidation de regroupements sectoriels, comme le FRAPRU et le MÉPACQ. Dans le cas du mouvement des femmes, plusieurs organismes nationaux seront l'objet de cette consolidation politique, comme la FFQ et l'R des centres de femmes. Dans tous les cas, il y a précision des rôles entre le palier national, habilité à adopter de plus en plus clairement des orientations politiques et à les diffuser dans le cadre du débat public, et le palier de l'organisme local, qui s'investit plus directement et spécifiquement dans les interventions de nature sectorielle. Ce phénomène contribue à la prise de position assumée, publique et franche du mouvement social concerné – via ses organismes nationaux – parce qu'il permet de préserver les équilibres fragiles déterminant les conditions politiques d'existence et d'intervention des groupes locaux. En somme, des coalitions nationales ou de grands organismes fédératifs ont raffermi leurs capacités d'intervention sur la scène publique nationale durant les années 1987 à 1995, d'une part parce leur leadership s'est renforcé et, d'autre part, parce qu'ils ont pu devenir progressivement (et par un patient processus de précision des rôles entre échelon local et échelon national) le cadre politique légitime où pouvait se tenir la délibération démocratique entre organismes et où on pouvait prendre les décisions engageant de grands pans du mouvement. Manifestement, ce type de plateforme nationale n'existait pas encore pour le mouvement populaire-communautaire en 1980; dans le mouvement des femmes, nous avons vu que la FFQ n'était pas parvenue à faire le débat à l'échelle « fédérale » à cette date-là (ni aucun autre regroupement national de groupes de femmes d'ailleurs). L'évolution des conditions structurelles des groupes peut donc contribuer, partiellement, à expliquer une certaine capacité de repolitisation sur le thème de la question nationale, voire celui de la souveraineté. Il en va de même pour une autre caractéristique interne des mouvements : l'appropriation de modalités de travail conjoint multi-mouvements. La mutation du cadre institutionnel décrite au paragraphe précédent a été favorable au développement et à l'expérimentation de nouvelles formes d'intervention mouvementiste sur la question nationale, surtout entre 1991 et 1995. Sur la base de mandats démocratiques, et dans un contexte très différent de celui de 1980, les organismes nationaux ont multiplié les initiatives concertées afin de peser de tout leur poids dans le débat national; la synergie entre les organismes s'est intensifiée comme rarement auparavant (sur l'enjeu de la revendication nationale, entendons-nous). Cette convergence naturelle entre plusieurs MS semble avoir facilité l'investissement de chacun; individuellement, les organismes des MS ont dégagé des ressources, ont libéré du temps d'intervention, ont engagé les talents de leurs porte-parole. Tous ensemble, ils se sont lancés dans une mobilisation multi-mouvements, ils se sont donné une plate-

forme taillée sur mesure (Partenaires pour la souveraineté), ils ont conçu conjointement de nouveaux outils d'animation, ils ont établi leur propre plan de campagne mouvementiste, etc. En somme, ces moyens forgés en commun étaient les leurs et lesdits organismes n'étaient pas instrumentalisés dans ce cadre. Le dernier des trois aspects (les capacités délibératives) étant traité plus en profondeur dans le chapitre suivant, nous nous en tiendrons à souligner ici ses expressions plus manifestes dans le cas des prises de position sur la question nationale.

Nos résultats mettent en relief une érosion nette du sectarisme au sein des organismes, et plus globalement une meilleure aptitude à l'écoute et la délibération sereine, ce qui a favorisé la tenue de discussions plus saines sur un enjeu resté très délicat. Nos répondants ont noté une meilleure capacité au sein des mouvements à aménager les tensions (inévitables) et à accommoder la dissidence; il s'agit là d'un gain précieux pour les organismes ayant vécu cet épisode politique. Un autre élément à considérer est l'évaluation selon laquelle l'apolitisme formel sur la souveraineté (parfois désigné erronément par le vocable « non-partisanerie »...), donc la prétention à une neutralité absolue dans le débat public, n'est pas nécessairement garante de l'unité et du renforcement de l'organisme ou du mouvement social. Même si de prime abord il peut être tentant pour un organisme d'éviter formellement le débat en invoquant son non-alignement complet, l'expérience suggère qu'il peut être rattrapé tôt ou tard par l'impératif de se prononcer et que, le cas échéant, les conditions qui seront alors les siennes ne sont pas optimales (pensons à ce qu'a connu en 1980 la FFQ avec son leadership national et la crise que cela a engendré au sein de l'organisation). Il revient à chaque organisme de faire, dans une conjoncture donnée, l'évaluation de son intérêt à prendre position dans un débat aussi difficile, mais depuis les développements survenus entre 1987 et 1995, il y a possibilité pour des MS d'envisager avec une certaine confiance l'investissement sur ce terrain, dans la mesure où un jalon démocratique a déjà été franchi. Plusieurs organismes nationaux, appartenant à l'un ou l'autre de nos trois mouvements, ont démontré leur capacité à assumer un débat riche et explicite ainsi qu'une prise de position claire sur cet enjeu, tout en jugeant par la même occasion être parvenus à respecter leurs meilleures pratiques organisationnelles et démocratiques; c'est le cas à la FFQ notamment[459], où un océan sépare l'expérience vécue en 1980 de celle de 1995.

3° Une nouvelle capacité stratégique : la question nationale comme levier positif de politisation

Nous l'avons vu, la lecture faite dans les mouvements du rapport à la question nationale, entre 1980 et 1982 principalement, trahit un profond malaise chez quantité d'activistes. Il n'est pas exagéré d'estimer que la décennie 1980 en fut une de remise en cause de l'attitude mouvementiste sur cette question et d'une certaine préoccupation à chercher les termes d'un nouvel aménagement de

[459] Fédération des femmes du Québec, *Rapport d'activité 1995-1996*, 1996, p. 14-15.

la relation MS/question nationale. Il faut dire qu'à l'autocritique, formelle ou tacite, faite par plusieurs activistes se superpose un bilan sévère de la gestion de la question nationale par les acteurs partisans (principalement PCO, En lutte!, PQ et Mouvement socialiste); de sérieux doutes sont entretenus quant à l'aptitude des acteurs partisans à porter sur leurs épaules un enjeu aussi considérable. Les formations maoïstes se désagrègent notamment à cause de leur position intenable sur la question nationale; le PQ lui-même renonce officiellement à la souveraineté de 1984 à 1988. Quant à lui, le Mouvement socialiste, censé réaliser la jonction (tant voulue par les organisations syndicales) entre projet socialisant et question nationale, s'écrase contre le mur électoral en 1985 et vit une lente agonie pendant tout le reste de la décennie. Le profond scepticisme à l'égard des partis existants favorise la perception – en particulier au sein du leadership de certains mouvements – à l'effet qu'il y aurait potentiellement un espace propice à l'intervention des MS sur le terrain de la question nationale; en somme, le retrait ou la discrétion des acteurs partisans contribue à nourrir le sentiment qu'il y a peut-être une occasion pour les MS d'intervenir à leur manière et sur leurs propres bases.

Nous avons vu au chapitre précédent à quel point la décennie 1980 et les premières années de la décennie 1990 correspondent à une période importante de réorganisation de l'influence mouvementiste. Une forme de reprise de la confiance en eux des MS autoriserait une nouvelle tentative d'incursion sur la question nationale, comme possibilité (partielle) de reconstituer leur action politique. Non seulement le contexte partisan permet-il de le faire sur de nouvelles bases, mais il y a résurgence d'une certaine aptitude à se concevoir comme un acteur significatif du jeu politique national, au point de penser pouvoir orienter le débat dans le cadre des différents épisodes de consultation populaire. Cette éventualité (intervenir très activement sur la question nationale) avait certainement été envisagée entre 1978 et 1980, à tout le moins dans les rangs syndicaux, mais les conditions dans lesquelles se tenait le débat référendaire ne permettaient pas un substantiel passage à l'acte. Cette nouvelle capacité stratégique repose également sur un autre facteur : entre 1980 et le début des années 1990, dans les rangs syndicaux et féministes, des équipes de direction plus nationalistes prennent place, s'avancent plus ouvertement sur ce terrain et fondent jusqu'à un certain point leur leadership sur une reprise de l'initiative dans le débat constitutionnel. (À la fin des années 1970, le portrait est moins clair du côté des équipes de direction des organisations nationales; l'influence du courant fédéraliste y est encore relativement forte.) Durant la période 1982 à 1995, les directions nationales font preuve d'une bonne dose d'initiative dans le dossier constitutionnel et contribuent ainsi à redonner du tonus à l'action politique de leur mouvement. Étant donné que le phénomène se vérifie simultanément dans plusieurs mouvements et que ceux-ci sont appelés à diverses occasions à travailler ensemble, une complicité (trans-mouvements) se crée à l'échelle des directions, favorisant elle aussi l'aptitude à

intervenir politiquement. Liée à ce désir d'engagement politique, il y a cette reconstruction progressive d'une capacité d'analyse stratégique en vertu de laquelle la question nationale pourrait échapper quelque peu à la démarche stato-centriste et partito-centriste des années 1976 à 1980; à la veille du référendum, la conviction que le projet de souveraineté n'« *appartient pas en exclusivité* » aux partis est désormais relativement partagée[460]. La période d'intense activité mouvementiste sur la question nationale (à partir de 1987 essentiellement) nous permet de constater que cette capacité d'analyse stratégique s'est réinstallée au profit du pouvoir d'influence politique des mouvements sur la société.

4° La souveraineté conçue comme partie d'un projet mouvementiste

À partir de 1987, la tournure des événements favorise l'établissement de liens plus naturels et étroits entre les revendications spécifiques des mouvements et l'aspiration à l'affirmation nationale. Une certaine perspective pourra émerger graduellement, celle de concevoir – depuis le mouvement social X ou Y – la prise de position sur l'avenir national du peuple québécois comme le résultat d'une synthèse des aspirations traditionnelles du mouvement et que l'intervention sur cette base est un vecteur potentiel d'affirmation de la force politique du mouvement. Cela suppose au préalable une évolution : une meilleure capacité d'envisager la souveraineté comme un élément de contenu du projet social, plutôt que simplement à titre d'option constitutionnelle plus ou moins campée à l'extérieur des préoccupations mouvementistes. Spécifiquement, au titre de cette aptitude et de cet intérêt à considérer la souveraineté comme un élément d'une synthèse (à être formulée par les MS), rappelons ce qu'écrivait Jacques Boucher dès 1992, en pensant principalement au mouvement communautaire : « *le nationalisme avait évolué et (...) était porteur d'un projet progressiste à cause de sa prise en charge par des organisations du mouvement social* [461] »; son texte est une invitation adressée aux membres de l'organisme Au Bas de l'échelle à poursuivre et renforcer ce processus de façonnement du projet national dans le mouvement communautaire. De manière plus générale, la première moitié de la décennie 1990 représente un moment inégalé d'intégration du projet souverainiste à l'ensemble des aspirations du mouvement social, parce que celui-ci l'a pensé comme partie prenante d'un désir collectif de solidarité sociale. Françoise David observe : « ... *ce n'est pas juste un pays pour un drapeau, là. C'est un pays parce que ça apporte quelque chose aux gens. Alors je l'ai beaucoup défendu et d'autres aussi avec qui j'ai travaillé (...). On était quand même plusieurs à avoir ce discours social. (...) on voulait un pays pour en faire un beau Québec là. (...) quelque chose qui ne ressemblait pas (...) à l'Ontario de Mike Harris.* » Divers documents produits collectivement par les acteurs des MS, comme la *Charte pour un Québec populaire* et le livret *Du cœur à l'ouvrage*, témoignent de cet effort d'articulation entre revendications sociales et

[460] Texte de la déclaration *La souveraineté pour réinventer la solidarité*, 25 octobre 1995.
[461] Jacques Boucher, « Mouvement social et question nationale : un instrument de réflexion pour les membres d'Au bas de l'échelle», *op. cit.*, p. 109.

projet national. À terme, cet effort autorise lui aussi une forme de capacité à intervenir dans la conduite de la politique nationale, car celle-ci procède de l'aptitude à sculpter le projet de société. François Saillant remarque, s'agissant toujours du communautaire, que durant cette période, règne dans ses rangs le sentiment que la souveraineté lui appartient en partie, ou que le mouvement s'y identifie : « *t'avais l'impression que le camp du changement, c'était vraiment le camp du Oui.* »

5.4. 1996-2009 : nouvelle équation nationale pour les MS

Les résultats du référendum du 30 octobre 1995 sont très serrés; il s'en est fallu de peu que la stratégie de grande coalition pour le changement social, impliquant activement les MS, l'emporte. La victoire référendaire du camp du Non est immédiatement suivie de l'annonce du départ du premier ministre et chef du PQ, Jacques Parizeau, dont le discours le soir de la défaite électorale – stigmatisant les « votes ethniques » – suscite malaises et amertume au sein de forces progressistes déjà ébranlées par la défaite. La suite est connue : Lucien Bouchard devient chef du PQ et premier ministre, les priorités de l'État changent profondément et la souveraineté semble être peu à peu reléguée à la marge, la nouvelle direction péquiste misant plutôt l'essentiel sur la nécessité de sa réélection. Nous avons décrit et analysé au chapitre précédent les termes et les conséquences du grand épisode national de concertation (et de division) que constituent les sommets socioéconomiques de 1996 et leurs suites; nous ne les réexaminerons pas ici. Nous dirons simplement qu'ils participent de la mise en place des nouveaux paramètres à l'intérieur desquels les mouvements sociaux poseront leur réflexion et leur action sur la question nationale entre 1996 et 2009. Avec son recentrage sur un projet politique on ne peut plus traditionnel, soit la remise à l'ordre des finances publiques et l'atteinte du déficit zéro, le Parti québécois de Lucien Bouchard parvient de plus en plus difficilement à se faire le porteur proactif, stimulant et pédagogue du projet souverainiste de changement social, notamment auprès des MS, qui connaissent à partir de 1997-1998 une phase significative de remobilisation sur de nouvelles bases. Un prudent retour à une approche plus ouvertement souverainiste et progressiste est tenté sous Bernard Landry avec la « saison des idées » et l'invitation à constituer des clubs politiques (comme SPQ Libre), mais cette tentative fait long feu avec le départ du chef Landry notamment; la normalisation autour d'un projet politique encore plus centriste et moins ouvertement souverainiste reprend de plus belle sous André Boisclair (voir chapitre suivant). La direction exercée ensuite par Pauline Marois n'inversera pas ces tendances structurelles, au sein du PQ, à la migration vers la *realpolitik* dans une logique de reconquête du pouvoir, au prix d'une atténuation de l'option fondamentale du parti s'il le faut. La nouvelle cheffe milite pour une réécriture de l'article 1 du programme voulant qu'un référendum sur la souveraineté serait organisé au moment jugé opportun par un gouvernement du Parti québécois, ce qui revient à faire disparaître toute contrainte temporelle à la tenue d'un troisième

référendum. De façon générale, la période 1996 à 2009 s'inscrit donc assez clairement dans une logique d'édulcoration de l'option fondamentale du parti et de réalignement de l'agenda sur des orientations économiques et budgétaires très prudentes, globalement en phase avec la politique continentale. Dans ce contexte institutionnel, quelles sont les caractéristiques du rapport mouvementiste à la question nationale? L'analyse des données permet de dégager encore une fois un certain nombre de grands axes de caractérisation nous aidant à comprendre l'évolution dans la façon dont les mouvements se positionnent à l'égard de l'enjeu de l'émancipation nationale (notamment la souveraineté).

5.4.1 Pouvoir fédéral et dynamique mouvementiste au Québec

Tout d'abord, on constate une disparition presque complète dans les MS – et dans la dynamique nationale québécoise – de l'option du renouvellement du fédéralisme. En lieu et place, l'option fédéraliste qui s'affirme à partir de 1996 est le plan B, conçu et mis en œuvre sous le règne du Parti libéral du Canada[462]. Il y a donc simultanément plusieurs dynamiques militant en faveur d'une panne de l'option fédéraliste au Québec. D'une part on constate un durcissement des forces fédéralistes canadiennes à l'endroit des velléités autonomistes de cette province, forces multipliant les initiatives dans le but de rendre juridiquement et politiquement improbable l'avènement de la souveraineté; tous les partis à la Chambre des Communes, sauf le Bloc québécois, appuient ce processus de crispation fédérale. Les moyens mis en œuvre dans ce cadre sont nombreux et substantiels : le renvoi à la Cour suprême relatif à la sécession, la Loi sur la clarté, le débat sur la partition du Québec, le programme des commandites, etc. Comme ces moyens ont été décrits ou analysés par d'autres experts[463], nous n'en ferons pas l'examen ici. D'autre part, les forces politiques québécoises ne parviennent pas à articuler sur leurs propres bases un projet de renouvellement de la fédération pouvant s'inscrire minimalement dans la trajectoire historique du Québec depuis 1960; il y a donc une double impasse de la réflexion et de l'initiative fédéralistes. Signalons aussi que les moyens déployés par Ottawa n'auront certainement pas pour effet de rendre plausible ou

[462] À la fin de notre période, soit à partir de 2008-2009, donc sous les conservateurs, l'évolution du fédéralisme est marquée par le retour à une définition anglo-conformiste de l'identité canadienne, tendant à remettre au goût du jour les caractéristiques de l'ère fédérale anté-pearsonienne – ce qui éloigne encore une fois la classe politique québécoise de toute possibilité de ramener à l'ordre du jour la moindre proposition de renouvellement du fédéralisme s'inscrivant un tant soit peu en concordance avec les revendications québécoises historiques. Il y a donc blocage permanent sur le terrain du réformisme constitutionnel, pour toute la durée de la période 1996-2009.

[463] Voir en outre : Louis Balthazar, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, p. 263-273; Denis Monière, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*, Montréal, PUM, 2001, p. 127-141; David Schneiderman (dir.), *The Quebec decision: perspectives on the Supreme Court ruling on secession*, Toronto, James Lorimer & Co., 1999; Michel Seymour, *Le pari de la démesure; l'intransigeance canadienne face au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 2001; Daniel Turp, *La nation bâillonnée : le plan B ou l'offensive d'Ottawa contre le Québec*, Montréal, VLB, 2000.

attrayante l'hypothèse d'une adhésion des effectifs des mouvements au fédéralisme, que celui-ci soit renouvelé ou non. Au contraire, durant les années 1996 à 2009, aucun porte-parole des mouvements sociaux (ni aucune publication émanant de ces MS) ne suggère qu'un organisme des MS considère que l'option du changement social passerait, à ses yeux, par une adhésion au fédéralisme. En réalité, le blocage complet de la voie du réformisme institutionnel pro-québécois entraîne chez les mouvements une absence symétrique d'option fédéraliste. En définitive, ni le fédéral, ni le PLQ ni les mouvements sociaux n'articulent de proposition fédéraliste s'adressant à la population du Québec. Cela veut dire, en termes pratiques, que deux seules postures subsistent ouvertement dans le concert des MS : celle de la souveraineté et celle de l'abstention complète (mutisme pur et simple) sur le front constitutionnel. Jusqu'à un certain point, il s'agit là d'une forme de clarification des options, en ce sens que le fédéralisme n'est certainement plus un candidat à l'adhésion ouverte des effectifs des mouvements; tout au plus on le masquera sous couvert d'une neutralité constitutionnelle confondue avec toute autre posture (et elles sont nombreuses) justifiant la nécessité tactique de ne pas prendre position. Comparativement aux sous-périodes précédentes, il y a donc vacuité nouvelle, au sein des MS, du projet fédéral canadien, le réaménagement du cadre constitutionnel étant devenu l'angle mort des mouvements sociaux et de la politique québécoise. Cette situation inédite crée un espace unique pour les diverses déclinaisons de l'affirmation nationale québécoise, souvent ramenées à l'option souverainiste, qui ne comptent aucun autre compétiteur au sein des MS que la neutralité silencieuse. Comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, ceux-ci profiteront jusqu'à un certain point de cette fenêtre pour faire évoluer modestement leur rapport à la question nationale.

Une première de ces évolutions est la permanence de l'engagement en faveur de la souveraineté de certains mouvements sociaux. À ce titre, le mouvement syndical remporte définitivement la palme; la période 1996 à 2009 lui donnera à de multiples reprises la possibilité de renouveler sa profession de foi souverainiste, un terrain de politisation qu'il ne manque jamais de réinvestir dès qu'il en a la chance. La portion du mouvement des femmes qui s'était avancée sur ce terrain dans les années 1990 a maintenu le cap par la suite; sans mettre nécessairement en exergue son credo souverainiste, la FFQ a encore porté publiquement cet aspect de son action politique dans les années 2000, comme en témoigne Michèle Asselin :

> *... la FFQ est reconnue* [aujourd'hui] *comme un groupe nationaliste. (...) Je suis allée à quelques réunions du Conseil pour la souveraineté du Québec; évidemment que l'on ne refait pas une position* [dans l'abstrait]*, mais s'il y avait eu une autre campagne référendaire, d'autres enjeux, il aurait fallu que la FFQ retourne à ses membres pour actualiser sa position, parce que (...) après dix ans, légitimement, il ne faut pas avoir peur d'actualiser des positions politiques aussi importantes. C'est ce que je pensais, mais le contexte ne l'a jamais favorisé, je ne pense pas que l'on fasse un débat pour faire un débat. Mais pour l'instant, ça demeure la position de la FFQ.*

Le réflexe naturel, dans les mouvements, semble être de vouloir adopter comme point de départ de toute réouverture de la discussion les positions élaborées durant les années 1990, advenant la nécessité bien sûr de rouvrir ce débat. Ce qui a été accompli par les mouvements depuis les tout premiers signes de repolitisation sur cette question à la fin des années 1980 n'est pas peine perdue, bien au contraire. Nos sources n'indiquent aucun signe de regrets ou de culpabilité à l'égard des avancées réalisées sur ce terrain[464]. Par ailleurs, pour en revenir aux grandes organisations syndicales, l'intervention politique à l'intérieur du paradigme souverainiste est généralement porteuse d'unité et de ferveur militante; c'est une forme d'action politique qui passe relativement bien auprès des membres. Il est de notoriété publique que les centrales sont des agents actifs du camp souverainiste et leur engagement en faveur de ce projet de société d'une part participe de leur positionnement progressiste et, d'autre part, devient une donnée de plus en plus naturelle de l'identité même de ces organisations. Il n'y a pas de mouvement perceptible de contestation, parmi la base du mouvement syndical, de cette orientation fondamentale. Au contraire, les mandats vont dans le sens d'une poursuite de l'engagement à chaque fois que la question est posée par la conjoncture (pensons par exemple à la création du Conseil de la souveraineté du Québec en 2002, présidé par Gérald Larose jusqu'en janvier 2013).

Cette évolution est assez linéaire depuis 1990 et a rarement été contrariée. Tout au plus, les leaders des centrales ont dû se retirer de Partenaires pour la souveraineté (PSQ) après les sommets de 1996 et leurs conséquences fâcheuses – du point de vue des délégués syndicaux – pour l'avenir des services publics, pour les conditions de travail dans ce secteur et pour la mission générale de l'État. Après 1996, PSQ projetait auprès de plusieurs de ces délégués une image ambiguë, parfois même troublante, celle du creuset d'une éventuelle trop grande complicité entre le mouvement syndical et les forces partisanes souverainistes (PQ et BQ, essentiellement). Cette structure mise à part, l'implication souverainiste des centrales durant les décennies 1990 et 2000 leur confère un statut précis au sein du concert des MS; cet enjeu en fait des porteuses désignées du flambeau indépendantiste et elles ne se privent pas de la possibilité de jouer un rôle d'animatrices de l'engagement des MS en faveur de cette cause. Le travail réalisé à ce titre au sein d'instances comme la Commission Bélanger-Campeau, Partenaires pour la souveraineté, puis le Conseil de la souveraineté du Québec, a consolidé et confirmé peu à peu les qualités du leadership syndical comme facilitateur de mise en commun et de coalitions, entre forces vives de la société civile, sur le thème de la question nationale. (Un des rares terrains sur lequel les centrales peuvent encore

[464] La seule critique ouverte (et qui revient de façon lancinante), consiste à questionner l'engagement dans PSQ, à partir de 1996, conçu comme éventuel levier de collaboration – gênante – à la profonde et douloureuse restructuration de l'État entreprise par le gouvernement Bouchard. Ce n'est pas l'option souverainiste elle-même qui est mise en cause, mais bien son invocation (et son utilisation comme appât) pour l'accomplissement de visées économiques associées au néolibéralisme.

prétendre avoir un ascendant politique sur les autres mouvements.) Partant, celle-ci devient une valeur refuge en matière d'action politique des centrales, parce qu'elle s'offre au 21e siècle comme véhicule positif permettant à ces organisations de prétendre encore à une certaine forme de leadership progressiste à l'échelle des mouvements sociaux et, jusqu'à un certain point, dans la société. Il en coûterait beaucoup aux centrales aujourd'hui d'abdiquer une telle responsabilité.

Enfin, cette évolution comporte une troisième caractéristique, cette fois dans le rapport centrales/partis souverainistes. Plus exactement, on constate que les centrales se sont faites à mots couverts les gardiennes de l'option chaque fois que la conjoncture sur le front partisan l'exigeait. En somme, durant les périodes de disette ou de tergiversation à l'égard de l'option fondamentale (nommément au Parti québécois), les centrales ont eu tendance à entretenir la flamme souverainiste, à tout le moins dans le credo syndical officiel et lors d'interventions publiques programmées sur le sujet. On l'a vu quand elles ont critiqué tour à tour les directions plus craintives et hésitantes (sur cet enjeu) au Parti québécois, comme celle de Lucien Bouchard et celle d'André Boisclair. La permanence des orientations syndicales souverainistes durant les années 1996 à 2009 offre alors un contraste avec les divers replis tactiques du PQ, un parti tenté de masquer son option lorsqu'il estime que celle-ci gêne sa reprise éventuelle du pouvoir. Bien entendu, les syndicats ne sont pas soumis aux mêmes contraintes que les partis, n'ayant pas à subir la réalité du test électoral, mais leur attachement constant à l'idéal souverainiste peut en faire, le moment venu, une force non négligeable sur laquelle compter advenant un retour du débat constitutionnel à l'avant-scène de la vie politique nationale.

Cette période durant laquelle la scène politique québécoise est globalement marquée par la mise en veilleuse de l'option souverainiste est le théâtre d'**une seconde évolution** du rapport mouvementiste à la question nationale, soit l'abandon progressif du combat social sur la scène fédérale au profit d'une représentation presque exclusivement québécoise de l'État-nation et de l'arène politique nationale. Plusieurs indices pointent dans cette direction. Il semble y avoir en effet dans les MS une tendance assez systématique à considérer de moins en moins le gouvernement fédéral comme l'interlocuteur à qui l'on s'adresse pour faire avancer ses revendications ou bloquer une détérioration pressentie dans un domaine ou un champ d'intervention. Ce constat est particulièrement présent chez les leaders du mouvement communautaire et du mouvement des femmes, mais il a été relevé ailleurs aussi.

Chronologiquement, un des premiers signes de cette évolution apparaît dans le dossier de l'aide sociale, avec la réforme par le gouvernement fédéral des paramètres de financement de ce programme, à partir de 1996. Les organismes communautaires de défense collective des droits sont alors les témoins privilégiés d'un réajustement significatif de l'intervention du fédéral et deviennent

malgré eux les acteurs d'un réalignement du cadre stratégique des luttes populaires dans ce secteur. Le gouvernement canadien finançait jusque-là les dépenses en sécurité du revenu sur une base paritaire ajustée aux besoins des provinces; pour chaque dollar dépensé par Québec dans le programme d'aide sociale, Ottawa versait également un dollar. Ce système d'appariement est unilatéralement remplacé en 1996 par un financement limité à des enveloppes spécifiques, plafonnées à des montants précis par province, ce qui en principe permet de juguler la croissance des coûts dans ce secteur et invite les provinces à concevoir elles aussi un environnement budgétaire et fiscal plus compétitif. Dans un premier temps, cette mutation de l'intervention fédérale provoque au Québec une levée de boucliers contre Ottawa, mais celle-ci est rapidement suivie d'un réajustement de tir vers le seul gouvernement québécois. Cette réaction est paradoxale selon Bill Clennett, notamment parce que les capacités en termes de financement de programmes sociaux demeurent tout de même substantielles à Ottawa :

> ... *le mouvement au Québec (...) a dit : c'est de juridiction provinciale. On n'avait jamais dit ça pour le logement social, ou on l'a dit mais tout le monde revendiquait de l'argent d'Ottawa (...). Une partie des réseaux sociaux (...) ont un peu intériorisé ça et il n'y a pas eu une seule lutte à Ottawa sur la question de l'aide sociale depuis ce moment-là. Il y a eu tout au plus quelques interventions parcellaires. J'en conclus qu'il y a une certaine influence à l'effet qu'on va se concentrer sur le Québec, on va avoir une emprise sur le gouvernement du Québec et (...) les mouvements sociaux ont abandonné la lutte sur le terrain fédéral, là où il y a de l'argent. (...) Il n'y avait pas de volonté d'aller cogner à la porte d'Ottawa pour avoir de l'argent, même s'il y en avait* [davantage]*, même s'ils avaient réussi à couper et à générer des surplus...*

La tentation de rabattre des luttes sociales, initialement tournées vers le fédéral, sur le terrain de l'État québécois s'est vérifiée à d'autres niveaux. Ce fut le cas avec l'assurance-emploi, un programme où les coupures du fédéral ont évidemment suscité de vives protestations contre Ottawa, mais où une bonne partie des acteurs sociaux a procédé à un déplacement de l'angle d'attaque au profit d'un rapatriement de ce champ de compétence dans le giron du gouvernement provincial. Ce faisant, l'enjeu du sous-financement dramatique du programme par le gouvernement fédéral était peu à peu délaissé au profit d'un débat sur l'étendue des juridictions respectives de Québec et d'Ottawa. Tout en témoignant du phénomène, Jean-Yves Joannette s'interroge lui aussi sur les contradictions qu'une appréhension trop québécoise des enjeux peut susciter : « *le gouvernement Harper n'est à peu près pas considéré par les mouvements sociaux comme un danger qu'il faut combattre parce que les mouvements sociaux sont habitués,* [et il en va ainsi du] *mouvement communautaire, (...) à revendiquer auprès de Québec mais pas au niveau du Canada anglais ni Ottawa. Comment le mouvement syndical s'est approprié la lutte des chômeurs pour en faire une lutte nationale, c'est tout à fait décevant*. »

En décodant les propos de nos répondants s'étant exprimés à ce sujet, on comprend qu'une grande proportion d'activistes des mouvements sociaux québécois (la majorité?) semble avoir développé, implicitement, une conception confédérale du pays, en vertu de laquelle Ottawa serait un lointain palier de gouvernement, à caractère plus ou moins supranational. Il y aurait donc chez les activistes une tendance à prendre pour acquise une compréhension du Canada qui n'a rien de réel mais qui est conforme à la représentation fantasmée de ce que devrait être l'ordre constitutionnel canadien. Le repli sur la vie sociopolitique québécoise agirait, à l'échelle mouvementiste – et trompeusement –, comme un ersatz d'indépendance québécoise. Pour François Saillant, les luttes se déroulent comme si la souveraineté était déjà là, avec tout ce que cela implique de fragilité et de malaises :

> *Sauf exception, et les exceptions je les compte sur les doigts de la main, tu n'interpelles plus le gouvernement fédéral. (...) C'est comme s'il n'existait plus. Même si par bouts les politiques que tu combats sont des conséquences directes de politiques fédérales. (...) On a dénoncé les choix du gouvernement du Québec sans même avoir agi pour qu'il n'y ait pas de coupes des transferts fédéraux dans le domaine des programmes sociaux et dans le domaine de la sécurité du revenu, avec l'abolition du régime de l'assurance publique du Canada notamment. (...) Dans le mouvement communautaire, c'est très clair, c'est un palier de gouvernement qui n'existe pas et je trouve que cela crée un drôle de rapport; t'assumes quelque chose qui n'est pas la réalité. Les référendums, ils ont été perdus. Et c'est comme si ce n'était pas le cas. (...) Ça crée vraiment une distorsion*.

Dans les mouvements sociaux québécois, l'ouverture sur les réalités canadiennes et notamment sur les luttes et revendications des MS du Canada anglais demeure tangible, mais elle se conçoit très souvent comme un rapport à l'altérité, une altérité campée à peine en deçà du rayon d'action des relations internationales. C'est ainsi que dans le mouvement des femmes l'on se représente le rapport aux organisations alliées des neuf autres provinces. Michèle Asselin le formule de cette façon : « *avec le mouvement des femmes du Canada (...), ce que l'on voit et ce qui s'est confirmé par la suite,* [surtout] *dans les années 2000, c'est d'établir des rapports de nation à nation*. » Dans le cas du mouvement communautaire, Jean-Yves Joannette en appelle à quelque chose de semblable : « *je pense qu'il y a une nécessité actuellement de reconstruire des ponts (...) avec les organisations progressistes du Canada anglais (...). Moi, j'appellerais ça de la solidarité internationale de proximité*. »

Il faut préciser toutefois que cette quasi-absence de perspectives de mobilisations dirigées vers le gouvernement fédéral relève peut-être également (en partie) de la situation vécue par la gauche et les mouvements sociaux du reste du Canada. On peut penser qu'une analyse implicitement présente au sein des MS québécois étudiés est que leur pendant canadien-anglais ne parvient pas à constituer lui-même un pôle fédérateur stimulant et invitant pour la gauche, d'un océan à l'autre. Aussi longtemps que sa situation est telle, l'hypothèse d'une jonction avec lui pour mener des mobilisations bien senties contre des mesures impopulaires du gouvernement central apparaît de

plus en plus évanescente. Dans ce contexte, la cible atteignable – et éventuellement susceptible de livrer une partie de ce que les MS du Québec demandent – demeurerait l'État québécois.

Une troisième évolution de l'ère 1996-2009 a trait à une caractéristique plus tactique qui semble être conférée peu à peu à l'orientation souverainiste. On constate en effet que les acteurs sociaux qui s'étaient historiquement associés à l'option souverainiste en 1995 sont souvent perçus comme des alliés vers lesquels se tourner lorsque vient le temps pour un mouvement social (ou une de ses composantes) de lancer une nouvelle coalition ou campagne. Non pas que les mouvements fassent de l'orientation souverainiste un critère de regroupement – tant s'en faut –, mais bien parce que les liens d'affinité entre MS et acteurs politiques ou sociaux plus ou moins nationalistes peuvent servir à délimiter un cercle d'appuis potentiels ou d'alliés plus naturels. En définitive, le réflexe dans les mouvements ne consiste pas à aller à la rencontre, d'abord, des forces fédéralistes québécoises pour tenter un regroupement avec elles. On optera plutôt, dans un premier temps – et sans que cela soit un critère explicite – pour des discussions avec des acteurs, de divers ordres, relativement identifiés à la grande famille souverainiste. Ainsi en est-il allé lors de la création de nouvelles coalitions au tournant du siècle, en faveur de la défense du système de santé comme bien public (Coalition Solidarité santé) ou sur la réforme du mode de scrutin (Mouvement pour une démocratie nouvelle). Cette façon de faire n'exclut jamais la possibilité d'étendre le cercle des alliances à des organismes réputés être de sensibilité plus fédéraliste, bien au contraire, car la motivation derrière le travail en coalition consiste justement à rallier largement, par-delà ce type de clivages. Il n'en demeure pas moins que le positionnement nationaliste sert souvent à jeter les bases premières de l'effort de coalition. Le même réflexe initial demeure lorsque se pose, au chapitre du déploiement partisan des forces de gauche, le débat sur l'éventualité de pactes tactiques entre formations politiques : c'est entre partis souverainistes qu'une telle discussion est tenue ou envisagée, comme l'ont montré les expériences vécues en 2007, 2008 et 2012.

5.4.2 Conclusion pour la sous-période 1996-2009

Nous ne reviendrons pas ici sur les quatre acquis mentionnés à l'étape du bilan de la période 1991-1995, mais nous croyons qu'ils demeurent partie prenante du bagage mouvementiste, demandant à être rappelés et rafraîchis si et quand le contexte l'exige. Nous terminerons donc ce chapitre sur deux derniers types d'apprentissages, observables entre 1996 et 2009, mais caractérisant progressivement toute la période couverte par notre étude.

1° Lorsqu'ils abordent la question nationale, les MS le font avec une plus grande confiance

Jusqu'au premier référendum sur la souveraineté, la tendance était très forte dans les mouvements (lorsque ce débat était entamé) à vite faire monter les enchères, spécialement en présumant qu'un

appui au Oui procédait d'une instrumentalisation par le PQ ou faisait le jeu de certaines catégories sociales dominantes. Les conditions du débat dans les MS se sont améliorées depuis, l'attitude est généralement plus ouverte, les réflexes sont moins crispés. La crainte d'une récupération politique du mouvement social (qu'il soit féministe, syndical ou communautaire) s'est quelque peu désamorcée, pour plusieurs raisons. D'abord, l'aptitude du PQ à guider et à porter adéquatement le projet souverainiste est fréquemment remise en cause par les événements mêmes de l'actualité politique nationale. Le parti ayant connu de nombreuses et importantes périodes d'atermoiements sur la question, sa direction politique sur ce projet a faibli avec le temps. L'initiative intellectuelle et idéologique sur ce terrain lui revient de moins en moins automatiquement. De plus, d'autres acteurs, non identifiés nommément au PQ, ont montré leur intérêt à prendre le relais ou – à tout le moins – à animer et à soutenir eux aussi le travail de direction de la cause souverainiste; on pense ici aussi bien à des acteurs non partisans, comme le Conseil de la souveraineté du Québec, qu'à des acteurs partisans (le Bloc québécois dès 1991, Québec solidaire à partir de 2006). Cette évolution contribue elle aussi à éroder chez plusieurs la conviction que le PQ est nécessairement propriétaire de la cause souverainiste ou qu'un appui à cette dernière est en soi un geste partisan. Enfin, il ressort des entretiens que les acteurs des MS québécois retiennent somme toute un portrait relativement positif du délicat virage souverainiste entrepris durant la décennie 1990. Il n'est jamais facile de tenir ce type de débat dans les organisations, mais les témoignages recueillis suggèrent que le fait d'avoir pris clairement position en faveur de la souveraineté – chez les organismes qui ont pu le faire – n'a pas laissé de séquelles graves, même si des divisions (inévitables) furent constatées. En définitive, les organismes s'en tirent mieux au lendemain de 1995 qu'au lendemain de 1980, ce qui permet aux intervenants d'envisager la possibilité que, dans le cas où le débat referait surface, les mouvements ne soient ni braqués, ni pris de court.

2^{o} La souveraineté semble avoir été assimilée par les MS et intégrée au registre des luttes légitimes

Il serait téméraire de voir dans le virage souverainiste entrepris par les mouvements vers la fin du 20^{e} siècle une donnée ponctuelle et isolée, voire un simple accident historique intimement lié à l'effervescence d'une époque aujourd'hui révolue. Certes, l'effet du travail accompli dans les années 1990 n'est pas éternel et les positions adoptées ne sont pas gravées dans la constitution des organismes, mais l'appropriation patiente et autonome de l'enjeu par les mouvements, ainsi que l'absence de remise en cause formelle de cette orientation après 1995, suggère que le processus d'assimilation est relativement ancré. Le statut de ce parti pris souverainiste est nuancé toutefois; au fil des décennies, les mouvements ont eu tendance à adopter à son égard une approche pragmatique, l'intégrant peu à peu à leur langage et à leurs préoccupations, aux côtés des autres volets – généralement plus urgents à leurs yeux – de leur engagement social.

Cette intégration peut procéder de divers facteurs. Il va sans dire que la conjoncture détermine largement l'agenda mouvementiste; à prime abord, les MS ne se positionnent pas comme acteurs ayant pour souci premier de ramener la souveraineté à l'avant-plan de l'actualité. Cependant, en jetant un regard rétrospectif sur les dernières décennies, on note que les mouvements sociaux étudiés semblent avoir affiché une aptitude à porter **simultanément** plusieurs luttes et à aménager lorsqu'il le faut un espace adéquat pour leur contribution au combat souverainiste. Encore une fois, cette caractéristique distingue le rapport contemporain à la question nationale, lorsqu'on le compare à celui qui prévalait jusqu'en 1980. Nous l'avons dit, une tendance lourde dans les mouvements était alors de considérer la cause souverainiste soit comme moins légitime que la lutte principale (contre le système capitaliste, contre le patriarcat), soit étrangère aux organismes des MS parce que portée par le gouvernement péquiste, soit les deux à la fois. Les MS conçoivent maintenant sans trop de difficulté l'éventualité de fonctionner en mode multi-luttes sur ce terrain. L'intégration de la question nationale à l'agenda des mouvements ne procède pas intrinsèquement d'un détournement de mission; au contraire, cette intégration apparaît désormais plausible pour peu qu'elle corresponde à des mandats démocratiques clairs et renouvelés. L'espace politique pour une appropriation de cet enjeu par les mouvements continue de s'offrir à eux durant la première décennie du 21^{e} siècle, d'autant plus que le parti qui s'est historiquement fait le porteur de l'option souverainiste a dû lui-même, graduellement, composer avec l'éventualité que plusieurs autres acteurs s'en fassent les ambassadeurs dans la société, de sorte qu'il n'exerce plus de monopole sur cette option; certains d'entre eux sont à caractère partisan (Québec solidaire), d'autres relèvent des mouvements sociaux (comme les centrales syndicales), d'autres encore sont à caractère mixte (ex. : le Conseil de la souveraineté du Québec)[465]. D'un point de vue historique par ailleurs, la question nationale, telle que portée par les secteurs populaires depuis le début de la Révolution tranquille et telle qu'adressée à l'État canadien (qui ne parvient toujours pas à y répondre, 55 ans plus tard), conserve son caractère subversif et suppose encore l'affaiblissement potentiel de cet État; aux yeux des mouvements, qui se sont réconcilié depuis les années 1980 avec le caractère populaire du nationalisme québécois, cette caractéristique joue certes en faveur d'une réappropriation permanente d'un tel enjeu dans le cadre de leur action politique.

[465] Au passage, notons que le ralliement de Québec solidaire à la cause et au camp souverainistes, ralliement qui s'est effectué dès la naissance de ce parti en 2006, traduit assez bien le moment présent des MS sur cet enjeu. En somme, dans la mesure où il prétend être un parti issu de ces MS, Québec solidaire pouvait difficilement rompre avec la trajectoire qu'ils avaient eux-mêmes patiemment tracée à ce chapitre. Le jeune parti était tributaire des acteurs l'ayant mis au monde et une rupture claire avec le positionnement jusque-là dominant des MS aurait été pour le moins incongrue. Lorsque le sujet est revenu sur le tapis au moment de la confection de ce volet du programme électoral de QS en 2008, la décision fut encore une fois claire; globalement, il n'y a pas eu de flottement ni d'hésitation.

Chapitre 6

Évolution du rapport des MS à la forme parti

Alors que dans les deux chapitres précédents nous avons étudié l'évolution de la culture politique des mouvements sociaux (MS) au travers d'une part de leurs rapports mutuels et d'autre part de la question nationale, il nous reste maintenant à examiner cette évolution au titre du rapport à la forme parti. La présentation procédera encore une fois en respectant simultanément deux ordres de préoccupations : la séquence chronologique des évènements et l'intention d'isoler clairement l'essence et les modalités des changements de culture politique opérés en matière d'action politique.

6.1. Éléments de contextualisation

Nous avons établi plus haut que les mouvements sociaux sont des sites d'élaboration de savoirs militants, de pratiques émancipatrices, donc d'une certaine culture politique; nous avons défini cette dernière comme l'ensemble des dispositions et orientations des activistes des MS à l'égard de l'action politique et de certaines institutions (élections, partis, référendums...). Nous avons insisté également sur le caractère latent des habiletés cognitives permettant de soutenir, baliser et orienter l'action politique des MS; nous entendons les mettre ici au jour afin de pouvoir retracer la trajectoire évolutive de la culture politique mouvementiste.

6.1.1 Le rapport MS/partis : précisions relatives à l'objet et rappel des hypothèses

Comme dans les précédents chapitres, nous verrons dans celui-ci que durant les trois décennies étudiées, les mouvements n'abandonnent pas leur réflexion relative à la problématique de l'extension de leur pouvoir; nous verrons en fait qu'ils ne cessent de chercher les meilleurs termes de l'exercice de leur influence politique. Ceux-ci peuvent varier sensiblement selon les époques et en fonction de la conjoncture nationale (pensons à l'importance, à la fin des années 1980 et durant la première moitié de la décennie 1990, de la question nationale comme espace de déploiement de l'intervention mouvementiste). Parmi les questions relatives aux formes d'extension de leur pouvoir se posant périodiquement pour les MS, il y a celle de l'intervention sur le terrain des élections et des partis. Dans la vie régulière des MS, cette question lancinante revient souvent sur le tapis, non pas

tant de manière formelle et ouverte dans les instances des organismes (le sujet étant plus ou moins exclu statutairement – sauf à la FTQ –, voire carrément tabou parce que trop déchirant); elle transpire plutôt des réflexions des activistes, de leurs discussions informelles ainsi que de leurs pratiques. Il n'y a pas et il n'y a jamais eu obligation pour ceux-ci – et encore moins pour les MS – d'investir le terrain électoral ou partisan. Toutefois, nous avons vu au chapitre 1 que les MS doivent interagir continuellement avec l'autorité étatique nationale et qu'ils continuent aujourd'hui, sans relâche, à faire pression sur les pouvoirs publics dans le but de faire avancer leur cause. Le fait que les aspirations des mouvements soient partiellement reprises et intégrées dans les programmes des formations politiques peut être l'une des expressions possibles d'un rapport MS/partis, comme le montrent Pelletier et Guérin[466]. Et par-delà la dimension programmatique, ces auteurs observent, dans le cas québécois, une certaine porosité ainsi qu'une indéniable complémentarité entre sphère partisane et mouvements sociaux; les deux univers sont donc loin d'être mutuellement exclusifs[467]. En lieu et place d'un tel cloisonnement, il est préférable d'envisager la possibilité d'un *continuum* entre les deux mondes, en particulier au Québec, où la question nationale a joué un rôle structurant notable à ce titre[468]. Nous avons également rappelé, au chapitre 3, à quel point la question de l'intervention sur le terrain des élections et des partis traverse l'histoire des MS québécois pendant la plus grande partie du 20e siècle; il vaut la peine de vérifier dans quelle mesure elle se pose encore pour eux à partir de 1980. Nous avons voulu le savoir grâce à notre enquête sur le terrain, tout en cherchant à déceler s'il y avait eu des mutations dans la façon dont s'est posée cette question dans les MS au fil des récentes décennies.

En tenant compte de cette histoire, ainsi que des résultats présentés dans les précédents chapitres, nous pouvons également envisager à partir de maintenant le fil conducteur suivant concernant l'étude chronologique du rapport à la forme parti : au Québec, le nouveau centre de gravité de l'action politique de gauche devient à partir des années 1980 les mouvements sociaux dans leur ensemble – et lorsque se pose l'enjeu du rapport à la forme parti, c'est à ces mouvements que revient l'initiative de réfléchir, de faire les bilans qui s'imposent et d'envisager ou de proposer de nouvelles avenues. Plus précisément, et toujours dans l'objectif de bien situer les principaux paramètres de notre exposé ici, profitons-en également pour rappeler ces hypothèses formulées après la présentation de notre cadre théorique :

---

[466] Réjean Pelletier et Daniel Guérin, « Les nouveaux mouvements sociaux constituent-ils un défi pour les partis politiques? Le cas du Québec », *Revue canadienne de science politique*,v. 31, no 2, juin 1998, p. 311-338.
[467] Réjean Pelletier et Daniel Guérin, « Nouveaux mouvements sociaux et partis politiques au Québec : un défi organisationnel? », *Politique et Sociétés*, vol. 19, no 1, 2000, p. 135-161.
[468] Pascale Dufour, « Politique de la rue contre politique des urnes? Le mouvement étudiant québécois du printemps 2012 et la question de la représentation politique », *Savoir/Agir*, no 22, 2012, p. 33-41.

H1. *Les mouvements continuent d'envisager (et de réfléchir aux formes que peut prendre) le déploiement de leur influence et de leurs aspirations sur le terrain électoral. Il y a cheminement en ce que leurs attentes à cet égard sont peut-être plus modestes et que les meilleures modalités du déploiement de leur influence mettent plus de temps à être identifiées, qu'elles doivent faire l'objet d'expérimentations et de réévaluations. Cette complexité engendre divers réflexes dans les rangs des MS, faisant appel à un mélange de prudence, d'ouverture et d'ingéniosité. Il y aurait apprentissage en cela aussi.*

H2. *Au Québec, les entreprises d'édification durable par les MS d'un parti autonome – séparé des pouvoirs institués et de l'élite – ont échoué. Malgré l'échec de ces expériences (FRAP, maoïsme, Mouvement socialiste, etc.), l'enjeu du pouvoir politique a continué de se poser. Depuis 2006, un parti de gauche semble pouvoir tenir la route. L'existence de Québec solidaire incarnerait un apprentissage quant à la façon de créer/développer un parti autonome issu des mouvements sociaux. Cet apprentissage traduirait l'expérimentation de modalités inédites de déploiement sur la scène partisane.*

Ce chapitre tente donc de vérifier si ce qui advient au sein des MS quant au rapport à la forme parti confirme ces hypothèses. En nous inspirant du modèle méthodologique élaboré par Donna Chovanec (voir annexe 7), nous vérifierons si, pour qu'une telle évolution puisse prendre place, il y a eu franchissement d'un certain nombre de phases ou processus: **1°** identification des tentatives malheureuses de déploiement dans l'espace partisan (et bilan des erreurs et expériences négatives, accompagné d'une forme de sevrage, voire de deuil); **2°** lente reprise de confiance en soi de la part des MS, capables peu à peu de se percevoir comme creusets d'une réflexion sur l'action politique intégrant de nouveaux apports; **3°** nouvelle phase d'expression de l'enjeu du pouvoir politique par les MS et expérimentation de formes de projection sur le front politique. Tout en présentant nos résultats de recherche en nous demandant s'ils indiquent le franchissement de ces phases, nous gardons en tête notre objectif de dresser l'inventaire des apprentissages militants réalisés, ce qui suppose de les nommer scientifiquement, puis d'en proposer une description rigoureuse; cet inventaire figure à la fin de chacune des deux moitiés du présent chapitre.

En tout respect de ce qui se dégage de l'analyse des données, nous subdivisons le présent chapitre en deux grandes périodes. Dans le cas de la première (1980-1995), l'accent est mis sur les éléments de bilan du rapport à la forme parti eu égard aux expériences difficiles vécues jusqu'au début ou milieu des années 1980 avec les organisations marxistes-léninistes, le Mouvement socialiste et le Parti québécois. Le choix de ces trois sensibilités partisanes peut être questionné : pourquoi seulement celles-là? Et peut-on vraiment traiter ainsi – sur un même plan – des courants qui restent, malgré tout, d'importance inégale? Au lieu d'opter pour l'exhaustivité[469], nous avons fait

[469] Notre recherche laisse malheureusement de côté toute une série d'autres expériences politiques relevant de la gauche ou de l'extrême-gauche, notamment : le Rassemblement pour le socialisme (RPS), la Ligue

notre choix en fonction du caractère historiquement significatif de ces courants. En outre, dans la foulée de la présentation faite au chapitre 3, il ressortait en effet que les quatre principales sensibilités présentes dans les MS du milieu des années 1960 jusqu'à la fin des années 1970 étaient la sensibilité libérale provinciale, le courant « socialisme et indépendance », le courant MSA-PQ et l'extrême-gauche marxiste[470]. La prégnance du premier de ces quatre courants dans les MS s'étant fortement estompée tout au long des années 1970 – et nos propres résultats de recherche montrant le peu d'intérêt qu'il soulève auprès des activistes des MS –, nous l'avons simplement laissé tomber ici. Il nous reste donc trois courants, dont il faut spécifier tout de suite qu'ils ne sont pas de nature équivalente, loin de là : l'enracinement de l'option péquiste dans les couches sociales numériquement importantes ou, si on préfère, son caractère populaire, n'a rien à voir avec l'expérience du PCO et d'En lutte! – et encore moins avec celle du Mouvement socialiste. Malgré tout, ces organisations feront l'objet ici d'une attention à peu près équivalente à celle accordée au PQ, parce qu'elles restent (ainsi que le PQ lui-même) des archétypes des sensibilités partisanes les plus significatives historiquement pour les MS, jusqu'au milieu des années 1980 à tout le moins. Au demeurant, les témoignages fournis par nos répondants tendent eux aussi à confirmer le caractère déterminant, à l'époque, de ces sensibilités partisanes.

Dans le cas de la seconde période (1996-2009), l'accent est mis sur l'exploration de nouvelles avenues et initiatives sur le front des partis et/ou des élections. Pour chacune de ces deux périodes, l'exposé propose d'abord une mise en contexte relative à la situation objective vécue au sein des mouvements, dans leurs rapports avec les partis, et offre ensuite une analyse cherchant à déterminer si des jalons ont été franchis par les MS en termes de culture politique et de savoirs militants. Mais avant de passer à la démonstration proprement dite, une brève mise en situation est nécessaire, portant sur le contexte historique dans lequel sont plongées les forces québécoises du changement social au début des années 1980.

6.1.2 Bref rappel du contexte du début des années 1980

Les études portant sur les formations de gauche dans les pays capitalistes avancés suggèrent toutes qu'à partir de la fin des années 1970, le mouvement syndical et les instruments politiques qui en

---

ouvrière révolutionnaire (LOR), le Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), le courant anarchiste, etc.

[470] Certains de ces courants peuvent se croiser (ou se combiner) momentanément; ils ne sont pas nécessairement cloisonnés de façon étanche. On a vu en effet que pouvaient se côtoyer au sein d'un grand parti (le PQ), l'espace de quelques années (surtout de 1968 à 1974), les courants initialement portés par le MSA, le RIN, le PSQ, *Parti pris*, etc. Durant les années 1970, sous l'effet de différentes évolutions, tantôt propres au PQ (ex. : l'étapisme, la technocratisation du projet national), tantôt extérieures à lui (la radicalisation d'une partie de la jeunesse), les courants initiaux ont tendance à réapparaître séparément du PQ – et en opposition à lui.

sont issus (ou qui s'en réclament) sont entrés dans une période de reflux de leur pouvoir et de profond réalignement programmatique. La montée en force de ce qu'on a appelé le néolibéralisme ainsi que la sévère crise économique mondiale au tournant des années 1980 déstabilisent durement le mouvement ouvrier et les partis de gauche. De nombreux auteurs ont analysé la nature et les formes de ce basculement du pouvoir de la gauche en Occident et ailleurs; Serge Denis par exemple diagnostique un épuisement progressif de la social-démocratie et de ses instruments politiques[471]. Dans leur livre *La gauche et la droite*, Noël et Thérien analysent et décrivent la fin de cet « *âge de l'universalité* [qui] *fut l'âge d'or de la gauche*[472] », fin qu'ils situent précisément en 1980. Pascal Delwitt pour sa part établit qu'on assiste au début des années 1980 à une véritable retraite idéologique de la social-démocratie européenne et que les piliers de cette dernière sont gravement attaqués[473].

À gauche, le phénomène de retraite idéologique frappe plus largement que la seule social-démocratie. Ainsi, le début des années 1980 est également marqué par une forme de crise du marxisme, qui gagne certaines couches intellectuelles des sociétés occidentales. En outre, les animateurs de certains courants de la gauche radicale, ainsi que leurs outils d'analyse, connaissent eux aussi un reflux de leur influence; la validité de plusieurs pans ou courants de la pensée marxiste est gravement érodée. Tel qu'examiné au chapitre 1, la parution en 1985 du livre phare d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*[474], est particulièrement révélatrice de cette ère de profondes remises en cause intellectuelles; celui-ci s'attache à identifier les déterminants de cette crise du marxisme orthodoxe et à montrer les impasses auxquelles il a conduit une partie de la gauche et certains secteurs des mouvements sociaux.

Le Québec n'échappe pas à ces dynamiques qui s'imposent partout dans le monde capitaliste; s'y ajoute dans son cas une équation supplémentaire, la délicate question nationale, elle aussi lourde d'écueils. Pour dépeindre en quelques mots l'entrée du Québec dans cette ère éprouvante, caractérisée par une résurgence significative des forces hostiles à la gauche québécoise, Louis Favreau écrit, dès 1980 :

> *... non seulement nous avons subi des échecs importants sur le plan social (...) mais le référendum, qui aurait pu signifier un affaiblissement de la bourgeoisie canadienne et de l'État fédéral, est venu plutôt consacrer son renforcement. Le PQ est perdant dans cette bataille mais les forces populaires à gauche du PQ le sont aussi : la crise politique au Canada*

[471] Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003.
[472] Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, p. 192.
[473] Pascal Delwit, « La social-démocratie en Europe : un avenir en questions », dans *Où va la social-démocratie européenne? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 7-17.
[474] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 2001 [1985].

> *est résorbée, entendons par là celle que le mouvement de revendications sociales et nationales du début des années 1970 au Québec avait provoquée. (...) De leur côté, les forces populaires à gauche du PQ sont acculées à court terme à des positions défensives : éviter le pire*[475]*...*

La présentation des résultats faite ici ne cherche aucunement à nier la magnitude de ces ressacs pour les mouvements sociaux québécois. Cependant, ces résultats de recherche suggèrent que le contexte de ces chocs sévères pour la gauche pourrait être concomitant à diverses remises en cause généralement salutaires pour cette dernière. C'est dans cet esprit que nous examinons les origines et les modalités d'une évolution du rapport des MS à la forme parti.

6.2. 1982-1995 : conditions d'une recomposition et d'un développement de la culture politique

S'il est vrai, comme le suggèrent Louis Favreau et tant d'autres, que pour les mouvements sociaux, la période étudiée dans cette thèse s'ouvre par des déstabilisations, des régressions, voire de graves désillusions – et que ces épreuves sont troublantes pour la gauche –, il n'en demeure pas moins que celles-ci sont le cadre (si ce n'est la condition) d'une recomposition de l'action politique des mouvements sociaux qui elle aura cours tout au long des décennies 1980 et 1990. Comme nous le verrons, cette recomposition porte en elle les ferments d'une forme de développement de la culture politique. En somme, il faut accepter de fouiller un peu sous les éboulis et gravats générés par les secousses sismiques de la décennie 1980, secousses vécues notamment au niveau des partis et de leur projet fondateur, pour trouver en germe les ferments d'une renaissance de l'action politique des mouvements. Penchons-nous maintenant plus en détails sur certaines de ces secousses, celles appartenant à la sphère des partis. La sous-période étudiée ici débute par deux bouleversements auxquels nous devons absolument nous arrêter : la disparition des organisations maoïstes, puis la rupture entre le Parti québécois et les organisations syndicales. Les deux phénomènes s'étirent sur quelques mois et interviennent entre le printemps 1982 et le printemps 1983. S'ajoute à cela, trois ans plus tard, l'échec quasi définitif du Mouvement socialiste.

[475] Louis Favreau, « Quelques pistes pour la gauche dans la conjoncture post-référendaire », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit.*, p. 135-136.

6.2.1 Action politique à gauche du PQ : leçons tirées de deux échecs

6.2.1.1 L'expérience maoïste[476]

Selon l'historien David Milot, l'échec des deux grandes organisations marxistes léninistes québécoises, En lutte! et le Parti communiste ouvrier (PCO), aurait fait l'objet d'un tabou historique pendant de nombreuses années[477]. Pourtant, il existe à ce sujet un riche inventaire de publications, dont plusieurs rédigées par des personnes ayant eu à composer elles-mêmes avec lesdites organisations d'extrême gauche[478]. Ces documents ont une valeur significative, ne serait-ce que comme témoignage de ce que des acteurs de l'époque ont pu vivre dans le cadre de leurs rapports avec les formations maoïstes.

D'autres études proposent un cadre d'analyse plus large, impliquant davantage de recul à l'égard de leur objet; examinons brièvement ces dernières, afin de déterminer ce qui a été fait à ce jour en matière de réflexion sur le rapport à l'action politique induit par les deux groupes maoïstes. Jean-Philippe Warren a produit une des rares monographies sur le sujet[479]; il se penche sur les causes de la disparition de ces organisations et estime qu'elles sont très nombreuses. Il retient en outre : la question nationale québécoise, la faillite du socialisme à l'échelle internationale (URSS, Chine, Albanie...), la montée du féminisme, l'ostracisme pratiqué par les formations maoïstes envers les gais et lesbiennes ainsi que plusieurs autres facteurs qui sont soit d'ordre sociétal (ex. : montée de l'individualisme), soit d'ordre générationnel (nombre d'activistes arrivent à l'âge de fonder une

[476] Nous utilisons cet adjectif pour désigner en bloc le PCO et En lutte!, bien que ces deux organisations préféraient simplement l'expression « marxiste-léniniste ». L'ajout de l'épithète maoïste sert à distinguer le PCO et En lutte! des autres formations marxistes-léninistes existant à l'époque, comme le PCCML et l'Union bolchévique...

[477] David Milot, « Présentation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 14.

[478] Voir par exemple : Pierre Beaudet, *On a raison de se révolter. Chronique des années 1970*, Montréal, Écosociété, 2008, p. 185-216; Jean-Pierre Bibeau, « De la contre-culture au marxisme-léninisme », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 17-24; François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin, « Heurs et malheurs d'En lutte! », *Cahiers du socialisme*, # n^{os} 10-11, automne 1982, p. 263-286; Bernard Dansereau, « Une expérience de l'extrême gauche : le Parti communiste ouvrier », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 25-35; Pierre Dubuc, « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 129-138; Louis Favreau, « Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Québec, PUQ, 1990, p. 281-296; Charles Gagnon, « Il était une fois... : conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 43-56; Gordon Lefebvre, « Sommes-nous preneurs d'idées?» , *La nouvelle barre du jour*, n^{os} 130-131, octobre 1983; Pierre Milot, « Généalogie du discours marxiste-léniniste au Québec (1972-1982) », *Cahiers du socialisme*, n^{os} 12-13, printemps 1983, p. 203-225; François Moreau, « Bilan de l'extrême gauche au Québec », *Revue de la quatrième internationale*, n° 21, septembre 1986; Claude Robillard et Daniel Hubert, « En lutte!, grandeur et décadence : un essai d'interprétation», *Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 363-387; Alain Saulnier, « La question nationale et le PCO », *Cahiers du socialisme*, n° 14, printemps 1984, p. 101-125.

[479] Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde*, Montréal, VLB, 2007.

famille et de « s'établir »). Malheureusement, tout comme les autres publications susmentionnées, Warren envisage rarement le phénomène maoïste du point de vue des intérêts et de la rationalité propres aux mouvements sociaux.

Pour sa part, Lucille Beaudry estime avec justesse qu'à partir du début de la décennie 1980, une « *reformulation du discours politique de gauche s'élabore à partir des critiques, voire d'une argumentation opposée aux partis et aux courants politiques concurrents, à savoir le Parti québécois et les organisations d'extrême-gauche*[480] ». Son étude retrace les jalons de cette reformulation en se penchant essentiellement sur ses dimensions programmatiques : réintégration de la question nationale, nécessité d'incorporer certains des acquis théoriques issus des mouvements sociaux alors en émergence (comme le féminisme) et tentative de réconciliation avec certains éléments de la démocratie occidentale. Si cette analyse annonce des tendances lourdes qui, à n'en point douter, interpelleront la gauche hors-PQ durant les décennies suivantes, il demeure qu'elle reste campée sur le terrain des évolutions intellectuelles de cette gauche et ne cherche pas à cerner précisément les apprentissages politiques pratiques réalisés par les acteurs des mouvements sociaux durant ces mêmes décennies.

Diane Lamoureux propose fort pertinemment une première évaluation du chemin parcouru au titre d'une maturation du rapport des mouvements sociaux à la forme parti dans le sillage de la disparition du marxisme-léninisme[481]. En 2008, elle écrit : « ... *les mouvements sociaux ont (...) été à l'origine d'une critique fondamentale du marxisme, du moins dans sa variante léniniste (...), qui proposait une hiérarchisation des enjeux – la centralité de la lutte des classes –, une organisation pyramidale du parti (...) et une centralisation de l'organisation*[482] ». Il s'agit là d'un excellent point de départ à notre propre démonstration. Mais bien qu'éclairante, cette analyse nous semble encore embryonnaire, en ce qu'elle ne cherche pas à identifier de façon exhaustive les apprentissages réalisés dans les mouvements au chapitre de la culture politique et des savoirs militants.

Bien que le terme tabou employé par Milot apparaisse un peu fort, une certaine pudeur semble subsister face à l'idée d'évaluer systématiquement l'héritage, quant au savoir-faire relatif à l'action politique, légué aux mouvements sociaux du fait de l'existence puis de la disparition du courant

[480] Lucille Beaudry, « Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980) », dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, *op. cit.*, p. 267.
[481] Le mot « disparition » fait abstraction, disons-le, des dernières traces d'agitation marxiste-léniniste subsistant encore au Québec, comme le groupuscule nommé Parti communiste révolutionnaire/comité d'organisation (PCR-CO).
[482] Diane Lamoureux, « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois? », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, p. 24.

maoïste[483]; notre recherche a tenté d'aller au-delà de cette pudeur. Nous procéderons selon trois catégories distinctes de bilans : ceux portant sur la conception des rapports MS-parti, ceux portant sur les capacités d'analyse politique et, enfin, ceux portant sur les pratiques militantes sur le terrain.

a) Conception des rapports entre MS et parti

Nos entretiens de recherche montrent que tous ceux nous ayant communiqué leur appréciation du travail des maoïstes au titre de la relation MS-parti retiennent l'influence plutôt délétère des deux organisations, En lutte! et PCO, à ce chapitre. Aucun de nos participants ne retient comme positives les méthodes mises en œuvre à ce titre par les groupes maoïstes. Le principal reproche concerne l'ambition des deux formations de soumettre et d'instrumentaliser les organismes des MS, ambition jugée malsaine par nos répondants. Celle-ci a pu s'exprimer de différentes façons, qui ont laissé très souvent des marques profondes chez les militants et militantes des mouvements; examinons l'inventaire des modalités de cette ambition, tel que dressé principalement à partir d'une analyse du contenu de nos entretiens.

Un des procédés utilisés par les formations maoïstes consistait à exiger ni plus ni moins la dissolution des groupes populaires ou autres organismes d'un mouvement social donné (exception faite des syndicats) au profit de la construction de l'organisation révolutionnaire. Nos participants s'étant prononcés sur le sujet précisent que le PCO avait davantage recours à ce procédé qu'En lutte!, même si cette dernière organisation n'hésitait pas à l'utiliser elle aussi. La technique employée par les formations maoïstes consistait à proposer aux leaders, aux membres et, le cas échéant, au personnel d'un groupe populaire ou autre organisme sans but lucratif de dissoudre ledit groupe ou organisme afin de rallier le parti ou le proto-parti[484]. En définitive, le groupe ou l'organisme était absorbé par la formation maoïste dans le but explicite de construire le parti révolutionnaire d'avant-garde, tâche prioritaire entre toutes dans la conjoncture – prétendaient alors les leaders maoïstes. Dans ces groupes et organismes, des centaines d'activistes facilitèrent ou appuyèrent ce genre d'OPA afin de rallier l'une ou l'autre des deux formations, acceptant l'analyse selon laquelle le combat suprême de l'heure était la lutte de la classe ouvrière contre le capital et que l'instrument privilégié de cette lutte était le parti prolétarien révolutionnaire de type léniniste. C'était sans savoir évidemment que peu de temps après (en 1982 ou en 1983), la formation maoïste

[483] Les diverses évaluations du poids de ce courant dans la gauche font état de sa capacité de regrouper environ quatre milliers de membres et de sympathisant-e-s et d'influer grandement sur la vie interne des organismes populaires, alors en pleine expansion, et de certains syndicats (principalement à la CSN).
[484] La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, fondée en 1975, est la forme initiale prise par le PCO. Elle se donne comme tâche centrale de créer un authentique Parti communiste au Canada, ce qui sera formellement accompli en 1979, date de sa mutation en PCO. En lutte!, pour sa part, ne franchira pas cette dernière étape et restera, tout au long de son existence, un proto-parti.

élue éclaterait, laissant à toutes fins utiles orphelins un grand nombre de militants et militantes. Nos répondants ayant exprimé un avis au sujet de ce procédé estiment aujourd'hui que l'idée de faire disparaître ces groupes et organismes au profit de l'édification du parti révolutionnaire était une erreur. Ces répondants gardent le souvenir que dans le cadre de ce procédé, la manière de faire des formations maoïstes était plus ou moins honorable, relevant tantôt de la manipulation, tantôt du dévoiement de la mission de l'organisme ou du groupe, tantôt de l'humiliation, ou tout cela à la fois. Un des répondants, François Saillant, se rappelle de l'acte de contrition que son organisme et lui ont eu à faire pour avoir ni plus ni moins le privilège d'être accueilli au sein de la formation En lutte! :

> *Il faut voir comment (...) les gens ont adhéré au mouvement m-l à l'époque, c'était quand même quelque chose. (...) Tu embarquais plutôt naïvement et* [n'étais] *pas trop critique. Tu avais une façon de faire aussi qui était assez particulière; la pratique de la critique/auto-critique était quelque chose qui était vécu de façon assez particulière. (...) Chacun, pour faire ça, était obligé de produire un bilan de ce que* [son groupe] *avait fait; mais c'était de l'auto-flagellation littéralement. Tu étais coupable de tous les crimes; plus tu en mettais, plus ton ralliement se passait bien. Il ne fallait pas qu'il manque d'économisme, d'opportunistes de droite. C'était bon dans le bilan, ça. Et pour avoir écrit celui de Ciné Vidéobec à l'époque (...) ce n'était pas loin de ça, sur ce point.*

Un second procédé trahissant la conception particulière du rapport MS-parti consistait, ni plus ni moins, en la prise de contrôle de la direction d'un organisme, un syndicat par exemple, afin de l'infléchir et de lui donner des orientations davantage au diapason du cadre stratégique conçu par la formation révolutionnaire. L'organisme et, éventuellement, le mouvement social sont alors conçus comme une structure dont il faut, à terme, s'emparer de la direction. Une fois celle-ci accaparée, le syndicat peut subséquemment devenir un terrain plus favorable à la progression des analyses, positions et tactiques compatibles avec celles privilégiées par l'organisation politique. Certains de nos répondants se sont prononcés sur ce procédé, estimant que le PCO[485] l'avait utilisé à la fin des années 1970 aux dépens du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN. (Spécifiquement, lors du congrès de 1979, le PCO avait failli réussir; ce sont les divisions entre les délégués syndicaux, dont plusieurs se reconnaissaient dans l'un ou l'autre des multiples courants de la gauche ou de l'extrême gauche d'alors, qui auraient empêché le PCO de gagner les élections[486].) Aux yeux de nos répondants, une telle tentative de prise de contrôle apparaît inacceptable du point de vue des mouvements sociaux, notamment parce que cela crée alors des doutes sur la capacité effective des instances démocratiques d'un syndicat de déterminer le sens et les modalités du leadership exercé

[485] Dans ce chapitre, l'usage de l'acronyme PCO peut désigner également la période durant laquelle cette formation maoïste s'appelait la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada. Voir note précédente...
[486] Pour un récit détaillé de ces élections, voir : Alexis Dubois-Campagna, *« Pour un syndicalisme de lutte de classe! » : les groupes marxistes-léninistes et le mouvement syndical au Québec, 1972-1983*, Mémoire de maîtrise en histoire, Université de Sherbrooke, 2009, p. 142-157.

par la direction – en l'occurrence, l'exécutif. Dans de tels cas de figure, c'est ultimement l'indépendance d'un MS qui est compromise, aux yeux de nos répondants; bien que ceux-ci conçoivent tout à fait la possibilité pour des idées politiques à caractère plus ouvertement partisan (et les personnes qui se réclament) de circuler dans – et de fertiliser – un mouvement social, il n'empêche que les méthodes utilisées par des activistes maoïstes laissent amer et sont dépeintes comme intrusives et hostiles. De surcroît, une telle prise de contrôle procède d'une conception très verticale des organisations de masse, selon laquelle la direction politique est hautement déterminante, voire déterminante en tout, par-delà – à la limite – la volonté des membres à la base. En somme, les maoïstes contribuaient ainsi à renforcer une culture syndicale très verticale, qui conférait exagérément d'influence au sommet hiérarchique de l'organisation de masse et faisait insuffisamment de cas de la constitution d'une base démocratique large, solide et pluraliste dans chacun des syndicats locaux. Trente ans plus tard, le bilan tracé fait donc état d'une certaine forme de fétichisme à l'égard de la direction de l'organisation de masse, fétichisme dont les maoïstes n'avaient certes pas le monopole, mais qui s'exerçait le plus souvent aux dépens de la santé démocratique des syndicats ou groupes populaires.

Un troisième procédé identifié par nos répondants est celui consistant à influencer les groupes et organismes depuis l'extérieur, dans le sens suivant : de disséminer dans – et de faire reprendre par – les instances démocratiques de ceux-ci des positions, mots d'ordre ou plans d'action initialement arrêtés ou conçus par les formations maoïstes. Utilisé par ces dernières ainsi que par d'autres organisations d'extrême gauche, ce procédé était d'usage courant durant les années 1970 et le début des années 1980 dans les mouvements sociaux québécois. Encore une fois, le diagnostic posé par nos répondants ne consiste pas à nier la possibilité pour les mouvements d'être alimentés par des analyses davantage attribuables à des formations politiques, mais bien à évaluer l'ensemble des pratiques spécifiquement utilisées à cette époque par En lutte! et le PCO à l'endroit des mouvements sociaux. Dans ce cas-ci, les malaises provoqués dans les rangs des MS étaient essentiellement de trois ordres. D'abord, l'enjeu du manque de transparence est soulevé : au nom de qui les maoïstes s'exprimaient-ils, au sein des groupes ou syndicats? Quel plan de match général suivaient-ils et qui au juste avait défini ce plan de match? De sérieux doutes et une certaine confusion pouvaient régner à cet égard, à l'occasion des réunions ou instances régulières des organismes des MS. Un militant de longue date des groupes populaires et communautaires de l'Outaouais, Bill Clennett, mesure ainsi l'effet de ce procédé : « *Il y avait des réunions en dehors des réunions (...) et là on ne savait pas trop (...) si la personne défendait une commande qui venait d'ailleurs en quelque sorte. Cela a créé de profonds déchirements dans le milieu, à tel point que parfois pour des décennies (...) après, il y a des cicatrices qui ont perduré*. » Ensuite, cette influence dite « de l'extérieur » pouvait inclure diverses tentatives de faire du groupe ou du syndicat une

courroie de transmission devant amplifier la résonance et la portée des analyses ou orientations générales élaborées par la formation maoïste. L'organisme du mouvement social était alors réduit, à toutes fins utiles, à un rôle de reproduction/répétition d'une pensée initialement livrée par des éléments extérieurs à l'organisme; il s'agit encore une fois d'une forme d'instrumentalisation condamnée par nos répondants. Finalement, les mouvements sociaux pouvaient devenir l'arène au sein de laquelle se déroulaient des débats de ligne entre différentes factions de gauche ou d'extrême gauche, en particulier entre les deux formations maoïstes. En d'autres mots, les activistes maoïstes pouvaient utiliser des instances des groupes ou syndicats pour se livrer à une joute argumentative au terme de laquelle ils comptaient faire triompher le point de vue de leur organisation respective et, ultimement (espéraient-ils), recruter des sympathisants. Il va sans dire que de telles joutes partisanes, par un tiers interposé, nuisaient au bon fonctionnement et au développement des groupes ou syndicats et créaient de graves malaises chez les membres qui subissaient de pareils débats de ligne. « *Les marxistes léninistes se chicanaient entre eux dans le même groupe populaire. L'enfer, l'enfer, l'enfer...* » relate Françoise David. Il n'y avait pas de gain net, pour les mouvements sociaux, à ce que ce genre de procédé, lui aussi révélateur de la conception que les formations maoïstes se faisaient de la relation MS-parti, continue de prendre place bien longtemps dans le quotidien des groupes ou syndicats.

b) Des capacités d'analyse politique

Le bilan tracé aujourd'hui de l'essence nuisible de la relation MS-parti, telle qu'induite par les formations maoïstes, est très instructif lorsque vient le temps de scruter les caractéristiques de l'analyse politique et des inclinations cognitives attribuables aux dites formations. Nos répondants, ainsi que d'autres sources se prononçant à ce sujet, identifient et déplorent de nombreuses lacunes de la part du PCO et d'En lutte! à ce titre. Une première est souvent résumée par une étiquette, le spontanéisme; celle-ci mérite une attention et des précisions détaillées. Dans le contexte, cette notion renvoie généralement à une attitude politique consistant à valoriser l'adoption rapide, de façon autoproclamée et parfois emphatique, de nouvelles perspectives, orientations stratégiques et propositions d'action aux dépens d'une préoccupation rigoureuse pour le niveau d'avancement politique d'un mouvement social, pour son expérience historique et pour sa cohérence à long terme. Nos sources s'étant exprimées à ce sujet n'imputent pas une telle attitude aux seuls maoïstes, bien que celle-ci leur soit très souvent associée (et bien que les maoïstes eux-mêmes aient usé de cette critique afin de dénigrer d'autres acteurs de l'extrême gauche). Elles suggèrent que les maoïstes avaient une propension à faire table rase du cheminement séculaire du mouvement ouvrier et de la gauche, tant au Québec qu'ailleurs en Occident, au profit d'une réinvention plus ou moins instantanée de l'horizon de cette gauche. Cette réinvention faisait abstraction de plusieurs des acquis du mouvement obtenus durant les décennies précédentes, au

nom de l'urgence de faire advenir – sous l'influence d'une direction éclairée et en ayant recours aux enseignements révolutionnaires russes et chinois – un futur idéalisé, celui d'une société sans classes. Ce spontanéisme prétendait donc à la possibilité d'abattre le système capitaliste « maintenant » ou presque, moyennant un rejet plus ou moins catégorique (selon les endroits et les périodes) des instruments jusque-là usuels du pouvoir ouvrier et de la démocratie : les syndicats, les partis à caractère populaire ou d'orientation social-démocrate, les institutions issues du suffrage universel, etc. Ce faisant, les formations maoïstes entretenaient un préjugé à l'effet que l'action politique des mouvements sociaux n'avait eu jusque-là pratiquement aucune profondeur valable et qu'il était plutôt vain de chercher à tabler sur leurs expériences, bonnes ou mauvaises, ou encore à construire sur leurs acquis (aussi limités soient-ils aux yeux de jeunes activistes se réclamant de l'extrême gauche...). En somme, ce que ces sources reprochent ici aux maoïstes, c'est la faiblesse relative de leur analyse de la trajectoire historique des mouvements sociaux et les biais que cette faiblesse pouvait induire quant à la façon (des activistes spontanéistes) d'intervenir auprès de ces mouvements. Ladite façon d'intervenir pouvait être reçue avec plus ou moins de scepticisme par les acteurs des mouvements, selon les évaluations faites par nos répondants.

Parfois identifié en lien avec cette caractéristique, mais d'une nature distincte tout de même, on signale également ce trait supplémentaire : la faiblesse de la formation et du bagage politique de ces mêmes activistes. D'une part, la majorité d'entre eux étaient des jeunes; d'autre part, les maoïstes n'étaient généralement pas issus d'un milieu familial ayant une culture politique approfondie ou une grande expérience du militantisme de gauche. Donc leur niveau de préparation politique, au titre des facultés d'analyse de la conjoncture historique et du cadre stratégique à mettre de l'avant pour y faire face, était plutôt sommaire, de façon générale. La formation théorique offerte dans le cadre partisan maoïste était le plus souvent limitée à une poignée d'auteurs (Lénine, Staline, Mao) et valorisait principalement des textes assez simples. François Saillant relate sa propre expérience avec l'organisation En lutte! : « *Tu n'avais pas une grande culture politique et tes connaissances théoriques n'étaient pas très grandes et tu lisais ces choses-là, c'était quasiment la révélation! (...) La majorité des gens (...) étaient dans la jeune vingtaine et parfois moins. Donc tu ne peux pas dire que tu as un grand bagage, une grande expérience; surtout qu'en plus, contrairement à la réalité dans d'autres pays, tu n'avais pas cette expérience historique que tu pouvais apporter, de dire que tes parents ont déjà fait ça et que tu savais ce que c'était...* » Or, la certitude avec laquelle les maoïstes diffusaient leur discours – pour ne pas dire la « ligne juste » – tranchait souvent avec la profondeur limitée de leur formation intellectuelle. Bien que leurs interventions partisanes dans les mouvements sociaux pouvaient parfois impressionner, ou même avoir du panache, leur effet net laisse généralement un malaise chez les militants et militantes (de ces MS) ayant eu la possibilité de les entendre durant plusieurs mois ou années.

Sensiblement dans le même ordre d'idées, une troisième façon de formuler la critique à l'égard des inclinations cognitives des maoïstes consiste à mettre en lumière leur attrait pour les modèles étrangers. Dans la gauche radicale, la tentation était forte à l'époque de s'inspirer étroitement d'expériences assez éloignées de ce que vivaient les populations des pays de l'OCDE, puis d'en faire l'apologie, et éventuellement d'en tirer des livres de recettes qu'on suivait presque à la lettre. La conception du changement social alors induite apparaissait souvent empruntée ou mécanique. D'autre part, la valeur réelle de ces modèles, conçus à d'autres époques et dans des contextes fort différents, était souvent remise en question par les contemporains des maoïstes, ou l'a été rapidement par la suite. De telle sorte que nos sources retiennent de cette contribution maoïste peu de bienfaits pour les MS. Serge Roy, militant des groupes populaires de Québec et du SFPQ, se rappelle : « *la stratégie choisie était (...), comment dire, beaucoup trop catégorique, beaucoup trop plaquée... Et excluait des données importantes de la société dans laquelle on était, on vivait (...). C'était un peu un discours du 19e, fin 19e ou début 20e siècle, au fond, qu'on ramenait. À mon point de vue ça ne collait pas, d'aucune façon, pour les mouvements sociaux.* »

Un quatrième trait mentionné par les interviewés s'étant prononcés sur la question se rapporte à la surenchère qui caractérisait les discours et analyses maoïstes. Les excès constatés pouvaient prendre diverses formes, dont aucune n'a réellement profité aux MS, parce que l'analyse maoïste ainsi produite aidait généralement peu leurs activistes à intervenir lucidement dans la conjoncture. En outre, la concurrence entre En lutte! et le PCO entraînait une exagération malsaine qui participait d'une fuite en avant vers l'orthodoxie. François Saillant relate :

> *La venue de la Ligue dans le portrait (...) a créé une drôle de situation où il y avait vraiment une compétition entre deux organisations. Une qui était plutôt orthodoxe, la Ligue était vraiment orthodoxe, c'était aligné sur la Chine et ce que pensait la Chine; c'était une copie conforme (...). De telle sorte que la Ligue tenait un discours beaucoup plus clair qu'En lutte! et cela attirait beaucoup de jeunes militants. (...) il y avait quelque chose d'intéressant à la Ligue parce que tout était clair. (...) Mais c'était simple. Il y a eu une espèce de radicalisation mutuelle là-dedans; (...) l'arrivée de la Ligue, le fait que la Ligue attirait beaucoup de gens, ça avait obligé En lutte! à durcir ses positions.*

La pureté et la clarté des positions et analyses étaient censées séduire la base militante des MS. Dans le cadre de cette surenchère, les maoïstes ne se présentaient pas dans les assemblées ou activités des groupes et syndicats pour réfléchir à haute voix ou apprendre à élaborer des perspectives avec cette base militante. Gérald Larose se souvient très bien de l'époque où il siégeait à l'exécutif du Conseil central du Montréal métropolitain : « *Ils étaient en totale contradiction par rapport à la culture CSN. D'abord, c'était des gens qui arrivaient avec des certitudes. Ils n'étaient jamais en démarche de construction d'une position, puis de trouver comment on allait y arriver. Eux autres, ils avaient des réponses à tout.* » Or, la lutte pour le changement social n'étant pas une

science exacte, la grande assurance des maoïstes – quoique attrayante pour certains pendant quelque temps – générait à la longue de sérieux inconforts au sein des MS. Ce penchant pour la course à la clarté et cette inclination pour le dogme privaient sur le coup les formations maoïstes, et ultimement les militants et militantes des groupes ou syndicats, d'un réflexe favorable à la rigueur d'analyse et à une compréhension librement partagée du contexte politique et des enjeux rencontrés par les mouvements ou leurs composantes. En 1990, soupesant les effets de la disparition des formations maoïstes, Louis Favreau évaluait déjà en ces termes l'amélioration conséquente du climat de réflexion et de délibération au sein de la gauche : « *Il me semble que nous reprenons peu à peu le goût et l'intérêt pour des procédures intellectuelles de libre examen, d'enquête, de vérification sur le terrain dans une perspective de classe qui ne se laisse pas enfermer dans des orthodoxies*[487] ».

Un dernier trait souvent mentionné par nos répondants, et proche parent du précédent, relève de ce qu'on pourrait appeler le pragmatisme insuffisant de l'analyse politique proposée par En lutte! et le PCO. L'extraversion intellectuelle décrite plus haut, c'est-à-dire la forte dépendance à l'égard de modèles étrangers inadaptés à la situation locale, ne contribuait certes pas à l'épanouissement de ce pragmatisme. Mais les lacunes à ce titre relevaient aussi d'autres facteurs, notamment la difficulté à évaluer correctement les capacités de lutte ouvrière et populaire. À partir du milieu des années 1970, ou peut-être un peu avant, plusieurs secteurs de la gauche québécoise affichaient une tendance à surestimer ces capacités[488]. Le phénomène était particulièrement observable chez les maoïstes, d'après nos répondants. Non seulement cela affectait-il la justesse de leur analyse de la conjoncture générale, mais cela amenait aussi les formations maoïstes à proposer des mots d'ordre et des perspectives bien au-delà de ce que pouvaient envisager concrètement les salariés ou la base des groupes populaires. À moyen terme, les effets de ces propositions sur les MS sont néfastes, soit parce que l'impossibilité répétée de les concrétiser devient, à l'usage, épuisante, soit parce qu'elles plongent les instances des mouvements dans des débats à la longue stériles. Par ailleurs, une sensation de fébrilité teintait elle aussi les analyses maoïstes; les sympathisants et membres de ces formations avaient le sentiment que le moment fatidique où le régime serait ébranlé sérieusement était à portée de main et qu'on s'approchait donc de la victoire révolutionnaire à grands pas. Encore une fois, cette conviction au sujet de l'imminence du Grand soir – ce manque de réalisme dans l'appréciation du rapport de force immédiat–, n'était pas de nature à aider correctement les mouvements sociaux, selon nos répondants, parce qu'il les éloignait d'une prise adéquate et effective sur la conjoncture sociopolitique.

[487] Louis Favreau, *Un siècle de marxisme*, *op. cit.*, p. 293.
[488] André Leclerc, « Les lendemains du lendemain qui n'a pas chanté », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, *op. cit.*, p. 34-35.

c) Des pratiques militantes

L'inventaire des pratiques militantes discutables employées par les activistes maoïstes et répertoriées par nos répondants ou témoins est imposant. Nous retiendrons ici celles dont les effets semblent avoir été les plus délétères. Elles s'apparentent toutes plus ou moins à des formes de mépris à l'égard des personnes avec lesquelles ces activistes entraient en relation, que ce soit au sein de la gauche, dans les mouvements sociaux ou dans d'autres contextes. L'une de ces formes a trait à l'incapacité de délibérer de façon féconde et respectueuse. Nos résultats de recherche indiquent que la discussion rationnelle basée sur l'écoute et l'échange paritaire (donc forcément intersubjectif) n'était pas un atout spontanément attribué aux maoïstes. Une militante féministe de longue date, Madeleine Lacombe, relate :

> *À l'université, c'est ce que j'ai vécu continuellement ... Dans un cours, quelqu'un affirme – je ne peux pas donner l'exemple* [précis] *mais – quelqu'un affirme quelque chose très fort et moi je lui pose une question. Et là, tout de suite, je me retrouve* accusée d'être *révisionniste. J'avais beau expliquer que le problème était que je ne comprenais pas; que ce n'était pas que j'étais révisionniste, que ce n'était pas non plus que je n'étais pas d'accord. Est-ce que tu peux expliquer ton idée au lieu de me dire que je suis à côté de la coche? C'était le grand problème pour moi, en tout cas je l'ai vécu de cette façon-là. (...) Dans tous les cours, dès que je posais une question, ça y est, j'étais trotskyste (je ne savais même pas ce que cela voulait dire), ou j'étais révisionniste, j'étais ceci ou ça... Puis-je juste poser des questions? Est-ce que tu peux répondre à ma question, peut-être que tu vas m'avoir de ton côté, plutôt que de me dire que j'ai la mauvaise lecture et que je suis une « méchante ». Pour moi, c'était du sectarisme, c'était la vérité et (...) j'ai la vérité et je vais te la rentrer dans la gorge (...). C'est surtout cela que je leur reproche, et qui m'a fait décrocher complètement.*

Ce type très bancal, ou piégé, de délibérations – ainsi que d'autres travers communicationnels – a miné le fonctionnement des MS. De dures critiques sont formulées par nos répondants à l'endroit de la pratique militante quotidienne implicitement favorisée par des organisations d'extrême gauche (pas seulement le PCO et En lutte!), une pratique qui avait des conséquences jusque dans les rapports humains de nature privée ou personnelle. L'adhésion au dogme de l'organisation était si forte qu'elle pouvait entraîner assez rapidement des conflits avec les proches ou les collègues, sur un terrain somme toute souvent éloigné de ce qui fondait essentiellement les rapports avec cet entourage. Plusieurs répondants évoquent avec regret les ruptures d'amitié et les ruptures de couples attribuables à des comportements sectaires typiques des militants m-l. En conséquence, on leur associe un fonctionnement interne à caractère exagérément isolé et secret[489]; le repli sur la « famille politique » auquel pouvaient prétendre certains des membres des formations m-l n'était,

[489] On le justifiait alors par les menaces de répression par l'État de cette avant-garde révolutionnaire.

règle générale, d'aucune façon justifié par le climat sociopolitique dans lequel baignait la société à l'époque. Nos résultats suggèrent ainsi que le sectarisme et la conception parfois tribale de l'affiliation politique pouvaient prendre de nombreux visages au PCO et à En lutte!. Ceux-ci alimentaient une polarisation à outrance entre les divers courants de l'extrême gauche, animés qu'ils étaient par leur esprit de clocher et leur ambition d'être les dépositaires de la meilleure direction politique, eu égard à la conjoncture. Chez les maoïstes, cela donnait lieu à des dérives dans la façon d'aborder les individus appartenant à d'autres forces de la gauche radicale. Comme l'explique François Saillant : « *Il y avait un slogan à l'époque, (...) c'était :* il faut s'unir et pour s'unir il faut se démarquer*. (...) Les brochures que tout le monde écrivait sur l'unité des m-l, c'était quelque chose! Tout le monde se réclamait de ça; mais pour s'unir il fallait que tu trouves le plus de différences possibles et, évidemment, plus tu avais trouvé de différences et plus tu disais : je ne veux pas m'unir avec lui.* » On constate donc, rétrospectivement, une sérieuse difficulté à penser en termes de convergence de diverses sensibilités ou interprétations, en vue possiblement de les additionner; on pourrait presque parler d'une politique de la division des forces. Plusieurs répondants reprochent aussi aux organisations maoïstes leur mépris à l'égard des sensibilités et affinités spécifiques aux individus avec lesquels elles traitaient, notamment les membres et sympathisants. Ce mépris pouvait consister jusqu'à exprimer une évaluation morale à l'égard de choix de vie faits par ceux-ci : carrière ou statut professionnel, loisirs et divertissements, orientation sexuelle... Ce dernier aspect, particulièrement délicat, a fini par avoir des conséquences substantielles, pour les individus et pour les organisations auxquelles ils s'identifiaient : « *La position des organisations mao (...) sur la question des homosexuels fut un autre élément de leur crise finale (...).* [Celles-ci] *renvoyaient l'homosexualité dans le domaine des tares bourgeoises disparues dans les pays socialistes, comme la Chine ou l'Albanie. On pouvait bien admettre les homosexuels dans l'organisation en tant que victimes non responsables de leur condition, mais pas question d'adopter une attitude positive et militant en faveur de leurs droits*[490] ». Cette approche n'était pas de nature à favoriser les meilleures conditions propices au militantisme dans les MS. Un dernier procédé peu respectueux des caractéristiques personnelles des activistes a été évoqué et a trait au rythme de travail forcené imposé par les deux formations d'extrême gauche. L'activité militante, qui aurait pu être envisagée comme une source de satisfaction et un moyen d'actualisation de soi, pouvait assez rapidement devenir, sous l'influence maoïste, une corvée lassante, voire insurmontable. Pour certains de nos répondants, il est devenu nécessaire à l'époque de réapprendre à militer d'une manière plus équilibrée. Cela rejoint une analyse formulée en 1983 par des témoins de ce militantisme maoïste : « *Entre 1979 et 1980, le* membership *stagne à environ 350 membres et stagiaires (...). C'est la fuite en avant : campagnes par-dessus campagnes, mobilisation à l'extrême*

[490] François Moreau, « Bilan de l'extrême gauche au Québec », *op. cit*.

des membres. Un membre épuisé qui ralentit son activité est harcelé et traité de petit bourgeois. (...) [Le] *IV^e congrès (...) décida d'objectifs ambitieux en termes de recrutement et de transformation de la nature d'En lutte! Les rythmes de travail frénétiques que commandait la poursuite de tels objectifs (...) aviveront de nombreux problèmes*[491] ». Par ricochet, le contexte militant dans certains des organismes des mouvements sociaux a pu en être affecté.

En conclusion sur le PCO et En lutte!, il ne se trouve personne dans notre échantillon pour dire que le passage de la mouvance maoïste représente un gain net pour les MS; au contraire, l'aventure maoïste a été davantage perçue comme un handicap pour ceux-ci. Les mouvements ont tiré de ce passage un certain nombre de leçons, quant à leur rapport à l'action politique, que nous examinerons plus bas. Signalons cependant que nos répondants ont tenu à souligner, malgré tout, certains traits positifs pour les MS, observables chez les membres ou sympathisants du PCO ou d'En lutte! On retient entre autres leur grand dévouement dans le cadre des luttes ouvrières et populaires menées par des syndicats ou d'autres groupes, leur adhésion sincère à des idéaux de transformation sociale, leur énergie et leur endurance. Décrivant cette générosité révolutionnaire, Madeleine Lacombe témoigne : «*ce qui est resté (...) pour les gens qui ont milité à cette époque (...) c'est une soif de justice sociale, d'équité, de répartitions des richesses, de solidarité et la conviction que l'on ne fait pas les choses tout seul, que ce n'est pas un individu qui va nous sauver, qu'il faut impliquer les communautés à la base.* » Enfin, on souligne qu'à la dissolution du PCO et d'En lutte!, les mouvements sociaux profiteront de l'arrivée dans leurs rangs d'un certain nombre de militants aguerris, dotés d'une expérience politique précieuse : ceux des maoïstes qui n'auront pas complètement décroché du combat social et à qui la dissolution de leur formation confère de nouvelles conditions pour militer.

6.2.1.2 L'expérience Mouvement socialiste

De par son modeste *membership* (environ 400 membres) et son rayonnement plus limité que celui des formations maoïstes, le Mouvement socialiste a attiré un peu moins l'attention des leaders des mouvements sociaux interviewés. Cependant, la notoriété de plusieurs de ses têtes d'affiche, leur audience auprès de certains médias ainsi que le statut dont jouissait le parti dans les cercles de gauche font en sorte qu'il représente une étape précieuse du rapport des MS à l'action politique. Malgré cela, il a suscité un intérêt mitigé de la part des chercheurs (le nombre restreint de publications académiques à son sujet étant révélateur[492]). Rappelons que le Mouvement a été

[491] François Cyr, Jean Lalande et Richard Poulin, « Heurs et malheurs d'En lutte! », *op. cit*., p. 275-276.
[492] On retiendra par exemple : Catherine Beaupré-Laforest, *Les transformations du discours de la gauche au Québec à travers le passage du providentialisme au néolibéralisme*, Mémoire de maîtrise en sociologie,

officiellement lancé à l'automne 1981 par le biais de la publication du *Manifeste pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique et pour l'égalité entre les hommes et les femmes*. Le Mouvement s'est éteint lentement, dans l'indifférence générale, vers 1990, après deux prestations électorales navrantes : la première lors du scrutin du 2 décembre 1985 (un grand total de 1 809 voix, réparties entre les 10 candidats du Mouvement socialiste) et la seconde lors du scrutin du 25 septembre 1989 (un grand total de 2 203 voix, toujours pour 10 circonscriptions).

Nos entretiens de recherche nous ont permis de cerner un certain nombre de faiblesses et d'irritants dans la conception induite par le Mouvement socialiste en termes de rapports entre parti et mouvements. On mentionne souvent que dès le départ, la démarche menant à la création du Mouvement socialiste est quelque peu élitiste : une poignée d'individus jouissant d'une certaine notoriété[493] invitent – de façon très discrète – près d'une centaine de personnes choisies par cooptation à rédiger le fameux Manifeste (sa rédaction par le « Comité des cent » débute en janvier 1980 et le texte est rendu public en octobre 1981). Les préparatifs du premier congrès de l'organisation, qui a lieu en novembre 1982, sont caractérisés eux aussi par une nette volonté de bien trier les membres; ceux-ci doivent montrer patte blanche pour qu'on consente à leur adhésion. La fiche qu'on leur demande de compléter exige de leur part plusieurs garanties : « *je souscris au Manifeste..., je m'engage à respecter les règlements et à accomplir mes tâches..., je certifie que je ne suis pas membre d'un groupe rival* [494] ». Deux témoins de ces procédures formelles employées par le Mouvement précisent : « *L'atmosphère quasi clandestine ayant entouré les débats tenus au sein du Comité des cent a malheureusement eu tendance à vouloir perdurer dans la conduite imprimée au* [Mouvement socialiste][495] ». Cette grande prudence dans le recrutement et ce fonctionnement somme toute à l'abri des regards s'inscrivent globalement dans une conception plutôt verticale de la relation parti-mouvements. En effet, plusieurs de nos répondants se souviennent du contexte dans lequel se déroulaient les approches faites par le Mouvement auprès des militants des MS. De façon générale, on retient le caractère hiérarchique et exogène de la proposition partisane, qui semblait issue de quelques sommités, donc « d'en haut », plutôt que des mouvements eux-mêmes. Une militante de longue date du mouvement communautaire autonome, Nicole Jetté, se remémore les circonstances de son adhésion :

> *Le Mouvement socialiste (...) est parti d'une petite chapelle (...). De gens qui réfléchissaient, qui sont très conscients,* [issus] *que ce soit des organisations syndicales, que ce soit des*

UQAM, 2007; Gilles Gagné, « Le socialisme des nous », *Recherches sociographiques*, vol. 24, n° 1, janvier-avril 1983, p. 95-122.

[493] En outre : Jacques Dofny, Marcel Pepin, Raymond Laliberté, Yvan Charbonneau, Lucie Dagenais et Alfred Dubuc.

[494] Gilles Gagné, « Le socialisme des nous », *op. cit.*, p. 96.

[495] François Cyr et Richard Montour, « À propos des malaises actuels du Mouvement socialiste », *Conjoncture et politique au Québec*, n° 4, automne 1983, p. 10.

> *organisations populaires, mais c'était des porte-étendards (...) Ils étaient liés avec la base mais c'était quand même... différent. Le Mouvement socialiste, ce sont des gens (...) qui se sont réunis, qui ont bâti quelque chose et qui l'ont proposé aux autres et* [dans lequel] *les autres se sont reconnus. (...) On se reconnaissait dans quelque chose mais qui n'était pas né* [de notre volonté]*… qu'on n'avait pas nécessairement créé, dont on n'avait pas la conscience que ça a germé en nous.*

Dans une entrevue accordée aux *Cahiers du socialisme*, Marcel Pepin reconnaît d'emblée que les intellectuels étaient surreprésentés dans la composition du Mouvement[496]. Cela recoupe en partie les observations d'autres sources, qui nous signalent que la procédure retenue par le Mouvement pour sa mise sur pied relevait d'une conception traditionnelle des formations politiques de gauche, en vertu de laquelle les apparatchiks syndicaux et quelques éminences grises issues du milieu universitaire progressiste jouent un rôle prépondérant puis exercent l'essentiel du leadership au sein du parti naissant. Cela n'est pas sans colorer l'essence même de son intervention publique. Ainsi, une des critiques formulées a trait au caractère formel de la vie du Mouvement, qui est bien davantage préoccupé par la discussion et la réflexion autour de ses orientations, puis sur ses modalités d'organisation (incluant ses règles de fonctionnement interne), que par l'action concrète dans le cadre des mobilisations sociales, en complicité avec les organismes des mouvements sociaux. Selon nos sources, la démarche du Mouvement socialiste est empreinte d'intellectualisme en ce qu'elle valorise avant tout un effort conceptuel d'identification de ce que doit être une société socialiste idéale au Québec, sans trop enraciner cela dans le quotidien des luttes immédiates des différents MS, ni entrevoir ce que ce socialisme pourrait donner à court terme en fait de mesures concrètes de la part d'un premier gouvernement du Mouvement. Ces critiques ont été elles aussi formulées dans les *Cahiers du socialisme* par André Kuzminski, qui écrit en 1982 :

> ... *tout se passe comme si le rôle du Groupe* [des cent] *consistait à repérer les grands paramètres de la société québécoise rêvée (...), laissant au Mouvement à venir le soin d'en articuler les formes et d'en déterminer les stratégies. Comme tous les manifestes, celui-ci (...) se pose pour l'instant comme idéalisme d'intellectuels et de militants. (...) D'une façon plus importante encore, est utopique le fait de situer le pouvoir populaire dans un ailleurs, un espace politique, économique et culturel projeté dans le futur mais sans proposer de cheminement pour y accéder*[497].

Ce que les activistes des mouvements sociaux en quête d'un déploiement sur la scène partisane recherchaient davantage, selon plusieurs de nos sources, c'était un véhicule actif dans les combats

[496] Jules Duchastel et Dorval Brunelle, « Entrevue avec Marcel Pepin, président du Mouvement socialiste », *Les Cahiers du socialisme*, n° 8, automne 1981, p. 187-196.
[497] André Kuzminski, « Un "manifeste" en quête d'un mouvement ouvrier réel », *Les Cahiers du socialisme*, n° 9, hiver 1982, p. 190-191.

sociaux de l'heure, donc visible sur le terrain. En conséquence, elles ont tendance à reprocher au Mouvement socialiste des interventions sur la scène sociopolitique québécoise marquées du sceau de la discrétion, peut-être même d'un bureaucratisme feutré. Cette prudence s'exprimait aussi dans la conception des rapports entre les diverses sensibilités socialistes alors présentes dans les mouvements. En effet, la démarche du Mouvement ne consistait pas à lancer un appel public large visant à édifier le véhicule (éventuellement fédérateur) de la gauche autonome. Pour certaines de nos sources, plusieurs des animateurs du Mouvement craignaient les débats de ligne en son sein – portés éventuellement par diverses tendances de l'extrême gauche – et avaient une peur bleue du noyautage. Ces craintes semblent justifiées si l'on garde en tête les différents problèmes vécus avec les maoïstes au sein des mouvements sociaux. Toutefois, la démarche feutrée et réservée du Mouvement parvenait mal à rejoindre et à faire vibrer la fibre politique de militants des MS pourtant spontanément attentifs à l'égard de l'émergence de toute alternative progressiste. Certains observateurs (et acteurs) de l'époque ajoutent même que le rejet viscéral par le Mouvement socialiste des procédés d'instrumentalisation employés par les formations maoïstes pouvait, au demeurant, servir de motif justifiant l'isolement relatif, voire la discrétion, dudit Mouvement à l'égard des MS[498].

Une autre critique essentielle concerne le caractère prématuré de la décision du Mouvement de se lancer dans la lutte électorale. Selon un de nos répondants, au moment où elle fut prise, soit en 1983, les forces vives des mouvements sociaux intéressées par la réflexion sur l'action politique autonome ne sont pas prêtes, sauf exception, à soutenir – ne serait-ce qu'indirectement – le passage du Mouvement socialiste à la phase de la participation électorale. Selon Serge Roy, les promoteurs de cette dernière option auraient très mal évalué le type de réception qui serait faite à ce changement de cap; l'adoption prématurée de l'avenue électorale aurait, en définitive, eu un impact fatal sur le Mouvement lui-même. Ce militant précise que lorsqu'il commence à s'y impliquer :

> *... la question de savoir si ça va devenir un parti politique, qui va intervenir sur la scène électorale ou non, (…) n'est pas tranchée. Et ma position à ce moment-là, c'est que je suis opposé à ce que le Mouvement socialiste aille sur le terrain électoral, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas un ancrage profond dans les mouvements sociaux et que ça ne sera pas un projet porté par une masse significative (c'est peut-être un peu rêveur mais...). (...) Pour moi, aller aux élections puis recueillir à peine 1% du vote, c'était un casse-gueule. C'était de mettre en échec, finalement, le projet qui avait été élaboré de peine et de misère. J'estimais que le Mouvement socialiste n'était certainement pas prêt à faire ça. On ne peut pas dire qu'à cette époque il y avait des liens avec les mouvements sociaux qui étaient suffisants. (...)*

[498] Yves Vaillancourt, « The Reorganization of the Quebec Political Left », *Canadian Dimension*, vol. 17, 1983, p. 31-33.

> *On ne voyait pas poindre la possibilité de rallier suffisamment de monde pour faire une bataille électorale digne de ce nom. (...)* [Les élections de 1985] *ça a été... je n'utiliserais pas le terme catastrophique, mais ça a été la fin, à toutes fins pratiques, du Mouvement socialiste*.

Par-delà l'enjeu de la participation électorale, le Mouvement était parcouru de divisions et de tiraillements importants, relatifs notamment à des questions de fonctionnement. En outre, le fameux « droit de tendance », c'est-à-dire la possibilité de reconnaître et d'encourager, au sein du Mouvement, l'existence de courants politiques affichés, a provoqué des débats houleux, qui gênèrent significativement le climat au sein de la formation. Lorsqu'il s'adresse par écrit aux membres en novembre 1983, le président Marcel Pepin débute sa lettre par ces mots : « *Le Mouvement socialiste est en panne* »; il enchaîne en les invitant à rompre avec « *la mentalité fractionnaire, l'esprit sectaire et dogmatique*[499] ». De façon générale, les sources sollicitées s'entendent pour signaler que l'histoire du Mouvement est marquée de dissensions, traduisant une difficulté à composer, dans un contexte de crise des forces politiques de gauche, avec la diversité des lectures socialistes existantes et à aménager un cadre pluraliste pouvant non seulement les accommoder, mais aussi tabler sur leurs atouts spécifiques et aspects complémentaires, en vue de les additionner[500].

Avant de conclure à propos du Mouvement socialiste, rappelons tout de même un certain nombre de caractéristiques positives ayant retenu l'attention de plusieurs acteurs des mouvements sociaux. On souligne d'abord qu'il a été une des premières tentatives sérieuses – alors qu'implosait le marxisme-léninisme québécois – de réfléchir en dehors de toute influence péquiste à une alternative politique de gauche, intégrant socialisme démocratique, féminisme et indépendance[501]. Une autre des observations qui revient à de multiples reprises concerne la place des femmes dans cette formation; on y voit une percée intéressante dans la pratique des organisations de gauche, jusque-là assez conservatrices à cet égard[502]. L'aptitude du Mouvement à attirer des leaders prestigieux et de grande qualité est souvent évoquée, de même que les capacités intellectuelles qu'il était parvenu à réunir depuis sa fondation. Enfin, les efforts d'implantation de celui-ci dans plusieurs régions lui confèrent un caractère un peu plus représentatif de la réalité nationale que certaines autres organisations de la gauche québécoise. Ces quelques atouts, bien que valables, ne furent pas suffisants pour prévenir l'échec d'un parti qui ne pouvait échapper à la réalité de la

[499] Lettre du président Marcel Pepin adressée à tous les membres du Mouvement socialiste, 25 novembre 1983.
[500] Voir par exemple : Louis Favreau, « Coalition de gauche aux prochaines élections. Que nous réserve 1985? », *Pour le socialisme*, printemps 1985, p. 6-8.
[501] L'autre tentative étant, presque à la même époque (1976-1983), le Regroupement pour le socialisme, qui articulait lui aussi un projet politique semblable.
[502] Hélène Lévesque, « Un peu d'eau dans un désert politique », *La vie en rose*, mars 1983, p. 33.

conjoncture sociopolitique de l'époque, marquée par une désaffection à l'égard de formules partisanes encore trop traditionnelles et par une remise en cause des grands projets de transformation sociale et politique.

6.2.2 Crise avec le Parti québécois

À la différence de la relation entretenue avec le Mouvement socialiste ou le maoïsme, le rapport des activistes des mouvements sociaux au Parti québécois est sensiblement plus complexe et contradictoire. Le premier mandat du gouvernement de ce parti, de 1976 à 1981, avait donné lieu à des évaluations partagées de la part de ceux-ci. D'après nos répondants ayant connu cette période, deux diagnostics étaient encore très présents dans les rangs des mouvements sociaux jusqu'en 1981. Un premier considérait que le Parti québécois incarnait peut-être, après tant d'années, ce parti progressiste et réformateur, sensible aux intérêts des secteurs populaires, qu'une certaine gauche avait tant voulu mettre sur pied (sans succès) au Québec depuis 1960. En définitive, il valait mieux donner la chance au coureur à ce parti, si imparfait soit-il, parce que c'était le seul parti existant qui était apte à prendre le pouvoir (l'expérience tendant à montrer d'ailleurs qu'il générait déjà quelques résultats probants, somme toute, au terme du premier mandat). En somme, l'arrivée à la direction de l'État d'une formation un tant soit peu proche parente des sensibilités syndicales et populaires ne se produisait pas si souvent que cela dans l'histoire du Québec; peut-être valait-il mieux investir ses espoirs dans un parti pour qui le pouvoir était réellement à portée de main que d'attendre encore 30 ans de plus en espérant qu'éventuellement le « vrai » parti de gauche, authentiquement issu des mouvements sociaux, voit le jour si tout se passe bien (ce qui est loin d'être acquis...). Le second diagnostic, plus critique, questionne les motivations de ce parti de gouvernement. Quelles sont ses intentions véritables à l'égard des secteurs de la population les plus importants numériquement? Bien que montrant une capacité d'accommodement des intérêts de ces secteurs et bien que souverainiste, ce parti ne vise-t-il pas avant tout à sauvegarder l'essentiel du cadre politique canadien, dans sa volonté de négocier une nouvelle entente constitutionnelle avec Ottawa? Ce parti issu de la classe politique québécoise – nommément celle du PLQ – ne se méfie-t-il pas des mouvements sociaux et de la rue? Dans l'exercice du pouvoir, ne reproduit-il pas un schéma traditionnel? C'est ce que suggère André Leclerc, une des éminences grises de la FTQ, lorsqu'il se remémore l'état d'esprit de plusieurs activistes qu'il côtoyait dans divers mouvements, autour de 1980 :

> *À partir de l'élection du PQ jusqu'à 1980, les militants du début des années 1970 souhaitaient une action politique sur plusieurs fronts, avec les mouvements populaires, avec tous les groupes progressistes, que ce soit le mouvement des femmes, les associations de locataires, des comités d'action de quartier et tout ça. Et il y avait beaucoup d'action qui se*

> *faisait au niveau municipal, dans les régions, et tout ça, il y a des places où le mouvement syndical a été associé à des prises de pouvoir. Et on voyait ça très large, puis pas uniquement électoraliste, on voyait ça sous toutes sortes de formes. Pour nous, une manifestation, c'était encore plus politique qu'une élection. (...) Ce qu'on espérait, c'est une prise de pouvoir qui s'inscrive en continuité avec l'action des mouvements. Ça a changé avec l'élection du PQ* [en 1976]*. Donc il y a une sorte de démobilisation, là.*

Cette ambivalence, ou plus exactement cette hésitation entre deux interprétations de l'essence véritable du PQ comme parti de gouvernement, va évoluer notablement à partir de 1982 en direction d'un désenchantement assez largement partagé dans les MS; pour plusieurs raisons. D'une part, la gestion péquiste de la question nationale à la lumière de l'isolement du Québec dans le cadre des discussions constitutionnelles en novembre 1981, puis à l'occasion du rapatriement unilatéral de la constitution en 1982 (voir chapitre précédent). D'autre part le déroulement des négociations collectives dans le secteur public québécois. Sans reprendre dans le détail le récit de cet affrontement dramatique entre l'État et ses 300 000 salariés, rappelons-en tout de même les grands traits. L'ouverture des hostilités est manifeste en mai 1982, quand le gouvernement dépose le Projet de loi 70, par lequel il décrète une réduction salariale de 19,5% pour 3 mois (janvier à mars 1983) pour tous les salariés du secteur public. Le projet de loi est adopté en juin et le gouvernement invite sur cette base les syndicats à discuter avec lui de sa cible de réduction des dépenses de 700 millions de dollars à même la masse salariale de la fonction publique. Des pourparlers ont effectivement lieu jusqu'en décembre 1982. À cette date, le gouvernement n'étant pas parvenu à obtenir par la négociation un consentement syndical à sa volonté de récupération salariale, il adopte la Loi 105 qui décrète cette fois l'ensemble des conditions de travail, et ce, jusqu'au 31 décembre 1985[503] et prive les salariés du droit de grève (même si aucun jour de grève ne s'est encore tenu). L'affront gouvernemental est brutal et les syndiqués réagissent avec colère, manifestent, dénoncent, crient à la trahison et au coup de force. La grève est enclenchée par les enseignants le 26 janvier 1983, en dépit de la loi spéciale l'interdisant. À cette date, le front commun intersyndical est plus ou moins solide; dans plusieurs secteurs, on signe des ententes sur les clauses normatives, ce qui laisse intact l'essentiel de ce qui est prévu à la Loi 105. Bien que singularisés de par l'exercice de leur moyen de pression (la grève), les enseignants tentent de résister coûte que coûte à l'autoritarisme gouvernemental en poursuivant leur arrêt de travail en février, mais le gouvernement y met un terme en adoptant la Loi 111, un record absolu de sévérité et d'antidémocratisme dans l'histoire des relations de travail au Québec. Cette loi suspendait la Charte canadienne des droits et libertés et imposait des sanctions inédites aux grévistes qui voudraient défier la loi spéciale, comme la perte de trois ans d'ancienneté par journée d'infraction ainsi que le congédiement pur et simple.

[503] Les mesures de réduction de la masse salariale prévues dans la Loi 70 étant maintenues, il va sans dire...

Au-delà de l'arsenal juridique impressionnant déployé par l'État, le conflit s'est déroulé simultanément sur le terrain médiatique. Utilisée intensément par le gouvernement et ses alliés, l'arme de la propagande fut efficace et ses dommages, considérables. (Plusieurs acteurs des mouvements sociaux, en particulier du mouvement syndical, se demandent encore aujourd'hui lequel des deux dispositifs, répressif ou idéologique, a eu les effets les plus redoutables.) Toujours est-il que le gouvernement sut orchestrer une campagne d'information aux sombres conséquences sur le moral des syndiqués du secteur public. Au terme du bras de fer, l'un des effets de cette campagne fut le net isolement de ces salariés face à la population. Autrement dit, l'humiliation subie était double : immense défaite quant aux conditions salariales et aux droits syndicaux, mais aussi vague de mépris dans l'opinion publique (avec tout le discrédit que cela implique). Un syndicaliste de l'enseignement, affilié à la CEQ et membre du Parti québécois, témoigne de ce que ses collègues et lui ont vécu à cause de la propagande gouvernementale :

> *Tous les moyens furent jugés acceptables : publicité tronquée, demi-vérités et mensonges. Le gros de la récupération devant se faire aux dépens des enseignants, on intensifia la campagne de dénigrement déjà entreprise contre eux depuis plusieurs mois. Avec une inconscience totale des effets à long terme pour la société québécoise d'une telle dévalorisation d'une catégorie de citoyens exerçant une si grande responsabilité. On en fit les boucs émissaires de la crise économique, à tel point (...) qu'il était devenu presque gênant d'être enseignant ou même d'avoir un emploi dans la fonction publique! (...) L'arrogance du discours gouvernemental révoltait* [les enseignants] *beaucoup plus profondément que les coupures salariales. (...) En plus de les accuser de ne pas mériter leurs salaires, d'être moins vaillants que les braves enseignants ontariens, on les accusait d'avoir volé le gouvernement et le peuple québécois lors des négociations précédentes. (...) ce gouvernement était cynique. (...) Pendant six mois, on cria sur tous les toits que les enseignants du Québec étaient les mieux payés en Amérique du Nord. Jusqu'à ce qu'un jour, le ministre de l'Éducation de l'Ontario, chiffres à l'appui, prouve le contraire. Qu'importe! Les coupures étaient en marche, (...) on avait berné tout le monde* [504]*...*

Par-delà la dureté des lois spéciales et la sévérité avec laquelle elles sont appliquées, par-delà la campagne de dénigrement menée par l'État contre ses salariés, les principales blessures ressenties dans les rangs syndicaux tiennent également aux trois éléments suivants. D'abord, l'impossibilité des organisations syndicales de négocier avec l'État-patron une fois que celui-ci avait adopté en juin 1982 sa loi spéciale fixant les objectifs de récupération salariale; à partir de ce moment, souligne-t-on, le gouvernement était assuré qu'il tenait le gros bout du bâton et que l'effort d'ouverture de sa part pouvait être minime. Ensuite, le reniement par le gouvernement péquiste de sa propre signature, qu'il avait apposée au bas des conventions collectives négociées avec les syndicats en 1979, sidérait la partie syndicale, cosignataire des ententes; c'était toute la valeur légale et morale

[504] Ernest Boudreau, *Le rêve inachevé : le PQ, l'indépendance et la crise*, Montréal, Nouvelle optique, 1983, p. 101-103.

des engagements signés par l'État qui était mise en cause. Enfin, plusieurs syndiqués ont eu énormément de difficulté à croire – c'est-à-dire à intégrer mentalement – que les élus péquistes, qu'ils avaient eux-mêmes hissés jusqu'au sommet du pouvoir étatique, puissent véritablement attaquer de manière si frontale et brutale l'une de leurs bases électorales les plus fidèles; c'est pourtant ce qui se produisit.

Dans une dernière tentative de rappeler le Parti québécois à son évanescent préjugé favorable aux travailleurs et à l'alliance tacite qu'il avait plus ou moins scellée avec eux avant de prendre le pouvoir en 1976, des leaders syndicaux de diverses organisations interpellent tour à tour le Conseil national du PQ s'ouvrant le 5 mars 1983, afin que la formation politique dénonce la dérive de son aile parlementaire (et ministérielle). Peine perdue, les délégués se rangent massivement aux côtés du gouvernement et conviennent « *d'appuyer la loi dans toute sa rigueur*[505] ». Cela met fin aux ultimes espoirs que certains syndicalistes (de moins en moins nombreux, faut-il le préciser) plaçaient encore en ce parti. À partir de là, la stratégie syndicale – eu égard au front partisan – va se tourner essentiellement vers les élections de 1985, à l'occasion desquelles les syndiqués auront tout le loisir (estime-t-on) de congédier ce gouvernement honni. Divers appels et résolutions seront formellement votés en ce sens dans une kyrielle d'instances et organisations syndicales, y compris à la FTQ, qui avait été, jusqu'à ce bras de fer dans le secteur public, sympathique au Parti québécois. André Leclerc se remémore les circonstances à la fois complexes et délicates de la fin de l'appui automatique de sa centrale au PQ :

> *... en 1985, malgré les batailles qu'on avait eues avec le PQ pour ses coupes dans la fonction publique et (...) les dénonciations (...) faites, puis le refroidissement subséquent... la direction de la FTQ voulait quand même qu'on appuie; alors dans nos structures, il y a d'abord décision au Bureau exécutif.* [Celui-ci] *fait sa recommandation à un Conseil général. Le Conseil général fait sa recommandation à un congrès. (...) Alors au Conseil général, ça a passé de justesse, puis il a fallu que Laberge fasse le* bulldozer *pour faire adopter sa position d'appui au PQ, puis en congrès il a été renversé. Et ça c'était une première là, pour Laberge et pour la direction de la FTQ, de se faire renverser comme ça par un congrès. Parce que là les militants ont dit «* non, non, il n'est pas question d'appuyer le PQ avec ce qu'il a fait *». (...) Et il faut dire que (...) ce qui faisait peser dans la balance peut-être le fait que la direction de la FTQ souhaitait un appui au PQ, c'est la création du Fonds de solidarité, que le PQ avait (...) rendue possible. Et ça c'était* [un argument de poids]. *Pour eux autres, Laberge en particulier, qui était vraiment très identifié à la création du Fonds de solidarité, ce n'était pas une dette mais... en même temps... ils devaient quelque chose au PQ. (...) Donc ça, ça a été une première occasion d'un refroidissement électoraliste. Par la suite, ça a été communément admis que* [l'appui au PQ], *c'était jugé au cas par cas.*

[505] Gilles Lesage, « Le Conseil national du PQ appuie la loi 111 dans toute sa rigueur; l'exécutif conteste l'article 28 et se fait rabrouer », *Le Devoir*, 7 mars 1983, p. A1.

Les effets sur les consciences militantes de ce grave affrontement entre le gouvernement péquiste et les organisations syndicales seront importants, mais demeurent modulés notamment en fonction de l'appartenance à tel ou tel mouvement social. Le mouvement syndical, en tant que cible directe des attaques gouvernementales, a exprimé de façon plus tranchée et profonde sa colère envers le Parti québécois. Même si des organisations non syndicales ont condamné en 1983 le gouvernement péquiste pour les atteintes graves aux droits démocratiques et aux conditions de travail des salariés du secteur public, il n'empêche que les rapports avec le PQ resteront moins acrimonieux – donc un peu plus nuancés – dans le mouvement communautaire et dans le mouvement des femmes que dans les centrales. Dans ces deux mouvements qui connaissent alors une période de croissance et un dynamisme notables, la perspective à l'égard du PQ est plus ambiguë pourrait-on dire. Il demeure que l'épisode des décrets dans le secteur public a des échos dans les autres mouvements sociaux (que le mouvement syndical). Dans ceux-ci, une forme de désenchantement à l'égard du PQ s'opère. Marie Pelchat, militante de longue date du mouvement communautaire autonome, se rappelle très bien de sa réaction en 1983 :

> *Un député dans la région où j'étais m'avait offert de devenir son attachée politique, ce qui m'aurait donné à l'époque un vrai salaire au lieu des périodes* [d'alternance entre] *le chômage et* [être] *salariée des groupes communautaires. Et j'ai refusé. Parce que pour moi c'était invraisemblable, impensable d'écrire des textes pour défendre les coupes de 20% des salaires de la fonction publique. Je ne me serais pas mise dans cette situation. Et après au fil des ans, il y a eu beaucoup de décisions contestables qui ont amené beaucoup de militants du communautaire à prendre de la distance par rapport aux partis politiques. (...) Moi je disais (...) le Parti libéral* flashe *à droite et tourne à droite, le Parti québécois* flashe *à gauche et tourne à droite.*

Ce sentiment est partagé par plusieurs leaders et activistes du mouvement communautaire. Bill Clennett estime que ce drame social fut le déclencheur d'une importante réflexion sur la nature profonde du Parti québécois : « ... *il y a eu la récession au début des années 1980 et (...) Lévesque a fait le choix de confronter les gens qui travaillaient* [dans le secteur public] *et (...) ça a créé des fissures là (...). Mon impression, c'est qu'au fil du temps (...) – ce n'était pas tout le monde en même temps – le parti qui incarnait (...) le projet souverainiste, tout ce qu'il avait* [en termes] *de projet de société était devenu secondaire aux intérêts du capital, aux intérêts du business.* » Malgré tout, on n'assiste pas à une rupture radicale des relations entre le mouvement des femmes ou le mouvement communautaire et le Parti québécois, étant donné notamment la phase particulière de développement dans laquelle ces deux mouvements se trouvent alors. La période des années 1980 correspond à celle d'une structuration et d'une consolidation significatives de ces deux mouvements; le nombre d'organismes connaît une croissance vertigineuse, leur intervention

respective est de plus en plus ciblée (en fonction des problématiques particulières) et les groupes se dotent de réseaux d'intervention tant nationaux que sectoriels. On assiste à une certaine forme d'institutionnalisation de l'intervention des organismes, qui développent alors d'importants rapports avec l'État. Dans plusieurs de ces organismes, une des modalités privilégiées de l'intervention auprès des pouvoirs publics devient peu à peu le démarchage, comme l'explique Jean-Yves Joannette :

> *C'est la grande découverte par les groupes du lobby. Puis une des choses qui est merveilleuse avec le PQ, c'est que c'est un gouvernement qui consulte beaucoup. Déjà, de se retrouver dans des processus de consultation au niveau national, ça été tout un apprentissage pour les groupes, d'apprendre qu'en allant voir un député, ils pouvaient influencer une politique ou… Ça a été aussi quelque chose… C'est entre 1980-1985, c'est là qu'on a le plus appris comment travailler avec un appareil, avec des bureaux de députés et avec des ministres, puis des sous-ministres, et essayer d'avoir des rencontres… On était loin des boycotts systématiques des années 1970*.

Comme le mouvement communautaire autonome, le mouvement des femmes est lui aussi inscrit dans une dynamique à dimension institutionnelle qui l'amène progressivement à développer des rapports nouveaux et contradictoires avec le gouvernement du Parti québécois. L'existence de mécanismes soutenus de collaboration entre ce gouvernement et le mouvement des femmes place celui-ci dans une position délicate, en vertu de laquelle une rupture nette serait peu bénéfique durant cette conjoncture précise (les années 1983, 1984 et 1985). En outre, le mouvement des femmes travaille en relation étroite avec le Conseil du statut de la femme et participe à d'autres formes ou lieux de concertation; l'évaluation qui est généralement faite à cette époque est que ces échanges et interventions sont plus profitables que nuisibles au mouvement. Bien que des organismes du mouvement aient publiquement condamné le comportement antisyndical et antidémocratique du gouvernement en 1983, il est beaucoup trop tôt pour y entrevoir le signe d'une fin abrupte des affinités exprimées envers le PQ et le gouvernement qui en est issu. Ginette Drouin-Busque, à l'époque vice-présidente puis présidente de la FFQ, précise : « [On entre] *dans une période (...) qui était assez particulière, parce qu'il y avait ce fameux* Décision 85 [organisé par le gouvernement du PQ] *qui mobilisait le mouvement des femmes et (...) il y avait encore autour de ça (...) une dynamique de concertation (...) pour voir quelles étaient les orientations des années à venir*. »

Au total, même si on observe des différences d'un mouvement à l'autre, l'évolution du PQ durant les années 1980 aura d'importants impacts sur la conception des rapports entre MS et lui, impacts qui conduiront ces mouvements à réévaluer certains de leurs postulats ou *a priori* relatifs à la forme parti. Tel que vu au chapitre 5, après les revers successifs subis sur la question nationale, le PQ abandonne la souveraineté et cesse de ce fait d'être porteur d'un vaste projet de changement

national. D'autre part, il ne semble plus constituer une alternative progressiste, à cause notamment de sa gestion de l'État durant la crise économique, incluant le sort qu'il a réservé au front commun en 1982-1983. Cette double dynamique aura des effets importants sur la relation des mouvements sociaux avec ce parti. Ces effets, durables, sont d'au moins deux ordres : d'abord, le PQ ne peut plus se réclamer d'un préjugé favorable aux travailleurs; ensuite, ce parti peut difficilement être conçu comme un prolongement, dans l'arène politique, de l'action des MS dans leur ensemble.

6.2.3 Synthèse : termes du développement de la culture politique durant la période 1980-1995

Récapitulons. Autour de 1984-1985, au titre du rapport à la forme parti, les mouvements sociaux ont perdu leurs repères, sont désorientés, pour ne pas dire plongés dans un certain désarroi. En pleine crise existentielle sur la question nationale, usé par neuf ans de règne et privé de l'appui de grands pans des mouvements sociaux à cause de son anti-syndicalisme en 1982-1983, le PQ perd le pouvoir et entame une traversée du désert. Avec elle, une fenêtre se referme pour les secteurs populaires, dont une grande partie (recoupant la base sociale des mouvements sociaux) avait vu, avec les années de gouvernement péquiste, une possibilité de prétendre participer au changement sociopolitique et à l'avènement d'une société juste et émancipée. En sus du deuil d'une démarche d'émancipation qui avait semblé ascendante jusqu'au début de la décennie 1980, s'impose la nécessité de renoncer à un schéma de déploiement du pouvoir des MS dans l'aile de trajectoire impulsée par le projet national et social péquiste.

C'est la fin d'une époque et avec elle, la disparition des termes usuels dans lesquels se posaient l'enjeu d'une prise du pouvoir. À ce moment, pour les MS, deux avenues supplémentaires s'épuisent elles aussi : le courant maoïste et le socialisme démocratique-indépendantiste. Ce dernier ne profite pas de l'espace créé par la disparition du premier et s'écrase contre le mur électoral provincial le 2 décembre 1985. Dans le cas du maoïsme, son extinction, tout en facilitant jusqu'à un certain point la vie militante au sein de plusieurs mouvements sociaux (notamment par l'effacement de sa prétention à régenter les processus de politisation dans les mouvements et à assumer une direction autoritaire de ceux-ci), représente quand même un sérieux affaiblissement, pour un temps du moins, de l'influence de la gauche radicale.

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a un vide politique sur le front partisan. Or, les mouvements ne sont pas pressés de le combler. De profondes blessures doivent d'abord être cicatrisées; des réflexions et bilans se doivent d'être effectués. On pourrait même parler d'un nécessaire sevrage eu égard au rapport à la forme parti. Les années 1985 à 1995 sont celles d'un repli stratégique, au cours duquel les forces vives de la gauche, en particulier les mouvements sociaux, s'ouvrent

lentement à une recomposition de leur action politique et ainsi à de nouveaux développements. Le premier réflexe est, dans chaque mouvement, de se concentrer sur l'essentiel, à savoir les revendications fondamentalement liées à l'existence même du mouvement ainsi que le travail consacré à assurer la pérennité des organismes des MS. La décennie 1980 est celle d'une explosion sans précédent du nombre d'organismes communautaires d'une part et d'une poursuite de l'essor du mouvement des femmes d'autre part.

À cette étape, les activistes des MS demeurent encore très partagés sur l'enjeu du rapport à la forme parti et plusieurs des clivages qui traversent les MS depuis plus de 25 ans subsistent en toile de fond. Cependant, un certain développement de la culture politique s'opère, dans la mesure où des illusions se perdent, des fausses pistes sont abandonnées, des réflexes erronés sont peu à peu critiqués. C'est en ce sens qu'on peut penser en termes d'apprentissages réalisés dans les rangs des MS, en outre sur la foi d'un bilan des expériences faites jusque-là, peu satisfaisantes dans plusieurs cas. Par exemple, Véronique O'Leary, pionnière du féminisme de la deuxième vague et s'identifiant alors au féminisme-marxisme, formule ainsi le type de bilan (sur les pratiques de l'extrême gauche) qu'elle et plusieurs de ses camarades ont été amenées à faire : « *Il a fallu passer par là. Il a fallu voir que c'était une voie de garage. Que c'était un cul-de-sac. Il a fallu que ça se décompose de soi, pour voir que* "ben non"*. Puis non, on ne rejoint pas le monde de cette façon-là. Puis non, ce n'est pas ça qui fait que les femmes vont aller vers nous. Puis non, l'analyse que vous avez* [ne fonctionne pas et] *est à revoir. Ça ne marche carrément pas.* »

La décade 1985-1995, caractérisée par une absence d'alternative politique sur la scène provinciale, autorise la mise en place progressive d'un processus de décantation et de réévaluation des pratiques et attentes eu égard à la forme parti. Un patient cheminement a cours en filigrane, sans dire clairement son nom, pour ouvrir la voie à de nécessaires remises en cause. Celles-ci concernent ce qui jusque-là avait été les deux grands axes possibles d'intervention, soit la gauche hors-PQ et le Parti québécois. Le long cheminement politique des activistes des mouvements, essentiellement souterrain et informel, suivra plusieurs directions à la fois et opérera à des vitesses très variables d'un individu à l'autre. Essayons d'en esquisser quelques traits tout de même. Nous retiendrons quatre caractéristiques de ce laborieux processus de réflexion et d'apprentissage s'étendant au moins sur une dizaine d'années.

1° L'impératif du recentrage sur les mouvements sociaux

Au milieu des années 1980, l'environnement sociopolitique dans lequel baignent les MS est objectivement pénible : les retombées néfastes de la crise économique mettent du temps à être

surmontées; il y a une certaine fatigue chez une génération de militants et de militantes qui, durant la période 1970-1983, ont beaucoup donné à la lutte pour le changement social; puis il y a globalement au Québec une panne des grands projets politiques collectifs, donc une sensation de blocage. Dès lors, les conditions propices à une relance de l'investissement de la forme parti ne sont pas réunies. Mais il y a plus; le désir des activistes de se consacrer en priorité aux MS plutôt qu'aux partis est lui-même fort, et ce, pour maintes raisons. D'abord, la décennie d'influence maoïste a coûté cher à la dynamique interne de nombreux organismes des MS, si ce n'est aux mouvements eux-mêmes; les pratiques inadaptées des maoïstes ont fait mal. Il y a donc un besoin de se consacrer à recréer ou à consolider des milieux dynamiques de militantisme social et politique. Par ailleurs, les nombreux échecs constatés sur le front partisan induisent chez un grand nombre d'activistes le sentiment que les mouvements sont le lieu tout désigné du militantisme, l'endroit le plus à même de permettre l'exercice d'une action engagée qui soit à la fois probante et valorisante. Aussi, on dénote un sentiment de plus en plus partagé que le « vrai » pouvoir réside d'abord et avant tout dans l'action des MS. Ces considérations traduisent la tendance de nombre d'activistes à faire en sorte que, peu à peu, les MS se conçoivent à nouveau comme le centre de gravité de la définition de l'action politique progressiste; pour ce faire, les organisations des MS doivent se placer en position de prépondérance et d'initiative vis-à-vis des forces partisanes existantes ou à venir. Il s'agit là d'un recentrage important, un réinvestissement des MS comme incubateurs de l'action politique de gauche. À partir de l'analyse des entrevues, on peut identifier deux principaux axes de ce réinvestissement: d'une part la revalorisation de l'autonomie des MS dans leurs rapports avec la forme parti, de l'autre une tentative de calibrer différemment la hiérarchie MS-parti.

Au titre de l'autonomie et de la spécificité des mouvements, de nombreux activistes réalisent que les interlocuteurs des MS sur le front partisan avaient développé des attentes erronées à l'égard de ces derniers. Tant du côté maoïste que péquiste, on avait tenté de faire coïncider d'une manière ou d'une autre une portion de l'agenda des MS avec celui de la formation politique; des militantes et militants des MS avaient, consciemment ou non, prêté flanc à une telle complicité, vraisemblablement aux dépens de la puissance de leur mouvement social. La période 1985-1995 fait place à un désir d'approfondissement de l'indépendance des MS, comme en témoignent plusieurs de nos sources. Non seulement le fruit n'est-il pas encore mûr pour un déploiement sur le front partisan, mais aussi faut-il trouver les conditions possibles d'une articulation entre MS autonomes et un tel déploiement des aspirations et forces progressistes sur ce front. L'identification de ces conditions par les MS demande du temps; de nouvelles explorations sont nécessaires. Le cheminement en cause opérera essentiellement de façon latente, en filigrane, par le biais d'un processus plus ou moins verbalisé, plus ou moins avoué, plus ou moins rationalisé. On peut considérer rétrospectivement que c'est un apprentissage qui sera fait, par les activistes,

principalement sur le tas, après être passé par un bon nombre d'essais et d'erreurs entre 1970 et 1985.

Toujours durant la décennie 1985-1995, au titre du calibrage de la hiérarchie MS-parti, un processus de réévaluation des attentes et pratiques de la période précédente est en branle, de manière diffuse et presque aléatoire encore une fois. Cette dernière période avait laissé cours, au sein des mouvements, à des interprétations décevantes de ce que pouvait ou devait être le leadership exercé par les formations partisanes, voire de la capacité de celles-ci d'insuffler une direction politique satisfaisante aux secteurs de la population en quête de changement social. En définitive, il y avait eu surinvestissement de la forme parti, aux dépens de MS puissants et autonomes. L'idée même qu'il appartient aux partis de dessiner les contours de la société à naître et aux mouvements sociaux de suivre de pareilles indications est gravement ébranlée; il y a là tout un deuil à faire. La nécessité de reconstruire des mouvements forts – un sentiment qui se répand alors – implique vraisemblablement la possibilité pour ceux-ci d'établir sur leurs propres bases s'ils ont des attentes à l'égard de la scène partisane (et dans l'affirmative, lesquelles), à la lumière des aspirations spécifiques aux secteurs mobilisés au sein des mouvements. À la longue, cela peut vouloir dire qu'il s'opère, très lentement et avec une bonne dose d'hésitation, une sorte de basculement dans la représentation de la hiérarchie MS-partis, au profit des premiers et aux dépens des seconds, de telle façon que les activistes des MS conçoivent progressivement ces mouvements comme acteur incontournable, c'est-à-dire sans l'intervention duquel aucune formation partisane à prétention social-démocrate ou de gauche ne peut espérer aller très loin.

2° Un rapport différent au temps

Dans le cadre de cette recomposition du rapport à la forme parti, une seconde caractéristique qui se dessine est la mutation du rapport au temps. Durant la période 1970-1983, plusieurs des activistes des mouvements partageaient une conception du changement social voulant que celui-ci se réalise très rapidement, à la condition (ou presque) de le souhaiter ardemment et d'y mette l'énergie nécessaire. Véronique O'Leary, pionnière du féminisme de la deuxième vague au Québec, exprime bien la chose : « *Nous, on avait un plan pour dix ans. Dans dix ans, il y aura l'avortement libre et gratuit, il y aurait des cliniques partout, les gars partageraient toutes les tâches ménagères... Nous, en 1970, on se disait : en 1980 tout sera fait. Je souris maintenant quand je vois ça! (...) On y croyait! Puisqu'il suffisait de décider. Comprends-tu, cette idée que… il suffisait de vouloir, et d'agir dans ce sens.* » Si on se penche plus spécifiquement sur l'enjeu de l'intervention sur le front partisan, il est vraisemblable que plusieurs aient été tentés de prendre ce qui apparaît être rétrospectivement des raccourcis, que ce soit en misant sur des véhicules politiques débouchant sur des culs-de-sac (En

lutte!, PCO, Mouvement socialiste), ou encore en projetant dans le Parti québécois leurs espoirs à l'effet qu'un parti de gauche prenne enfin le pouvoir et gouverne d'abord au bénéfice des secteurs populaires. Ces deux avenues ayant créé leur lot de déceptions, le raisonnement qui semble être fait par plusieurs est que le déploiement des aspirations des mouvements sur le front partisan est une entreprise qui demande un niveau élevé de préparation, qui est très longue et qui suppose un sérieux processus de mûrissement. Le rythme de projection des aspirations des MS sur la scène partisane ne peut être défini ou imposé par les partis eux-mêmes – ou si tel est le cas, les lendemains peuvent être chargés d'amertume. Admettre cela suppose la prise d'un certain recul et celui-ci implique à son tour qu'au sein des MS, les acteurs doivent pouvoir évaluer correctement l'état réel des forces progressistes au Québec. Dans l'hypothèse où le niveau de préparation et d'avancement (en termes de capacité de déploiement sur le front partisan) est insuffisant, d'une part ce travail de longue haleine est appelé à se poursuivre, d'autre part des modalités de déploiement intermédiaires, de portée plus modeste (ex. : candidature issue des MS, proposée dans le cadre d'une campagne électorale limitée à une seule circonscription), peuvent aussi être envisagées, à titre expérimental. Une nouvelle conception du temps politique est plus à même de permettre l'adéquation entre ce qu'une couche d'individus plus volontaristes juge indiqué dans la conjoncture et ce que la base des mouvements est réellement prête à faire; il semble que l'on en prenne conscience peu à peu, dans les MS, entre 1985 et 1995.

3^{o} Une atténuation de la politique de la division

Dans le cadre de ce lent processus de réévaluation, les rapports au sein des MS entre différentes sensibilités progressistes sont également appelés à évoluer dans un sens plus compatible avec la tolérance à la diversité, donc une certaine forme de pluralisme; cela participe d'une recomposition éventuelle du rapport à la forme parti. Avec les expériences douloureuses vécues – et compte tenu du climat général d'adversité qui caractérise les années 1980 – une certaine modestie semble vouloir prendre place peu à peu, de manière hésitante et inégale, dans les rangs des MS. D'une part, tous ceux qui prétendaient détenir le livre de recettes eu égard à l'intervention sur le front partisan ou à l'instauration d'une société de justice sociale se sont visiblement trompés; d'ailleurs les soi-disant « modèles » étrangers s'écroulent ou se discréditent les uns après les autres. D'autre part, la culture assez répandue consistant à mettre en exergue des différences entre les nombreuses sensibilités de gauche participait d'un réflexe malsain de méfiance, conduisant tout droit à un éparpillement des forces, voire au sectarisme et à des luttes fratricides; c'est un luxe que ne peuvent plus s'offrir les progressistes. Ce contexte de faiblesse et de vulnérabilité favorise à la fois un sentiment de modestie et le besoin d'ouverture, donc la recherche par les activistes de terrains communs permettant d'additionner les voix progressistes plutôt que de les opposer. Il s'agit là d'un

changement important dans la culture politique, mais qui opérera à des vitesses et profondeurs très variables d'un individu à l'autre. Très lentement, de plus en plus d'activistes des MS en viennent à concevoir qu'ils ont peut-être pu se tromper et que personne ne détient la clé du succès de la projection de l'action des MS. Une fois cela admis, se pose la nécessité de se remettre à explorer et réfléchir, ce qui implique le développement de capacités de discussion qui soient désenclavées, c'est-à-dire libérées des œillères et entraves propres aux différentes sensibilités de la gauche des années 1980. Il ne s'agit pas d'abandonner toute préférence ou conviction partisane (ou autre), loin de là, mais bien d'apprendre à doser l'assurance éprouvée à leur endroit et de savoir les mettre au jeu librement, dans ce nouveau cadre de délibération et de travail militant qui prend place patiemment. Ce nouveau cadre postule, en filigrane, l'importance de faire les compromis requis pour qu'une addition des forces soit possible; cela veut dire d'apprendre à mettre au second plan, jusqu'à un certain point, ce qui divise les progressistes. Une reconnaissance de la diversité et de la complémentarité des contributions progressistes est un ingrédient-clé d'une reconstruction de la gauche et d'une éventuelle recomposition de l'action politique des MS. Par ailleurs, la fertilisation croisée entre mouvements sociaux prédispose à l'acquisition de ces nouvelles compétences propices à une telle recomposition, tel qu'analysé au chapitre 4.

4° Définition de nouvelles conditions de pratique militante

Un dernier trait caractéristique de ce processus d'évolution concerne certains aspects de la pratique militante au sein des mouvements, qui est appelée elle aussi, jusqu'à un certain point, à subir des remises en question. Une attention de plus en plus importante sera accordée à l'aménagement des milieux de réflexion et d'intervention (les organismes des MS), aménagement qui permettrait les meilleures conditions possibles de militantisme, une étape apparaissant alors comme un préalable nécessaire avant d'envisager tout déploiement ambitieux en termes d'action politique. La mise en place de ces conditions suppose, d'après nos répondants s'étant prononcés sur le sujet, l'acquisition par plusieurs individus (mais à des degrés divers) de certaines habiletés, voire l'adoption de nouvelles attitudes. L'une d'elles est la capacité de communication en contexte militant, ce qui implique une aptitude à l'écoute, au respect des autres points de vue et à l'intégration des arguments nouveaux ou différents à son propre raisonnement, sa propre position. Nous l'avons vu au chapitre 4, un très patient processus d'évolution aura cours à ce titre, de manière à éliminer les obstacles à la communication et à la délibération rationnelles. L'épanouissement des modalités de militantisme signifie également une transformation progressive de la façon d'envisager celui-ci, en tenant compte davantage des réalités spécifiques vécues par les individus. Les approches qui étaient inspirées des notions de sacrifice, d'abnégation ou encore d'oubli de soi pour la Cause, sont de moins en moins valorisées et cèdent le pas peu à peu à la recherche autant d'un meilleur

équilibre entre les différentes facettes de l'existence, incluant la santé des individus, que de normes de pratique militante qui soient plus satisfaisantes et plus stimulantes pour toutes les personnes (c'est-à-dire sans présumer qu'il existe des modes militants préférables ou supérieurs). En définitive, la nécessité pour les mouvements de se reconstituer comme pôles déterminants d'intervention a pour corollaire la possibilité pour ceux et celles qui y militent d'agir au meilleur de leurs moyens; il y a là aussi un processus de redéfinition de la culture politique qui est à l'œuvre.

6.3. La période 1996-2009 : virage du Parti québécois et nouvelle donne à la gauche du PQ

La période 1980-1995, marquée par un recentrage de l'action politique vers les MS après un surinvestissement de la forme parti, leur a été bénéfique; tout en s'autorisant une pause sur le front partisan, ils ont été en mesure de reprendre des forces et d'avoir davantage confiance en eux, ce qui a ouvert un espace à de nouvelles réflexions sur l'enjeu du pouvoir. Comme on l'a vu au chapitre précédent, ceux-ci ont été dans une large mesure partie prenante d'un bloc social porteur d'un important projet d'émancipation nationale et sociale; dans ce cadre, les MS étaient parvenus jusqu'à un certain point à se poser comme interlocuteurs et acteurs significatifs dans la définition du projet souverainiste. Cette dynamique d'affirmation de l'influence politique des MS au sein d'un bloc social large est momentanément interrompue par la suite, sous l'effet de la conjoncture post-référendaire; puis elle est aussi appelée par ailleurs à évoluer, de par des impulsions inhérentes aux MS eux-mêmes. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, ceux-ci sont animés par une dynamique interne de relance, qui les amène à prendre progressivement des initiatives voire, dans le cas de certains, à exercer un nouveau leadership. Cette ère de regain des luttes sociales, qui connaît une période de pointe entre 1998 et 2005, s'accompagne d'une capacité des MS à se poser à nouveau comme producteurs de perspectives stratégiques et d'une aptitude à réexaminer ouvertement la question de leur rapport à l'action politique.

La seconde moitié de la décennie 1990 et la première moitié de la décennie suivante forment ainsi une phase très importante du processus de recomposition du rapport des MS à la forme parti et à l'enjeu du pouvoir, faisant suite aux difficiles remises en question des années 1980. Les deux inclinations principales subsistant au sein des MS en 1996 sont : **1°** celle relativement favorable au *statu quo* sur l'échiquier partisan (acceptation que dans la logique du scrutin uninominal et du bipartisme – logique étroitement liée à la question nationale – la politique québécoise soit dominée par le PQ et le PLQ; à court terme, les mouvements ne pouvant changer cette donne, il leur reste soit à s'abstenir d'intervenir clairement, soit à appuyer le parti le moins étranger à leurs propres orientations); **2°** celle voulant l'émergence d'une alternative politique au PQ (option se déclinant elle-même en plusieurs variantes). Dans la conjoncture post-référendaire, ces deux grandes

inclinations coexistent en permanence; toutes deux seront appelées à connaître d'importants questionnements, puis à être réajustées, reprécisées ou rafraîchies[506]. Afin d'examiner de quelle façon, nous nous penchons dans cette seconde moitié du chapitre sur les paramètres de la conjoncture, en tentant de bien situer le contexte de ces évolutions, puis de dégager précisément les développements possibles, s'agissant de la culture politique mouvementiste.

6.3.1 Rendez-vous manqués avec le Parti québécois

Par-delà leurs impacts sur la gestion des finances publiques, les événements liés aux deux sommets organisés par le gouvernement de Lucien Bouchard (la Conférence sur le devenir social et économique du Québec en mars 1996 et le Sommet socioéconomique en octobre et novembre de la même année) participeront du repositionnement des perspectives eu égard à l'action politique au sein des MS. Deux horizons principaux vont se dessiner, chacun avec son lot de défis et d'écueils et ces deux horizons marqueront l'agenda pour les sept années suivantes : d'une part, la perspective du partenariat social avec le gouvernement péquiste comme meilleure façon de se poser en rapport avec le pouvoir, d'autre part la perspective d'une rupture avec la concertation tripartite ainsi instituée et son remplacement par la constitution d'une alternative politique, issue des MS et affranchie de l'influence des vieux partis. Chacune de ces deux perspectives connaîtra des évolutions significatives entre 1996 et 2009.

Les sommets de 1996 et leurs suites immédiates marquent donc un point tournant dans l'histoire des relations entre les mouvements sociaux et le gouvernement du Parti québécois. Deux interprétations principales de ce moment charnière ressortent de nos entretiens de recherche : celle véhiculée par les leaders du mouvement syndical et celle portée par les leaders du mouvement des femmes et du mouvement communautaire. Du point de vue de presque tous les acteurs syndicaux interviewés, la conjoncture des Sommets (et de leurs suites) a globalement confirmé le rôle des organisations syndicales comme interlocuteurs sérieux de l'État québécois. Il y avait là les ingrédients – sinon d'un appui ouvert au PQ – d'une admission plus ou moins franche à l'effet qu'un parti de gouvernement pratiquant la concertation à large échelle fait un bon interlocuteur du mouvement syndical, un interlocuteur capable d'écoute et de compromis. Plus précisément, dans le cas de la CEQ, Lorraine Pagé estime que les deux sommets et leurs suites ont été l'occasion pour les centrales d'éviter une réédition du traumatisme de 1982-1983. L'entente tripartite sur le retour de

[506] Une dernière option présente, l'anarcho-syndicalisme, bien qu'historiquement enracinée dans les MS, a fait l'objet de peu d'attention ici, pour deux raisons principales : son rapport à la forme parti reste essentiellement le même durant les trois décennies étudiées et elle demeure minoritaire parmi les sources et résultats analysés.

l'équilibre budgétaire, puis la négociation bipartite avec le gouvernement Bouchard (concernant les économies à réaliser au chapitre de la masse salariale de la fonction publique), ont permis d'éviter les lois spéciales et les réductions salariales. Ainsi l'adhésion à la cible du déficit zéro et le maintien du consensus des sommets durant les années suivantes ont créé les conditions d'un dialogue entre les organisations syndicales et l'État, de telle sorte que les économies sur la masse salariale ont pu être réalisées via les départs à la retraite et l'attrition, de même que via des réductions de bénéfices marginaux ou d'avantages sociaux – donc sans toucher aux salaires. Aux yeux des leaders syndicaux nationaux, leur mouvement était incapable d'entraver la croisade du gouvernement Bouchard en faveur du déficit zéro et ne pouvait raisonnablement espérer lui forcer la main au point de faire en sorte que cette cible budgétaire soit atteinte sans livrer de concessions sur les conditions de travail de la fonction publique; en somme, l'enjeu pour eux était de trouver les meilleurs aménagements possibles pour réduire les dépenses de l'État sans rogner le pouvoir d'achat des salariés. Les retombées positives de cet exercice, s'agissant de la CSN, dépassent de loin la possibilité de négocier pacifiquement – dans un effort collectif visant l'atteinte de l'équilibre budgétaire – les conditions des salariés du secteur public. Dans le cadre du bilan qu'il dresse des sommets, Gérald Larose identifie ainsi une série de gains : l'accréditation d'un quatrième acteur (le mouvement communautaire – incluant les groupes de femmes) comme participant à part entière à cet exercice de concertation que sont les sommets, la reconnaissance formelle par l'État du secteur de l'économie sociale, l'engagement solennel du gouvernement à adopter une loi sur l'équité salariale (malgré les pressions du patronat, qui demandait d'y renoncer), la création d'un fonds spécial de la lutte à la pauvreté, les dispositifs du développement local et régional, les transformations de la loi des coopératives, etc.

Au terme des sommets, la lecture syndicale prédominante était que globalement, la concertation avec le gouvernement avait été valable pour ce mouvement, qui était parvenu dans l'ensemble à préserver les intérêts de ses membres et à confirmer son statut d'interlocuteur incontournable pour les grandes décisions gouvernementales sur le devenir social et économique du Québec. C'était sans compter d'autres facteurs, qui brouilleront sensiblement les cartes et rendront très délicate toute intervention suggérant, de près ou de loin, d'appuyer le PQ. Nous ne soulignerons ici que les principaux. D'abord, la lecture faite de l'expérience des sommets de 1996 par les syndicats locaux et par plusieurs instances intermédiaires est très loin d'être aussi positive que celle proposée par les directions nationales. À partir de 1997-1998, maintes organisations vont connaître des déchirements sur le bilan à faire de l'exercice des sommets; une nouvelle méfiance s'installe, dans les rangs syndicaux, sur toute expérience de concertation entre les leaders nationaux et le

gouvernement du Parti québécois[507]. Par ailleurs, le gouvernement de Lucien Bouchard adoptera la ligne dure envers les syndicats dans plusieurs conflits de travail, notamment en ayant recours à des lois spéciales très sévères envers les infirmières (1999) ou les camionneurs du Port de Montréal (2000). Finalement, d'autres facteurs nourriront eux aussi une sorte d'impasse syndicale eu égard à toute implication partisane : l'absence de perspectives claires sur la question nationale et la fidélité à la tradition officielle de non-partisanerie chez de nombreuses organisations (CSN, CSQ, SFPQ, etc.) qui revendiqueront *mordicus* leur indépendance complète à l'égard des partis politiques, ce qui s'avérera être un refuge commode, à partir du tournant du millénaire, pour invoquer tout à la fois une neutralité à l'égard du PQ et l'impossibilité de participer au dépassement du *statu quo* institutionnel (le bipartisme assorti d'une présence de l'Action démocratique du Québec – ADQ – à l'Assemblée nationale).

Côté syndical, on termine donc le millénaire en ayant fait d'importantes concessions pour accommoder le gouvernement et offrir un environnement budgétaire et fiscal compatible aux exigences du milieu des affaires, puis, bien qu'on s'attend en retour à une certaine considération, à savoir un statut permanent d'interlocuteur privilégié de l'État, le gouvernement du PQ prend ses distances, il poursuit son virage sous la direction de Lucien Bouchard (puis de Bernard Landry) et procède de plus en plus en l'absence de partenariat avec le milieu syndical ou avec les autres MS. Le gouvernement et le PQ prêtent davantage d'attention à la montée de l'ADQ, cherchant à la freiner, en *relookant* leur propre image et en adoptant certaines idées ou décisions participant de leur recentrage. De 1997 à 2001, un Secrétariat à l'allégement réglementaire assiste le gouvernement dans ses efforts visant à favoriser un environnement propice à l'épanouissement de l'économie de marché. Bernard Landry se questionne publiquement sur la pertinence de la dollarisation de l'économie québécoise, donc sur l'adoption, comme devise, du dollar américain plutôt que du canadien[508]. Cela, sans compter la réception glaciale offerte par le gouvernement du Québec aux revendications du mouvement des femmes à l'issue de la Marche mondiale des femmes en 2000[509].

En somme, il y avait une ouverture indéniable de la partie syndicale à l'idée d'une concertation permanente avec le gouvernement péquiste pour autant que celui-ci s'appuie durablement sur le tripartisme, mais cette perspective sera sérieusement minée par les événements ainsi que par la réalité brute des intérêts contradictoires. Lorsque le Parti libéral reprend le pouvoir en 2003 et que

[507] Ghislaine Raymond, *Le partenariat social*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2013.
[508] Samia Kazi Aoul/Groupe de recherche en économie et sécurité – GRES, *État des débats sur l'union monétaire en Amérique*, Note de recherche, Chaire Téléglobe Raoul-Dandurand, vol. 1, n° 2, septembre 1999; Bernard Landry, « De l'intégration économique à l'intégration monétaire? », *Le Devoir*, 18 avril 2000.
[509] Pour un inventaire exhaustif des jalons et formes du recentrage du Parti québécois, voir notamment : Jacques B. Gélinas, *Le virage à droite des élites politiques québécoises*, Montréal, Écosociété, 2003.

le gouvernement qui en est issu propose sa réingénierie de l'État, les syndicats sont partiellement désorientés et pris au dépourvu. En effet, le gouvernement Charest met abruptement un terme à une longue pratique de concertation entre État, patronat et syndicats[510]. Or, les directions syndicales mettent du temps à réagir; elles réexaminent leurs rapports avec les autres mouvements sociaux afin d'éventuellement participer à certaines de leurs initiatives. L'alignement syndical retenu est de barrer la route aux partis plus nettement associés à la droite, bien davantage que de retrouver les modalités d'une collaboration avec le PQ, car l'horizon d'un retour au pouvoir de ce parti (qui arrive troisième aux élections de 2007) se fait de plus en plus évanescent, tout comme celui de la souveraineté d'ailleurs[511]. L'option du partenariat social s'évanouit durablement. Cette absence de perspectives stratégiques procède d'une certaine façon d'un vacuum politique, le seul horizon porté officiellement par le mouvement syndical étant de bloquer la droite, dans une logique de *realpolitik*.

Cependant, lorsqu'on procède à un examen plus détaillé, on observe dans les rangs du mouvement syndical et des autres MS la recherche de plusieurs avenues de déploiement sur la scène politique, par-delà l'ambition défensive consistant à barrer la route aux forces les plus hostiles à la gauche. Bien que contradictoires en apparence, ces avenues entretiennent une relation complémentaire, que le mouvement syndical et les autres MS pourront, à des degrés divers, explorer ou même exploiter. Petit à petit, un réflexe politique semble vouloir s'affirmer, prévoyant la possibilité de garder plusieurs fers au feu (en l'absence d'une orientation stratégique maîtresse, à prétention hégémonique, comme la victoire d'un bloc social à un référendum sur la souveraineté), dans la mesure où chacun de ces fers ne remette pas en cause les *credos* et engagements historiques des organismes des mouvements sociaux s'agissant de leur complète indépendance à l'égard de tout parti politique[512]. Mais avant d'examiner en détails ces avenues, précisons de quelle manière l'épisode des sommets (et leurs suites) est généralement perçu dans le mouvement des femmes et dans le mouvement communautaire autonome.

Les sommets socioéconomiques de 1996 marquent un point tournant dans les rapports entre le gouvernement péquiste et certains MS, en l'occurrence le mouvement communautaire et le mouvement des femmes. Bien entendu, il est impossible de parler ici de réaction unanime de la part d'un MS donné, mais les évènements de 1996 offrent à un grand nombre de composantes des MS

[510] Gérard Boismenu, Pascale Dufour et Denis Saint-Martin, *Ambitions libérales et écueils politiques*, Montréal, Athena, 2004, p. 62-73.
[511] Dans le camp souverainiste, il ne semble plus y avoir de processus consistant à bâtir une nouvelle contre-hégémonie ascendante, du type de celle qui s'est articulée en 1994-1995 sur la question nationale et sociale.
[512] Sauf la FTQ, dont la tradition, historiquement favorable à l'appui au PQ, procède d'une autre logique.

l'occasion de réfléchir sérieusement à leurs rapports avec le gouvernement péquiste, ainsi qu'aux possibilités offertes par la concertation et les pressions, alors que l'État québécois poursuit fermement sa quête du déficit zéro en s'appuyant sur le consensus obtenu avec le patronat et les organisations syndicales.

Au départ, les sommets socioéconomiques créent des attentes chez les acteurs des mouvements sociaux quant aux bénéfices qu'ils pourraient en tirer du fait de leur participation. À cette fin, divers représentants seront dépêchés par les organismes principaux du mouvement communautaire autonome et du mouvement des femmes. Leurs attentes sont essentiellement de deux ordres. D'abord celles liées à leur reconnaissance comme interlocuteurs nationaux de premier plan, au même titre que l'État, le patronat et les syndicats. Ensuite, celles liées à la défense des intérêts de leurs bases sociales respectives.

Le premier ordre de préoccupations sera assez rapidement satisfait. À cette époque, les organismes communautaires (incluant ici les organismes du mouvement des femmes) sont très engagés avec l'État dans un processus menant à leur accréditation formelle auprès du Secrétariat à l'action communautaire autonome et à leur financement par l'État sur une base plus régulière. Il y a eu de surcroît, de la part de ces mouvements, une certaine expérience de participation à ce qu'on pourrait appeler la grande politique (*high politics*) au travers de Partenaires pour la souveraineté et, plus largement, la campagne référendaire de 1995. Ces résultats s'agissant du premier ordre de préoccupations créeront vraisemblablement des attentes, voire motiveront de grands espoirs, à l'endroit du second. Quant au contenu, les revendications des groupes communautaires et du mouvement des femmes eu égard aux Sommets traduisent une préoccupation de meilleure répartition des richesses dans la société et seront formulées principalement sous la forme de deux requêtes : surseoir aux coupes dans le programme d'aide sociale, puis adopter une clause d'appauvrissement zéro pour les 20% de la population ayant les plus faibles revenus. Aucune de ces requêtes ne sera satisfaite; les représentants des MS (autres que le mouvement syndical) sortent amers de cet exercice de consultation, convaincus d'une part de ne pas avoir été entendus et, d'autre part, que leur base sociale respective fera les frais du consensus défini sans eux. (D'ailleurs, contre l'avis du mouvement communautaire et du mouvement des femmes, le gouvernement introduit un double standard dans sa politique budgétaire à l'égard des personnes assistées sociales : les prestations des personnes inaptes au travail seront épargnées, mais celles des aptes au travail pourront être coupées.) L'épisode des sommets de 1996 constitue donc un moment de rupture significatif entre le gouvernement du Parti québécois et les organismes des mouvements sociaux non syndicaux, moment qui selon plusieurs de nos répondants aura politiquement pour ces MS une résonance jusqu'alors inégalée, en termes de rapports négatifs avec ce parti.

Une fois la rupture avec le PQ consommée au sommet d'octobre 1996, il y a nécessité d'une nouvelle réflexion stratégique, qui pourra alors prendre appui sur une remobilisation des mouvements sociaux, combinée à l'émergence d'une nouvelle génération d'activistes. Les nouveaux axes de mobilisation, analysés au chapitre 4, contribuent à accentuer la pression sur le gouvernement du Parti québécois et consolident les mouvements sociaux non syndicaux, au point de bouleverser la relation hiérarchique entre eux et les syndicats. Plusieurs explorations et questions prennent forme eu égard à l'intervention en politique active. De nombreux leaders des MS regardent avec intérêt – mais aussi une bonne dose de réserve – les premiers balbutiements d'une nouvelle alternative politique de gauche, avec entre autres la venue en 1997 du Rassemblement pour une alternative politique, puis en 1998 la candidature de Michel Chartrand dans Jonquière (où il se présente contre Lucien Bouchard et obtient 15% des votes). De plus en plus, dans les mouvements sociaux, incluant – parfois – le mouvement syndical, il devient perceptible que le Parti québécois ne se pose pas en possible soutien et relais des luttes de ces mouvements, que ce soit à travers les actions et choix gouvernementaux ou au plan des perspectives et orientations mises de l'avant par les ténors du parti. Les griefs s'accumulent : on pense bien sûr à la réouverture des conventions collectives et à la suppression de 50 000 postes dans le secteur public en 1997, à la répression de la grève des infirmières en 1999, à la réponse faite aux revendications de la Marche mondiale des femmes par le gouvernement, à sa prise de position peu critique à l'égard du projet de Zone de libre échange des Amériques (sa principale réserve venant de ce que le Québec ne puisse être signataire du traité).

Un colloque sur l'action politique des mouvements sociaux se tient en 2002 sous l'égide de la Chaire d'études socioéconomiques de l'UQAM, réunissant 350 personnes, pour la plupart têtes d'affiche ou simples acteurs de la gauche politique et/ou des mouvements sociaux (principalement le mouvement syndical, le mouvement des femmes et le mouvement communautaire). Les participants sont préoccupés par une certaine montée de la droite, notamment au Québec (on pense par exemple à l'ADQ) et hésitent à voir en le PQ le meilleur rempart contre cette montée[513]. L'appel à la tenue du colloque exprime un souci de dépasser le consensus relatif aux grands *credos* macro-économiques liant toute la classe politique, en faisant porter la voix des MS jusque sur le terrain électoral et jusqu'au siège même du pouvoir législatif : « *Que faire quand une seule position est aujourd'hui représentée à l'Assemblée nationale, qu'il n'y a plus d'opposition ni de courant de pensée alternatif (...)? Que faire quand, depuis plusieurs décennies, l'absence d'un mode de scrutin*

[513] Jacques Fournier, « Les mouvements sociaux et l'action politique de gauche : que faire? », *Possibles*, vol. 27, n^{os} 1-2, hiver/printemps 2003, p. 200-210.

proportionnel (...) condamne à la marginalité les efforts de formations politiques de gauche? [514] ». Le colloque est convoqué en insistant sur certains des traits et atouts de la culture politique renouvelée de la gauche québécoise, en particulier l'aptitude à discuter à l'abri des dogmes et des recettes toutes faites ainsi que la volonté d'alimenter autant que possible un processus unitaire au sein de la gauche. La « conversation » inclut alors des gens issus de l'Union des forces progressistes (UFP), des féministes réfléchissant à l'action politique alternative, des syndicalistes encore proches du PQ, des personnes jugeant qu'à cette étape la priorité est l'éducation politique citoyenne, etc. Bien que ce colloque ne débouche pas directement sur une perspective claire, il participe néanmoins d'un cheminement de plus en plus persistant : une intention (et un potentiel) de se déployer sur le terrain électoral et de poser – directement ou indirectement – la question du pouvoir. De plus, il révèle un désir net chez les acteurs des MS à poursuivre de façon ouverte et plurielle cette discussion de l'action politique, afin d'avoir un poids lors des prochains scrutins. Les trois années qui suivront donneront lieu à une certaine clarification du paysage, alors que les choix stratégiques des uns et des autres se préciseront. Examinons maintenant ces différentes options qui prennent forme peu à peu.

6.3.2 Diverses options à gauche

6.3.2.1 Deux expériences de politisation à l'intérieur du paradigme péquiste

Au début du 21e siècle, il n'y a pas dans les MS disparition du désir de déployer leur action sur le terrain de la politique nationale et de poser la question du pouvoir. Pour ceux aux yeux de qui l'option péquiste n'est pas morte (et ils sont nombreux dans les rangs syndicaux), la réflexion s'est poursuivie. En outre, le réflexe de puiser dans le bagage des MS pour insuffler une direction et un *momentum* au PQ s'est confirmé; d'ailleurs cette propension à puiser dans le bagage des MS pour dynamiser l'offre politique est une donnée constante de la période. Outre l'appui pur et simple à cette formation, deux avenues à caractère partisan se dessinent : le club des Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQL) et un renouvellement de la social-démocratie péquiste à la lumière des pistes entrevues par le sociologue Anthony Giddens. Ces deux initiatives s'inscrivent dans un horizon politique en vertu duquel tant que le peuple québécois n'a pas accédé à l'indépendance, la grande ligne de clivage sur le terrain des élections et des partis restera la question nationale. Avec un mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour, toute intervention syndicale sur le terrain de la politique nationale devrait donc s'inscrire d'emblée dans un cadre bipartite plus ou moins rigide, elle devrait aussi s'aligner sur le parti de gouvernement réputé être

[514] « Les mouvements sociaux et l'action politique de gauche au Québec », *Le Taon dans la cité*, no 25, 2002, p.11. http://www.unites.uqam.ca/cese/pdf/taon_02_sept.pdf (page consultée le 17 août 2014).

dépositaire du projet souverainiste et ayant été le vecteur historique des ambitions social-démocrates. (Ce n'est qu'une fois la souveraineté réalisée que devrait être réformé le mode de scrutin et s'exprimer, dans toute sa clarté, et dans toutes ses nuances, le clivage gauche/droite.)

Un petit groupe de syndicalistes et d'ex-leaders syndicaux[515] entreprend en 2004 de former une gauche structurée officiellement au sein du PQ, alors en pleine *Saison des idées*. Cela prend la forme d'un club politique et s'inscrit dans le cadre d'un appel lancé par le chef péquiste Bernard Landry à l'effet que de tels clubs se constituent au sein de la formation et contribuent à refaire d'elle la grande coalition souverainiste qu'elle a déjà été[516]. Cette initiative de la part de syndicalistes traduit une volonté de projection des revendications et de l'influence syndicales jusque dans l'arène politique, via un parti solide ayant une expérience indéniable du pouvoir, appelé à former de nouveau le gouvernement (en vertu de la règle de l'alternance) puis à tenir un troisième référendum. Expliquant leur conception de la stratégie politique, Marc Laviolette et Pierre Dubuc écrivent : « *SPQ Libre est la réponse à une vieille et fondamentale préoccupation du mouvement ouvrier québécois, soit celle de pouvoir intervenir au plan politique tout en conservant son autonomie*[517] ». Cette préoccupation doit s'incarner dans un véhicule viable si elle veut parvenir à imposer un tant soit peut les orientations progressistes qu'elle chérit : « *La seule soudure capable de lier des forces politiques autrement divergentes est la quête de la souveraineté. Pour faire entendre leur voix – et faire adopter des législations progressistes – les partisans de la social-démocratie doivent s'inscrire au sein de la grande coalition souverainiste. Au plan proprement politique, ce ne peut être qu'à l'intérieur du Parti québécois*[518] ».

Le type de politisation des mouvements sociaux envisagé par le SPQL s'apparente au modèle « lib-lab » en vigueur au sein du mouvement ouvrier anglais à la fin du 19e siècle[519]. Plusieurs candidats

[515] Outre Robert Dean (ex-vice président de la FTQ) et Marc Laviolette (ex-président de la CSN), le club SPQL compte ou a compté en son sein : Monique Richard (ex-présidente de la CSQ), Michel Parent (président du Syndicat des cols bleus de la Ville de Montréal), Alain Dion (ex-président de la Fédération autonome du collégial), Jacques Beaumier (permanent du SFPQ), Sylvain Martin (permanent des Travailleurs canadiens de l'automobile) et Vivian Barbot (ex-vice-présidente de la FEC-CEQ). Pierre Dubuc, autre tête d'affiche du SPQL, n'est pas issu du monde syndical.

[516] Pierre Dubuc, « L'indépendance passe par l'ouverture aux progressistes. Bernard Landry prêt à accueillir différents courants politiques à l'intérieur du PQ », *l'aut'journal*, no 225, janvier 2004.

[517] Marc Laviolette et Pierre Dubuc, *Sans référendum, pas de souveraineté*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 2008, p. 130.

[518] *Ibid*.

[519] En Grande-Bretagne, durant les trois dernières décennies du 19e siècle, la façon « lib-lab » de se livrer à l'action politique consistait pour le mouvement ouvrier à convaincre le Parti libéral, en intervenant en son sein, de présenter, sous étiquette libérale, des candidatures issues des organisations ouvrières. Pendant un tiers de siècle, la grande majorité du mouvement syndical anglais ne sent pas le besoin de créer un parti autonome de la classe ouvrière puisqu'il se satisfait de ce que, dans un certain nombre de circonscriptions,

aux élections provinciales sont issus de ses rangs, comme Marc Laviolette dans Soulanges (en 2007) et Monique Richard dans Marguerite-d'Youville (en 2008 et 2012); pour sa part, Pierre Dubuc est candidat à l'investiture péquiste dans Groulx en 2007. Il y a une tentative réelle de donner une visibilité à la composante syndicale du PQ, de porter la parole et l'analyse syndicales jusque dans le programme, le discours et les politiques de ce parti. Quelques succès en ce sens sont enregistrés. Notamment Monique Richard est devenue présidente du PQ en 2005, puis les syndicalistes et progressistes obtiennent du Conseil national du PQ, en 2007, qu'il exige désormais la nationalisation de l'énergie éolienne. Le SPQ Libre fait aussi face à de nombreux revers, qui culminent en 2010 avec son exclusion des rangs du PQ, le parti ayant décidé de mettre un terme à l'existence de clubs politiques en son sein[520]. Malgré ces revers, SPQ Libre continue d'exister par la suite, mais pas à titre de club reconnu au sein du parti; les membres de SPQL doivent plutôt envisager d'intervenir via les mécanismes statutaires réguliers du parti et s'organiser en conséquence (en étant délégué d'une association de circonscription par exemple). L'expérience montre qu'il y a dans les rangs syndicaux prise de moyens pour porter les revendications et l'action syndicales directement sur le terrain des élections et du pouvoir politique. Cette prise de moyens n'est qu'une des nombreuses formes de la nouvelle politisation des mouvements, puisqu'elle s'inscrit dans un petit éventail de pratiques concurrentes et somme toute complémentaires. D'autres efforts de politisation sont en effet entrepris, plus ou moins parallèlement.

Une seconde initiative s'inscrit dans le grand paradigme du maintien du système partisan traditionnel (fédéralisme *versus* souverainisme) : le chantier sur le renouvellement de la social-démocratie. Quoique davantage de nature programmatique que directement ancrée dans l'arène partisane, cette initiative participe néanmoins d'un processus de projection de l'expérience MS sur le front de la politique nationale. Sans être à strictement parler une initiative syndicale (parce qu'en lien aussi avec d'autres mouvances, comme le secteur de l'économie solidaire et d'autres influences, comme le milieu universitaire), elle reste néanmoins rattachée en bonne partie à ce mouvement. Le chantier est lancé en mai 2009, avec la publication d'un texte sur Internet[521] et d'un article dans *Le Devoir* appelant à l'ouverture d'un vaste chantier de réflexion sur la social-démocratie, sorte de voie mitoyenne (et à caractère ponctuel) entre le cercle politique et le *think*

---

le Parti libéral propose des candidats syndicalistes habilités à intervenir sur cette base au Parlement. Cela permet par exemple à une douzaine de représentants du mouvement ouvrier de siéger comme députés « lib-lab » à partir de 1885. En matière de politique partisane, le mouvement ouvrier fait donc reposer l'essentiel de sa stratégie sur sa relation avec le Parti libéral, généralement perçu comme indélogeable. Plus tard, en 1906, le Labour finira par se constituer en parti et se poser lui-même en candidat au pouvoir.

[520] Pour un récit détaillé de la relation complexe liant les membres du SPQL et le PQ, lire : Pierre Dubuc et Marc Laviolette, *Le SPQ Libre et l'indépendance du Québec*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 2013.

[521] Dont voici les coordonnées : http://www.eve.coop/social_democratie_15_mai_2009.pdf.

tank, chantier dont on espère que le Parti québécois – et qui sait, le Parti libéral – sauront à terme s'inspirer. L'initiative attirera surtout des intellectuels, des syndicalistes, des acteurs du monde de l'économie sociale et solidaire ainsi que quelques personnes actives dans d'autres MS. Ce processus donnera lieu notamment à des évènements de réflexion et de débats, de type colloque ou conférence, sur le renouvellement de la social-démocratie, à la parution d'un numéro spécial de la revue *Vie économique* consacré à cette question de même qu'à la publication de diverses autres contributions au chantier. Même s'il est très difficile de mesurer précisément l'effet réel de ce chantier sur le Parti québécois (directement visé par l'initiative), ou sur d'autres formations, il nous apparaît révélateur d'une préoccupation de certains segments des MS d'investir de leurs préoccupations et aspirations le terrain partisan, un trait caractéristique de la période étudiée.

Par-delà ces deux incursions mouvementistes campées à l'intérieur du système partisan bipolaire, les MS ont initié une intervention à caractère partiellement électoral sur les dangers inhérents aux glissements à droite véhiculés par certaines formations. Ainsi, le rapport à la forme parti ne consiste pas seulement à identifier la meilleure offre politique qui soit – ou à encourager son apparition –, mais peut s'exercer par la négative, c'est-à-dire en cherchant à dénoncer ou bloquer le passage aux options partisanes jugées les plus néfastes eu égard aux intérêts des membres ou de la base sociale. Pour y arriver, les organisations des mouvements sociaux ont effectué de 2003 à 2007 un travail d'animation et d'éducation politiques, qui a pu prendre diverses formes : campagne contre l'ADQ, coalition *J'ai Jamais voté pour ça*, réseau D'abord solidaires, etc. Puisque nous décrivons plus en détails D'abord solidaires à la section suivante, attardons-nous brièvement aux deux autres phénomènes. La campagne menée contre l'ADQ durant l'hiver 2003 par plusieurs organisations syndicales, principalement la FTQ et la CSN, est une occasion d'intervenir significativement dans le cadre électoral, afin notamment d'effectuer un travail de sensibilisation des membres relatif aux dangers manifestes que représente la mise en œuvre du programme adéquiste. Les centrales reprochent à l'ADQ son hostilité manifeste à l'égard des syndicats, sa franche ouverture envers la possibilité de mettre en place à grande échelle un système de santé et d'éducation à deux vitesses ainsi que son intérêt pour un chambardement d'un grand nombre de dispositions du Code du travail. Quelques mois après la victoire électorale des Libéraux de Jean Charest, c'est-à-dire en décembre 2003, la coalition *J'ai Jamais voté pour ça* est créée en réaction au plan de réingénierie de l'État dévoilé par le nouveau gouvernement. La campagne électorale de l'hiver 2003 n'avait pas du tout servi à mettre en lumière les projets du Parti libéral à cet égard (le PLQ ayant plutôt fait campagne sur la sauvegarde du financement des réseaux de la santé et de l'éducation, le maintien des garderies à 5$, le maintien du support étatique aux personnes démunies, etc.); c'est dire l'électrochoc que représente ce plan de réingénierie. À peu près au même moment, un mouvement similaire de résistance à ce plan prend forme à Québec dans la foulée du forum social de Québec/

Chaudière-Appalaches. Ces expériences constituent des jalons dans le travail concerté du mouvement syndical et des autres mouvements sociaux sur des questions plus proprement électorales, durant une phase où les MS dans leur ensemble explorent différentes avenues sur le front partisan. Elles indiquent que, tout en n'ayant pas une option partisane privilégiée à mettre de l'avant, les organisations conservent cependant un intérêt pour l'enjeu du pouvoir politique national et qu'ils aménagent un espace propice à une prise de parole – voire une intervention plus active s'il y a lieu – de la part de leurs membres, sur la question.

6.3.2.2 L'émergence d'une alternative politique à la gauche du PQ

Après le colloque sur l'action politique des MS de l'automne 2002, le mûrissement de la réflexion sur ce thème se poursuit également à gauche du PQ. Un premier jalon est franchi en janvier 2003 avec la création de D'abord solidaires, un regroupement non partisan animé d'une ambition d'éducation politique et de repolitisation citoyenne, dans un contexte de montée de la droite (en outre sur le front électoral). Un rassemblement organisé par D'abord solidaires se tient en novembre 2003, réunissant 275 personnes. Trois options sont discutées : la poursuite des activités de D'abord solidaires à titre de réseau citoyen non partisan, le municipalisme libertaire[522] et la fondation d'un nouveau parti. L'Union des forces progressistes participe activement à ces discussions, dans la logique de la mise sur pied d'un parti de gauche au Québec, mais n'est pas perçue comme le véhicule politique désigné ou l'alternative politique élue. (Plusieurs jugent que par nombre de ses traits, l'UFP demeure encore trop identifiée à la vieille gauche des années 1980.) Cependant, les partisans de la troisième option voient comme parfaitement légitime et naturel que l'UFP veuille se joindre au processus de création d'un nouveau parti. D'ailleurs, ceux-ci espèrent également que le Parti vert se sentira tout autant interpellé par ce processus (ce qui, à terme, n'aboutira pas, le PVQ estimant préférable pour lui de faire cavalier seul et escomptant tirer son épingle du jeu en prétendant transcender le clivage gauche/droite).

À ce moment, les trois options ne sont pas nécessairement conçues comme mutuellement exclusives. Au contraire, le rassemblement leur confère toutes pertinence et légitimité. En effet, les options « *ont finalement été retenues toutes trois parce qu'on recherchait une approche gagnant-gagnant; on avait convenu de respecter les différentes façons de s'engager sur le plan politique et même, de favoriser la diversité des lieux et des modalités d'implication*[523] ». Le souci de maintenir

[522] Voir par exemple Anna Kruzynski et Marcel Sévigny, « Réhabiliter la politique : une option libertaire », *Possibles*, vol. 29, n° 1, hiver 2005, p. 28-45.
[523] Jacques Fournier, « D'abord solidaires, un réseau d'éducation et de repolitisation », *Possibles*, vol. 29, n° 1, hiver 2005, p. 110.

ouverts les ponts entre les diverses composantes de la gauche sociale est vif et la coexistence de ces trois options est perçue alors comme une saine possibilité d'enrichissement mutuel; personne ne part en claquant la porte. Cet épisode de discussion respectueuse et de comparaison des options participe d'une certaine progression dans la capacité de tenir des débats politiques délicats, à gauche. Mais la délibération sereine sur les mérites respectifs des diverses options ne parvient pas à satisfaire l'appétit de la majorité des personnes rejointes par D'abord solidaires. Ainsi, ce véhicule, probant comme outil de repolitisation citoyenne, ne peut contenir à lui seul l'ambition, présente dans plusieurs secteurs des MS, de franchir le Rubicon, donc de se poser soi-même en alternative politique. Divers événements et facteurs vont contribuer à préciser ce processus d'implication plus franche et plus engageante. D'une part, nous l'avons vu, aux yeux de larges secteurs des MS, le Parti québécois a de plus en plus de difficulté à se démarquer de l'ordre dominant, progressivement défini par le néolibéralisme. La période pré-électorale et électorale de l'hiver et du printemps 2003 n'a pas été l'occasion pour ce parti de se camper comme le meilleur rempart contre les idées de droite. D'autre part, durant les grandes mobilisations de masse (Sommet des Amériques en 2001, manifestations de 2003 contre la guerre en Irak...), le PQ n'apparaît pas comme le relais naturel de la combativité populaire. Au contraire, il continue à se dépeindre comme le gestionnaire-né des grandes affaires de l'État, incluant, au premier chef, le soutien au développement de l'économie de marché et la préservation des intérêts des milieux économiques.

Même avec l'élection du PLQ en avril 2003, le Parti québécois ne parvient pas à se définir comme opposition social-démocrate aux libéraux. La bataille contre les politiques libérales s'organise sans lui, hors de sa zone d'influence. Serge Roy explique : « *Il y a une (...) vaste proportion des mouvements sociaux qui se sont rassemblés dans (...) le Réseau de vigilance (...). Et ça fait en sorte que le questionnement sur les politiques libérales, bien entendu, est très fort, l'opposition est très forte, mais en même temps on s'aperçoit que ce n'est peut-être pas le PQ qui nous aide beaucoup dans les batailles contre les libéraux. Je parle de façon générale, bien entendu*. » Par ailleurs, au sein des mouvements individuellement, la réflexion avance encore, surtout dans le mouvement des femmes et dans le mouvement communautaire (mais aussi dans quelques segments du mouvement syndical). Elle est nourrie par plusieurs éléments à la fois. Il y a une prise de conscience de la vitalité de l'action mouvementiste en ce début du 21^{e} siècle, qui confère une plus grande assise à la prise de parole plus proprement politique. Une confiance naît de mobilisations réussies[524]; la volonté de mener des luttes étant plus forte depuis la fin des années 1990, cela donne des résultats probants en termes de participation populaire.

[524] Comme celles mentionnées au chapitre 3 ainsi que les manifestations contre la guerre en Irak.

Dans la foulée des travaux réalisés par D'abord solidaire (volet politique nationale), des activistes et leaders d'organismes des MS fondent Option citoyenne en mai 2004. À partir de l'été, le livre *Bien commun recherché* circule un peu partout; les animateurs et animatrices d'Option citoyenne entreprennent une tournée des régions du Québec en s'appuyant sur cet opuscule notamment. Une idée chère aux porte-parole d'OC est constamment mise en exergue : « ... *autant la Marche mondiale des femmes que d'autres mouvements (...) l'ont prouvé; on peut influencer le pouvoir, mais... jusqu'à un certain point seulement.* [Nous croyons] *fermement que notre projet de société doit être relayé à l'intérieur des murs de l'Assemblée nationale. Les mouvements sociaux ne peuvent suffire seuls à la tâche de proposer des orientations globales pour un Québec différent* [525] ».

Il y a donc un constat de plus en plus présent dans plusieurs secteurs des mouvements sociaux; on serait en somme arrivé au bout des possibilités qu'offrent la pression populaire et la résistance aux politiques de droite. Le mouvement social (ou l'organisme d'un MS) est vu comme un cadre qui ne permet plus suffisamment de défier la droite sur son terrain, notamment en proposant une alternative possible et crédible. Le sentiment s'installe qu'il faut aller plus loin, déployer davantage ses capacités et poser plus directement la question du pouvoir. Marie Pelchat relate le contexte : « *Dans le système politique bipartite qu'on avait, on avait le choix entre le PQ et le PLQ. Il y a des gens qui en sont arrivés à la conclusion que l'on avait beau déposer des mémoires, faire des manifs et se faire aller sur la place publique (...) on avait atteint la limite de ces actions-là. Il fallait aller là où les choses se passent, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale. Les idées de gauche... il n'y avait plus de véhicule politique pour les faire avancer. Il n'y avait plus d'espace politique dans les partis traditionnels pour faire les débats et Québec solidaire est venu occuper cet espace.* » Bill Clennett renchérit :

> *On ne va pas au bout de la logique de notre contestation, je trouve. (...) C'est que tant et aussi longtemps qu'on reste étroitement confiné dans cette logique où on exige* [comme mouvements] *quelque chose que le système ne permet pas, et que les gens qui sont les gardiens du système ne changeront jamais... Alors, à ce moment-là, il faut arriver politiquement et proposer autre chose. (...) Des individus issus de la gauche sociale ont posé le diagnostic à l'effet que le temps est venu de dépasser la politique extraparlementaire et de faire de la politique partisane, sans négliger pour autant l'importance de la rue. Je pense que c'est ça qui a donné lieu à Québec solidaire.*

En 2005 et 2006, le contexte national va contribuer à préciser davantage les alignements respectifs, tant au sein des MS que chez leurs interlocuteurs de la sphère partisane. En octobre 2005, la

[525] Françoise David, *Bien commun recherché*, Montréal, Écosociété, 2004, p. 16.

parution du manifeste des Lucides[526], signé par Lucien Bouchard et Joseph Facal notamment, stigmatise clairement les syndicats et plusieurs groupes de pression en les dépeignant comme des obstacles au progrès social. Le Parti québécois sera inévitablement appelé à se situer, ne serait-ce que par la bande, face à un tel débat. L'élection d'André Boisclair à la tête du parti, en novembre 2005, suggère une poursuite de son recentrage eu égard à ses orientations historiques – pour sa part, Pierre Dubuc, candidat du SPQ Libre, ne recueille durant la course à la chefferie que 1,2% des voix. En octobre 2006, le nouveau chef du PQ fait cette déclaration en ondes : « *Il faut soulager le capital, il faut que le Québec devienne l'endroit au monde où le capital est le mieux accueilli possible, créant de l'emploi et donnant de la richesse aux gens*[527] ».

Toujours en 2005, les négociations entre l'Union des forces progressistes et Option citoyenne pour la création d'un nouveau parti politique avancent bien, un peu à la surprise des protagonistes eux-mêmes, qui s'attendaient à vivre des moments plus pénibles, sachant l'histoire des petites formations de gauche au Québec. Le positionnement progressif du PQ durant cette période ne crée aucune espèce d'hésitation chez les tenants de la création d'une nouvelle formation politique (le seul geste significatif du PQ en leur direction ayant été, semble-t-il, d'accueillir en son sein le SPQ Libre). Québec solidaire voit le jour en février 2006, lors d'un congrès de fondation réunissant plus de 1 000 personnes, pour l'immense majorité encore actives dans les MS – incluant le mouvement étudiant, dynamisé par la fronde du printemps 2005.

Outre la remontée des mouvements en ce début du 21e siècle, trois principaux facteurs, liés à la conjoncture, auraient donc participé à créer les circonstances favorables à l'apparition de ce nouveau parti : l'épuisement du paradigme de la seule pression, le positionnement progressif de l'un des interlocuteurs naturels des MS (le Parti québécois) ainsi que la poursuite du développement d'une nouvelle culture politique au sein des mouvements sociaux[528]. Celle-ci est à la base même, estimons-nous, d'une articulation inédite entre MS et forme parti. Dans la dernière section de ce chapitre, nous nous attardons plus à fond sur ce dernier aspect, sis au cœur de notre recherche.

[526] Lucien Bouchard, Joseph Facal, Pierre Fortin *et al., Pour un Québec lucide*, 19 octobre 2005. [www.pourunquebeclucide. com]
[527] Antoine Robitaille, « La gauche péquiste dénonce les propos d'André Boisclair », *Le Devoir*, 7 octobre 2006.
[528] Dans le cas spécifique du mouvement des femmes, un autre facteur peut être mentionné : un travail soutenu de formation à la participation citoyenne et à la politique active, incluant l'éventualité de faire acte de candidature dans le cadre d'élections pour l'un ou l'autre des nombreux ordres de gouvernement.

6.3.3 Les acquis de la période

Nous l'avons vu à la section 6.2.3, le processus de développement de la culture politique des mouvements sociaux est déjà bien avancé en 1995. L'analyse de nos résultats de recherche suggère qu'il s'est poursuivi durant la quinzaine d'années suivantes. Nous identifions cinq axes de ce processus : la revalorisation du rôle de l'individu, les efforts de regroupement et de mise en commun, l'évolution du sens tactique, la mécanique d'élaboration du programme et, enfin, la conception de la relation MS/parti et du possible lien d'engendrement entre eux.

1° La politisation s'effectue d'abord via les individus

Une des évolutions de la culture mouvementiste, eu égard à la forme parti, est la préséance donnée progressivement aux individus, comme vecteurs de politisation partisane, plutôt qu'aux organisations des MS. (Cette inclination se vérifie différemment selon le MS auquel on s'arrête; nous verrons plus bas qu'elle est plus forte dans certains MS que dans d'autres.) Peu à peu, dans le rapport à la forme parti, on assiste à ce qu'on pourrait peut-être appeler un déclin du fétichisme de l'organisation, c'est-à-dire un abandon progressif du réflexe voulant que l'on doive chercher un appui des groupes constitués pour pouvoir se développer. Françoise David témoigne de la façon dont se fait le choix d'investir ou non une formation partisane clairement identifiée à la gauche : «[Dans le cas de QS] *ça demeure dans l'ensemble des choix individuels qui sont faits, alors qu'à l'époque, c'était beaucoup des choix collectifs qui ont été faits.* » Tentons de cerner les modalités d'une pareille évolution en termes de pratiques politiques. Le constat posé par Françoise David intervient alors que dans divers MS, une nouvelle perception de la polarité individu/organisation semble faire son chemin, les organisations établies depuis longtemps étant de moins en moins conçues comme l'élément potentiellement le plus dynamique en matière d'appui au déploiement sur le front partisan; en outre, leur dépendance à l'égard du fonctionnement basé sur la délégation de pouvoir n'est pas le meilleur gage d'une implication politique active. À partir de la fin des années 1990, il y aurait un certain recul des espoirs à l'égard du rôle que peuvent jouer les organismes des MS (pour un engagement à titre d'organisme) et une valorisation progressive de l'implication active sur la foi de choix individuels.

Deux MS sont particulièrement perméables à une telle évolution : le mouvement des femmes et le mouvement altermondialiste. Dans le premier, le bilan de la force que représente la contribution active des individus et des organisations pourra être fait dès le tournant du millénaire. Depuis 1994, la Fédération des femmes du Québec avait misé sur une stratégie de mobilisation dont l'axe principal était la lutte à la pauvreté, fondée elle-même sur de grands rendez-vous militants,

pluralistes et inclusifs (marche *Du pain et des roses*, Marche mondiale des femmes). Forte de ces succès de mobilisation, la FFQ est à même de jauger, en 2001, la valeur des initiatives ayant pour effet de mettre les personnes – pas juste les organisations – à contribution; le *membership* individuel de la FFQ a quadruplé et l'organisation apparaît alors comme un chef de file dans le vaste concert des MS[529]. Mais par-delà ces succès d'ordre quantitatif, une motivation plus profonde pousse la FFQ à solliciter plus intensément l'implication des femmes à titre individuel, motivation découlant d'une conception différente du mouvement. À travers elle, la FFQ se veut davantage soucieuse de rejoindre les femmes dans toute leur diversité, en particulier les femmes sans voix, c'est-à-dire les femmes les moins représentées : femmes immigrantes, femmes à statut précaire, femmes pauvres, etc. Il s'agit d'un moment significatif dans l'évolution de la Fédération, qui connaît durant la décennie 1990 un certain décloisonnement, s'enracine davantage et, par la même occasion, devient moins dépendante du seul *lobbying*. Dans la mouvance altermondialiste, cette inclination (la place faite aux individus s'engageant sur une base personnelle) est encore plus visible; au Québec, elle s'observe significativement entre 1998 et 2007, avec l'émergence – en dehors des organismes traditionnels des MS – de réseaux citoyens s'appuyant fortement sur les jeunes et avec la tenue du Forum social québécois. Ce dernier est organisé de manière à faire une très grande place à l'implication citoyenne, sans égard à l'appartenance ou non des individus à une organisation. Nous l'avons vu au chapitre 4, il s'agit d'une relative percée : le premier FSQ est un franc succès et l'importance accordée aux personnes non affiliées, dans la préparation comme dans la tenue du forum, semble avoir été un facteur assez positif. Signalons enfin que de façon plus discrète un troisième mouvement peut avoir participé à ce recul critique à l'égard tant d'une trop grande délégation de pouvoir que de fonctionnements hiérarchiques trop prononcés : le mouvement étudiant, plus particulièrement l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. La structure de l'ASSÉ, fondée en 2001, a été conçue et forgée sur la base du principe de démocratie directe. Voici comment la notion est définie par une des associations membres de l'ASSÉ :

> *Par opposition à la démocratie représentative, la démocratie directe consiste à donner le pouvoir aux assemblées populaires, lesquelles décident dans quelle mesure (et à qui) elles souhaitent déléguer une partie de leurs responsabilités. Ces délégué-e-s doivent ensuite exécuter les mandats votés démocratiquement, et doivent constamment revenir devant l'assemblée afin de développer et de rendre effectifs ces mandats. La démocratie directe est une partie intégrante du syndicalisme étudiant, sans laquelle celui-ci se limiterait à l'action d'une avant-garde éclairée. La démocratie directe prend peut-être du temps, mais elle réinvestit chaque personne de l'importance de son rôle au sein de la collectivité*[530].

[529] Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, *op. cit.*, p. 334.
[530] http://www.er.uqam.ca/nobel/afesh/spip.php?rubrique39 (page consultée le 19 août 2013).

Non seulement le rôle conféré aux membres individuels est-il crucial, mais la conception des postes et instances de l'ASSÉ traduit un souci en faveur de l'horizontalité. Par-delà la prééminence du congrès dans la prise de décisions, des efforts ont été faits pour assurer une répartition du pouvoir entre une série de comités importants, tous directement redevables au congrès : information, mobilisation, femmes, formation, recherche, etc. Au sein du comité exécutif, il n'y a que des postes de secrétaires (tous associés à des dossiers bien précis), éliminant toute hiérarchie dans cette instance et interdisant la possibilité pour quiconque de se présenter comme le chef ou le président ou le dirigeant de l'ASSÉ. Dans l'ensemble et en principe, une telle structure contribue à réduire les rapports de domination entre activistes et à une prise en charge étendue de l'action syndicale et politique de l'organisation par les militants de la base. Cette quête de l'approfondissement démocratique et de l'horizontalité au sein de l'ASSÉ est cependant loin d'être terminée, comme le montrent diverses études[531].

Au fil de ces mobilisations récentes et mouvements plus jeunes, l'effet de ces changements de culture politique se fera sentir au 21e siècle, tant au plan de l'établissement des priorités à l'agenda sociopolitique national qu'au plan partisan. Les problématiques, réflexions et pratiques de ces mouvements ont contribué à politiser différemment la gauche, en outre à l'étape de la mise sur pied d'une alternative politique. Le réflexe consistant à se tourner d'abord vers les organismes est atténué et la décision individuelle (de favoriser un parti ou de s'y investir) apparaît aux yeux de plusieurs non seulement plus saine, mais aussi plus porteuse[532]. Celle-ci permet de fonctionner en s'appuyant sur les participants présents, plutôt que de compter sur l'appui (théorique?) d'une organisation certes plus populeuse mais avec laquelle les rapports seraient souvent lourds et malaisés. Cette évolution assure également un meilleur respect des sensibilités individuelles, ce que ne parviennent pas toujours à faire les résolutions formelles votées dans les instances des organismes. Enfin, plusieurs voient aussi en ce regain de confiance en l'initiative individuelle la condition d'un environnement plus favorable à l'*empowerment* des activistes œuvrant à la base. À partir des années 2000, sous l'influence des MS précités, il y aurait une tendance à rechercher des rapports plus équilibrés entre base et direction; c'est du moins ce que certains acteurs des MS perçoivent à Québec solidaire, où les leaders sont appelés à adopter à l'interne un profil bas et à contribuer à créer les conditions favorables à l'exercice, par les membres, de leur plein potentiel. Un

[531] Voir en outre : Marcos Ancelovici et Maxime Roy-Allard, « La démocratie directe en mouvement. Structure et rapports de pouvoir au sein de la CLASSE », dans Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri (dir), *Un printemps rouge et noir*, Montréal, Écosociété, 2014, p. 87-114.

[532] Le raisonnement mis en lumière ici ne consiste pas à dénigrer ou à nier le travail fait par les organismes des MS, ni à chercher à transcender leur apport essentiel dans l'organisation concrète des individus attirés par l'action sociale, mais bien à relativiser le poids de leurs instances comme gages de politisation partisane féconde.

parti comme Québec solidaire établirait une relation plus féconde avec les personnes issues des mouvements, notamment dans la mesure où elles ne s'impliquent pas à QS à titre de militant ou militante d'un organisme, mais bien pour y déployer librement leur volonté d'engagement politique. Ce parti demeure largement tributaire de ceux-ci (d'où proviendraient la plupart de ses membres, de même que sa substance programmatique), mais semble mieux tirer profit de l'apport essentiel des mouvements en traitant avec les activistes individuellement; ceux-ci en retour s'en trouvent mieux respectés et plus à l'aise de s'y impliquer selon leur propre désir et leur propre réalité.

2° Intensification des efforts de regroupement et de mise en commun

Nous avons vu qu'avant 1995, une forme d'autocritique semblait déjà filtrer des réflexions de plusieurs activistes des MS, quant à ce que nous appelions la « politique de la division ». Dans la période suivante, ce phénomène s'est poursuivi et a évolué même, avec l'installation progressive d'un réflexe d'ouverture et de recherche des alliances larges et plurielles, eu égard à l'action politique sous diverses formes. En 2002, la création de l'Union des forces progressistes procède aussi, à une modeste échelle, d'une logique de mise en commun dans une optique d'alimentation mutuelle, en parvenant à unir des courants qui historiquement étaient à couteaux tirés (des indépendantistes déçus du PQ, les communistes du Parti communiste du Québec, des trotskystes, etc. [533]). François Saillant se remémore l'esprit qui pouvait animer plusieurs de ces acteurs, au tournant du millénaire :

> *C'est qu'à peu près tout le monde (...) d'une certaine génération, a vécu des périodes de crise de la gauche, des crises qui ont mené à l'éclatement de l'organisation ou ont mené à la désaffection (où tu te retrouves à peu près tout seul, division par-dessus division) à un moment donné. (...) Je pense que l'UFP a été un bel exemple d'approche où tout le monde essaie d'être gagnant; tu fais des compromis y compris pour les plus marginaux. Tu n'étais pas obligé de faire des compromis avec le Parti communiste à l'époque. Ils auraient pu ne pas le faire, mais ils l'ont fait. (...) Il faut dire que ça correspondait à l'esprit dans lequel on était entré tout le monde*.

Mais ce réflexe de regroupement des forces va plus loin que la seule ouverture ou addition des diverses factions dans une optique de tolérance vaguement pluraliste. Il s'appuie sur la reconnaissance de la contribution spécifique de chacun et a prévalu lors des étapes subséquentes

[533] Pour plus de détails au sujet de ces courants à la base de l'UFP, voir notamment : Bernard Rioux et Sébastien Bouchard, « Histoire et recomposition actuelle de la gauche politique québécoise », *La gauche - journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme*, 1er novembre 2003 [http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article709] et Josiane Lavallée, « Du Parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire : 1995-2010 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, n° 2, hiver 2011, p. 202-214.

de l'édification d'une alternative politique de gauche, comme à l'occasion du colloque sur l'action politique des mouvements sociaux en 2002 ainsi que dans le cadre du réseau D'abord solidaires en 2003. Le franchissement de ces étapes suggère l'intégration d'une forme de compétence en action politique supposant le croisement d'une grande diversité de protagonistes et une mise en commun des lectures présentes, ceux-ci étant appelés à saisir l'intérêt du caractère complémentaire de ces diverses grilles de lecture. On peut même envisager que ce genre d'évolution dans les attitudes était un préalable nécessaire à la création de Québec solidaire. C'est du moins ce que nous amène à penser Nicole Jetté, du Front commun des personnes assistées sociales :

> *Il y avait un parti, l'UFP, qui avait des idéaux qu'on partageait, mais un parti où on ne se reconnaissait pas dans le fonctionnement, dans la pédagogie, dans la façon de porter ses valeurs et de les garder en mouvement. Il a fallu qu'il y ait transformation, de part et d'autre. Les féministes ne pouvaient pas adhérer à l'UFP telle quelle. Mais au sein du mouvement des femmes, plusieurs éprouvaient le besoin de s'organiser en parti politique. Il fallait les deux apports. La culture d'Option citoyenne a suffisamment infiltré l'UFP pour* [pouvoir] *arriver à Québec solidaire. Ce n'est pas l'UFP qui a changé de nom. C'est une nouvelle identité qui n'est ni Option citoyenne, ni l'UFP. Le mélange des deux a amené un nouveau prisme*.

D'après nos entretiens, ce phénomène d'alimentation réciproque s'est poursuivi après la proclamation formelle de la fusion UFP/OC, en février 2006; avec le temps, dans les MS (ainsi qu'à Québec solidaire), on ne distingue plus ce qui relève de l'UFP ou d'Option citoyenne. Cette situation, ni plus ni moins qu'un amalgame, amène l'observateur à considérer qu'il y a eu évolution de la culture politique parmi les deux composantes du départ; on ne peut certainement pas parler d'une juxtaposition mécanique et superficielle des apports respectifs d'OC et de l'UFP. Certains de nos répondants parlent même de la période 2006 à 2009 de Québec solidaire comme celle de la réalisation d'une nouvelle synthèse de la gauche, synthèse signifiant à leurs yeux l'accomplissement d'une intégration viable, voire féconde, des acquis et du bagage politique originaux.

3° Un nouveau sens tactique

Dans la foulée de cette valorisation de la complémentarité, le déploiement de l'action des mouvements sociaux sur le front politique prévoit désormais la possibilité de l'acceptation tacite ou déclarée d'un assortiment de formes politiques simultanées, de façon à accommoder les préférences personnelles et à additionner plusieurs tactiques à la fois. On pourrait désigner cet apprentissage politique réalisé dans les MS comme la fin du *monotactisme* (c'est-à-dire la reconnaissance de l'impossible exclusivité – et de l'absence de supériorité intrinsèque – d'une tactique sur une autre) mais cela serait insuffisant. En effet, bien qu'on constate fréquemment cette

propension à se revendiquer du *pluritactisme*, ce processus est un peu plus dense qu'il n'en a l'air. On l'a dit, dans les mouvements, les activistes assument de plus en plus ouvertement la coexistence simultanée de plusieurs formes et tactiques différentes eu égard à la projection politique classique et envisagent graduellement cette pluralité comme une force du mouvement; pour les activistes, cela peut vouloir dire, par exemple, de proclamer (et de plaider activement en faveur de) une totale abstention de l'organisme d'un MS sur le terrain électoral, de s'investir intensément dans la filière de l'autogestion locale et de l'*empowerment* (animée, très souvent, par des idéaux libertaires) et de contribuer discrètement à titre personnel à l'élection d'un député solidaire. Cet apprentissage procède d'un patient travail de rupture des filiations et couplages traditionnels, au profit d'un bricolage tactique qui cherche à maximiser les gains sur plusieurs terrains à la fois. Dans ce cadre, l'investissement dans la forme parti, loin d'être l'horizon suprême de l'action politique, n'est qu'un instrument parmi d'autres dans la gamme étendue de moyens d'accroître le pouvoir des MS et de la gauche. Qui plus est, il traduit un changement dans la perception des formes politiques, en vertu duquel de vieux clivages sont gommés ou altérés : réforme *versus* révolution, syndicalisme de combat (voire anarcho-syndicalisme) *versus* participation électorale, rupture avec l'État *versus* approche stato-centriste, etc. Ces contradictions essentielles de l'action politique progressiste, loin d'être résolues, sont jusqu'à un certain point émoussées et reléguées à l'arrière-plan au profit d'un pragmatisme cherchant à accommoder le court terme et le long terme. À la longue, les sensibilités idéologiques respectives d'une féministe, d'un trotskyste, d'un anarchiste, d'un social-démocrate et d'une écosocialiste les priveraient de moins en moins de travailler en commun autour de projets précis liés de près ou de loin à l'exercice de l'action politique classique.

4° Démarche de conception du programme d'un nouveau parti

En gardant en tête les conceptions qui prévalaient dans une bonne partie de la gauche, autour de 1980, nous constatons aujourd'hui que les activistes des MS tentés par la création d'une alternative politique ont modifié leur façon d'envisager le programme et son élaboration. Nous l'avons vu à la section 6.2, un certain sentiment de modestie gagne peu à peu les activistes, dont plusieurs abandonnent durant les décennies 1980 et 1990 non seulement leurs modèles, mais aussi le sentiment qu'il puisse exister des « feuilles de route » en matière de transformation sociale et de mise sur pied d'une alternative politique.

Dans une large mesure, la création de Québec solidaire précède l'élaboration du programme politique. En 2006, les protagonistes se sont mis d'accord sur un certain nombre d'orientations larges et ont remis à plus tard l'élaboration du programme proprement dit. À tel point que lors des élections de 2007 et de 2008, Québec solidaire compte sur une simple série d'engagements

électoraux, étant encore peu avancé dans sa phase d'élaboration de son programme (un processus très long, pour lequel aucune échéance n'a été fixée). Cette façon de faire est particulière, à l'échelle de la modeste histoire des formations de gauche au Québec, et reflète une certaine évolution de la culture politique. Comme nous l'avons vu plus haut, le rapport au temps, chez les activistes des MS, a connu une forme de développement; le sentiment d'urgence qui régnait très souvent – ou à tout le moins la relative célérité avec laquelle on parvenait à proposer un contenu programmatique ficelé – a fait place à des approches plus mesurées et circonspectes. Ce rythme différent recèlerait des dispositions de trois ordres.

D'abord, plusieurs de nos répondants notent la grande dépendance de Québec solidaire à l'égard des mouvements sociaux pour l'élaboration de son programme. Durant les nombreuses années que dure la phase d'élaboration, QS est largement tributaire des débats, réflexions et revendications qui prennent place dans les mouvements sociaux. Les activistes des MS membres du parti importent à Québec solidaire leur bagage programmatique, issu dans une large mesure de leur implication dans ceux-ci. Durant cette longue phase, le parti sollicite également la contribution intellectuelle d'activistes reconnus des MS, mais non-membres de QS. Sauf exception, le parti n'est pas le détenteur du contenu à partir duquel le programme est conçu ou défini; il est plutôt la matrice permettant de reprendre un certain nombre de projets, de débats et de réflexions en vue de réaliser une nouvelle synthèse. En somme, dans le cadre de la confection d'un programme complet et intégré, quantité de personnes issues des mouvements sociaux ont aidé Québec solidaire à préciser ce que signifie être de gauche, féministe, altermondialiste, écologiste et souverainiste.

Ensuite, des répondants signalent une nette préoccupation à l'effet de s'assurer que le programme soit étroitement en phase avec le milieu environnant des partis. Le défi n'est plus de chercher à formuler l'orientation politique la plus orthodoxe qui soit, mais bien d'être en continuité avec l'action et les aspirations des mouvements sociaux et de la population, donc assez près de leur centre de gravité – sans réduire à cela l'horizon du parti cependant. Cette prétention suppose une analyse fine des enjeux et des contenus confie le leader syndical André Frappier : « *Il faut qu'on analyse la situation, qu'on essaie de la comprendre, puis* [il faut] *essayer de développer des perspectives appropriées, des positions, puis un programme. (...) Pour avoir prise sur la réalité, c'est ce que ça demande. Il faut se permettre de prendre du recul, de respirer. C'est peut-être ce qu'on a appris; si on veut être capable de répondre à la situation, il faut prendre notre temps, on n'a pas le choix*. »

Enfin, quelques répondants signalent un changement d'attitude à l'égard du statut du programme pour une formation partisane appartenant à la gauche. Au fil du temps, celui-ci serait devenu moins

sacré; il aurait acquis un statut différent, à la fois moins déterminant dans la définition de l'identité du parti et moins permanent dans son essence même. Nicole Jetté en témoigne : « *Une fois que le programme va être établi, je ne sais pas ce qui va se passer avec Québec solidaire. J'espère que ça va toujours être un programme en mouvement. Qu'on n'arrivera jamais à dire qu'on a un catéchisme. (…) Parce que c'est ça souvent le problème dans ces organisations, (...) ces partis politiques.* »
Il semble que pour plusieurs, l'atténuation relative du statut conféré au programme puisse être compensée par d'autres atouts de la formation partisane, comme les qualités personnelles de ses militants ainsi que le caractère manifeste de son enracinement dans les mouvements sociaux.

5° Hiérarchie MS-parti et lien d'engendrement : une nouvelle articulation?

La période antérieure, notamment les années 1980, avait été caractérisée, nous l'avons vu, par une dynamique souvent improductive – et parfois carrément malsaine – entre mouvements sociaux et parti(s). Nous avons montré qu'une forme de bilan de ces rapports malaisés a été effectuée, souvent tacitement, au sein des MS, puisque la nécessité de développer de nouvelles pratiques, en matière d'action sur le front partisan, semble être devenue incontournable aux yeux des activistes. Voici quels sont les principaux acquis enregistrés durant la période 1996-2009, sur la foi de nos résultats de recherche, quant à la hiérarchie MS-partis et au lien d'engendrement.

D'abord, tous nos répondants s'étant prononcés sur la question ont identifié le caractère sacré de l'autonomie des mouvements sociaux. Si on garde en tête certains réflexes populaires dans les années 1980, il semble que cette évolution soit significative. Toute velléité d'instrumentalisation est bien entendu exclue, mais la notion d'autonomie des MS est à portée encore plus large. La pleine autonomie de ceux-ci eu égard au front partisan semble être perçue non seulement comme une grande force, mais aussi comme une condition de la plus grande influence possible de la gauche québécoise dans son ensemble. Plusieurs répondants affirment pourtant voir dans cette autonomie le levier d'une nouvelle relation entre MS et parti nommément identifié à la gauche. Voici quelles en sont les motivations et les modalités, telles qu'identifiées dans le cadre des entretiens de recherche.

S'agissant des motivations, certaines ont trait davantage à des considérations internes aux MS, alors que d'autres relèvent plutôt d'une réflexion plus large à propos de la politique nationale et de l'émergence d'une gauche potentiellement influente. Dans le premier groupe d'arguments, on en retrouve deux principaux : le respect des règles imposées par les bailleurs de fonds (qui rendent les revendications conditionnelles à une stricte non-partisanerie) et la cohésion interne de l'organisme, c'est-à-dire le maintien d'une certaine « unité des troupes », au sens large (ce peut-être la base sociale de l'organisme, ses membres en règle ou encore ses salariés). En somme, l'organisme ne

gagnerait rien à fragiliser tant son financement que sa base politique. Le second groupe d'arguments se préoccupe des capacités des organismes sur la place publique. On veut que ceux-ci conservent leur plein pouvoir de critiquer ouvertement les décisions gouvernementales et les propositions politiques allant à l'encontre des revendications et positions du mouvement. Cela suppose une pleine liberté à l'égard des élus et des partis. On ne voudra pas prêter flanc, par exemple, à des critiques de la part des pouvoirs publics ou des médias quant à la véritable raison d'être de l'organisme (il est hors de question de passer pour le relais de tel ou tel parti...). On voudra aussi, par ailleurs, préserver et même développer le « pouvoir de la rue » à l'endroit du gouvernement et même de tout parti prétendant former un jour le gouvernement. Plusieurs répondants estiment fondamentale la résistance des MS à l'égard des mesures et politiques allant à l'encontre de ce pourquoi ils luttent. Au demeurant, les gouvernements de gauche (ou encore, les gouvernements à prétention social-démocrate) doivent faire l'objet d'une surveillance et d'une attention particulières, eux qui – un peu partout dans le monde – ont trahi leur base à un moment ou à un autre.

Une fois clairement établie et pleinement reconnue cette autonomie, qu'en est-il des modalités de l'articulation entre MS et parti(s) de gauche, au quotidien? L'analyse de nos entrevues indique que les notions de complicité et de convergence sont ici couramment évoquées. En particulier, l'existence et la pérennité de Québec solidaire iraient de pair avec l'établissement d'une relation certes profitable aux deux parties, mais une relation dans laquelle les mouvements détiennent à n'en point douter la plus grande initiative. Autrement dit, dans cette complicité, la parité n'est pas parfaite; les mouvements ont – à maints égards – un ascendant sur Québec solidaire non seulement au niveau programmatique (nous l'avons vu) mais aussi en termes de facilitation de la naissance de ce parti, ou si on préfère, de création des conditions nécessaires à l'arrivée de ce nouvel acteur partisan.

Il n'y a pas unanimité chez les répondants pour affirmer que Québec solidaire est le résultat d'une volonté assumée des mouvements sociaux (de mettre au monde un parti politique campé dans le prolongement de leur action). Nos participants – et les activistes des MS – sont d'ailleurs très divisés sur la pertinence même d'investir temps, énergie et ressources dans un parti politique, plusieurs préférant envisager d'autres modalités d'action politique (nous l'avons vu plus haut). Toutefois, l'analyse de contenu de nos entrevues montre l'existence de liens de responsabilité dans la mise au monde et/ou le développement de Québec solidaire. Nous avons relevé quelques liens de cet ordre.

D'abord, il n'y a chez la grande majorité des répondants aucun malaise avec le fait que Québec solidaire se présente publiquement comme l'un des prolongements des luttes des MS québécois; ce

parti n'est pas perçu comme usurpant un titre (ou des lettres de noblesse) en revendiquant, à mots couverts, la qualité d'ambassadeur des intérêts des mouvements sociaux à l'Assemblée nationale et dans l'arène électorale. Cette carte de visite de QS est même généralement bien perçue de la part de nos répondants. Parmi eux, personne ne considère négative l'apparition de ce nouvel acteur, ni n'a estimé qu'il nuisait de quelque façon aux aspirations des mouvements sociaux – cela est vrai même de nos répondants les plus critiques à l'égard du déploiement des MS sur le terrain de l'action partisane[534]. En outre, le travail d'Amir Khadir comme député et ses interventions en faveur des préoccupations et revendications des MS sont généralement bien perçus (nonobstant l'opinion des répondants à propos de la pertinence du déploiement de l'action mouvementiste sur le front électoral). Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a au sein des MS une sorte d'acceptation tacite de cet acteur, Québec solidaire, s'exprimant souvent au nom des MS.

Ensuite, il y a reconnaissance du rôle qu'a joué toute une couche d'activistes des mouvements sociaux, notamment plusieurs des têtes d'affiche de ces MS, dans la fondation de Québec solidaire; on reconnaît sans hésiter que QS est en quelque sorte « la chair de la chair » des mouvements sociaux, en particulier du mouvement des femmes et du mouvement communautaire autonome. Lorsque interrogé à ce sujet, on est prêt à reconnaître que ce sont ces activistes qui, dans le cadre de leur action au sein des mouvements sociaux, ont créé progressivement plusieurs des conditions favorables à l'arrivée d'un parti comme Québec solidaire, par exemple en facilitant la réflexion sur l'action politique autonome et en participant, ne serait-ce qu'accidentellement (c'est-à-dire sans préméditation), à l'élaboration d'une nouvelle culture relative à l'action sur le front partisan.

Plus précisément, les répondants s'étant prononcés sur la question décrivent volontiers la responsabilité des mouvements sociaux dans la formation et la politisation de plusieurs des fondateurs et militants de Québec solidaire. L'apport des organismes des MS est de plusieurs ordres; ceux-ci ont contribué à former des personnes au plan politique, à confirmer leurs aptitudes comme activistes au service d'une organisation socialement engagée et à développer leurs talents de leader. Ces personnes ont beaucoup donné à ces groupes, mais elles ont par ailleurs beaucoup reçu également. Jean-Yves Joannette, de la TROVEP de Montréal, explique : « *C'est dans les MS que les leaders et la plupart des militants de QS ont appris à parler en public, à rassembler, à faire des compromis (...) Il faut que ces organisations-là soient prêtes à les recevoir. (...) Je pense que le milieu communautaire a été un terreau où des gens ont pu d'une part prendre racine, puis apprendre des*

[534] Il y a une exception : en entrevue, une personne a formulé une inquiétude à l'effet que l'arrivée de Québec solidaire ne crée une ponction des ressources militantes aux dépens des MS et au profit de cet acteur partisan. Cette crainte est exprimée également par Henri Lamoureux dans *La pratique de l'action communautaire autonome*, Québec, PUQ, 2010, p. 62.

choses pour avoir un sens politique développé et pouvoir diriger. » Au sein des MS, il y a donc assez spontanément reconnaissance de la contribution spécifique de ceux-ci au titre de la formation de toute une cohorte de « cadres », à différents niveaux du parti.

Pour certains répondants, la responsabilité des mouvements sociaux dépasserait de loin le seul lien professionnel ou pédagogique en vertu duquel les forces vives de QS auraient été formées, d'abord, dans les organismes des MS. La trajectoire de ces organismes, leurs réflexions, leur expérience du combat social ainsi que le contexte sociopolitique dans lequel ils évoluaient les conduisait à envisager l'option du déploiement sur le front partisan. Bill Clennett précise : « *Québec solidaire, ce n'est pas la parthénogénèse là. On ne l'a pas créé à partir de rien. Ce parti est définitivement issu des groupes* [des mouvements sociaux]*, mais d'une époque historique aussi, c'est-à-dire le vécu des organismes à travers cette période-là. Québec solidaire est issu de ça; les acteurs sont là, les traditions, l'expérience historique. Ce parti est issu des mouvements sociaux, le mouvement des femmes notamment. Alors QS n'existerait pas, n'eut été de son passé.* » En somme, bien qu'il y ait rarement eu décision formelle prise dans les instances démocratiques des organismes des MS à l'effet de soutenir la création ou le développement d'un parti politique de gauche, le vécu historique de ces organismes pouvait conduire assez naturellement des segments importants de ceux-ci à envisager de façon sérieuse le déploiement sur le front partisan, grâce à la relative ouverture de ces mouvements – parfois même leur consentement tacite.

6.4. Conclusion du chapitre

Nous avons identifié deux sous-périodes durant lesquelles l'articulation MS/parti s'est posée distinctement : d'abord dans une optique de réévaluation des pratiques et réflexes militants (1982-1995), ensuite dans une optique d'élaboration de nouvelles tentatives de projection sur la scène politique nationale (1996-2009). Nous avons mis en lumière que durant la première sous-période, il s'opère dans les mouvements sociaux un processus de prise de distance critique à l'égard de la forme parti, processus revalorisant le travail spécifique aux MS et refaisant d'eux le foyer principal de politisation. Cette prise de distance critique permet d'une part de faire le deuil de quatre expériences malheureuses (PCO, En lutte!, Mouvement socialiste, investissement significatif des espoirs de changement social et national dans le Parti québécois), mais aussi d'autre part d'abandonner progressivement une série de réflexes, de prémisses et de *credos* relatifs à l'action politique. Cette phase de deuil, de sevrage et d'autocritique – phase en bonne partie à caractère latent, donc plus ou moins consciente, plus ou moins verbalisée – était un préalable à l'émergence d'une nouvelle culture politique, culture rejetant les sempiternelles divisions de la gauche,

cherchant de nouveaux rythmes et conditions de militantisme et procédant d'une conception différente du temps politique.

Il est raisonnable d'estimer que l'apparition progressive de ces nouvelles dispositions et pratiques politiques fut propice à la résurgence subséquente d'incursions et d'expérimentations inédites, de la part des MS, sur le terrain du pouvoir et des partis. Durant la seconde sous-période, tout en sachant (nous l'avons dit) que plusieurs options restaient ouvertes simultanément pour les mouvements, nous notons que ces explorations et options partisanes semblent parvenir mieux à coexister à partir des années 2000, sans mettre en péril la pérennité ou la force des MS – malgré le caractère potentiellement contradictoire de ces options. Il semble que les mouvements soient à même de développer, lentement et graduellement, une relative aptitude à accommoder ces diverses options, dans le respect du pluralisme des approches et sensibilités, c'est-à-dire en admettant leur pleine légitimité et en rejetant tout mécanisme présumant de la supériorité intrinsèque de l'une d'elles. En outre, dans le cours de cette recomposition du rapport à l'action politique, des pans importants des mouvements sociaux ont été amenés à considérer nécessaire le déploiement de leur force dans de nouveaux véhicules partisans. Pour ce faire, la combinaison des atouts et connaissances politiques de plusieurs cohortes militantes a vraisemblablement pu jouer un rôle significatif, en ce qu'elle mettait en rapport la génération ayant eu tout le loisir de faire le bilan des échecs partisans des années 1980 avec celle contribuant beaucoup à la naissance de l'altermondialisme durant la seconde moitié des années 1990, puis au renouveau du mouvement étudiant des années 2000.

En fin de chapitre, nous nous sommes penchés sur ces nouvelles explorations à caractère partisan. Le cas de Québec solidaire ressort comme un phénomène plutôt singulier dans l'histoire des petites formations progressistes au Québec. En effet, c'est la première fois qu'un parti autonome, issu des mouvements sociaux et clairement identifié à la gauche, semble tenir la route et parvenir à prendre sa place dans le système partisan; il y a là de quoi éveiller la curiosité des politologues. Nous avons tenté pour notre part de vérifier s'il y avait eu émergence d'une nouvelle culture politique, s'imposant progressivement au sein de la gauche québécoise, en nous demandant si cette variable pouvait expliquer l'étonnante viabilité de Québec solidaire. En tentant d'isoler les caractéristiques de cette nouvelle culture, il est apparu que celle-ci valorisait un meilleur respect des individus, tout comme la recherche plus systématique des pratiques de mise en commun et d'alimentation réciproque; il est ressorti aussi, par ailleurs, qu'elle traduisait l'apparition d'un nouveau sens tactique, qu'elle nuançait le statut attribué au programme politique et qu'elle participait de l'élaboration d'une nouvelle articulation entre mouvements et parti. En adoptant une perspective sur trois décennies, on peut aussi se demander si le rôle spécifiquement joué par les actrices du mouvement des femmes n'est pas un facteur de la viabilité de QS. Par-delà l'évolution des

pratiques, la nouvelle hiérarchie qui s'est installée entre MS (chapitre 4) n'est probablement pas étrangère à cette évolution. Entre 1980 et 2009, le mouvement des femmes semble globalement connaître une poursuite de la croissance de son influence dans le concert des MS cependant que le mouvement syndical connaît un déclin de son rayonnement. Un nouveau parti de gauche créé essentiellement par des syndicats ou des intellectuels aurait-il connu le même sort que QS? Le rôle important joué par des actrices du mouvement des femmes dans la création de QS a peut-être été davantage de nature à renforcer la viabilité de cette nouvelle incursion des MS sur la scène partisane. Il y a possiblement là également une sorte d'apprentissage implicite, voire plus ou moins conscient : à l'échelle de la gauche, les incursions partisanes qui ne mettent pas suffisamment en valeur les acquis du mouvement des femmes restent groupusculaires ou sont vouées à l'échec.

Chapitre 7

Culture politique et histoire politique

Dans cette thèse, nous avons fait le pari, comme d'autres avant nous, de désenclaver la catégorie mouvement social, en posant comme naturels ses efforts de déploiement sur la scène politique, y inclus dans ses dimensions les plus conventionnelles (élections, partis, référendums...). Nous avons ainsi cherché à savoir comment des MS contemporains parvenaient à composer une action politique qui soulevait ouvertement l'enjeu de l'extension de leur pouvoir et qui se déclinait de notre point de vue en trois volets : rapports multi-mouvements, question nationale, forme parti. Nous avons proposé pour ce faire un modèle d'analyse puisant à plusieurs sources théoriques, retenant comme apports essentiels, d'abord, les conclusions de l'école américaine sur les interactions entre d'une part le développement intrinsèque des MS et de l'autre la vie politique institutionnelle; ensuite, les contributions marxisantes relatives à l'articulation du rapport entre structure et *agency*; enfin, les avancées récentes de ce que nous avons appelé la filière cognitive. Ce cadre théorique nous invitait à envisager les MS, conditionnés dans leur existence par les injustices sociales et les rapports de pouvoir au sein desquels ils prennent forme, comme porteurs d'outils d'émancipation (de divers ordres) leur permettant ultimement de façonner l'action politique de gauche au Québec. Plus spécifiquement, le milieu social dans lequel baignent les acteurs des MS, gros des rapports antagoniques qui le structurent, est la matrice dans laquelle les organismes se constituent et il sert de toile de fond à partir de laquelle les mouvements sociaux déploient leur intervention, jusqu'à irriguer même les acteurs plus proprement politiques (partisans ou non). Ce sont les MS qui, dans la foulée de l'inscription de leur intervention au sein des rapports sociaux, fertilisent le projet de la gauche politique[535], le dynamisent et le sculptent, en fonction de leur lecture de la conjoncture et à la suite d'une série d'arbitrages en leur sein. Pour repérer cela, donc pour pouvoir faire la sociogenèse des formes et engagements politiques de la gauche québécoise contemporaine, nous avons opté pour une étude minutieuse de l'évolution de la culture mouvementiste. Plus concrètement, il a fallu, pour mener à bien cette exploration, modeler une approche analytique et

[535] À la fois dans ses expressions programmatiques (l'agenda politique, le corpus de revendications, les contenus thématiques ou idéologiques prédominants...) et organisationnelles (D'abord solidaires, QS, SPQ Libre, chantier pour le renouvellement de la social-démocratie au PQ, etc.).

méthodologique très adaptée au vécu quotidien des militants et militantes des MS, approche fortement teintée de la contribution du courant dit cognitif. Celui-ci nous a amené à conférer à l'action politique le statut de compétence se forgeant progressivement, sur le tas, par essais et erreurs. Nous posions alors comme essentiel le caractère de « producteur de connaissances » attribué aux mouvements sociaux par Eyerman et Jamieson[536] et nous situions – en accord avec Holst, Foley et Conway notamment – que le savoir-faire politique élaboré dans la vie régulière des mouvements visait en définitive une action de changement social, en direction d'une émancipation des bases sociales organisées dans ce cadre[537]. Dans le prolongement de cette sensibilité théorique, Donna Chovanec a permis d'ajouter un certain nombre de précisions, en mettant en valeur leur *praxis*. En accord avec cette auteure, nous voyons la clef du dépistage de l'évolution de la culture mouvementiste dans un effort de maïeutique grâce auquel les acteurs sont amenés à verbaliser (et identifier) des éléments de bilan ainsi que des acquis, des savoir-faire, des apprentissages, bref, ces petits gains cognitifs, normatifs ou affectifs sis à la base du développement de leur action politique[538].

Il sied maintenant de procéder à une évaluation des forces et faiblesses d'un tel agencement analytique. Que nous a permis de trouver un tel filon, celui de la culture mouvementiste, et de son éventuel développement? En outre, en questionnant nos résultats de recherche sous une optique relevant davantage de l'histoire politique, comment ces résultats peuvent-il éclairer la trajectoire générale des MS et de la gauche ces dernières décennies? Et ces résultats, que laissent-ils dans l'ombre?

Signalons dans un premier temps que l'étude du développement de la culture politique a permis de souligner la prégnance des processus de politisation des années 1980 et 1990. Ces deux décennies, pourtant le théâtre d'une avancée notable des forces de droite en Amérique du Nord et ailleurs, recelaient une relative richesse en fait d'action politique des MS, richesse méritant que la recherche s'y arrête. D'entrée de jeu, notre démarche était motivée par un inconfort intellectuel devant les récits prédominants concernant la gauche québécoise des années 1980, 1990 et 2000. Au **chapitre 3**, nous avons identifié la nature de ces récits et soulevé des questions quant à la portée heuristique d'une lecture soit trop chagrine, soit trop hachurée de l'histoire des MS et de la gauche au Québec. Nous avons ouvertement mis en doute l'interprétation voulant que les deux premiers tiers de la

[536] Ron Eyerman et Andrew Jamison, *Social Movements. A Cognitive Approach*, Cambridge, Polity Press, 1991.
[537] Voir principalement : Janet Conway, *Praxis and Politics. Knowledge Production in Social Movements*, New York, Routledge, 2006; Griff Foley, *Learning in Social Action*, New York, Zed Books, 1999; John D. Holst, *Social Movements, Civil Society and Radical Adult Education*, Westport (Ct), Bergin & Garvey, 2002, p. 77-102.
[538] Donna Chovanec, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009, p. 63-94.

période couverte par notre étude soient des années de plomb ou des décennies perdues pour les mouvements. Revenons brièvement à cette interprétation afin de voir certains des écueils qu'elle recèle – et comment nous avons pu les transcender. Le récit pessimiste relatif aux années 1980 et 1990 conduit à une sous-estimation du potentiel de développement des MS en matière d'action politique durant cette période. Chez certains auteurs, il est fondé sur un postulat de stagnation des forces de gauche au Québec, postulat invoquant souvent l'absence, dans cette société, d'une tradition politique de gauche sérieuse et probante. Suivons un instant Charles Gagnon dans cette direction :

> *La gauche souffre ici d'un premier handicap majeur, historique : l'absence de tradition. (...) Cela signifie que la gauche ne peut pas s'appuyer sur une mémoire collective accessible de génération en génération et qui s'enrichisse progressivement au fil des expériences nouvelles. Tout se passe comme si d'une génération à l'autre les luttes ouvrières et populaires et les luttes proprement politiques tombaient dans l'oubli quasi total. La gauche québécoise est ainsi un perpétuel recommencement. (...) Malheureusement, on doit constater que l'héritage dont dispose la jeunesse québécoise de l'an 2000 n'est guère plus riche que celui avec lequel se sont retrouvées les générations antérieures, c'est-à-dire avec le sentiment que tout est toujours à recommencer à zéro*[539].

C'est en juillet 1999 que ces lignes furent rédigées. Il est vrai qu'en apparence, à cette date, les forces de gauche peuvent sembler très modestes et leurs capacités politiques relativement atrophiées, surtout aux yeux d'un intellectuel militant ayant vécu intensément l'agitation populaire des décennies 1960 et 1970. À la fin des années 1990, le dogme de l'atteinte du déficit zéro (tout comme le consensus des élites qui le sous-tend ainsi que la relative paix sociale l'accompagnant jusque-là) avait canalisé une partie des forces mouvementistes et fermé tout un pan de l'horizon de la transformation sociale. Toutefois, bien qu'en surface la gauche politique apparaisse faible et désarticulée en 1999, les plaques tectoniques de la culture mouvementiste, elles, ont bougé, comme nous l'avons montré dans les trois précédents chapitres. En optant pour cette distinction entre la culture profonde des mouvements et l'expression immédiate des forces de gauche, nous nous sommes placé en position d'identifier minutieusement les processus par lesquels s'édifiait peu à peu la compétence politique des MS et, éventuellement, leurs capacités tangibles d'intervention politique.

Notre recherche se proposait alors de miser sur le caractère contradictoire des processus de politisation ayant cours au sein des MS; cette prémisse du caractère contradictoire des processus pouvait, à notre point de vue, aider à analyser plus adéquatement les dynamiques de repli et

[539] Charles Gagnon, *La crise de l'humanisme. Écrits politiques, volume III (1982-2005)*, Montréal, Lux, 2011, p. 149 et 158.

d'expansion de l'action politique ayant cours simultanément dans les MS. La notion de *praxis*, telle qu'opérationnalisée par Donna Chovanec, a beaucoup stimulé notre pensée; selon cette chercheure, les capacités des mouvements se construisent dans un aller-retour permanent entre deux opérations : d'une part réflexion/évaluation et d'autre part action/décision. Cette gymnastique à caractère dialectique, qui est constamment à l'œuvre dans le quotidien des mouvements, est au fondement de leur évolution; elle nous permet de dépasser un niveau de lecture unidimensionnel, en vertu duquel l'intervention politique des mouvements serait toujours soit en phase ascendante (donc en mode conquête), soit en processus de flétrissement (donc en train de s'atrophier). Elle permet également de douter de la validité d'une lecture statique de l'histoire de la gauche, selon laquelle ce courant serait caractérisé par l'éternel recommencement à zéro, ou encore, comme le voudrait une certaine génération d'activistes, la perte irrémédiable de ses nobles attributs (datant d'un âge d'or depuis longtemps révolu).

Nos résultats suggèrent que la période 1980-1999 est plutôt pour les MS une ère – certes difficile, mais tout de même féconde – de recomposition de leur rapport à l'action politique. Nous avons montré pourquoi cette recomposition leur a été nécessaire et, somme toute, plutôt bénéfique, en ce qu'elle leur a permis d'occuper de nouveaux espaces de politisation et d'ainsi réaffirmer leur prétention à l'extension de leur pouvoir. Malgré le caractère en apparence « éternel » de certaines questions délicates interpellant les mouvements sociaux – forme parti et question nationale principalement –, il demeure que tout au long des dernières décennies, un certain renouvellement s'est opéré à l'échelle de la gauche, de telle sorte qu'elle demeure une force politique présente, suscitant intérêt et attention. (Nous reviendrons plus bas sur les caractéristiques de ce renouvellement...) Toujours sur cet enjeu des récits jusqu'ici prédominants relatifs à l'action politique mouvementiste, notre exploration a permis, pensons-nous, de mieux expliquer les résurgences de l'action politique des MS du début du 21^{e} siècle, en concevant celles-ci dans le cadre d'un cheminement de la culture mouvementiste. Nous avons ainsi indiqué que pour advenir, de telles résurgences devaient parachever d'importants processus par lesquels de vieilles dynamiques relatives à l'enjeu du pouvoir étaient appelées à muer et à être dépassées. Tant au chapitre des rapports multi-mouvements qu'à celui de l'action partisane, il est extrêmement difficile de ne pas considérer les phénomènes prenant place entre 2000 et 2009 comme un premier aboutissement d'une odyssée entreprise par les MS après le référendum de mai 1980. En plaidant pour une telle démarche explicative, à la fois historique et culturelle-politique, notre recherche replace dans son contexte l'apparente refondation de l'activité politique de gauche des années 2000; les avancées de cette dernière s'avérant, en réalité, le fruit de bilans et d'expérimentations menés depuis longtemps.

7.1 Nos résultats replacés dans la trame de l'histoire politique

Un peu comme nous invite à le faire Charles Gagnon, il est correct de considérer que la jeune génération qui, durant la période effervescente allant de 1965 à 1979, faisait ses premières armes en matière d'action politique, ne pouvait s'appuyer sur la tradition ou l'expérience accumulée de plusieurs générations d'engagement politique solide (et massif) à gauche au Québec. D'ailleurs, l'un de nos répondants a lui-même témoigné clairement en ce sens, comme nous l'avons vu au précédent chapitre. Toutefois, l'existence de cette carence, encore observable à la fin de la décennie 1970 selon plusieurs sources, ne peut pas en soi disposer des traits de culture politique mouvementiste des décennies et générations subséquentes. Nous avons pris le contrepied, dans notre investigation, de la thèse voulant que les forces progressistes fassent du sur-place et ne retiennent en bout de course à peu près rien de leurs propres hésitations, erreurs ou échecs. Nous rejetons la prétention qu'avec l'arrivée de chaque nouvelle décennie ou génération, tout soit à recommencer. Grâce à un rappel des principaux résultats de notre recherche, soulignons comment nous en sommes arrivés à ce verdict, en nous demandant quels sont les bilans et acquis en termes de culture politique nous autorisant désormais à considérer qu'il y a bien eu développement de celle-ci tout au long des dernières décennies. Voilà qui permettra de poser un regard d'ensemble sur le parcours historique des mouvements sociaux et de la gauche.

Le **chapitre 4**, sur les rapports multi-mouvements, peut être vu comme celui qui s'interroge sur « l'infrastructure » à la source de l'action politique mouvementiste, c'est-à-dire la situation objective interne propre à chaque mouvement, puis ses effets sur l'aptitude de chacun à déployer éventuellement son action politique. Nous avons voulu déterminer en outre si les MS avaient une faculté d'emmagasiner des éléments de savoir-faire politique. Nous voulions savoir à qui appartenait, au sein du concert des MS, l'initiative consistant à stimuler et à enrichir l'intervention des mouvements, au point de parler d'un développement tangible de leurs capacités en matière d'action politique. Nous voulions enfin vérifier à quel point il y avait (ou non) imbrication – dans la pratique mouvementiste – des résistances à divers systèmes d'oppression.

Ce chapitre a mis en valeur des tendances de fond, ayant un impact à long terme. D'abord, deux des mouvements étudiés sont en phase importante d'expansion puis – dans une certaine mesure – de stabilisation durant les années 1980 et 1990 : le mouvement des femmes et le mouvement communautaire autonome. D'un strict point de vue organisationnel, l'élargissement de la base sociale de ces mouvements et les processus (asymétriques et souvent précaires) de détermination de leurs assises logistiques ont favorisé à terme la consolidation de leur identité et, dans une certaine mesure, de leur faculté d'initiative. Des organisations pérennes se sont construites ou, si

elles existaient déjà, ont fondé encore plus durablement leurs assises opérationnelles, ce qui leur conférait une certaine marge de manœuvre au plan matériel et stratégique. Cette phase d'expansion et de stabilisation a donné un nouveau souffle à ces deux mouvements; celui-ci s'accompagnait parfois de l'émergence d'un leadership plus entreprenant au plan politique, n'hésitant pas à explorer ouvertement de nouvelles avenues de politisation.

Nous avons montré que la détermination du poids relatif de chaque MS peut s'appuyer sur l'aptitude des activistes d'un mouvement donné à la fertilisation des autres MS. Fort de l'arsenal confectionné dans le registre de la contestation d'une oppression spécifique (le sexisme), le mouvement des femmes est parvenu à imposer son ordre du jour jusque dans l'existence routinière du mouvement syndical et, dans une moindre mesure, du mouvement communautaire. À divers degrés, les MS québécois se sont approprié les enjeux issus de ce bagage féministe, les reformulant souvent au diapason de leurs aspirations spécifiques; puis, en les plaçant au cœur de l'horizon commun d'émancipation de secteurs numériquement très importants de la société, ils en ont fait un agent actif de leur politisation. Réciproquement, le mouvement québécois des femmes a eu tendance – à partir de la fin de la décennie 1980 – à intégrer progressivement à ses analyses les préoccupations et aspirations des catégories sociales les plus vulnérables, ce qui a orienté son programme d'action par la suite. Avec la marche *Du pain et des roses*, ce mouvement devenait en 1995 le creuset privilégié d'une synthèse entre programme féministe et sensibilité de type classiste. Le mouvement a ensuite exprimé un intérêt à s'ouvrir aux expériences de mobilisation de certains autres MS, comme les mouvements communautaire et altermondialiste, y puisant de l'inspiration notamment au chapitre des techniques de désobéissance civile non violente. Nous en déduisons que cette aptitude manifeste à la fertilisation croisée est un signe probant de la vitalité politique du mouvement des femmes, ce qui le place par le fait même en position avantageuse au sein du concert des mouvements sociaux. Ce mouvement parvient tout à la fois à nourrir vigoureusement le projet social des MS et à être enrichi par eux, ce qui contribue à faire de lui un vecteur éventuel d'un horizon progressiste à portée ample et inclusive, à l'échelle des MS à tout le moins. (Rappelons toutefois que les processus de fertilisation ne sont pas universels; d'une part, ils ne touchent pas aussi intensément tous les MS et, d'autre part, leur caractère croisé, donc réciproque, ne se vérifie pas tout le temps. Malgré les interactions et efforts de convergence décrits au chapitre 4, les clivages entre mouvements demeurent à l'occasion considérables, de même que – parfois – les cloisons entre organismes d'un même mouvement social.)

À partir de la décennie 1980, le mouvement syndical est en perte de vitesse à la fois comme producteur de perspectives stratégiques et comme locomotive de la lutte pour le changement social; les autres MS ne se privent pas d'occuper l'espace ainsi libéré. Le mouvement

communautaire et le mouvement des femmes ont montré des capacités intéressantes de travail en coalition et de mobilisation multi-mouvements. Deux dynamiques se sont mises en place simultanément durant la décennie 1990. D'une part, le désintérêt progressif des MS non syndicaux pour la coalition Solidarité populaire Québec, attestant d'une volonté de redéfinir le travail en coalition en s'affranchissant de l'hégémonie syndicale. D'autre part, sur le terrain des luttes elles-mêmes, un foisonnement de mobilisations, prenant forme à partir de 1997 à l'initiative des MS non syndicaux, mobilisations auxquelles se joindra tout de même, et très souvent, le mouvement syndical. Dans ces luttes, les MS non syndicaux se démarquent comme porteurs de perspectives interpellant de très larges secteurs de la société, y inclus le salariat. Le paradigme prédominant du 20^{e} siècle, à savoir le rôle prioritaire du mouvement ouvrier comme vecteur principal du combat pour le changement social, s'épuise à titre de donnée conceptuelle en sciences sociales et comme facteur matériel dans l'organisation même des initiatives et actions des MS. Les luttes dans le monde du travail, loin de disparaître, demeurent importantes, mais le mouvement syndical n'apparaît plus nécessairement aux yeux des activistes comme porteur d'un horizon universel d'émancipation. La décennie 1990 aura été chez eux une phase-clé de mutation des représentations quant à savoir sur quelles bases on organise des mobilisations et avec qui. Les tendances à long terme décrites au chapitre 3 suggèrent un déplacement du centre de gravité de l'action mouvementiste, passant d'une caractéristique unipolaire – impulsion exercée par le mouvement ouvrier – à un stade multipolaire. Il y a chute des attentes des MS non syndicaux à l'égard de ce mouvement et cette évolution recèle des avantages pour l'action politique de gauche, car elle suggère que des MS se positionnent pour prendre le relais de l'animation du concert des mouvements sociaux. (Nos résultats indiquent que les activistes des MS pressentent que le changement social ne suivra pas une trajectoire linéaire et, surtout, que de nouvelles combinaisons d'acteurs collectifs sont à trouver, à proposer.) Cela laisse en plan l'enjeu de l'avenir – et du rôle – de l'action politique du mouvement syndical; nous y reviendrons à la section suivante.

En définitive, notre étude de « l'infrastructure » était un préalable indispensable à une évaluation suffisamment probante de ce que nous pourrions appeler les capacités subjectives des mouvements. Notre travail suggère d'envisager l'entité MS comme accumulatrice de savoirs militants, eux-mêmes nécessaires à l'élaboration d'une intervention politique adéquate. Les mouvements se présentent comme la matrice où se forge une connaissance politique intuitive, sur laquelle ils peuvent tabler éventuellement pour accroître leur pouvoir. La jonction partielle qui s'est réalisée entre contenus féministes et analyse de type classiste fonde une nouvelle sédimentation dans le concert des MS, quand s'achève le deuxième millénaire. Celle-ci ouvre un certain nombre de potentialités, elle dégage un nouvel espace politique quant aux stratégies possibles de changement

social. Chose certaine, les résultats présentés aux chapitres 5 et 6 nous invitent eux aussi à regarder dans cette direction.

Un des pivots de la recomposition de l'action politique des MS au Québec dans les années 1980 et 1990 est ce bilan qu'ils ont fait de leur intervention sur la question nationale, et la volonté d'appropriation de cet enjeu conséquente à un tel bilan. La décennie 1980 représente une période de profondes remises en question, donnant lieu à une sérieuse réévaluation de pratiques, de carences et d'*a priori* jusque-là fréquents. On pense notamment à la difficulté de faire entendre une voix mouvementiste autonome sur l'émancipation nationale, en sus du projet de souveraineté-association porté par le gouvernement péquiste. On pense aussi à la vision dichotomique opposant résolument le social (voire la lutte des classes) et le national; s'ajoutait à cette vision crispée de l'enjeu national la crainte d'être automatiquement instrumentalisé par le PQ advenant une prise de position en faveur du Oui. On pense enfin à la nécessité qu'éprouvaient entre 1975 et 1980 de jeunes mouvements sociaux d'asseoir leur autonomie intellectuelle et organisationnelle; cela est particulièrement vrai du mouvement des femmes, qui souhaitait échapper à l'hégémonie que cherchaient à exercer sur ses bases des forces politiques (ou autres) alors largement dominées par les hommes.

Avec cette longue remise en question, les MS sont parvenus à définir leur intervention propre sur la question nationale, tout en se construisant à travers cela; ils ont acquis une aptitude à s'emparer de cet enjeu épineux. Nous avons montré au **chapitre 5** que leur politisation sur ce terrain a participé du développement de la culture mouvementiste et ce, de plusieurs façons. D'abord, les mouvements, du fait de leur expérience sectorielle, ont été amenés à élaborer – sur la base de leur identité québécoise – leur propre grille de lecture de la question constitutionnelle, au fur et à mesure que les débats et réalités auxquels ils étaient confrontés spécifiquement, dans leur aire d'activité, les invitaient à le faire. *De facto*, cette question perdait peu à peu son caractère de chasse gardée de la classe politique, forgé à l'époque où la démarche d'émancipation nationale avait été accaparée et reformulée par le Parti québécois, puis par le gouvernement du Québec. Ensuite, les mouvements ont identifié les modalités organisationnelles par lesquelles ils pouvaient effectivement engager leur base sociale respective dans le débat national sans mettre en péril leur cohésion interne ni entamer leur capital démocratique. Enfin, les mouvements ont tenté puis réussi à articuler le désir d'indépendance nationale à leurs propres revendications sectorielles, réalisant par le fait même une synthèse programmatique viable (à leurs yeux à tout le moins) de la question nationale et de la question sociale. Les cinq années comprises entre 1987 et 1991 inclusivement furent une période déterminante, durant laquelle le mouvement syndical s'engage résolument comme porteur de la dynamique revendicative nationale – et le mouvement des femmes est porté à

intervenir lui aussi dans cette même direction. Cela a rapidement placé les MS en position avantageuse, en leur conférant un poids indéniable dans la vie politique nationale. D'abord ils étaient devenus des partenaires-clés au sein d'un grand ballet politique, tant dans la recherche d'une victoire du Oui que dans la définition de certaines des caractéristiques de la société à naître; ensuite, dans la second moitié de la décennie, ils avaient acquis le statut d'interlocuteurs d'envergure nationale devant désormais être invités aux sommets sur le devenir social et économique du Québec[540]. Jusqu'en 1996 inclusivement, le positionnement des MS sur la question nationale leur est ainsi plus favorable qu'il ne l'était en 1980.

En ce qui a trait à la période 1996-2009, la portée de la question nationale comme vecteur de politisation des MS change significativement. Tandis que depuis les années 1960, elle avait été l'élément-moteur de la dynamique politique québécoise et du mouvement d'émancipation populaire, elle évolue à partir de la fin des années 1990 vers un statut de composante du projet social à être agencée à plusieurs autres aspirations (de divers ordres) des mouvements. Cet agencement suggère qu'il est possible pour les MS de gérer à leur avantage une incursion sur le terrain nationalitaire. À ce phénomène propre aux MS s'ajoute le déclin du débat constitutionnel dans la vie politique nationale de même qu'un affaiblissement de la capacité du PQ à jouer un rôle hégémonique sur ce terrain, alors que traditionnellement, il a toujours été appelé (depuis sa naissance) à définir le cadre stratégique devant tracer la voie vers la souveraineté. La recomposition des acteurs et du cadre stratégique relatif à la question nationale n'est qu'entamée entre 1996 et 2009; cette période semble être une étape transitoire, caractérisée à la fois par une reprise de contrôle de l'agenda politique canadien par le pouvoir fédéral et un flottement progressif des ambitions péquistes à l'égard de la souveraineté. Toutefois une leçon politique demeure : il semble que si un nouvel horizon souverainiste crédible doive réapparaître un jour, celui-ci ne pourra plus être conçu ou animé par un acteur unique (le Parti québécois), mais devra plutôt compter sur une forme ou une autre de participation des mouvements sociaux à sa définition. En d'autres termes, il serait très difficile pour les mouvements d'accepter de revenir à une situation semblable à celle de la fin des années 1970 et des premiers mois de l'année 1980, où ils étaient confinés et se confinaient à un rôle marginal eu égard à la stratégie souverainiste et à l'issue globale du grand débat national.

Au plan organisationnel, et dans la définition de leurs axes d'intervention, les MS continuent à inscrire de plus en plus profondément leur identité et leur trajectoire politique dans le cadre

[540] Cette dernière remarque est vraie pour le mouvement des femmes et le mouvement communautaire; elle ne vaut pas pour le mouvement syndical, qui depuis longtemps est invité à ce type d'exercice national de concertation.

national québécois, en complète autonomie face aux MS canadiens et sans entretenir trop d'espoir à leur égard. L'État national québécois semble devenir leur seul interlocuteur étatique valable, tant l'interpellation par ceux-ci du gouvernement canadien est faible et velléitaire. En cela aussi, il y a une sorte de clarification progressive qui s'opère quant à la signification même, pour les MS, de ce qui est « national ».

Au final, la phase de politisation des mouvements sur la question nationale, phase s'étendant de 1980 à 2009, a joué un rôle-clé dans la définition de leur culture politique, car elle a favorisé une clarification des termes de leur intervention dans l'arène politique; il n'y a plus beaucoup de marge de manœuvre dans les mouvements pour une adhésion franche de leurs organisations au fédéralisme canadien – bien que formellement rien ne l'interdise en soi. Ce phénomène par lequel le nombre d'options constitutionnelles disponibles s'amenuise peu à peu (au profit d'une seule alternative : soit la souveraineté, soit l'abstention silencieuse) entraîne à son tour des conséquences quant à l'éventail des options sur le terrain partisan. Sur celui-ci, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, les véritables interlocuteurs des mouvements sont ceux qui appartiennent à la mouvance souverainiste. Le paysage constitutionnel des MS québécois s'étant clarifié, la perte d'influence des acteurs partisans fédéralistes (ou nettement hostiles à la souveraineté) auprès des mouvements est remarquable. De sorte que lorsque les MS envisagent l'hypothèse d'une incursion sur le terrain électoral provincial, il n'y a pas chez eux une hésitation entre, disons, d'une part les partis fédéralistes et de l'autre les partis souverainistes. De façon générale, les MS ont tendance à regarder dans une direction (advenant un intérêt chez eux pour la scène électorale, ce qui peut fluctuer grandement selon la conjoncture) : bloquer la droite fédéraliste, voire encourager les forces souverainistes et progressistes.

Maintenant, si l'on combine les résultats des chapitres 4 et 5, on peut entrevoir qu'un des traits caractéristiques du pouvoir de capacitation politique qu'exercent conjointement les mouvements sociaux est leur aptitude à être le creuset d'une nouvelle synthèse des idéaux progressistes, alliant peu à peu (et inégalement d'un mouvement à l'autre) les préoccupations souverainistes, féministes et socioéconomiques. Il est crucial de signaler ici qu'une telle synthèse se réalise dans les mouvements eux-mêmes, plutôt que dans les partis ou ailleurs, et ce parce qu'au tout début des années 1980, les véhicules qui avaient tenté de réaliser une pareille synthèse ont échoué à le faire. En outre, l'un de ceux qui avaient travaillé publiquement à cette nouvelle élaboration programmatique, le Mouvement socialiste, a fini par y renoncer, en mettant fin à ses activités dans l'indifférence généralisée. Il importe de revenir brièvement à cette expérience et d'en faire l'analyse à la lumière de nos propres découvertes. À nos yeux, la tentative d'amalgamer féminisme, indépendance et projet de transformation économique ne pouvait se réaliser dans le Mouvement

socialiste parce qu'elle n'avait pas encore eu la chance d'être expérimentée, d'abord, au sein des mouvements sociaux. Rétrospectivement, il nous apparaît que pour pouvoir s'effectuer, cette expérimentation a nécessité le franchissement de certaines étapes, ce qui ne pouvait encore être possible en 1985. Dans un premier temps, le mouvement des femmes lui-même était durant les années 1980 en processus de poursuite de sa phase de développement et il semble qu'à ce moment-là, il ne pouvait ni ne voulait déployer son intervention à un niveau partisan sur une base autonome. Cependant, cette phase ascendante lui a permis – ainsi qu'aux autres MS – de poursuivre notablement les expériences de fertilisation croisée, ce qui a donné une assise objective à une éventuelle synthèse d'ordre proto-programmatique. Les catégories mentales des activistes ont aussi évolué sous l'effet de ces expériences et du travail conjoint des mouvements, ce qui a préparé le terrain à l'acceptation d'une légitime équivalence des fronts de lutte (féminisme, souverainisme, syndicalisme ou social-démocratie); il s'agit d'un pas en avant remarquable, car jusque-là la sagesse militante avait eu tendance à privilégier une conception plutôt hiérarchique des enjeux. Signalons enfin que l'apparition d'un nouveau leadership politique dans le concert des MS – grâce aux percées réalisées par les mouvements non syndicaux –, leadership capable de proposer une stimulante option alternative à ce à quoi les élites syndicales avaient ramené l'horizon politique à partir de 1996, a participé elle aussi du déblocage en faveur d'une synthèse mieux assumée dans les MS.

Notre parti pris en faveur d'une lecture à la fois cognitive et historique-politique nous semble jusqu'ici récompensé, en ce qu'il permet d'ajouter au corpus des travaux de recherche sur les MS québécois un nouvel éclairage, amenant à dépasser les récits traditionnels relatifs aux années 1980 à 1999, et proposant un agencement analytique pertinent, apte à caractériser des processus de politisation souvent négligés. Revenons ici sur quelques éléments issus de la tradition théorique cognitive afin d'approfondir encore notre compréhension des mécanismes de développement de la culture s'étant forgée dans les mouvements durant ces deux décennies. Nous ne saurions trop insister sur la contribution que représentent les recherches des féministes et des andragogues pour notre propre étude. Il importe à nos yeux de saisir pourquoi l'interprétation offerte par un Charles Gagnon, rappelée en début de chapitre, oblitère la richesse de l'héritage cumulé des mouvements, en fait de politisation à gauche, au moment où s'ouvre le troisième millénaire. À nos yeux, cette interprétation était tributaire d'une conception surinvestissant la structure des rapports de classe et faisant de la radicalité des organisations ouvrières (et partisanes) l'étalon-or indispensable à qui veut mesurer l'état de santé de l'action politique de gauche. C'est là faire peu de cas de la complexité et de la richesse des processus de politisation ayant cours, en filigrane, dans l'existence des MS.

D'abord réitérons avec Hall et Clover que, quoi que fassent ou puissent être les MS, il s'agit là d'environnements extrêmement féconds eu égard aux apprentissages qu'on peut y réaliser[541]. On aurait tort d'oublier que le caractère tacite et informel de la formation dispensée « sur le tas » dans les MS présente la fâcheuse tendance à masquer la valeur et l'ampleur des acquis pouvant être transmis dans ce cadre. Donna Chovanec pour sa part établit que la clef de la transmission de ces acquis réside dans le côtoiement de plusieurs générations d'activistes au sein des MS[542]. Au Québec, la pérennité des mouvements sociaux devenus anciens (comme les trois que nous avons étudiés), a indubitablement joué en faveur d'une aptitude à transmettre un héritage politique tout au long des décennies; leur structuration en organisations pérennes et professionnalisées ne saurait être ramenée à un recul ou une perte. Par ailleurs, la signification politique du travail mouvementiste dans les années 1980 et 1990 mérite d'être soulignée à la lumière de certaines recherches féministes sur les MS[543]. Ce que celles-ci mettent en valeur, c'est l'importance des efforts consentis à l'échelle locale et régionale, où nichent les microprocessus militants durant ces périodes intermédiaires de (ce qui apparaît en surface comme une) quiétude relative des MS entre deux cycles de mobilisation exceptionnelle. Durant ces phases dites plus discrètes, alors que le phénomène de recomposition fait lentement son œuvre, les MS constituent des structures fiables assurant la continuité, des structures insufflant une certaine formation politique aux membres ou à la base sociale, même durant une ère où d'aucuns croient que c'est le calme plat sur le front de la transformation sociale.

Les résultats présentés au **chapitre 6** s'inscrivent en continuité logique des processus évolutifs décrits dans les chapitres précédents. Les décennies 1980 et 1990 ont joué un rôle précieux non seulement dans l'édification du mouvement des femmes et du mouvement communautaire, mais aussi dans la reconstruction globale du rapport des MS à la forme parti. Ce terrain de politisation, une préoccupation qui traverse l'histoire des mouvements tout au long du 20^{e} siècle, a donné cours à l'émergence d'une série de caractéristiques nouvelles de la culture politique des MS. Il semble de plus en plus acquis que c'est désormais aux mouvements sociaux qu'appartient l'aptitude à provoquer les débats les plus riches sur l'action politique de gauche au Québec ainsi que sur l'orientation à donner à cette dernière. Penchons-nous maintenant sur l'évolution du rapport à la

[541] Budd Hall et Darlene Clover, « Social Movement Learning », dans Leona M. English, *International Encyclopedia of Adult Education*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 584.
[542] Donna Chovanec, *Between Hope and despair; Women Learning Politics*, Winnipeg, Fernwood, 2009, p. 111-120.
[543] Mentionnons en outre : Suzanne Staggenborg et Josée Lecomte, « Social Movement Campaigns: Mobilization And Outcomes In The Montreal Women's Movement Community », *Mobilization: An International Journal*, 2009, vol. 14, n^{o} 2, p.163-180; Donna Chovanec, *Between Hope and despair, op. cit*., p. 118-119; Nancy Whittier, *Feminist Generations, The Persistence of the Radical Women's Movement*, Philadelphia, Temple University Press, 1995.

forme parti, incluant ce que Hélène Combes appelle les modalités de « la fabrique partisane[544] ». Nous avons montré d'abord que le bilan fait dans les années 1980 au sein même des mouvements, quant au déploiement observé jusque-là sur le terrain partisan, a induit plusieurs remises en question saines et nécessaires. Les attentes élevées suscitées par les acteurs partisans durant la période 1976-1980 avaient conduit à un surinvestissement de la forme parti, aux dépens de MS puissants et autonomes. Témoins du sevrage à l'égard des métarécits, les années 1980 sont propices à un re-calibrage de la relation MS-partis, ainsi qu'à plusieurs autres rajustements de la culture politique mouvementiste. Examinons-les rapidement.

Le travail des activistes des MS avait souvent pu être caractérisé par divers traits discutables, lorsque se posait la nécessité de créer un parti ou d'investir une formation existante. Ainsi, avant de se lancer dans l'action partisane, les mouvements avaient encore à résoudre dans les années 1980 un certain nombre de contradictions. D'abord, un des traits fréquemment observables durant les années 1970, le spontanéisme (ou l'urgence militante aiguë), a eu tendance à être surmonté, au profit d'une intervention plus mesurée, davantage sensible à la situation immédiate propre à chaque mouvement. De plus, les approches trop livresques du changement sociopolitique, hypertrophiant le mérite d'enseignements tirés d'expériences étrangères, ont elles aussi fait leur temps. La cohorte des cadres que ces approches trop livresques avaient formée, parfois à l'extérieur des rangs des mouvements, a eu tendance à s'effacer au profit d'un nouveau type de cadres, davantage formés dans les MS et dont les qualités au plan du leadership politique se rattachaient souvent à la qualification professionnelle (elle-même développée pour lesdits mouvements). Ces nouveaux cadres se définissaient moins comme intellectuels que comme animateurs sociaux, ou intervenants communautaires, ou travailleuses sociales, ou intervenantes féministes. Les aptitudes ainsi mises en valeur, ainsi que le langage sociopolitique désormais sollicité, ont contribué à faire évoluer l'intervention dans la sphère partisane. Le rapport au temps, comme nous l'avons montré, fut également bouleversé; peu à peu, le temps n'était plus considéré comme un élément dont il fallait triompher, mais comme une force tranquille sur laquelle la gauche pouvait apprendre à s'appuyer. Ce nouveau rapport au temps a généreusement fait place à la venue de plus jeunes générations au sein des mouvements, qui avaient été formées dans le mouvement étudiant ou ailleurs. À l'aube du troisième millénaire, sous l'influence de l'altermondialisme notamment, les forces progressistes étaient devenues plus bigarrées et leur nouvelle mouture appelait elle aussi, à son tour, un travail de redéfinition de ce que devait être – politiquement – la gauche. Son nouveau pluralisme l'a aidée à se défaire de certains traits identitaires qui l'associaient tant bien que mal au folklore, comme la facilité avec laquelle certaines de ses figures de proue pouvaient avoir recours à

[544] Hélène Combes, *Faire parti : Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2012.

l'anathème ou prononcer des jugements *ex cathedra*, ou encore la propension de cette gauche à cultiver la division, sur la foi de la pureté (ou de l'impureté) de la ligne politique. Il serait téméraire de prétendre aujourd'hui que ces fâcheuses caractéristiques ont complètement disparu, mais il reste qu'on peut noter une certaine progression sur ce plan, comme nous l'avons mis en lumière au chapitre 6.

Nous avons montré aussi que prenait forme au sein des MS une aptitude à trouver un cadre d'aménagement des attentes militantes plus humain, c'est-à-dire mieux adapté aux besoins des activistes et à la conjoncture dans laquelle ils sont plongés. Plus globalement, une capacité de tabler simultanément sur une pluralité d'options de politisation à gauche semble avoir fait son chemin dans les MS. Le lent processus de remise en cause des *credos* relatifs à l'action partisane a permis aux MS de déboucher au 21e siècle sur un rapport différent à la forme parti, permettant notamment une reconnaissance implicite des vertus du multi-tactisme. Les incursions soulevant directement la question du pouvoir des MS présentent désormais comme caractéristiques une plus grande valorisation de la contribution individuelle (aux dépens des organisations constituées), ainsi qu'une certaine modération de l'intérêt pour l'élaboration ou la rédaction du programme partisan, au profit d'une plus grande recherche de l'édification de la gauche politique dans l'avancement des pratiques militantes ou partisanes, que l'on veut préfiguratives. La relation entre les MS et les formes partisanes concrètes qui en sont issues (QS et SPQL) semble, au final, moins malaisée que ce qui pouvait s'observer au début des années 1980 dans les rapports entre les MS et leurs principaux interlocuteurs partisans de l'époque. Loin d'être explicite ou formellement agréée, cette relation recèle encore un caractère délicat (voire tabou) pour les organisations, mais elle subsiste et suscite chez elles réflexions et débats qui, plus souvent qu'autrement, leur semblent profitables.

En s'appuyant sur ces traits de l'évolution de leur culture politique décrits au chapitre 6, des effectifs des MS auraient relevé un défi au plan organisationnel, pour une part de leur déploiement sur le front partisan, comme en témoignent la naissance et surtout la viabilité de Québec solidaire. Depuis sa création, ce parti croît avec les mouvements, dans un rapport encore diffus, mais qui pour le moment, et jusqu'à preuve du contraire, semble relativement bénéfique aux divers protagonistes. Les organismes des MS n'identifient pas QS à une entrave à leur travail; leur relation avec cet acteur partisan est prudente certes, mais pas hostile ou méfiante. Au contraire, ils consentent à ce que ce parti joue le rôle de relais de leurs revendications sur la scène politique et y voient même un certain avantage[545].

[545] Une exception notable à ce diagnostic de fluidité des relations MS-QS doit être mentionnée ici. En août 2012, alors que la lutte des carrés rouges était à la croisée des chemins, le Collectif de débrayage, auteur du livre *On s'en câlisse* (Montréal, Sabotart, 2013), estime que QS aurait sciemment cherché à mettre fin au

Il semble qu'au 21e siècle, chaque fois que des incursions sur la scène électorale ou partisanes aient été tentées, celles-ci se soient réalisées à la fois dans le respect de l'autonomie des organisations et au profit d'une certaine capacité d'intervention politique des MS. On en arrive donc aujourd'hui à une situation où ce qui était jusqu'ici considéré comme une anomalie (eu égard à l'évolution de l'action politique des MS à l'échelle du globe), à savoir l'absence de parti politique de gauche au Québec, est en voie d'être partiellement corrigé, avec l'apparition d'un système partisan comprenant une variété de forces politiques, occasionnant une représentation claire et tangible, à l'Assemblée nationale, de différents segments de l'axe gauche/droite. Paradoxalement, la fin de l'absence d'un parti de gauche au Québec serait possible malgré le maintien du mode de scrutin uninominal à un tour et malgré la persistance du clivage souverainisme/fédéralisme. Il semble que la concentration du vote solidaire dans un certain nombre de quartiers centraux de Montréal permette de pallier un peu aux pires caractéristiques d'un système partisan longtemps marqué par le bipartisme ou, plus exactement, par l'alternance entre le seul parti souverainiste et le principal parti fédéraliste; aujourd'hui, QS parvient pour le moment à surmonter, très modestement cependant, les barrières institutionnelles qui entravent son développement. Contrairement à ce qui s'est déjà observé dans le paysage politique québécois au 20e siècle, Québec solidaire ne semble pas une irruption passagère due à une intense agitation politique des MS; il s'agirait d'un phénomène partisan durable[546]. Ce parti correspond semble-t-il à deux dynamiques concomitantes : d'une part, une réponse au désir d'organisation autonome (et relativement ancien) des mouvements sociaux, à l'effet d'avoir leur propre instrument politique et, d'autre part, une adaptation au repositionnement progressif du PQ vers le centre-droit, sur les enjeux économiques et budgétaires d'abord, puis à partir de 2007 sur les questions identitaires[547].

Malgré ces caractéristiques à première vue favorables à une action politique autonome des MS, il faut soulever ici quelques questions délicates quant à l'évolution de cette action sur le front électoral ou partisan. D'abord, certains s'inquiètent de ce qu'il y ait eu exode (donc reconversion) des effectifs militants depuis les MS vers les initiatives partisanes ou proto-partisanes. Dans cette optique, le militantisme progressiste serait ultimement un jeu à somme nulle en vertu duquel les

---

mouvement de grève, afin de faire dévier les énergies militantes vers une stratégie différente, électoraliste. Une telle lecture des évènements, sans être partagée largement dans le mouvement étudiant ou au-delà, suggère qu'une méfiance existe.

[546] Réjean Pelletier, « L'élection du 7 avril et les partis politiques », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no 1, 2014, p. 194-201.

[547] Frédéric Boily, *Le conservatisme au Québec; retour sur une tradition oubliée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2010, p. 125-126; Alain Noël, « Élections 2014 : la force des grands clivages idéologiques », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no 1, 2014, p. 202-207.

forces vives des MS, drainées dans l'action partisane, finissent par manquer aux mouvements, les affaiblissant d'autant. Les données recueillies, bien qu'elles ne permettent pas de trancher définitivement cette question, laissent entendre que pour le moment, la croissance d'un parti comme Québec solidaire (par exemple) n'a pas coïncidé avec une saignée quelconque des effectifs militants des mouvements. Une deuxième inquiétude pouvant être soulevée est celle d'une division du travail devenant, à terme, paralysante ou gênante pour la gauche dans son ensemble. L'indépendance formelle complète de nouveaux acteurs comme QS ou SPQL (ou d'acteurs anciens comme le PQ), opérant officiellement dans une logique libérale pluraliste – selon laquelle seuls les choix individuels sont au fondement de l'existence de ces acteurs – peut à la limite justifier ou consolider un désir de réserve dans les mouvements sociaux. Selon ce raisonnement, les syndicats par exemple auraient beau jeu de rester totalement en retrait de l'arène électorale et de ne plus poser à leurs membres la question de l'extension de leur pouvoir dans la société; les syndicats n'ont alors qu'à invoquer leur non-partisanerie et à proclamer que l'action électorale appartient en propre aux partis, qui ont légalement été créés par et pour les individus que cela intéresse. L'absence d'un cadre stratégique d'ensemble[548] relatif à l'enjeu de la prise du pouvoir prive les syndicats d'un levier pour déployer leur intervention politique; cette absence expliquerait leur attentisme en ces matières. Un attentisme offrant l'avantage commode, pour les organisations syndicales, de ne pas avoir à se mouiller clairement sur ce terrain; cela vaut également pour les deux autres MS, mais dans une moindre mesure vraisemblablement (compte tenu de leur responsabilité dans l'apparition de QS).

Notre travail de recherche nous amène à poser ce jugement global sur le cadre analytique que nous avons élaboré puis exploité : en définitive, notre thèse encourage la recherche en sciences sociales à expliquer le développement des capacités d'action politique des MS grâce à ce que nous appellerions la « fonction cognitive » de ces mouvements, c'est-à-dire leur caractère d'incubateurs, d'accumulateurs et de transmetteurs de connaissances politiques. Il se peut que jusqu'ici, l'intérêt hypertrophié qui s'était souvent manifesté – dans les études sur la gauche québécoise – en faveur des expressions les plus radicales du combat politique, des luttes les plus spectaculaires ou des causes les plus novatrices ait fait perdre de vue quelque peu l'importance du travail d'accumulation et de transmission du savoir politique au sein des MS existant depuis longtemps. Il y a bel et bien un bagage politique qui se forge à travers l'existence des mouvements et l'étude des modalités et conditions de son édification mérite amplement les ressources qu'on lui consacre. Nous avons mis en valeur à quel point l'apparition dans les MS d'un climat favorable à un réexamen libre et critique

[548] Peter Graefe relève cette caractéristique dans « Québec Labour: Days of Glory or the Same Old Story? », dans Stephanie Ross et Larry Savage (dir.), *Rethinking the Politics of Labour in Canada*, Halifax, Fernwood, 2012, p. 70-74.

des questions ou enjeux politiques était un préalable essentiel à une réappropriation féconde, par ceux-ci, de la perspective du déploiement de leur intervention sur la scène nationale. Cela supposait chez les couches militantes une rupture progressive, souvent lente, avec un certain nombre de présupposés et de conceptions caducs des voies de la transformation sociale et une plus grande ouverture à des tâches, activités et instruments conçus dans une optique d'ouverture, de discussion, d'échange et formation pluralistes; il semble qu'à cet égard, le défi ait été en bonne partie relevé au sein des mouvements, compte tenu de la richesse des initiatives et des outils, formels et informels, autorisant une telle réflexion et un tel transfert.

Il vaut la peine de revenir ici à la notion de mouvement social comme intellectuel collectif, c'est-à-dire comme producteur de savoir par et pour les catégories sociales organisées via les MS (et comme mémoire de ce savoir[549]). Cette acception de la nature même des mouvements, appuyée de l'outillage conceptuel et analytique décrit dans les premiers chapitres, nous a permis d'apprécier l'aptitude de ceux-ci à redéfinir graduellement le sens de l'action politique et à colorer le travail de politisation afin de mieux l'adapter à la réalité immédiate des MS, à le poser en rapport avec l'évolution de la conjoncture nationale et à mieux répondre aux désirs d'extension de leur pouvoir. Il y a là pensons-nous un filon précieux afin d'évaluer sur quelques décennies l'impact de tel ou tel mouvement social en matière d'action politique progressiste. Rétrospectivement, ce choix épistémologique apparait d'autant plus nécessaire qu'au Québec, en l'absence d'une véritable tradition de parti du mouvement ouvrier au 20^{e} siècle, il appartiendrait en grande partie aux mouvements sociaux de jouer le rôle de gardiens de la mémoire de la gauche. Notons cependant qu'ils partagent cette responsabilité avec d'autres types d'acteurs, situés eux-mêmes en périphérie des MS et entretenant avec eux un rapport organique : des centres de recherche ou de documentation (par exemple l'IREF/Relais-femmes ou encore le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine), des maisons d'éditions (remue-ménage, Écosociété, Lux, M éditeur...), des périodiques spécialisés (*Cahiers du socialisme, Possibles, À bâbord!*, etc.), des organismes intermédiaires (le Centre de formation populaire), voire des *think tanks* (au 21^{e} siècle, pensons au rôle de l'IRIS vis-à-vis du mouvement étudiant, par exemple). Notre étude suggère aussi qu'aujourd'hui, le mouvement syndical a transféré en partie son rôle historique prépondérant de gardien de la mémoire de la gauche – et de formateur politique de celle-ci – à d'autres mouvements sociaux ou instances de formation/politisation, du fait notamment de la réorganisation de la hiérarchie entre MS (traduisant la perte de l'hégémonie du mouvement ouvrier).

[549] Cette conception des mouvements comme « mémoire collective » est proposée notamment par : Aldon D. Morris, « Political Consciousness and Collective Action », dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 351-373.

Notre thèse fait apparaître également à quel point l'action politique des MS est en définitive un processus genré, correspondant à des sensibilités politiques et à des pressions s'exprimant sur la base d'une analyse des rapports hommes/femmes. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, l'investissement par les femmes et par la pensée féministe des mouvements sociaux mixtes a grandement influencé leur action politique, en la déployant sur de nouveaux espaces de politisation, qui participaient eux aussi d'un développement des forces de gauche au Québec. L'imbrication des différents rapports sociaux de type classiste (exploitation économique, sexisme ou hétérosexisme, oppression nationale ou raciale) semble avoir trouvé partiellement réponse dans l'édification des revendications et stratégies de certains mouvements. Par exemple, on peut se demander où en serait aujourd'hui la lutte en faveur de l'égalité des orientations sexuelles sans le travail préalable des féministes au sein du mouvement syndical et du mouvement communautaire, au chapitre des représentations de la sexualité notamment. L'inspiration féministe de l'action des MS s'est étendue aussi (à des degrés variables) à d'autres axes de politisation, ceux-là traditionnellement contrôlés par les hommes, comme celui de la politique partisane. L'apparition puis la pérennité de Québec solidaire peut très bien être comprise comme une redéfinition des conditions en vertu desquelles il est possible de créer un parti de gauche au Québec. L'enracinement et la viabilité de QS sont en rétrospective difficilement concevables sans l'implication du mouvement des femmes et de son apport à l'évolution de la culture politique mouvementiste. Même si ce mouvement n'assume pas officiellement la paternité (ou la maternité...) de Québec solidaire, il demeure que son engagement dans le processus s'étendant de la MMF jusqu'à la création de QS a été déterminant et il définit, encore aujourd'hui, la fibre identitaire du parti. Dans le cas de la question nationale, la percée dans les MS s'est effectuée principalement sous l'influence du mouvement syndical, certes; mais cela dit, le mouvement des femmes a fini par avoir une certaine influence sur le déroulement et la portée de la campagne du Oui; en outre, le travail de la FFQ et l'*Opération porte-voix* suggèrent que le type d'appropriation par les femmes d'un enjeu initialement accaparé par les hommes peut être porteur d'enseignements quant au contenu du projet national et aux conditions éventuelles d'une victoire du Oui. Dans les deux cas (question nationale et Québec solidaire), les hommes impliqués ont eu à apprendre à faire davantage confiance à l'expertise politique développée par les féministes et à accepter de leur céder, à divers degrés, la direction des opérations; il s'agit là aussi d'un ajustement significatif à la traditionnelle culture politique de la gauche et du centre. Cette prégnance du féminisme et du mouvement des femmes dans l'univers partisan correspond à une expression remarquable du développement de la culture mouvementiste au Québec. Pour arriver à un tel résultat, il a certainement fallu que les mouvements jouent pendant de très nombreuses années le rôle d'accumulateur et de transmetteur d'un certain savoir politique, lui-même en développement.

7.2 Retour critique sur certains éléments de cette recherche

Le portrait que nous venons de dresser, à partir d'une analyse plus globale et historique de nos résultats, suggère que les MS auraient vraisemblablement la faculté d'être les gardiens d'une certaine mémoire progressiste, capables de jouer le rôle de ce que nous pourrions appeler, en termes gramsciens, d'intellectuels collectifs. À travers eux, des militants et militantes épris d'action politique ont été amenés à réfléchir, à évaluer leurs forces et faiblesses, donc à apprendre politiquement. Les façons de militer à gauche en ont été, dans bien des cas, transformées. Il convient de revenir ici sur cette fonction de gardien de la mémoire et sur sa portée heuristique, lorsqu'il s'agit de comprendre le développement de la culture politique des MS.

Signalons que s'il y a eu, jusqu'à nouvel ordre, réussite au plan organisationnel dans le cas (par exemple) de la création de Québec solidaire par les activistes des MS, cela ne dispose pas de l'épineuse question de l'influence générale de ces mouvements et de la gauche dans la société, influence qui n'est certainement pas à son zénith au moment où se termine la période couverte par notre étude. À l'échelle nationale, les résultats enregistrés par les MS et les différents secteurs de la gauche politique restent modestes (qu'ils soient conçus électoralement ou autrement); il est nécessaire maintenant de se pencher sur ce dernier constat, qui nuance la portée du développement de l'action politique des MS identifié dans cette thèse et soulève des questions relatives à notre approche analytique.

Les résultats enregistrés au titre de l'évolution de la culture politique mouvementiste ne sauraient nous dispenser de faire une évaluation plus serrée de l'état actuel, au 21^{e} siècle, de la force des mouvements sociaux (incluant leurs instruments politiques), notamment du mouvement syndical. Notre étude minutieuse du développement de l'action politique, qui permet certes une lecture sereine du potentiel des mouvements au cours des dernières décennies, demeure sectorielle, c'est-à-dire qu'elle est limitée dans sa portée. Pour certains, elle pourrait donner l'impression d'amoindrir l'importance de considérations plus générales dans lesquelles baignent les MS; en outre, il serait malheureux de faire l'économie ici d'une réflexion sur la situation du mouvement de classe, compte tenu de l'évolution ces dernières décennies de la structure des rapports sociaux – et de la social-démocratie à travers celle-ci. Le destin de l'action du mouvement syndical reste une interrogation particulièrement importante, dans la mesure où au Québec il fédère encore 40% de la main-d'œuvre et qu'il constitue, de par sa nature même, le mouvement social regroupant objectivement le plus grand nombre de personnes et disposant des plus grands moyens matériels. Au demeurant, la centralité du monde du travail (et du mouvement social qui en est issu) dans le fonctionnement des sociétés contemporaines ne fait aucun doute et reste une donnée fondamentale de

l'organisation de la vie sociale. Historiquement, les rapports sociaux du monde du travail ont autorisé l'apparition d'un acteur collectif, désigné à l'époque comme la classe ouvrière, ayant bouleversé au 20e siècle l'échiquier politique des sociétés occidentales et dont la trajectoire est loin d'avoir atteint son terme au moment d'écrire ces lignes. Aujourd'hui, le rapport social issu du travail continue encore d'induire une identité collective, instillant à son tour des revendications communes et une disposition à l'action de masse; le mouvement syndical en a été la forme organisationnelle attitrée[550]. Or, où en est-il, cet acteur collectif, quant au rôle qu'il peut encore jouer, politiquement parlant, au terme de la période couverte par notre thèse?

Au siècle dernier, le paradigme social-démocrate, en vertu duquel les organisations de la classe ouvrière instituaient celle-ci en acteur posant sa candidature au pouvoir, a servi d'horizon général à l'intervention politique du mouvement syndical. Or, comme l'ont montré plusieurs auteurs, ce paradigme s'est épuisé lentement depuis 1980[551]. La lente évolution des organisations ouvrières a altéré le contenu de classe de leur intervention, au profit d'une action politique plus centriste et accommodante envers l'ordre économique dominant. Le glissement idéologique des organisations du mouvement ouvrier, sous l'influence notamment des idéologues et acteurs de la troisième voie (Anthony Giddens, Tony Blair, Gerhard Schröder...), a été abondamment documenté depuis 20 ans. Dans leur quête essentiellement électoraliste du pouvoir, ces organisations ont peu à peu réécrit le mandat et le programme séculaire du socialisme démocratique et elles ont eu tendance à s'appuyer sur une couche sociale technocratique, ce qui déplaçait le centre de gravité de leur enracinement en termes de catégories sociales mobilisées ou représentées. Au fil des décennies, les organisations de la social-démocratie ont favorisé une intégration « par le haut » à la vie politique nationale, qui minimisait (sans l'éliminer toutefois) l'action mouvementiste dans la rue, par la base. De l'avis de plusieurs spécialistes, ces organisations ouvrières sont inscrites dans une logique d'autoreproduction[552]. Autrement dit, dans la conjoncture néolibérale, leur rationalité procède principalement d'un impératif de sauvetage de leurs appareils et de préservation de leurs ressources, dans une posture essentiellement défensive, qui tait la spécificité historique de transformation sociale les ayant animées jusque-là. L'observateur contemporain des MS se trouve donc placé devant ce qui peut sembler, à ses yeux, un étrange paradoxe : le mouvement social dont les moyens matériels sont de loin les plus impressionnants est celui qui hésite le plus à jouer son

[550] Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux aujourd'hui*, Québec, Presses de l'Université Laval, chapitres 3 et 9.
[551] Gilbert Achcar, Denis Berger, Jean-Michel Dauriac, Pascal Delwit, Serge Denis, Philippe Marlière, Gerassimos Mochonas...
[552] François Houtart, « Les mouvements sociaux et la construction d'un nouveau sujet historique », *Espaces Marx*, 11 mai 2006, http://www.espaces-marx.net/spip.php?article124 (page consultée le 12 octobre 2014).

rôle de constitution de ses effectifs en acteur collectif porteur d'un projet clair de changement social et candidat au pouvoir.

Toutefois, nous l'avons souligné, la fonction revendicative et transformatrice du mouvement syndical québécois n'est pas épuisée, tant s'en faut. Comme nous l'avons indiqué au chapitre 4, l'implication des syndicats en 2004-2005, notamment durant les journées d'action régionales contre la réingénierie de l'État, indique que le désir des salariés de se battre est loin d'être disparu; ce désir peut en principe receler une tentative de formulation d'une intervention collective éventuelle relative au type de société à édifier. Dans les années suivantes, le besoin des salariés de s'organiser pour résister à différentes mesures imposées à leurs dépens (qu'elles soient formulées en termes de politiques d'austérité ou encore de transfert des richesses vers le 1%) n'a cessé de se vérifier; le caractère conflictuel de la sphère de l'économie et du travail demeure entier, ainsi qu'on a pu le constater lors d'épisodes de résistance contre des projets gouvernementaux régressifs dans divers secteurs : tickets modérateurs, Centres de la petite enfance, retraites, etc. S'il existe bien une relative méfiance de la base eu égard aux capacités des directions syndicales de déployer un agenda sociopolitique et des pistes d'intervention féconds, cela ne doit certainement pas être compris comme un abandon des formes de mobilisation traditionnelles ou des velléités de résistance syndicale classique au projet néolibéral. On constate par ailleurs, depuis 2011 environ, l'apparition d'initiatives modestes mais éventuellement porteuses d'auto-organisation de salariés, essentiellement dans le secteur public (éducation et santé/services sociaux) : le collectif RÉCIFS, Résistance NGP, Profs contre la hausse, comité Stat, mouvements d'aînés, etc. Ces nouveaux acteurs – que nous n'avons pas pu étudier étroitement étant donné leur émergence toute récente – entretiennent avec le syndicalisme une relation dialectique, suggérant une certaine recherche, par la base, de nouvelles capacités de réflexion et de nouveaux moyens de lutte, mais sans jamais perdre de vue une éventuelle réappropriation, par les membres, de leurs instruments syndicaux usuels[553]. Les apprentissages réalisés au fil des expériences mouvementistes des décennies précédentes encouragent les nouvelles initiatives de ce type.

Si à l'échelle occidentale, les organisations historiques du mouvement ouvrier parviennent parfois à contenir le mouvement de classe, voire participent de son atrophie, elles sont incapables de

[553] Très peu de publications traitent de l'expérience des Profs contre la hausse, mais elles suggèrent des pistes d'analyse allant dans ces directions : Thomas Collombat, « Les Profs contre la hausse à l'UQO – entre luttes étudiantes et démocratie syndicale », *Tisser le fil rouge. Le printemps érable en Outaouais*, Ville Mt-Royal, M éditeur, 2014, p. 219-224; Philippe de Grosbois et Anne-Marie Le Saux, « Profs contre la hausse : le renouvellement de l'action politique enseignante », *À bâbord !*, n° 46, octobre-novembre 2012; Philippe Boudreau et Fanny Theurillat-Cloutier, « Profs contre la hausse en quête d'un renouveau syndical », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 9, hiver 2013, p. 198-206.

l'arrêter complètement. Nous avons vu qu'à quelques reprises au Québec, lors de moments politiques critiques, l'intervention de ces organisations apparaît en décalage par rapport au sentiment populaire. Nous avons montré dans cette thèse que ce fut le cas sur la question nationale, jusqu'au référendum de mai 1980. Ce décalage apparaît de nouveau lors du réveil social exprimé par les MS non syndicaux durant la période 1997-2001, alors que le mouvement syndical est le pivot du « consensus social » du déficit zéro et tente d'associer (sans grand succès) ses partenaires sociaux à ce paradigme de la bonne entente avec le gouvernement de Lucien Bouchard. Le mouvement apparaît à nouveau déphasé au printemps 2012, alors que la loi spéciale du gouvernement Charest contre le droit de manifester ou de résister est ouvertement défiée par une population indignée, notamment à l'occasion de la marche du 22 mai ainsi que dans le cadre du mouvement des casseroles qui l'a suivie[554].

Il y a donc simultanément deux phénomènes contradictoires qui opèrent dans les rangs syndicaux et au-delà: 1) une impulsion et une identité propres au rapport salarial, induisant souvent une capacité d'action des secteurs populaires, périodiquement prêts à se joindre à des projets ou des mobilisations défiant l'ordre établi; 2) une panne stratégique simultanée des directions syndicales aspirées dans une logique de reproduction des organisations. Un tel hiatus, une telle inadéquation entre aspiration mouvementiste des secteurs salariés et logique interne des organisations nourrit un désir de recherche de nouvelles possibilités d'action, notamment sur le terrain plus proprement politique, où l'impasse stratégique du mouvement syndical apparaît encore plus crûment.

La fonction constitutive traditionnelle des organisations syndicales, censées stimuler l'organisation du salariat en acteur sociopolitique, étant mise sous le boisseau, les autres MS sont placés dans une posture très délicate face au mouvement syndical. Celui-ci en effet, du fait de la centralité de la place qu'occupe sa base sociale dans les rapports sociaux, devrait en principe être appelé à jouer un rôle important dans le cadre d'une éventuelle coordination politique des mouvements. Or, on assiste présentement à un flottement de l'orientation politique maîtresse du mouvement syndical, qui semble avoir perdu plusieurs de ses repères, en particulier à mesure que s'éloigne la plausibilité du retour au pouvoir d'un gouvernement péquiste majoritaire. De surcroît, la force vacillante de l'attachement du Parti québécois à la cause souverainiste – et à une marche à suivre claire en ce sens – gêne elle aussi l'identification des salariés à ce parti; son hésitation marquée entre édulcoration de l'option pour faciliter la prise du pouvoir et impulsion indépendantiste de sa base militante a fini par user, à la longue, des fidélités partisanes pourtant solides. (Malgré cela, les directions syndicales cherchent encore généralement à mettre de l'avant, de manière tacite, une

[554] Michel Coutu, « Les carrés rouges doivent inspirer un renouveau syndical », *Le Devoir*, 30 octobre 2012.

ligne d'appui critique au PQ.) Pour sa part, Québec solidaire, même s'il peut techniquement apparaître comme un succès eu égard aux apprentissages politiques d'une certaine gauche, ne procède pas encore d'un mouvement de masse imprimé à la base par les secteurs salariés[555]. Aujourd'hui, le mouvement syndical, privé d'horizon stratégique, semble être en panne d'avenues de participation au pouvoir; chose certaine, il lui manque une profondeur d'analyse autonome de ses possibilités de déploiement. Il semble être en attente d'un nouveau paradigme politique pour les secteurs qu'il a traditionnellement représentés – et dont l'appétit pour une extension de leur pouvoir ne se tarit pas.

La question de l'action politique du mouvement syndical reste donc entièrement ouverte et cette inconnue a un impact sur les capacités des autres mouvements sociaux. Alors que ce mouvement est à la croisée des chemins, quelles options s'offrent à lui? En cette matière, le dernier mot n'appartient pas nécessairement aux directions syndicales, qui peuvent encore être dépassées ou soumises à des phénomènes leur échappant – ce ne serait pas la première fois. Le dilemme principal que doivent affronter les organisations des mouvements sociaux, en particulier celles du mouvement syndical, consiste à choisir entre d'une part le pari de miser leurs ressources sur des instruments participant de la venue d'une nouvelle configuration politique, avec tous les risques que suppose ce plongeon vers l'inconnu, et d'autre part le confort d'un attentisme pouvant fort bien conduire, à la longue, à une atrophie de leur propre existence (c'est, ni plus ni moins, la rançon du corporatisme et du bureaucratisme). Tentons d'explorer plus avant les termes de ce dilemme.

L'option consistant, par mesure de prudence, à restreindre la portée sociétale d'un mouvement d'une importance numérique et historique telle que celle du mouvement ouvrier peut effectivement tenir la route de nombreuses années encore. L'idée même de ne plus être syndiqué ne semble pas être envisagée sur le terrain, du moins pas ouvertement; en termes d'effectifs et de ressources, les organisations à proprement parler ne sont pas en danger pour le moment. Il peut y avoir toutefois à la base un déplacement progressif des allégeances vers des acteurs qui apparaissent plus authentiques, ou moins discrédités. L'un des ressorts qui semble gagner en popularité depuis quelques années est le désir de réappropriation locale, par les membres, des modes d'action et des instruments de lutte. Par ailleurs, le multi-militantisme chez les membres, ou la propension à se reconnaître successivement dans différentes causes, permet de sublimer – ponctuellement – l'obstacle du bureaucratisme, donc de maintenir un espace d'action militante chez les syndiqués. De plus, ceux-ci peuvent ensuite tabler sur ces expériences pour réfléchir à leur

[555] Sans compter que son intervention reste confinée, le plus souvent, au terrain électoral et à la joute parlementaire, ce qui accroît sa visibilité à l'approche des élections et durant les campagnes électorales, mais limite la portée de son influence le reste du temps.

situation syndicale et envisager divers moyens pour la corriger. En somme, les organisations nationales dont la vie ressemble – de l'extérieur – à un long fleuve tranquille pourraient avoir à connaître des soubresauts, voire des dynamiques de morcellement, au profit de nouvelles formes et modalités de défense des droits, répondant mieux aux nouvelles inclinations du militantisme.

L'option de l'investissement dans de nouvelles formes politiques mouvementistes continue de peser de tout son poids dans les rangs syndicaux, car subsiste le désir, dans plusieurs pans de cette base sociale, de composer une présence politique significative. L'absence d'une présence politique marquante du mouvement syndical, qui avait exercé un important leadership sur la question nationale à la fin des années 1980 et durant la première moitié de la décennie 1990, est vivement ressentie aujourd'hui. Dans quels termes les syndicats pourraient-ils l'affronter de manière ouverte? À prime abord, le besoin d'une réponse populaire bien sentie se fait entendre sur le terrain de la résistance à la liquidation des acquis de la Révolution tranquille; mais là encore, l'intervention syndicale se présente généralement en rangs dispersés, sans s'articuler autour d'une parole mouvementiste intégrée, à portée universelle. Le phénomène s'observe au moins depuis la « révolution culturelle » du ministre Raymond Bachand, alors qu'en 2010, via son discours du budget, il entreprenait une mise en chantier de la redéfinition de l'État québécois. Recherchant à tout prix – ou presque – un règlement négocié dans le cadre des négociations du secteur public, les organisations syndicales n'ont pas su saisir la balle au bond, ni proposer leur propre vision de l'État social québécois. Il a fallu attendre au printemps 2012 pour qu'une réponse populaire aux mesures incluses dans le budget Bachand s'organise – et comme d'aucuns le savent, elle n'est pas venue du mouvement syndical. Le même inconfort s'observe en 2014, devant les mesures de rationalisation et de redéfinition de l'État lancées par le gouvernement Couillard; les centrales syndicales ne parviennent pas à proposer un message clair relatif au déficit zéro, à la fiscalité, à la réduction de la taille d'État ou au modèle de développement économique à valoriser. Il y a certes une volonté affichée de résistance aux mesures d'austérité, mais celle-ci ne saurait masquer l'absence d'une réflexion syndicale intégrée (à l'échelle de la classe sociale) relative aux mesures macroéconomiques, suggérant qu'encore une fois les organisations restent prudentes, elles qui hésitent à mettre de l'avant un horizon politique commun, donc une alternative au pouvoir néolibéral. Bien qu'elles soient parvenues à constituer un front commun pour les négociations du secteur public en 2014, l'approche retenue par les centrales semble à nouveau confiner cette ronde à la recherche d'un modeste règlement négocié, plutôt qu'à une politisation des enjeux risquant de soulever des questions fondamentales relatives au bien commun et à la nature même de l'État québécois. L'idée de convoquer des États généraux des services publics, non seulement pour articuler cette réflexion syndicale intégrée, mais aussi pour offrir un espace ouvert de coordination des actions des divers MS, ne semble pas s'imposer. Les efforts syndicaux visant à redonner une voix

politique autonome aux salariés demeurent modestes à l'heure actuelle. Bien que l'investissement individuel de membres ou d'officiers dans Québec solidaire ou SPQL (ou autre) soit généralement perçu avec bienveillance, il ne saurait tenir lieu de vision d'ensemble relative à l'enjeu du pouvoir politique. Le défi reste entier s'agissant de formuler une action de masse effective et les préparatifs en ce sens sont à peine envisagés. L'établissement des perspectives stratégiques communes aux secteurs populaires, dans le cadre d'un vaste exercice démocratique des mouvements (du type états généraux), serait déjà une étape importante.

Notre thèse soulève des pistes de réflexion quant à savoir d'où pourrait provenir, à nouveau, un regain de politisation autonome de la part des secteurs salariés ou un sursaut d'investissement démocratique des membres qui permettrait, à son tour, une reprise en main de la gouverne syndicale et l'apparition de nouvelles perspectives stratégiques. À n'en point douter, l'intensification des interactions entre mouvements sociaux peut avoir joué un rôle positif de préparation à cet égard. Et chose certaine, les mouvements ne pourront qu'écarter les avenues piégées ayant été rejetées depuis 1980. S'il est vrai que personne ne détient de solution à ce défi permanent qu'est l'action mouvementiste, il est clair également – du moins avec cette thèse – que les nouvelles voies de l'action politique autonome ne pourront se contenter de réemprunter les sentiers maintes fois battus.

7.3 Conjoncture politique et question nationale

Terminons par un retour sur les considérations plus globales dans lesquelles baignent les MS; des remarques s'imposent aussi en ce qui a trait à nos résultats sur la question nationale, dont le cours a été déterminé notamment, depuis 1987, par des évènements liés à la politique institutionnelle. Le retrait progressif de cet enjeu de l'actualité québécoise au 21^{e} siècle suggère que l'aptitude des mouvements à saisir celui-ci à bras le corps et à en sculpter les termes à leur avantage dépend aussi du cours des évènements dans l'arène politique d'ensemble. Sans aller jusqu'à dire que la mobilisation populaire autour du désir d'émancipation nationale soit une variable secondaire, il reste que la conjoncture politique et la dynamique institutionnelle, entre 1987 et 1995, ont grandement favorisé l'intervention des MS sur ce terrain et, inversement, l'accalmie des 15 dernières années inhibe considérablement l'initiative des mouvements sur la question nationale. Quels sont les ressorts fondamentaux de cette apparente accalmie et de quelle manière conditionnent-ils aujourd'hui l'initiative mouvementiste? Manifestement, notre thèse n'a pas servi à clarifier les tenants et aboutissants de cette relation complexe. Une étude d'un autre ordre, explorant les deux pôles de cette relation, serait donc nécessaire afin de mieux pondérer, d'abord, ce qui relève expressément de la dynamique des acteurs étatiques et, ensuite, ce que cela entraîne

comme impacts sur le développement éventuel de l'action politique mouvementiste sur cet enjeu[556].

Cette remarque sur la portée analytique vaut, de façon plus générale, pour l'ensemble des dimensions de l'action politique des MS examinées dans cette thèse. Notre approche ne faisait pourtant pas abstraction de la dimension structurelle des phénomènes dans l'explication de l'action mouvementiste. Dès le départ, nous avons pris soin de camper l'étude de cette action directement dans les rapports sociaux, la voyant comme une réponse à des phénomènes d'oppression, de domination ou d'injustice *antérieurs* aux mouvements eux-mêmes. Nous avons établi que l'existence des trois MS étudiés procédait de la structure même des rapports sociaux, mais que dans ce cadre, les mouvements disposaient d'une marge considérable pour concevoir et mettre au jeu leur action politique. Celle-ci est donc largement contingente; elle obéit à la fois à leur évaluation de la conjoncture et à une série d'arbitrages en leur sein. L'intégration de la filière cognitive s'est faite de façon mesurée, en ce sens où elle était soumise à l'inscription de nos trois MS dans les rapports sociaux; notre approche ne présumait pas d'une liberté entière des mouvements à produire un savoir illimité, pouvant ultimement redéfinir la totalité du réel puisque libéré de toute considération structurelle. Au contraire, notre articulation de la filière cognitive au reste du cadre théorique a permis de trouver un moyen d'éclairer plus finement les processus précis grâce auxquels l'action politique, comme compétence construite sur le tas et au quotidien par les MS, pouvait évoluer et se recomposer.

Cependant, des zones d'ombre subsistent quant aux termes exacts de l'articulation entre cette action politique et la réalité structurelle des rapports sociaux. Alors qu'avec la poursuite de l'offensive néolibérale (ininterrompue depuis les années 1980), la dure réalité des rapports sociaux devrait en principe appeler une intensification de l'action des mouvements – qu'elle soit politique ou autre –, on voit très bien qu'il n'y a pas de lien automatique, et surtout pas de symétrie, entre la vigueur des attaques des pouvoirs dominants et la riposte offerte par les mouvements. Les formes d'organisation politique nécessaires dans ce contexte, de même que les tactiques à déployer, peinent à émerger, bien qu'objectivement les clivages sociaux soient vifs et semblent appelés à se creuser encore davantage. C'est un euphémisme de dire que le processus de recomposition politique entamé par les mouvements dans les années 1980 est loin d'être terminé, non seulement dans le cas de la question nationale, mais pour l'ensemble des dimensions de l'action politique des

[556] On trouve ce type d'effort intellectuel, fondé sur une explication cherchant à concilier dynamique étatique et processus mouvementistes, dans ce texte d'Éric Martin par exemple : « Le printemps contre l'hégémonie : la mobilisation étudiante de 2012 et le blocage institutionnel de la société québécoise », *Recherches sociographiques*, vol. 54, n^{o} 3, 2013, p. 419-450.

MS. Toute cette situation interpelle au premier chef l'action du mouvement syndical, dont on se demande s'il est en mesure de répondre à cette interpellation. Manifestement, les mouvements dans leur ensemble n'ont toujours pas à leur portée une stratégie globale de conquête du pouvoir et on n'entrevoit pas encore dans quel contexte précis ils pourraient être amenés à en imaginer une. Dans la représentation que se font les MS des voies du changement social, il ne semble plus y avoir de point de passage servant de référent universel et à partir duquel concevoir une action politique intégrée, multi-MS. L'hésitation est particulièrement criante sur le front partisan et ne concerne pas que le mouvement syndical (où cela se manifeste plus clairement, selon ce que nous avons vu plus haut). La grande prudence des MS les incite à valoriser ce que nous avons appelé la conception « multi-tâches » de l'intervention politique – ce qui est un acquis tangible – mais ce refus de choisir ou de proposer une direction générale claire masque peut-être aussi, chez eux, un sentiment de faiblesse. En définitive, l'action politique des MS reste encore relativement inhibée et tarde à se frayer un chemin. L'hésitation formelle (et remarquable) des mouvements sociaux entre Québec solidaire, le Parti québécois et l'abstention n'est qu'un épiphénomène de cette panne d'option stratégique globale. Qu'est-ce qui explique une telle inhibition?

C'est en principe dans l'étude approfondie de l'articulation entre facteurs structurels (ou institutionnels) et action mouvementiste qu'on pourrait éventuellement trouver des réponses plus satisfaisantes à cette question, pensons-nous. Nous n'avons pas étudié dans cette thèse l'état des luttes sectorielles menées séparément par chaque mouvement; elles sont pourtant révélatrices du rapport de force en présence, sur chacun des fronts de lutte. Est-il concevable qu'à la base et au préalable, une action politique claire et cohérente suppose que les mouvements soient indubitablement à l'offensive sur leur terrain de lutte sectoriel respectif? La situation du mouvement ouvrier est certainement préoccupante; dans quelle mesure un mouvement social peut-il prétendre à une action politique probante sans être fortement mobilisé sur les matières qui interpellent au premier chef et spécifiquement sa base sociale? Depuis le printemps 2005, les mobilisations populaires victorieuses, aptes à s'opposer frontalement à des mesures ou politiques gouvernementales, voire à contester valablement un gouvernement, sont celles menées par le mouvement étudiant (aide financière aux études, frais de scolarité) et par le mouvement environnementaliste (gaz de schiste). Est-ce possible que l'élaboration des voies prochaines de l'action politique de transformation sociale appartienne aussi à d'autres mouvements que les trois que nous avons choisi d'étudier? Le cas échéant, qu'est-ce qui permettrait de vérifier empiriquement les termes d'une telle articulation?

L'évolution du débat constitutionnel suggère un questionnement d'un type similaire, mais sur un terrain différent, plus institutionnel cette fois. Nous avons vu au chapitre 5 que l'isolement du

Québec dans le cadre canadien s'intensifie depuis la fin des années 1990. L'arrivée du gouvernement conservateur a offert en 2006 une brève éclaircie (avec la reconnaissance de la nation québécoise par le Parlement canadien), qui s'est rapidement dissipée par la suite, faisant place au Québec à un sentiment d'être tenu à l'écart de la dynamique du pouvoir à Ottawa. La découverte progressive des politiques et orientations du gouvernement conservateur ne cesse d'accentuer un sentiment d'étrangeté au Québec, comme si cette province ne participait plus à l'entreprise de définition globale de l'identité canadienne, voire comme si les expressions et symboles bien concrets de cette identité se forgeaient contre lui. Là encore, alors qu'objectivement tout invite à une exacerbation ouverte des tensions entre le Québec et Ottawa, on observe plutôt une forme de discrétion sur le terrain constitutionnel. Les acteurs étatiques semblent avoir unanimement renoncé à entamer publiquement le débat sur cette question, pourtant cruciale. Ces acteurs étatiques invoquent l'absence d'intérêt pour cet enjeu, de part et d'autre, et soutiennent que cette absence d'intérêt est largement partagée par la population, tant au Québec qu'au Canada. L'échec électoral retentissant du PQ, le 7 avril 2014, alimente les doutes sur sa capacité à reprendre le leadership et à assurer la maîtrise d'œuvre de la trajectoire d'émancipation nationale. Jusqu'à nouvel ordre, la paralysie politique dans ce dossier gêne considérablement l'initiative des MS et on peine à voir de quelle dynamique intrinsèque pourrait sourdre un nouveau cycle d'intervention nationaliste de leur part. Les avancées réalisées par les mouvements depuis les années 1980, mises en évidence dans cette thèse, doivent donc être placées dans leur contexte; elles sont réelles mais elles se matérialisent présentement dans une conjoncture sociopolitique bien particulière. Comment déterminer l'étendue véritable de la latitude des mouvements sur ce terrain, voire quelles conditions permettraient la reprise du processus de politisation sur la question nationale, au sein des MS? Notre recherche ne permet à de répondre à ce type de questions.

Conclusion

Dès le départ, notre recherche était animée du désir de combler certaines lacunes de la production académique en sciences sociales à propos de l'action politique des mouvements sociaux des années 1980 et 1990. Au plan théorique, nous étions devenu inconfortable avec les thèses des penseurs européens continentaux de l'école des « nouveaux mouvements sociaux » qui, postulant le passage de nos sociétés à l'ère postindustrielle ou post-matérielle, proclamaient l'extinction de l'investissement de ceux-ci dans la sphère politique classique. Au contraire, pensions-nous, les MS, anciens comme nouveaux, n'avaient de cesse de réfléchir aux modalités de déploiement de leur influence sur le bon vieux terrain des institutions démocratiques, des partis et des référendums. Notre cadre théorique a été une occasion privilégiée de revisiter le rapport des MS à ces catégories et l'assemblage conceptuel que nous avons été amené à réaliser a mis en valeur la pertinence contemporaine de la contribution des courants théoriques refusant de faire une croix définitive sur l'imbrication historique entre MS et vie politique nationale (école américaine, auteurs néo- ou postmarxistes, courant de la culture politique mouvementiste...).

Cette permanence des débouchés politiques traditionnels dans l'imaginaire et dans l'arsenal des mouvements ne saurait cependant nous induire en erreur sur un élément important, à savoir l'importante évolution du rapport mouvementiste à ces catégories. En vue de scruter celle-ci, nous avons en outre tablé sur l'indication, suggérée par Laclau et Mouffe, à l'effet, d'abord, que les rapports sociaux desquels émaneraient la dynamique de changement social pouvaient, à la fin du 20^{e} siècle, ne plus être les mêmes que durant les années 1880-1980, donc que les acteurs-clés de celle-ci étaient appelés à changer : « *what is now in crisis is a whole conception of socialism which rests upon the ontological centrality of the working class*[557] ». Ensuite, ajoutaient-ils, la représentation – à gauche – du pouvoir politique et de la transformation sociale était appelée à devenir plus diffuse, donc de moins en moins étatiste, verticale et centralisée : «*today the Left is witnessing the final act of the dissolution of that Jacobin imaginary*[558] ». Nous nous sommes demandé comment retrouver les traces empiriques d'un tel déplacement du centre de gravité de

[557] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy*, Londres, Verso, 2001 [1985], p. 2.
[558] *Idem.*

l'action mouvementiste et d'une pareille mutation du rapport aux catégories classiques de l'action politique.

Nous avons fait le pari que le laboratoire où se jouait le déplacement de ce centre de gravité était, en quelque sorte, le champ des interactions que les mouvements entretenaient les uns avec les autres. Ce choix fut payant; notre thèse tend à montrer en particulier la centralité du féminisme et du mouvement des femmes dans l'évolution de l'action politique de la gauche québécoise. Afin de pouvoir décrypter les signes de cette évolution, nous avons mis à profit les avancées réalisées par les auteurs de ce que nous avons appelé le courant cognitif, qui place au cœur de ses préoccupations l'étude de la culture politique des mouvements sociaux. Nous pensions qu'il y avait là un filon encore insuffisamment exploité en étude des MS québécois autour de l'émergence possible d'une culture militante permettant de repenser le rapport au pouvoir et à certaines des formes usuelles de l'action politique.

Chemin faisant, nous avons établi que cette dernière était une compétence élaborée au quotidien, dans le cadre de l'existence usuelle des mouvements et nous avons ventilé l'étude de cette compétence en trois dimensions fondamentales : rapports multi-mouvements, question nationale, élections (et partis). La recherche féministe et les andragogues nous ont convié à un travail soutenu de maïeutique; en effet, expliquent-ils, les connaissances politiques façonnées dans les mouvements ont un caractère essentiellement tacite, car les militants et militantes ont rarement verbalisé et identifié formellement les gains cognitifs réalisés. C'est pour cette raison qu'il nous a fallu nous lancer dans une importante collecte des données sur le terrain, afin d'amener une vingtaine de leaders nationaux ou régionaux des mouvements étudiés à témoigner généreusement de ce cheminement au titre de la culture politique. Il nous semblait fondamental de leur donner la parole (de 3 à 5 heures chacun) afin de nous pencher avec eux sur la signification qu'ils entrevoyaient eux-mêmes des évènements et des changements de pratiques militantes en lien avec cette action politique.

Concernant la production spécialisée relative à notre objet, le rapport à l'action politique des MS québécois des années 1980 et 1990, nous avions un malaise avec un récit prédominant, présentant une lecture négative et superficielle de cette période; nous désirions questionner cette lecture et voir si elle pouvait être dépassée grâce à un examen minutieux des microprocessus à l'œuvre dans la vie militante des organisations. Notre argument central, contestant autant le paradigme du recul que celui de la stagnation, était fondé sur l'idée de recomposition de l'action politique des

mouvements. À cela s'ajoutait la thèse d'un développement de la culture mouvementiste reposant sur les facultés d'apprentissage et de mémoire propres aux MS.

Fort de ces leviers conceptuels et de cet outillage méthodologique, nous avons pu faire un certain nombre de constats intéressants quant à l'évolution de la culture politique mouvementiste. Un premier, particulièrement net, concerne les facultés délibératives; nos résultats présentés aux chapitres 4 et 6 montrent des progrès à ce titre. Des traits de culture politique qui peuvent sembler anodins ou banals de prime abord constituent tout de même des avancées significatives, nécessaires à une meilleure interaction d'abord entre militants et militantes, ensuite entre MS et, finalement, entre la gauche organisée et le reste de la population. Notre thèse a permis, croyons-nous, de mettre en valeur ce type de phénomènes, tout comme ceux liés aux nouvelles modalités du travail en coalition, qui a connu une évolution remarquable depuis le Sommet populaire (de 1980-1982) et la fondation de Solidarité populaire Québec (en 1985); un meilleur équilibre semble s'installer entre mouvements et les attentes de chacun à cet égard semblent plus viables. D'aucuns diront que les changements au registre des aptitudes délibératives ou des modalités du travail en coalition sont peu spectaculaires, ou à tout le moins ne détonnent pas par leur témérité ou leur radicalité; il n'empêche qu'il fallait les identifier systématiquement et entrevoir dans quelle mesure ceci participe d'un développement des capacités d'action politique des mouvements.

Un second ordre de résultats a trait à la patiente élaboration d'une aptitude à prendre en charge la question nationale sans compromettre l'intégrité du mouvement. Contrairement à ce qui s'observe durant les années 1980, les MS ont tendance à afficher en 1995 une approche politique à l'égard de la souveraineté à la fois engageante et inédite, trahissant par là une évolution des mentalités. Par leur intervention souverainiste, les MS ne se conçoivent pas simplement comme agents revendicateurs agissant à la défense des intérêts de leur base sociale, mais bien comme co-porteurs d'un projet de société large, souvent proposé conjointement avec des acteurs de diverse nature provenant d'une pluralité d'horizons. Il y a également un saut qualitatif intéressant dans cette reconstruction progressive d'une capacité d'analyse stratégique en vertu de laquelle la question nationale peut enfin échapper à la démarche stato-centriste et partito-centriste des années 1976 à 1980, ce qui aux yeux des mouvements en réduit la nature partisane. Enfin, comme nous l'avons montré, la prise de position sur l'avenir national du peuple québécois découle de l'expérience vécue sectoriellement par chaque mouvement, et devient le résultat d'une synthèse des aspirations traditionnelles du mouvement et de sa réflexion sur la question nationale.

Nous aimerions conclure, à propos des résultats, en revenant sur un dernier aspect de la culture politique, à savoir le rapport à la forme parti. Nous avons mis en évidence, en outre, la tendance de nombre d'activistes à faire en sorte qu'à partir des années 1980 les MS se conçoivent à nouveau comme le centre de gravité de la définition de l'action politique progressiste; pour ce faire, les organisations des MS doivent se placer en position de prépondérance et d'initiative vis-à-vis des forces partisanes existantes ou à venir. Les rapports au sein des MS entre différentes sensibilités progressistes sont également appelés à évoluer dans un sens plus compatible avec la tolérance à la diversité, donc une certaine forme de pluralisme; cela participe d'une recomposition éventuelle du rapport à la forme parti.

Enfin, la modestie développée quant à la connaissance des voies éventuelles de la transformation sociale, et son corollaire au 21^{e} siècle, soit l'ouverture au multi-tactisme, sont des jalons probants d'un développement de la culture politique.

Pour terminer, rappelons le caractère sectoriel de notre étude qui, malgré son étendue, ne permet pas de disposer d'un diagnostic global sur l'action politique mouvementiste; d'autres investigations sont encore nécessaires pour bien repérer et mesurer l'évolution de la culture des MS québécois, au chapitre de leur politisation. Voici quelques dimensions ou enjeux qui mériteraient encore d'être examinés par la recherche en sciences sociales afin d'obtenir un panorama encore plus complet et plus juste. D'abord, cette thèse, et la production académique en général, ont peut-être exagéré l'importance des plus vieux mouvements et amoindri la contribution des plus jeunes; il y aurait certainement lieu d'envisager des projets de recherche proposant un meilleur équilibre entre ces deux réalités. Non seulement avons-nous à peine effleuré la contribution de l'altermondialisme à l'évolution de la culture politique des MS, mais nous avons tu celle des acteurs écologistes ou environnementalistes. De même, le mouvement étudiant québécois, techniquement aussi vieux que le mouvement populaire/communautaire, a eu à renaître de ses cendres à diverses reprises[559], ce qui nous a amené à le considérer comme un mouvement « plus jeune », dont l'histoire discontinue se prêtait mal à une investigation privilégiant l'apport d'acteurs ayant façonné l'identité mouvementiste sur plusieurs décennies. Il a malheureusement été délaissé lui aussi, alors que son

[559] Notamment avec la création de l'ANEQ en 1974, qui succédait à l'UGEQ après cinq ans d'absence d'organisation étudiante nationale; ensuite, avec la création de la FECQ, de la FEUQ, du MDE puis de l'ASSÉ, entre 1990 et 2001.

rôle dans le développement l'action politique des MS du 21e siècle semble pourtant gagner continuellement en importance (c'est du moins une préoccupation que soulève, à nos yeux, le fameux Printemps des carrés rouges). À terme, quelle peut être l'articulation entre vieux et jeunes mouvements, quant à l'évolution de la culture politique mouvementiste?

Il faut explorer cela plus avant, tout comme d'ailleurs, la recherche sur les MS devra se pencher davantage sur les expressions moins structurées ou permanentes de l'action mouvementiste. Notre thèse a vraisemblablement surinvesti l'étude des grandes organisations permanentes et négligé les formes de militantisme plus libres ou informelles, ou encore les expériences (d'organisation) plus modestes, ponctuelles ou légères. Il y a eu là aussi – vraisemblablement – une certaine évolution, mais qui malheureusement nous a échappé, et qui pourtant doit teinter la culture politique mouvementiste. Au chapitre 7 par exemple, nous avons mentionné à propos du mouvement syndical l'émergence de nouvelles initiatives d'organisation libre et autogérée; le phénomène vaut aussi pour les autres mouvements sociaux. Or, l'apport spécifique de ce type d'expériences reste encore sous-étudié aujourd'hui. Autant avons-nous mis en évidence, au sixième chapitre, la critique (par les militants et militantes) d'une certaine forme de fétichisme du parti et du programme, autant faut-il peut-être désormais envisager qu'à la base – chez les activistes – émerge aussi une critique du fétichisme des organisations historiques de chaque mouvement; de par l'échantillon que nous avons retenu, notre thèse présente le défaut d'alimenter indirectement ce fétichisme.

À ce stade, une troisième source de curiosité intellectuelle s'exprime en faveur de la recherche d'une adéquation éventuelle entre luttes sectorielles et action politique à l'échelle nationale; dans cette thèse, nous avons oblitéré largement les premières, alors qu'y résident peut-être souvent les ferments ou ingrédients d'un déploiement bien senti jusque dans les catégories d'action politique qui étaient les nôtres. Comment déterminer à quelles conditions une lutte pouvant être – en apparence – strictement fondée sur des revendications spécifiques (voire corporatistes) peut-elle déboucher sur une bataille populaire à caractère plus universel? Est-ce que certains types de revendications se prêtent mieux à une extension généreuse, en termes d'horizon sociétal ou de portée sociopolitique? Et moyennant quelles adaptations ou propriétés polémiques? Encore une fois, l'expérience du mouvement étudiant au printemps 2012, fondée dès le départ et sur toute sa durée sur une revendication pourtant très sectorielle (le gel des frais de scolarité), nous invite à explorer les conditions de possibilité d'une projection dans l'arène politique nationale ayant conduit, comme on le sait, à la fin du règne du gouvernement libéral de Jean Charest. Sans

intervention des partis, le gel des frais de scolarité et le mouvement des carrés rouges étaient devenus le point de ralliement désigné –ou la coalition populaire informelle – de ceux et celles qui souhaitaient changer de régime. Voilà un « modèle » d'intervention politique des MS qui, à proprement parler, n'était pas prévu dans nos catégories analytiques.

Une dernière préoccupation importante ici doit être mentionnée : l'étude rigoureuse des facultés de mémorisation des connaissances dans les mouvements. Alors qu'on sait que les organisations se soucient périodiquement d'un enjeu comme la transmission des savoirs d'une génération à l'autre, il s'avère que les recherches à ce sujet nous semblent encore insuffisantes, ou trop limitées de par leur spectre. Pour notre part, nous avons attaché un grand soin à l'étude de l'élaboration des savoirs politiques, cherchant à éclairer les modalités fines de leur éclosion au sein des MS, y voyant là les signes d'un développement du rapport à l'action politique. Or, il reste encore à valider la pérennité de ces connaissances une fois acquises. Nous avons mis en lumière par exemple l'importance de l'exercice dialectique implicite liant d'une part l'évaluation-bilan et d'autre part la décision-action; mais que sait-on exactement de la capacité réelle des mouvements d'emmagasiner à long terme les compétences issues de cette gymnastique souterraine, voire de les communiquer aux nouvelles cohortes de militants et militantes?

Dans cette course à relais qu'est la recherche académique, nous avons accepté de prendre le témoin l'espace de quelques années, pour faire avancer modestement la connaissance relative à l'action politique des MS québécois des dernières décennies. Cette grande épreuve qu'est l'avancement de la connaissance scientifique se joue à plusieurs et nous comptons encore une fois sur ce foisonnement de recherches en sciences sociales pour que la réflexion se poursuive, que les chercheurs débattent et que plusieurs veuillent encore prendre le relais.

Bibliographie

Cadre théorique

ADAM, Barry D., « Post-marxism and the new social movements », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, vol. 30, n° 3, 1993, p. 316-336.

ADAMOVSKY, Ezequiel, « Penser le passage du social au politique », *Mouvements*, n° 63, juillet-septembre 2010, p. 111-129.

AGUITON, Christophe et Dominique CARDON, « Le Forum et le Réseau. Une analyse des modes de gouvernement des forums sociaux », communication pour le colloque *Cultures et pratiques participatives : une perspective comparativ*e, AFSP/LAIOS, Paris, 20-21 janvier 2005.

ALVAREZ, Sonia, DAGNINO, Evelina et Arturo ESCOBAR, *Cultures of Politics; Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements,* Boulder, Westview Press, 1998, 459 p.

AMINZADE, Ronald, « Class Analysis, Politics and French Labor History », dans Lenard R. Berlanstein, *Rethinking Labor History*, Chicago, University of Illinois Press, 1993, p. 90-113.

ARONOWITZ, Stanley, *How Class Works. Power and Social Movements*, New Haven, Yale Univ. Press, 2003, 263 p.

BEALEY, Frank, *The Blackwell Dictionary of Political Science*, Malden (Mass.), Blackwell, 1999, 384 p.

BEAUDET, Pierre, CANET, Raphaël et Marie-Josée MASSICOTTE (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010, 477 p.

BERGOUNIOUX A. et G. GRUNBERG, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au XX^e siècle*, Paris, Fallois, 1996, 406 p.

BERLANSTEIN, Lenard R. (dir.), *Rethinking Labor History*, Chicago, University of Illinois Press, 1993, 235 p.

BILGE, Sirma, «Recent Feminist Outlooks on Intersectionality», *Diogenes*, février 2010, vol. 57, no 1, p. 58-72.

BLEE, Kathleen & Verta TAYLOR, «Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research», dans Bert Klandermans & Suzanne Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p. 92-117.

BLEYER, Peter, « Coalitions of Social Movements as Agencies for Social Change: the Action Canada Network », dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 134-150.

BRISKIN, Linda, « Women, Unions and Leadership », *Canadian Dimension*, vol. 24, n° 1, janvier/février 1990, p. 38-41.

BRODIE, Janine, « Piercing the Smokescreen: Stability and Change in Brokerage Politics », dans Alain-G. Gagnon et Brian Tanguay, *Canadian Parties in Transition*, Peterborough, Broadview Press, 2007, p. 33-53.

BURSTEIN, Paul, « Interest Organizations, Political Parties, and the Study of Democratic Politics », dans Ann Costain et Andrew McFarland (dir.), *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 1998, p. 39-56.

CALHOUN, Craig, « "New Social Movements" of the Early Nineteenth Century », *Social Science History*, vol. 17, n° 3, 1993, p. 385-427.

CAMFIELD, David, *Canadian Labour in Crisis: Reinventing the Workers' Movement*, Halifax, Fernwood, 2011, 160 p.

CANET, Raphaël, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures et conflits*, n° 70, été 2008, p. 33-56.

CARROLL, William et Elaine COBURN, « Social Movements and Transformation », dans Wallace Clement et Leah Vosko (dir.), *Changing Canada: Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 79-105.

CARROLL, William et R.S. RATNER, « Between Leninism and Radical Pluralism : Gramscian Reflections on Counter-Hegemony and the New Social Movements», *Critical Sociology*, vol. 20, n° 2, 1994, p. 3-26.

CASAS-CORTÉS, Maria Isabel, OSTERWEIL, Michal et Dana E. POWELL, « Blurring Boundaries: Recognizing Knowledge-Practices in the Study of Social Movements », *Anthropological Quarterly*, vol. 81, n° 1, hiver 2008, p. 51.

CHESTERS, Graeme et Ian WELSH, *Social Movements. The Key Concepts,* New York, Routledge, 2011, 192 p.

CHOUDRY, Aziz et Dip KAPOOR (dir.), *Learning from the Ground Up. Global Perspectives on Social Movements and Knowledge Production*, New York, Palgrave MacMillan, 2010, 256 p.

CHOVANEC, Donna, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009, 128 p.

CLAWSON, Dan, *The Next Upsurge*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 2003, 235 p.

COLLINS, Patricia Hill, *Black Feminist Thought*, New York, Routledge, 2000, 335 p.

CONWAY, Janet, *Praxis and Politics. Knowledge Production in Social Movements*, New York, Routledge, 2006, 190 p.

COSTAIN, Ann et Andrew McFARLAND (dir.), *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 1998, 335 p.

CUNNINGHAM, Frank *et al.* (dir.), *Social Movements, Social Change. The Politics and Practice of Organizing*, Toronto, Between the Lines, 1988, 270 p.

DAGNINO, Evelina , «Culture, Citizenship and Democracy : Changing Discourses and Practices of the Latin American Left », dans *Cultures of Politics; Politics of Cultures. Re-visioning Latin American Social Movements*, Boulder, Westview Press, 1998, p. 33-63.

DALTON, Russell J., « Strategies of Partisan Influence: West European Environmental Groups », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest.* Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 296-323.

DELLA PORTA, Donatella et Mario DIANI, Social Movements: an Introduction, Malden (Ma), Blackwell, 2006, 345 p.

DELPHY, Christine, *L'ennemi principal. Tome 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 2009.

DELWIT, Pascal, « La social-démocratie en Europe : un avenir en questions », dans Pascal Delwit, *Où va la social-démocratie européenne? Débats, enjeux, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 7-17.

DENIS, Serge, *Social-démocratie et mouvements ouvriers. La fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003, 223 p.

DENIS, Serge, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui*, Montréal, P.U.L., 2005, 141 p.

DORLIN, Elsa (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, P.U.F., 2009, 313 p.

DUFOUR, Pascale, *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, 293 p.

DUFOUR, Pascale et Janet CONWAY, «Emerging Visions of Another World? Tensions and Collaboration at the Quebec Social Forum», *Journal of World-Systems Research*, Vol. 16, #1, 2010, p. 29-47.

EDWARDS, Bob et John McCARTHY, « Resources and Social Movement Mobilization », dans D. Snow, S. Soule et H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements*, Malden (MA), Blackwell, 2007, p. 116-152.

EISINGER, Peter K., « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », *American Political Science Review*, vol. 67, n° 1, mars 1973, p. 11-28.

ENGLISH, Leona M. (dir.), *International Encyclopedia of Adult Education*, New York, Palgrave, 2005, 750 p.

ESCHLE, Catherine, « "Skeleton Women": Feminism and the Antiglobalization Movement», *SIGNS : Journal of Women in Culture and Society*, Vol. 30, #3, 2005, p. 1741-1769.

EYERMAN, Ron et Andrew JAMISON, *Social Movements. A Cognitive Approach*, Cambridge, Polity Press, 1991, 184 p.

FANTASIA, Rick et Kim VOSS, *Des syndicats domestiqués. Répression patronale et résistance syndicale aux États-Unis*, Paris, Éd. Raisons d'agir, 2003, 174 p.

FARRO, Antimo, *Les mouvements sociaux : Diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000, 260 p.

FAVREAU, Louis, *Mouvement populaire et intervention communautaire, de 1960 à nos jours*, Montréal, Centre de formation populaire/Éditions du Fleuve, 1989, 307 p.

FERRERAS, Isabelle, « Syndicalisme et altermondialisme », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, vol. 38, n° 1, 2007, p. 111-126.

FLACKS, Richard, « Think Globally, Act Politically: Some Notes toward New Movement Strategy », dans Marcy Darnovsky, Barbara Epstein et Richard Flacks (dir.), *Cultural Politics and Social Movements*, Philadelphia, Temple University Press, 1995, p. 251-263.

FOLEY, Griff, *Learning in Social Action*, New York, Zed Books, 1999, 163 p.

FRANZWAY, Suzanne et Mary Margaret Fonow, *Making Feminist Politics. Transnational Alliances between Women and Labor*, Chicago, University of Illinois Press, 2011, 180 p.

FREIRE, Paulo, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974, 202 p.

GINDIN, Sam et Jim STANFORD, « Canadian Labour and the Political Economy of Transformation », dans Wallace Clement et Leah Vosko (dir.), *Changing Canada. Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill-Queen's Univ. Press, 2003, p. 422-442.

GIUGNI, Marco, McADAM, Doug et Charles TILLY (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, 324 p.

GLENN, John K., « Parties out of Movements. Party Emergence in Postcommunist Eastern Europe », dans Jack A. Goldstone (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 2003, p. 147-169.

GOLDSTONE, Jack, « Bridging Institutionalized and Noninstitutionalized Politics », dans Jack A. Goldstone (dir.), *States, Parties, and Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 2003, p. 1-24.

GUAY, Nathalie et Jacques LÉTOURNEAU, « Le mouvement syndical et l'altermondialisme, une recomposition des alternatives politiques », in Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme*, Montréal, Écosociété, 2010, p. 254-270.

HALL, Budd et Darlene CLOVER, « Social Movement Learning », dans Leona M. English (dir.), *International Encyclopedia of Adult Education*, New York, Palgrave, 2005, p. 587-589.

HALL, Stuart, *The hard road to renewal : Thatcherism and the crisis of the left*, New York, Verso, 1988, 283 p.

HAMEL, Pierre, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 91-124.

HANIGAN, Michael, « New Perspectives on Class Formation. Culture, Reproduction, and Agency », *Social Science History*, vol. 18, n° 1, printemps 1994, p. 77-94.

HANIGAN, Michael, « Commentary: For Reconstruction in Labor History », dans Lenard R. Berlanstein (dir.), *Rethinking Labor History*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1993, p. 182-199.

HARTSOCK, Nancy, *The Feminist Standpoint Revisited & Other Essays*, Boulder, Westview Press, 1998, 262 p.

HAUPT, Georges, « Socialisme et syndicalisme. Les rapports entre partis et syndicats au plan international : une mutation?», dans Madeleine Rebérioux (dir.), *Jaurès et la classe ouvrière,* Paris, Les Éditions ouvrières, 1981, p. 29-66.

HAUPT, Georges, *L'historien et le mouvement social*, Maspero, Paris, 1980, 341 p.

HOLFORD, John, « Why Social Movements Matter: Adult Education Theory, Cognitive Praxis, and the Creation of Knowledge », *Adult Education Quarterly,* vol. 45, n° 2, hiver 1995, p. 95-111.

HOLST, John D., *Social movements, civil society, and radical adult education*, Westport (Conn.), Bergin & Garvey, 2002, 141 p.

HORTON, Myles et Paulo FREIRE, *We Make the Road by Walking. Conversations on Education and Social Change*, Philadelphie, Temple University Press, 1990, 256 p.

HOWLETT, Dennis, « Social movement coalitions: new possibilities for social change », *Canadian Dimension*, vol. 23, n° 8, nov.-déc. 1989, p. 41.

JACKSON, Stevi, *Contemporary Feminist Theories*, Edinburgh, Edinburgh University Press, 1998, 271p.

JENKINS, J. Craig, « Social Movements, Political Representation, and the State: an Agenda and Comparative Framework », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1995, p. 14-35.

KERGOAT, Danielle, « Articuler les luttes contre les rapports sociaux inégalitaires », Institut de recherche, d'étude et de formation sur le syndicalisme et les mouvements sociaux, août 2011. http://iresmo.jimdo.com/2011/08/03/articuler-les-luttes-contre-les-différents-rapports-sociaux-inégalitaires (page consultée le 16 janvier 2012).

KILGORE, Deborah, «Understanding learning in social movements : a theory of collective learning», *International Journal of Lifelong Education*, Vol. 18, No 3, mai/juin 1999, p. 191-202.

KLANDERMANS, Bert, STAGGENBORG, Suzanne et Sidney TARROW, « Blending Methods and Building Theories in Social Movement Research », dans Bert Klandermans et Suzanne Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2002, p. 314-349.

KRIESI, Hanspeter & Dominique WISLER, «The Impact of Social Movements on Political Institutions : A Comparison of the Introduction of Direct Legislation in Switzerland and the United States», in Marco Giugni, Doug McAdam, Charles Tilly (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 42-65.

KUHN, Thomas, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983, 284 p.

LACLAU, Ernesto et Chantal MOUFFE, *Hegemony and Socialist Strategy*, New York, Verso, 2001, 198p.

LAMOUREUX, Diane, « Un État capitaliste certes, mais également sexiste et raciste », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 4, automne 2010, p. 23-36.

LAMOUREUX, Diane, « Québec 2001 : un tournant pour les mouvements sociaux québécois », dans F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, p. 11-34.

LANGDON, Jonathan, *Democracy and Social Movement Learning in Ghana*, Montréal, Université McGill (Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en Éducation), août 2009, 307 p.

LAZAR, Marc (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, 704 p.

MAGUIRE, Diarmuid., « Opposition Movements and Opposition Parties: Equal Partners or Dependant Relations in the Struggle for Power and Reform? », dans J. Craig Jenkins et Bert Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on States and Social Movements*, Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, 1995, p. 199-228.

MASSON, Dominique, «Language, power and Politics : Revisiting the Symbolic Challenge of Movements», dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 57-75.

MATHIEU, Lilian, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 20, nº 77, 2007, p. 131-151.

MATHIEU, Lilian, *Comment lutter?*, Paris, Textuel, 2004, 206 p.

McADAM, Doug, TARROW, Sidney et Charles TILLY, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, n° 41, 1998, p. 7-32.

McADAM, Doug, McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD, « Opportunities, mobilizing structures and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 1-20.

McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD, *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick (N.J.), Transaction Publishers, 1987, 435 p.

McCARTHY, John D. et Mayer N. ZALD, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, mai 1977, p. 1212-1241.

McCLURG MUELLER, Carol, «Building Social Movement Theory», dans Aldon D. Morris & Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 3-25.

McLEAN, Iain (dir.), *The Concise Oxford Dictionary of Politics*, New York, Oxford University Press, 1996, 559 p.

McNALL, Scott, LEVINE, Rhonda et Rick FANTASIA, *Bringing Class Back In*, Boulder, Westview Press, 1991, 344 p.

MELUCCI, Alberto, « New Social Movements: a Theoretical Approach », *Theory & Methods - Social Science Information* (SAGE), vol. 19, n° 2, 1980, p. 199-226.

MELUCCI, Alberto, « A Strange Kind of Newness: What's New in New Social Movements », dans Enrique Larana, Hank Johnston et Joseph Gusfield (dir.), *New Social Movements. From Ideology to Identity*, Philadelphia, Temple University Press, 1994, p. 101-130.

MEYER, David S., «Opportunities and Identities : Bridge-Building in the Study of Social Movements», dans David S. Meyer, Nancy Whittier, Belinda Robnett (dir.), *Social Movements. Identity, Culture and the State*, New York, Oxford University Press, 2002, p. 3-21.

MICHAUD, Jacinthe, « On Counterhegemonic Formation in the Women's Movement and the Difficult Integration of Collective Identities », dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 197-212.

MILIBAND, Ralph, *Parliamentary Socialism. A Study in the Politics of Labour*, London, Merlin Press, 1972, 384 p.

MILLS, Sean, *The Empire Within. Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*, McGill-Queen's University Press, 2010, 303 p.

MORRIS, Aldon D. et Carol McCLURG MUELLER (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, 382 p.

MOUTERDE, Pierre, *Repenser l'action politique de gauche*, Montréal, Écosociété, 2005, 196 p.

NOËL, Alain et Jean-Philippe Thérien, *La gauche et la droite. Un débat sans frontières*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2010, 335 p.

OBERSCHALL, Anthony, *Social conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1973, 371 p.

OBERSCHALL, Anthony, « Opportunities and Framing in the East European Revolts of 1989 », dans Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 93-121.

OFFE, Claus, « New Social Movements: Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, vol. 52, n° 4, hiver 1985, p. 817-868.

OSTERWEIL, Michal, « La réinvention du politique : une approche culturelle-politique », *Revue internationale des sciences sociales*, n° 182, décembre 2004, p. 555-567.

PANET-RAYMOND, Jean et Robert MAYER, « L'action communautaire de défense des droits sociaux », dans Laval Doucet et Louis Favreau (dir.), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, p. 97-118.

PFEFFERKORN, Roland, *Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes*, Paris, La Dispute, 2007, 412 p.

PFEFFERKORN, Roland, *Articuler les rapports sociaux. Rapports de classe, de sexe, de racisation*, Congrès AFSP Strasbourg 2011, http://www.congres-afsp.fr/sectionsthematiques/st22/st22pfefferkorn.pdf (page consultée le 22/04/12).

PINARD, Maurice, *Motivational Dimensions in Social Movements and Contentious Collective Action*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2011, 173 p.

PIVEN, Frances Fox et Richard A. Cloward, *Poor' People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Vintage Books, 1979, 381 p.

PORTELLI, Hugues*, L'internationale socialiste*, Paris, Les éditions ouvrières, 1983, 188 p.

REBICK, Judy, *Transforming Power. From the Personal to the Political*, Toronto, Penguin, 2009, 277 p.

REHMUS, Charles McLAUGHLIN, Doris et Frederick NESBITT, *Labor and American Politics*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1983 [1978], 445 p.

ROBACK, Léo, «Les formes historiques de politisation du syndicalisme au Québec», dans James D. Thwaites (dir.), *Travail et syndicalisme : origines, évolution et défis d'une action sociale*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 423-440.

RODGERS, Kathleen J., *Social Movement Learning. The Case of Frente Civico*, Toronto, University of Toronto [Department of Adult Education and Councelling Psychology], 2006, 126 p.

ROSS, Stephanie et Larry SAVAGE (dir.), *Rethinking the Politics of Labour in Canada*, Halifax, Fernwood, 2012, 224 p.

ROWBOTHAM, Sheila, *Women in Movement. Feminism and Social Action*, New York, Routledge, 1992, 370 p.

RUSSELL, Bob, « Reinventing a Labour Movement », dans William K. Carroll (dir.), *Organizing Dissent. Contemporary Social Movements in Theory and Practice*, Toronto, Garamond Press, 1997, p. 117-133.

SASSOON, Donald, *One Hundred Years of Socialism*, New York, The New Press, 1996, 965 p.

SCHMITT, Carl, *Le nomos de la terre, dans le droit des gens du Jus publicum europaeum*, Paris, P.U.F., 2001, 363 p.

SHRAGGE, Éric, *Action communautaire : dérives et possibles,* Montréal, Écosociété, 2006, 242 p.

SITTON, John F., *Recent Marxian Theory. Class Formation and Social Conflict in Contemporary Capitalism*, Albany (New York), SUNY Press, 1996, 358 p.

SKOCPOL, Theda, *States and Social Revolutions. A Comparative Analysis of France, Russia and China*, New York, Cambridge University Press, 1979, 407 p.

SMITH, Miriam, « Theories of Group and Movement Organizing », dans Miriam Smith (dir.), *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 15-32.

SNOW, David A. et Robert D. BENFORD, « Master Frames and Cycles of Protest », dans Aldon D. Morris et Carol McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory*, New Haven, Yale University Press, 1992, p. 133-155.

SOUSA SANTOS, Boaventura de, The *Rise of the Global Left. The World Social Forum and beyond*, New York, Zed Books, 2006, 222 p.

SOUSA SANTOS, Boaventura de, « The World Social Forum and the Global Left », *Politics and Society*, n° 38, 2008, p. 247-270.

SOUSA SANTOS, Boaventura de, « Beyond abyssal thinking: from global lines to ecologies of knowledges », *Review*, vol. XXX, n° 1, 2007, p. 45-89.

STEINBERG, Mark W., « Talkin' Class: Discourse, Ideology and Their Roles in Class Conflict », dans Scott McNall, Rhonda Levine et Rick Fantasia, *Bringing Class Back In*, Boulder, Westview Press, 1991, p. 261-284

TARDIF, Jean-Claude, *Le mouvement syndical et l'État. Entre l'intégration et l'opposition : le cas de la CEQ (1960-1992)*, Québec, Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1995, 210 p.

TARROW, Sydney, *Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 271 p.

TARROW, Sidney, « "The Very Excess of Democracy": State Building and Contentious Politics in America », dans Ann Costain et Andrew McFarland (dir.), *Social Movements and American Political Institutions*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 1998, p. 20-38.

TILLY, Charles, *From Mobilization to Revolution*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, 1978, 349 p.

TILLY, Charles et Lesley J. WOOD, *Social Movements 1768-2008*, Boulder (Co), Paradigm, 2009, 195 p.

TOURAINE, Alain, *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, 309 p.

TOURAINE, Alain, « An Introduction to the Study of Social Movements », *Social Research*, vol. 52, n° 4, Hiver 1985, p. 754-755.

TUCKER, K., « How New Are the New Social Movements? », *Theory, Culture & Society*, vol. 8, n° 2, mai 1991, p. 75-98.

VAILLANCOURT, Jean-Guy, « Mouvement ouvrier et mouvements sociaux : l'approche d'Alain Touraine », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 17, 1991, p. 213-222.

VOGEL, Donna, *Challenging Politics. COPE, Electoral Politics and Social Movements*, Halifax, Fernwood, 2003, 125 p.

WAINWRIGHT, Hilary, *Arguments for a New Left*, Oxford, Blackwell, 1994, 325 p.

WELTON, Michael, «Social revolutionary learning : the new social movements as learning sites », *Adult Education Quarterley*, Vol. 43, No 3, Printemps 1993, p. 152-164.

WHITTIER, Nancy, «Meaning and structure in social movements», dans David S. Meyer,Nancy Whittier, Belinda Robnett (dir.), *Social Movements. Identity, Culture and the State*, New York, Oxford University Press, 2002, p. 289-307.

YATES, Charlotte, « Organized Labour in Canadian Politics: Hugging the Middle or Pushing the Margins? », Miriam Smith (dir.), *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 84-106.

Étude des mouvements sociaux et de la gauche au Québec

ADIB, Sherazad, « Et elles, qu'en pensent-elles? Table ronde sur les comités de condition féminine », *Recherches féministes*, vol. 19, no 1, 2006, p. 129-146.

ANCELOVICI, Marcos et Francis DUPUIS-DÉRI (dir.), *Un Printemps rouge et noir, Regards croisés sur la grève étudiante de 2012*, Montréal, Écosociété, 2014, 375 p.

ANCELOVICI, Marcos et Maxime ROY-ALLARD, « La démocratie directe en mouvement », dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir*, Montréal, Écosociété, 2014, p. 87-113.

ARTEMOVA, Olga, « La lutte pour l'équité salariale au Québec », *Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales* (CRISES) - Collection Mouvements sociaux, n° MS0804, 2008, p. 37-52.

BAILLARGEON, Denyse, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 281 p.

BAILLARGEON, Normand, *Écrits dans la marge : réflexions libres et libertaires*, Paroisse Notre-Dame-des-Neiges [Trois-Pistoles], Éditions Trois-Pistoles, 2006, 331 p.

BAILLARGEON, Normand et Jean-Marc PIOTTE, *Au bout de l'impasse à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*, Montréal, Lux, 2007, 214 p.

BALTHAZAR, Louis, *Nouveau bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, VLB éditeur, 2013, 317 p.

BEAUCAGE, Pierre, « Le vent du sud : les idées du tiers-monde et les marxistes québécois dans les années 1970 », *Canadian Review of Sociology and Anthropology,* vol. 27, n° 1, février 1990, p. 95-114.

BEAUDET, Pierre, « La radicalisation des mouvements sociaux dans les années 1970 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, no 2, automne 2010, p. 97-117.

BEAUDET, Pierre, *On a raison de se révolter. Une chronique des années 1970*, Montréal, Écosociété, 2008, 247 p.

BEAUDET, Pierre, « Un parcours privilégié », dans Normand Baillargeon et Jean-Marc Piotte, *Au bout de l'impasse à gauche. Récits de vie militante et perspectives d'avenir*, Montréal, Lux, 2007, p. 11-23.

BEAUDET, Pierre, « Non à la résignation et à l'impuissance. Le Sommet des peuples des Amériques », *Possibles*, vol. 25, nos 3-4, été/automne 2001, p. 124-135.

BEAUDRY, Lucille, « Les groupes d'extrême gauche au Québec et la question des femmes : de l'opposition à la conciliation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 1, automne 2004, p. 57-63.

BEAUDRY, Lucille, «Le marxisme au Québec : une hégémonie intellectuelle en mutation (1960-1980)», dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir.), *Un siècle de marxisme*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 259-279.

BEAUDRY, Lucille et Robert COMEAU, « Quand le social occulte la question nationale pour cause de bien commun recherché ou les hésitations de M^me^ Françoise David concernant la question nationale du Québec », dans *Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec. Un premier bilan*, Montréal, Lux/Bulletin d'histoire politique, 2004, p. 7-9.

BEEMAN, Jennifer *et al.,* « Are the movement's organizations open to the movement's members? A study of democratic practices in women's groups in Quebec », *Resources for Feminist Research*, vol. 30, n^{os} 1-2, automne-hiver 2003, p. 101-123.

BÉGIN, Martine, « L'autonomie des femmes; l'autonomie du Québec », dans Myreille St-Onge (dir.), *L'Avenir politique et constitutionnel du Québec vu par des groupes de femmes*, Québec, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de l'Université Laval, 1982, p. 19-24.

BÉLANGER, Paul R., « Entrevue avec Donatien Corriveau », *Les cahiers du socialisme*, n^{o} 14, printemps 1984, p. 50-70.

BÉLANGER Paul R. et Benoît LÉVESQUE, « Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992) », dans Gérard Daigle et Guy Rocher (dir.), *L*e *Québec en jeu. Comprendre les grands défis,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p.713-747.

BÉLANGER, Paul R. et Benoît LÉVESQUE, « Le mouvement social au Québec : continuité et rupture (1960-1985) », dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque, Réjean Mathieu et Franklin Midy (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987, p. 253-266.

BÉLANGER Paul R. et Benoît LÉVESQUE, « Le mouvement populaire québécois : nouveaux enjeux », *Relations*, n^{o} 510, mai 1985, p. 120-123.

BÉLANGER, Pierre, *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Montréal, Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec, 1984, 208 p.

BÉLANGER, Yves, *Alliance de classe et nature de classe du PQ : étude de quelques législations du PQ,* Montréal, Centre de formation populaire, 1980, 29 p.

BÉLANGER, Yves et Robert COMEAU (dir.), *La CSN : 75 ans d'action syndicale et sociale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1998, 339 p.

BÉLANGER, Yves, COMEAU, Robert et Céline MÉTIVIER (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, 258 p.

BÉLANGER, Yves et François CYR, « Parlons tactique : réflexion sur le Parti québécois », *Conjoncture politique au Québec*, n^{o} 1, hiver 1981-1982, p. 11-24.

BELLEMARE, Guy *et al.,* « Syndicalisme et mouvements sociaux : voie de renouvellement des théories du syndicalisme et de l'action syndicale efficace? Le cas des services de garde », *Économie et solidarités*, vol. 36, n^{o} 2, 2005, p. 192-218.

BELLEMARE-CARON, Rémi *et al., Nous sommes ingouvernables. Les anarchistes au Québec aujourd'hui*, Montréal, Lux, 2013, 353 p.

BERNARD, André, « Le Parti québécois, parti social-démocrate : les années du pouvoir (1976-1985) », dans Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost (dir.), *La Social-démocratie en cette fin de siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, 262 p.

BESSAÏH, Nesrine, « Le droit à l'avortement, une lutte exemplaire. Un entretien avec Louise Desmarais », *À bâbord*, no 25, été 2008, p. 18.

BLAIS, André et Jean CRÊTE, « Can a party punish its faithful supporters? The Parti quebecois and public sector employees », *Canadian Public Administration*, Vol. 32, n^{o} 4, hiver 1989, p. 623(9).

BLANCHARD, Marie, *Organisations populaires et transformation sociale*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski [cahiers du GRIDEQ #18], 1986, 360 p.

BOCK-CÔTÉ, Mathieu, « Le cul-de-sac progressiste du Parti québécois », *Action nationale*, vol. 95, n^{os} 3-4, mars/avril 2005, p. 152-172.

BOILEAU, Josée, « Un vent de renouveau souffle sur la FFQ », *Gazette des femmes*, vol. 15, no 6, mars-avril 1994, p. 29.

BOISMENU, Gérard, DUFOUR, Pascale et Denis SAINT-MARTIN, *Ambitions libérales et écueils politiques*, Montréal, Athéna, 2004, 181 p.

BONENFANT, Claire, « La Fédération des femmes du Québec devant la Commission sur l'avenir politique du Québec », dans Myreille St-Onge (dir.), *L'Avenir politique et constitutionnel du Québec vu par des groupes de femmes*, Québec, Groupe de recherche multidisciplinaire féministe de l'Université Laval, 1992, p. 5-17.

BOUCHARD, Pierrette, « Féminisme et marxisme : un dilemme pour la Ligue communiste canadienne », *Revue canadienne de science politique*, Vol. 20, n^{o} 1, mars 1987, p. 57-77.

BOUCHER, Jacques, « Les défis du secteur public », *Relations*, n^{o} 724, avril-mai 2008, p. 21-22.

BOUCHER, Jacques, *Changement de stratégies à la CSN: de l'affrontement à la participation dans les entreprises*, Cahier du CRISES, n^{o} 9301, 1993, 23 p.

BOUCHER, Jacques, « Mouvement social et question nationale : un instrument de réflexion pour les membres d'Au Bas de l'Échelle », *Nouvelles pratiques sociales*, Vol 5. n^{o} 2, 1992, p. 95-112.

BOUCHER, Jacques, « Les syndicats : de la lutte pour la reconnaissance à la concertation conflictuelle », dans Gérard Daigle (dir.), *Le Québec en jeu : comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 107-136.

BOUDREAU, Ernest, *Le rêve inachevé : le PQ, l'indépendance et la crise*, Montréal, Nouvelle optique, 1983, 163 p.

BOULAD-AYOUB, Josiane, « Vingt ans de marxisme au Québec », dans Josiane Boulad-Ayoub et Raymond Klibansky, *La pensée philosophique d'expression française au Canada. Le rayonnement du Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1998, p. 599-627.

BOURQUE, Denis *et al.* (dir.), *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, 418 p.

BOURQUE, Gilles, « Naissance d'un parti de gauche au Québec », *Le Monde Diplomatique*, mars 2007.

BOURQUE, Gilles, « Class, Nation and the Parti québécois », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 124-147.

BOURQUE, Gilles et Gilles DOSTALER, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Les Éditions du Boréal-Express, 1980, 224 p.

BOURQUE, Gilles et Jean-Guy LACROIX, « Du duplessisme au lévesquisme ou la chronique du temps perdu », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 12-13, printemps 1983, p. 96-135.

BOURQUE, Gilles et Anne LEGARÉ, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspero, 1979, 232 p.

BRASSARD, Claire, « Le référendum de mai et les groupes féministes», dans Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 67-81.

BRETON, Gaétan, *Les orphelins de Bouchard*, Montréal, Triptyque, 2000, 123 p.

BRETON, Gilles, « Entrevue avec Yvon Charbonneau, président de la Centrale de l'enseignement du Québec », *Les cahiers du socialisme*, n^{os} 12-13, printemps 1983, p. 315- 324.

BRODEUR, Violette et al., *Le mouvement des femmes au Québec; étude des groupes montréalais et nationaux*, Montréal, Centre de formation populaire, mars 1982, 77 p.

BROUILLARD, Christian, « Le mouvement communautaire à la croisée des chemins », *Présence magazine*, vol. 13, n^{o} 99, juin-juillet 2004, p. 16-25.

BRUNELLE, Dorval, « L'État contre la démocratie », *Les cahiers du socialisme*, n^{os} 12-13, printemps 1983, p. 5- 21.

CAMFIELD, David, « The Working Class Movement in Canada: an Overview », dans Miriam Smith (dir.), *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 61-83.

CANET, Raphaël, « L'éclosion d'une culture politique participative : l'expérience du Forum social québécois », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 21, n° 1, 2008, p. 84-103;

CANET, Raphaël, CONWAY, Janet et Pascale DUFOUR, « Les dynamiques de l'altermondialisme au Québec », dans Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme*, op. cit., p. 201-220.

CENTRE DE FORMATION POPULAIRE, *Au-delà du Parti québécois, lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, 244 p.

CHARBONNEAU, Yvon, « D'octobre 1970 à octobre 1980 », dans Nicole Laurin-Frenette et Jean-François Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 45-60.

CHARBONNEAU, Yvon, «Le mouvement syndical québécois doit se situer face à la question nationale», *Politique aujourd'hui*, nos 7-8, 1978, p. 137-148.

CHAREST, Jean, « Le mouvement syndical », dans Robert Boily (dir.), *L'année politique au Québec 1997-1998*, Presses de l'Université de Montréal, 1999, p. 143-152.

CHAREST Jean, « Le budget Parizeau : une analyse critique », *Interventions économiques*, n^{o} 9, automne 1982, p. 35-39.

CHAREST, René, « Le mouvement syndical québécois à la croisée des chemins : se battre ou subsister? », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, no 2, 2009, p. 175-183.

CHAREST, René et Jacques RHÉAUME, « L'action syndicale à la croisée des chemins : l'action syndicale aujourd'hui », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 20, n^{o} 2, printemps 2008, p. 24-36.

CHIASSON, Béatrice *et al., Histoire du mouvement ouvrier au Québec : 150 ans de luttes*, Montréal, Confédération des syndicats nationaux et Centrale de l'enseignement du Québec, 1984, 328 p.

CHIASSON-LEBEL, Thomas, « Forum social québécois : poutine altermondialiste à la sauce québécoise? », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 12, n° 1, 2009, p. 23-37.

COLLECTIF, «Le mouvement des femmes au Québec», *Politique aujourd'hui*, n^{os} 7-8, 1978, p.165-177.

COLLECTIF CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Les Quinze Éditeur, 1983, 521 p.

COLLECTIF DE DÉBRAYAGE, *On s'en câlisse*, Sabotart, Montréal, 2013, 283 p.

COLLOMBAT, Thomas, « Les Profs contre la hausse à l'UQO – entre luttes étudiantes et démocratie syndicale », *Tisser le fil rouge. Le printemps érable en Outaouais*, Ville Mont-Royal, M Éditeur, 2014, p. 219-224.

COLLOMBAT, Thomas, « Des syndicats mis à l'épreuve », dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, 2004, p. 274-283.

COMBY, Marc, « L'expérience du Front d'action politique des salariés (FRAP) à Montréal », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, no 2, automne 2010, p. 118-133.

COMBY, Marc, « Les gauches socialistes, René Lévesque et le Parti québécois », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 121-132.

COMBY, Marc, « L'expérience du FRAP à Montréal, 1970-1974. La tentative de créer au Québec un parti d'extrême gauche », dans Anne Morelli et José Gotovitch (dir.), *Contester en pays prospère, l'extrême gauche en Belgique et au Canada*, Bruxelles, P.I.E Peter Lang, 2007, p. 153-175.

COMBY, Marc, *Mouvements sociaux, syndicats et action politique à Montréal : l'histoire du FRAP (1970-1974)*, Montréal, Université de Montréal [Mémoire de maîtrise en histoire], 2005, 125 p.

COMEAU, Robert et Michel LÉVESQUE, *Le Parti québécois : bibliographie rétrospective*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1991, 132 p.

COMEAU, Robert et R. TREMBLAY (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson : un intellectuel de combat*, Hull, Vents d'Ouest, 1996, 426 p.

CORNELLIER, Louis, « L'honneur de la gauche québécoise », *L'Action nationale*, vol. 96, n° 6, juin 2006, p. 38-42.

CORNELLIER, Louis, *À brûle-pourpoint. Interventions critiques*, Sillery (Québec), Septentrion, 2003, 129 p.

CÔTÉ, Rosette, « Mettre les pendules à l'heure du féminisme », *Possibles*, vol. 17, n^{os} 3-4, été 1993, p. 129-139.

COUILLARD, Danielle, *Féminisme et nationalisme, histoire d'une ambiguïté : l'expérience du Regroupement des femmes québécoises (1976-1980)*, [Mémoire présenté comme exigence de la maîtrise en histoire], Montréal, Université de Montréal, 1987, 123 p.

CSN - Comité des gais et lesbiennes du Conseil central du Montréal métropolitain, « Historique », http://www.algi.qc.ca/forum/cglccmm/messages/4.html.

CSN et Conseil central du Montréal métropolitain, Mémoire conjoint sur la discrimination et la violence envers les lesbiennes et les gais au Québec présenté devant la Commission des droits de la personne du Québec, Montréal, 22 novembre 1993, www.csn.qc.ca/ap/content/d/d/workspace/SpacesStore/93d5679e-3feb-4a7d-a4ee-5c9680b39019/1a4_8_93_09.pdf.

CSQ - Comité de condition des femmes, *C'est toujours une question de droits*. http://www.lacsq.org/la-csq/comites/comite-de-la-condition-des-femmes/cest-toujours-une-question-de-droits/

CYR, François, Jean LALANDE et Richard POULIN, « Heurs et malheurs d'En lutte! (Genèse et trajectoire) », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 263-286.

CYR, François et Diane LAMOUREUX, « Comprendre la défaite », *Conjoncture politique au Québec*, n° 4, automne 1983, p. 25-31.

CYR, François et Richard MONTOUR, « À propos des malaises actuels du mouvement socialiste », *Conjoncture politique au Québec*, n° 4, automne 1983, p. 7-12.

CYR, François et Rémi ROY, *Éléments d'histoire de la FTQ. La FTQ et la question nationale*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1981, 205 p.

D'AMOURS, Martine, « Françoise David : une féministe à l'heure du défi mondial. Entrevue avec la présidente de la Fédération des femmes du Québec », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 11, n° 2, 1999, p. 9-19.

D'AMOURS, Martine, « La petite histoire de l'autre politique », *Vie Ouvrière*, vol. 33, n° 170, mai/juin 1983, p. 3-40.

D'AMOURS, Martine, « 1983 : Échaudés, oui. Abattus, non! », *Vie Ouvrière*, vol. 33, n° 170, mai/juin 1983, p. 41-67.

DANSEREAU, Bernard, « Une expérience de l'extrême gauche au Québec : le Parti communiste ouvrier », dans *Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983 : Un premier bilan*, Montréal, Lux/*Bulletin d'histoire politique*, automne 2004, p. 25-35.

DAVID, Françoise, *Bien commun recherché. Une option citoyenne*, Montréal, Écosociété, 2004, 109 p.

DAVID, Françoise, *Les Centres de femmes du Québec pour l'égalité et la justice: cadre de référence pour le financement des Centres de femmes*, Montréal, L'R des centres de femmes, 1989, 33 p.

DAVID, Michel, « Le temps des affrontements », dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, 2004, p. 430-437.

DEAN, Robert, « La question nationale », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2001, p.

DEBLOCK, Christian et Vincent van SCHENDEL, « Quelques remarques sur les politiques économiques du PQ », *Interventions économiques*, n° 9, automne 1982, p. 51-58.

DEGAGNÉ, Sébastien, « Le déclin du mouvement marxiste-léniniste au Québec », *Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983: un premier bilan*, Montréal, Lux/*Bulletin d'histoire politique*, automnr 2004, p. 119-128.

DEGAGNÉ, Sébastien, *Le mouvement marxiste-léniniste En lutte! et la question nationale québécoise au Canada, 1972-1982* [Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire], Montréal, Université du Québec à Montréal, 1998, 121 p.

DE KONINCK, Maria, « La solitude de l'agente double », *La vie en rose*, no 14, novembre 1983, p. 24.

DEMERS, François, « Le quatrième Front commun syndical : un échec libérateur? », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 10/50, automne 1983, p. 77-83.

DEMERS, François, « Le quatrième front commun ou comment le mouvement syndical s'est fait doubler à gauche par le gouvernement Lévesque… et par les évêques », *Les cahiers du socialisme*, n^{os} 12-13, printemps 1983, p. 24-43.

DENIS, Roch, *Québec : dix ans de crise constitutionnelle*, Montréal, VLB, 1990, 306 p.

DENIS, Roch, « Plaidoyer pour le front commun », *Conjoncture politique au Québec*, n° 3, printemps 1983, p. 23-31.

DENIS, Roch, *Luttes de classes et question nationale au Québec, 1948-1968*, Montréal, PSI, 1979, 601 p.

DENIS, Roch et Luc RACINE, « La conjoncture politique québécoise, 1960-1970 », dans Édouard Cloutier et Daniel Latouche (dir.), *Le système politique québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, p. 519-536.

DENIS, Roch et Serge DENIS, « Trade Unionism and the State of Industrial Relations in Québec», dans Guy Lachapelle (dir.), *Québec Under Free Trade*, Québec, PUQ, 1995, p. 211-237.

DENIS, Roch et Serge DENIS, «L'action politique des syndicats québécois, de la révolution tranquille à aujourd'hui », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, Montréal, Québec/Amérique, 1994, p. 153-180.

DENIS, Roch et Serge DENIS, *Les syndicats face au pouvoir. Syndicalisme et politique au Québec*, Ottawa, Éditions du Vermillon, 1992, 196 p.

DENIS, Roch et Serge DENIS, « Un syndicalisme non partisan durant les années péquistes », *Politique*, n° 10, automne 1986, p. 91-116.

DENIS, Serge, « Le projet politique de René Lévesque, la social-démocratie et le mouvement ouvrier, 1967-1977 », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB éditeur, 2008, p. 91-120.

DENIS, Serge, « De l'apolitisme à la souveraineté : L'action politique de la CSN, essai de synthèse », dans Yves Bélanger et Robert Comeau (dir.), *La CSN, 75 ans d'action syndicale et sociale*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy, 1998, p. 127-161.

DENIS, Serge, «La question nationale au Canada. Stanley B. Ryerson et le Québec contemporain, 1965-1993 », dans Robert Comeau et R. Tremblay (dir.), *Stanley Bréhaut Ryerson, un intellectuel de combat*, Vent d'Ouest, Hull, 1996, p. 157-208.

DENIS, Serge, « Développements, tensions et lignes de clivage du mouvement ouvrier au Canada », dans G. Bernier et G. Boismenu (dir.), *Crise économique, transformations politiques et changements*

idéologiques, Cahiers de l'ACFAS 16 [Actes du colloque de la SQSP, 51e congrès de l'ACFAS], Montréal, 1983.

DESCARRIES, Francine, «Le mouvement des femmes québécois : état des lieux », *Cités*, n° 23, 2005, p. 143-154.

DESCARRIES, Francine, « Le féminisme québécois contemporain : entre les pratiques et les discours », dans Yolande Cohen et Françoise Thébaud (dir.), *Féminismes et identités nationales*, Lyon, Programme Rhône-Alpes de recherche en sciences humaines, 1998, p. 237-253.

DESCARRIES, Francine et Christine GOBEIL, « Égalité, solidarité et survie : les pratiques du mouvement des femmes au Québec », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 10, no 1, 1997, p. 19-28.

DE SÈVE, Micheline, « Women's National and Gendered Identity: The Case of Canada », *Journal of Canadian Studies*, vol. 35, no 2, été 2000, p. 61-79.

DE SÈVE, Micheline, « Women, Political Action and Identity », dans Colin Leys et Marguerite Mendell (dir.), *Culture and Social Change. Movements in Quebec and Ontario*, Montréal, Black Rose Books, 1992, p. 128-139.

DE SÈVE, Micheline, « The Perspectives of Quebec Feminists », dans Constance Backhouse et David Flaherty (dir.), *Challenging Times. The Women's Movement in Canada and the United States*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992.

DE SÈVE, Micheline, « Féminisme et nationalisme au Québec, une alliance inattendue », *Revue internationale d'études canadiennes*, no 17, printemps 1998, p. 157-175.

DE SÈVE, Micheline, « C'est au socialisme de devenir féministe », *Les Cahiers du socialisme*, no 8, automne 1981, p. 82-107.

DE SÈVE, Micheline et Claire DUGUAY, « Le temps n'est pas encore à la fête : pour un mouvement politique féministe », *Les Cahiers du socialisme*, nos 10-11, automne 1982, p. 11-35.

DESLAURIERS, Jean-Pierre, *Les groupes communautaires : vers un changement de paradigme?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 241 p.

DESLAURIERS, Jean-Pierre *et al., Les générations de groupes populaires de Sherbrooke (1970-1984)*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1985, 155 p.

DESROCHERS, Irénée, « La CSN, la question nationale et le OUI au référendum », *Relations*, mai 1980, p. 156.

DÉSY, Marielle, FERLAND, Marc, LÉVESQUE, Benoît et Yves VAILLANCOURT, *La conjoncture au Québec au début des années '80 : les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire*, Rimouski, Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980, 200 p.

DIONNE, Bernard, *Le syndicalisme au Québec*, Montréal, Boréal, 1991, 126 p.

DOFNY, Jacques, « Vers un mouvement socialiste au Québec », *Politique aujourd'hui* [Paris], n^{os} 7-8, 1978, p. 179-190.

DOSTIE, Pierre, « Face aux enjeux du pouvoir, les défis d'un parti progressiste émergent en phase avec les luttes des mouvements sociaux », *Nouvelles pratiques sociales* , vol. 19, n^{o} 1, automne 2006, p. 183-189.

DOSTIE, Pierre, « Quebec Left Takes Another Historic Step »*, Canadian Dimension*, vol. 40, n^{o} 2, mars 2006, p. 11.

DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (dir.), *Théorie et pratiques en organisation communautaire*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1991, 464 p.

DUBÉ, Marcelle, « Des vagues et des rives », dans Maria Nengeh Mensah (dir.), *Dialogues sur la troisième vague féministe*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2005, p. 193-206.

DUBÉ, Marcelle, « Quelques fenêtres ouvertes sur le mouvement des femmes québécois », *Possibles*, vol. 27, n^{o} 3, été 2003, p. 118-132.

DUBUC, Pierre, *Pour une gauche à gauche*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 2011, 205 p.

DUBUC, Pierre, *SPQ libre : Manifeste syndicaliste et progressiste pour un Québec Libre*, Notre-Dame-des-Neiges, Éditions Trois-Pistoles, 2005, 131 p.

DUBUC, Pierre, « Le mouvement marxiste-léniniste et la question nationale québécoise », dans *Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983 : Un premier bilan*, Montréal, Lux / Bulletin d'histoire politique, automne 2004, p. 129-138.

DUBUC, Pierre, *L'autre histoire de l'indépendance*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois, 2003, 288 p.

DUBUC, Pierre et Marc LAVIOLETTE, *Sans référendum, pas de souveraineté,* Montréal, Les Éditions du Renouveau québécois, 2008, 184 p.

DUCHASTEL, Jules et Dorval BRUNELLE, « Entrevue avec Marcel Pepin, président du Mouvement socialiste », *Les Cahiers du socialisme*, n^{o} 8, automne 1981, p. 186-196.

DUFOUR, Pascale, *Trois espaces de protestation : France, Canada, Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, 293 p.

DUFOUR, Pascale, « From Protest to Partisan Politics: When and How Collective Actors Cross the Line. Sociological Perspective on Québec solidaire », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 34, no 1, 2009, p. 53-78.

DUFOUR, Pascale, « Des femmes en marche : vers un féminisme transnational? », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, p. 57-70.

DUFOUR, Pascale, « Projet national et espace de protestation mondiale : des articulations distinctes au Québec et au Canada », *Revue canadienne de science politique*, vol. 39, n° 2, 2006, p. 315-342.

DUFOUR Pascale et Janet CONWAY, « Emerging visions of another world? Tensions and collaboration at the Quebec social forum », *Journal of world-systems research*, vol. 16, n° 1, 2010, p. 29-47.

DUFOUR, Pascale et Isabelle GIRAUD, « Globalization and political change in the women's movement: The politics of scale and political empowerment in the World March of Women », *Social Science Quarterly*, vol. 88, n° 5, décembre 2007.

DUFOUR, Pascale et Christophe TRAISNEL, « Nationalism and Protest: The Sovereignty Movement in Quebec », dans Miriam Smith (dir.), *Group Politics and Social Movements in Canada*, Peterborough, Broadview Press, 2008, p. 251-276.

DUGUAY, Claire et Micheline de Sève, « Tant d'amarres à larguer: une analyse des pratiques du mouvement des femmes », *Politique*, n° 5, 1984, p. 51-73.

DUMONT, Micheline, *Pas d'histoire, les femmes!*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2013, 219 p.

DUMONT, Micheline, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008, 247 p.

DUMONT, Micheline, « The Origins of the Women's Movement in Quebec », dans Constance Backhouse et David Flaherty (dir.), *Challenging Times. The Women's Movement in Canada and the United States*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1992, p. 72-89.

DUMONT, Micheline, « L'expérience historique des femmes face à l'avenir politique et constitutionnel du Québec », *L'Action nationale*, vol. 81, n° 5, mai 1991, p. 610-622.

DUMONT, Micheline et Louise Toupin (dir.), *La pensée féministe au Québec : anthologie, 1900-1985*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003, 750 p.

DUPUIS-DÉRI, Francis, *L'altermondialisme*, Montréal, Boréal, 2009, 127 p.

DUPUIS-DÉRI , Francis (dir.), *Québec en mouvements; idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, 276 p.

DUPUIS-DÉRI, Francis, *Les Black Blocs : quand la liberté et l'égalité se manifestent*, Montréal, Lux, 2003, 209 p.

DUVAL, Michelle *et al., Les organismes communautaires au Québec : pratiques et enjeux*, Montréal, Gaëtan Morin éditeur/Chenelière éducation, 2005, 164 p.

FAVREAU, Louis, «Mouvements socialistes, marxisme et question nationale au Québec» dans Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (dir*.), Un siècle de marxisme*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1990, p. 281-296.

FAVREAU, Louis, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours, continuités et ruptures,* Centre de Formation populaire et Éditions du Fleuve, Montréal, 1989, 307 p.

FAVREAU, Louis, « Animation et mouvement populaire au Québec », dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque, Réjean Mathieu et Franklin Midy (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987, p. 33-41.

FAVREAU, Louis, « Le FRAP en 1970 : Ébranler le cœur du Québec », *Vie ouvrière*, vol. 33, n^{o} 170, mai/juin 1983, p. 25-32.

FAVREAU, Louis, « Le mouvement ouvrier québécois et ses revendications à propos de la question nationale », dans Centre de formation populaire, *Au-delà du parti québécois. Lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, p. 193-207.

FAVREAU, Louis, « Quelques pistes pour la gauche dans la conjoncture post-référendaire », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 131-139.

FAVREAU, Louis et Pierre L'HEUREUX, *Le projet de société de la CSN de 1966 à aujourd'hui. Crise et avenir du syndicalisme au Québec*, Montréal, Centre de formation populaire/Vie ouvrière, 1984, 269 p.

FERLAND, Marc et Yves VAILLANCOURT, *Socialisme et indépendance au Québec : pistes pour le mouvement ouvrier et populaire*, Laval, Éditions Albert Saint-Martin, 1981, 86 p.

FERRETTI, Andrée, « Socialism and Independance », dans Marc Raboy (dir.), *Old Passions, New Visions; Social Movements and Political Activism in Quebec*, Toronto, Between The Lines, p. 238-242.

FFQ, *Rapport d'activité 1995-1996*, Montréal, FFQ, 1996, 32 p.

FFQ, *Le féminisme en revue*, vol. 4, no 1, novembre 1990, 4 p.

FOISY, Dominic, *De l'aide à l'engagement civique, modèle de trajectoires de participation citoyenne : le cas des maisons de quartier de l'Outaouais*, Ottawa, Université d'Ottawa (Thèse soumise dans le cadre des exigences du programme de doctorat en science politique), 2013, 349 p.

FOISY, Fernand, *Michel Chartrand : la colère du juste (1968-2003)*, Montréal, Lanctôt, 2003, 318 p.

FOURNIER, François, « Le manifeste du Regroupement », *Les Cahiers du socialisme*, n^{o} 9, hiver 1982, p. 228-235.

FOURNIER, François, « La gauche au Québec : à petits pas hors du capharnaüm », *Conjoncture politique au Québec*, n^{o} 1, hiver 1981-1982, p. 51-64.

FOURNIER, Jacques, « Splendeurs et misères du syndicalisme québécois d'aujourd'hui », *Possibles*, vol. 29, nos 3-4, été/automne 2005, p. 235-246.

FOURNIER, Jacques, « Les mouvements sociaux et l'action politique de gauche : que faire? », *Possibles*, vol. 27, n^{os} 1-2, hiver et printemps 2003, p. 200-210.

FOURNIER, Louis, « Le Fonds de solidarité FTQ : une révolution syndicale au Québec », *L'Action nationale*, vol. 86, no 8, octobre 1996, p. 65-73.

FOURNIER, Louis, *Histoire de la FTQ, 1965-1992*, Montréal, Québec-Amérique, 1994, 292 p.

FOURNIER, Louis, « "Vieille" et "nouvelle" gauches dans le mouvement syndical », *Possibles*, vol. 17, n^{os} 3-4, été/automne 1993, p. 119-128

FOURNIER, Louis, « Problèmes actuels du mouvement syndical au Québec », *Politique aujourd'hui*, n^{os} 7-8, 1978, p. 129-136.

FOURNIER, Marcel, « Le Mouvement socialiste et le syndicalisme : cap sur l'espoir? », *Possibles*, vol. 9, n^{o} 2, hiver 1985, p. 171-173.

FOURNIER, Marcel et Raymonde SAVARD, « Le syndicalisme face à l'avenir », entrevue avec Monique Simard, *Possibles*, vol. 15, n^{o} 1, hiver 1991, p. 65-72.

FOURNIER, Pierre (dir.), *Capitalisme et politique au Québec : un bilan critique du Parti québécois au pouvoir*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1981, 292 p.

FRAPRU, *Le FRAPRU frappe encore*, no 66, décembre 1995, p. 4-5.

FRAPRU, *Pour une indépendance progressiste : mémoire présenté à la Commission parlementaire sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, Montréal, FRAPRU, 1990.

FRASER, Graham, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, 432 p.

FTQ, *La FTQ-Construction crée un comité des femmes*, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, 19 novembre 2013, http://www.ftqconstruction.org/General/la-ftq-construction-cree-un-comite-des-femmes.

GAGNÉ, Gilles, « Les avatars de la gauche», *Relations*, n^{o} 673, décembre 2001.

GAGNÉ, Gilles, « La société québécoise face à la globalisation », dans Michel Venne (dir.), *Penser la nation québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2000, p. 123-136.

GAGNÉ, Gilles, « Le socialisme des "nous" », *Recherches sociographiques*, vol. 24, n^{o} 1, janv.-avril 1983, p. 95-122.

GAGNON, Alain-G. et François Rocher (dir.), *Réplique aux détracteurs de la souveraineté du Québec*, Montréal, VLB , 1992, 507 p.

GAGNON, Alain-G. et Daniel LATOUCHE, *Allaire, Bélanger et les autres. Les Québécois s'interrogent sur leur avenir*, Montréal, Québec/Amérique, 1991, 602 p.

GAGNON, Charles, *La crise de l'humanisme, Écrits politiques, volume III (1982-2005),* Montréal, Lux, 2013, 264 p.

GAGNON, Charles, *En lutte! Écrits politiques, volume II (1972-1982),* Montréal, Lux, 2008, 300 p.

GAGNON, Charles, *Feu sur l'Amérique. Écrits 1966-1972,* Montréal, Lux, 2006, 213 p.

GAGNON, Charles, « Conte à l'adresse de la jeunesse de mon pays », dans *Histoire du mouvement marxiste-léniniste au Québec 1973-1983 : Un premier bilan*, Montréal, Lux/Bulletin d'histoire politique, automne 2004, p. 43-56.

GAGNON, Gabriel, « Taupe ou caribou : la gauche et le Parti québécois », *Possibles*, vol. 29, n° 1, hiver 2005, p. 122-128.

GAGNON, Gabriel, « Impressions d'une campagne : partis politiques et mouvements sociaux », *Possibles*, vol. 27, n° 3, été 2003, p. 160-168.

GAGNON, Gabriel, « Le NPD, c'est fini… », *Possibles*, vol. 14, n° 2, printemps 1990, p. 189-191.

GAGNON, Mona-Josée, « Le syndicalisme : institution ou mouvement social », *Possibles*, vol. 26, nos 1-2, hiver-printemps 2002, p. 216-231.

GAGNON, Mona-Josée, « Les mouvements sociaux : l'année du réveil social », *Québec 2002*, Montréal, Fides, 2001, p. 481-488.

GAGNON, Mona-Josée, « La FTQ comme acteur politique », dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau & Nadeau, 2001, p. 155-166.

GAGNON, Mona-Josée, « Les intellectuels critiques et le mouvement ouvrier au Québec : fractures et destin parallèle », *Cahiers de recherche sociologiqu*e, n° 34, 2000, p. 145-176.

GAGNON, Mona-Josée, « La "modernisation" du syndicalisme québécois ou la mise à l'épreuve d'une logique représentative », *Sociologie et* sociétés, vol. XXX, n° 2, automne 1998, p. 213-230.

GAGNON, Mona-Josée, « Le mouvement syndical », dans Robert Boily (dir.), *L'année politique au Québec 1995-1996*, Montréal, Fides, 1997, p. 79-87.

GAGNON, Mona-Josée, *Le syndicalisme : état des lieux et enjeux,* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 140 p.

GAGNON, Mona-Josée, « La souveraineté du côté des riches et des pauvres », dans Alain G. Gagnon et François Rocher (dir.), *Réplique aux détracteurs de la souveraineté du Québec*, Montréal, VLB éditeur, 1992, p. 233-243.

GAGNON, Mona-Josée, « Trade Unions in Quebec: New Stakes », dans Colin Leys et Marguerite Mendell (dir.), *Culture and Social Change. Social Movements in Quebec and Ontario*, Montréal, Black Rose Books, 1992, p. 62-74.

GAGNON, Mona-Josée, « Les femmes dans le mouvement syndical québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 6, no 1, mai 1974, p. 17-36.

GAY, Morgan K., *Organized Labour and the Quebec State. Neo-Corporatism, Nationalism and the Trade Union Consensus: 1988-1998*, Peterborough, Trent University (Mémoire de maîtrise, Faculté des arts et sciences), juin 2000, 110 p.

GÉLINAS, Jacques B., *Le virage à droite des élites politiques québécoises*, Montréal, Écosociété, 2003, 247 p.

GEORGE, Kenneth, « Les groupes sociaux et l'élection : non-ingérence, quasi-indifférence », *Vie ouvrière*, n° 221, nov./déc. 1989, p. 28-30.

GILL, Louis, « Notes de lecture sur deux livres de Serge Denis », dans *Bulletin d'histoire politique,* vol. 15, n° 1, automne 2006, p. 277-287.

GILL, Louis, « Le Groupe socialiste des travailleurs, 1974-1987 », dans *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 2 (hiver) et vol. 14, n° 3 (printemps), 2006.

GILL, Louis, « Contribution au débat sur l'action politique du mouvement ouvrier. Une fraction syndicale au sein du PQ ou un parti ouvrier indépendant? », Texte livré à l'occasion d'un débat public qui a eu lieu le 29 avril 2004 à Montréal, avec des membres du club « Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre » et dont des extraits ont été publiés dans *Le Devoir* du 5 mai 2004.

GODIN, Pierre, *René Lévesque. L'espoir et le chagrin*, Montréal, Boréal, 2001, p. 385-405.

GRAEFE, Peter, « Québec Labour: Days of Glory or the Same Old Story », dans Stephanie Ross et Larry Savage (dir.), *Rethinking the Politics of Labour in Canada,* Halifax, Fernwood, 2012, p. 62-74.

GRAEFE, Peter, « L'économie sociale renforce-t-elle le néolibéralisme ou la démocratie? », dans R. Canet et J. Duchastel (dir.), *La régulation néolibérale. Crise ou ajustement?*, Montréal, Éditions Athéna, 2004, p. 201-222.

GRAEFE, Peter, « Repenser l'économie sociale face à l'État », *Lien social et politiques - RIAC,* n° 41, printemps 1999, p. 129-141.

GRANT, Michel, « La segmentation du syndicalisme au Québec : de la radicalisation au ressac 1964-1989 », dans R. Blouin (dir.), *Vingt-cinq ans de pratique en relations industrielles au Québec*, Yvon Blais, 1990, p. 309-341.

GRANT, Michel, *L'action politique syndicale et la Fédération des unions industrielles du Québec*, Montréal, Université de Montréal (thèse de maîtrise en relations industrielles), 1968, 176 p.

GREASON, Vincent, « Un point final pour l'action communautaire », *Relations*, n° 672, novembre 2001, p. 8-9.

GREASON, Vincent, « La reconnaissance de l'action communautaire autonome », *Relations*, n° 656, décembre 1999, p. 312-314.

GRÉGOIRE, François, « Les partis à gauche du PQ », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 14, n° 2, hiver 2006, p. 249-256.

GUAY, Lorraine, *Pour un mouvement communautaire citoyen*, Saint-Jérôme, Regroupement des organismes communautaires des Laurentides, 1999, 140 p.

GUAY, Lorraine, « Le mouvement communautaire et l'économie sociale : "entre l'espoir et le doute" », dans Juan-Luis Klein, Pierre-André Tremblay et Hugues Dionne (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1997.

GUAY, Lorraine et Arthur SANDBORN, « Quel vote pour la gauche? », *Relations*, n° 684, mai 2003, p. 26-27.

GUAY, Nathalie, *Échelles du pouvoir et actions collectives : l'effet de l'altermondialisme sur les mouvements sociaux québécois* (Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en géographie), Montréal, UQAM, 2007, 196 p.

GUNTZEL, Ralph P., « The Confédération des syndicats nationaux (CSN), the Idea of Independence, and the Sovereigntist Movement, 1960-1980 », dans Laurel Sefton MacDowell (dir.), *Canadian Working Class History: Selected Readings*, Canadian Scholars' Press, 2006, p. 385-406.

GUNTZEL, Ralph P., « "Pour un pays à la mesure des aspirations des travailleurs Québécois" : L'aile socialiste du mouvement syndical québécois et l'indépendantisme (1972-1982) », dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e^ au XXI^e^ siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 153-165.

GUNTZEL, Ralph P., « "Rapprocher les lieux du pouvoir": the Quebec labour movement and Quebec sovereigntism, 1960-2000 », *Labour/Le Travail*, vol. 46, automne 2000, p. 369-395.

HAMEL, Pierre, *Action collective et démocratie locale. Les mouvements urbains montréalais*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1991, p. 91-124.

HAMEL, Pierre, « Crise de la redistribution étatique et financement des organisations populaires », *Revue internationale d'action communautaire*, n° 10/50, Automne 1983, p. 63-74.

HAMEL, Pierre et Jean-François LÉONARD, « Les groupes populaires dans la dynamique sociopolitique québécoise », *Politique aujourd'hui*, n^os^ 7-8, 1978, p. 155-164.

HANLEY, Jill, « Dialogue avec Nancy Neamtan et Ruth Rose sur le Québec et les mouvements sociaux », *Les Cahiers du 27 juin*, hiver/printemps 2006, p. 52-56.

HANLEY, Jill, « Le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants. Une réponse locale à un phénomène mondial », *À Bâbord!*, n° 3, janvier/février 2004, p. 34-35.

HOULE, Marc-André, « Les relations entre le communautaire et l'État », *À bâbord!*, n° 10, été 2005, p. 16-17.

HUDON, Raymond, « Polarization and Depolarization of Quebec Political Parties », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Quebec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 314-330

HUDON, Raymond, POIRIER, Christian et Stéphanie YATES, « Participation politique, expressions de la citoyenneté et formes organisées d'engagement : la contribution des coalitions à un renouvellement des conceptions et des pratiques », *Politique et Sociétés*, vol. 27, n° 3, 2008, p. 165-185.

Intersyndicale des femmes, *Une histoire brève de la Marche mondiale des femmes*, Montréal, 2010. http://www.dssu.qc.ca/wp-content/uploads/Histoire_de_la_Marche_mondiale_des_femmes.pdf

JALBERT, Pierre, *De la social-démocratie européenne au Parti québécois [La social-démocratie au Québec et les modèles européens : Allemagne, Angleterre, Suède],* Montréal, Université de Montréal, Département de science politique, Coll. « Notes de recherche », 1982, 84 p.

JETTÉ, Christian, *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Trois décennies de co-construction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux,* Québec, Presses de l'Université du Québec, 2008, 422 p.

JOURDAIN, Jacques, *De Cité Libre à L'urgence de choisir : Pierre Vallières et les palinodies de la gauche québécoise,* [Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique], Montréal, Université du Québec à Montréal, 1995, 115 p.

KRUZINSKI, Anna, « De l'Opération SalAMI à Némésis : le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 227-262.

KUZMINSKI, André, « Un 'manifeste' en quête d'un mouvement ouvrier réel », *Les Cahiers du socialisme*, n° 9, hiver 1982, p. 188-196.

LABERGE, Henri, « La CEQ et la question nationale », *L'Action nationale*, vol. 84, n° 7, septembre 1994, p. 1024-1046.

LACASSE, Pierre, *La politique du travail du gouvernement du Parti québécois : 1976-1985*, Montréal, Université du Québec à Montréal [Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique], 1989, 318 p.

LACHAPELLE, Guy, « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995 : une application de la théorie du dépistage », *Politique et Sociétés*, vol. 17, nos 1-2, 1998, p. 91-120.

LACHAPELLE, René, « Organisation communautaire et transformation sociale : réplique au texte d'Eric Shragge », *Nouvelles pratiques sociales,* vol. 19, n° 2, printemps 2007, p. 193-194.

LACHAPELLE, René et Patricia PROVENCHER, « On a perdu une bataille, mais non la guerre », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 96-102.

LACOMBE, Madeleine, *Au grand jour*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1990, 181 p.

LACOURSIÈRE, Benoît, *Le mouvement étudiant au Québec, de 1983 à 2006,* Montréal, Sabotart, 2007, 179 p.

LACROIX, Jean-Guy, « Les initiatives de regroupement et le politique », dans Paul R. Bélanger, Benoît Lévesque, Réjean Mathieu et Franklin Midy (dir.), *Animation et culture en mouvement. Fin ou début d'une époque?*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1987, p. 99-103.

LACROIX, Jean-Guy, « Le Sommet populaire : une forme d'organisation politique dans la crise », dans Lise Pilon-Lê et André Hubert (dir.), *Enjeux sociaux de la croissance, Montréal,* Éditions Albert Saint-Martin, 1983, p. 243-258.

LACROIX, Jean-Guy, « Entrevue avec Louis Roy, secrétaire permanent du Sommet populaire », *Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 72-84.

LACROIX, Jean-Guy, « L'unité au sein du mouvement populaire : espérance et réalité », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 84-134.

LACROIX, Jean-Guy, « La crise économique au Québec : quel socialisme opposer à l'attaque du capital? », *Les Cahiers du socialisme*, n^{o} 9, hiver 1982, p. 144-187.

LACROIX, Jean-Guy et Benoît LÉVESQUE, « La recomposition des forces de gauche et l'idée de coalition », *Les Cahiers du socialisme*, n^{o} 16, 1984, p. 190-201.

LAFOREST, Rachel, « La consultation publique et les formes d'action collective », *Politique et Sociétés*, vol. 19, n^{o} 1, 2001 p. 27-48.

LAFOREST, Rachel et Susan PHILLIPS, « Repenser les relations entre gouvernement et le secteur bénévole », *Politique et Sociétés*, vol. 20, n^{os} 2-3, 2001, p. 37-69.

LAFRANCE, Louis, «Un certain retour de l'action militante», *Québec 1999*, Montréal, Fides, 1998, p. 125-131.

LAMOUREUX, André, *Le NPD et le Québec*, Montréal, Éditions du Parc, 1985, 230 p.

LAMOUREUX, Diane, *Le trésor perdu de la politique*, Montréal, Écosociété, 2013, 111 p.

LAMOUREUX, Diane, « L'altermondialisme face et au-delà de l'État », dans Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte (dir.), *L'altermondialisme. Forums sociaux, résistances et nouvelle culture politique*, Montréal, Écosociété, 2010, p. 427-439.

LAMOUREUX, Diane, « Le mouvement pour l'égalité politique des femmes au Québec », dans Marie-Blanche Tahon (dir.), *Les femmes entre la ville et la cité*, Montréal, Éditions du remue ménage, 2007, p. 145-163.

LAMOUREUX, Diane, « Le féminisme et l'altermondialisation », *Recherches féministes*, vol. 17, n° 2, 2004, p. 171-194.

LAMOUREUX, Diane, « Le dilemme entre politiques et pouvoir », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 37, 2002, p. 183-201.

LAMOUREUX, Diane, *L'amère patrie : féminisme et nationalisme dans le Québec contemporain*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2001, 181 p.

LAMOUREUX, Diane, « Nos luttes ont changé nos vies. L'impact du mouvement féministe », dans Gérard Daigle (dir.), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1992, p. 693-711.

LAMOUREUX, Diane, « Nationalism and Feminism in Quebec: An Impossible Attraction », dans Heather Jon Marony et Meg Luxton (dir.), *Feminism and Political Economy: Women's Work, Women's Struggles*, Toronto, Methuen, 1987, p. 51-68.

LAMOUREUX, Diane , « La lutte pour le droit à l'avortement (1969-1981) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 37, n° 1, 1983, p. 81-90.

LAMOUREUX, Henri*, La pratique de l'action communautaire autonome. Origine, continuité, reconnaissance et ruptures*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2010, 116 p.

LAMOUREUX, Henri *et al., L'action communautaire. Des pratiques en quête de sens*, Montréal, VLB, 2007, 204 p.

LAMOUREUX, Josie, « The Dissolution of En Lutte! An Insider's View »*, Canadian Dimension*, vol. 17, 1983, p. 24-27.

LANTHIER, Stéphanie, *L'impossible réciprocité des rapports politiques et idéologiques entre le nationalisme radical et le féminisme radical au Québec, 1961-1972*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke (Mémoire présenté comme exigence partielle à la maîtrise en histoire), 1998, 127 p.

LAPRISE, Pierre, *Le rôle de l'État dans les négociations de 1982-1983 dans le secteur public au Québec*, Montréal, Université du Québec à Montréal [Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en science politique], 1991, 152 p.

LAROSE, Gérald, « Les syndicats et le référendum », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 60-63.

LARSEN, Peter, « The Rise and Fall of the Workers Communist Party: Some Lessons »*, Canadian Dimension*, vol. 17, 1983, p. 27-30.

LATENDRESSE, Anne, « L'émergence des sommets citoyens de Montréal : vers la construction d'un programme autour du droit à la ville? », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 21, n° 1, automne 2008, p. 104-120.

LATENDRESSE, Anne, « Les expériences des CDEC montréalaises et du budget participatif de Porto Alegre à la lumière de leur contribution au renouvellement de la démocratie urbaine », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 2, p. 55-70.

LAURIN-FRENETTE, Nicole, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, n° 2, automne 2005, p. 183-207.

LAURIN-FRENETTE, Nicole et Jean-François LÉONARD (dir.), *L'impasse : enjeux et perspectives de l'après référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, 162 p.

LAVALLÉE, Josiane, « Du parti de la démocratie socialiste à Québec solidaire : 1995-2010 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, no 2, automne 2010, p. 202-214.

LAVALLÉE, Josiane, « Les partis à la gauche du PQ depuis dix ans », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 13, n° 3, printemps 2005, p. 249-255.

LAVIOLETTE, Marc et Pierre DUBUC, *Le SPQ Libre et l'indépendance du Québec. Dix ans de lutte au sein du Parti québécois*, Montréal, Les Éditons du Renouveau québécois, 2013, 229 p.

LAVOIE, Jocelyne et Jean PANET-RAYMOND, *La pratique de l'action communautaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2011, 416 p.

LE BORGNE, Louis, « Syndicalisme, nationalisme et socialisme », dans Édouard Cloutier et Daniel Latouche (dir.), *Le système politique québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1979, p. 287-311.

LE BORGNE, Louis, *La CSN et la question nationale depuis 1960*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1976, 208 p.

LEBEL, Georges A., « Le mirage démocratique de l'économie sociale », dans Louise Boivin et Mark Fortier (dir.), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 1998, p. 101-133.

LECLERC, André, «Les lendemains du lendemain qui n'a pas chanté », dans N. Laurin-Frenette et J.-F. Léonard (dir.), *L'impasse. Enjeux et perspectives de l'après-référendum*, Montréal, Nouvelle optique, 1980, p. 27-44.

LECLERC, Patrice, *Challenging and Changing: Canadian Women's Movements, the State, and the Law*, American Sociological Association, 2000, 17 p.

LECLERC, Patrice, *Women's Movement Organizations in North America: The Founding of NOW, NAC and the FFQ*, American Sociological Association, 1997, 17 p.

LECLERC, Patrice, « New Social Movement Theory: Does it Explain the Feminist Movement in Quebec? », *Socialist Studies Bulletin*, n° 38, 1994, p. 19-53.

LECLERC, Patrice et Lois A. WEST, « Feminist Nationalist Movements in Quebec: Resolving Contradictions? », dans Lois A. West (dir.), *Feminist Nationalism*, New York, Routledge, 1997, p. 220-246.

LE DEVOIR, *Le Québec et le Lac Meech*, Montréal, Guérin, 1987, 477 p.

LEFEBVRE, Josée, « La CEQ et le débat référendaire », *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, vol. 19, no 1, hiver 1993, p. 3-9.

LEMIRE, Marc, « Les mouvements sociaux face à la globalisation des marchés », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec : État et Société*, Montréal, Québec Amérique, 2003, p. 277-304.

LEMIRE, Marc, « Mouvement social et mondialisation économique : de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC », *Politique et sociétés*, vol. 19, n° 1, 2000, p. 49-78.

L'EQUIPE DE PRODUCTION, « Dernière heure – Référendum », *La vie en rose*, no 2, juin 1980, p. 5.

LESSARD, Jonathan, « Le Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM) et la question de la municipalisation du tramway de 1900 à 1930 », *Bulletin du RCHTQ*, vol. 30, no 2, automne 2004, p. 23-38.

LÉTOURNEAU, Jacques et Nathalie GUAY, « Mouvement syndical et altermondialisme », *Possibles,* vol. 32, n° 3, automne 2008, p. 66-73.

LISÉE, Jean-François, *Pour une gauche efficace*, Montréal, Boréal, 2008, 276 p.

LOISELLE, Bertrand, « Le mouvement communautaire dans les mailles des regroupements », *À bâbord!*, n° 9, avril-mai 2005, p. 32-33.

LUSTIGER-THALER, Henri et Eric SHRAGGE, « The New Urban Left: Parties Without Actors », *International Journal of Urban Regional Research*, vol. 22, n° 2, juin 1998, p. 233-244.

MAILLÉ, Chantal, « Féminismes, rapatriement de la Constitution et Charte canadienne des droits et libertés, 1982-2012 : quel bilan? », dans François Rocher et Benoît Pelletier (dir.), *Le nouvel ordre constitutionnel canadien; du rapatriement de 1982 à nos jours*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013, p. 174-175.

MAILLÉ, Chantal, « Les interventions des mouvements de femmes en faveur d'une politique de présence dans les institutions de la démocratie libérale. Observations autour des filières nord-américaines », dans Manon Tremblay, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Bérengère Marques-Pereira et Mariette Sineau (dir.), *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 189-207.

MAILLÉ, Chantal, « Le mouvement des femmes au Québec : histoire et actualité », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société*, tome 2, Montréal, Québec/Amérique, 2003, p. 323-341.

MAILLÉ, Chantal, « Les groupes de femmes et la question nationale au Québec », dans Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les nationalismes au Québec du XIX^e^ au XXI^e^ siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2001, p. 145-152.

MAILLÉ, Chantal, « Quebec Women and the Constitutional Issue: A Scattered Group », *Journal of Canadian Studies*, vol. 35, n^o^ 2, été 2000, p. 95-109.

MAILLÉ, Chantal et Manon TREMBLAY, « Femmes et référendum : une force politique incontournable », dans Guy Lachapelle *et al.* (dir.), *L'impact référendaire*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1995, p. 347-373.

MAILLOUX, Isabelle, « Le Rassemblement pour une alternative politique : Une réponse à quelques lieux communs », *Possibles*, vol. 22, n^os^ 3-4, été/automne 1998, p. 226-240.

MARONEY, Heather Jon, *Contemporary Quebec feminism, 1960-1980*, Hamilton, McMaster University (Thèse de doctorat en sociologie), 1988, 681 p.

MARSOLAIS, Claude V., *Le référendum confisqué*, Montréal, VLB, 1992, 266 p.

MASSON, Dominique, « Constructing Scale/Contesting Scale: Women's Movement and Rescaling Politics in Québec », *Social Politics. International Studies in Gender, State and Society*, vol. 13, n^o^ 4, hiver 2006, p. 462-486.

MASSON, Dominique, *With and despite the state; doing women's movement, politics in local service groups in the 1980s in Quebec*, Thèse de doctorat, Université Carleton, 1999, 404 p.

MASSON, Dominique, « Repenser l'État. Nouvelles perspectives féministes », *Recherches féministes*, vol. 12, n^o^ 1, 1999, p. 5-24.

MATHIEU, Réjean, « L'action communautaire et la politique : risques et nécessités », dans Louis Favreau, René Lachapelle et Lucie Chagnon (dir.), *Pratiques d'action communautaire en CLSC : acquis et défis d'aujourd'hui* [actes du Colloque du RQIIAC, Hull, juin 1992], Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, p. 159-170.

MAYER, Robert, « Évolution des pratiques communautaires au Québec (1960-1990) », *Revue canadienne de service social*, vol. 11, n^o^ 2, été 1994, p. 238-260.

McGRAW, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1979, 184 p.

MICHAUD, Jacinthe, *Connecting Historiographies, Mapping Territories: Exploring the Margins and the Frontiers in Italian and Québec Feminisms*, conférence présentée dans le cadre de la série Conversazione, 13 mars 2012, Glendon College.

MICHAUD, Jacinthe, « The Restructuring of the Health Care System in Quebec: Its Impact on the Women's Health Movement », *Studies in Political Economy*, no 61, printemps 2000, p. 31-48.

MILLS, Sean, « Québécoises deboutte! le Front de libération des femmes, le Centre des femmes et le nationalisme », *revue Mens*, vol. 4, n° 2, printemps 2004, p. 183-210.

MOISAN, Monique, « Le droit de défendre nos droits », *À bâbord!*, n° 20, été 2007, p. 38-39.

MOISAN, Monique, « Un mouvement de résistances. Entrevue avec Jean-Yves Joannette », *À bâbord!*, n° 10, été 2005, p. 22-23.

MONIÈRE, Denis, « 2007 : l'état de la Nation », *Action nationale*, vol. 97, nos 1-2, janv.-févr. 2007, p. 104-108.

MONIÈRE, Denis, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*, Montréal, P.U.M., 2001, 148 p.

MONIÈRE, Denis, « La démarche référendaire – Le Québec face à son destin », *L'année politique au Québec 1994-1995*, Montréal, Fides/PUM, 1996.

MONTOUR, Richard, « Essai sur l'autonomie politique ouvrière au Québec », *Conjoncture politique au Québec*, n° 4, automne 1983, p. 145-155.

MOUTERDE, Pierre, « La naissance de Québec solidaire », *L'annuaire du Québec 2007*, Montréal, Fides, 2006, p. 157-159.

MUNN, Edwidge, « L'action politique partisane à la FTQ (1957-76) », *Labour/Le Travailleur*, vol.12, automne 1983, p. 43-61.

MURRAY, Gregor, « Union Culture and Organizational Change in Ontario and Québec », dans Colin Leys et Marguerite Mendell (dir.), *Culture and Social Change. Social Movements in Quebec and Ontario*, Montréal, Black Rose Books, 1992, p. 39-59.

NENGEH MENSAH, Maria, « Le comité femmes en grève. Entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 1, automne 2005, p. 9-17.

NOREAU, Pierre, « Le mouvement syndical », dans Robert Boily (dir.), *L'année politique au Québec 1993-1994*, Presses de l'Université de Montréal, 1995, p. 141-150.

NORRIS, Alex et Frank RACKOW, « Who's Left in Québec? », *Canadian Dimension*, vol. 20, novembre 1986, p. 17-19.

OUELLETTE, Françoise-Romaine, « Les regroupements de femmes dans les années 1980 : entraide et nouveau profil du mouvement des femmes », dans Marie-T. Brault et Lyse St-Jean, *Entraide et associations*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, p. 73-94.

PAGÉ, Geneviève, « La démocratie et les femmes au Québec et au Canada », dans Alain G. Gagnon (dir.), *La politique québécoise et canadienne: une approche pluraliste*, Québec, PUQ, 2014, p.529-553.

PANET-RAYMOND, Jean, « Community groups in Quebec: from radical action to voluntarism for the state », *Community Development Journal*, vol. 22, n° 4, 1987, p. 281-286.

PANET-RAYMOND, Jean et Jean-François RENÉ, *Faut-il brûler les pancartes? Le mouvement populaire aujourd'hui,* Montréal, ACEF du Centre de Montréal/Journal La Criée, 1984, 94 p.

PARAZELLI, Michel, « La coalition des organismes communautaires du Québec (1985-1991) : d'une pratique démocratique à un mimétisme adhocratique », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, n° 1, 1994, p. 111-130.

PARAZELLI, Michel et Gilles TARDIF, « Le mirage démocratique de l'économie sociale », dans Louise Boivin et Mark Fortier (dir.), *L'économie sociale : l'avenir d'une illusion*, Montréal, Fides, 1998, p. 55-99.

PARENTEAU, Ian, « La gauche québécoise en effervescence », *L'annuaire du Québec 2005*, Montréal, Fides, 2004, p. 438-444.

PATSIAS, Caroline, « Groupes de quartier et pratiques citoyennes. Les leçons d'une comparaison franco-québécoise ou de la différence entre mouvement associatif et communautaire », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 2, 2006, p. 39-54.

PAYEUR, Christian, « À propos d'une autopsie du quatrième Front Commun ou quand le PQ est doublé à droite par François Demers », *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, printemps 1984, p. 36-49.

PELLETIER, Jacques, *Question nationale et lutte sociale : la nouvelle fracture,* Montréal, Nota Bene, 2007, 306 p.

PELLETIER, Jacques, *«* 2005: naissance d'une véritable alternative politique, à gauche? », *Possibles*, vol. 29, n° 1, hiver 2005, p. 129-147.

PELLETIER, Jacques, *La gauche a-t-elle un avenir? Écrits à contre-courant*, Montréal, Nota Bene, 2000, 235 p.

PELLETIER, Réjean et Daniel GUÉRIN, « Les nouveaux mouvements sociaux constituent-ils un défi pour les partis politiques? Le cas du Québec », *Revue canadienne de science politique*, vol. 31, n° 2, juin 1998, p. 311-338.

PEPIN, Marcel et Michel RIOUX, *La CSN au cœur du Québec, 1921-1991*, Montréal, Service d'information de la CSN, 1991, 87 p.

PERRIER, Yvan, « Réflexion en marge du sommet populaire II », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, 1982, p. 64-71.

PERRIER, Yvan, *De la libre contractualisation à la négociation factice*, Montréal, Nota Bene, 2001, 148 p.

PÉTRY, François (dir.), *Le Parti québécois : bilan des engagements électoraux, 1994-2000*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 200 p.

PÉTRY, François, BÉLANGER, Éric et Louis IMBEAU (dir.), *Le Parti libéral : enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006, 444 p.

PICARD, Paulo, « La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec et la question nationale », *L'Action nationale*, vol. 82, n° 8, octobre 1992, p. 1020-1037.

PICARD, Paulo, « Évolution du nationalisme à la Confédération des syndicats nationaux », *L'Action nationale*, vol. 83, n° 3, mars 1993, p. 369-384.

PILON, Michel et Normand ROY, « Entrevue avec Norbert Rodrigue », *Interventions économiques*, n° 9, automne 1982, p. 7-13.

PIOTTE, Jean-Marc, « Les syndicats : le dos au mur », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux, 2008, p. 97-110.

PIOTTE, Jean-Marc, *Un certain espoir,* Montréal, Logiques, 2008, 183 p.

PIOTTE, Jean-Marc, « L'université, les universitaires et la gauche; préambule aux textes de Normand Baillargeon, Jean-Marc Fontan, Mona-Josée Gagnon, Lucie Lamarche, Karen Messing, et Ruth Rose », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 34, 2000, p. 5-24.

PIOTTE, Jean-Marc, *Du combat au partenariat. Interventions critiques sur le syndicalisme québécois*, Montréal, Nota Bene, 1998, 272 p.

PIOTTE, Jean-Marc, *La communauté perdue. Petite histoire des militantismes*, Montréal, VLB, 1987, 142 p.

PIOTTE, Jean-Marc, « Pour une renaissance syndicale », *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, printemps 1984, p. 14-35.

PIOTTE, Jean-Marc, « Un avenir incertain», dans Jean-François Léonard (dir.)*, La chance au coureur; bilan de l'action du gouvernement du Parti québécois*, Montréal, Nouvelle optique, 1978, p. 230-243.

PIOTTE, Jean-Marc, « Le monstre bicéphale », *Chroniques*, n°s 29-32, 1977-1978, p. 12-28.

PIOTTE, Jean-Marc et Bela EGYED, «A morose Quebec», *The Canadian Forum*, n° 62, mars 1983, p.12.

QUÉNIART, Anne, « The Form and Meaning of Young People's Involvement in Community and Political Work », *Youth and Society*, vol. 40, n° 2, décembre 2008, p. 203-223.

QUÉNIART, Anne et Julie JACQUES, « Political Involvement Among Young Women: A Qualitative Analysis », *Citizenship Studies*, vol. 8, n° 2, juin 2004, p. 177-193.

RABOY, Marc (dir.), *Old Passions, New Visions; Social Movements and Political Activism in Quebec*, Toronto, Between the Lines, 1986, 250 p.

RACICOT, Pierre, « Le Rassemblement populaire et les comités de citoyens », *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 4 (44), 1981, p. 129-133.

RAYMOND, Diane, «Les conseils régionaux de la FTQ : des pôles de solidarité dans toutes les régions», dans Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La FTQ, ses syndicats et la société québécoise*, Montréal, Comeau & Nadeau, 2001, p. 139-143.

RAYMOND, Ghislaine, *Le partenariat social*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2013, 182 p.

REBICK, Judy, *Ten Thousand Roses. The Making of a Feminist Revolution*, Toronto, Penguin, 2005, 280 p.

REBICK, Judy, « Bloc, NPD, unissez-vous! », *Alternatives*, vol. 10, n^{o} 10, juillet 2004, p. 5.

REQUENA, José-Luis, *Le Parti québécois et la social-démocratie : 1968-1985*, Montréal, Université du Québec à Montréal [Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en histoire], 1989, 115 p.

ROBILLARD, Claude et Daniel HUBERT, « En lutte! Grandeur et décadence », *Les Cahiers du socialisme*, n^{os} 10-11, automne 1982, p. 363-387.

ROBITAILLE, Jean, « Les relations "État" et "communautaire", un mariage de raison? », *Vie ouvrière*, n^{o} 254, mai-juin 1995, p. 22-34.

ROUILLARD, Jacques, «Historique de l'appui à l'indépendance du Québec par le mouvement syndical», *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no 3, printemps 2012, p. 103-123.

ROUILLARD, Jacques, « Le rendez-vous manqué du syndicalisme québécois avec un parti des travailleurs (1966-1973) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 19, no 2, automne 2010, p. 161-182.

ROUILLARD, Jacques, *L'expérience syndicale au Québec,* Montréal, VLB, 2008, 385 p.

ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, 335 p.

ROUILLARD, Jacques, « Le mouvement syndical», *L'Année politique au Québec 1987-1988*, Montréal, P.U.M., 1988. [http://www.pum.umontreal.ca/apqc/87_88/rouillar/rouillar.htm]

ROUILLARD, Jacques, *Histoire de la CSN, 1921-1981*, Montréal, Boréal Express, 1981, 335 p.

ROUSSEAU, Guillaume, « Judiciarisation des identités, multiculturalisme et échec de la gauche : comment sortir de l'impasse? », *Action nationale*, vol. 95, n^{os} 9-10, nov.-déc. 2005, p. 55-74.

ROY, Louis, *Le sommet populaire de Montréal, 1980-1982 : à la recherche de l'unité des classes populaires,* [Mémoire présenté à l'UQAM comme exigence partielle de la maîtrise en science politique], Montréal, Université du Québec à Montréal, 1983, 226 p.

SAILLANT, François, *Le radical de velours. Parcours militant*, Ville Mont-Royal, M éditeur, 2012, 185 p.

SAILLANT, François, « Question nationale : mais où est donc passé le mouvement populaire? », *Vie ouvrière*, n° 229, mars-avril 1991, p. 39-40.

SAINT-PIERRE, Céline, «Aperçu historique du mouvement ouvrier au Québec : 1827-1976», *Politique aujourd'hui,* # 7-8, 1978, p. 109-123.

SALÉE, Daniel, «Transformative Politics, the State, and the Politics of Social Change in Quebec», dans Wallace Clement et Leah F. Vosco (dir.), *Changing Canada; Political Economy as Transformation*, Montréal, McGill/Queen University Press, 2003, p. 25-50.

SARRASIN, Rachel et al., « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », *Lien social et politiques*, n° 68, automne 2012, p. 141-166.

SAULNIER, Alain, « La question nationale et le PCO », *Les Cahiers du socialisme*, n° 14, printemps 1984, p. 101-125.

SAVOIE, Dominique, *Rapport d'étape du comité mixte sur le portrait des femmes à la FTQ - 29e congrès de la FTQ*, Montréal, 2010. http://www.ftq.qc.ca/librairies/sfv/telecharger.php?fichier=6949

SCHABAS, Bill, « The PQ and the Socialists [Parti quebecois planning to join the 'Internationale Socialiste'] », *The Canadian Forum*, n° 62, mars 1983, p. 14-15 et 35.

SCHNEIDERMAN, David, (dir.), *The Quebec decision: perspectives on the Supreme Court ruling on secession*, Toronto, James Lorimer & Co., 1999, 167 p.

SÉVIGNY, Marcel, « Une nouvelle gauche municipale? Pas de printemps en vue », *Possibles*, vol. 32, nos 1-2, hiver/printemps/été 2008, p. 153-171.

SÉVIGNY, Marcel, « Le mouvement communautaire et la récupération étatique », *Possibles*, vol. 27, n° 3, été 2003, p. 33-54.

SÉVIGNY, Marcel, *Trente ans de politique municipale. Plaidoyer pour une citoyenneté active*, Montréal, Écosociété, 2001, 283 p.

SÉVIGNY, Marcel, « Mouvement populaire-communautaire et élection municipale : des candidatures indépendantes », *Vie ouvrière*, n° 250, sept.-oct. 1994, p. 8-9.

SEYMOUR, Michel, *Le pari de la démesure; l'intransigeance canadienne face au Québec*, Montréal, Éditions de l'Hexagone, 2001, 306 p.

SHRAGGE, Eric, « La pratique communautaire et la lutte pour la transformation sociale », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 19, n° 2, printemps 2007, p. 184-192.

SHRAGGE, Eric, *Action communautaire : dérives et possibles*, Montréal, Écosociété, 2006, 248 p.

SPQ, *La Charte d'un Québec populaire: le Québec qu'on veut bâtir!*, Montréal, la Solidarité, 1994, 32p.

SPQ, *Le Québec qu'on veut bâtir; rapport de la Commission populaire itinérante*, Montréal, SPQ/La Maîtresse d'école, août 1992, 72 p.

SPQ, *La Force des idées, la force du nombre : rapport de la Commission populaire itinérante sur le désengagement de l'État*, Montréal, Solidarité populaire Québec, 1987, 113 p.

SURPRENANT, Marie-Ève et Mylène BIGAOUETTE (dir.), *Les femmes changent la lutte*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2013, 328 p.

TARDIF, Jean-Claude, *Le mouvement syndical et l'État. Entre l'intégration et l'opposition*, Québec, Département des relations industrielles de l'Université Laval [Collection Instruments de travail, #28], 1995, 210 p.

TARDY, Évelyne, *L'égalité hommes-femmes? Le militantisme politique au Québec : le PQ et le PLQ*, Montréal, Hurtubise HMH, 2003, 222 p.

TARDY, Évelyne et André BERNARD, *Militer au féminin dans la Fédération des femmes du Québec et dans ses groupes affiliés*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 1995, 191 p.

TREMBLAY, Manon, *Québécoises et représentation parlementaire*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2005, 328 p.

TRUDEL, Flavie, *L'engagement des femmes en politique au Québec : histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, UQAM (Thèse présentée comme exigence partielle du doctorat en histoire), 2009, 510 p.

TURP, Daniel, *La nation bâillonnée : le plan B ou l'offensive d'Ottawa contre le Québec*, Montréal, VLB, 2000, 217 p.

VACHER, Laurent-Michel, *Une triste histoire et autres écrits politiques*, Montréal, Liber, 2001, 175 p.

VACHON, Bernard, « Le Parti québécois est-il encore social-démocrate? », *Relations*, n^{o} 639, avril 1998, p. 79-81.

VAILLANCOURT, Yves, *De quelle social-démocratie parlons-nous?* Montréal, Université du Québec à Montréal, Laboratoire de recherche sur les pratiques sociales [Cahiers du LAREPPS n^{o} 98-03], 1998, 24 p.

VAILLANCOURT, Yves, *Le PQ et le social*, Montréal, Éditions Albert Saint-Martin, 1983, 165 p.

VAILLANCOURT, Yves, « The Reorganization of the Quebec Political Left »*, Canadian Dimension*, vol. 17, 1983, p. 31-33.

VAILLANCOURT, Yves, « La position constitutionnelle du MSA-PQ de 1969 à 1979 », dans Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, p. 69-123.

VAILLANCOURT, Yves, *La social-démocratie dans l'histoire du mouvement ouvrier international*, Montréal, Centre de formation populaire, 1978, 22 p.

VENNE, Michel, « Le Québec vire-t-il à droite? », *L'annuaire du Québec 2008*, Montréal, Fides, 2007, p. 12-21.

VICKERS, Jill, Pauline RANKIN et Christine APPELLE, *Politics as if Women Mattered*, Toronto, University of Toronto Press, 1993, 347 p.

WARREN, Jean-Philippe, *Une douce anarchie : Les années 68 au Québec,* Montréal, Boréal, 2008, 309 p.

WARREN, Jean-Philippe, *Ils voulaient changer le monde. Le militantisme marxiste-léniniste au Québec,* Montréal, VLB, 2007, 256 p.

YANACOPOULO, Andrée, *Le Regroupement des femmes québécoises*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2003, 145 p.

Autres

ARCAND, Denys, *Le déclin de l'empire américain*, Montréal, Boréal, 1986, 173 p.

ARCAND, Denys, *Le confort et l'indifférence*, Montréal, ONF, 1981, 113 min.

CORNÈDE, Pierre, « La nostalgie de l'âge d'or », *Éducation et management*, n° 24, 2003, p. 61-63.

CÔTÉ, Reine, « Québec solidaire désormais représenté dans Groulx », *Nord info*, 15 mars 2013. http://www.nordinfo.com/Actualites/2013-03-15/article-3200679/Quebec-solidaire-desormais-represente-dans-Groulx/1.

Déclaration *La souveraineté pour réinventer la solidarité*, 25 octobre 1995.

LAFOND, Jean-Daniel, *La liberté en colère*, Montréal, ONF, 1994, 73 min.

« Québec solidaire », Wikipedia, http://fr.wikipedia.org/wiki/Qu%C3%A9bec_solidaire (page consultée le 2 juillet 2014).

Sommet populaire de Montréal, *Document de travail : plateformes de revendications et d'actions sur nos conditions de vie*, Montréal, Le Sommet, 1982, 88 p.

Annexe 1

Lettre type pour contacter les participantes et participants

uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

Montréal, le 1er mai 2011

Présentation de la recherche

Un projet recherche ayant pour titre «*L'action politique des mouvements sociaux au Québec, 1982-2009* » est mené par Philippe Boudreau, doctorant en science politique à l'Université d'Ottawa, sous la supervision de M. Serge Denis, professeur émérite de l'École d'Études politiques de cette même université. Le projet respecte les règles d'éthique qui y sont en vigueur.

Ce projet de recherche, qui débute au printemps 2011, vise à mieux comprendre la signification de l'action politique de trois mouvements sociaux québécois (syndical, féministe communautaire), ainsi qu'à mieux connaître la nature des rapports que ces mouvements ont entre eux. Au total une vingtaine de porte-parole des groupes sociaux seront interviewés au Québec.

En participant à cette recherche, et par votre témoignage à visage découvert, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur les mouvements sociaux québécois, en particulier en ce qui a trait à leur action politique. Votre participation à la recherche pourra également vous donner l'occasion de revenir sur vos expériences et susciter des réflexions.

Pour toutes informations complémentaires, vous pouvez me contacter par courriel à l'adresse _____._____@uottawa.ca ou encore par téléphone au 514-389-5921, poste ____.

Prière de m'indiquer votre intérêt (ou non) de participer à cette recherche. En espérant pouvoir compter sur votre collaboration, je vous remercie de votre attention.

Philippe Boudreau
Doctorant en science politique
École d'Études politiques de l'Université d'Ottawa
(Directeur de thèse : M. Serge Denis)

Annexe 2

Formulaire de consentement

uOttawa

Université d'Ottawa
Faculté des sciences sociales
École d'études politiques
University of Ottawa
Faculty of Social Sciences
School of Political Studies

Titre du projet : « *L'action politique des mouvements sociaux au Québec, 1982-2009* ».

Chercheur :
Philippe Boudreau,
Doctorant en sc. politique
(514) 389-5921, [redacted]

Directeur de thèse:
M. Serge Denis, professeur
École d'Études politiques de l'Université d'Ottawa
613-562-5754

A) RENSEIGNEMENTS AUX PARTICIPANTS

1. Objectifs de la recherche.

Ce projet de recherche vise à mieux comprendre la signification de l'action politique de trois mouvements sociaux québécois (syndical, féministe communautaire), ainsi qu'à mieux connaître la nature des rapports que ces mouvements ont entre eux.

2. Participation à la recherche

Votre collaboration à cette recherche consiste à partager votre expérience de leader au sein du mouvement _____, notamment à travers votre expérience au sein de l'organisme _____, en vous prêtant à un entretien semi-directif (une entrevue). Compte tenu de l'étendue de la période à l'étude, l'entretien pourra être subdivisé en deux séances distinctes de trois heures chacune, de façon à ne pas mobiliser une journée complète à cette fin et vous permettre de respirer un peu. Les rencontres se tiendront dans un local de votre choix, où les conditions d'écoute sont optimales. Les questions posées porteront sur le rapport de votre organisation à l'action politique (ex. : liens entre votre organisme et les autres mouvements sociaux, question nationale québécoise, les référendums, les élections, les partis, etc.)

3. Publication d'extraits

Cet entretien sera enregistré sur support audio et retranscrit pour les fins de l'analyse. Pour fins d'illustration, vos propos pourront être cités dans la thèse – ou dans des publications futures en découlant. En ce cas, vous serez préalablement informé des extraits qui seront reproduits (pour fins de validation) et vous serez identifié dans la thèse comme étant l'auteur de ceux-ci. Nous recueillons uniquement les propos tenus à visière levée. Votre témoignage à visage découvert (donc sans anonymat) est requis car il participe d'une meilleure compréhension des faits par le grand public, faits conçus ici comme ayant un caractère historique.

Durant la période de rétention (cinq ans suivant la fin de la thèse), une copie de l'ensemble des données sera entreposée de manière sécuritaire à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. À cette échéance, les données vous concernant seront détruites. Les seules personnes qui auront accès aux données amassées sont Serge Denis, Philippe Boudreau et le personnel administratif de l'École.

4. Avantages et inconvénients

En collaborant à cette recherche, vous pourrez contribuer à l'avancement des connaissances sur l'action politique des mouvements sociaux québécois. Votre participation pourra également vous donner l'occasion de revenir sur vos expériences, de

☎ 613-562-5754
613-562-5371

55 Laurier Est / Laurier East
Ottawa ON K1N 6N5 Canada
www.uOttawa.ca

préciser le sens des événements auquel votre organisme a participé, de susciter des réflexions. La participation à cette recherche ne comporte aucun risque.

5. Droit de retrait

Votre participation est entièrement volontaire. Vous êtes libre de vous retirer en tout temps par avis verbal, sans préjudice et sans devoir justifier votre décision. Si vous décidez de vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec le chercheur, au numéro de téléphone indiqué à la fin de ce document. Si vous vous retirez de la recherche, les renseignements qui auront été recueillis au moment de votre retrait seront détruits.

B) CONSENTEMENT

Je déclare avoir pris connaissance des informations ci-dessus, avoir obtenu les réponses à mes questions sur ma participation à la recherche et comprendre le but, la nature, les avantages de cette recherche.

Après réflexion, je consens librement à prendre part à cette recherche. Je sais que je peux me retirer en tout temps sans préjudice et sans devoir justifier ma décision.

Signature : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Je déclare avoir expliqué le but, la nature et les avantages de l'étude et avoir répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées.

Signature du chercheur : _____ Date : _____

Nom : _____ Prénom : _____

Pour toute question relative à la recherche, ou pour vous retirer de la recherche, vous pouvez communiquer avec Philippe Boudreau, doctorant en science politique de l'Université d'Ottawa, (514) 389-5921, [redacted] ou à l'adresse courriel suivante : [redacted]@uottawa.ca

Pour tout renseignement sur les aspects éthiques de cette recherche, s'adresser au Responsable de l'éthique en recherche, Université d'Ottawa, Pavillon Tabaret, 550, rue Cumberland, pièce 159, 613-562-5387 ou ethics@uottawa.ca.

Un exemplaire du formulaire de consentement signé doit être remis au participant

Annexe 3

Schéma d’entrevue

Schéma d'entrevue : l'action politique des mouvements sociaux au Québec
(chercheur : Philippe Boudreau)

1. Aspects biographiques

1.1 Comment avez-vous été amené à vous impliquer dans le mouvement _____ ?
1.2 Quelles fonctions et responsabilités y avez-vous exercé durant la période 1982-2009?
1.3 Comment décririez-vous la contribution que vous avez apportée à ce mouvement, durant toutes les années où vous y avez été impliqué? (Si un bilan devait être fait de votre implication personnelle dans ce mouvement, quels éléments voudriez-vous voir être retenus?)
1.4 Si vous n'exercez plus un poste de responsabilité dans ce mouvement, pouvez-vous nous dire pourquoi ?
1.5 Quels types de rapports entretenez-vous avec ce mouvement aujourd'hui?

2. La notion d'action politique

2.1 Comment définiriez-vous «l'action politique» d'un mouvement social ou de l'une de ses composantes?
2.2 Pendant que vous y militiez, quelles étaient les facettes de l'action politique de votre organisation?
2.3 Au fil des ans, à partir du début de votre implication dans ce mouvement, comment s'est développée votre propre attitude envers l'action politique? Quelles étaient vos influences? Comment y avez-vous été initié? Diriez-vous que votre rapport à l'action politique a évolué au gré des époques?
2.4 Avez-vous tenté d'imprimer votre propre marque à l'action politique de votre organisation? Dans l'affirmative, quels furent les résultats de ces efforts?
2.5 Aujourd'hui, quel bilan faites-vous de l'intervention effectuée au titre de l'action politique, par votre organisation?

3. Les rapports avec les autres mouvements sociaux

3.1 Pourriez-vous nous dire : avec quels mouvements sociaux votre organisme entrait-il en relation?
3.2 Comment décririez-vous la nature de ces rapports?
3.3 Diriez-vous que d'autres mouvements sociaux partageaient avec le vôtre un certain nombre de traits? (expériences, visions des choses, perspectives, attitudes sociopolitiques, etc.)
3.4 Ici ou ailleurs, votre organisme ou mouvement a-t-il été lié à d'autres mouvements dans le cadre de campagnes précises, de coalitions ou d'événements particuliers?
3.5 Qu'a tiré votre organisme de ce genre d'expériences? Vous / vos collègues, avez-vous appris quelque chose à travers ces contacts ou ce travail en commun?
3.6 Pensez-vous que les propositions et les analyses de votre organisme ou mouvement aient déjà été reprises par d'autres mouvements? Si oui, qu'est-ce qui rend cela possible? (Sinon, pourquoi?)
3.7 Comme organisme ou comme mouvement, vous est-il déjà arrivé de reprendre les revendications et analyses d'un autre mouvement social? Pourquoi?
3.8 Est-ce que les militants/militantes de votre organisme, voire son personnel, peuvent s'être impliqués au sein d'autres mouvements sociaux avant de militer au sein de cet organisme (ou simultanément)? Cela peut-il avoir un effet sur leur militantisme ou sur l'organisme?

3.9 De façon générale, comment décririez-vous la nature des rapports entre mouvements sociaux au Québec? Ces rapports s'exercent-ils dans le respect, l'ouverture et la confiance? Expliquez...
3.10 En somme, quel bilan faites-vous de cet aspect-là (les rapports avec les autres mouvements sociaux) de l'action de votre organisme et de votre mouvement social?

4. La question nationale québécoise

4.1 Quel impact les événements liés à la question nationale québécoise ont-ils eu sur votre sur votre mouvement social?
4.2 Avez-vous senti que les membres de votre organisme ont été interpellés par cet enjeu et si oui, comment? (Si non, pourquoi?)
4.3 Votre organisme ou votre mouvement social a-t-il été amené à développer sa propre lecture des enjeux liés à la question nationale?
4.4 S'il fallait classer les préoccupations de votre organisme de façon hiérarchique, où serait située la question nationale?
4.5 Personnellement, quel était votre état d'esprit sur cette question?
4.6 Aviez-vous le sentiment que votre organisme (ou votre mouvement) pouvait contribuer à l'évolution de ce « dossier » en intervenant sur ses propres bases?
4.7 Le cas échéant, est-ce que les militants et militantes de votre organisme (ou de votre mouvement) ont eu, dans ce cadre-là, à se familiariser avec la question nationale et à se doter d'un point de vue sur la chose? L'organisme (ou le mouvement) encourageait-il cela? (Les militants-es de votre organisme pouvaient-ils, en son sein, «se former» sur cette question?)
4.8 Diriez-vous qu'au fil des années, la lecture faite par votre organisme (ou votre mouvement) de cette question a pu changer? Si oui, de quelle façon? Sinon, pourquoi?
4.9 Au total, quel bilan faites-vous de la façon dont votre organisme et votre mouvement ont abordé et traité la question nationale?

5. La politique partisane

5.1 Votre organisme a-t-il développé sa propre analyse de la démocratie au Québec/Canada et de ses institutions?
5.2 Personnellement, quel était votre état d'esprit sur cette question? Quelle peut être la contribution d'un mouvement social comme le vôtre à la vie démocratique?
5.3 Est-ce que les mouvements sociaux influencent les partis politiques?
5.4 Votre organisme a-t-il eu à établir des rapports avec des partis ou leurs représentants? Quel bilan faites-vous de ces rapports?
5.5 Avez-vous déjà pensé que des partis aient pu avoir une influence négative sur votre organisation?
5.6 Avez-vous connaissance que des personnes issues de votre mouvement social aient pu tenter l'aventure de l'action partisane? Comment perceviez-vous cela, sur le coup?
5.7 Est-il déjà arrivé à des militants/militantes ou salariés de votre propre organisme d'être tentés par l'action partisane? Y a-t-il eu des périodes ou circonstances plus propices que d'autres?
5.8 Personnellement, comment réagissiez-vous en pareils cas? Vous-même ou votre organisme, avez-vous déjà appuyé un candidat ou un parti politique?
5.9 Diriez-vous qu'au fil des époques, l'attitude de votre organisme à l'égard de l'action partisane a évolué? Si oui, qu'est-ce qui l'explique? Sinon, pourquoi?
5.10 D'après vous, l'action partisane peut-elle jouer le rôle «d'école du militantisme»?
5.11 Est-ce que votre organisme offrait ce qu'on appelle « de la formation politique »?

5.12 Y a-t-il déjà eu un comité d'action politique en son sein?
5.13 Au contact de l'action partisane les membres de votre organisme ont-ils pu faire des apprentissages?
5.14 Depuis le début de votre implication dans ce mouvement, diriez-vous que le paysage partisan a changé? Cela a-t-il une un effet sur votre façon d'envisager le rapport à l'action politique?

6. Les pratiques internes de l'organisation

6.1 Quel portrait dépeindriez-vous de la vie démocratique de votre organisation? Les membres y prennent-ils suffisamment leur place?
6.2 Les structures ont-elles été modifiées pendant votre mandat au sein de l'organisme? Pourquoi?
6.3 Le déroulement des assembles délibérantes a-t-il changé durant cette période?
6.4 Certains disent qu'au sein des organismes comme le vôtre, le travail et l'action se sont beaucoup professionnalisés. Êtes-vous d'accord?
6.5 Les membres ont-ils les capacités d'intervenir aisément dans la vie de l'organisme? Quels efforts ont été faits dans ce sens?
6.6 Quelle place votre organisme fait-il au pluralisme des points de vue et des appartenances?
6.7 La culture organisationnelle de votre organisme a-t-elle évolué au gré des époques? (langage, attitudes, fonctionnement, pratiques, etc.)
6.8 Est-ce qu'au plan des pratiques internes, votre mouvement ou votre organisme a eu l'occasion de partager ou d'échanger des informations, des analyses des bilans avec d'autres organismes ou mouvements?
6.9 Est-ce que, à certains égards, cette culture se compare à celle des forums sociaux?

7. Autres

7.1 Y a-t-il des aspects importants de l'action politique de votre organisme ou mouvement que nous avons omis d'aborder? Voudriez-vous ajouter des détails supplémentaires?
7.2 Certaines des questions posées vous ont-elles semblé inadéquates ou peu pertinentes?
7.3 Qu'avez-vous pensé de cette entrevue?

Annexe 4

Liste des participantes et participants aux entretiens de recherche

Participantes et participants aux entretiens de recherche

	Région représentée (si applicable)
Mouvement syndical	
Gérald Larose (CSN) Monique Simard (CSN) Louis Roy (FSSS et CSN) Lorraine Pagé (CSQ) André Leclerc (FTQ) Fernand Daoust (FTQ) André Frappier (FTQ, Conseil du travail de Montréal) Serge Roy (SFPQ)	Montréal Québec
Mouvement des femmes	
Michèle Asselin (L'R, FFQ...) Françoise David (L'R, FFQ...) Ginette Drouin-Busque (FFQ) Madeleine Lacombe (Regroupement québécois des CALACS, Regroupement provincial des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale) Diane Matte (Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuelles, MMF, CLES) Véronique O'Leary (FLF, Théâtre des Cuisines, Centre de santé des femmes...)	Estrie Bas St-Laurent
Mouvement communautaire	
Bill Clennett (Logement'occupe, ADDS...) Nicole Jetté (FCPASQ) Jean-Yves Joannette (CL Centre-Sud, TROVEP de Montréal, MEPACQ...) Johanne Nastrom (TROC-Montérégie, Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie) Marie Pelchat (MÉPACQ, RIOCM, Clinique communautaire Pointe St-Charles...) François Saillant (FRAPRU)	Outaouais Montréal Montérégie

Annexe 5

Certificat d'approbation déontologique

Numéro de dossier: 03-11-07 **Date (mm/jj/aaaa):** 04/19/2011

Université d'Ottawa University of Ottawa
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche Office of Research Ethics and Integrity

Certificat d'approbation déontologique

CÉR Sciences sociales et humanités

Chercheur principal / Superviseur / Co-chercheur(s) / Étudiant(s)

Prénom	Nom de famille	Affiliation	Rôle
Serge	Denis	Sciences sociales / Science politiques	Superviseur
Philippe	Boudreau	Sciences sociales / Science politiques	Étudiant-chercheur

Numéro du dossier: 03-11-07

Type du projet: Thèse de doctorat

Titre: L'action politique des mouvements sociaux au Québec, 1982-2009

Date d'approbation (mm/jj/aaaa)	Date d'expiration (mm/jj/aaaa)	Approbation
04/19/2011	04/18/2012	Ia

(Ia: Approbation complète, Ib: Autorisation préliminaire de libération de fonds de recherche)

Conditions Spéciales / Commentaires:
N/A

550, rue Cumberland 550 Cumberland Street
Ottawa (Ontario) K1N 6N5 Canada Ottawa, Ontario K1N 6N5 Canada
(613) 562-5841 • Téléc./Fax (613) 562-5338
http://www.research.uottawa.ca/ethics/index.html
http://www.recherche.uottawa.ca/deontologie/index.html

Numéro de dossier: 03-11-07 **Date (mm/jj/aaaa):** 04/19/2011

Université d'Ottawa University of Ottawa
Bureau d'éthique et d'intégrité de la recherche Office of Research Ethics and Integrity

La présente confirme que le Comité d'éthique de la recherche (CER) de l'Université d'Ottawa identifié ci-dessus, opérant conformément à l'Énoncé de politique des Trois conseils et toutes autres lois et tous règlements applicables de l'Ontario, a examiné et approuvé la demande d'approbation déontologique du projet de recherche ci-nommé. L'approbation est valide pour la durée indiquée plus haut et est sujette aux conditions énumérées dans la section intitulée "Conditions Spéciales / Commentaires".

Lors de l'étude, le protocole ne peut être modifié sans approbation préalable écrite du CER sauf si le sujet doit être retiré en raison d'un danger immédiat ou s'il s'agit d'un changement ayant trait à des éléments administratifs ou logistiques de l'étude comme par exemple un changement de numéro de téléphone. Les chercheurs doivent aviser le CER dans les plus brefs délais de tout changement pouvant augmenter le niveau de risque aux participants ou affecter considérablement le déroulement du projet. Ils devront aussi rapporter tout évènement imprévu et / ou dommageable et devront soumettre toutes les nouvelles informations pouvant nuire à la conduite du projet et/ou à la sécurité des participants. Toutes modifications apportées au projet, aux lettres d'information / formulaires de consentement ainsi qu'aux documents de recrutement doivent être soumises pour approbation à ce Service en utilisant le document intitulé "Modification au projet de recherche" au: http://www.ssrd.uottawa.ca/deontologie/application_dwn_f.asp.

Veuillez soumettre un rapport annuel au Responsable de la déontologie en recherche, quatre semaines avant la date d'échéance indiquée afin de fermer le dossier ou demander un renouvellement de l'approbation déontologique. Le document nécessaire est disponible en ligne au: http://www.rges.uottawa.ca/ethics/application_dwn.asp.

Pour toutes questions, vous pouvez communiquer avec le bureau de déontologie en composant le poste 5841 ou en nous contactant par courriel à: ethics@uOttawa.ca.

Signature:

[redacted]

Kim Thompson
Responsable de la déontologie en recherche
Pour Barbara Graves, Présidente du CÉR en Sciences sociales et humanités

550, rue Cumberland 550 Cumberland Street
Ottawa (Ontario) K1N 6N5 Canada Ottawa, Ontario K1N 6N5 Canada
(613) 562-5841 • Téléc./Fax (613) 562-5338
http://www.research.uottawa.ca/ethics/index.html
http://www.recherche.uottawa.ca/deontologie/index.html

Annexe 6

Manuel de codage

Manuel de codage

w	=	les années 1970
x	=	les années 1980
y	=	les années 1990
z	=	les années 2000

Bloc A : interactions entre mouvements sociaux

A1 : interactions avec le mouvement communautaire
A2 : interactions avec le mouvement des femmes
A3 : interactions avec le mouvement syndical
A4 : interactions avec un autre mouvement social (étudiant, écologiste, altermondialiste, etc.)
A5 : le travail en coalition en général + la fertilisation croisée en général
A6 : la hiérarchie entre MS
A7 : Solidarité populaire Québec
A8 : multiples appartenances des militants ou militantes d'un mouvement social donné

Bloc B : la question nationale

B1 : la Constitution de 1982 + les accords constitutionnels comme Meech et Charlottetown
B2 : la langue
B3 : Partenaires pour la souveraineté
B4 : position sur le référendum ou sur la souveraineté
B5 : autres aspects liés à la question nationale

Bloc C : la politique partisane

C1 : Bloc québécois
C2 : NPD
C3 : PQ / SPQL
C4 : QS / UFP / Option citoyenne
C5 : Mouvement socialiste, marxistes léninistes, autres organisations politiques de gauche
C6 : intervention "citoyenne" à propos des élections + analyse des programmes des partis
C7 : réflexion générale sur la politique partisane
C8 : consigne de vote (ex. : ne pas voter Untel)
C9 : la hiérarchie partis / MS

Bloc D : autres

D1 : ce qu'est l'action politique d'un mouvement social
D2 : la formation des membres
D3 : le leadership
D4 : la mémoire / la transmission des acquis
D5 : structures internes / démocratie syndicale ou associative

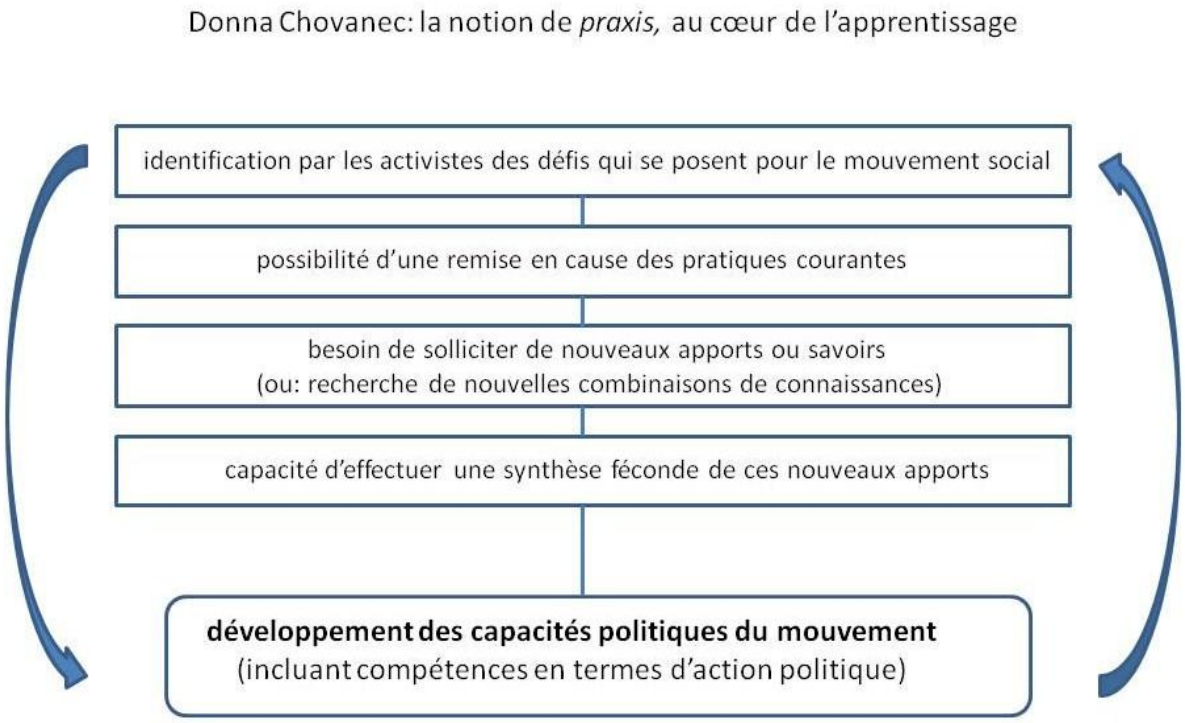
+ Évolution positive / amélioration / progrès

- Évolution négative / détérioration / recul

Annexe 7

Schéma: la notion de praxis (D. Chovanec)

Opérationnalisation



Donna CHOVANEC, *Between Hope and Despair. Women Learning Politics*, Halifax, Fernwood, 2009, 128 p.